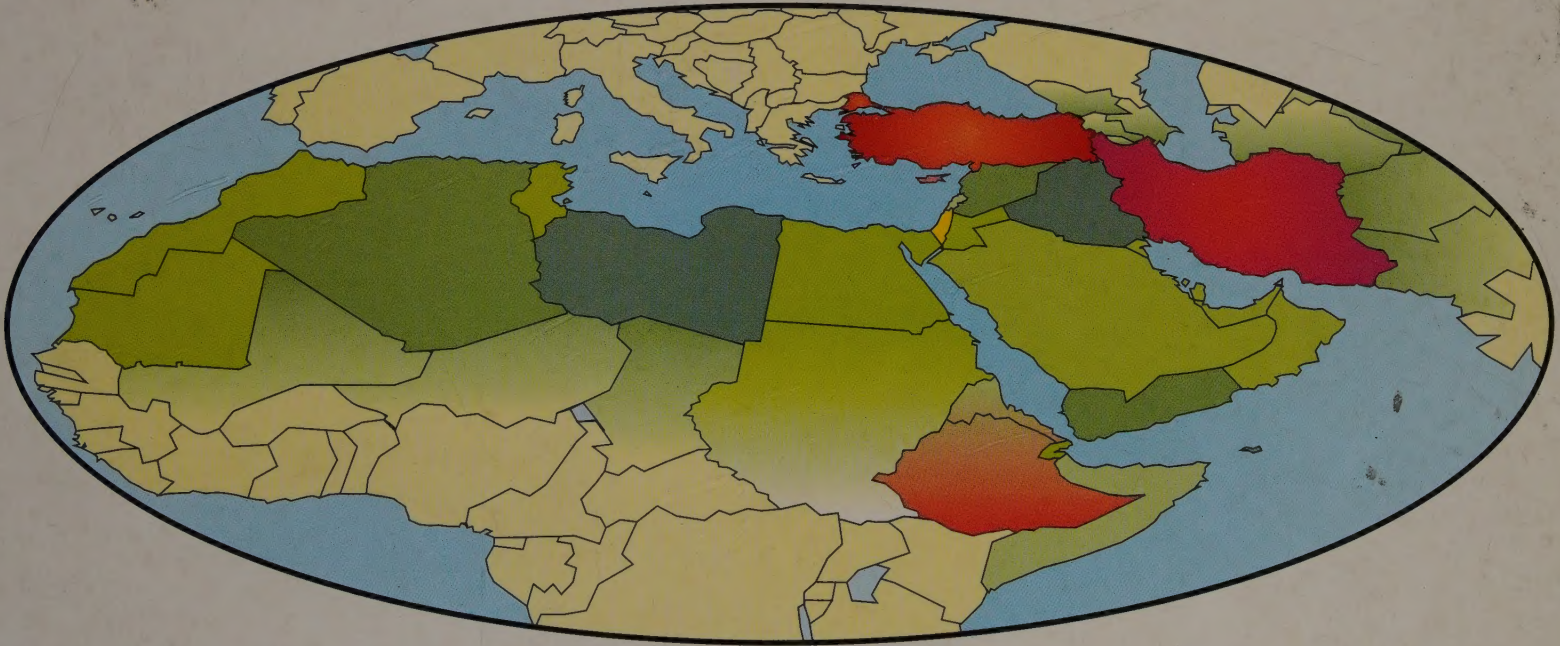


Sous la direction de Philippe Lemarchand

LES
NOUVEAUX
ENJEUX

ATLAS GÉOPOLITIQUE DU MOYEN-ORIENT ET DU MONDE ARABE



LE CROISSANT DES CRISES

ATLAS GÉOPOLITIQUE
DU
MOYEN-ORIENT ET DU MONDE ARABE

L'Atlas du Moyen-Orient et du monde arabe a été conçu et réalisé par Equinoxes, une équipe spécialisée dans la production d'atlas géostratégiques, réunissant journalistes, jeunes universitaires et professionnels de l'édition, sous la direction de Philippe Lemarchand, maître de conférences à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris.

Ont collaboré à la première édition :

TIM AMOR, YASMINA BADJA, ROMAIN BASSOUL, FRANCOIS BOURNEAU, GILLES GUERARD,
NATHALIE JOLY, PHILIPPE LEMARCHAND, VICTORIA LIS, VIRGINIE MARTIN,
FRANCIS PARMENTIER, FRANCIS TEMMAN, MARK TYLER et BERNADETTE YASSO

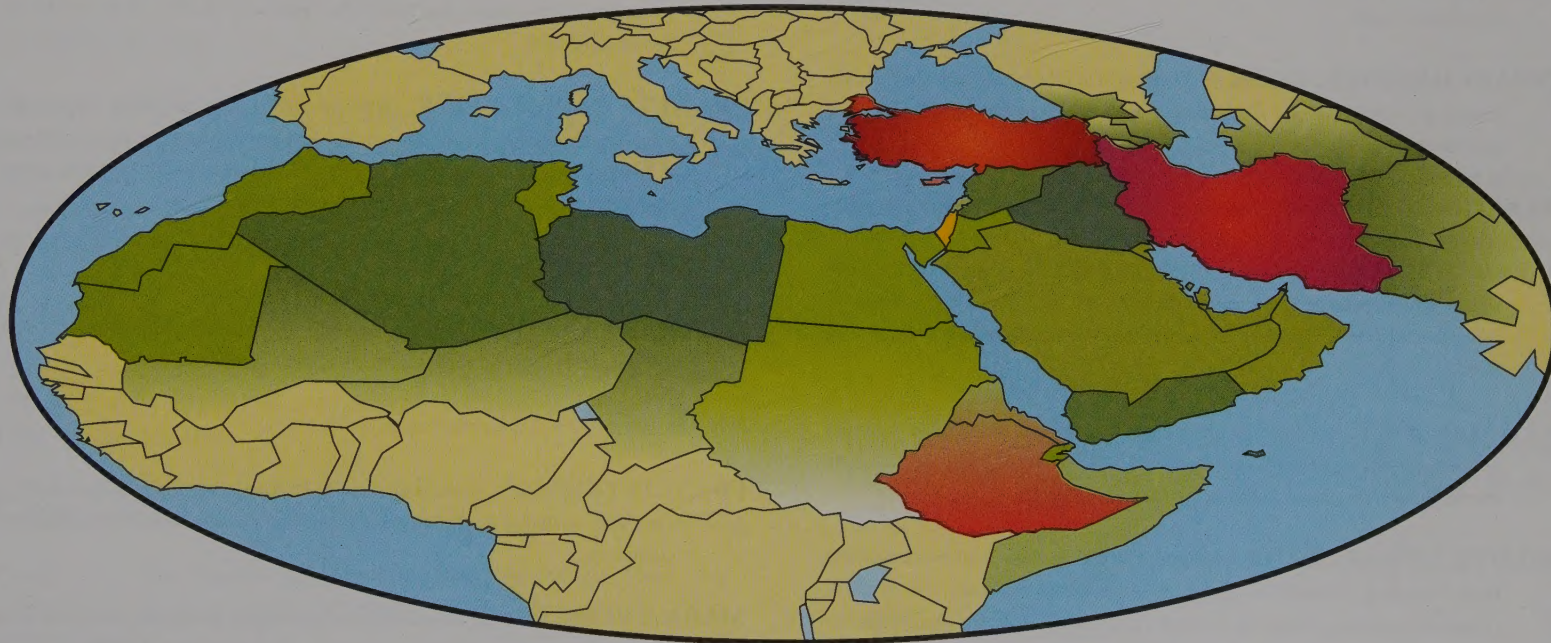
et à la présente édition :

PHILIPPE LEMARCHAND, HELENE PINOL, OLIVIER RAZEMON et NICOLAS SAUVAGE

Nous tenons à remercier les autres membres d'Equinoxes qui ont permis la réalisation de cet ouvrage, Sylvie Lallemand-Badelon, directrice administrative, Arlette Assouline, chargée d'études, Dana Allen, Ingrid Winter et Sylvia Rausch, ainsi que Bruno Lallemand d'Intersis et Eric Vergnaud pour leurs conseils et leur soutien informatique, Guy Mathé de Point 12 pour ses conseils graphiques, Mireille et Daniel Dietrich, Janine et Alexis Koutchoumow de l'Association internationale des éditeurs pour la constance de leur aide et leur soutien logistique, Isabel Malowany, journaliste, et Marie-Françoise Durand, chargée de mission à l'IEP, pour leurs conseils éditoriaux, et également André Versailles et Bernadette Dubois des éditions Complexe, pour toute l'attention, le soin, la patience et la passion qu'ils ont consacrés à ce projet.

ATLAS GÉOPOLITIQUE DU MOYEN-ORIENT ET DU MONDE ARABE

2^e édition entièrement refondue et remise à jour



LE CROISSANT DES CRISES

L'ÉQUIPE ÉDITORIALE

TIM AMOR, licencié ès-Lettres (Liverpool University), participation à diverses publications historiques (Citycare), membre du comité directeur de plusieurs ONG, représentant à Rome du Mouvement Chrétien pour la Paix, enseignant à la Technopolis de Bari.

YASMINA BADJA, diplômée de l'Institut supérieur de commerce international, Consultant export.

ROMAIN BASSOUL, diplômé de l'Institut d'études politiques (IEP) et du Centre de formation des journalistes, anciennement chargé de l'Édition internationale du *Monde*.

FRANÇOIS BOURNEAU, diplômé de l'IEP, maîtrise de Sciences Politiques.

GILLES GUERARD, diplômé de l'IEP, licencié en Histoire, ancien attaché linguistique auprès de l'ambassade de France à Djakarta, ancien chargé de communication chez Hachette et éditeur assistant chez Bordas, éditeur à la SOFIAC.

NATHALIE JOLY, diplômée du programme international de l'Institut supérieur de gestion, anciennement conférencière IAURIF et chargée de relations internationales du groupe Latitudes, consultant au Qatar.

PHILIPPE LEMARCHAND, diplômé de l'IEP de Paris, maîtrise Université Paris Dauphine, licencié ès-lettres, 3e cycle Ecole Nationale des Ponts et Chaussées, ancien chargé de cours à l'Université et au Polytechnique de Londres, maître de conférences à l'IEP, anciennement consultant auprès d'organisations internationales, correspondant (BBC Radio 5) et consultant de presse (Europe de l'Est).

VICTORIA LIS, licenciée ès-Lettres (London University), anciennement assistante d'édition de magazines anglophones parisiens (Chunnel, Paris Passion).

VIRGINIE MARTIN, diplômée de l'IEP, maîtrise ès-Lettres, 3e cycle de Sociologie politique, anciennement assistante du directeur de cabinet du secrétaire d'Etat chargée des Droits des femmes et chargée de recherches au Centre Condorcet.

FRANCIS PARMENTIER, diplômé de l'Ecole nationale supérieure d'ingénieurs d'études et techniques de l'armement, ingénieur au ministère de la Défense, président d'un groupe d'experts techniques dans le cadre du groupe européen indépendant de programmes d'armements.

HELENE PINOL, étudiante à l'IEP.

OLIVIER RAZEMON, diplômé de l'IEP de Strasbourg, maîtrise en Droit, anciennement analyste économique, conférencier.

NICOLAS SAUVAGE, diplômé de l'IEP.

FRANCIS TEMMAN, licencié en Droit et en Administration publique, diplômé de l'IEP, maîtrise de Relations Internationales (New York University), journaliste.

MARK TYLER, maîtrise de sociologie (Cambridge), ancien bibliothécaire de la London School of Economics, contractuel au ministère de la Culture.

BERNADETTE YASSO, diplômée de l'IEP, ancienne journaliste pour *Le Réveil* (Beyrouth).

SOMMAIRE

INTRODUCTION 4

TOILE DE FOND

Données de base 15

Cartes : Moyen-Orient et monde arabe – Etats et régions – L'environnement géopolitique. *Tableau* : Origines des noms de pays. *Cartes* : Le relief – Le climat – L'eau, enjeux et conflits – L'agriculture – Ressources minières et centres industriels – Densité de population – Accroissement démographique.

Des origines au XIXe siècle 25

Cartes : Les civilisations antiques – La région en : 300 av. J.-C. – 116 ap. J.-C. – 622 – 750 – 1144 – 1294 – 1492 – 1683 – 1830 – 1914 - L'âge des villes.

Colonisation et indépendances 43

Cartes : Le colonialisme – Les accords secrets de 1906 et 1916 – Le démembrement de l'Empire ottoman – L'entre-deux-guerres – Les indépendances.

Souveraineté et violence 53

Cartes : Coups d'Etat et guerres civiles – Les conflits (1950-1993) – Pertes humaines – Le terrorisme proche-oriental.

MATRICES

L'Islam, force politique 63

Carte : Les Musulmans dans le monde. *Tableau* : Les schismes de l'Islam. *Cartes* : Sunnites, Chiites et sectes – Les Peuples du Livre. *Tableau* : L'exode des Juifs. *Cartes* : Pratiques de l'Islam – Régimes et mouvements islamistes. *Graphique* : La population musulmane.

Le rêve arabe 75

Cartes : Les peuples – Le pouvoir des mots – Révoltes et prise de conscience – Les Hachémites – Nassériens et parti Baas – La Ligue arabe. *Tableau* : L'entraide arabe. *Carte* : Succès et tentatives d'union.

Israël, ennemi fédérateur 85

Tableau : L'immigration juive en Israël. *Cartes* : Les territoires d'Israël – Les belligérants des conflits israélo-arabes et leurs soutiens (1948, 1956, 1967, 1973).

L'arme du pétrole 95

Cartes : La dépendance – Les producteurs – *Tableaux* : Années de réserves de production – La part du pétrole dans les exportations – Les transferts de propriété 1950/1990 – *Carte* : L'OPEP et L'OPAEP. *Graphique* : Prix du pétrole et courbe de croissance de l'OCDE. *Carte* : Les centres de raffinage.

CONVOITISES

Le ferment des inégalités 105

Cartes : PNB et niveau de vie – Croissance et stagnation – Choix industriels – Types d'économie – Le fardeau de la dette – L'aide internationale – Les migrations – Les transferts des émigrés – Echelle sociale et mobilité – Richesse et inégalité – L'accroissement des inégalités régionales.

Identités et ambitions 115

Cartes : Structures du pouvoir – Construire une nation – Nature des régimes – Liberté et répression – Minorités opprimées, minorités au pouvoir – Puissances insatisfaites – Revendications territoriales – Puissances et ethnies – Les dépenses militaires – La guerre non conventionnelle – Guerres civiles et guérillas, les soutiens.

Le jeu des grandes puissances 127

Cartes : Le Moyen-Orient, le monde arabe et le monde – Les alliances – Sources de l'aide étrangère – Les bases étrangères – Les intérêts étrangers.

CICATRICES

Batailles des sables 149

Cartes : Rivalités algéro-marocaines - Les Yémens - L'activisme libyen.

Le conflit Iran-Irak 159

Cartes : Le passé irakien – Le marché irakien – Les soutiens régionaux. *Document* : Chronologie.

La guerre du Golfe 167

Cartes : Le monde et la guerre du Golfe – Le Koweït et ses voisins – Les investissements koweïtiens – La position des pays arabes – Déploiement de troupes – Le partage du fardeau – Otages et réfugiés. *Documents* : Le face-à-face Saddam / Bush – Chronologie.

Israël et les Palestiniens 185

Cartes : Juifs et Arabes – La sécurité d'Israël – La diaspora palestinienne – Lutte palestinienne – *Documents* : La position des organisations palestiniennes sur le processus de paix. Le financement de l'OLP – *Cartes* : L'assimilation du sionisme au racisme – Annulation de l'assimilation du sionisme au racisme - Reconnaissance de l'Etat palestinien. *Document* : Chronologie.

Reconstructions 201

Cartes : Le Liban : Carte physique – Les confessions – Zones de contrôle (1975 à 1987) - Chypre - L'Erythrée.

Terres incertaines 209

Cartes : Le Sahara occidental - Kurdistan(s) - Le Soudan - La Somalie : Zones de contrôle.

MONOGRAPHIES 221

(Chronologie, carte et fiche signalétique)

L'Algérie;
L'Arabie séoudite;
Bahreïn;
Chypre;
Djibouti;
L'Egypte;
Les Emirats arabes unis;
L'Erythrée;
L'Ethiopie;
L'Irak;
L'Iran;
Israël;
La Jordanie;
Le Koweït;
Le Liban;
La Libye;
Le Maroc;
La Mauritanie;
Oman; Le Qatar;
La Somalie;
Le Soudan;
La Syrie;
La Tunisie;
La Turquie;
Le Yémen.

BIBLIOGRAPHIE 279INDEX 282

INTRODUCTION

Le Moyen-Orient est l'une des régions du monde où la situation est la plus explosive. Antagonismes séculaires, rivalités nationales et disparités socio-économiques ont attisé les haines et les conflits, tandis que des années de course effrénée aux armements ont transformé la région en une véritable poudrière.

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, le Moyen-Orient a été une des régions les plus instables du monde. Zbigniew Brzezinski, conseiller du président américain Carter pour les questions de défense, décrit un "arc de crises" qui définit la région, depuis la Corne de l'Afrique jusqu'au Golfe et au Caucase, comme une succession de zones d'instabilité et de conflits. Les deux guerres du Golfe (la guerre Iran/Irak et la crise du Koweït), les conflits somaliens, israélo-arabe, ceux du Liban ou du Kurdistan ont particulièrement marqué ces dernières années, éclipsant ceux de Chypre, du Sahara occidental, de l'Erythrée, du Sud-Soudan, ou les guerres menées par le colonel Kadhafi.

LE CROISSANT DES CRISES

Ce "croissant de crises" qui marque un Orient aussi proche qu'étranger est une zone vitale pour la sécurité de l'Europe, voire du monde.

Tous les conflits dont les Européens ont craint ces trente dernières années qu'ils affectent directement leur propre sécurité (guerres israélo-arabes et guerres du Golfe) ont eu pour cadre le Moyen-Orient. Cette inquiétude s'explique doublement : par la charge émotionnelle que véhiculent les rapports avec le monde arabo-islamique et par les enjeux que celui-ci représente.

Depuis les années soixante, l'Occident est étroitement dépendant du pétrole du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. La multiplication des échanges commerciaux, en particulier avec l'Extrême-Orient, ont, depuis, renforcé le caractère stratégique des détroits situés aux confins du monde arabe (de Gibraltar, d'Aden, d'Ormouz, de Sicile) par lesquels transitait déjà l'essentiel du trafic des hydrocarbures. Le Moyen-Orient et le monde arabe sont, par ailleurs, des régions qui jouxtent l'Europe. Cette proximité accentue le contraste entre l'opulence d'une Communauté européenne vieillissante et le dénuement de la majorité des populations du Maghreb et du Machrek (Levant arabe), en pleine explosion démographique. Dans ces conditions, et compte tenu du nombre croissant de candidats au voyage d'une rive de la Méditerranée à l'autre, les pays du Nord sont particulièrement sensibles à tout risque

de déstabilisation des Etats arabes ou de la Turquie.

GÉOSTRATÉGIE DU MOYEN-ORIENT ET DU MONDE ARABE

Si la région est organisée suivant le modèle (actuellement) universel d'Etats-nations, elle n'en constitue pas moins une entité géostratégique. L'Afrique du Nord et le Moyen-Orient se distinguent nettement, par leurs structures socio-politiques et par la nature des problématiques qui s'y développent, des zones avoisinantes (Europe, Afrique noire, anciennes composantes de l'URSS, sous-continent indien). Les dialectiques arabes ont longtemps été centrées autour du pan-arabisme et du conflit avec Israël. Les Etats arabes sont aujourd'hui confrontés, avec la Turquie et l'Iran, dont ils ont longtemps partagé l'histoire, au défi islamiste. Par ailleurs, la corne de l'Afrique, dont les liens avec la péninsule arabique sont anciens, fait également partie de la même dynamique; point d'appui des grandes puissances (bases américaine de Berbera en Somalie, française de Djibouti ou soviétique de Massaooua sur la côte érythréenne) pour leur contrôle du commerce avec le Golfe, elle s'insère dans une logique arabe. La Somalie et Djibouti ont

intégré la Ligue arabe et l'Erythrée, actuellement sous souveraineté éthiopienne, si elle confirmait une indépendance existant déjà *de facto*, a déjà fait part de son intention de faire de même.

Si cet ensemble est cohérent il n'en est pas moins disparate et complexe. L'objectif du présent ouvrage est d'offrir des grilles de lecture de cette complexité, de dégager les spécificités de cette région, d'identifier ses lignes de fracture. Les trois premières parties passent en revue les données structurantes : *Toile de fond* brosse un tableau des données de base et de l'histoire de la région; *Matrices* en étudie les quatre principaux déterminants, l'Islam, le conflit israélo-arabe, l'arabité et le pétrole; *Convoitises* analyse les facteurs économiques et politiques nationaux et internationaux de stabilité et de désordre; les deux parties suivantes sont consacrées à l'histoire récente et au présent : *Cicatrices* dégage les séquelles des conflits qui ont ensanglanté la région; *Défis* évalue ceux qui représentent les fractures actuelles; enfin une dernière partie rassemble les données historiques (chronologies) et statistiques indispensables.

Cependant, en prélude à l'analyse de chacun de ces éléments, il convient de les situer dans l'environnement stratégique international et régional tel qu'il semble se dégager ces dernières années. Deux principaux phénomènes, d'ailleurs liés entre eux, ont un effet parti-

culièrement fort sur la région : la fin de la bipolarité Est/Ouest et le traitement du conflit israélo-arabe.

LA FIN DE LA BIPOLARITÉ

La fin de la guerre froide a entraîné, au Moyen-Orient comme en Europe, des conséquences considérables. A cet égard, la seconde guerre du Golfe (après celle entre l'Iran et l'Irak) n'a fait que sanctionner à l'échelon régional la nouvelle donne mondiale. L'effondrement du bloc soviétique et de ses alliés de l'Est a laissé nombre de pays arabes orphelins d'un allié traditionnel et puissant. Mais la fin de la confrontation Est/Ouest a aussi contribué à apaiser les conflits qui s'en nourrissaient.

La disparition de l'Union soviétique a rendu obsolètes les rhétoriques aussi bien des régimes qui se réclamaient encore du socialisme que des divers mouvements de libération aux aspirations égalitaristes. La référence nationale qui, en général, coexistait avec le discours socialiste, l'a ainsi partout remplacé. Les dirigeants, en place en Syrie, en Algérie ou au Sud-Yémen à l'époque de la *glasnost*, n'ont pas seulement dû changer de langue de bois mais ont aussi été contraints de chercher des palliatifs à l'aide soviétique qui bouclait les fins de mois d'économies plus ou moins en faillite.

Mais plus encore, aussi bien les anciens clients de Moscou que les pays-relais des puissances occidentales, tels l'Arabie séoudite, la Turquie ou le Maroc, ont perdu, depuis la fin de la bipolarité, la capacité à jouer sur l'opposition entre les super-puissances. Les gouvernements de la région avaient pris l'habitude de présenter les conflits locaux en terme Est/Ouest afin d'obtenir soutien et financement. Le tarissement de cette source de légitimité et/ou de revenus a conduit à la fragilisation de certains régimes perçus jusque-là comme des puissances stables, comme l'Algérie, ainsi qu'au relatif effacement des Etats jugés déstabilisateurs pour l'ordre régional, tel la Libye.

Si le désengagement de Moscou a poussé à l'unification des Yémen, au rapprochement des pays du Maghreb et à la recherche d'une solution dans le conflit israélo-arabe, il a aussi libéré des potentialités nouvelles illustrées par l'aventurisme irakien au Koweït ou par la nouvelle orientation centre-asiatique donnée aux ambitions turques.

L'espace soviétique a ainsi cessé d'être une force pour devenir un champ ouvert aux ambitions de Téhéran, Ryad ou Ankara. De façon plus générale la fin de la guerre froide a consacré le primat de l'économie dans la hiérarchisation des territoires. Ainsi, des zones comme la corne de l'Afrique ou les marches asiatiques du bloc soviétique ont

perdu de leur importance stratégique et semblent livrées à leur triste sort, famines éthiopiennes, chaos somalien ou sous-développement centre-asiatique. Inversement les pays du Golfe, riches en pétrole, sont de plus en plus intégrés au “temps mondial”, fait d’économie ouverte et d’interdépendance avec l’Occident. L’évolution est celle d’une distinction entre zones utiles, et “zones grises”, parfois densément peuplées, mais marginalisées.

LES DANGERS DE L’HÉGÉMONIE AMÉRICAINE

Dans ce nouveau contexte international, les Etats-Unis ont pu, à l’occasion de la crise du Koweït, directement intervenir militairement au Moyen-Orient, ce qui, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, constitue une première dans cette partie du monde. La dernière intervention occidentale, qui remonte à 1956, avait été un fiasco diplomatique. Par contraste, la *pax americana* dans la région a atteint provisoirement son objectif qui était de rétablir, sinon le *statu quo ante*, du moins une certaine stabilité. S’il ne faut pas sous-estimer les motivations aussi “nobles” que décriées de l’intervention américaine (respect du droit, établissement d’un nouvel ordre mondial), le mode de répartition du financement des opérations, imposé à l’Allemagne et au Japon au prorata des approvisionnements pétroliers, illustre la

centralité des enjeux pétroliers dans la détermination américaine.

Une conséquence de la guerre du Golfe a été l’établissement d’une présence militaire américaine permanente dans la région. Celle-ci tranche avec l’attitude adoptée en Somalie où les forces dépêchées pour l’opération “Rendre l’espoir” sont clairement présentées comme temporaires. Là encore, on retrouve cette tendance au découplage entre régions vitales et régions marginalisées.

Les Américains sont ceux qui, en dernier ressort, semblent à même de décider d’une “opération humanitaire” (les Kurdes de préférence aux Chiites d’Irak), bien que le concept de “droit d’ingérence” soit plutôt à porter au crédit de la diplomatie française. Trouver un contrepois aux Etats-Unis représente un défi pour nombre de pays habitués à jouer de la rivalité entre grandes puissances. Paradoxalement la France, qui aspire à conduire l’Europe à tenir un rôle important dans la région, a, ces dernières années, joué toutes les mauvaises cartes. Des trois piliers de sa diplomatie arabe, soutien à l’Irak, à l’OLP et à l’indépendance du Liban, il ne reste rien. La France a pris les armes contre son ancien allié de Bagdad; elle a renoncé à un quelconque rôle politique au Liban et a été exclue des négociations israélo-arabes en cours. Si Washington s’intéresse moins au Maghreb qu’au Machrek, les différents gouvernements français n’en

parviennent pas pour autant à définir une politique consistante, agrémentant leurs liens privilégiés avec le Maroc de condamnations périodiques et les relations passionnelles avec l’Algérie d’un dégagement des enjeux politiques qui secouent le pays.

A la différence de la France, dont la politique a, du point de vue des capitales arabes, longtemps paru objective, les Etats-Unis, de par leur lien privilégié avec Israël, suscitent, dans les autres pays du Moyen-Orient, une certaine méfiance. Accusés d’appliquer deux poids, deux mesures, de soutenir les régimes (l’Arabie séoudite et maintenant la Syrie) qui bafouent le plus ouvertement les principes qu’ils prônent, les Américains, déjà désignés dans la geste révolutionnaire iranienne comme “le grand Satan”, apparaissent comme la cible privilégiée de toutes les contestations possibles. A ce titre leur passage sur l’avant-scène risque de nourrir des rancœurs anti-occidentales déjà vives. L’attentat du World Trade Center à New York en février 1993 risque d’être le prélude à une exacerbation qui avait, jusqu’à présent, épargné le sol américain.

À LA RECHERCHE D’UN NOUVEL ENNEMI

Avec la disparition de “l’Empire du mal” cher à l’ancien président Reagan, l’attention de l’Occident s’est tournée vers d’autres

menaces, au premier rang desquelles celles qu'il croit déceler sur son flanc sud. La course aux armements s'est interrompue. Cependant les "dividendes de la paix" ne passent pas forcément par un abaissement de la garde de l'Occident. Les industries d'armement, en particulier celles des puissances moyennes, ont besoin d'atteindre une taille critique pour être rentables, et donc d'exporter. Par ailleurs ces activités, riches en emplois, sont étroitement liées aux pouvoirs politiques. Ainsi, afin de prévenir des coupes trop sombres dans ses budgets, le lobby militaire met-il en avant de nouvelles menaces.

Ces préoccupations sont bien reçues par les opinions publiques dont les sondages* attestent la constante méfiance envers les pays arabo-islamiques. Dans le conflit de 1948, les sympathies des Français allaient deux fois plus aux Juifs qu'aux Arabes, celles des Américains trois fois plus. En 1967, le rapport était, dans chaque pays occidental, au moins de un à dix en faveur d'Israël. En 1973, les proportions reviennent à plus d'équilibre, de l'ordre de un à trois en Grande-Bretagne. Avec le déplacement de l'attention des guerres israélo-arabes vers les conflits du Golfe, l'image négative s'est concentrée sur certains pays. A partir de 1980, l'opinion des Anglo-Saxons est surtout devenue défavorable à l'Iran, puis au début des années quatre-vingt-dix envers l'Irak. Ces

sentiments ne sont toutefois pas propre aux Anglo-Saxons. Ainsi, en février 1991, quatre cinquièmes des Français - taux proche de celui des Anglais et des Américains - approuvaient l'action de leur gouvernement contre l'Irak.

Les inquiétudes mises en avant par les stratégies ne manquent cependant pas d'arguments. L'immigration est de plus en plus ressentie en Europe comme un fardeau. La progression des partis qui ont fait de sa dénonciation leur fonds de commerce l'atteste. L'idée selon laquelle de "nouveaux barbares" risquent de déferler, par vagues successives de déshérités, sur une Communauté européenne dont ils envient le niveau de vie, fait son chemin.

L'immigration ayant été officiellement stoppée dans l'ensemble des pays européens, l'enjeu semble d'abord être l'effet éventuel des instabilités moyen-orientales sur les communautés immigrées déjà installées. Les services de police français ont scruté les manifestations de Beurs contre la guerre du Golfe. Les autorités britanniques ont été désemparées face au lien entre les appels au meurtre de l'écrivain Salman Rushdie émanant d'Iran et les bûchers allumés par la population musulmane d'Angleterre. L'avenir hypothétique de l'Algérie donne des sueurs froides aux responsables français, en grande partie à cause des répercussions qu'une déflagration à Alger pourrait causer en France.

La dénonciation des programmes d'armement nucléaire que l'Algérie, la Libye, l'Irak et l'Iran sont accusés de développer contribue à entretenir cette inquiétude. La réalité du programme irakien a été prouvée par les missions de contrôle imposées par l'ONU. Le Pakistan a dorénavant la "bombe islamique" qu'il cherchait à réaliser depuis l'accession de l'Inde au feu nucléaire. La prolifération nucléaire au Moyen-Orient n'est qu'une affaire de temps. On peut légitimement se poser la question de l'efficacité de la dissuasion du fort au faible, qui correspondra sans doute à la situation méditerranéenne au prochain siècle. Par ailleurs, la leçon retenue par nombre de gouvernements de la région de l'intervention occidentale en Irak est sans doute plus celle de la nécessité de se doter d'une arme de dissuasion puissante pour parer à toute intervention américano-européenne que d'interrompre la course aux armements.

Jusqu'à présent, les déstabilisations immédiates dont l'Europe a eu à souffrir du Moyen-Orient "se limitent" au terrorisme et au trafic de drogue. Le terrorisme a été érigé par quelques Etats en succédané de diplomatie, réussissant dans certains cas, comme en particulier au Liban, à faire plier les puissances occidentales. Quant au terrorisme de groupes militants, son succès a été d'entretenir la médiatisation de leur cause. Ces actions sont, dans de nombreux cas, financées par le trafic de la drogue, cultivée dans la Bekaa libanaise ou en Iran.

* Sondages : Gilboa (E.-U. 1948 et 1956), Gallup (E.-U. et G.-B. 1980 et 1991), revue *Sondages* 1956-2, 1967-4 et 1974-2, *L'état de l'opinion* 1992.

L'EXACERBATION DES RANCŒURS ANTI-OCCIDENTALES

Ces réactions constituent les épiphénomènes de sociétés qui se sentent “violées” par l'Occident. Si un certain nombre de conflits ont été réglés ou sont en voie de l'être, certains enjeux apparaissent avec plus d'acuité. Confronté à l'occidentalisation des modes de vie, à l'urbanisation sauvage et aux inégalités croissantes entre riches et pauvres, le monde arabo-islamique traverse une crise socio-économique sans précédent. Le renouveau d'un islamisme radical illustre les tentations de repli. Au déséquilibre Nord-Sud risqueraient alors de se superposer des antagonismes nourris de revendications identitaires opposées qui pourraient, à terme, transformer la Méditerranée en une zone d'affrontements entre deux mondes repliés sur eux-mêmes.

Il y a souvent, dans ces pays, décalage entre les images reçues de l'extérieur par une population de mieux en mieux informée et la réalité quotidienne. L'explosion démographique retarde partout le décollage économique. L'écart se creuse entre classes dirigeantes, bourgeoisies d'affaires enrichies, intellectuels fonctionnarisés et prolétarisés par l'inflation, et sociétés rurales. L'insertion dans l'économie mondiale et les processus d'aide mis en place renforcent la situation des classes marchandes et marginalisent les sphères de la société qui vivent dans une

économie peu monétarisée. Ce processus s'est généralisé avec la constatation de l'échec des tentatives de développement autarcique. L'urbanisation rapide rend plus intolérable le chômage, endémique mais moins visible dans les campagnes. Ces frustrations économiques se doublent de ressentiments politiques. Les modèles idéologiques venus du Nord, vécus comme vides de sens mais riches en inégalitarismes sont devenus des repoussoirs.

Les opinions arabes, dont la structuration est aujourd'hui indéniable, ressentent de plus en plus mal d'être marginalisées. Ayant rarement, en l'absence de processus d'alternance, une influence dans leur propre pays sur les choix des dirigeants, elles n'ont pas non plus de prise sur les décisions internationales. Les nations arabes ont le sentiment de subir un temps mondial décidé ailleurs. La nomination d'un Egyptien, Boutros Boutros Ghali, comme Secrétaire général de l'ONU, constitue cependant une première. La sous-représentation des Arabes aux postes-clefs des organisations internationales faisait en effet partie des griefs traditionnels des gouvernements à l'égard du système international.

Mais ce geste n'enrayera pas les tentations de repli. Depuis le succès de la révolution islamique en Iran, en 1979, un contre-modèle est en train de se bâtir. L'islamisme, malgré sa grande diversité suivant les pays et les

situations, est le produit des frustrations engendrées par la relative anomie de sociétés qui ont souvent échoué dans leurs tentatives d'individualisation des rapports sociaux. Une des interprétations de ce phénomène est peut-être à rechercher dans le passage de la féodalité à des valeurs d'Etat habillées de socialisme ou de libéralisme sans avoir fait l'expérience de la Réforme, de l'humanisme ou des Lumières. Ainsi, pour le penseur égyptien Taha Hussein les idées de raison et de religion entrent en conflit pendant la période de transition qui précède leur séparation dans des sphères distinctes. Ministre de l'Education, Taha Hussein fut condamné pour ses positions par les autorités religieuses du Caire. L'exemple turc semble montrer qu'il est cependant possible de légitimer le double discours d'occidentalisation et de fidélité à l'Islam. Le président Turgut Ozal est principalement entouré d'hommes jeunes, éduqués dans les meilleures universités américaines, qui entreprennent de moderniser le pays tout en affichant leur pratique de l'Islam, ce qui, dans un pays héritier du très laïc Ataturk, est relativement nouveau.

DE L'ARABISME À L'ISLAMISME

La Turquie constitue cependant une exception et les islamistes y sont en général beaucoup plus habiles à manier un discours sur la modernité que dans le reste de la

région. De l'échec des pouvoirs en place à "moderniser l'Islam", le fondamentalisme islamique, et surtout sa variante politique, l'intégrisme, ont compris tout le bénéfice qu'ils pourraient tirer en choisissant d'"islamiser" la modernité : pressions en faveur de l'arabisation de l'enseignement, occupation de l'espace social et notamment associatif, constitution de partis politiques islamistes, observation de la loi islamique, contestation et déstabilisation des pouvoirs en place.

Ces pouvoirs sont, dans les pays arabes les plus importants, Egypte, Irak, Syrie ou Algérie, les héritiers, directs ou indirects, des révolutions nationalistes du milieu du siècle. Le panarabisme était également une revendication dirigée contre l'Occident. Son discours s'adressait aussi en priorité aux déshérités. Les similitudes s'arrêtent là et les fondements idéologiques des deux mouvements sont foncièrement différents. Le panarabisme faisait le constat des inégalités à l'intérieur des sociétés arabes et entre elles et avait son projet autour de la solidarité arabe et du partage des revenus. L'islamisme fait le constat de la décadence des sociétés et cherche à les purifier.

Le panarabisme s'était heurté à la réalité des sentiments nationaux propres à chaque Etat, que les leaders réussirent à affermir. Certains d'entre eux, au Maroc ou dans la péninsule arabique, firent appel à la religion pour

combattre socialisme et panarabisme nassérien ou baassiste. L'islamisme qui s'appuie sur un message à valeur universelle (chacun peut devenir Musulman, certains seulement naissent Arabes) n'a pas été embarrassé par les différences nationales. Les différents mouvements, qui dans chaque pays s'en réclament, s'affirment également nationalistes et se montrent d'ailleurs sourcilleux d'une trop grande emprise de parrains étrangers, qu'ils soient Séoudiens, Iraniens ou Soudanais. Par ailleurs, à la différence des panarabistes socialisants, les islamistes ne rejettent a priori aucune classe sociale. Ils rejettent par contre l'Occident de façon beaucoup plus radicale que ne le faisait, par exemple, Nasser. Celui-ci reprenait, dans ses tendances socialistes, un discours développé en Europe. A l'inverse l'islamisme diabolise l'Occident dans sa globalité. Ainsi se développe une théorie selon laquelle l'islamisme représenterait la rupture totale, la troisième phase d'une indépendance, d'abord politique, économique dans les années soixante et soixante-dix, et aujourd'hui idéologique. Le parcours d'un Abassi Madani, en Algérie, illustre cette filiation : membre du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques dans les années quarante, proche de Ben Bella dans les années soixante, il est devenu l'un des dirigeants du Front islamique du salut.

Si les fondamentalistes sont en passe de réussir dans leur tentative de réislamisation

de la majorité des sociétés de la région et s'ils menacent directement des pouvoirs charnières, au Caire et à Alger, ils sont d'ores et déjà confrontés à deux difficultés majeures, l'invention d'un contre-modèle économique et l'insertion dans la modernité. Les islamistes ont tissé des réseaux d'entraide qui faisaient défaut dans les conurbations modernes, en particulier en palliant la défaillance des services sociaux. Par contre les "banques islamiques" ne se différencient de leurs homologues occidentales que par la terminologie coranique utilisée. En matière sociale, si les Frères musulmans étaient au départ porteurs d'un message émancipateur, la référence islamique est aujourd'hui utilisée par nombre d'hommes pour contenir la demande d'autonomie des femmes. De façon plus globale, les fondamentalistes, auxquels on reproche de prôner un retour au Moyen Age, rappellent que ce que les Occidentaux qualifient de Moyen Age correspond à la période la plus brillante de la civilisation islamique.

Les fondamentalistes sauront-ils retrouver la tolérance qui caractérisait justement certaines des sociétés les plus avancées de l'époque ? Pourront-ils canaliser le repli identitaire et l'agressivité exacerbée des jeunes de la région ? Force est de constater que, pour l'instant, ils jouent plutôt l'inverse, en particulier en reprenant à leur compte, de façon de plus en plus violente, le refus de

l'existence d'Israël qui avait, en son temps, cimenté les sentiments panarabes.

L'ENJEU DES NÉGOCIATIONS ISRAËLO-ARABES

L'équilibre moyen-oriental, fragile et sans doute éphémère, imposé par la puissance américaine qui, depuis l'effondrement soviétique et la relative disqualification européenne, règne sans partage sur le Moyen-Orient, a pour corollaire la recherche d'une solution à la question palestinienne. La crédibilité de l'ordre imposé par Washington, et la légitimité des gouvernements arabes qui l'ont suivi, notamment contre l'Irak, en dépendent largement.

Le conflit du Golfe a notamment permis la gestation d'un processus de paix dans le conflit israélo-arabe, sans doute le plus prégnant de tous les antagonismes régionaux. Le processus de paix, initié à la Conférence de Madrid, et confirmé par la reconnaissance mutuelle d'Israël et de l'OLP, porte en lui beaucoup d'espoirs.

Même si un règlement est désormais amorcé sur la base de la reconnaissance et de l'application par toutes les parties des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité, le chemin sera sans doute encore long. L'important est que le processus soit entamé.

Alors qu'au cours des années quatre-vingt, le conflit a perdu de sa centralité, les Palestiniens se sont retrouvés pratiquement seuls face à Israël. Avec l'Intifada, ils ont porté la guerre à l'intérieur des frontières de l'Etat hébreu.

L'année 1993 a cependant réuni des chances extraordinaires : la concordance des intérêts des pays arabes concernés et d'Israël qui se sont retrouvés "dans la même tranchée" lors de la guerre du Golfe; l'impossibilité pour les forces en présence d'obtenir des soutiens de "grands frères", alors que la Russie est à la recherche d'un partenariat avec les Etats-Unis; la lassitude de la société israélienne face à la guerre, matérialisée dans la victoire des travaillistes élus en 1992 sur un programme de paix; la respectabilité affichée par les Palestiniens invités à négocier, apparemment compatible avec la rationalité démocratique censée prévaloir en Israël; l'essoufflement des machines de guerre des pays arabes limitrophes et le tarissement des sources de financement de l'OLP et de la Cisjordanie.

Reste que le défi pour chaque camp sera de contenir ses extrémistes. Le principe de "la paix contre les Territoires" représente un formidable défi pour Israël dans la mesure où il implique d'échanger des actes contre des promesses. Par contre la détérioration de la situation dans les Territoires, en particulier à Gaza, rend illusoire toute autre solution. Pour

l'OLP, le danger est d'être débordé par ses éléments les plus radicaux ou, plus encore, par les islamistes du mouvement Hamas qui contestent l'ensemble du processus de paix.

L'EFFET DÉSTRUCTURANT DE LA PAIX

Les perspectives d'une paix au Proche-Orient obligent à repenser les équilibres régionaux. La fin de la confrontation remet en cause les fondements du pouvoir d'un pays comme la Syrie, dont la puissance a été bâtie sur l'opposition à Israël. Elle pose également la question de la survie de la Jordanie en tant qu'Etat hachémite. Peuplée majoritairement de Palestiniens, l'Etat-tampon créé par les Britanniques en 1920, risque de se dissoudre dans une entité palestinienne plus vaste.

La perte d'un ennemi désigné pour les pays arabes, Israël, oblige à rechercher d'autres éléments d'unité. Le panarabisme ayant vécu et le pouvoir des Etats s'étant affermi, la Ligue arabe semble aujourd'hui paralysée par ses divisions. Les dirigeants doivent également rechercher un nouveau discours mobilisateur, la dénonciation d'Israël ayant longtemps servi de fonds de commerce à la plupart d'entre eux. Inversement, ce discours est repris, avec une virulence renouvelée, par les islamistes.

L'ÉCLATEMENT DU MONDE ARABE ET DU MOYEN-ORIENT

On assiste à une régionalisation croissante des situations économiques et politiques que l'effritement du ciment anti-israélien ne fait qu'entériner. Le Maghreb est virtuellement intégré à l'espace économique européen. La Commission a d'ailleurs lancé le projet d'insérer le Maghreb dans une zone de libre-échange. Les monarchies du Golfe subissent l'appel du large, attirées par les trois pôles que représentent le Japon, les Etats-Unis et l'Europe. Ces nouveaux découpages se superposent à celui existant entre pays exportateurs de pétrole et les autres. L'exploitation du pétrole a, en quelque sorte, fossilisé des sociétés archaïques, leur épargnant le choc des révolutions qu'a connu le reste de la région. Se pose cependant dès aujourd'hui, pour certaines d'entre elles, la question du passage à l'après-pétrole ou du moins de l'adaptation à la compression des revenus entraînée par la chute des cours.

Parallèlement à l'émergence de polarités économiques structurantes, on constate une distinction croissante entre sociétés crispées et ouvertes. Les essais démocratiques en Jordanie, en Tunisie ou au Koweït tranchent avec les crispations des régimes syrien, libyen ou séoudien. De même la recherche d'un compromis entre le gouvernement turc et les Kurdes de l'est du pays est à l'opposé de la situation dans le Sahel. Les Etats mixtes

de Mauritanie ou du Soudan, dirigés par les Arabes du nord, répondent aux demandes de liberté des populations noires du sud par une répression accrue. L'absence de croissance grippe ces sociétés excentrées. On assiste, en période de crise, à un repli communautaire et à une moindre acceptation de l'autre.

Une graduation existe dans la marginalisation, depuis les régions en voie d'intégration aux flux mondiaux (Golfe et certaines parties du Maghreb), aux régions du Sahel et à la Corne de l'Afrique où les pouvoirs centraux se délitent au profit d'une tribalisation des territoires, en passant par les situations intermédiaires que représentent les régions kurdes et qu'a longtemps représenté le Liban, à savoir une privatisation de la violence.

Par ailleurs l'ouverture de nouveaux champs rompt certaines dynamiques régionales. L'autonomisation des islamistes du monde arabe par rapport à l'Iran correspond à un double recentrage de Téhéran, sur le Golfe et sur l'Asie centrale. Les nouvelles républiques musulmanes de la défunte Union soviétique représentent aussi un enjeu pour la Turquie. Déçue par ses tentatives de rapprochement économique et politique avec le monde arabe, qui se sont essouffées au cours des années quatre-vingt, Ankara reporte ses ambitions sur le monde turcophone. Le but final, à savoir se présenter comme un faire-valoir pour l'Europe, reste cependant le même, seuls

les vecteurs ont changé. La rebuffade infligée par la CEE qui a repoussé la candidature turque à un avenir indéterminé risque de laisser des traces. Présentée comme modèle de synthèse entre islam et modernité et comme pont entre l'Europe et le monde musulman, la société turque s'éloigne du modèle républicain et laïc. Le réveil des sentiments panturcs est, à terme, également porteur de risques.

RECOMPOSITIONS

La guerre du Golfe a confirmé la montée en puissance de la Turquie, dont on avait pu craindre la démonétisation du fait de sa perte d'intérêt stratégique face à l'URSS. L'armée turque est nettement plus puissante que l'armée irakienne ne l'a jamais été. La guerre du Golfe, si elle a permis d'écarter la menace immédiate que représentaient les ambitions irakiennes, a accéléré d'autres évolutions plus lentes qui sont en passe de remettre en cause l'équilibre régional : isolement de l'Irak et de la Libye, réévaluation du rôle de l'Iran, déclin de la puissance séoudienne, reconnaissance de la centralité égyptienne, intégration d'Israël dans son environnement régional.

Les deux régimes qui se réclament encore des mouvements dominants dans la région dans les années soixante, l'Irak et la Libye panarabistes, ont été mis au ban de la communauté internationale. L'activisme du

colonel Kadhafi a conduit à la mise sous embargo partiel du pays. Le rôle d'agit-prop et d'épouvantail qu'avait pu jouer l'auteur du *Petit livre vert* s'est émoussé, et, circonscrit dans ses ambitions, il a cessé d'effrayer. Malgré sa diabolisation durant la guerre du Golfe, Saddam Hussein a été jugé préférable au chaos qui risquait de lui succéder. Toutefois, l'Irak, même après la fin de l'embargo et le recouvrement de sa souveraineté sur les parties de son territoire toujours sous la surveillance de l'aviation occidentale, devrait encore rester un certain temps sur la touche. L'Iran, bien qu'empêtré dans d'interminables luttes pour le pouvoir entre réalistes et radicaux, voit, par contrecoup de l'affaiblissement de Bagdad, son rôle réévalué dans le Golfe. Par contre les succès limités rencontrés par l'exportation de la révolution islamique tempèrent, du moins pour l'instant, ses ambitions plus vastes.

Alors que l'Arabie séoudite avait, tout au long des années quatre-vingt, fait figure de polarité concurrente de Téhéran pour les différents fondamentalismes qui se répandent dans la région, elle a, depuis la guerre du Golfe, passé la main. Le retrait de son soutien aux nombreux mouvements qui avaient approuvé l'invasion du Koweït lui ôte le moyen de les influencer. L'acceptation de la présence américaine sur son sol, présenté comme sacré, l'a par ailleurs privée d'une part de sa légitimité. Cette perte d'influence à l'extérieur s'accompagne d'une crispation

intérieure sur une peur sécuritaire et sur la crainte que la société féodale, dont la perpétuation avait été rendue possible par la manne pétrolière, ne soit remise en cause.

L'autre grand pays privilégié par l'Occident, l'Égypte, voit sa centralité reconnue. La fin de l'ostracisme, dont il avait été victime dans le monde arabe à la suite de la paix séparée conclue avec Israël, le replace au centre de toute problématique arabe. Un éventuel basculement de l'Égypte aux mains de fondamentalistes aussi combattus qu'actifs aurait dans le monde arabe une tout autre portée que la révolution dans un Iran étranger et chiite.

Enfin Israël dont le rejet par le monde arabe a façonné depuis un demi-siècle l'ensemble de la géopolitique régionale est en voie d'insertion dans son environnement. La quasi-totalité des capitales arabes acceptent aujourd'hui l'existence d'Israël. A supposer que les négociations de paix en cours aboutissent à un équilibre durable, la question se posera des modalités d'une coopération entre Israël et ses voisins dont les perspectives de complémentarité font naître de grands espoirs.

NOUVEAUX DÉFIS

La perspective d'une synergie entre Israël et les pays arabes a, jusqu'à ce jour, représenté

une utopie. Un autre défi majeur concerne les sociétés arabes elles-mêmes, leur capacité à se libéraliser, à démanteler les appareils autoritaires-bureaucratiques et les moyens de répression de masse élaborés au cours de la constitution des États. Cette situation n'est pas sans rappeler celle de l'Europe orientale.

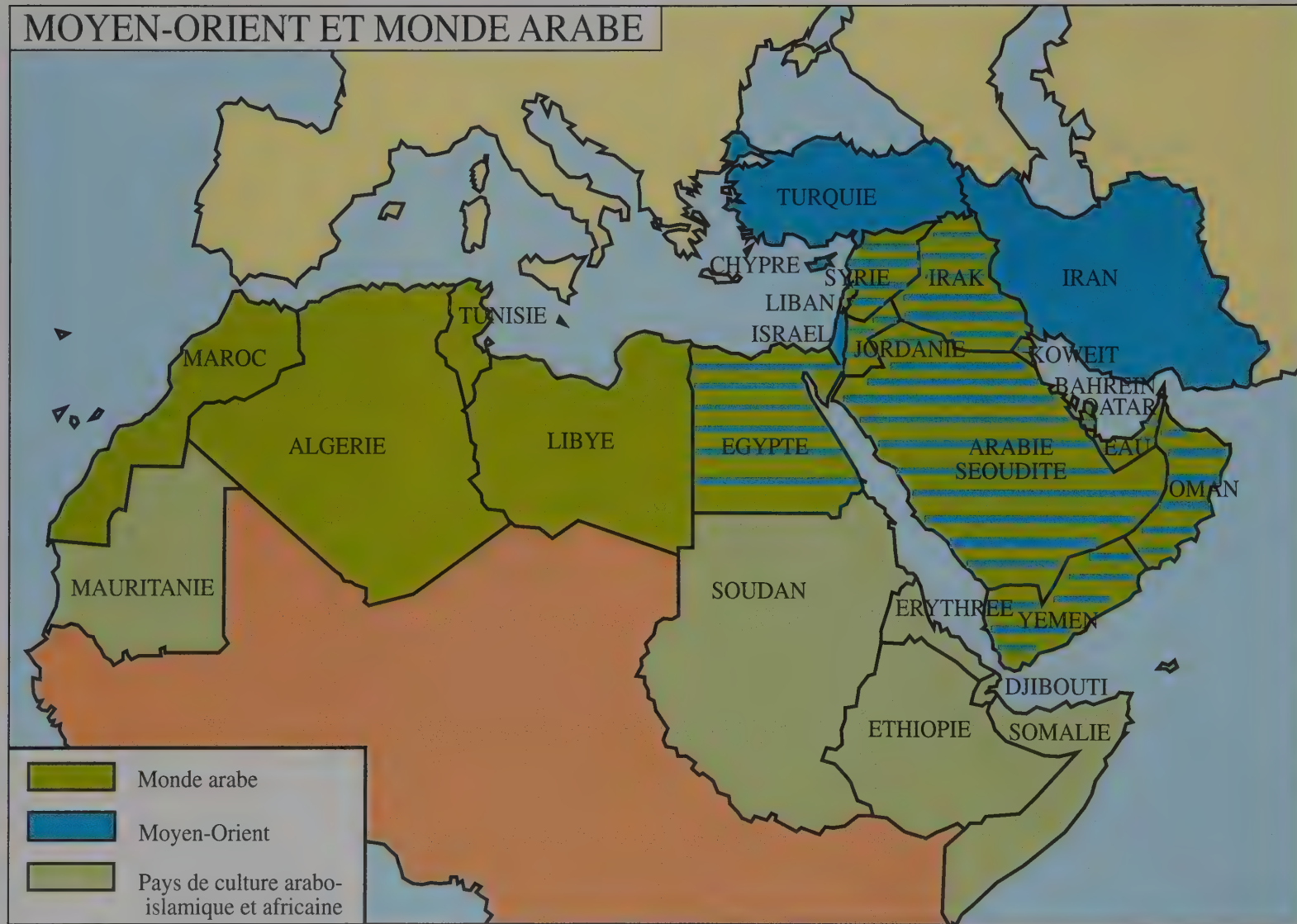
De même, les rapports des sociétés islamiques à l'Occident, à la forme de modernité qu'il incarne et au message universaliste qu'il porte, paraissent, comme dans le cas de l'Europe de l'Est, largement dépendants des succès ou des échecs économiques qui se profilent. Au pire on assistera à un repli généralisé sur des micro-communautés, qui au moins s'ignoreront, et à une légitimation accrue de la violence tant privée qu'internationale. Au mieux les pays arabo-islamiques sauront soit trouver des réponses à l'islamisme, soit lui donner un visage plus humaniste. L'histoire montre qu'Islam et humanisme sont loin d'être antinomiques. Par rapport aux évolutions actuelles les "démocraties de marché" se trouvent en porte-à-faux. Elles prônent la généralisation des processus démocratiques, mais n'hésitent pas à les limiter, considérant que l'arrivée au pouvoir des islamistes reviendrait à confisquer une démocratie embryonnaire. Face à ces défis les pays européens ont une responsabilité directe et des dynamiques qu'ils sauront favoriser dépend largement leur propre sécurité.



TOILE DE FOND

Les contraintes naturelles, comme le poids des hommes ou l'inégalité économique des territoires sont autant de données de base qui, au même titre que les modes d'organisation sociaux et politiques considérés sur la longue période, le poids des empires, les souvenirs mêlés du colonialisme ou l'expérience souvent douloureuse des dernières décennies, constituent le cadre géographique et historique dans lequel se déterminent les enjeux de la région.

MOYEN-ORIENT ET MONDE ARABE



DONNÉES DE BASE

S'ils ne constituent pas véritablement un ensemble politique, économique et culturel homogène, les pays du monde arabe, ceux du reste du Proche-Orient (Turquie, Chypre, Iran et Israël) et ceux de la corne de l'Afrique (Somalie, Djibouti et Ethiopie) n'en forment pas moins une entité géopolitique habituellement désignée sous le terme de Proche ou Moyen-Orient et distincte des grands ensembles voisins que sont l'Europe occidentale, l'Europe de l'Est, l'ancienne Union soviétique, le sous-continent indien et l'Afrique noire. Avec 70% des réserves mondiales de pétrole, cette région s'avère vitale pour l'économie internationale. Sur le plan géostratégique, elle est un point de passage obligé au confluent des grandes voies terrestres et maritimes, un nœud géographique où se rejoignent l'Europe, l'Asie et l'Afrique. On y trouve ainsi de nombreux lieux d'une importance stratégique capitale, notamment le détroit de Gibraltar, celui du Bosphore, le canal de Suez et les détroits d'Ormouz et de Bab El Mandeb (Aden). Le Proche-Orient est aussi le berceau historique de la civilisation occidentale et le carrefour des trois grandes religions monothéistes : le Judaïsme, le Christianisme et l'Islam.

Dans les années soixante-dix, le Club de Rome proposa l'édification d'un nouveau système d'organisation des Nations unies, fondé sur des relations égalitaires entre "entités politiques" distinctes, onze au total.



Le Proche-Orient fut tout naturellement, et en dépit de sa diversité, considéré comme l'une d'entre elles. Pourtant, tout au long de son histoire, le Proche-Orient a rarement été uni. Aujourd'hui encore, une ligne de fracture fondamentale sépare pays arabes et pays non arabes. Si la Turquie et l'Iran se rattachent nettement à la civilisation arabo-

musulmane, ils sont cependant, et à bien des égards, différents de leurs voisins arabes. A l'inverse, bien que leurs populations ne soient pas non plus d'origine arabe, la Somalie et Djibouti entretiennent des liens étroits avec le monde arabe (ils sont même membres de la Ligue arabe). D'autres pays qui ne sont ni arabes ni islamiques, tels que Chypre et Israël, comptent en leur sein des minorités musulmanes importantes (d'origine turque à

ENVIRONNEMENT GEOPOLITIQUE



Membre de la Ligue arabe	Afrique noire	① Israël
Pays du Sahel	CEE et AELE	② Liban
République musulmane de l'ex-URSS	Anciennes démocraties populaires et anciennes républiques soviétiques	③ Chypre
Autres pays musulmans	Autres pays non musulmans	④ Koweït
		⑤ Bahreïn
		⑥ Qatar
		⑦ EAU
		⑧ Djibouti

Chypre, arabe en Israël). De fait, l'histoire de ces deux pays et leur stratégie actuelle consistent principalement à consolider leur place au sein d'une région où ils sont perçus comme exogènes.

La région est traversée par un "Arc de Crises" qui délimite les zones d'instabilité et de conflits allant de la corne de l'Afrique, longeant le Nil et le Jourdain, remontant jusqu'au Caucase et redescendant vers le Golfe persique. Ce véritable "croissant de crises" fait du Proche et du Moyen-Orient une région à haut risque pour la paix mondiale.

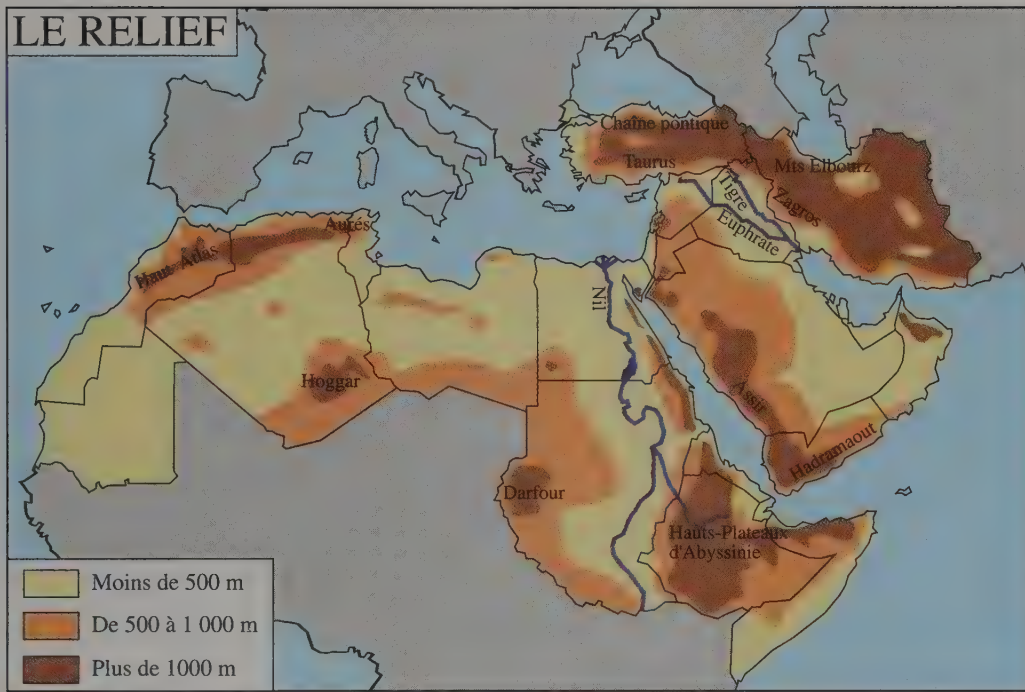
La capacité des Etats de la région à gérer les crises fréquentes qui les déchirent dépend notamment de la durée de leur propre existence en tant qu'entité politique indépendante. A cet égard, les dénominations dont se sont dotés les différents pays, loin d'être innocentes, reflètent souvent cette volonté de légitimation. Soit ils se réapproprient d'anciens noms hérités d'un passé plus glorieux, soit ils préfèrent conserver les usages modernes, lorsqu'ils ne décident pas de se forger de nouvelles appellations.

Trois périodes correspondent à l'usage des noms de pays dans la région : l'Antiquité, les débuts de l'Islam (VIIe et VIIIe siècles) et les temps modernes (depuis 1850). L'Algérie (XVIe siècle) et le Koweït (XVIIIe siècle) font exception. Leurs noms se réfèrent en effet à des implantations européennes brèves dans le temps.

ALGÉRIE (1554)	D'après la capitale, Alger, en arabe "El Djezaïr" (les îles). La cité fut fondée en 1492 par les Espagnols, sur plusieurs îlots réunis au continent par les Turcs au XVI ^e siècle.
ARABIE SÉOUDITE (1932)	De Ibn Séoud, fondateur du royaume.
BAHREIN (700)	En arabe, "les deux mers". Barhein est un archipel qui divise le Golfe persique en deux.
CHYPRE (1000 av. J.-C.)	Du grec "Cypros", qui signifie cuivre.
DJIBOUTI (1977)	Nom de la capitale, fondée en 1888, qui signifie "assiette" en langue afar.
EGYPTE (2000 av. J.-C.)	Origine incertaine. Remonte aux temps pharaoniques. En arabe "Misr".
ETHIOPIE (1889)	En grec "visages brûlés". Auparavant Abyssinie.
IRAK (1920)	En arabe "le pays bien enraciné". Auparavant, le nom "Irak" ne désignait que le sud du pays, entre Bagdad et Bassorah. Le même nom était utilisé en Perse pour désigner la région au sud de Téhéran.
IRAN (1935)	En sanscrit "valeuroux", appliqué au Indo-Européens établis dans la région. Auparavant Perse.
ISRAËL (1948)	En Hébreu "le guerrier de Dieu", nom donné, après son combat avec l'ange, à Jacob, qui devait donner naissance aux douze tribus.
JORDANIE (1948)	D'après la rivière Jourdain. Auparavant Transjordanie.
KOWEIT (XVIII ^e siècle)	Nom de la capitale, en arabe "fortin". Le mot renvoie à un fort portugais établi au XVI ^e siècle.

LIBAN (1864)	D'après le mont Liban. Le mot signifie "blanc" en araméen.
LIBYE (1911)	Hyéroglyphe égyptien. de signification inconnue Nom du désert dans l'ouest de l'Egypte.
MAROC (788)	Nom espagnol de Marrakech, l'ancienne capitale. Le nom arabe du pays est "Maghreb" : "le pays du Couchant", qui désigne aussi le reste de l'Afrique du Nord-Ouest.
MAURITANIE (1960)	Nom latin des confins sahariens "pays des Maures".
OMAN (634)	Nom d'une cité disparue, elle-même baptisée d'après le nom de son fondateur.
QATAR (1872)	Nom topographique arabe de la péninsule.
SOMALIE (700)	Pays des Somalis.
SOUDAN (1898)	En arabe "pays des Noirs". Utilisé pour désigner tout le sud du Sahara.
SYRIE (3000 av. J.-C.)	Nom accadien de la région.
TUNISIE (800)	D'après la capitale, Tunis, petite implantation phénicienne développée par les Arabes pour renforcer leur présence dans la région.
TURQUIE (1923)	Nommée par Ataturk, fondateur de la Turquie moderne, comme le Pays des Turcs.
YÉMEN (1911)	En Arabe : "à la droite" (de La Mecque), connu aussi auparavant comme "Arabie heureuse". Jusqu'à 1989, divisé entre Nord-Yemen et Sud-Yemen.

LE RELIEF



DIMENSION PHYSIQUE

La géographie physique de la région correspond plus ou moins aux divisions ethniques. On retrouve les éléments non arabes des populations dans les zones montagneuses. Ils ont tendance à vivre, à l'instar des Celtes d'Europe repoussés vers l'ouest par les vagues d'invasion successives, dans les régions les plus difficiles d'accès.

Le climat est aride, à l'exception des franges côtières qui jouissent d'un climat méditerranéen. Les températures sont en général

extrêmes et la pluie rare. Par ailleurs, les latitudes et les différences dans les précipitations déterminent les déserts, les steppes et les savanes.

Le système fluvial, quant à lui, est particulier : à part les zones méditerranéennes, où l'on trouve des fleuves de taille modeste, il comprend les oueds saisonniers qui se perdent dans les sables et les deux grands bassins du Nil et du Tigre/Euphrate. Ces deux bassins sont alimentés par les pluies abondantes que reçoivent les chaînes des massifs montagneux de l'Abyssinie et de l'Afrique orientale pour

le Nil, de l'Arménie et de l'Anatolie pour le Tigre et l'Euphrate. Ils transforment, sur leur passage, le désert en de longues oasis, faisant de l'Égypte et d'une grande partie du Soudan des "dons du Nil", tandis que le Tigre et l'Euphrate arrosent l'Irak et le nord-est de la Syrie. D'autres petites oasis sont dispersées dans l'ensemble des régions désertiques.

L'établissement des hommes et la nature de leurs activités sont conditionnés par la présence de l'eau. Celle-ci constitue, plus que partout ailleurs dans le monde, un bien précieux et une ressource disputée. Au Sahara, des sites archéologiques attestent de l'existence d'une agriculture aux temps préhistoriques. Une montée des températures a transformé cette contrée jadis fertile en un désert aride. Des civilisations telles que celles de Mésopotamie et d'Égypte ont prospéré grâce à la découverte de l'irrigation. De nos jours encore, à des degrés divers, l'agriculture des pays de la région en dépend largement.

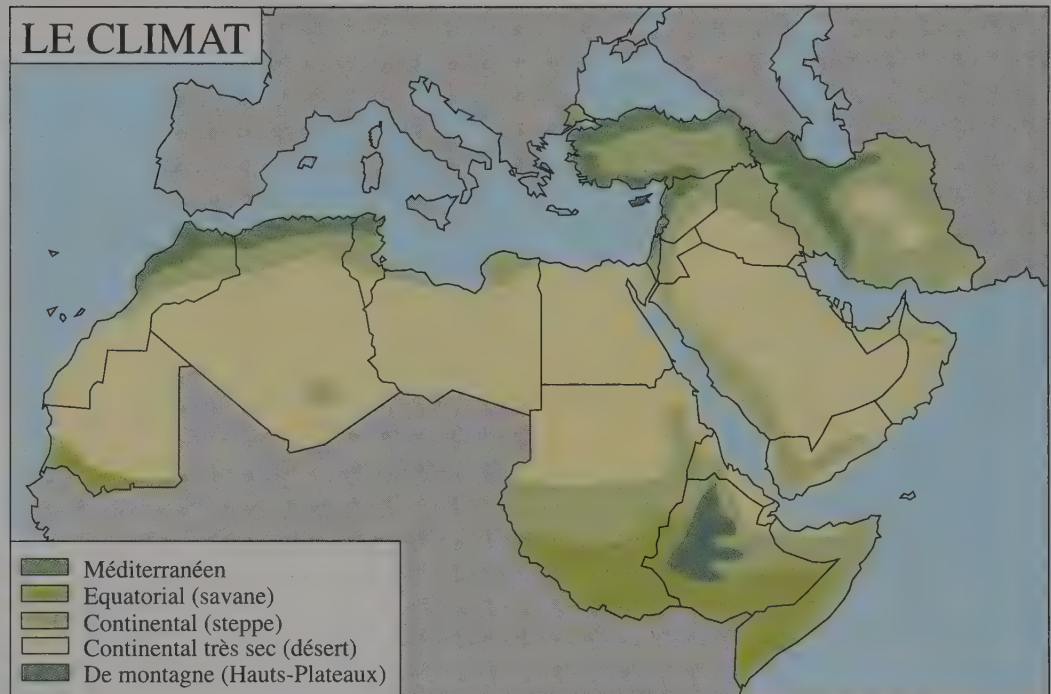
Les besoins du Proche-Orient au XXe siècle sont sans commune mesure avec ceux des siècles passés. La population a été multipliée par dix au cours des deux cents dernières années et les progrès des techniques agricoles ont également eu un impact exponentiel sur la demande en eau. La croissance continue des surfaces irriguées, qui a connu une accélération spectaculaire ces dernières décennies, constitue une menace pour les réserves actuelles en eau.

Le problème de l'eau est traité différemment selon les pays. L'Arabie séoudite et la Libye

ont adopté une solution simple en pompant leurs réserves fossiles en eau. Etant donné l'échelle à laquelle ces deux pays emploient cette méthode, ce sont les ressources des générations futures qui se trouvent menacées.

D'autres pays sont partis du principe inverse, privilégiant le stockage de l'eau de pluie. La maison arabe traditionnelle est, du reste, spécialement équipée pour recevoir et conserver cette eau. Les techniques modernes de construction ont permis à l'homme de faire de même avec les rivières, mais à une échelle gigantesque. D'immenses barrages ont été construits à partir de 1950, et pour bien marquer leur importance, ont souvent été baptisés des noms de chefs politiques (Ataturk, Nasser, Saddam). Les ouvrages entrepris sur un fleuve parcourant plusieurs pays peuvent, par ailleurs, être sources de conflit. Qu'un pays décide de changer le cours naturel du fleuve en retenant volontairement de l'eau sur son sol, et c'est le voisin en aval qui se trouve lésé du volume d'eau équivalent.

Le détournement des eaux du Jourdain par les Israéliens fut l'un des motifs avancés par les pays arabes lors de la guerre de 1967. De même, les travaux turcs sur l'Euphrate ont sévèrement affecté l'économie syrienne en 1989. La fourniture d'eau potable avait aussi constitué un objet de pression de l'Irak sur le Koweït avant l'invasion de 1990. D'autres Etats du Golfe, ne pouvant même pas compter sur des ressources étrangères en eau, ont opté pour la dessalinisation de l'eau de mer : très onéreuse, mais renouvelable, cette



technique leur permet de lancer une production agricole *ex nihilo*.

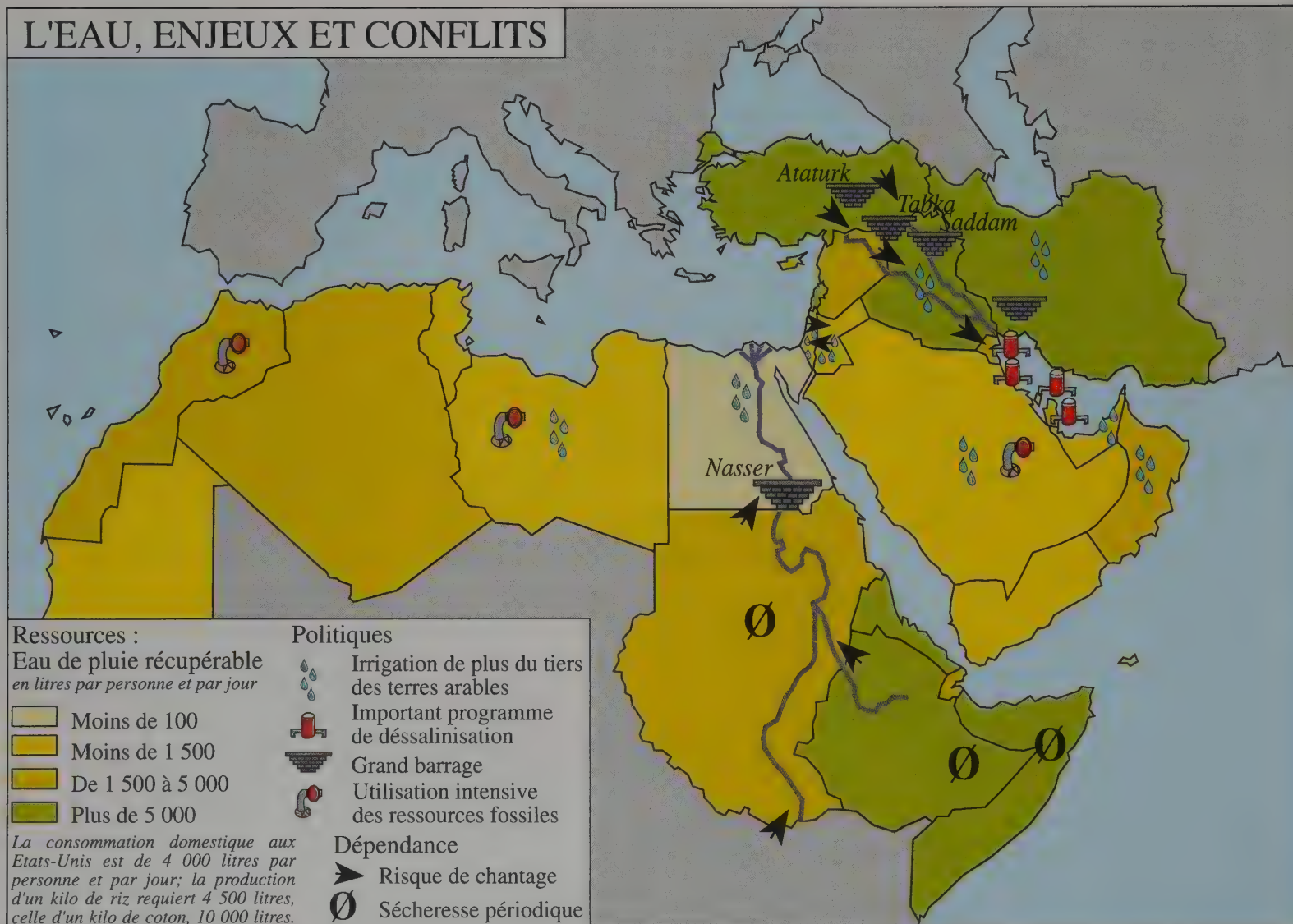
L'Ethiopie, la Somalie et le Soudan représentent l'autre extrême. Le manque de ressources et d'efficacité dans l'organisation ont conduit à la détérioration des systèmes traditionnels d'irrigation, provoquant famines et sécheresses prolongées dans ces pays. Les écosystèmes sont, de plus, extrêmement fragiles. Ainsi, les techniques de fertilisation artificielle ont érodé les sols, et la construction de grands barrages peut s'avérer nuisible, comme l'exemple du barrage d'Assouan en

Egypte, qui a privé le Nil inférieur de ses alluvions fertilisatrices, l'illustre bien. Même les procédés de dessalinisation ne sont pas exempts de risques, et mettent par exemple les pays qui y recourent à la merci de la pollution marine.

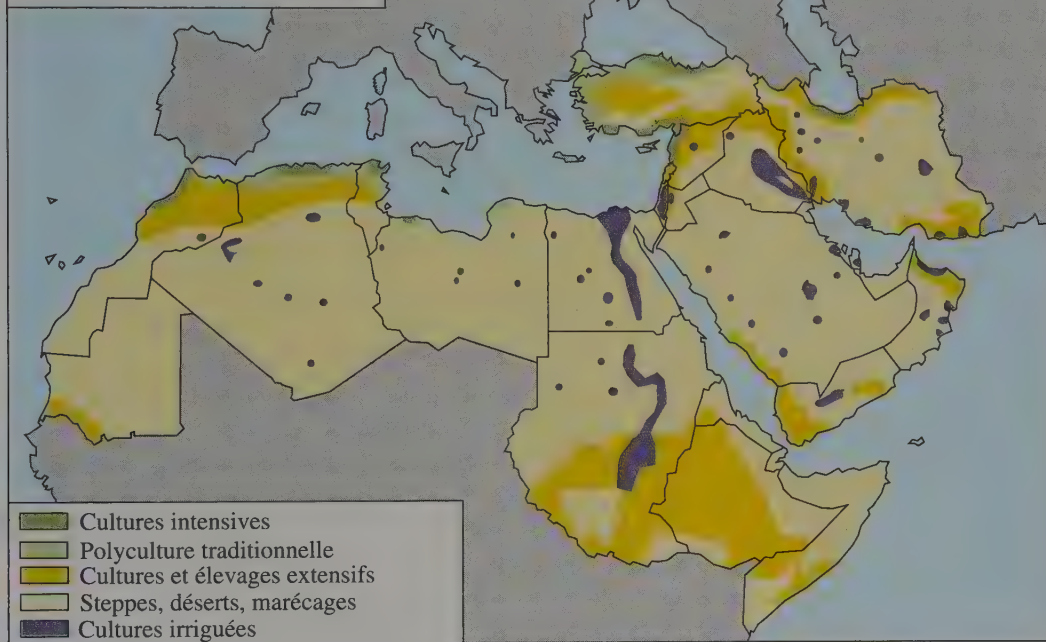
DIMENSION HUMAINE

La démographie constitue une autre hypothèque pour la région. La question se pose toutefois en des termes moins aigus qu'ailleurs dans le Tiers Monde, le Proche-

L'EAU, ENJEUX ET CONFLITS



L'AGRICULTURE



Orient bénéficiant d'un niveau de revenu dit intermédiaire, plus élevé par exemple que celui de l'Afrique noire. Néanmoins, le chômage qui frappe une population urbaine, principalement composée de jeunes ayant déserté les campagnes pour venir chercher du travail en ville, contribue à accroître une instabilité politique déjà manifeste.

Le Proche-Orient et l'Afrique du Nord traversent une période dite de "transition démographique". En raison de l'amélioration des conditions sanitaires, les taux de mortalité continuent de diminuer tandis que les taux de

natalité restent élevés. En Europe, ce processus s'est réalisé de façon très graduelle, en s'étendant sur plus d'un siècle, tandis qu'il se produit à un rythme beaucoup plus alarmant au Proche-Orient.

La plupart des Etats ont longtemps refusé de reconnaître ce problème, considérant qu'une augmentation de leur population signifierait un accroissement proportionnel de leur puissance. D'ici à 2010, la population du monde arabe aura rejoint celle de l'Europe, alors qu'elle n'en représentait que le tiers en 1950. Des pays parmi les moins peuplés mais

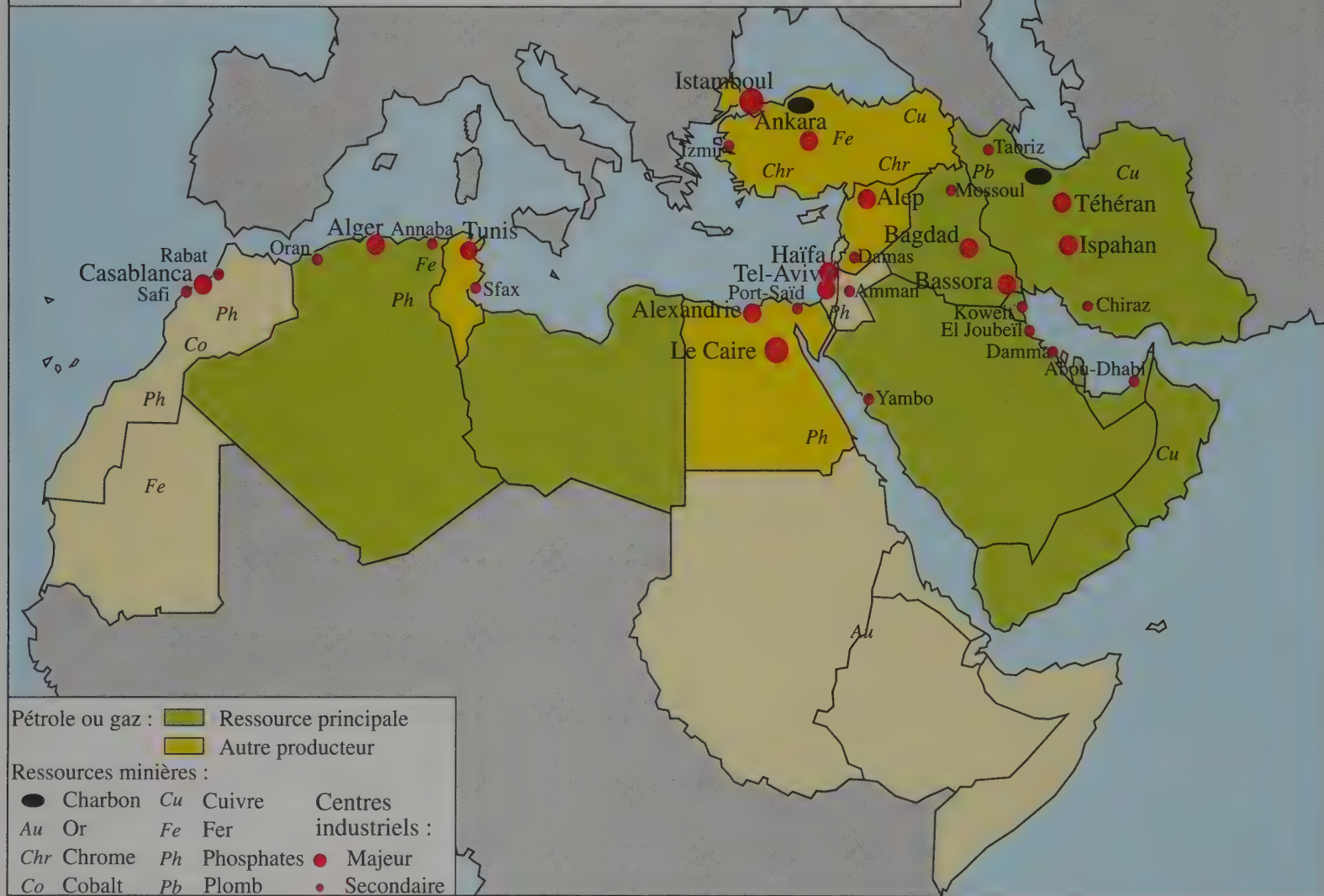
les plus riches de la région, comme l'Arabie séoudite, la Libye, Israël ou l'Irak, continuent d'encourager l'accroissement naturel de leur population. La majeure partie des pays pauvres ont, pour leur part, adopté des mesures de contrôle des naissances. La Tunisie, l'Egypte et le Maroc, qui ont été les premiers pays arabes à décider à partir de 1960 de ralentir leur croissance démographique, se retrouvent aujourd'hui avec les taux de fécondité les plus bas du monde arabe (entre 4 et 5 enfants par femme), si ce n'est celui du Liban, qui connaît un taux comparable à ceux de la Turquie et d'Israël (3,3).

DIMENSION ÉCONOMIQUE

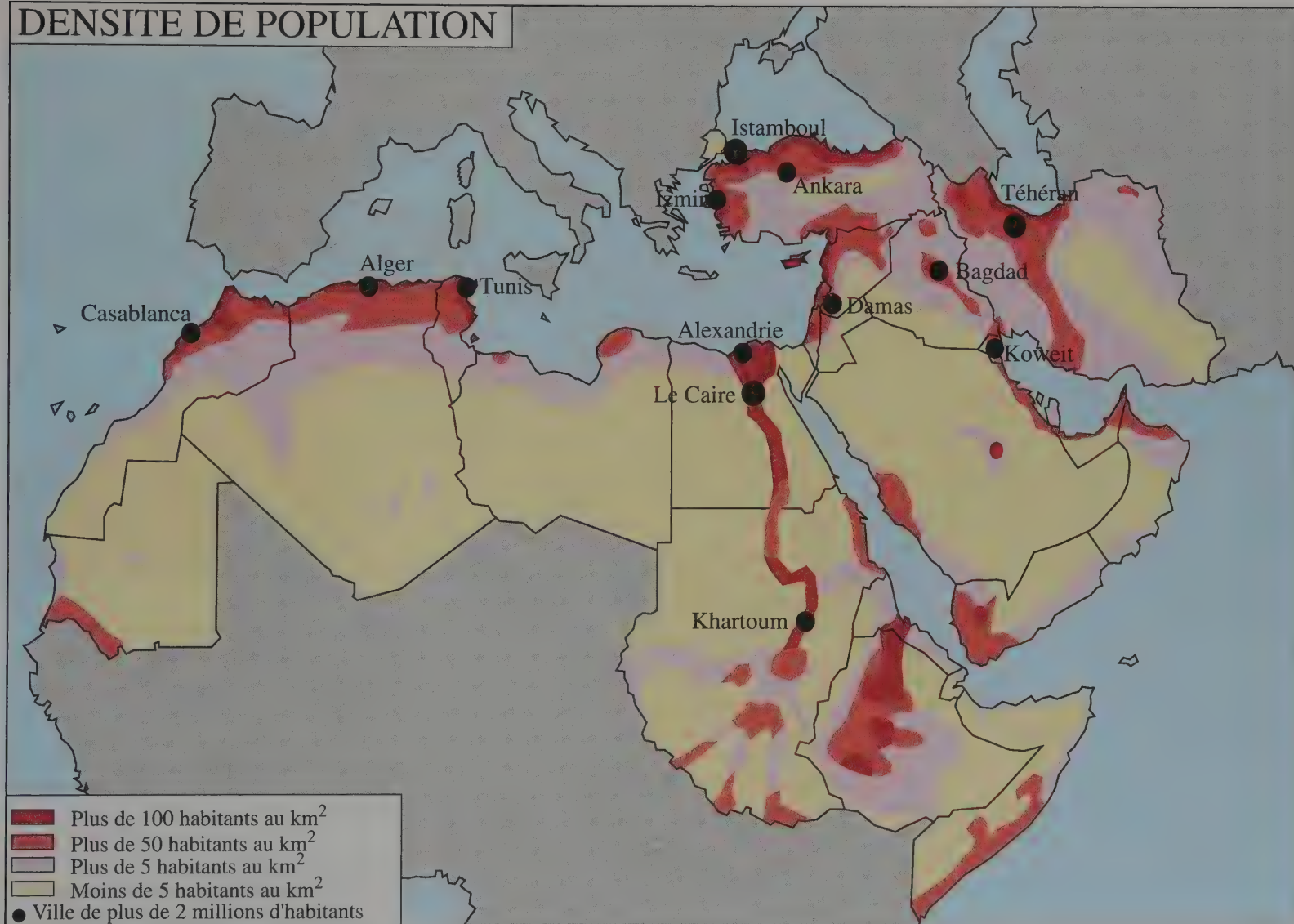
La superficie des terres destinées à l'agriculture étant limitée par la rareté de l'eau, la majorité de la terre reste inexploitée. Dans les zones naturellement arrosées ou irriguées, on pratique une agriculture extensive ou l'élevage des troupeaux. La combinaison de deux éléments, le manque d'eau et la croissance de la population, rend l'augmentation de la dépendance alimentaire inéluctable. A part la Turquie et Israël qui sont exportateurs nets, la région dépend des importations pour couvrir le tiers de son approvisionnement alimentaire.

Néanmoins l'exemple israélien montre qu'il est possible, grâce à une irrigation bien conçue et à des techniques agricoles adaptées, de transformer les déserts en terres agricoles productives. La politique de redistribution des terres mise en œuvre dans les années soixante

RESSOURCES MINIERES ET CENTRES INDUSTRIELS



DENSITE DE POPULATION

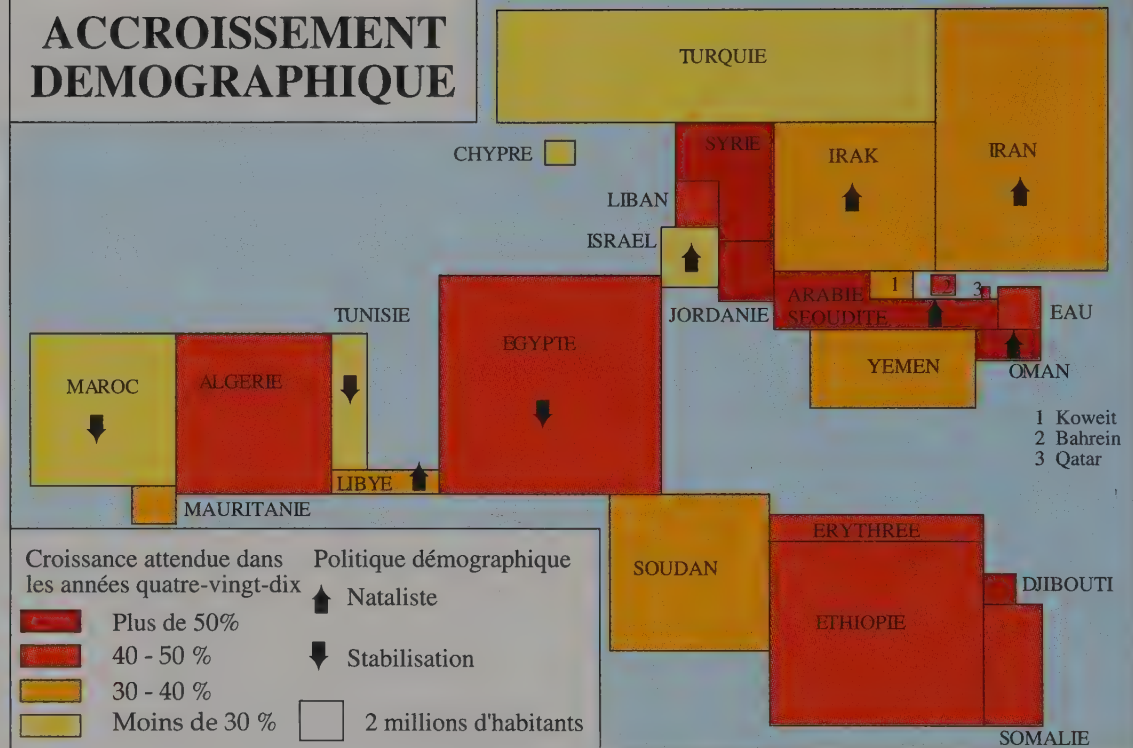


dans tous les pays d'orientation socialiste et au Maroc a également permis d'accroître la production agricole. Mais bien que tous les pays aient significativement augmenté leur production agricole au cours des années quatre-vingt, seuls le Maroc, la Tunisie, l'Arabie séoudite et le Koweït ont réussi à réduire leur dépendance alimentaire. L'Irak, seul pays arabe qui aurait pu d'ici à la fin du siècle atteindre l'autosuffisance alimentaire, n'a pu, notamment en raison des guerres du Golfe, mener à terme son programme d'irrigation.

Alors que les pays exportateurs de pétrole peuvent facilement compenser l'insuffisance de leur production agricole par des importations agro-alimentaires, les autres pays se voient contraints de développer des industries exportatrices pour financer ces importations. Les pays les plus pauvres, quant à eux, ne peuvent compter que sur l'aide internationale.

Les tentatives d'industrialisation et d'exploitation de ressources naturelles sont restées limitées à la transformation locale de produits bruts et à la production de produits intermédiaires ou semi-finis destinés à l'exportation ou à la couverture des besoins de base des marchés intérieurs. Ainsi, Le Caire est, avant Istamboul, le seul centre industriel d'importance qui supporte une comparaison tant par sa taille que par la diversité de ses activités avec les centres

ACCROISSEMENT DEMOGRAPHIQUE



urbains de taille moyenne d'Europe de l'Ouest et de l'Est. Cette relative faiblesse de l'industrialisation entraîne le maintien d'une certaine dépendance : l'Irak ainsi que tous les pays arabes sauf la Jordanie, le Liban, et le Maroc dépendent ainsi d'un seul produit pour plus de la moitié de leurs exportations : le minerai de fer pour la Mauritanie, le coton pour le Soudan, le bétail pour la Somalie et Djibouti, le café pour l'Ethiopie, et le pétrole partout ailleurs. Tous les pays de la région comprise entre l'Algérie et l'Irak possèdent

Le poids des hommes, richesse ou fardeau suivant le degré de développement, relativise la vision spatiale familière.

des ressources en pétrole et en gaz naturel, à l'exception d'Israël et du Liban. Les autres ressources minérales sont moins significatives, hormis le cas des phosphates dont la production joue un rôle important au Maroc et en Jordanie.

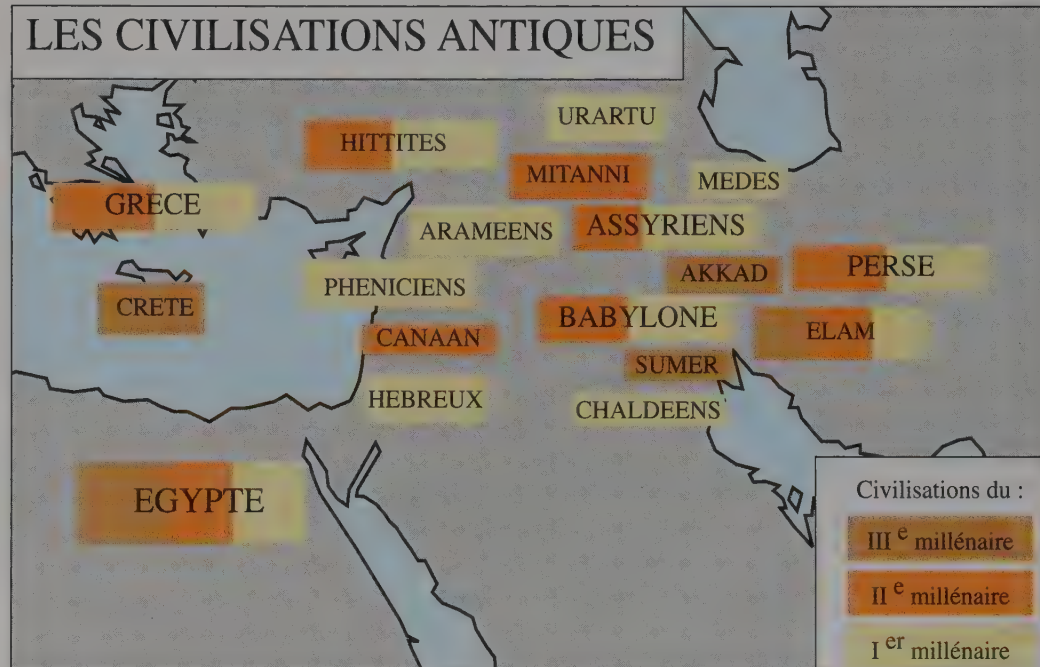
DES ORIGINES AU XIX^e SIÈCLE

Le Moyen-Orient est le berceau de la civilisation occidentale. L'agriculture et l'écriture telles qu'elles se sont développées à l'ouest de l'Eurasie y ont été inventées. A bien des égards, les anciennes civilisations d'Égypte (par la technique et la médecine), d'Israël (par la religion), ou de Phénicie (par le commerce) constituent les fondements lointains de la culture européenne.

Des tribus pastorales se fixent sur les rives du Nil, du Tigre et de l'Euphrate autour du Ve millénaire avant J.-C. La présence d'un loess alluvionnaire peu profond y rend en effet le défrichage plus facile qu'ailleurs. La douceur du climat et la fertilité des sols assurée par des crues régulières favorisent ainsi la sédentarisation de populations nomades dont les possibilités de chasse dans un environnement en voie de désertification vont s'amenuisant. Autour du IV^e millénaire avant J.-C., la maîtrise de l'irrigation favorise l'accroissement démographique et la fondation des premières villes.

L'ANTIQUITÉ

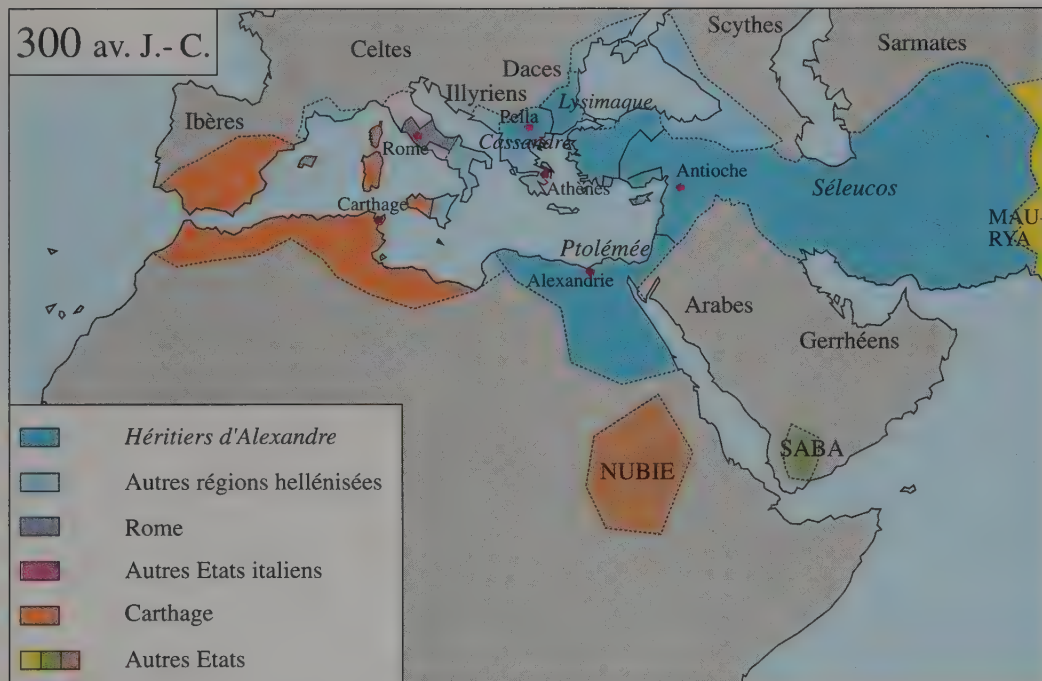
L'écriture est née d'un besoin de mémoriser des opérations agricoles et commerciales de plus en plus complexes. Ainsi, en Basse-



Mésopotamie, les Sumériens vers 3300 avant J.-C. sont les premiers à utiliser des tablettes pictographiques, deux siècles avant les hiéroglyphes égyptiens. L'alphabet phénicien de 22 signes qui devait être repris par les Grecs n'apparaît qu'à la fin du II^e millénaire avant J.-C. En réunissant pour la première fois la Haute et la Basse-Mésopotamie en une seule nation, Sargon fonde, en 2334, avant J.-C. un

des premiers empires au monde. L'Empire Akkadien met fin aux cités-Etats de l'époque sumérienne, qui, sous l'autorité d'un roi, regroupaient autour d'une ville-capitale les villages avoisinants. S'appuyant sur une puissante armée, Sargon impose une administration fortement centralisée. Cet empire, qui s'étend de la Méditerranée jusqu'au Golfe, paraît si immense aux normes de l'époque que

300 av. J.-C.



Naram Sin, petit-fils de Sargon, n'hésite pas à se proclamer "Roi des quatre régions". S'il ne dure qu'un siècle, l'Empire akkadien tient néanmoins une place particulière dans l'histoire de la Mésopotamie dans la mesure où les empires futurs chercheront à égaler sa puissance, et en particulier, à s'assurer le contrôle des routes commerciales.

Parmi ces derniers, les deux empires babyloniens (1894-1255 et 625-539 avant J.-C.) se distinguent par des civilisations particulièrement brillantes. La première dynastie

amorrete doit sa célébrité à son souverain et législateur Hammourabi, qui fait graver sur des stèles et des tablettes un code sévère fondé sur la loi du talion. Babylone est la Babel biblique dont la tour mythique symbolise une grandeur et un cosmopolitisme inégalés dans l'Antiquité. Les "jardins suspendus", l'une des sept merveilles du monde antique, représentent l'irrigation maîtrisée comme un art. Centre administratif d'un grand empire commercial, Babylone, "Porte de Dieu", est aussi un important centre religieux. L'histoire de Babylone est jalonnée

de luttes contre les peuples des montagnes qui déferlent sur ses plaines agricoles, et contre l'Empire assyrien, basé dans le nord de la Mésopotamie. En fait, les empires qui se succèdent, suivent un cycle presque identique : après les succès du début, chaque empire doit faire face à l'insoumission des peuples conquis et à des troubles dans les territoires périphériques avant de succomber sous l'invasion des Indo-Européens, tels que les Hittites et les Hourrites. En 539 avant J.-C., la destruction du second Empire babylonien par le roi perse Cyrus marque le début de plusieurs siècles de domination étrangère.

Parallèlement à la Mésopotamie, l'Egypte développe une civilisation brillante. Les grandes pyramides sont construites à la gloire de ses pharaons dès la IV^e dynastie (2625-2510). L'Empire égyptien s'étend à la Libye à l'ouest, à la Nubie au sud et au Mont Sinaï à l'est sous les IV^e et VI^e dynasties (2700-2400) mais n'entreprend des expéditions de grande envergure qu'à l'époque du Nouvel Empire (1570-1085). Il connaît son apogée avec la XVIII^e dynastie, où sous les règnes de Toutoumôsis I et Toutoumôsis III, les Egyptiens passent l'Euphrate, conquièrent les côtes phéniciennes, et organisent les pays conquis en protectorats dirigés par des vassaux fidèles. Relativement protégée par des barrières naturelles, l'Egypte antique ne subit que des invasions limitées en nombre et en importance, et conserve depuis la fondation de l'Ancien Empire (2700 avant J.-C.) jusqu'à la



selon la religion qu'il prêche. Né dans la cité de La Mecque en 570 après J.-C., Mahomet reçoit le message de Dieu en l'an 610 et commence à prêcher, entouré d'une poignée de fidèles. Il est surtout entendu par les déshérités de la ville. Dans une Mecque essentiellement préoccupée par les affaires, Mahomet parle à cette frange de la population restée bédouine dans l'âme et en mal de valeurs plus nobles que le mercantilisme. De plus, à la différence du Christianisme ou du Judaïsme, la religion du prophète apparaît comme celle d'un fils du pays.

La nouvelle religion se propage à une vitesse qui suscite rapidement l'hostilité de l'oligarchie marchande, obligeant Mahomet et ses fidèles à se réfugier en 622 à Médine. Cette date sera prise, 17 ans plus tard, comme le début de l'ère islamique. Pendant son exil, le prophète en vient à conclure qu'il lui faut imposer sa religion par la force du sabre et de l'épée, et cette stratégie est consacrée en 630 lorsqu'il rentre victorieux dans sa ville natale. Le succès militaire du prophète s'explique par le fait qu'il a su canaliser le formidable potentiel guerrier des bédouins, en les encourageant

à opérer des "razzias" au nom de l'Islam. A cette pratique traditionnelle des bédouins, qui consiste à opérer des incursions chez les sédentaires pour s'approvisionner en nourriture, le prophète ajoute une dimension religieuse en leur confiant la mission de combattre les païens. A sa mort, il lègue à ses successeurs une péninsule arabe dominée par un puissant régime islamique.

LE CALIFAT

La question de la succession du prophète n'a pas été réglée de son vivant. A la mort de Mahomet en 632, ses compagnons se trouvent à la tête d'un empire qui avait été gouverné par un seul chef. Le premier choisi à la tête de la communauté islamique est Abou-Bakr, le beau-père de Mahomet qui devient dès lors le "Khalif" (successeur).

L'institution du califat assurera ainsi jusqu'en 1924, malgré de nombreuses contestations et plusieurs tentatives visant à la modifier, la succession du prophète. L'autorité politique ou religieuse du calife varie selon les époques, jusqu'à être parfois réduite à un rôle purement symbolique. La légitimité des califes est contestée par les Kharéjites, littéralement les "sortants" et les Chiïtes, alors que le titre de calife est souvent disputé entre divers prétendants. En dépit de tous ces problèmes, le califat devait maintenir durant plusieurs siècles la cohésion de la communauté sunnite.

Les quatre premiers successeurs du prophète jouissent d'un prestige particulier auprès des Musulmans. Abou-Bakr (632-634) consolide sa mainmise sur la région centrale de l'Arabie et multiplie les expéditions aux frontières de la Syrie et de l'Irak; Omar, le second calife (634-644), s'ajoute le titre de "commandeur des croyants", crée une armée disciplinée et se distingue par ses prouesses militaires. Il conquiert des territoires à l'intérieur de la Syrie byzantine et de l'Irak sassanide, prend l'Iran, l'Egypte et la Cyrénaïque. A l'origine des réglementations en matière foncière et judiciaire et du statut des populations non musulmanes, il structure aussi l'administration. Il est assassiné en 644 et remplacé par Osman. Le troisième calife (644-656) poursuit l'expansion de l'Islam mais en portant la bataille sur le pourtour de la Méditerranée.

Le règne d'Ali, quatrième calife et gendre du prophète est marqué par la séparation des Kharéjites. Branche la plus rigoriste de l'Islam, ils ne lui pardonnent pas d'avoir composé avec Mouhawya, le gouverneur de Syrie et chef de clan des Omméyades, qui lui contestait le califat. Il est assassiné par un Kharéjite, et, à sa mort, l'Islam connaît son schisme le plus important, entre Sunnites et Chiites, deux groupes qui s'affrontent sur l'interprétation du rôle du calife. Pour les Sunnites, l'accès au califat se mérite et ne peut être héréditaire. Le calife est la personne qui, par ses qualités exceptionnelles, est la plus digne et la plus apte à diriger la commu-

nauté des croyants. En adoptant cette approche dans sa grande majorité, la communauté musulmane a permis au califat de se perpétuer. Pour les Chiites, c'est-à-dire les partisans d'Ali, le calife ne peut être qu'un descendant du prophète et de sa fille Fatima, car le relais du message divin ne peut se transmettre que par la filiation de sang.

LES OMMÉYADES

Le successeur d'Ali n'est autre que Mouhawya Ibn Abi Soufyan. Elu cinquième calife, il instaure le principe de l'hérédité du califat et fonde la dynastie des Omméyades qui règne à Damas de 661 à 750 et à Cordoue de 756 à 1031. L'empire musulman atteint de nouvelles dimensions sous leurs règnes en s'étendant de l'Espagne jusqu'au nord de l'Inde, englobant toute l'Afrique du Nord, repoussant vers le nord les limites de l'Empire byzantin. Encore peu préparés à administrer des territoires aussi vastes, les Omméyades ne bousculent pas l'organisation antérieure. Leur administration se superpose à celle qui existait déjà. L'autorité suprême reste entre les mains du calife, mais les gouverneurs des provinces, investis par Damas, jouissent d'une grande liberté.

Les Omméyades se montrent plus soucieux de construire un Etat dominé par les Arabes que d'engager l'islamisation des populations. Les Arabes, peu à peu introduits dans l'adminis-

tration, contribuent à répandre la langue arabe alors que le dinar (monnaie d'or) et le dirham (monnaie d'argent) supplantent les monnaies byzantine et irakienne. Leur attitude envers les non-musulmans est ambiguë dans la mesure où l'impôt que ceux-ci payent en échange de leur liberté de culte alimente le trésor public et les campagnes d'expansion de l'empire musulman. Cela explique leur peu d'empressement à convertir les populations non musulmanes de l'empire. Malgré sa puissance, celui-ci est miné par les querelles intestines car la dynastie omméyade, dont les membres sont les descendants de l'aristocratie de Médine, est accusée de favoriser les intérêts des Arabes aux dépens des Musulmans d'autres origines et de mener une vie de cour peu conforme aux principes de l'Islam. Les Kharéjites se révoltent à plusieurs reprises, avant d'être définitivement écrasés. Yazid Ier est obligé de mater non seulement l'insurrection chiite mais aussi celle d'Abd Allah, un compagnon du prophète, qui réussit à soulever l'Arabie et prend le titre de calife. Le dernier calife omméyade tombe en 750 sous les coups des Abbassides qui mènent l'insurrection à partir de l'Iran. Le seul survivant de la dynastie se réfugie en Espagne, et fonde une nouvelle branche qui y règne durant trois siècles. L'un de ses descendants se proclame calife en 929. Durant la période omméyade, le pouvoir religieux et politique du calife est à son apogée. Dans les siècles suivants, la prolifération des dynasties musulmanes devait miner la puissance politique du calife et



l'émergence d'écoles de droit islamique le concurrencer sur le terrain religieux.

LE CALIFAT DES ABBASSIDES

Le soulèvement contre la dynastie ommyyade a pour point de départ la province iranienne de Khorasan et rallie les populations musulmanes désireuses d'installer une dynastie pratiquant un Islam plus égalitaire. En moins de deux ans, la ville de Damas est investie. La dynastie des Abbassides, qui se réclame du

prophète par l'intermédiaire d'Al Abbas (oncle maternel de Mahomet) règne de 750 jusqu'en 1258. La fondation d'une nouvelle capitale, Bagdad, souligne la fin de la prédominance arabe dans l'empire musulman car la région de Bagdad, auparavant sous domination sassanide, était largement imprégnée de culture perse. L'influence persane pénètre ainsi à tous les niveaux de l'administration, de la vie culturelle et artistique. Durant le premier siècle de son règne, la dynastie des Abbassides connaît son âge d'or marqué par un essor économique qui fait

de Bagdad le centre d'un vaste réseau de communications reliant les régions de l'empire. A l'époque de Haroun El Rachid (786-809), Bagdad, la "capitale de la paix", devient un haut lieu de civilisation. C'est sous les Abbassides que se mettent en place les structures administratives que l'on retrouve dans les empires musulmans suivants. Le calife a la responsabilité de faire régner l'ordre et la justice selon les préceptes du Coran alors que l'administration s'organise autour de quatre grandes branches : l'impôt foncier, le trésor, l'armée et la justice. La fonction de vizir apparaît pour la première fois mais l'importance de son rôle varie selon les années : conçu au départ comme le bras droit du calife responsable de l'appareil d'Etat, il cumule parfois directions politique et militaire. Les vizirs jouent un grand rôle, surtout dans les trois premières décennies du Xe siècle.

Dans les provinces, l'administration militaire est déléguée à un gouverneur alors que la direction des affaires civiles est confiée à un préfet. Ces deux autorités relèvent directement de Bagdad. Les juges sont chargés de veiller à l'application de la loi selon la "charia" (loi religieuse) dans tout l'empire, et dépendent d'un grand "cadi" (juge), qui les nomme et les révoque.

L'introduction de l'armée de métier constitue un tournant dans l'histoire de l'empire musulman, qui avait jusque-là recruté ses

éléments parmi les bédouins. Après les Khourassaniens, qui avaient contribué à la victoire des Abbassides contre les Omméyades, les mercenaires, essentiellement des Turcs, des Berbères et des Daylamites, intègrent les rangs de l'armée impériale dès le IXe siècle.

A l'exception de la perte de l'Espagne, qui se rallia à un survivant de la dynastie omméyade, l'empire musulman à l'époque abbasside garde des frontières extérieures inchangées. Les menaces de dislocation proviennent cependant des régions périphériques, qui tour à tour, tombent sous le contrôle de dynasties concurrentes, d'obédience chiite ou kharéjite, telles que les Tahirides du Khourassan, les Aghlabides en Tunisie, et les Ikhchidides et Tulunides d'Egypte et de Syrie. Sans mettre en cause la suprématie du califat, ces provinces se comportent en fait comme des Etats indépendants.

Par ailleurs, à l'intérieur même de l'empire, les militaires prennent de plus en plus de pouvoir, aux dépens du calife. En 936, le pouvoir de l'armée est officialisé avec la création de la fonction de "Grand Emir", chargé de l'appareil d'Etat. En 945, Bagdad est néanmoins investie par les Chiites iraniens originaires du Daylam, qui fondent la dynastie bouïde. Les califes doivent désormais coexister avec une communauté chiite qui détient le pouvoir.

Cependant, le fait le plus significatif est l'avènement des Seldjoukides qui supplantent en 1056 la dynastie bouïde, consacrant ainsi l'entrée des Turcs sur la scène politique. Depuis le début du Xe siècle, l'influence des militaires turcs, engagés au départ comme mercenaires, n'avait cessé de s'accroître au sein de l'empire, et leur victoire marque le début de la domination du monde arabe par des éléments étrangers et surtout turcs. Seuls le Maroc et la partie occidentale de l'empire continuent à être dirigés par des Arabes, alors qu'il faut attendre le XXe siècle pour que ce soit à nouveau le cas pour le reste du monde arabe.

LES FATIMIDES

Originaires du Maghreb oriental, les Fatimides se réclament de la descendance de Fatima, la fille du prophète. En 908, ils proclament un califat chiite qui rivalise avec le califat abbasside. Après avoir conquis l'Egypte en 949, ils fondent une ville, Le Caire, qu'ils choisissent pour capitale. Ils y construisent la mosquée d'El Azhar qui, de nos jours encore, demeure un centre d'études islamiques réputé. Leur empire s'étend au XIe siècle en Afrique du Nord, en Sicile, à l'ouest de l'Arabie et en Syrie mais la prise de Bagdad en 1056 est éphémère, car ils en sont évincés peu après par les Seldjoukides. Divisés, aux prises avec les Sunnites et les Kharéjites, les Fatimides n'ont jamais pu asseoir leur contrôle sur les pays conquis. De

surcroît, leur armée est souvent le théâtre de conflits entre mercenaires d'origine ethnique différente. En fait, leur contrôle ne s'exerce pleinement qu'en Egypte. Adeptes de l'Ismaélisme, une branche particulière du Chiisme, les Fatimides adoptent une politique prosélyte basée sur l'envoi de missionnaires à travers tout le monde islamique pour convertir les Sunnites. "Le centre de la sagesse", établi au Caire, sert de centre de formation et de coordination à ces émissaires spéciaux. Dans la religion ismaélienne, dont la doctrine est réservée aux seuls initiés, le calife est doté de qualités qui le plaçant au-dessus des hommes.

A l'exemple des califes abbassides, les Fatimides étaient assistés par des vizirs, mais, à partir du XIe siècle, des chefs militaires aux pouvoirs étendus se font nommer "vizirs de délégation". L'administration des territoires est fortement centralisée et les divers postes catalogués et rétribués selon des normes fixes. L'Egypte des Fatimides connaît une nouvelle prospérité due à la remise en état des vieilles routes caravanières reliant les ports de la mer Rouge au Nil, ainsi qu'une vie culturelle et artistique florissantes. Par ailleurs, l'époque fatimide se distingue par une tolérance religieuse qui laisse aux Coptes (Chrétiens d'Egypte) une liberté de culte et d'expression artistique toute nouvelle. La seule exception est la période comprise entre 1007 et 1014, où le calife Al Hakim reprend la persécution des Chrétiens et détruit l'église du Saint-Sépulcre à Jérusalem.



LES CROISADES

Les raisons qui ont motivé les croisades sont multiples : religieuses mais aussi économiques. Dès le IV^e siècle apparaît la notion de "guerre juste" qui absout le combattant chrétien. L'idée de recouvrer les Lieux Saints et de protéger les Chrétiens d'Orient est en gestation depuis la prise de Jérusalem par les premiers califes. Les appels à l'aide de l'Empire byzantin menacé par les Turcs seldjoukides servent de catalyseur. Cependant les croisés sont aussi attirés par l'Orient, plus

riche et plus développé que l'Occident de l'époque. Le XI^e siècle est une période difficile pour l'Europe : le besoin de nouvelles terres se fait d'autant plus pressant que la productivité agricole stagne alors que la population augmente.

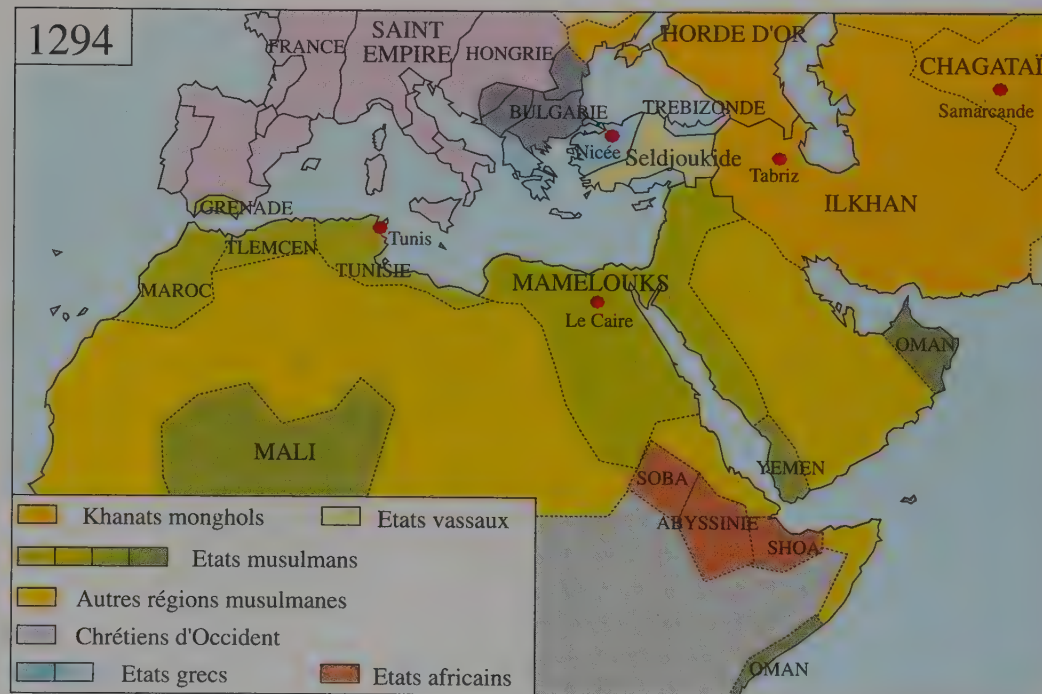
Attirés tant par la perspective de gains potentiels que par l'aspect noble et religieux de l'aventure, les chevaliers répondent avec enthousiasme en 1095 à l'appel lancé par le pape Urbain II. Cependant, avant même les armées des chevaliers, une foule de pèlerins a

pris le chemin de Jérusalem. Peu armée et non structurée, elle est aisément défaite par les Turcs. Entre 1096 et 1270, huit croisades, au succès inégal, sont organisées. Les batailles se déroulent surtout en Egypte, en Palestine et en Syrie. Les croisés fondent le royaume de Jérusalem, les comtés d'Edesse et de Tripoli, et la principauté d'Antioche. Certains de ces Etats devaient durer plus de deux siècles, défendus par des ordres de moines-soldats, hospitaliers et templiers.

Mais dès la fin du XII^e siècle, Saladin, sultan de la dynastie des Ayoubbides qui avait remplacé les Fatimides en Egypte, incorpore la Syrie à son empire et prend Jérusalem. Il détruit également la plupart des points d'appui des croisés. En définitive, les croisades n'ont atteint aucun de leurs objectifs avoués, la protection des Lieux Saints et l'enracinement d'Etats francs au Levant. En revanche, une partie de l'Occident s'est enrichie du pillage des richesses de la région, en particulier de Constantinople. Le schisme entre l'Eglise d'Occident et l'Eglise d'Orient a été définitivement consommé en 1054. L'arrivée des Occidentaux a également suscité la rancœur chez les Musulmans, les poussant à prendre leur revanche sur le maillon faible de la chrétienté : Constantinople. La victoire des Mamelouks à Saint-Jean-D'Acre en 1291 sonne le glas de la domination chrétienne sur les territoires latins d'Orient.

LES MONGOLS

Au cours de leurs croisades, les Occidentaux ont tenté, en vain, de s'entendre avec les Mongols de Perse pour organiser des manœuvres communes. Toutefois, les menaces mongoles sur l'empire musulman se concrétisent en vagues d'invasion successives et meurtrières. Peuple de pasteurs nomades, ignorant l'écriture et la vie urbaine, les Mongols sont des cavaliers exceptionnels par leur adresse et leur mobilité. Sous la houlette de Gengis Khan, les troupes mongoles déferlent sur la Chine du Nord, le Caucase et la Volga, l'Iran est conquis, puis Bagdad, par les troupes de Hulagu Khan. Leur irruption en 1258 dans la capitale abbasside entraîne la mort du dernier calife de la dynastie, Al Mustasim, et celle de plus de 800 000 personnes, soit la quasi-totalité de la population. Dans les nouvelles provinces mongoles, gouvernées par des princes ou "ilkhan", les populations sont réduites en esclavage et deviennent la propriété du Khan suprême. Les Mongols, adeptes du chamanisme, se montrent d'une grande tolérance sur le plan religieux et accordent une totale liberté de culte. Beaucoup de princes mongoles se convertissent à l'Islam, s'affirmant sunnites ou chiites selon leurs besoins diplomatiques. Au contact des civilisations conquises, les Mongols évoluent peu à peu. A la fin du XIVe siècle, Bagdad est cependant attaquée de nouveau et rasée jusqu'au sol par un autre guerrier mongol, Timour Lang (ou Tamerlan).

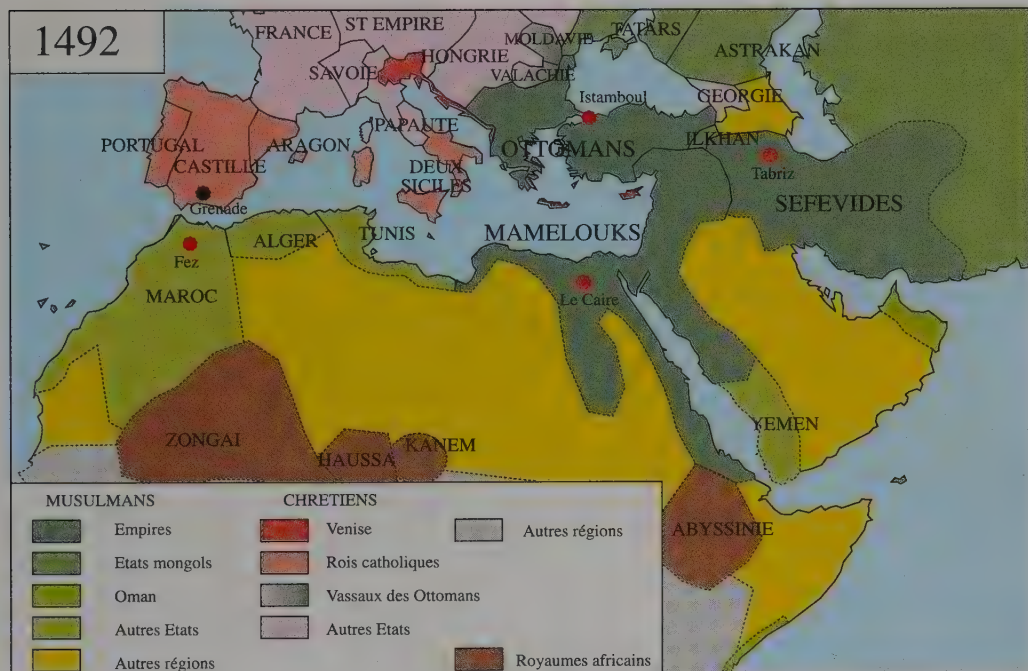


Les dynasties mongoles, déchirées par des rivalités de clans, règnent sur la Mésopotamie jusqu'au XVIe siècle, puis sont chassées par les Ottomans turcs et les Séfévides persans.

LES MAMELOUKS

A la même époque, l'histoire de l'Égypte et de la Syrie se confond avec celle d'une caste d'esclaves qui se rend maître de la région. En 1250, le sultanat syro-égyptien s'effondre avec l'assassinat du dernier sultan ayyoubide,

El Mouazzem Touran Chah, par ses propres gardes du corps. Ironiquement, c'était pour se garantir leur loyauté que les dynasties régnantes avaient recruté leurs gardes parmi les esclaves blancs de Turquie et de Circassie. L'idée était que leur condition d'esclave prévenait leur éventuelle coalition avec d'autres composantes de la communauté. En fait, les Mamelouks deviennent si puissants qu'ils s'approprient le pouvoir. Le sultanat des Mamelouks dure plus de deux siècles et se distingue par ses prouesses militaires notamment contre les croisés, faisant prisonnier



titre de califes. L'autorité de ces derniers demeure néanmoins symbolique. Malgré leur long règne, les Mamelouks sont restés, à bien des égards, des étrangers dans les pays qu'ils ont dirigés, certains ne prenant même pas la peine d'apprendre l'arabe. En 1516, ils sont battus par les nouveaux maîtres de l'Asie mineure, les Ottomans.

LES OTTOMANS

L'Empire ottoman est le dernier grand empire du Moyen-Orient. A l'instar des Seldjoukides, les Ottomans sont d'origine turque. Leur nom provient de leur premier chef, Osman (1281-1326), qui régnait sur une principauté d'Anatolie, et qui, profitant de la décomposition de l'Empire byzantin, agrandit son territoire jusqu'aux rivages de la mer de Marmara. La Serbie, la Bosnie, la Bulgarie et une partie de la Grèce y sont rattachés dès le XIV^e siècle, grâce à des campagnes victorieuses mais également à une diplomatie et à un jeu d'alliances tactiques contre Constantinople. La mainmise sur l'Anatolie est complète dès la fin du XIV^e siècle. En 1453, les Ottomans prennent Constantinople, qui change de nom et devient Istamboul, la nouvelle capitale de l'Empire. Leur expansion dans le nord continue avec la prise de Belgrade en 1521, jusqu'au premier siège de Vienne qui, en 1529, marque leur progression maximale en Europe. Au sud, leur victoire en 1516 contre les Mamelouks leur

Saint Louis et remportant d'importantes victoires qui mettent fin à la latinité d'Orient. A l'est, ils repoussent à plusieurs reprises les incursions mongoles. Aux XIV^e et XV^e siècles, ils constituent une puissance militaire et commerciale dans la Méditerranée orientale avec laquelle les Occidentaux doivent composer.

Tout au long de leur règne, les Mamelouks continuent à recruter leurs effectifs militaires parmi les esclaves du Turkestan et de Circassie. Après un entraînement spécial dans

les casernes du Caire, ces jeunes soldats sont intégrés dans les différents corps d'armée. Théoriquement, n'importe lequel de ces nouveaux venus peut devenir sultan. En fait, les Mamelouks ont mis en place un système où l'élection de leur chef doit obtenir l'aval de la caste dirigeante. Le système fonctionne sans crises majeures. S'étant imposés par la force, les Mamelouks n'ont jamais eu la prétention de légitimer leur pouvoir en se proclamant califes. En fait, ce sont eux qui accordent asile aux rescapés abbassides des massacres mongols, et leur reconnaissent le

ouvre l'Afrique du Nord qu'ils occupent à l'exception du Maroc. Les conquêtes commencées sous Mahomet II (1451-1481) et qui culminent sous le règne de Soliman II le Magnifique (1520-1566) font de l'Empire ottoman la plus grande puissance de la région.

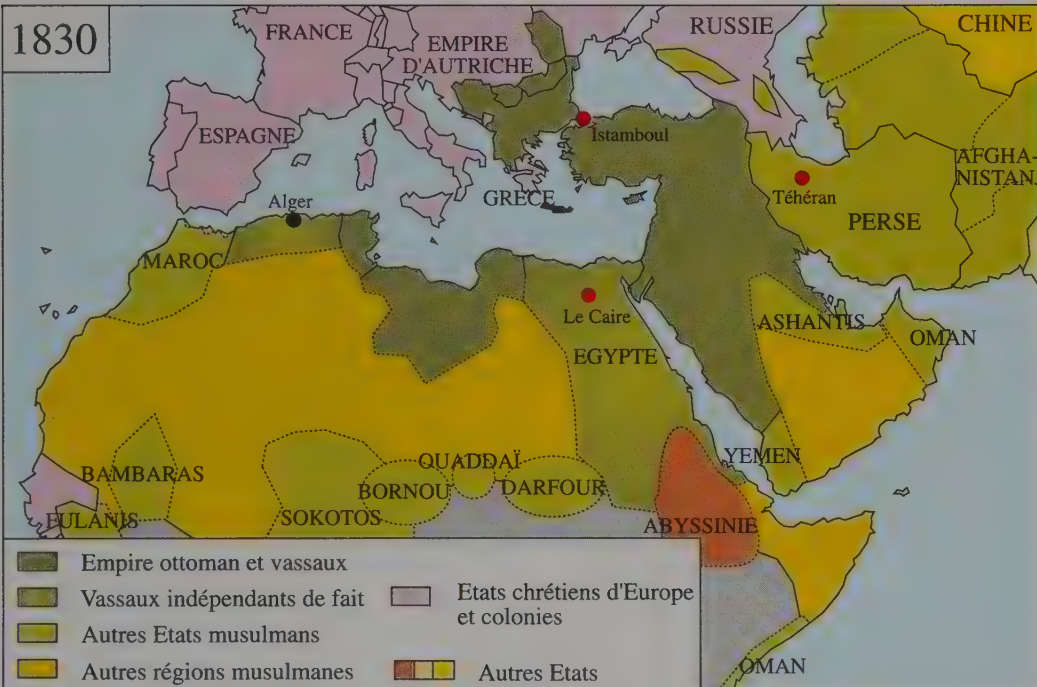
Après avoir uni le monde arabe comme aux premiers temps de la dynastie abbasside, le sultan Selim Ier, renouant avec la tradition sunnite, se déclare aussi calife et commandeur des croyants. Cependant, l'islamisation des populations européennes sous domination ottomane n'est importante qu'en Albanie et en Bosnie (notamment, dès le XIV^e siècle, des Bogomiles persécutés par les autres Chrétiens pour hérésie). Ailleurs, le recours à la force est pratiqué sous la forme d'enlèvements réguliers d'enfants chrétiens. Islamisés, ceux-ci servent comme janissaires, garde prétorienne attachée au Sultan. En général, les populations non musulmanes sont régies par le "millet", qui autorise les communautés à dépendre de leurs propres juridictions.

Le sultan, maître suprême de l'Empire, y règne sans partage et élimine d'office tous les héritiers mâles pouvant prétendre à son trône. Les guerres de succession sont ainsi évitées par cette pratique introduite dès les débuts de l'Etat ottoman, et érigée en loi sous le sultan Mahomet II. Pour seconder le sultan, un conseil du prince réunit au palais les dignitaires du régime : le grand vizir, les grands commis, le garde des Sceaux, le maître



des Finances et de l'Intérieur, des représentants de l'armée et de la Justice. Mais le pilier du régime reste l'armée, forte par le nombre de ses soldats, la qualité de son artillerie, et sa cohésion. Elle assure l'ordre dans les multiples provinces de l'Empire. La politique des Ottomans envers ces provinces est d'apporter le moins de bouleversements possibles à l'administration locale et à la vie sociale, sous réserve que les provinces fournissent bien l'impôt et les soldats requis. Les gouverneurs administrant les provinces

les plus importantes sont des fonctionnaires turcs, appelés "Beylerbey", qui, une fois à la retraite, retournent dans leur pays natal. La Sublime Porte tolère à la tête de certains Etats la présence de princes locaux, moyennant un tribut versé au trésor et un statut de vassalité. Si le turc est la langue officielle de l'Empire, l'arabe demeure la langue du Coran et garde son monopole sur le commerce.



Le déclin de l'Empire ottoman commence au XVII^e siècle avec l'avènement d'une lignée de sultans médiocres qui entraîne un glissement du pouvoir en faveur de la sultane-mère et des vizirs, et qui annonce une période de rivalités et de luttes internes. De leur côté, les janissaires, profitant d'une politique plus libérale à leur égard, forment une puissante caste et sèment le trouble dans l'Empire, faisant ou défaisant les sultans. Mais l'essor de l'Occident qui renverse, en sa faveur, le rapport de force contribue à accélérer le déclin de l'Empire ottoman. Sur le plan militaire, les

Européens ont développé une artillerie qui surpasse, par sa technicité, celle des Ottomans. Mais le déséquilibre est surtout économique. La production occidentale de produits manufacturés et leur exportation vers l'Empire ottoman renverse le courant des échanges. Par ailleurs l'amélioration des techniques de navigation permet de tourner, par la route maritime du Cap, le monopole ottoman du commerce avec les Indes.

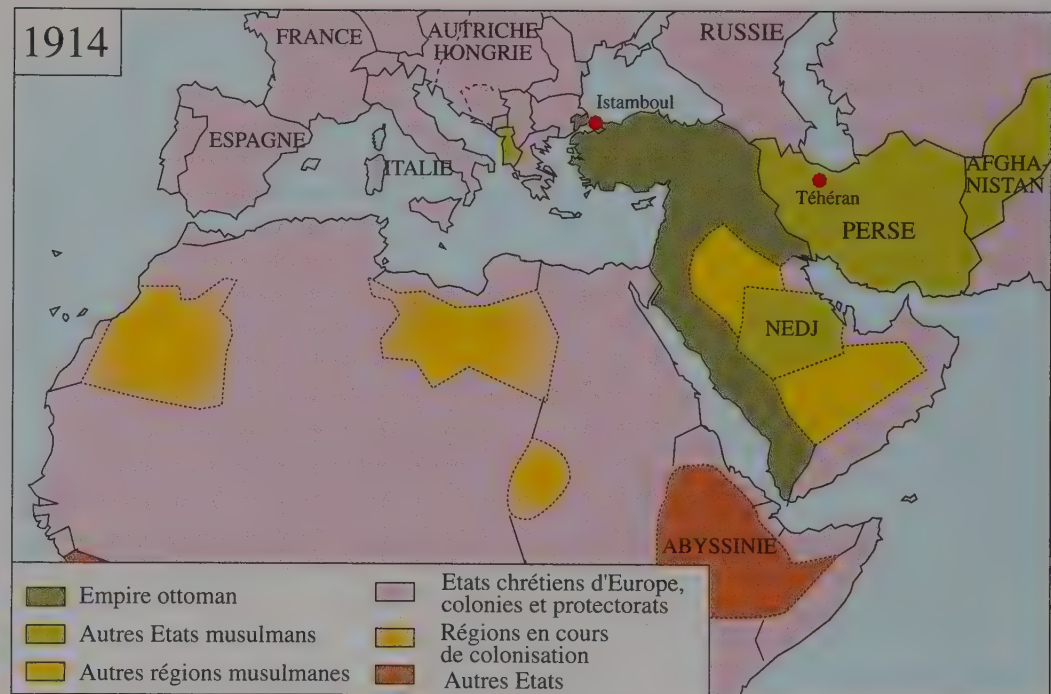
Les premiers reculs de l'Empire sont la perte, en 1699, des territoires hongrois au profit des

Autrichiens, des Vénitiens, des Polonais et des Russes. C'est cependant la victoire, en 1774, des Russes contre les Ottomans, à l'issue de laquelle ils obtiennent la Crimée, l'accès à la mer Noire et la liberté de navigation en Méditerranée, qui fait date dans les relations internationales. La Russie, désormais l'ennemi principal des Ottomans, devient également la nouvelle puissance à surveiller, surtout pour l'Angleterre qu'inquiète l'émergence d'une puissance menaçant la route des Indes.

Avec l'avancée russe sur les territoires turcs, qui s'amplifie au XIX^e siècle, et la montée des mouvements indépendantistes des Balkans jusqu'en Afrique du Nord, le démantèlement de l'Empire paraît inéluctable. La "Question d'Orient" n'est rien d'autre que les efforts de la diplomatie européenne pour gérer les crises du XIX^e siècle et préserver l'équilibre international, remis en cause par l'expansionnisme russe et l'affaiblissement ottoman. L'objectif des puissances occidentales est, d'une part, d'éviter que ce démembrement ne se fasse au bénéfice de la Russie, et, d'autre part, de chercher à satisfaire leurs propres intérêts, souvent contradictoires, dans les zones contrôlées par les Turcs. L'Empire ottoman, de moins en moins maître de son destin, doit ainsi compter avec l'interventionnisme direct des Européens, et devient le champ de leurs rivalités.

Après les massacre des Grecs en 1822, l'unanimité des puissances se fait contre l'Empire ottoman pour obtenir l'indépendance de la Grèce, en 1829. Français et Anglais se concertent encore pour contenir les Russes qui, dès 1833, s'installent sur le Bosphore. En revanche, ils s'affrontent la même année lors du soulèvement de Mehemet Ali en Egypte et de sa conquête de la Syrie et de la Palestine. La France soutient ce dernier contre les Ottomans pour préserver ses intérêts dans le pays et au Levant, la Grande-Bretagne s'allie avec la Russie, l'Autriche et la Prusse pour s'y opposer. Devant l'ultimatum des grandes puissances, Mehemet Ali est finalement obligé en 1840 de renoncer à la Syrie, mais obtient d'Istamboul sa reconnaissance comme vice-roi héréditaire "Khédivé" de l'Egypte.

L'opposition entre les Français et les Russes quant à leurs visées sur les Lieux Saints conduit en 1854-1856 à la guerre de Crimée, qui réunit Anglais, Français et Turcs contre les Russes, et aboutit au Traité de Paris de 1856, qui oblige la Russie à reconnaître l'intégrité du territoire turc et l'internationalisation de la mer Noire. Les mêmes puissances européennes obligent également la Russie, qui accentue ses prétentions à l'hégémonie sur les peuples slaves des Balkans en révolte depuis 1875, à renégocier le traité de San Stefano de 1878 qu'elle a imposé à la Porte après sa victoire à Andrinople. La Serbie et la Roumanie obtiennent cependant, en 1878, leur indépendance complète.



Incapable d'imposer les réformes introduites en 1839 par le sultan Abdul-Medjid, qui reconnaissent l'égalité entre les Turcs et les autres populations de l'Empire, ruiné par les efforts de guerre et la mainmise occidentale sur les recettes douanières et nombre d'exploitations, réduit de taille par les nombreuses sécessions, l'Empire ottoman livre sous Abdul-Hamid une guerre sainte dans l'espoir de rassembler les Musulmans, qui aboutit au massacre des Grecs en 1894-1896. Mais sa politique panislamique échoue et l'opposition à l'intérieur se développe avec

la naissance en 1865 du mouvement "Jeunes-Turcs", composé d'officiers et d'intellectuels. Ses membres sont animés à la fois par une rancœur due à la soumission de l'Empire aux puissances européennes et par un désir de libéralisation du régime.

En 1909, les Jeunes-Turcs accèdent au pouvoir et Enver Pacha, leur chef de file, joue un rôle déterminant dans l'engagement de la Turquie aux côtés de l'Allemagne dans la première guerre mondiale. Bien avant l'armistice de Moudros d'octobre 1918, les

Alliés se sont mis d'accord sur le partage en zones d'influence du Croissant fertile, par les accords Sykes-Picot de 1916. Le traité de Sèvres de 1920 définit les lignes de partage de l'Anatolie occidentale entre la Turquie, la Grèce et l'Italie. Mustafa Kémal (Ataturk), qui prend le pouvoir en 1920 et mène la guerre contre la Grèce, permet à la Turquie d'échapper au démembrement, et lui donne ses frontières actuelles. Londres et Paris se partagent le Croissant fertile, mais la Turquie conserve sa façade égéenne et une partie de la Thrace. Mustafa Kémal, qui proclame la république en 1923 et abolit le califat l'année suivante, recentre le pays sur l'Anatolie, déplace la capitale d'Istamboul à Ankara, au centre du pays, et entreprend la modernisation de la Turquie dans une optique laïque et nationaliste. L'alphabet latin remplace la graphie arabe, le port des vêtements traditionnels, tel le fez est interdit. Le système juridique impérial est balayé et remplacé par un code d'inspiration française. Les femmes se voient accorder le droit de vote, soit une génération avant la France.

LA PERSE SÉFÉVIDE

L'identité perse s'est forgée autour de son histoire, son origine aryenne (Iran se réfère à Aryen) et de sa langue, qui appartient à la famille des langues indo-européennes et non sémitiques. Le particularisme perse a trouvé son expression religieuse au XVI^e siècle avec

la dynastie des Séfévides (1501-1722), sous le règne desquels les Persans se convertissent au Chiisme. Au passé et à la culture s'ajoute désormais une religion qui renforce la différence avec les Ottomans et les Arabes à l'ouest, et les Ouzbecks et les Moghols à l'est, tous sunnites.

A l'origine de l'Empire séfévide, il y a l'ordre religieux fondé au XIV^e siècle par Safi El Din dans le nord-ouest de la Perse, et qui, bénéficiant, comme tous les ordres mystiques qui prolifèrent dans les territoires mongols à l'époque, de la bienveillance des ilkhans, croît en importance au fil des années. Au milieu du XV^e siècle, cet ordre devient un mouvement chiite militant et militarisé, rassemblant des Turkmènes recrutés en Syrie et en Anatolie et combattant les infidèles, qu'ils soient sunnites ou chrétiens. C'est en 1501 que les Séfévides, dirigés par Ismaïl, profitent d'une lutte de clans pour s'emparer du pouvoir et occuper Tabriz dont ils font leur capitale. Alors que la population de la Perse était sunnite dans sa grande majorité, Ismaïl, qui se proclame Shah, impose avec brutalité le Chiisme duodécimain. Son prestige auprès de ses troupes est immense et son pouvoir repose sur la dévotion des tribus quizilbash ("Têtes Rouges", par allusion aux bonnets rouges à douze plis représentant les douze imams), qui contribuent à répandre le Chiisme à travers le pays.

Introduit par la force, le Chiisme devient néanmoins un élément fondamental dans la

perception populaire de la spécificité perse. Les luttes à la fois religieuses et politiques qui opposent la Perse à ses voisins sunnites donnent naissance à un réflexe national dont le Chiisme, religion d'Etat, bénéficie. Si l'Empire séfévide enracine les caractéristiques de la Perse, il n'en demeure pas moins l'héritier des anciens régimes en matière d'administration intérieure et de politique étrangère. Le succès des Séfévides peut être attribué en grande partie au ralliement de l'administration antérieure, qui lui évite désorganisation et rupture dans la marche de l'Etat. La même continuité prévaut en politique internationale, où le pays accueille de plus en plus d'ambassades.

Durant les deux premiers règnes séfévides (1501-1576), l'Empire œuvre surtout à consolider son emprise sur le pays mais doit céder des territoires aux Ottomans et aux Ouzbecks. Ce n'est qu'en 1587, sous le règne d'Abbas I^{er}, que les Ottomans sont obligés de rétrocéder les territoires conquis et que les frontières sont définitivement établies à l'est. A l'intérieur, Abbas I^{er} veille à limiter l'influence des gouverneurs militaires des provinces. Il forme des corps d'armée (cavalerie et artillerie surtout) composés de Caucasiens et payés directement par le trésor public, à la différence des militaires en place, qui tirent leurs revenus des provinces dont ils ont la charge. Il s'emploie à accroître le nombre de provinces relevant directement de l'Empire tout en prenant soin d'éparpiller les

populations quizilbash, devenues incontrôlables, à travers le royaume.

Si la Perse doit à Abbas Ier sa renaissance culturelle et politique, dont le témoignage le plus brillant est la création d'Ispahan, elle ne tarde pas à ressentir les conséquences désastreuses d'une pratique introduite par lui. Ses successeurs ont en effet poursuivi sa politique confinant les princes héritiers dans les harems et les écartant des affaires publiques pendant de nombreuses années. La succession des princes médiocres entraîne l'affaiblissement progressif de l'Empire séfévide, si bien que Hussein (1694-1722) tombe, victime de la rébellion d'Afghans peu organisés. L'Empire est partagé entre Russes, Ottomans et Afghans avant d'être reconquis par Nâdir, chef de bande du Khourassan, qui prend le titre de Shah en 1736.

Plus tard, la Perse est dirigée par la dynastie Kajar (de 1779 jusqu'en 1925) et à partir de cette date jusqu'en 1979, par la dynastie Pahlavi. La révolution islamique iranienne, qui renversa le dernier Shah, est d'une certaine manière un retour aux sources puisque le clergé chiite retrouve la place qu'il a occupée sous les Séfévides.

LE MAROC

Situé à l'extrémité occidentale de l'Afrique du Nord, bordé à l'ouest par l'Atlantique et à

l'est par les barrières naturelles du Rif et de l'Atlas, le Maroc bénéficie d'une situation géographique qui lui permet d'adopter facilement une politique de repli. Le destin de l'ancien pays des princes numides Jugurtha et Juba est unique dans la région. Son passé lié à l'Espagne, et l'indépendance politique dont il jouit sans discontinuité de la formation de son premier Etat, à la fin du VIII^e siècle, jusqu'à l'établissement du protectorat français, en 1912, le différencient des autres pays arabes.

Le Maroc s'avance trop en Méditerranée pour ne pas être tenté par les rives ibériques, ou susciter un expansionnisme inverse. Plus qu'aux temps phéniciens, où des comptoirs sont établis des deux côtés de la Méditerranée, le rapprochement avec l'Espagne s'opère au III^e siècle de notre ère, lorsque Dioclétien rattache le Maroc au "diocèse" d'Espagne. Les premières vagues d'islamisation qui touchent le Maroc aux VII^e et VIII^e siècles se prolongent en Espagne et sapent l'Empire wisigoth. Au cours des siècles suivants, les tentatives visant à unir l'Espagne au Maroc suivent un mouvement de balancier, venant tantôt du sud, tantôt du nord.

L'islamisation du Maroc ne s'accompagne pas d'un afflux important de masses arabes. Le pays conserve une population à majorité berbère, qui a la particularité d'accepter l'Islam sans pour autant se soumettre à l'autorité des nouveaux venus. Les Arabes sont ainsi chassés du pays vers le milieu du

VIII^e siècle. Cette volonté d'indépendance est le trait majeur dans l'histoire du Maroc, qui se traduit par une lutte constante contre les tentatives de mainmise étrangères, qu'elles soient fatimides, turques ou européennes. L'esprit berbère, qui s'accommode mal d'une mise en tutelle, constitue en revanche le handicap majeur sur lequel vont buter les empires marocains successifs. Maintenir en état de sujétion les différentes tribus du pays exige des efforts constants de leur part.

La première apparition d'une entité politique moderne remonte à 788 avec la création d'un Etat idrisside par Moulay Idriss, prince rescapé des massacres commis par les Abbasides en Arabie. Son fils fonde la ville de Fès en 808, mais des révoltes de tribus, encouragées par les Fatimides, l'obligent à fuir en 922. Le Maroc est alors disputé entre les Omméyades de Cordoue et les Fatimides. Les premiers s'emparent des ports de Ceuta et de Melilla et s'allient avec les Berbères mais, en 1036, le califat de Cordoue s'effondre à la suite de luttes de succession. Le nouveau souffle qui devait raviver les liens du Maroc avec l'Espagne vient cette fois-ci du sud, après la création de l'Empire almoravide au début du XI^e siècle. L'ensemble du Maroc est réuni pour la première fois et Marrakech, qui donne son nom au pays, est fondée en 1062. Les Almoravides créent un empire ibéro-marocain en conquérant l'Espagne à la fin du XI^e siècle, l'Andalousie devenant, sous le règne d'Ali Ben Youssef, le véritable centre

de l'Empire. Au sud, ils étendent leur emprise jusqu'au fleuve Sénégal et au Niger occidental. Les Almohades, qui succèdent en 1147 aux Almoravides agrandissent l'Empire, qui s'étend désormais de la Tripolitaine jusqu'en Espagne. Cet Empire ne dure cependant qu'un siècle, car il se désagrège de l'intérieur et recule en Espagne face à la reconquête chrétienne. Les tentatives entreprises par les Mérinides, les nouveaux maîtres du Maroc, pour relancer les conquêtes en Espagne sont vouées à l'échec et la dynastie des Benis-Ouattas, qui leur succède en 1465, se confine dans les régions du nord du Maroc. En fait, malgré les débuts d'organisation étatique entreprise dès l'Empire almoravide, les dynasties du Maroc médiéval échouent dans la mise au pas des tribus nomades, et dans leurs tentatives de créer un gouvernement assez solide pour éliminer les luttes de succession toujours à l'origine de leur déclin.

La chute du royaume de Grenade en 1492 sanctionne le déclin musulman en Espagne alors que le Maroc est trop affaibli pour opposer une résistance efficace à l'avance portugaise. Depuis la prise de Ceuta en 1415, le Portugal aligne ses possessions en une série de ports fortifiés le long de la côte atlantique jusqu'à Agadir. A partir du XVI^e siècle, où l'intérêt des puissances européennes pour la région ira croissant, la tendance au Maroc est de fermer le pays et de limiter autant que possible les échanges économiques et les contacts humains. Les dérogations à cette

politique ne sont appliquées que sous la contrainte d'événements extérieurs, comme la pression de l'Empire ottoman à ses frontières, ou comme solution à la détérioration des finances publiques. Toutefois, la politique d'isolement pratiquée au fil des siècles devait contribuer à approfondir l'écart entre un Maroc retranché et une Europe en plein essor. Par ailleurs, la présence des Chrétiens au sud du pays entraîne en réaction un regain de ferveur religieuse au XVI^e siècle, marqué par la multiplication de centres religieux et une influence grandissante des chefs religieux locaux. L'opposition aux étrangers se cristallise sous forme de guerre sainte qui dégénère en lutte pour le trône et se termine en 1554 par l'installation des Saadiens.

La menace turque devait en revanche contraindre les Saadiens à rechercher une alliance avec l'Espagne et à renouer des relations économiques avec les Européens. Le régime bénéficie d'une victoire inespérée contre les Portugais en 1578 grâce à la mort du roi du Portugal à Alcazar Québir. Ahmad Al Mansour, "le doré", parvient à occuper l'ouest du Sahel en 1591. Il dote le pays d'une ossature cléricale, d'une armée forte et d'une justice, mais son régime ne survit pas à sa mort, et la lutte de succession réduit le pouvoir de ses descendants à la région de Marrakech. Les Alaouites du sud-est du Maroc, sous la direction de Moulay Rachid, devaient leur succéder et se maintenir au pouvoir jusqu'à nos jours.

Moulay Rachid reprend Fès en 1666, dont il fait sa capitale, et réussit à réunir tout le Maroc peu avant sa mort, récupérant la majorité des comptoirs étrangers. Son successeur Ismaïl (1672-1727) crée un gouvernement central appuyé sur une cavalerie et une armée d'esclaves noirs, et compte sur son prestige de "commandeur des croyants" pour rassembler la population. Mais à sa mort, l'Etat marocain se trouve affaibli et son successeur Moulay Mohammed est dans l'obligation de reprendre le commerce avec l'Europe. A cet effet, il ouvre le port de Mogador. Cependant, l'affaiblissement économique de l'Etat, son incapacité à se réformer, puis la présence des Français en Algérie à partir de 1830, et en 1881 en Tunisie, le rendent de moins en moins apte à contenir l'expansion européenne. Le Maroc y parvient pour un temps en alternant le repli sur soi (règne de Moulay Sleiman, 1792-1822), le conflit armé (règne de Abd El Rahman, 1822-1859), ou l'utilisation des rivalités entre Européens (règne de Moulay Hassan I^{er}, 1873-1894). La France obtient finalement le protectorat sur la majeure partie du Maroc après avoir donné des compensations aux autres puissances intéressées.

LE YÉMEN

Le Yémen constitue la partie sud-est de "l'Arabie heureuse", qui contraste avec les régions désertiques de l'intérieur de la

péninsule. La présence de l'eau, d'un climat favorable et de terres cultivables ont permis dès l'Antiquité le développement d'une population sédentaire et l'essor d'importantes civilisations. Parmi les nombreux royaumes du pays, celui de Saba devait acquérir la plus grande notoriété et durer de 950 jusqu'à 115 avant J.-C. La deuxième grande dynastie est celle des Himyarites, qui succède à celle des Sabéens, et règne jusqu'au VI^e siècle de l'ère chrétienne avant de céder la place en 525 à l'occupation évangélique. Celle-ci, d'origine éthiopienne puis persane, ne devait pas durer plus d'un siècle. Le Yémen, conquis et islamisé dès les premiers temps de l'Islam (631), conserve toutefois de nombreuses communautés religieuses, dont celle des Juifs qui ne le quitteront que lors de la création de l'Etat hébreu.

La scission chiite est une étape importante pour le pays, car elle devait creuser la différence entre la côte, demeurée sunnite, et la zone montagneuse, qui suit à la fin du IX^e siècle le Chiisme zaidite de l'imam Yahia. Les chefs religieux zaidites vont depuis lors et jusqu'au milieu du XX^e siècle jouer un rôle prépondérant. L'autorité politique et spirituelle des imams devait se maintenir, même durant l'occupation turque, à laquelle ils livrent une résistance active sous la direction de l'imam Muhammad (1891-1904), puis de son fils Yahia (1904-1948). Les Ottomans, qui s'y prennent à deux fois au XIX^e siècle pour occuper le Yémen, ne parviennent jamais

à un contrôle effectif du pays et sont amenés à concéder à l'imamat une autonomie financière et administrative. De sorte qu'à la fin de la première guerre mondiale, après le retrait des soldats turcs, l'imam Yahia impose son autorité sur tout le pays. Il ne pourra toutefois étendre son pouvoir aux régions limitrophes car son projet se heurte à l'opposition des Britanniques, installés à Aden depuis 1839. En conflit en 1926 avec le roi Ibn Séoud sur les frontières nord du Yémen, l'imam Yahia est obligé de reculer en 1934 lorsque l'armée séoudienne refoule les Yéménites de Hodeida et d'une partie de la côte. Le traité de Taëf, la même année, prive le Yémen des provinces d'Assir, Najran et Jizan. Sur le plan intérieur, l'opposition devait provenir tant des tribus que des religieux (sunnites et intégristes) et des éléments modernistes. Après l'assassinat de l'imam Yahia en 1948, l'Etat zaidite se maintient jusqu'au coup d'Etat de 1962.

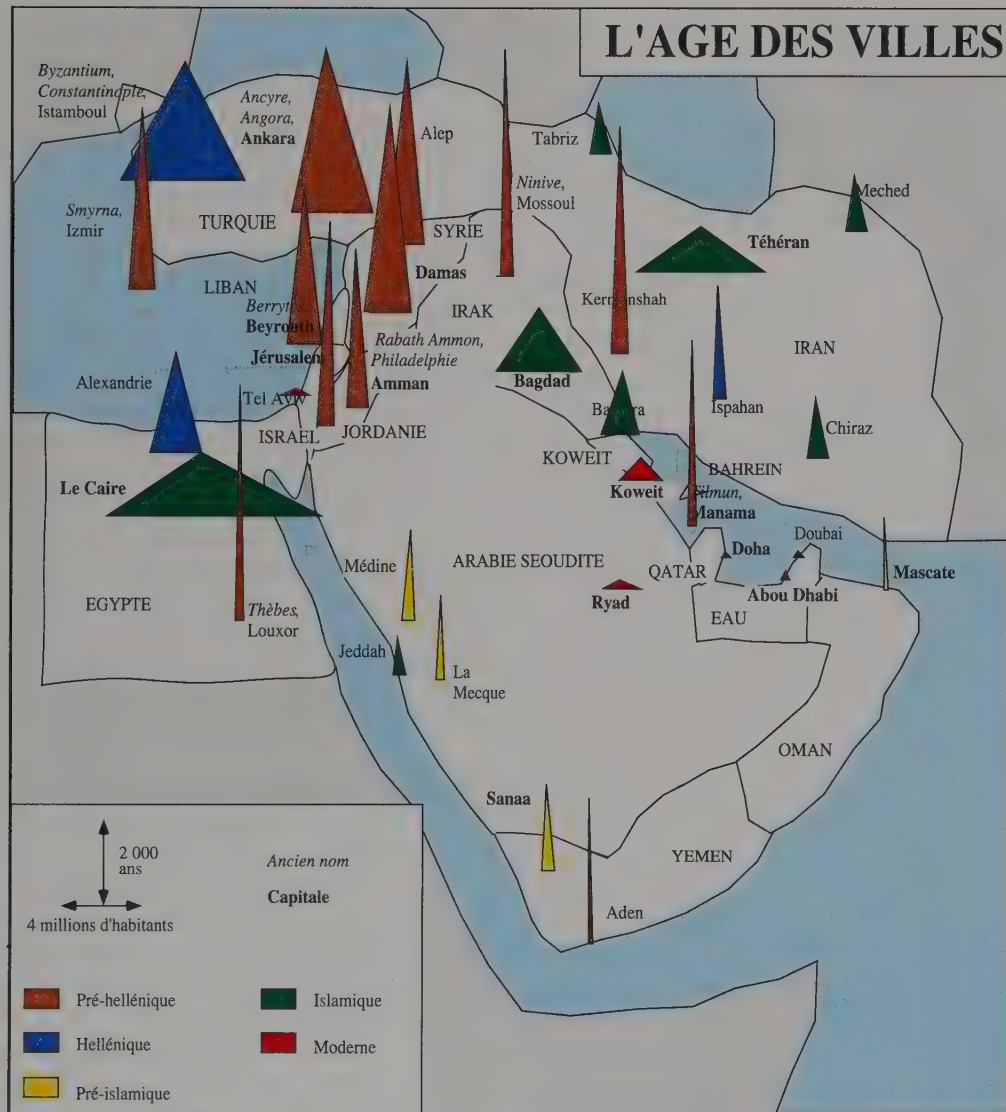
OMAN

Il est quasiment certain qu'Oman est le "pays de Magan", évoqué dans les tablettes sumériennes, avec lequel la cité d'Ur entretient des relations commerciales à partir du troisième millénaire avant J.-C. Mais si le commerce d'Oman avec la Mésopotamie et la Perse est important dès l'Antiquité, la marine marchande fait la fortune du pays, en rapportant des produits de l'Inde et plus tard de la Chine. L'étendue de la façade maritime

d'Oman en fait un pays naturellement tourné vers le large. Après un recul dû à l'invasion perse vers 1000 av J.-C., les marins d'Oman recouvrent leur primauté sur les mers aux débuts de notre ère, et détiennent le quasi-monopole du commerce maritime entre la Méditerranée et l'Inde. L'expansion islamique, qui touche Oman dès ses débuts, ne devait pas altérer sa vocation maritime, ni entraîner le recentrage du pays vers ses voisins de la Péninsule arabique. En fait, la population d'Oman, qui compte peu de bédouins, devait adopter dans sa grande majorité l'Ibadisme, une variante du Kharéjisme, se dégageant ainsi de la tutelle du califat sunnite.

Du VII^e au Xe siècle, le commerce d'Oman est florissant et Sohar est à l'époque l'un des plus importants ports du monde arabe. Le XVI^e siècle, qui voit l'éphémère installation des Portugais sur les côtes omanaises, préfigure l'arrivée des Européens et le début de la concurrence maritime des Occidentaux. Les Portugais seront défaits en 1650 par le sultan Saïd Ibn Sayf, le puissant fondateur de la dynastie Yaahruba qui devait régner jusqu'à la fin du XVIII^e siècle. Dans l'élan de la reconquête, Oman récupère les anciennes installations portugaises en Afrique orientale. Celles-ci jouent un rôle prépondérant dans l'économie du pays au XIX^e siècle. A telle enseigne qu'en 1830 le sultan Saïd Ibn Sultan choisit Zanzibar pour capitale et y transfère la majorité de la flotte d'Oman. Ce choix devait

L'AGE DES VILLES



par la suite s'avérer néfaste, dans la mesure où il a contribué à accélérer le déclin d'Oman. En effet, les termes du partage d'Oman et de Zanzibar entre les deux fils du sultan n'ayant pas été respectés, Oman sera privé au milieu du XIXe siècle d'une grande partie de son capital maritime alors même que l'interdiction, imposée par la Grande-Bretagne, du trafic d'esclave et la concurrence des bateaux à vapeur affaiblissent ses finances. Oman est ainsi amené à dépendre financièrement de la Grande-Bretagne, avec laquelle il est lié depuis 1793 par une série de traités. Londres finira par placer le sultanat sous tutelle.

Oman a toujours été la proie de conflits internes. Les deux principales tribus du pays sont à l'origine des troubles fréquents qui le secouent, et qui ont dégénéré, au début du XVIIIe siècle, en guerre civile. Par ailleurs, l'opposition entre la côte et l'intérieur constitue un autre facteur de division, qui a été accentué par le choix du port de Mascate comme capitale. Des troubles éclatent régulièrement, surtout au début du XXe siècle, et le traité de Sib de 1920 entre les rebelles de l'intérieur et le sultanat ramène un calme relatif. La dynastie des Al Bou Saïd, qui règne toujours à Oman, est parmi les plus anciennes du Moyen-Orient puisqu'elle remonte à 1749, quand Ahmad Ibn Saïd, après avoir chassé les Persans, se fit proclamer sultan.

COLONISATION ET INDÉPENDANCES

Du XVI^e au XIX^e siècle, l'Empire ottoman contrôla, de la Grèce au Levant et à l'Algérie, la majeure partie du bassin méditerranéen. Devenu "l'homme malade de l'Europe" aux débuts de l'expansion coloniale, l'Empire, qui contrôlait de plus en plus mal ses provinces lointaines, fut progressivement dépecé par les puissances. De la conquête de l'Algérie par la France à partir de 1830, à l'attribution du mandat sur la Palestine à la Grande-Bretagne en 1922, l'histoire de la colonisation sur les rives de la Méditerranée est celle du démantèlement de l'Empire ottoman. La Perse voisine, si elle ne fut pas à proprement parler colonisée, fit pareillement l'objet de rivalités anglo-russe durant près d'un demi-siècle.

De fait, l'expansion coloniale fut aussi génératrice de tensions entre les puissances européennes, et parfois de crises aiguës. Ainsi des frictions entre Paris et Londres après l'intervention militaire britannique en Egypte en 1882, ou surtout de la crise de Fachoda en 1898, lorsque Londres contraignit Paris à rappeler une mission française venue d'Afrique centrale et en route pour la mer Rouge. La France s'inclina ainsi devant la volonté britannique de contrôler le Nil en aval de l'Egypte, et, au-delà, de relier ses colonies africaines du Caire au Cap. Au début

du XX^e siècle, la question marocaine contribua pareillement à exacerber la tension entre la France et l'Allemagne, qui culmina avec la crise d'Agadir en 1911. Par ailleurs, la volonté de la Russie de mettre à profit l'affaiblissement des Empires ottoman et perse pour se garantir un libre accès aux mers chaudes se heurta à la volonté britannique de conserver la maîtrise des routes maritimes.

L'expédition française d'Alger, en 1830, ne procédait pas d'un projet colonial. Il s'agissait davantage, pour le régime contesté de Charles X, de trouver un dérivatif extérieur à ses difficultés intérieures. La conquête, la colonisation, puis le peuplement furent le fait des régimes suivants, surtout du second Empire. Napoléon III entreprit l'installation en masse d'une population européenne, et inaugura les hésitations entre assimilation et "association" qui devaient caractériser, jusqu'à l'indépendance, la politique algérienne de la France.

LE DOMAINE BRITANNIQUE

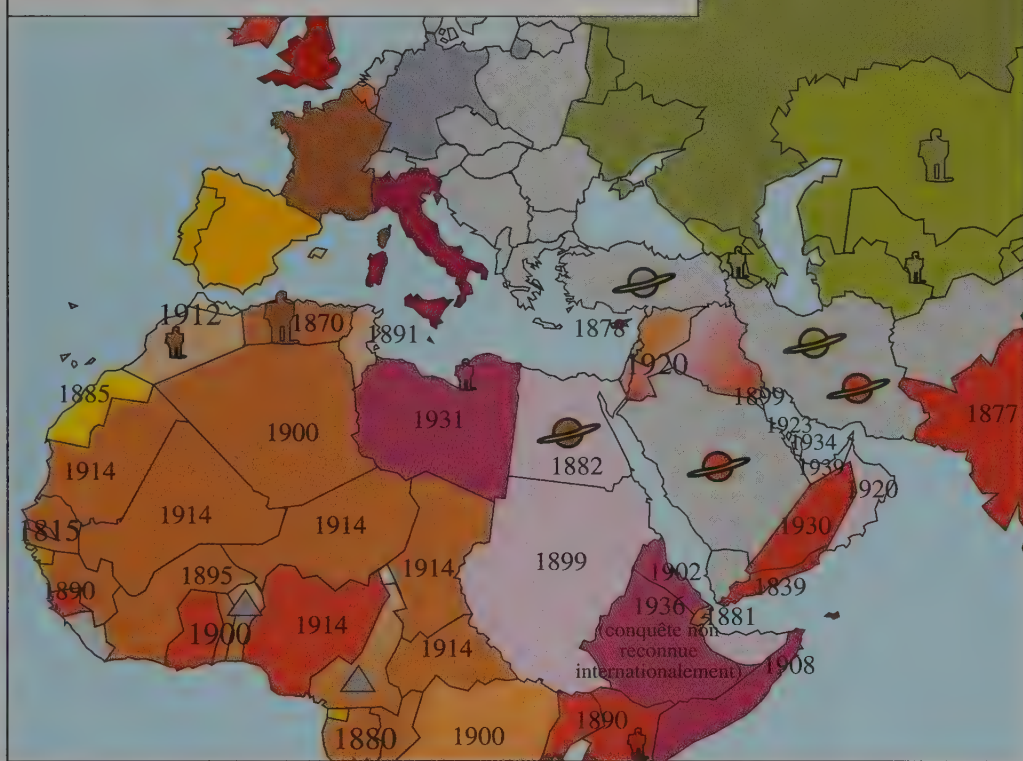
La mise sous tutelle des Etats ou provinces dépendant, parfois très théoriquement, de la Sublime Porte ne commença de façon systématique que vers 1870, et d'abord pour

des motifs stratégiques. Le percement du canal de Suez en 1869 détermina la Grande-Bretagne à s'assurer le contrôle de cette nouvelle route des Indes. Profitant de la banqueroute du khédive égyptien Ismaïl, Londres devint actionnaire majoritaire de la compagnie exploitant le canal, puis imposa, de concert avec la France, un condominium financier, avant d'occuper militairement le pays, en 1882. Protectorat officiel de 1914 à 1922, l'Egypte demeura, malgré la contestation nationaliste, sous influence britannique jusqu'à la déposition du roi Farouk, en 1952.

Soucieuse de compléter son contrôle du canal par celui du débouché de la mer Rouge, la Grande-Bretagne, qui avait assujéti Aden dès 1840, s'implanta dans le nord de la Somalie. De même utilisa-t-elle la suzeraineté des khédives sur le Soudan pour en faire dès les années 1895-98, un condominium anglo-égyptien. La possession de ce territoire élargissait sa fenêtre sur la mer Rouge, et marquait une avancée significative vers l'Afrique centrale et les mythiques sources du Nil. Là encore, les motivations essentielles de la conquête étaient d'ordre stratégique. Parallèlement, Londres avait assuré sa position en Méditerranée orientale en obtenant que le Sultan lui cédât Chypre, en 1878.

LE COLONIALISME

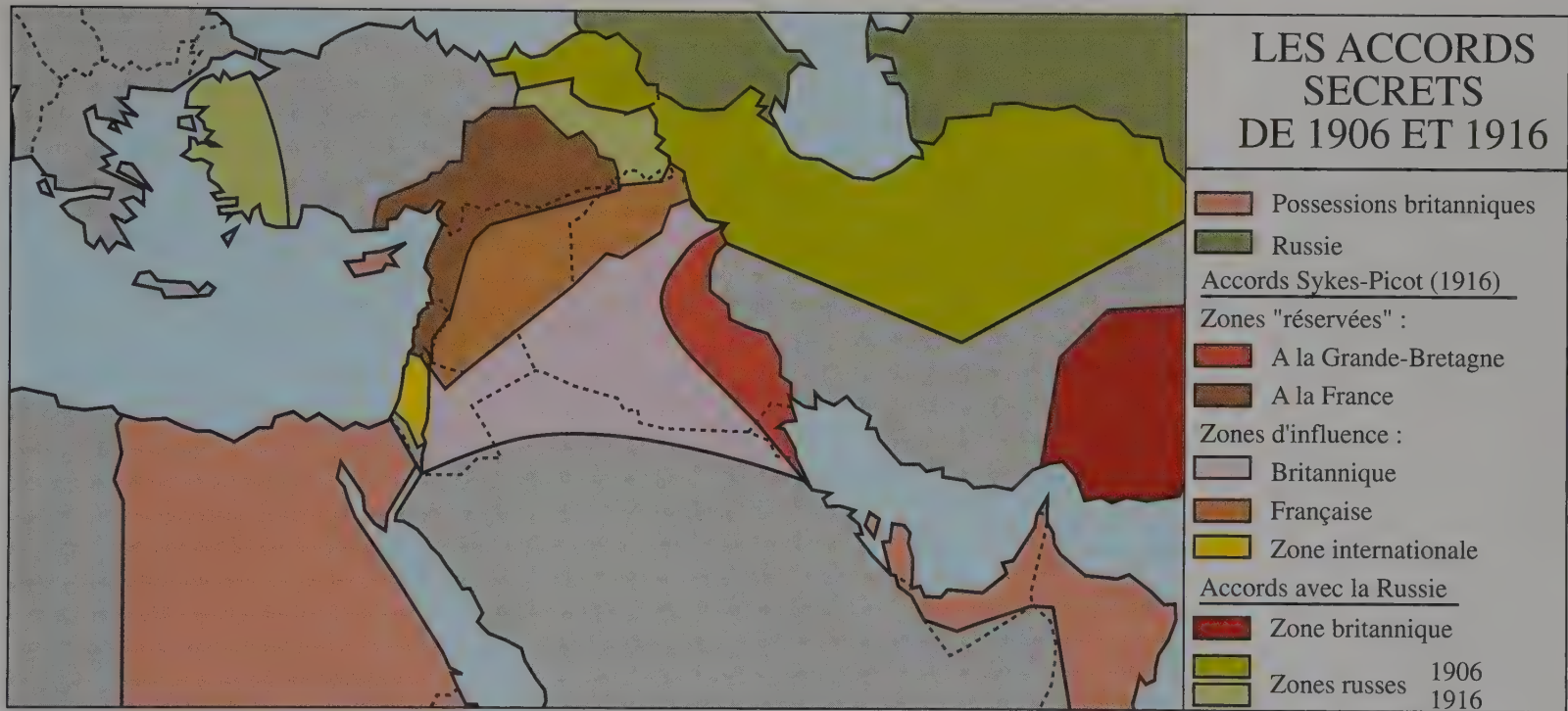
Formes et dates de contrôle effectif sur l'ensemble du territoire



METROPOLE	PEUPLEMENT	COLONIES	PROTECTORATS	MANDATS	INFLUENCE
ROYAUME-UNI					
FRANCE					
ESPAGNE					
BELGIQUE					
ITALIE					
PORTUGAL					
RUSSIE					
ALLEMAGNE					

(jusqu'en 1918)

La première guerre mondiale marqua une accélération décisive du processus de démantèlement de l'Empire ottoman qui était entré en guerre aux côtés de l'Allemagne. Les Alliés, essentiellement la Grande-Bretagne et la France, augmentèrent leurs zones d'influence en se partageant les dépouilles de l'Empire moribond. Pendant la guerre, Londres, qui possédait déjà Malte, se tourna vers la péninsule arabique et le Croissant fertile. L'Empire ottoman s'étendait sur le Levant, la Mésopotamie, et la côte ouest de l'Arabie. Londres poursuivait un double objectif : affaiblir l'ennemi turc, et préparer une implantation dans des zones riches en pétrole, notamment dans l'actuel Irak. Dans ce but, les Britanniques encouragèrent la Révolte arabe menée par le chérif de La Mecque, et son fils Fayçal. Ils promettaient aux insurgés la création d'un grand royaume arabe sur les territoires arabes libérés de la tutelle ottomane. Dans le même temps, Londres négociait avec Paris un partage de cette zone, entériné par les accords Sykes-Picot en 1916. De fait, les traités de paix et les mandats accordés par la SDN en 1920-1922 permirent à la Grande-Bretagne de s'implanter en Palestine et dans les Etats nouvellement créés de Transjordanie et d'Irak. Ces derniers, gouvernés par des descendants du chérif de La Mecque, demeurèrent dans l'orbite britannique longtemps après leur indépendance (1946 pour la Transjordanie, 1932 pour l'Irak). La Grande-Bretagne avait ainsi relié l'Egypte à



ses positions déjà anciennes, dans le Golfe persique. Londres avait officialisé son influence au Koweït en plaçant l'émirat sous protectorat en 1914. Bahreïn était lié à l'Angleterre depuis 1820, Oman depuis 1798. Sur la rive nord du Golfe, Londres et Saint-Petersbourg avaient procédé dès 1906 à un partage économique de la Perse et seule la pression des Etats-Unis et de la France empêcha les Britanniques de placer le pays sous protectorat, à la fin de la première guerre

mondiale. Leur influence sur la partie méridionale du pays n'était pas moins déterminante. Le domaine britannique était ainsi composé de protectorats, officiels ou non, relevant du Foreign Office, ou de bases militaires relevant de l'Amirauté. Dans l'entre-deux-guerres, la Grande-Bretagne contrôlait à la fois des marchés importants, comme l'Egypte ou la Perse, des zones de production pétrolière en Irak et en Perse; des comptoirs le long du Golfe et des points

stratégiques sur la route des Indes. Ce contrôle s'exerçait le plus souvent par l'intermédiaire d'élites locales parfois fortement anglicisées; contrairement à ce qui prévalait dans l'Empire des Indes, les Britanniques ne prenaient pas en charge l'administration courante, sauf dans la Palestine mandataire, et abritaient leur toute-puissance derrière les souverains locaux. Londres, par ailleurs, investissait peu dans ces semi-colonies.

LES POSSESSIONS FRANÇAISES

L'expansion coloniale française dans la région suivit une autre logique. Elle s'étendit dans un premier temps essentiellement au Maghreb, à partir de l'Algérie, lorsque, à Paris, le parti colonial fit prévaloir son point de vue. Ainsi la Tunisie fut-elle occupée et placée sous protectorat en 1881, à la fois pour garantir la présence française dans l'Algérie voisine, et pour contrecarrer les visées d'une puissance rivale, en l'occurrence l'Italie.

La même logique prévalut à la fin du siècle pour le Maroc, auquel s'intéressaient l'Espagne et surtout l'Empire allemand. Le protectorat français sur le pays ne fut proclamé qu'en 1912, après la signature d'un accord franco-allemand qui prévoyait pour Berlin des compensations en Afrique noire, et accordait la partie septentrionale du Maroc à l'Espagne. De même la France étendit-elle son contrôle sur les confins sahariens, au sud de l'Algérie, et dans l'actuelle Mauritanie. Il s'agissait là moins de s'implanter dans des territoires riches ou prometteurs que d'assurer une continuité territoriale avec les possessions d'Afrique noire, de mettre un terme aux incursions nomades, ou, plus simplement, d'occuper des régions "vacantes" avant que d'autres puissances européennes ne le fissent.

C'est aussi ce qui a prévalu pendant et après la première guerre mondiale, lors des

négociations franco-britanniques sur l'avenir du Croissant fertile, et de l'attribution, par la SDN, des mandats sur les anciens territoires ottomans. La réalité de la présence culturelle et économique française en Egypte, depuis l'expédition de Bonaparte en 1798, qui fut d'une certaine manière le point de départ de la modernisation de l'Egypte, jusqu'au percement du canal de Suez, sous le second Empire, n'avaient pas empêché les Britanniques d'évincer les Français à la fin du XIXe siècle. De sorte que l'ancienneté des liens entre la France et les communautés chrétiennes du Levant s'ajouta à la volonté de Paris de ne pas laisser Londres seul maître du jeu au Proche-Orient après l'effacement des Turcs.

Paris obtint donc des mandats sur la Syrie, qui comprenait aussi le Liban, la Cilicie, qui revint presque aussitôt dans le giron turc, et la région de Mossoul, que Paris échangea avec Londres contre le quart du capital de la compagnie pétrolière chargée d'exploiter le pétrole mésopotamien. La France étendit le territoire du Liban, où elle s'appuya sur les Maronites et certains Druzes, et jeta les bases du système communautaire qui devait durer dans ce pays jusqu'à nos jours. Les capitaux français s'investirent au Liban et contribuèrent à son développement économique.

En Syrie, où l'imposition du mandat interrompit une brève expérience de royaume

arabe proclamé par Fayçal, qui avait conquis Damas en 1918, Paris dut faire face à plusieurs révoltes nationalistes et ne se résolut que tardivement à unifier les trois Etats de Damas, d'Alep et du Djebel druze en une seule entité. Dès 1936, le gouvernement français accepta le principe de l'indépendance, pour la Syrie comme pour le Liban. Sa mise en application fut cependant retardée par l'opposition des députés français, et ne devait intervenir qu'à la fin de la seconde guerre mondiale.

Outre son domaine maghrébin et les mandats du Levant, la France était présente dans la corne de l'Afrique, depuis 1862. Sur la côte somalie, l'achat d'Obock, puis la création du port de Djibouti en 1888, visaient autant à contrôler la sortie de la mer Rouge qu'à assurer un débouché maritime à l'Abyssinie. En ce sens, ils témoignaient aussi du rêve d'expansion depuis l'Afrique centrale que la confrontation de Fachoda, en 1898, avait anéanti. De fait, en 1899, la France avait renoncé officiellement à toute prétention sur le haut-Nil, laissant la Grande-Bretagne libre de relier ses possessions africaines du "Cap au Caire".

Les possessions françaises étaient moins riches que les pays sous influence britannique (le pétrole du Sahara ne fut découvert qu'au milieu du XXe siècle), en revanche le peuplement européen y était important, du moins au Maghreb. Ainsi l'Algérie fut-elle de

LE DEMEMBREMENT DE L'EMPIRE OTTOMAN




 Territoires perdus
au XIX^e siècle

Territoires perdus en 1912/1913
au profit de :

La Bulgarie

 La Serbie Le Monténégro

La Grèce

 L'Italie

Le Nedj (Séouds)



Nouvel Etat (Albanie)

Territoires cédés en 1920 à :

La Grèce

L'Italie



La France



La Grande-Bretagne

Naissance de nouveaux Etats

La Turquie en 1920

 Sous contrôle turc

 Zone internationalisée

Projet de Kurdistan

plus en plus considérée comme un prolongement de la France au sud de la Méditerranée, relevant du ministère de l'Intérieur et non du ministère des Colonies ou de celui des Affaires étrangères. Plus généralement, la France s'impliquait plus dans son domaine colonial méditerranéen, dont elle était aussi plus proche, que la Grande-Bretagne. Sa politique de mise en valeur et ses investissements, notamment en matière scolaire laissèrent des traces durables et contribuèrent à assurer le maintien de son influence après la décolonisation.

CONQUÊTES ITALIENNES ET PÉNÉTRATION ALLEMANDE

Deux autres puissances tentèrent de s'implanter autour de la Méditerranée : l'Italie et l'Allemagne. Lorsque ces deux pays, qui avaient réalisé tardivement leur unité, se lancèrent à leur tour dans l'entreprise coloniale, la plupart des territoires étaient déjà sous contrôle. L'Allemagne échoua à évincer la France du Maroc, mais elle remporta de réels succès dans l'Empire ottoman lui-même. Berlin obtint en 1903 une concession pour construire une voie ferrée d'Istanbul à Bagdad et Bassora, comportant une autorisation d'exploitation des ressources minières le long de la ligne. L'Allemagne étendit aussi son influence à la tête de l'Etat, notamment en encadrant l'armée ottomane. Le terme logique de cette

emprise économique et politique fut l'entrée en guerre de l'Empire ottoman aux côtés de l'Allemagne en 1914.

L'Italie, en revanche, après son échec en Abyssinie, où l'armée italienne avait été défaite en 1896 par les troupes de Ménélik, s'implanta au nord, en Erythrée, et à l'est, en Somalie. La conquête de l'Abyssinie en 1936 lui permit de réunir ces territoires. (Cependant l'heure n'était plus à la colonisation, et cette guerre contre un Etat indépendant, membre de la SDN, lui valut une condamnation suivie d'un embargo.) En Méditerranée, Rome dut se contenter de la Libye (Tripolitaine, Cyrénaïque et Fezzan), qu'elle conquit en 1911 sur l'Empire ottoman, mais qu'elle ne contrôla totalement que dans les années trente. La possession de ce territoire désertique où l'on n'avait pas encore découvert de pétrole ne présentait pas un grand intérêt économique. En 1912, l'Italie occupa également Rhodes. Il s'agissait là aussi plus de s'affirmer sur la scène internationale que de s'assurer des ressources, des débouchés ou des positions stratégiques.

LA DÉCOLONISATION

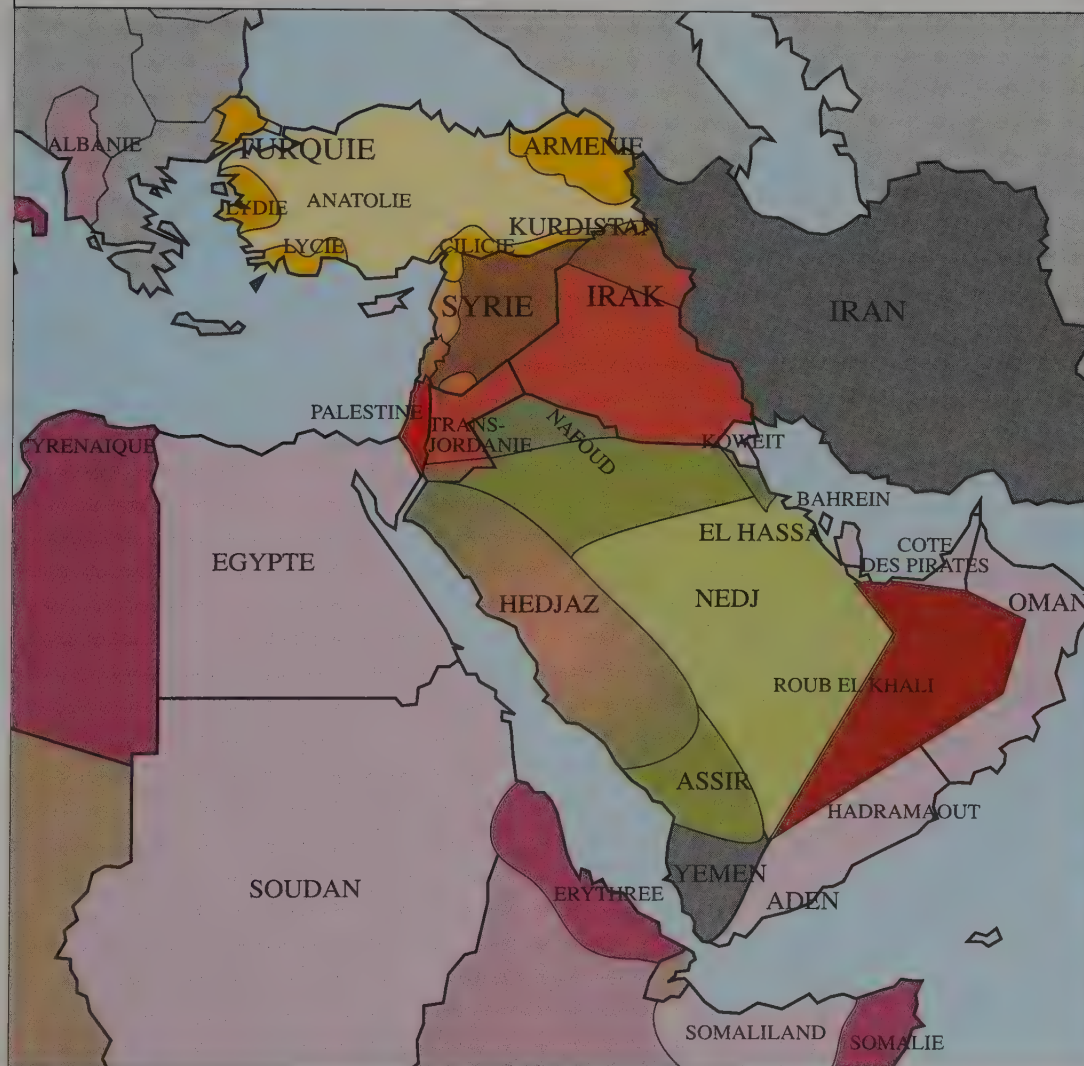
Dès l'entre-deux-guerres, la montée du nationalisme arabe, le renouveau de l'Islam, et le soutien américain au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes avaient commencé à fragiliser la position des puissances

coloniales. La deuxième guerre mondiale bouleversa les rapports de force. La France, l'une des deux puissances coloniales dans la région, fut vaincue et occupée par l'Allemagne. Les troupes de l'Axe combattirent les Alliés jusqu'en Afrique du Nord, notamment aux confins égypto-libyens. Les empires coloniaux se sont, à cette occasion, révélés à la fois plus précieux (ainsi pour la France libre, qui avait fait d'Alger sa capitale), et plus fragiles. Les difficultés des puissances européennes ont encouragé les colonisés à conquérir leur indépendance.

L'affaiblissement des Européens après les deux conflits mondiaux, la montée en puissance des Etats-Unis anticolonialistes et de l'URSS anti-impérialiste, le développement même des peuples colonisés rendaient, à terme, la décolonisation inéluctable. D'autant que l'émergence d'une conscience tiers-mondiste parmi les peuples déjà émancipés de la tutelle coloniale, relayée dans l'opinion occidentale par les intellectuels et certains partis progressistes, de même que l'apparition du mouvement des non-alignés lors de la conférence de Bandung en 1955, favorisaient la lutte des populations colonisées, en renforçant son assise idéologique et politique.

Dans cette optique, l'indépendance devenait la condition première pour un développement autonome, dégagé des modèles européens, capitalistes ou marxistes, et, plus qu'une

L'ENTRE - DEUX - GUERRES



La Turquie de Mustafa Kemal

- La Turquie en 1920
- Zone reconquise en 1923
- Territoire d'Alexandrette rattaché en 1939

La partition de la Syrie sous mandat français

- La Syrie (Sunnite)
- Lattaquié (Alaouite)
- Djébel (Druze)
- Liban (majoritairement chrétien)
- Cédé à Londres en 1920
- Colonies françaises

Londres et les Hachémites

- Hachémite jusqu'en 1924
- Royaumes hachémites sous mandat
- Autre mandat
- Autres possessions britanniques

La constitution de l'Arabie séoudite

- Le territoire des Séouds en 1918
- Conquis de 1920 à 1925
- Territoires cédés à la Grande-Bretagne

L'expansionnisme italien

- Possessions italiennes en 1918
- Conquêtes italiennes (1936 et 1939)

simple émancipation politique ou économique, la première étape dans la reconquête d'une identité trop longtemps aliénée.

Dans la région, Londres procéda de façon beaucoup plus pragmatique que Paris. De fait, si la France resta présente au Maghreb et au Proche-Orient après l'émancipation des territoires sous tutelle, elle ne le dut pas à une décolonisation réussie, comme la Grande-Bretagne, mais plutôt à la profondeur de son implantation et à sa proximité, géographique et culturelle, avec les pays concernés.

LE PRAGMATISME BRITANNIQUE

La Grande-Bretagne, qui n'administrait pas directement les territoires sous son contrôle (à l'exception de la Palestine), et qui fit évoluer constamment les formes de ce contrôle de façon à préserver ses intérêts à moyen terme, ne connut pas dans la région de réel problème de décolonisation. De fait, la rupture du lien de dépendance n'intervint généralement que bien des années après l'indépendance officielle, lorsque des révolutions mirent à bas les régimes probritanniques, comme, en 1952 et 1958, les monarchies d'Égypte et d'Irak, ou lorsque les intérêts américains supplantèrent, progressivement, les intérêts britanniques, comme dans le Golfe.

Cette tendance souffre cependant quelques exceptions. En Palestine, où Londres n'avait

pas d'intérêt à préserver, le retrait britannique fut unilatéral, la Grande-Bretagne renonçant, après deux décennies de troubles, à son mandat, remit l'avenir du territoire entre les mains de l'ONU.

A l'inverse, bien que Londres eût annoncé son intention de se retirer de "l'est de Suez", Aden fut le théâtre d'une rébellion sanglante qui déboucha sur une rupture brutale avec l'ancienne puissance tutélaire, en 1967. En 1968, Aden se constitua en République populaire du Yémen du Sud. A Chypre également, Londres dut faire face à des révoltes, dès les années trente, puis à une véritable insurrection à partir de 1955. L'indépendance fut accordée en 1960, mais des accords militaires garantirent à la Grande-Bretagne l'usage de deux bases navales qu'elle détient encore de nos jours. Le Soudan, enfin, est un cas à part : colonie anglo-égyptienne, dont Farouk se proclama roi en 1951, il accéda à l'indépendance en 1956, après que Gamal Abdel Nasser, arrivé au pouvoir au Caire entre-temps, eut renoncé à contrôler un pays que Londres ne souhaitait pas lui léguer.

LES CRISPATIONS FRANÇAISES

La décolonisation des territoires français fut beaucoup plus douloureuse. Contestée dès l'origine dans ses mandats du Levant, particulièrement en Syrie, la France eut

d'autant plus de mal à s'y maintenir qu'elle ne respectait ni l'esprit ni la lettre du mandat, et accentuait, par sa politique d'administration directe et son soutien actif aux minorités religieuses, le mécontentement des nationalistes. Aux troubles récurrents de Syrie, à l'agitation des Musulmans libanais, Paris répondait par la répression, et par un immobilisme sans avenir.

L'accord entre le gouvernement du Front populaire et les nationalistes syriens et libanais prévoyant l'indépendance des deux pays sous mandats ne fut pas ratifié par les chambres. Durant la seconde guerre mondiale, la mise sous tutelle de la métropole par le III^e Reich provoqua une première déclaration d'indépendance, en 1941, par le général gaulliste Catroux, qui devait la rapporter aussitôt après. L'indépendance fut cependant définitivement acquise en 1943. Paris put malgré tout préserver ses intérêts économiques et une réelle influence culturelle au Liban où le soutien des Maronites lui demeurait acquis.

Les mêmes causes produisirent les mêmes effets au Maghreb, où les protectorats de Tunisie et du Maroc n'accédèrent à l'indépendance en 1955 et 1956 qu'après des insurrections sanglantes. Paris, après les revers d'Indochine, et les débuts de la crise algérienne (1954), préféra se dégager par une solution politique afin de mieux se concentrer sur les départements algériens. L'opinion

[illegible]

métropolitaine et les Européens d'Algérie étaient majoritairement opposés à toute forme d'indépendance pour l'Algérie. Ils étaient également, pour la plupart, hostiles à toute politique réellement assimilationniste. Ainsi le projet Blum-Violette de 1937, qui prévoyait d'accorder progressivement le droit de vote aux "indigènes" européenisés qui accepteraient de renoncer au droit coranique du statut personnel, soit quelque 30 000 personnes à l'époque, fut-il annulé sous la pression des colons et de leurs soutiens en métropole. Inversement, les Arabes d'Algérie, déçus par la timidité de la politique assimilationniste, humiliés d'être traités en citoyens de seconde zone sur leur sol même, encouragés par l'émancipation des protectorats voisins et par l'essor du panarabisme et du tiers-mondisme incarnés par Nasser, refusaient le maintien du *statu quo*.

La guerre d'indépendance, particulièrement sanglante, nécessita l'envoi du contingent, ce qui n'avait pas été le cas en Indochine. Elle fut fatale à la IV^e République, et le général de Gaulle, porté au pouvoir sur un programme Algérie française, négocia avec le FLN. Les accords d'Evian, en 1962, reconnurent l'indépendance de l'Algérie, Sahara compris, au terme de quelque huit années de guerre.

L'afflux massif des rapatriés en métropole, le sentiment de culpabilité des Français à leur égard mais aussi à l'égard des Algériens, ainsi que les orientations socialisantes du nouveau régime d'Alger compliquèrent les relations franco-algériennes, qui demeurèrent longtemps passionnelles, empreintes de ressentiment, de méfiance et, paradoxalement, d'attachement.

L'Italie n'eut, pour ainsi dire, pas à décoloniser : après la seconde guerre mondiale, ses possessions d'Afrique du Nord furent confiées, par l'ONU, à la Grande-Bretagne, qui les émancipa en 1951. La Somalie italienne, administrée par Londres pendant les années quarante, fut à nouveau confiée à l'Italie en 1950 sous tutelle de l'ONU et rejoignit finalement l'ex-Somalie britannique dans l'indépendance en 1960. En Ethiopie, les Anglais, vainqueurs des Italiens dès 1941, avaient remis Haïlé Sélassié sur le trône.

L'Espagne, pour sa part, avait renoncé à ses possessions marocaines en 1956, en même temps que la France. Elle se maintint beaucoup plus longtemps au Rio de Oro. Le régime franquiste refusait, comme en Afrique noire, ce qu'il considérait comme un abandon

de souveraineté; la richesse minière du territoire, son faible peuplement, et l'isolement déjà ancien de Madrid sur la scène internationale l'encourageaient à maintenir sa tutelle. La mort du Caudillo, en 1975, sonna le glas du colonialisme espagnol. Le territoire n'en devint pas pour autant indépendant : le Maroc le revendiquait. Dès le départ des Espagnols, Rabat procéda au partage du Rio de Oro avec la Mauritanie. Devant l'opposition armée des nationalistes saharouis soutenus par Alger, Nouakchott renonça bientôt à ses prétentions sur le territoire. Le Maroc en revanche consolida sa présence.

Le Sahara occidental constitue cependant une exception : au Proche-Orient, comme en Afrique, les frontières héritées de la colonisation ont été maintenues jusqu'à nos jours. En Afrique, l'Organisation de l'unité africaine a, dès sa fondation en 1963, fait de ce maintien l'un des articles de sa charte, pour éviter que le retrait des puissances coloniales ne débouche sur une prolifération de conflits locaux. Au Proche-Orient, la volonté d'effacer l'émiettement du monde arabe résultant de la période coloniale a échoué, et aucune des nombreuses tentatives d'unions étatiques n'a abouti durablement.

SOUVERAINETÉ ET VIOLENCE

Après des siècles de domination, les Arabes se retrouvèrent, au milieu du XX^e siècle, citoyens d'une mosaïque d'Etats indépendants dont la majorité ne pouvaient se prévaloir que d'une faible identité historique et de peu de légitimité aux yeux mêmes de leurs peuples. Les nouvelles entités ont cherché, le plus souvent, à affirmer leur souveraineté dans un contexte où la violence a été érigée en mode d'expression politique. Violences des guerres entre Etats, violences pour la conquête du pouvoir, violences pour la revendication d'un Etat, en particulier en Palestine.

La carte de la région montre que de nombreuses frontières tracées au cordeau sont plus le fruit de l'arbitraire que du passage de l'histoire. Si, par ailleurs, des différences importantes ont marqué les gestions françaises et britanniques des indépendances, dans les deux cas le pouvoir fut, le plus souvent, laissé aux mains d'anciennes élites de type féodal ou monarchique.

Les Etats peu peuplés du Golfe furent submergés par la richesse pétrolière, accentuant le contraste avec leurs voisins plus pauvres et plus peuplés. Par ailleurs, la Palestine arabe était devenue l'Etat d'Israël. C'est dans ce contexte que la région, à cause de ses richesses minérales et de sa position stratégique aux

confins de trois continents, devint l'enjeu des luttes entre superpuissances. Il n'est, dès lors, pas surprenant que le monde arabe et les pays qui l'entourent aient été durant ces quarante dernières années particulièrement instables. La plupart des pays de la région, à l'exception de l'Algérie et du Yémen du Sud, étaient, au moment de leur indépendance, largement favorables à l'Ouest. Le Yémen du Sud est devenu indépendant sur fond de guerre civile, et bien plus tard que l'ensemble des autres pays dont certains s'étaient déjà rapprochés du bloc soviétique. La nature du processus d'indépendance algérien a longtemps obéré les rapports du jeune Etat avec l'Ouest.

LA MISE EN PLACE DU SYSTÈME RÉGIONAL

Cependant, en quelques années, les structures néocoloniales mises en place ont été démantelées. Ce fut le cas en Egypte, en Irak, en Syrie et en Libye où des coups d'Etat conduisirent à l'avènement de gouvernements militaires qui épousèrent la cause panarabe. Les actions de ces gouvernements, comme la nationalisation par l'Egypte du canal de Suez ou les nationalisations des compagnies pétrolières, provoquèrent un tollé en France et au Royaume-Uni. Mais, ainsi que la crise de

Suez le révéla, les anciennes puissances coloniales étaient dorénavant dans l'impossibilité politique de s'opposer à ce type d'actions.

Tous les Etats de la région n'ont pas vécu de révolution; la majorité de ceux qui n'en ont pas connu sont situés dans les régions riches en pétrole de la péninsule arabique. Ces pays, dont la plupart sont devenus indépendants plus tard que les autres pays arabes, ont réussi, grâce à leurs énormes richesses pétrolières, à satisfaire les besoins de leurs populations, au demeurant peu nombreuses. A Oman, le seul de ces pays qui ait connu une tentative de révolution, les Britanniques ont déposé le sultan Saïd, autocrate et réactionnaire, pour le remplacer par son fils Qabous, libéral et réformiste, qu'ils ont aussi aidé à réprimer la révolte du sud du pays.

Les révolutions qui sortirent la région de l'ère coloniale ou, pour certains pays tels l'Egypte, de la domination néocoloniale, suscitèrent de grandes espérances dans le monde arabe. Cet optimisme fut, dans de nombreux cas, rapidement déçu. Bien que les trois pays les plus importants du monde arabe, l'Egypte, l'Irak et la Syrie, eussent épousé la cause du nationalisme arabe, toutes les tentatives visant à créer un Etat arabe unitaire échouèrent. La République arabe unie (RAU), fédération

créée en 1958 entre l'Égypte et la Syrie, se disloqua après quatre années d'existence. Les nombreuses tentatives postérieures rencontrèrent encore moins de succès. Depuis que l'Irak et la Syrie sont toutes deux gouvernées par le parti panarabe Baas, les deux voisins ont consacré plus d'énergie à s'opposer qu'à s'unir. La Syrie, pourtant laïque, fut l'un des soutiens les plus fermes de l'Iran pendant sa guerre contre l'Irak et, pendant la guerre du Koweït, abandonna sa ligne traditionnellement anti-occidentale pour rejoindre la coalition contre Bagdad. Tout aussi importante que l'échec des rêves d'unité arabe fut l'humiliation des défaites arabes face à Israël dont la plus grave, celle de 1967, conduisit à la perte du Sinäï, du Golan et de la Cisjordanie et à la démoralisation des troupes arabes. Cette défaite, suivie par la mort de Nasser, figure de proue du nationalisme arabe, marqua une étape dans l'évolution de la région. Certains seulement, tel le colonel libyen Kadhafi, conservèrent une vision de l'unité arabe; la tendance générale étant pour les gouvernements de la région de chercher à consolider leur position sur l'échiquier local. L'Égypte en particulier s'est singularisée par son rapprochement avec l'Occident depuis l'expulsion des conseillers militaires soviétiques en 1972 et l'ouverture aux investissements étrangers en 1974, jusqu'aux accords de paix avec Israël en 1979 sous l'égide des États-Unis. Par cet acte spectaculaire mais singulier, Le Caire s'est isolé du reste du monde arabe pendant les années quatre-vingt.

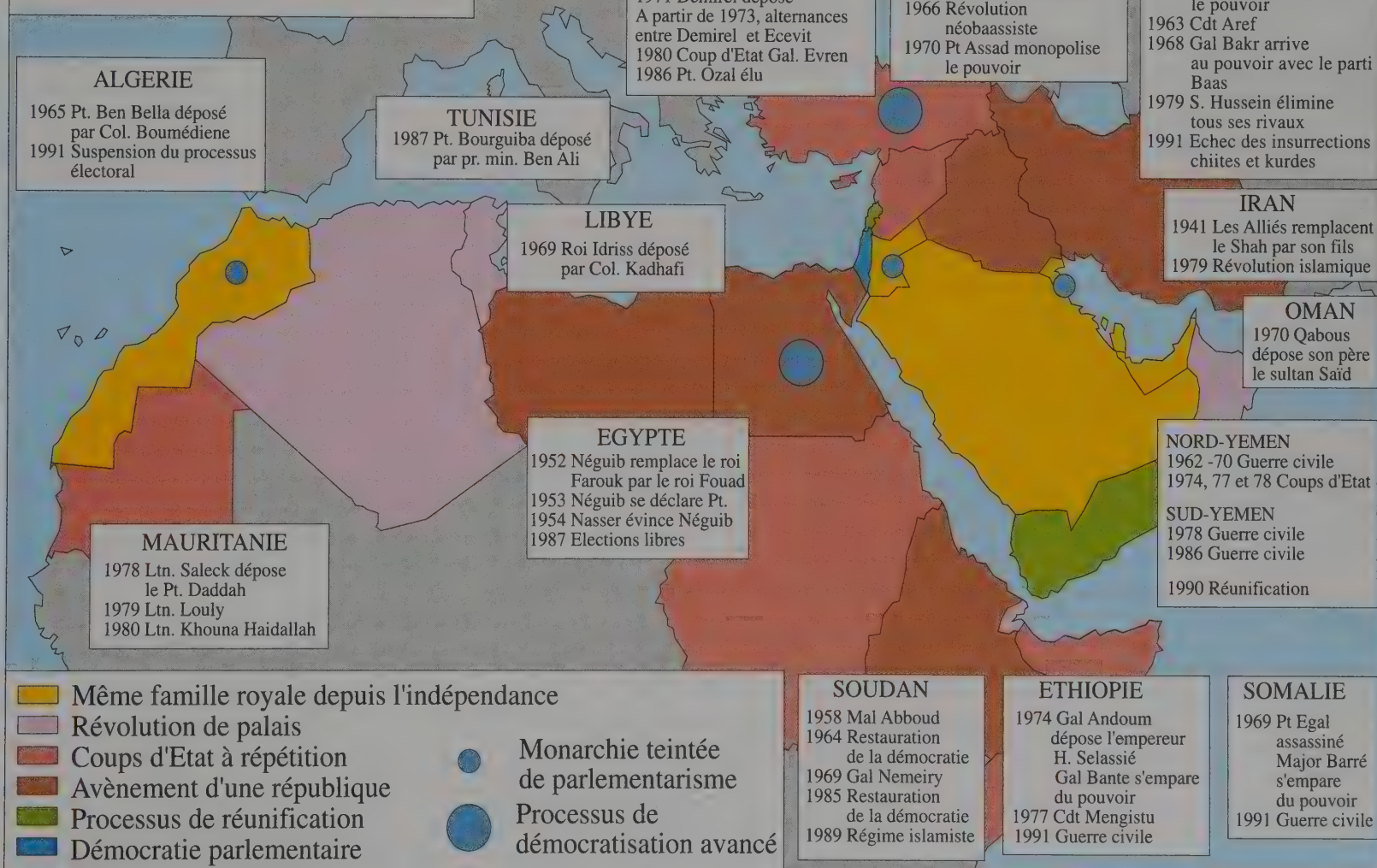
La progression des groupes islamiques radicaux constitue un autre tournant pour la région. Ces groupes sont le plus solidement implantés dans les pays qui avaient adopté la laïcité avec le plus de fermeté. Déçus du nationalisme arabe, ils partagent pourtant avec lui idéalisme et volonté de changement radical. À bien des égards, l'islamisme prit le relais du panarabisme défaillant. Les islamistes raisonnent à l'échelle de "l'Oumma", la communauté des croyants, et leurs groupes se coordonnent à travers les frontières. Ils proposent à des populations déçues par les régimes laïques une vision transnationale de leur destin, et l'appartenance à un vaste ensemble, virtuellement puissant.

LE MOYEN-ORIENT ET LE CONFLIT EST-OUEST

Malgré ses divisions internes et malgré les traces laissées par la colonisation, le Moyen-Orient, contrairement à d'autres régions du monde, a plus utilisé que subi l'opposition entre les grandes puissances. Les révolutions nassériennes et baassistes des années cinquante et soixante s'étaient opposées à l'hégémonie occidentale mais ce dans une perspective nationaliste. Le marxisme-léninisme était une idéologie aussi étrangère et menaçante pour les Arabo-musulmans que le capitalisme à l'occidentale. Prêtes à accepter l'aide, notamment militaire, de l'Union soviétique, les nations arabes posaient leurs

conditions. De fait, les Soviétiques ont rarement soutenu les communistes locaux, laissant même se perpétrer des répressions sanglantes contre les communistes comme en Irak en 1976. Les régimes qui, tel celui du Yémen du Sud, s'étaient le plus rapprochés de Moscou, furent marginalisés au sein du monde arabe. Mais même dans ce pays, le seul de la région à s'être déclaré officiellement marxiste, Moscou ne put compter sur un allié docile. Il ne lui offrit jamais la stabilité de Cuba ou du Viêt-nam : les treize années d'existence de la République populaire du Sud Yémen (de 1978 à 1990) furent marquées par une succession de sanglants changements de gouvernements et par un constant souci de jouer entre Pékin et Moscou. Dans le reste de la région, les rivalités entre les trois pays arabes les plus importants et les plus radicaux, l'Égypte, la Syrie et l'Irak, ont empêché l'Union soviétique de créer un bloc solide qui lui soit favorable : soutenir de façon trop nette l'un des régimes revenait à s'aliéner les deux autres. À l'exception de l'Algérie, l'implantation soviétique dans la région eut en fait lieu par le biais de la lutte contre Israël qui, du point de vue arabe, la justifiait. Il est par ailleurs significatif que l'Iran révolutionnaire, mais islamique, n'ait pas choisi après avoir rompu avec l'Occident de se rapprocher de l'URSS, sinon en lui achetant des armes, mais ait préféré suivre une ligne indépendante des deux camps.

COUPS D'ÉTAT ET GUERRES CIVILES



L'influence des Etats-Unis se heurta également à de sérieuses résistances. L'amitié de Washington pour Jérusalem impliquait un réflexe arabe d'hostilité. Inversement, l'étroitesse de ses liens avec l'Amérique autorisait Israël à s'aventurer dans des politiques, telle l'invasion du Liban en 1982, qui, certes, irritaient son allié mais ne remettaient pas en cause sa fidélité. Cette relation impliquait que les alliances avec les pays arabes et avec Israël soient mutuellement exclusives. Jusqu'au rapprochement avec l'Egypte à la fin des années soixante-dix, les seules autres puissances de la région étroitement alliées à Washington étaient des pays non arabes : l'Iran prérévolutionnaire et la Turquie. Ce dernier pays, en partie européen, est d'ailleurs le seul de la région à appartenir à une alliance occidentale (l'OTAN). Les Etats du Golfe, bien que politiquement conservateurs et prompts à se réfugier en cas de crise majeure, comme les deux guerres du Golfe, sous la bannière étoilée, se sont longtemps sentis néanmoins assez forts et riches pour conduire leur propre politique étrangère, et adopter des positions objectivement anti-américaines, qu'il s'agisse du soutien à l'OLP, ou aux mouvements islamistes menaçant des alliés de Washington.

LES RELATIONS RÉGIONALES

Malgré la multiplicité des organisations panarabes et l'insistance à rappeler l'unité et

la fraternité des Arabes, les relations entre les Etats de la région ont été tourmentées. La plupart des pays furent, à un moment ou à un autre de leur histoire récente, impliqués dans des conflits frontaliers avec un ou plusieurs de leurs voisins. Ceux-ci ont même éclaté entre des Etats gouvernés par une idéologie commune : l'Irak et la Syrie. L'Arabie séoudite est en conflit avec d'autres royaumes de la Péninsule pour la délimitation de leur frontière commune, en particulier avec Oman et les Emirats arabes unis. La plupart des frontières de la région ayant un caractère artificiel, les Etats s'opposent encore pour affermir leur souveraineté sur les territoires contestés. Ces conflits sont aussi le moyen de définir des identités nationales encore floues. Bien que l'identité des Etats soit mieux assise aujourd'hui, les conflits interarabes risquent de se prolonger compte tenu des décalages de développement entre pays, et des convoitises qu'ils attisent, mais aussi en raison de la dégradation de nombreuses situations intérieures qui poussent les gouvernements en place dans des fuites en avant récurrentes.

SITUATIONS INTÉRIEURES

La plupart des Etats ont connu, à diverses périodes depuis la décolonisation, outre des conflits extérieurs, une instabilité intérieure comprenant coups d'Etat et situations insurrectionnelles répétées. Cet état des choses est dû aussi bien à des raisons idéologiques,

religieuses, culturelles, ou économiques qu'à des rivalités de clans. Le problème crucial demeure cependant que le pouvoir est, dans la région, le plus souvent autocratique, appuyé sur une élite limitée, et dépourvu de structures pluralistes qui permettraient, sinon un partage du pouvoir, du moins une consultation élargie à des cercles non privilégiés. Cette situation prévaut dans les monarchies du Golfe mais aussi en république : en Libye, en Syrie ou en Irak. Dans ces conditions, le seul moyen de contestation est l'usage de la force. Dans la région, l'alternance ne s'est effectuée par des moyens pacifiques et légaux qu'en de rares occasions (outre le cas d'Israël, les périodes intermittentes de démocratie en Turquie). Les événements vraiment porteurs de changement ont été les grandes révolutions telles que celles d'Egypte ou d'Iran.

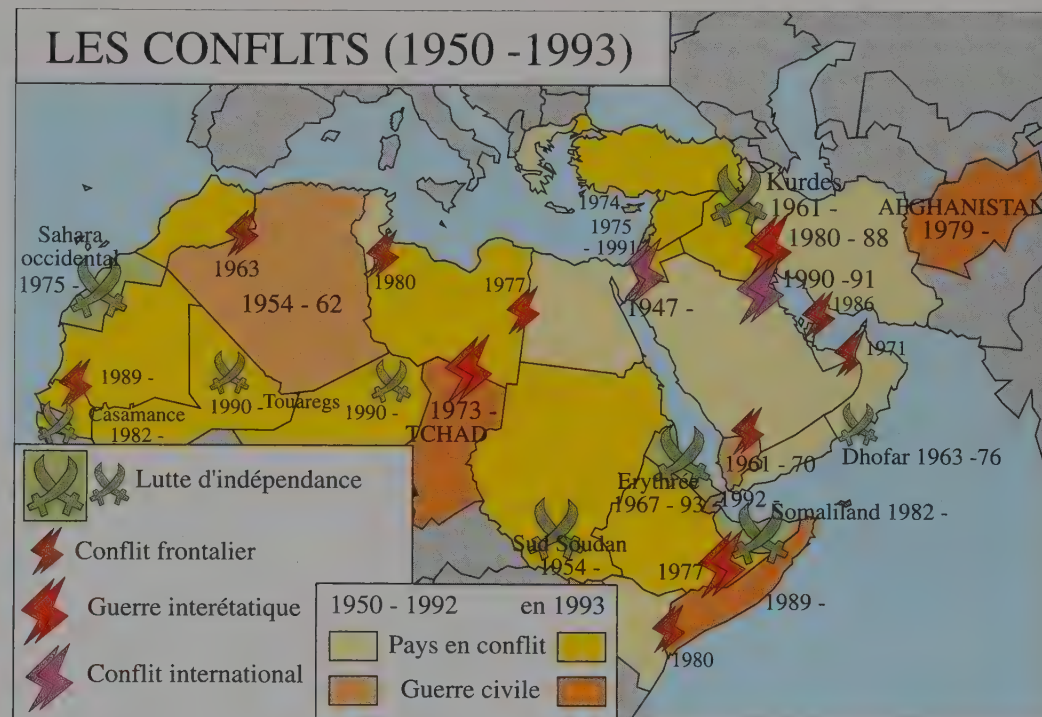
Dans de nombreux Etats, le pouvoir est aux mains d'un groupe minoritaire. En Arabie séoudite, l'Etat et les affaires sont dirigés par la nombreuse famille royale. Les Alaouites, qui ne constituent pourtant que quelque dix pour cent de la population syrienne, règnent à Damas. En Irak, le pouvoir a toujours été détenu par les Arabes sunnites et le régime du président Saddam Hussein est dominé par un groupe bien plus minoritaire encore : celui des Takriti, habitants d'une petite ville de province.

Dans des pays créés artificiellement par les anciennes puissances coloniales et dirigés par

la suite par des groupes minoritaires, la loyauté des populations ne va pas à l'Etat, mais à la tribu ou au groupe religieux. Le phénomène est particulièrement éclatant au Liban, où l'incapacité des Libanais à s'identifier avec l'Etat a conduit à la ruine du pays. Mais il est également vérifié en ce qui concerne les déchirements du Soudan, les luttes des Chiites d'Irak, les conflits entre Coptes et Musulmans en Egypte, ou les tensions entre Arabes et Berbères en Afrique du Nord. Les luttes des Kurdes contre les régimes turc, irakien et iranien relèvent, elles, d'une autre logique : celle d'un peuple que le découpage régional a laissé sans patrie. Le panarabisme avait été vécu comme une réponse possible à ces nombreux problèmes, mais le refus des différentes élites de céder une partie de la souveraineté nationale qui fondait leur pouvoir a fermé la voie à l'unité. Devant l'évidence de cet échec, de nombreux Etats ont récemment mis en sourdine leur discours panarabe pour consacrer leurs efforts à bâtir une nation, le cas le plus connu étant celui de l'Irak où l'appel à un passé aussi glorieux que lointain constitue une tentative pour susciter une identité culturelle spécifiquement irakienne.

LE TERRORISME

Si le terrorisme n'est pas un phénomène spécifique au Moyen-Orient, c'est sans doute là qu'il a été le plus spectaculaire. L'une des



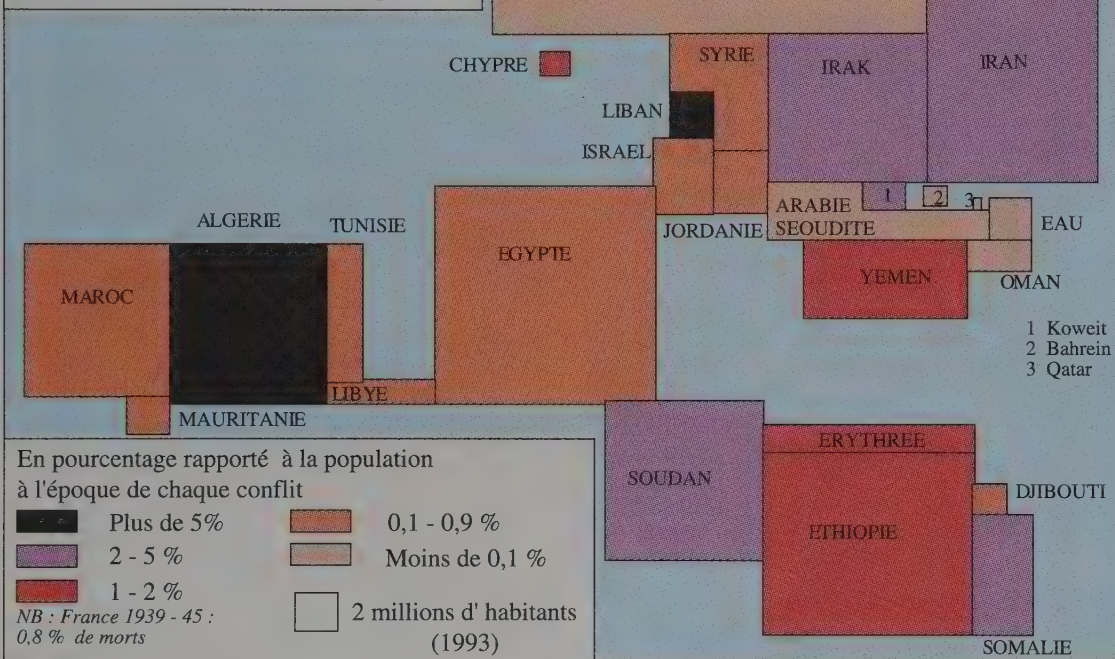
marques distinctives du terrorisme moyen-oriental réside dans ses implications diplomatiques, qui excèdent le cadre régional pour s'inscrire dans un triangle Europe, Amérique, Moyen-Orient. Nul autre terrorisme en effet n'a autant été exporté en dehors de la scène régionale. Qu'il soit le fait des groupes ou des Etats, et, quelles que soient ses motivations (nationalistes, idéologiques ou religieuses), le terrorisme issu du Moyen-Orient a su jouer de l'existence de réseaux terroristes internationaux, et de leur interconnexion, pour

porter sa lutte contre les Occidentaux chez eux et dans le monde.

Si l'histoire de l'action terroriste au Moyen-Orient plonge ses racines au début de notre ère (la terreur fut érigée en stratégie politique dès l'époque des Zélotes de Palestine, sous l'occupation romaine, et plus tard avec la secte chiite dissidente des Assassins, originaires de Perse), elle a toutefois pris, depuis les années soixante-dix, une nouvelle dimension avec l'apparition du terrorisme

PERTES HUMAINES

Mortalité dans les conflits armés depuis 1950



d'Etat et sa banalisation. Outre donc la permanence historique du phénomène, l'existence de régimes politiques dictatoriaux particulièrement violents, les aspirations nationalistes, les ambitions déçues du panarabisme, la contestation religieuse mais aussi les défaites militaires répétées face à Israël sont autant de facteurs d'explication du terrorisme moyen-oriental.

L'attaque d'un avion de la compagnie israélienne El Al sur l'aéroport d'Athènes par un

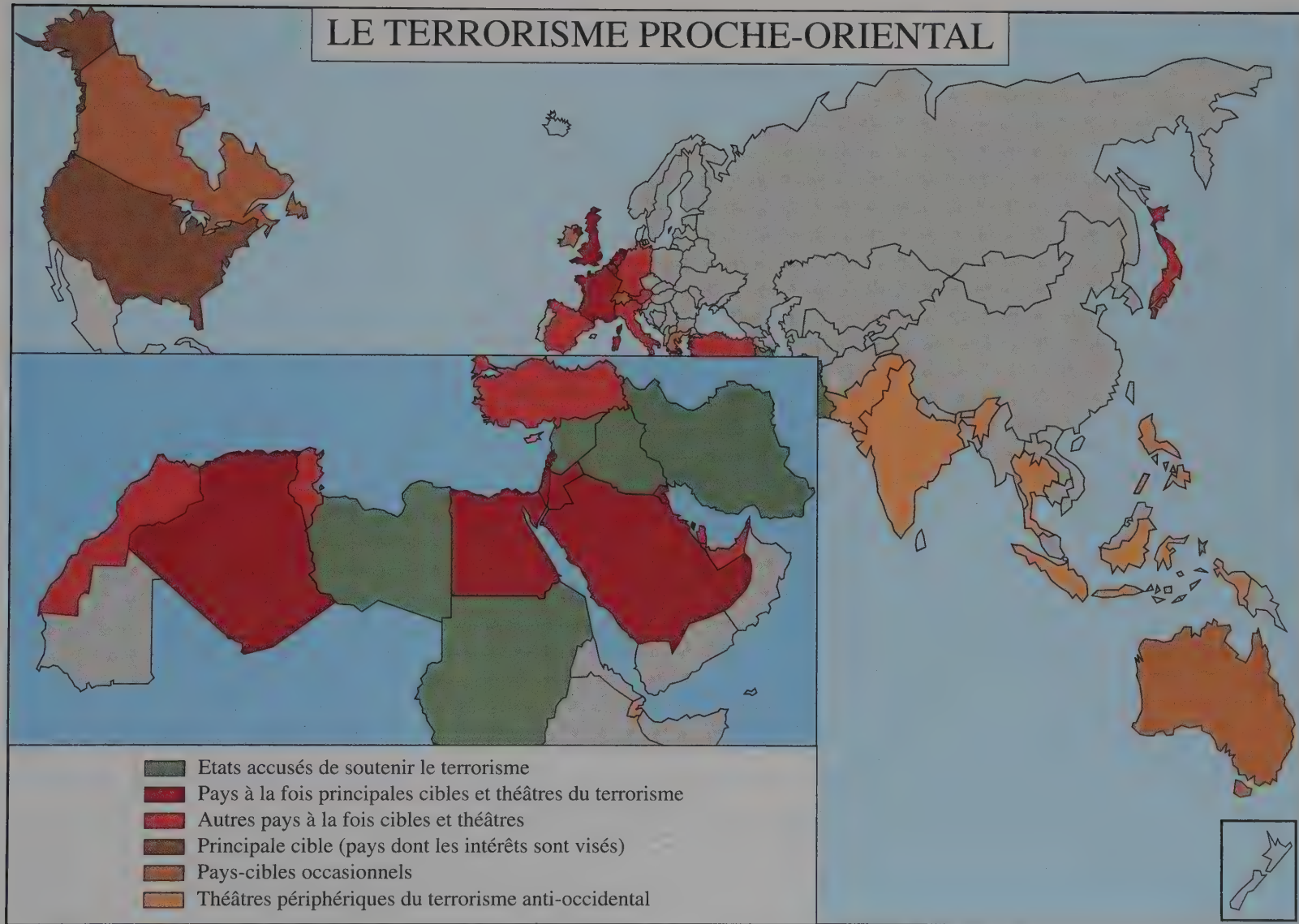
commando palestinien en 1968 marqua la naissance du terrorisme moyen-oriental dans sa version moderne. Le terrorisme au Moyen-Orient, palestinien en particulier, était alors essentiellement soutenu par des pays comme l'Egypte, la Jordanie, l'Irak, le Yémen du Sud ou l'Algérie. L'appui logistique et financier de ces pays à l'OLP contribua de manière non négligeable, avec le problème des réfugiés, à forger le sentiment d'une identité nationale palestinienne.

Les années soixante-dix furent marquées par une recrudescence des attentats : explosion en vol d'un avion de la Swissair à destination de Tel-Aviv (février 1970), massacre des passagers d'un vol Air France à l'aéroport de Lod par l'Armée rouge japonaise (mai 1972), massacre de l'équipe israélienne aux Jeux olympiques de Munich (août 1972), attentat contre une école et une synagogue à Anvers (1980 et 1981), attentat contre la synagogue de la rue Copernic à Paris (1980), etc.

Au cours des années quatre-vingt, l'Europe devint le théâtre privilégié du terrorisme moyen-oriental, visant des opposants arabes, des intérêts américains, des communautés juives ou l'homme de la rue. Les implications diplomatiques du terrorisme, de plus en plus utilisé ouvertement comme moyen de pression dans les relations entre Etats, apparaissent au grand jour. Ainsi en Iran, où l'arrivée au pouvoir de Khomeiny est suivie de peu par la prise en otage du personnel de l'ambassade américaine à Téhéran, pesant sur l'élection présidentielle aux Etats-Unis.

A partir de 1983, le terrorisme moyen-oriental a redoublé d'intensité, avec notamment l'attaque au camion suicide par le Jihad islamique des quartiers généraux des Marines et des soldats français de la force multinationale d'interposition à Beyrouth. Au Liban toujours, une vague de prises d'otages de ressortissants européens et américains paralysa, de 1984 à 1989, la diplomatie occidentale

LE TERRORISME PROCHE-ORIENTAL



dans la région, en conduisant à un désengagement stratégique des Occidentaux au Moyen-Orient.

Les groupes terroristes moyen-orientaux, principalement liés aux organisations palestiniennes ou chiïtes, forment une nébuleuse complexe. Depuis 1985, le Fatah de Yasser Arafat, principale composante de l'OLP, a condamné le recours à l'action terroriste, du moins à l'extérieur d'Israël. Cette condamnation, entérinée par l'OLP en 1988, n'a pas suffi pour autant à mettre fin aux agissements d'une pléiade de groupes dissidents de l'OLP : FPLP de Georges Habbache, Fatah révolutionnaire d'Abou Nidal, FLP d'Abou Abbas, FPLP-commandement général d'Ahmed Jibril, ni à ceux du mouvement intégriste Hamas.

Au Liban, théâtre d'une intense activité terroriste, on trouve principalement une nébuleuse terroriste d'essence chiïte, groupée sous l'appellation générique de Jihad islamique, et composée, entre autres, des mouvements Amal islamique de Hussein Moussawi et du Hezbollah du chef religieux Hussein Fadlallah. Ces mouvements, soutenus par l'Iran, se financent aussi grâce au trafic de drogue.

La Syrie, l'Iran, la Libye, l'Irak et le Soudan sont, en 1993, les pays accusés par les Occidentaux de soutenir le terrorisme. A la recherche de respectabilité sur le plan diplomatique, ces pays ont modifié leur stratégie

de soutien ouvertement affiché pour opter en faveur d'actions souterraines de "sous-traitance", plus discrètes et moins coûteuses.

De son côté, la lutte antiterroriste a pris en effet un nouvel essor, à la suite de l'effondrement des régimes communistes d'Europe de l'Est, qui servaient de relais logistique à nombre de réseaux terroristes internationaux, en particulier moyen-orientaux. Les actions dirigées contre Israël avaient, quant à elles, toujours fait l'objet de représailles (bombardements des bases palestiniennes ou chiïtes au Liban, du quartier général de l'OLP à Tunis en 1985, traque des auteurs de la tuerie des Jeux Olympiques de Munich en 1972) ou d'interventions spectaculaires (raid d'Entebbe en 1976, guerre du Liban en 1982).

Contrairement aux Européens qui ont semblé incapables de lutter efficacement contre le terrorisme (tant, semble-t-il, pour des motifs pratiques qu'en raison d'arrière-pensées diplomatiques), les Etats-Unis ont adopté une politique de lutte antiterroriste plus ferme, non dépourvue toutefois d'ambiguïtés ou de zones d'ombre, publiant chaque année une liste noire des pays soutenant le terrorisme, et n'hésitant pas même à lancer, en avril 1986, un raid punitif sur la Libye, destiné à punir le colonel Kadhafi d'un attentat commis en Allemagne contre des soldats américains.

La communauté internationale s'est depuis peu résolue à intensifier la lutte antiterroriste,

en renforçant la coopération des services de renseignements et de police et surtout, en adoptant à l'ONU des sanctions économiques contre la Libye, accusée de deux attentats contre un Boeing 747 de la Pan Am (271 morts) et un DC-10 d'UTA (170 morts).

Enfin, on assiste depuis le début des années quatre-vingt-dix et la guerre du Golfe à la montée en puissance du terrorisme intégriste, dirigé cette fois contre les régimes arabes en place, surtout en Algérie, en Tunisie et en Egypte, et contre l'occupation israélienne dans les Territoires occupés. Les pays visés ont lancé de sérieux avertissements à l'Iran opposé au processus de paix avec Israël et soupçonné d'encourager la déstabilisation des régimes arabes.

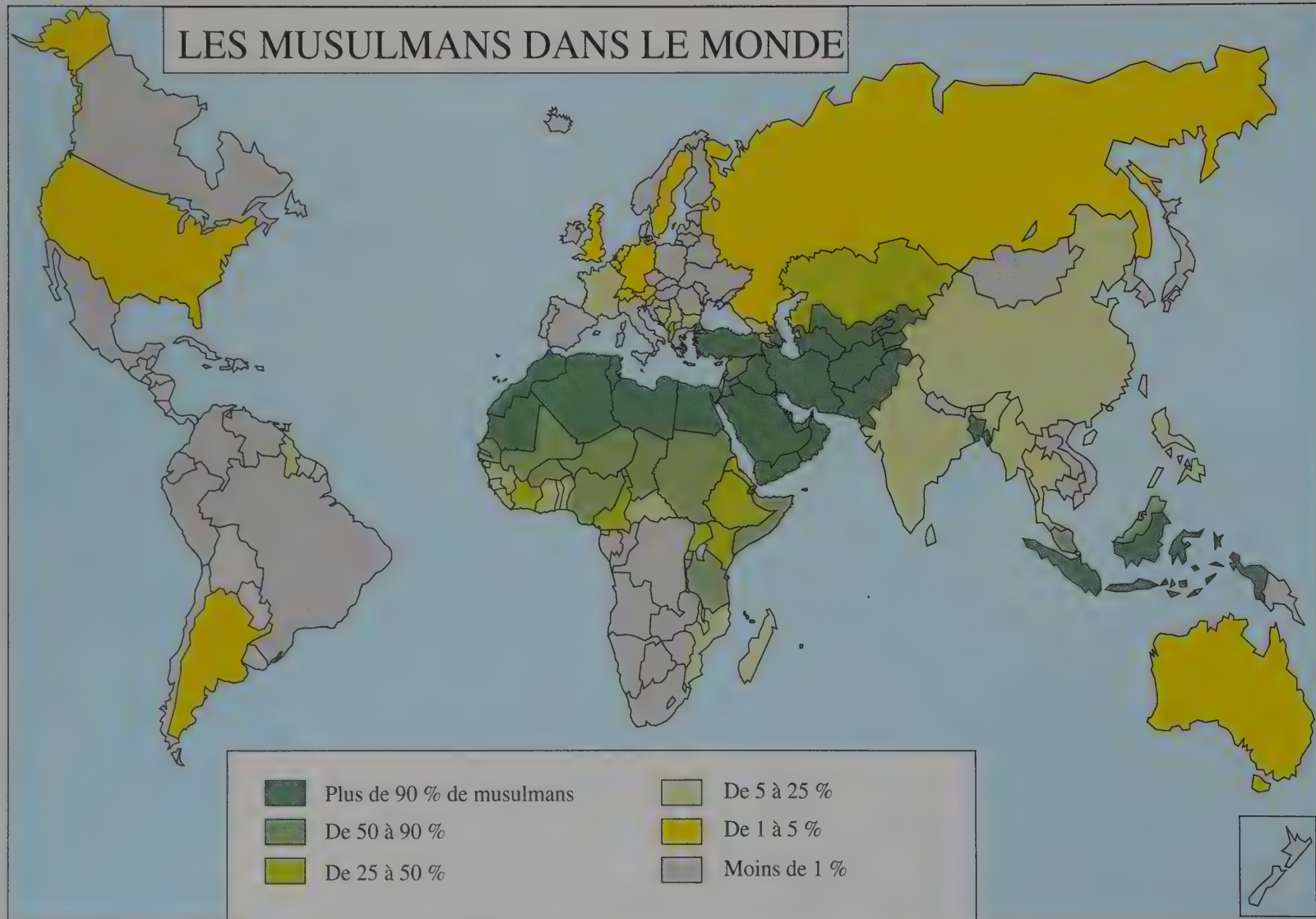
Cependant, dans un pays comme l'Algérie, la multiplication d'assassinats de représentants de l'Etat, d'intellectuels et d'étrangers et le durcissement parallèle de la répression contre les milieux islamistes engendrent une spirale de violence dont on peut craindre qu'elle ne débouche sur une guerre civile. Les moujahiddins, partis dans les années quatre-vingt d'Algérie mais aussi d'autres pays arabes pour se battre en Afghanistan, avec la bénédiction de l'Occident, contre l'occupant soviétique, jouent dans les années quatre-vingt-dix, un rôle-clé dans la militarisation des mouvements islamistes condamnés à la clandestinité.



MATRICES

La force politique de l'Islam, la notion d'arabité, les enjeux pétroliers et le conflit israélo-arabe sont les quatre éléments fondamentaux autour desquels les problématiques régionales se sont structurées et continuent d'évoluer. Leur imbrication, le rôle de la dénonciation de l'égoïsme occidental et de l'opposition à Israël dans le panarabisme ou l'islamisme, voile souvent la complexité de chacun d'eux pris séparément.

LES MUSULMANS DANS LE MONDE



L'ISLAM, FORCE POLITIQUE

L'Islam est une religion monothéiste, apparue au VII^e siècle après J.-C. dans la péninsule arabique. Ses préceptes puisent leur source d'une part dans le texte sacré du Coran ("récitation", en arabe), révélé par Dieu (Allah) au prophète Mahomet, et, d'autre part dans la tradition des actes et "dits" (Hadith) du Prophète.

L'Islam reconnaît l'héritage des religions juive et chrétienne mais, les considérant comme corrompues, se pose lui-même comme "l'ultime révélation de la volonté de Dieu". Islam signifie d'ailleurs "soumission" (abandon, remise totale à Dieu).

LES "CINQ PILIERS"

La foi islamique repose sur des obligations rituelles fondamentales que doit observer tout Musulman. Elles forment les cinq "piliers de l'Islam" :

- La profession de foi : *"J'atteste que Dieu Allah est unique et que Mahomet est l'envoyé de Dieu"*.
- La prière rituelle : cinq fois par jour, le Musulman doit prier en se prosternant en direction de La Mecque.

- L'aumône légale (ou dîme aumônère) : les Musulmans considérés comme aisés doivent s'acquitter d'un impôt de charité. Cet acte, d'ordre essentiellement cultuel, permet d'aider les pauvres et ceux qui sont endettés, de libérer les esclaves et de soutenir ceux qui travaillent pour la cause de Dieu.

- Le jeûne : pendant le mois du Ramadan, les Musulmans doivent observer un jeûne strict durant le jour.

- Le "Hadjj" : le pèlerinage de La Mecque que doit accomplir tout Musulman au moins une fois dans sa vie.

Le prophète Mahomet était un guerrier, un législateur et un chef d'Etat. Il bâtit un vaste empire, gouverné selon les préceptes divins. Dès sa naissance, l'Islam a donc été un mouvement politico-religieux, la religion d'une société, plutôt que celle d'une secte minoritaire, un point qui le différencie du Christianisme des origines.

Une des conséquences importantes en est que l'Islam ne se contente pas d'édicter les règles de vie devant gouverner la conduite des individus mais qu'il s'attache aussi à donner une vision pratique de la manière dont la communauté musulmane ("Oumma") doit

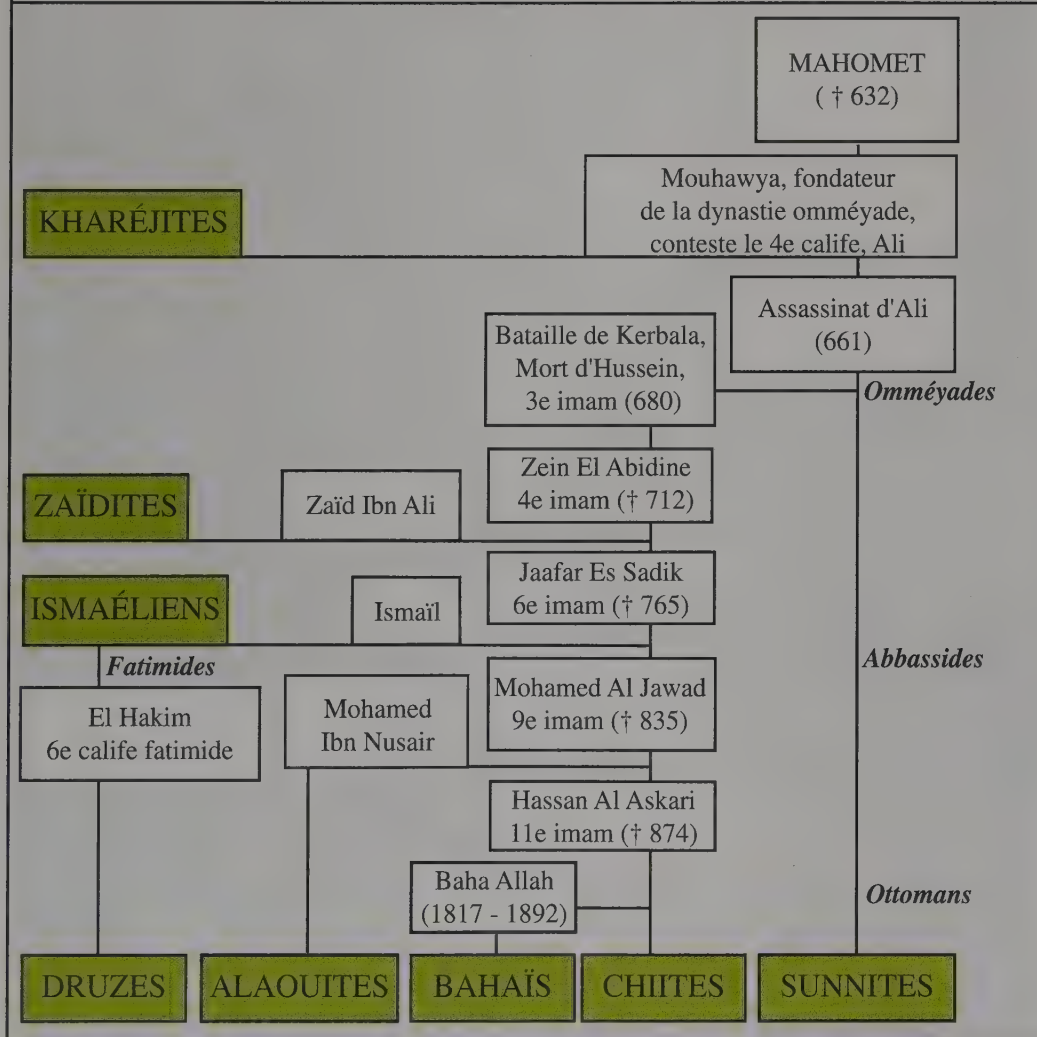
être organisée et administrée. Cette approche totalisante a pour effet de ne pas établir de distinction entre les domaines politique et religieux, ni, donc, de séparation nette entre la sphère publique et la sphère privée.

LES COMMUNAUTÉS ISLAMIQUES

Peu de temps après la mort du Prophète (en 632 après J.-C.), trois groupes principaux émergèrent au sein de la communauté musulmane : les Sunnites, les Chiïtes et les Kharéjites. Chacune de ces branches de l'Islam a une attitude différente vis-à-vis du mode d'organisation sociale et politique de la société islamique et connaissent des désaccords sur le principe devant régir la dévolution du pouvoir. Ces divisions perdurent jusqu'à nos jours.

- Les Sunnites. Les Sunnites ont toujours constitué, et forment encore, le groupe musulman majoritaire. Selon eux, la société islamique doit décider elle-même du choix de ses dirigeants et gouvernants. En pratique, jusqu'à 1924, le chef de la communauté était le Calife. Dans les premiers temps, ce dernier était issu de familles aristocratiques installées à La Mecque. Puis, le titre passa au chef de l'empire musulman dominant. Les sultans

LES SCHISMES DE L'ISLAM



ottomans furent les derniers à porter le titre et l'abolition du califat par Mustafa Kémal (Ataturk) en 1924 provoqua une crise profonde au sein du monde musulman. La "communauté des croyants" tout entière se retrouvait ainsi, et pour la première fois, sans guide politico-religieux à sa tête.

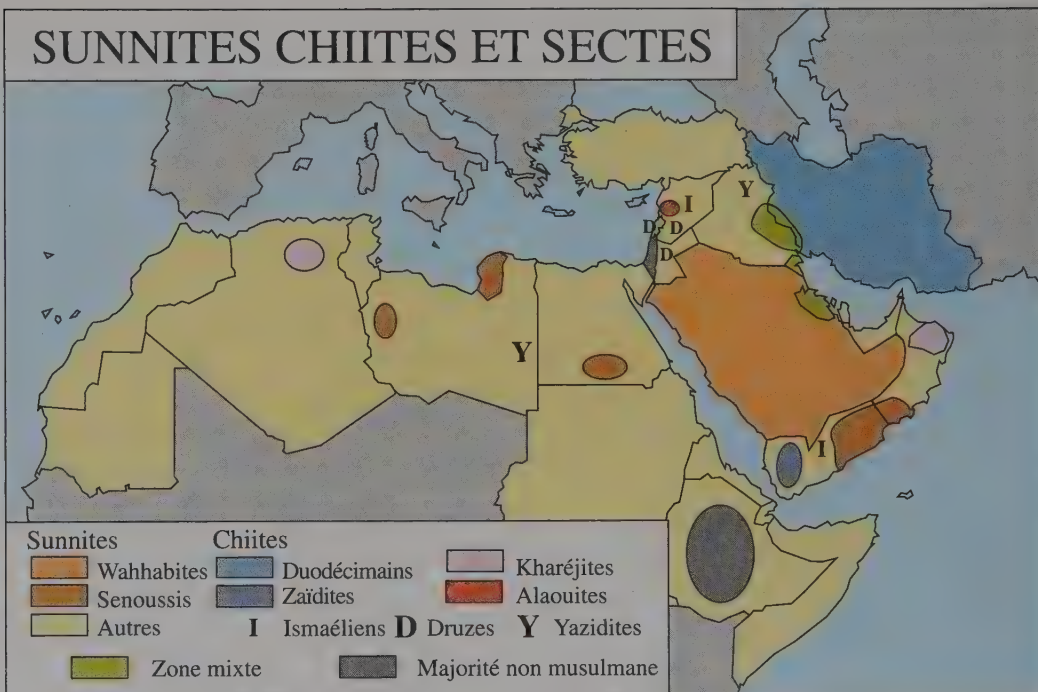
Bien que les Sunnites soient moins divisés entre eux que les Chiites, il existe néanmoins toute une variété de sous-groupes en leur sein. Le point de division majeur concerne l'interprétation de la Loi islamique (charia). Il existe ainsi quatre écoles, nommées d'après leur fondateur respectif, et donnant lieu à des rites différents : hanafite, malikite, chafihite et hanbalite.

Si toutes ces écoles s'accordent sur le fait que les lois sont fondées sur le Coran et les Hadiths, elles divergent en revanche sur le degré de recours possible à la raison humaine pour légiférer lorsqu'il n'existe pas d'exemples suffisamment clairs tirés des textes fondateurs de l'Islam. Des divers groupes, les Hanafites sont ceux qui laissent le plus de latitude aux légistes, tandis que les Hanbalites sont considérés comme les interprètes les plus strictement orthodoxes du Coran.

Les Wahhabites sont un groupe sunnite orthodoxe et puritain, observant les règles strictes du code hanbalite. Ils s'appuient sur la doctrine de son fondateur, Mohammed Ibn

Al Wahhab (1703-1792). Ce groupe apparut au XVIII^e siècle dans la péninsule arabique en réaction à la décadence imputée à la société d'alors. Si de nombreux autres mouvements semblables ont vu le jour au fil des siècles, l'adoption du wahhabisme par la dynastie guerrière des Al Séoud lui a permis de s'étendre avec succès à l'ensemble de la péninsule arabique. Le wahhabisme est ainsi la doctrine officielle de l'Arabie séoudite depuis sa fondation.

- Les Chiïtes. Les Chiïtes possèdent une vision plus mystique de la manière selon laquelle la communauté islamique doit être dirigée. Ils pensent que Dieu a désigné une lignée de successeurs exclusifs à Mahomet. Bien que les Chiïtes voient en lui le dernier des prophètes, ils considèrent qu'Ali, son gendre, et ses descendants (les Alides) ont été choisis pour interpréter sa révélation. Mais le fils d'Ali, Hussein, fut tué dans la bataille qui l'opposa au Calife omméyade Yazid Ier à Kerbala (dans l'actuel Irak) en 680 après J.-C. Le califat, institution temporelle des Sunnites, l'emporta ainsi sur l'imamat, institution spirituelle des Chiïtes, et ceux-ci, frustrés de leur légitime succession dans la direction de la communauté, entrèrent dans une révolte plus ou moins clandestine, doublée d'un penchant pour le martyrologe. Les Chiïtes n'en sont pas pour autant unis : de nombreux conflits ont surgi à propos de l'identité de l'imam, chaque groupe ayant adopté des lignes de succession différentes.



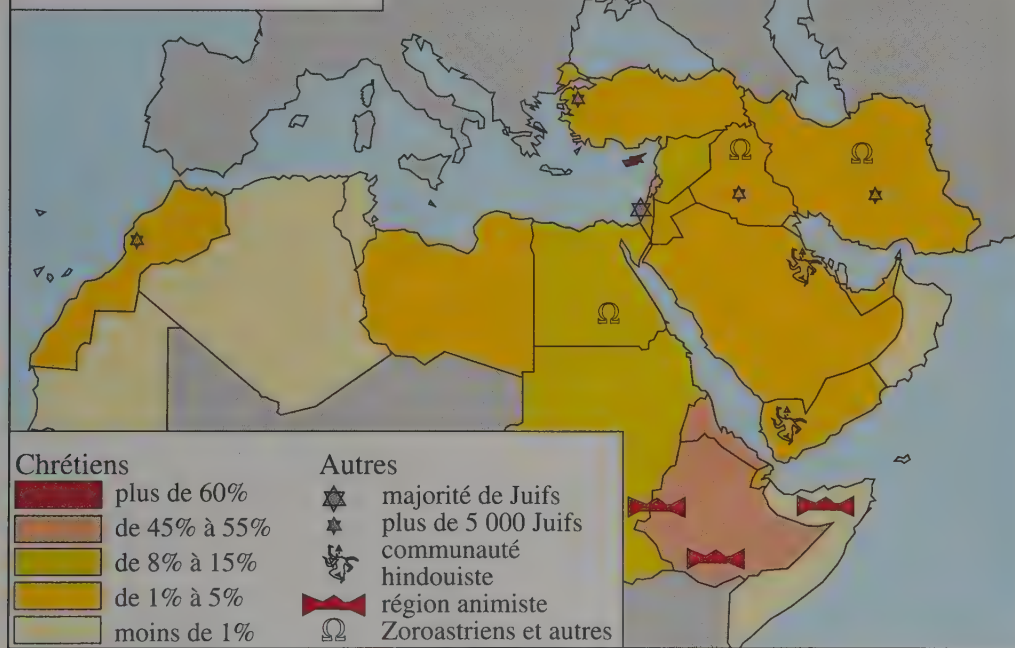
Le groupe le plus important est formé par les Chiïtes duodécimains. Croyant à l'existence d'une ligne ininterrompue de douze imams, ils attendent le retour du douzième et dernier imam, "*caché aux sens, mais visible au cœur*" des fidèles, qui doit réapparaître un jour sous l'apparence du "Mahdi" (le Messie) à l'aube d'un nouvel âge d'or. On rencontre les Chiïtes duodécimains principalement en Iran, dans l'est et le sud de l'Irak et au Liban.

Plusieurs autres groupes ont survécu jusqu'à aujourd'hui. Les Zaïdites contestèrent le

choix du cinquième imam, auquel ils préférèrent son frère, Zaïd. Ils pensent que la fonction peut être dévolue à n'importe lequel des descendants directs de Mahomet. Les Zaïdites vivent en majorité au Yémen où, jusqu'à la révolution de 1962, ils étaient dirigés par un imam.

Les Ismaéliens, aussi appelés Chiïtes septimains, se différencièrent des autres Chiïtes à partir du septième imam, Ismaïl. Ils se divisèrent par la suite et trois groupes survivent de nos jours : les Daudi Bohas en

LES PEUPLES DU LIVRE



Arabie séoudite et au Yémen, les Sulmani Bohas en Inde et les Nizarites, qui ont conservé l'imamat, l'imam actuel étant Saddrudin Agha Khan.

- **Les Kharéjites.** Les Kharéjites constituent le plus petit mais par bien des aspects le plus radical des groupes islamiques. Ils considèrent que la communauté islamique ne doit être composée que de véritables dévôts dont le devoir consiste à lutter sans relâche pour la conversion des non-musulmans et des autres

Musulmans, qu'ils jugent apostats. Ils croient également que la communauté peut être dirigée par n'importe qui, quel que soit son origine ethnique ou son sexe, pourvu qu'il soit un "juste".

Les premiers Kharéjites entrèrent en rébellion contre la hiérarchie islamique dominante et furent responsables de l'assassinat d'Ali, le quatrième calife, à l'origine du chiisme. Ils endurèrent en conséquence une sévère répression. Un groupe de Kharéjites, connu

sous le nom d'Ibadites, existe toujours à l'heure actuelle. Plus modérés, ils estiment que la rébellion n'est opportune que lorsque la situation est favorable et que, dans l'attente, ils doivent s'accommoder de la présence des autres Musulmans. On les trouve principalement à Oman, où ils composent 60% de la population. Des communautés kharéjites plus petites survivent au Maghreb et en Afrique orientale.

LES MINORITÉS RELIGIEUSES

Bien que l'Islam soit une religion à forte tradition missionnaire, les sociétés islamiques ont toujours toléré l'existence de groupes religieux minoritaires. Mahomet insistait lui-même sur la division en deux groupes des non-musulmans : les "peuples du Livre", Juifs et Chrétiens, considérés comme partiellement éclairés et dont les communautés pouvaient être tolérées, et les adeptes de religions païennes qui devaient être convertis.

Au fur et à mesure que l'Islam s'étendait, la tendance à une plus grande tolérance s'accrut. Ainsi, les partisans d'autres religions monothéistes, tels les Zoroastriens de Perse et les Hindous (dont les nombreuses déités étaient considérées comme la manifestation d'une seule), vinrent à recevoir le même sort que les "peuples du Livre". Les diverses communautés jouissent du statut de

“dhimmis” (minorités religieuses). Leurs membres sont soumis à des impôts particuliers et ne peuvent accéder aux emplois publics ni aux fonctions militaires.

Des communautés chrétiennes importantes subsistent aujourd'hui en de nombreux endroits du Moyen-Orient. Jusqu'en 1950, on trouvait également dans bon nombre de pays des communautés juives relativement développées. Des sectes islamiques dissidentes sont également apparues dans certaines régions, suscitant de la part de Musulmans plus orthodoxes des accusations récurrentes d'apostasie.

- Les Chrétiens. L'aspect le plus remarquable concernant les Chrétiens de la région est sans nul doute leur diversité, due au fait que les Etats ont toléré toutes les formes de christianisme, ce qui n'a longtemps pas été le cas en Europe.

En plus des Eglises catholique (dont relèvent par exemple les Maronites du Liban) et orthodoxe byzantine, on trouve divers groupes tels les Coptes en Egypte, les Assyriens en Iran et en Irak et de nombreuses autres obédiences en Syrie et dans les pays limitrophes. La langue maternelle de la plupart des Chrétiens est l'arabe, et ils se considèrent eux-mêmes comme des Arabes, à l'exception des Arméniens et des communautés araméennes de Syrie et d'Irak. Les tensions au sein du monde arabe se sont

accrues ces dernières années entre Musulmans et Chrétiens, notamment en Egypte, où des émeutes anticoptes ont éclaté, et au Liban où, cependant, les conflits dépassent le simple cadre religieux.

Les communautés chrétiennes et musulmanes ont néanmoins traversé les siècles en cohabitant pacifiquement. De nombreux Chrétiens sont parvenus à des postes gouvernementaux élevés. Michel Alfak, fondateur en 1947 du mouvement Baas (parti

socialiste laïque, au pouvoir en Irak et en Syrie), Georges Habbache, leader du FPLP (Front populaire de libération de la Palestine, dissident de l'OLP), Tarek Aziz, le vice-Premier ministre irakien et Boutros Boutros-Ghali, ex-ministre égyptien des Affaires étrangères élu en 1992 secrétaire général de l'ONU, sont d'origine chrétienne.

- Les Juifs. Les sociétés islamiques traditionnelles se sont révélées plus tolérantes à l'égard des communautés juives que la

L'EXODE DES JUIFS		
Pays	Emigration juive depuis 1947	Population juive en 1993
Algérie	160 000	1 000
Egypte	70 000	2 000
Ethiopie	50 000	3 000
Irak	130 000	6 000
Iran	40 000	30 000
Liban	7 000	1 000
Libye	30 000	30
Maroc	250 000	20 000
Syrie	17 000	2 500
Tunisie	110 000	3 000
Turquie	—	50 000
Yémen	50 000	2 500

Chrétienté. Mais depuis l'établissement de l'Etat d'Israël en 1948, des émeutes anti-juives ont éclaté dans plusieurs pays arabes et l'essentiel de la population juive de la région a émigré soit en Israël, soit comme les Juifs d'Algérie, en Europe et en Amérique du Nord.

On rencontre toujours d'importantes communautés juives dans les pays musulmans non arabes, comme la Turquie et l'Iran, ainsi qu'au Maroc, de plus petites en Tunisie, en Syrie, en Egypte, au Liban et en Irak. De même que les Chrétiens, la plupart des Juifs parlent la langue et partagent la culture des autres habitants de leur pays. En Israël même, une partie importante de la communauté juive a l'arabe comme langue maternelle.

LES SECTES D'ORIGINE ISLAMIQUE

Il existe au Proche-Orient toute une variété de confessions, qui, bien que d'origine islamique, sont considérées dans le monde musulman comme des religions à part. Certaines de ces communautés exercent une influence réelle dans la région.

- Les Druzes. La communauté druze est éclatée entre la Syrie, le Liban, la Jordanie et Israël. Secte issue du Chiisme ismaélien, la religion druze incorpore de nombreux éléments extérieurs à l' Islam, comme la croyance en la réincarnation. La persécution

dont ils ont été victimes de la part des Musulmans orthodoxes a contraint les Druzes à vivre dans des régions montagneuses et reculées, créant ainsi des communautés isolées, soudées et indépendantes.

- Les Alaouites. Les Alaouites vivent principalement dans le nord de la Syrie, dans la région montagneuse de Lattaquié. Comme les Druzes, ils sont issus d'une secte chiite ismaélienne et ils ont retenu des dogmes et des pratiques non islamiques. Ils ont longtemps été persécutés par la majorité sunnite. Le régime syrien actuel, entièrement dominé par les Alaouites (seulement 10 à 12% de la population syrienne), se retrouve ainsi exposé à un opposition virulente des islamistes.

- Les Bahaïs. Le Bahaïsme, issu de la branche chiite de l'Islam, est apparu au XIXe siècle en Iran. Les Bahaïs voient dans leur prophète, Baha Allah, l'ultime envoyé de Dieu sur la Terre. Ils sont répartis dans tout le Moyen-Orient mais sont surtout présents en Iran. Le régime islamique issu de la révolution iranienne (1979) a exercé à leur encontre une violente répression, les considérant comme des apostats "ennemis de Dieu".

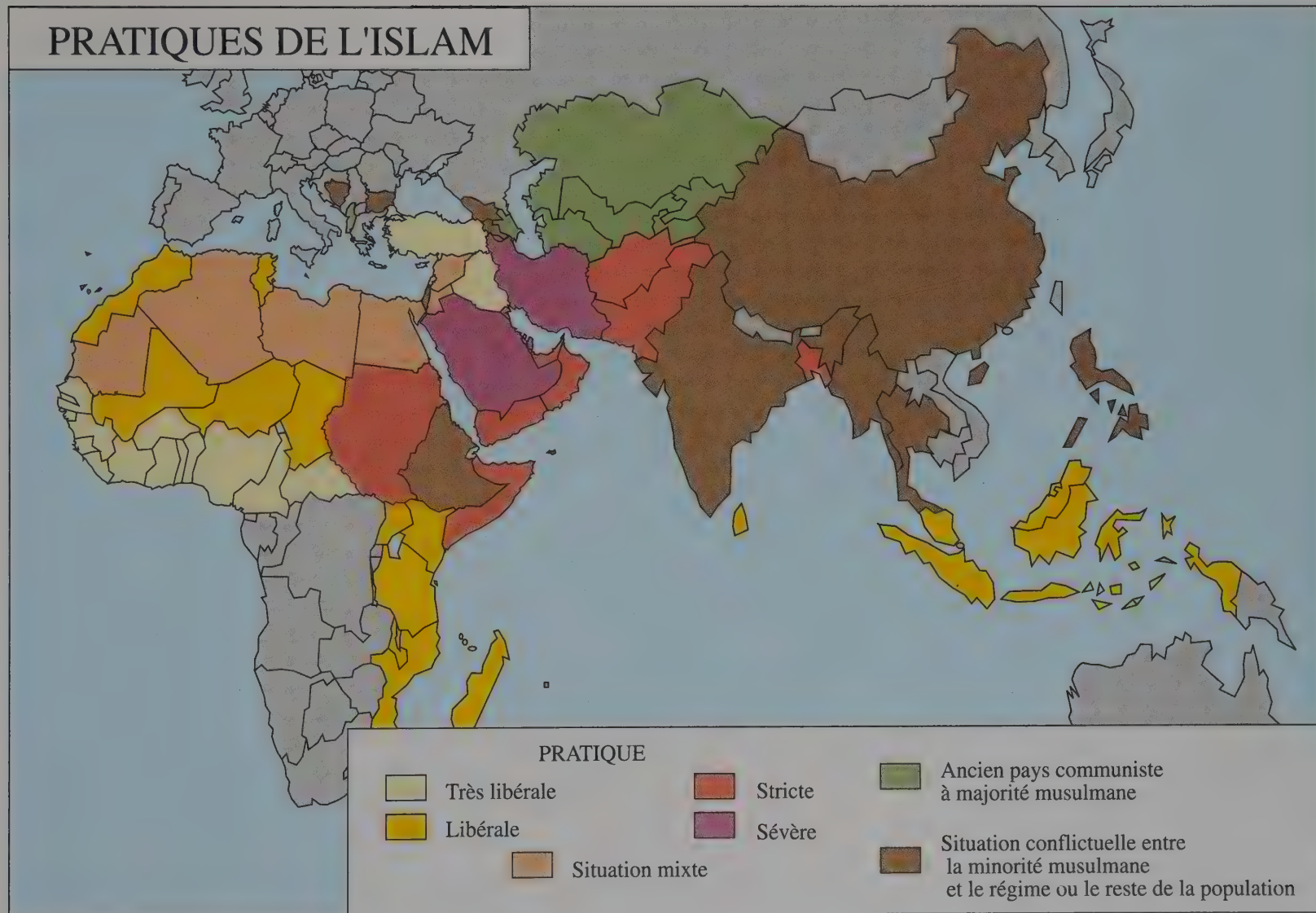
De nombreux autres groupes religieux minoritaires vivent au Moyen-Orient, parmi lesquels les Yazidites, les Zoroastriens ou encore les Samaritains.

LE RENOUVEAU ISLAMISTE

Le renouveau récent de l'Islam a exercé une profonde influence sur le Moyen-Orient contemporain, menaçant même l'existence de nombreux régimes. Ce réveil de la conscience religieuse, souvent présenté comme un phénomène de réaction à la modernité héritée du colonialisme, ne se présente pas comme un mouvement unifié, mais semble refléter plutôt un sentiment diffus à la fois de mécontentement vis-à-vis de structures politiques inadaptées (Etat-nation) ou sociales archaïques (néo-patriarcat) et aussi de désillusion face à l'occidentalisation des modes de vie et à l'acculturation qui en résulte. Cette quête d'identité, qu'elle s'affirme par une volonté de retour à la lettre du Coran (fondamentalisme) ou par une radicalisation plus politique (intégrisme, on parle aussi d'islamisme), s'exprime diversement suivant les pays et les régimes politiques en place.

Le but avoué des militants islamistes vise à purifier la société contemporaine et à recréer une organisation sociale semblable à celle qui existait aux premiers temps de l'Islam, une société dans laquelle tous les Musulmans sont égaux, sans considération de leur origine ethnique ou sociale, et sont gouvernés conformément aux préceptes du Coran et du Hadith. Cette renaissance d'un Islam radical pose un défi tant aux régimes traditionnels de la région qu'aux divers régimes nationalistes, socialistes laïques ou capitalistes apparus

PRATIQUES DE L'ISLAM



dans la deuxième moitié du XXe siècle. La création de l'Etat d'Israël en 1948 a eu un impact important sur le développement du mouvement en conduisant à l'établissement d'une société non arabe au cœur même du monde arabe, et aussi parce qu'elle démontrait paradoxalement qu'il était possible de créer un Etat moderne fondé au moins en partie sur des principes religieux.

Ce renouveau islamique est le fait de nombreux groupes tant chiites que sunnites, dont l'action varie suivant les pays. Les militants de ces groupes vont des “conservateurs” qui souhaitent seulement amender la société existante et prévenir une nouvelle détérioration, aux “radicaux” qui estiment que le changement ne peut venir que du militantisme, et, en dernière analyse, de la révolution.

LES FRÈRES MUSULMANS

Un des groupes sunnites les plus anciens et les plus influents est celui des Frères musulmans, fondé en 1928 par un instituteur, Hassan El Banna, en Egypte, et qui s'est aussi développé en Syrie et au Liban. A l'origine, cette organisation se voulait réformatrice et encourageait ses membres à adopter un style de vie plus strict. Puis elle se radicalisa sous l'influence des événements de Palestine et de son engagement contre la monarchie égyptienne, considérée comme inféodée à Londres. En 1948, un étudiant frère

musulman assassina le Premier ministre égyptien, Noqrashi Pacha. Le gouvernement répliqua l'année suivante : le mouvement fut une première fois dissous, et El Banna assassiné. Les Frères musulmans entrèrent alors dans une opposition violente au régime.

Dans leur lutte contre la monarchie, ils coopérèrent avec d'autres groupes révolutionnaires d'obédience nationaliste ou socialiste. Cependant, à la suite de la révolution de 1952, ils se retrouvèrent bien vite face, cette fois, au nationalisme arabe et au socialisme du régime de Nasser. En 1954, après l'échec d'une tentative d'assassinat du Raïs, les dirigeants des Frères musulmans furent arrêtés et leur organisation une nouvelle fois dissoute.

Le concept de “nouvelle Jahilya”, forgé par le théoricien des Frères musulmans, Saïd Qotb, joua un rôle décisif dans le développement du mouvement. Les islamistes désignent ainsi la “barbarie” que Mahomet eut à combattre lorsqu'il établit le premier régime islamique à La Mecque. La théorie de Qotb énonçait que la société, même au sein du monde arabe, était trop dégénérée et que, par conséquent, les Musulmans devaient s'engager dans un combat sans merci contre les régimes en place.

La disparition du califat, la seule institution que les Sunnites respectaient absolument, qui fondait leur tradition de loyauté envers l'Etat,

apportait une légitimité supplémentaire à cette notion. Elle servit à justifier le militantisme accru des Frères musulmans et des groupes voisins, mais aussi de prétexte à leurs adversaires, qui les accusèrent d'hérésie et les soupçonnèrent de vouloir devenir des Kharéjites modernes.

Confronté à la montée du mouvement et à sa radicalisation, le gouvernement égyptien procéda en 1965 à une vague d'arrestations et fit exécuter Qotb en 1966, sur l'accusation d'avoir fomenté un complot visant à assassiner Nasser, ce qui acheva de radicaliser les groupes les plus actifs de la mouvance des Frères musulmans. Ce nouveau radicalisme, qui prône une violence sans retenue, est illustré par les propos d'un Frère musulman, le théoricien Abd El Salam Faraj, à propos de la guerre de 1967 contre Israël :

“Il est vrai que la libération de la Terre sainte est une obligation légale incombant à tout Musulman (...) mais laissez-moi insister sur le fait que le combat contre l'ennemi le plus proche de vous passe avant le combat contre l'ennemi le plus éloigné. D'autant plus que le premier est non seulement corrompu, mais également le laquais de l'impérialisme (...) Dans tous les pays musulmans, l'ennemi détient les rênes du pouvoir. L'ennemi, ce sont les dirigeants actuels. Il est dès lors de la plus impérieuse obligation de combattre ces gouvernants.”

REGIMES ET MOUVEMENTS ISLAMISTES



Les Frères musulmans continuèrent à s'opposer aux orientations adoptées en Egypte après Nasser, trouvant l'ouverture économique du nouveau régime vers le capitalisme et son pragmatisme politique tout aussi détestables. Ce rejet trouva sa plus spectaculaire manifestation dans l'assassinat du président Anouar El Sadate en octobre 1981 par un groupe nommé Al Jihad (la guerre sainte), d'inspiration qotbiste, mais plus radical que les Frères musulmans. Le mouvement et ses idées essaimèrent à travers tout le Proche-Orient et des ramifications apparurent notamment en Syrie, en Jordanie, en Irak et au Liban ainsi qu'au Maghreb. En Syrie, les Frères musulmans lancèrent fin 1981 une vaste insurrection antigouvernementale. Celle-ci fut brutalement écrasée par l'armée en février de l'année suivante. La ville de Hama, bastion des islamistes, fut rasée et au moins 5 000 personnes tuées. Les Frères musulmans ont aussi été accusés de tentative de coup d'Etat en Tunisie.

Depuis le milieu des années quatre-vingt, les islamistes intégristes ont modifié leur manière d'opérer. Au lieu de tenter de prendre le pouvoir par le haut, en fomentant des coups d'Etat, ils se concentrent sur la réislamisation de la société par le bas, assurant une partie des services sociaux déficients et resserrant leur contrôle social et moral. Ainsi, en Algérie, les groupes islamistes ont remporté de francs succès aux élections locales depuis le début du processus de

démocratisation, en 1988. Le coup d'Etat de janvier 1992 a privé le Front Islamique du Salut de sa victoire aux élections législatives. A l'inverse, en Jordanie, les islamistes, qui s'étaient vu offrir des postes ministériels à la suite de leurs succès électoraux aux législatives de 1989, ont perdu celles de 1993. Dans les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza, le leadership traditionnel de l'OLP, mouvement laïc, est de plus en plus ouvertement défié par le groupe maximaliste Hamas.

Les groupes les plus militants sont dirigés non par des religieux issus du clergé, mais le plus souvent par de jeunes diplômés des disciplines techniques ou scientifiques de l'université. La plupart ne rejettent pas la technologie occidentale, mais expriment leur déception face à ce qu'ils perçoivent comme un manque de message religieux et personnel.

L'arrivée au pouvoir des islamistes au Soudan, à la faveur d'un coup d'Etat militaire en 1989, renforce, dans le monde sunnite, l'impact, jusque-là limité, de la révolution islamique iranienne. Khartoum, qui est accusé par les autres capitales arabes d'entraîner les groupes paramilitaires intégristes, sert en effet de relais à Téhéran auprès d'organisations fondamentalistes dans le monde arabe. Par ailleurs, alors que, jusqu'à la guerre du Golfe, celles-ci étaient principalement financées par l'Arabie séoudite, elles sont de plus en plus critiques à l'égard du régime wahhabite.

Le conflit a servi de révélateur à une double évolution : la perte d'influence de Ryad auprès des islamistes et leur radicalisation. Les prises de position des islamistes, dans la plupart des pays arabes, en faveur de Saddam Hussein avaient conduit Ryad à cesser de les financer. Parallèlement le régime s'est vu accusé de violer la règle qu'il avait lui-même fixée, selon laquelle tout le territoire du royaume est sacré et ne doit pas être souillé par les "infidèles". Le stationnement de troupes occidentales sur son sol a renforcé la contestation qui s'exprimait déjà par la multiplication des attentats commis à La Mecque.

Les Séouds en viennent à se rapprocher des dirigeants des pays, tels l'Algérie ou l'Egypte, où la confrontation avec les islamistes est la plus nette. S'ébauche ainsi une coopération policière avec des pouvoirs que le messianisme séoudien avait contribué à affaiblir. Dans ces pays, la répression, menée par des gouvernements menacés par l'enracinement dans la population des mouvements contestataires, a déclenché une spirale de la violence. Les organisations clandestines qui ont pris la relève des mouvements dissous ont choisi de multiplier les actions terroristes, contre le pouvoir en Algérie, contre ses atouts économiques (le tourisme) en Egypte. Cette réorientation vers l'action paramilitaire a été facilitée par la présence, dans les organisations fondamentalistes, de nombreux moudjahidins revenus d'Afghanistan. Ainsi, avec le développement d'actions de guérilla,

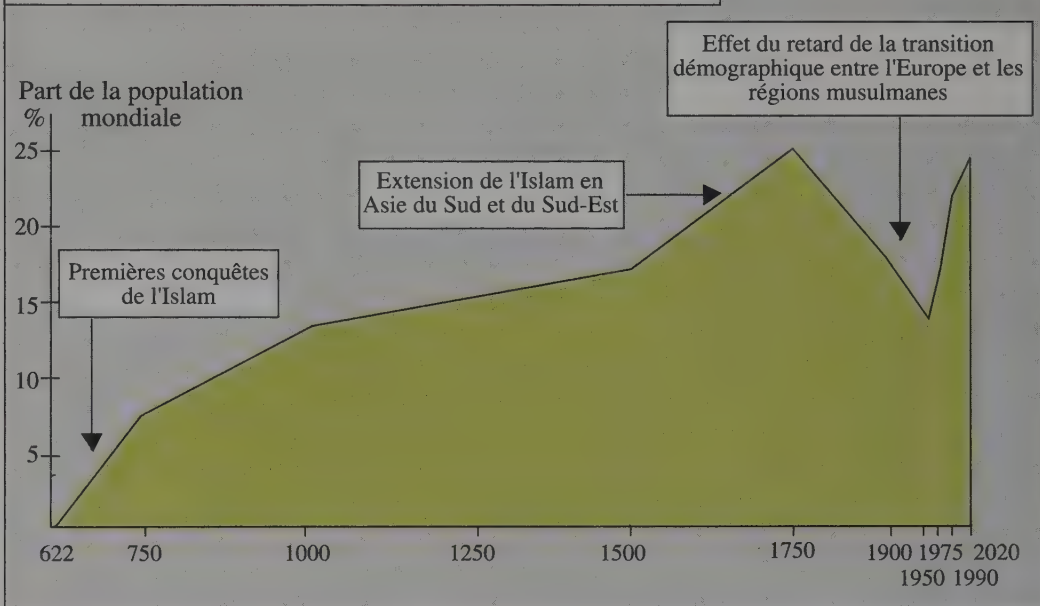
comme dans le fief islamiste de Haute-Egypte, le risque de déstabilisation de pays-clés paraît réel.

L'ISLAMISME CHIITE

En 1979, la révolution iranienne mit à bas la monarchie séculière et dictatoriale du Shah et la remplaça par la République islamique, en fait un régime théocratique, avec à sa tête l'ayatollah Khomeiny. Ce bouleversement révéla le caractère spécifique tant du Chiisme duodécimain que de la société iranienne. Le Chiisme s'est en effet affirmé dans le rejet du califat. La théorie de l'imam caché, qui fait de tout détenteur du pouvoir un usurpateur en puissance, et des siècles de persécution de la part du califat sunnite ont conduit les Chiites iraniens à se défier de tout pouvoir séculier. Le clergé iranien, organisé et hiérarchisé, a depuis longtemps présenté une alternative légitime au pouvoir temporel.

D'autre part, l'Iran n'est pas un pays arabe : les Iraniens parlent des langues indo-européennes, notamment le farsi. Malgré l'importance de ses minorités (quelque 50% de sa population), l'Iran est resté depuis cinq siècles un Etat unitaire, avec le Chiisme pour religion officielle et ciment de la nation. Le clergé chiite a ainsi pu, durant cette longue période, construire une structure administrative et religieuse solide qui s'est révélée d'une grande efficacité au moment de la révolution.

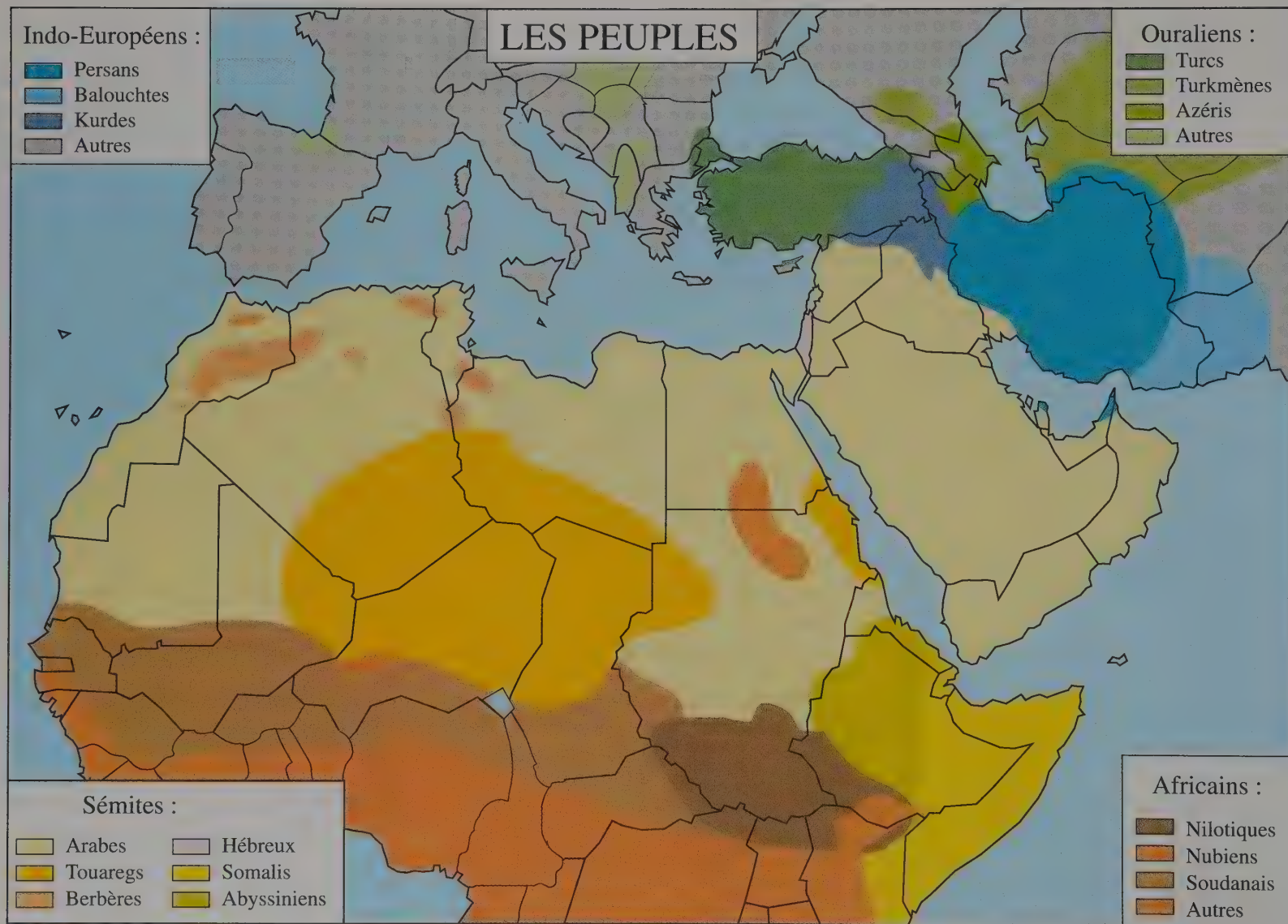
LA POPULATION MUSULMANE



L'influence de cette dernière sur le reste du monde musulman est restée limitée géographiquement. Dans la plupart des pays arabes, les Chiites sont minoritaires. De plus, de nombreux fondamentalistes sunnites sont hostiles au Chiisme qu'ils considèrent comme une hérésie. Le régime baassiste au pouvoir en Irak, l'un des rares pays avec une population chiite majoritaire (55 %), a mené une répression implacable destinée à prévenir toute tentative de création de groupes chiites radicaux. Cette politique a notamment conduit à l'exécution de plusieurs chefs

religieux, en particulier en 1980 l'ayatollah Bakr El Sadr, le leader radical irakien, et à l'expulsion des Chiites d'origine iranienne.

Le gouvernement koweïtien, inquiet de l'influence de la révolution iranienne, a expulsé en 1979 près de 20 000 Chiites non-Koweïtiens, ce qui, du moins jusqu'au conflit avec l'Irak, ne mit pas fin aux attentats chiites. Le Liban est en fait le seul pays où des mouvements chiites (Amal et Hezbollah) ont acquis, avec le soutien de l'Iran, assez de pouvoir pour contenir les groupes rivaux.

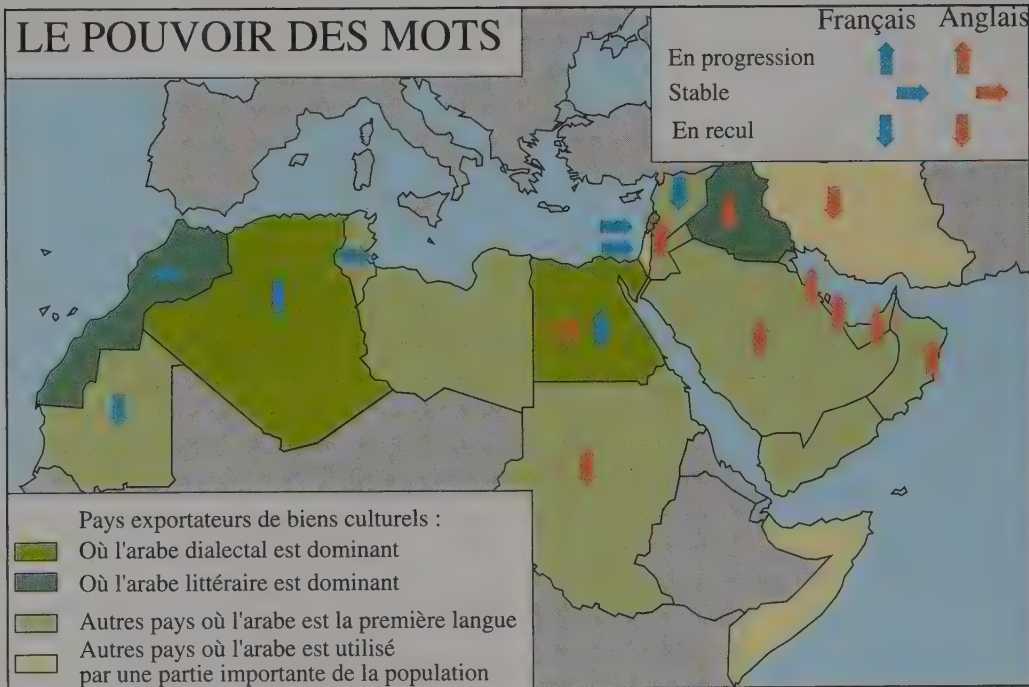


LE RÊVE ARABE

Alors qu'il existe une vingtaine d'Etats arabes, la plupart des Arabes se considèrent comme appartenant à une seule nation. Il est cependant difficile de définir les caractéristiques de cette identité commune.

Il n'y a pas coïncidence entre le fait de vivre dans un Etat de la Ligue arabe et le fait d'être arabe : d'une part, les Berbères d'Afrique du Nord ou les Kurdes d'Irak ne sont pas des Arabes, d'autre part, de nombreuses communautés arabes, comme celles du Sahel, d'Iran, de Turquie, d'Israël et de la diaspora arabe vivent hors des Etats de la Ligue. En outre, la Somalie, Djibouti et les Comores, bien que culturellement proches de la péninsule arabique et bien qu'appartenant à la Ligue, ne peuvent être considérés comme des pays arabes.

De même, la religion ne peut être considérée comme le principal critère de l'arabité. S'il est vrai que la majeure partie des Arabes est musulmane, on compte 10 millions d'Arabes chrétiens ainsi que d'autres minorités religieuses. Toutefois, l'Islam, de par son écrasante influence sur le développement et l'étendue de la culture arabe, a pérennisé une tradition littéraire et linguistique profondément ancrée dans les populations. Ainsi le rôle joué par la référence au Coran a



permis que les divers dialectes arabes n'évoluent pas vers des langues distinctes. La nation arabe ne peut pas plus être définie à partir de considérations raciales puisqu'elle comprend des populations d'origines ethniques très variées. La langue serait vraisemblablement le meilleur critère à retenir, même si l'on doit exclure de nombreux Juifs de langue arabe qui ont

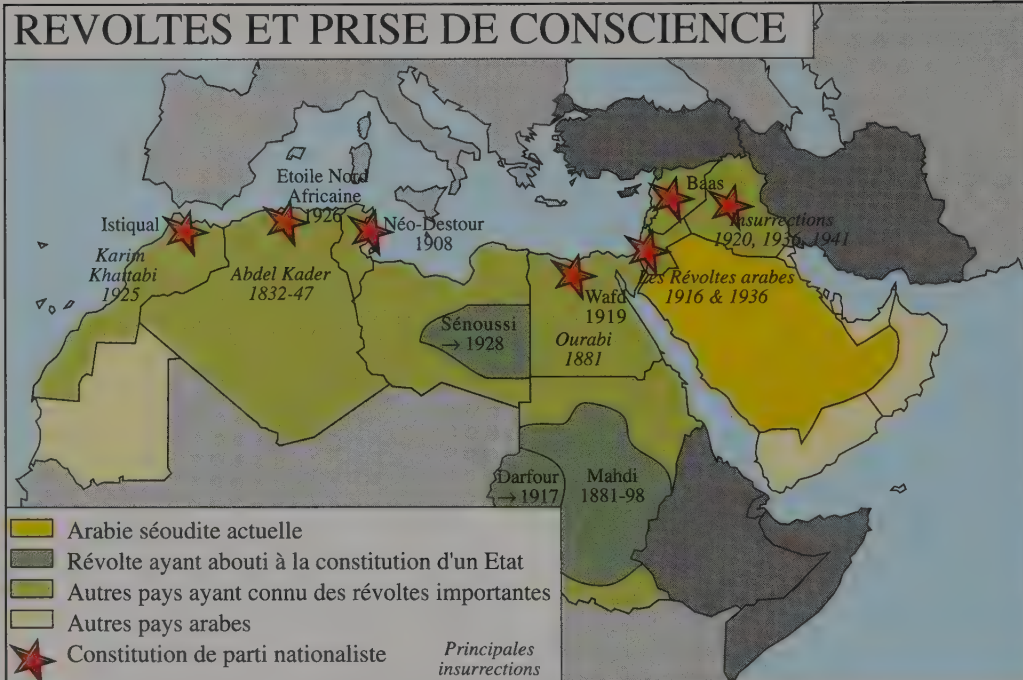
émigré en Israël et sont rejetés par le monde arabe. En outre, bien que la langue maltaise soit très proche de l'arabe, les Maltais se considèrent comme un peuple distinct des Arabes.

Afin de comprendre l'importance du concept de nation arabe, un certain nombre de facteurs doivent être considérés. Première-

rement, jusqu'au XXe siècle la majeure partie de la population arabe vivait dans les limites d'un seul et même empire, même si le degré de contrôle qu'il exerçait sur ses provinces variait de l'une à l'autre. Deuxièmement, beaucoup des frontières actuelles et établies récemment, le plus souvent par les puissances coloniales, définissent des Etats qui ne peuvent, dans l'ensemble, se réclamer que d'une faible légitimité historique. En plus de leur sentiment d'appartenance à une nation arabe qui dépasse le cadre des Etats contemporains, la plupart des Arabes se définissent en référence à un niveau local : clan, ville ou région, communautés envers lesquelles ils font preuve d'une loyauté toute particulière.

LA RENAISSANCE DU NATIONALISME ARABE

Les XIXe et XXe siècles correspondent au déclin progressif du pouvoir ottoman au profit des puissances européennes au Moyen-Orient. La prise de conscience de cette domination étrangère a engendré un profond ressentiment au sein des populations arabes. Dès le début du XIXe siècle, la puissance ottomane a été contestée par deux forces distinctes. D'une part les Wahhabites, secte puritaine et militante qui s'était développée en Arabie centrale dans les années 1740 et qui, durant 60 ans, s'employa à défier le pouvoir en place, prenant La Mecque en



1803, Médine en 1805 et pénétrant en Irak pour saccager la ville de Kerbala, lieu de pèlerinage chiite. D'autre part, un Etat pratiquement indépendant, dirigé par Mehmet Ali, militaire d'origine albanaise, s'était constitué sur le territoire ottoman d'Egypte. Paradoxalement, Mehmet Ali tirait son pouvoir de l'armée ottomane qu'il avait conduite pour repousser les Wahhabites en Arabie centrale.

Mehmet Ali fut le premier à vouloir créer une société moderne alors que les Wahhabites,

pour leur part, préconisaient un retour aux origines des valeurs arabo-islamiques. Aussi bien les Wahhabites que Mehmet Ali contestaient l'ordre existant à leur époque, chacun cependant sur des bases diamétralement opposées. Alors que les Wahhabites prônaient une régénération de la société arabe à partir des valeurs islamiques fondamentales, Mehmet Ali souhaitait bâtir un Etat moderniste inspiré de l'Occident. On retrouve ces deux tendances opposées, mais aussi parfois alliées, à travers l'histoire du Proche-Orient.

C'est donc en Egypte qu'a eu lieu la première tentative de création d'un Etat-nation suivant le modèle européen, avec une identité propre et une infrastructure moderne. Même si son indépendance vis-à-vis de la Porte était effective, l'Egypte restait soumise aux intérêts des puissances européennes qui contrôlaient ses tentatives d'expansion territoriale. Bien qu'elle ait obtenu l'autorisation d'occuper le Soudan, son incursion en Syrie dans les années 1830 a provoqué la crise d'Orient. L'Egypte a alors été contrainte de respecter ses frontières traditionnelles. Par ailleurs, l'essentiel du processus de modernisation s'est poursuivi grâce à des prêts européens. C'est pourquoi dans les années 1870, les dettes accumulées ont favorisé la prise de contrôle par la Grande-Bretagne et la France d'une grande partie de l'économie et du canal de Suez, principal atout égyptien. Finalement, en 1881/82 une rébellion nationaliste, conduite par Arabi Pacha, a abouti à l'invasion britannique et à l'établissement d'un protectorat.

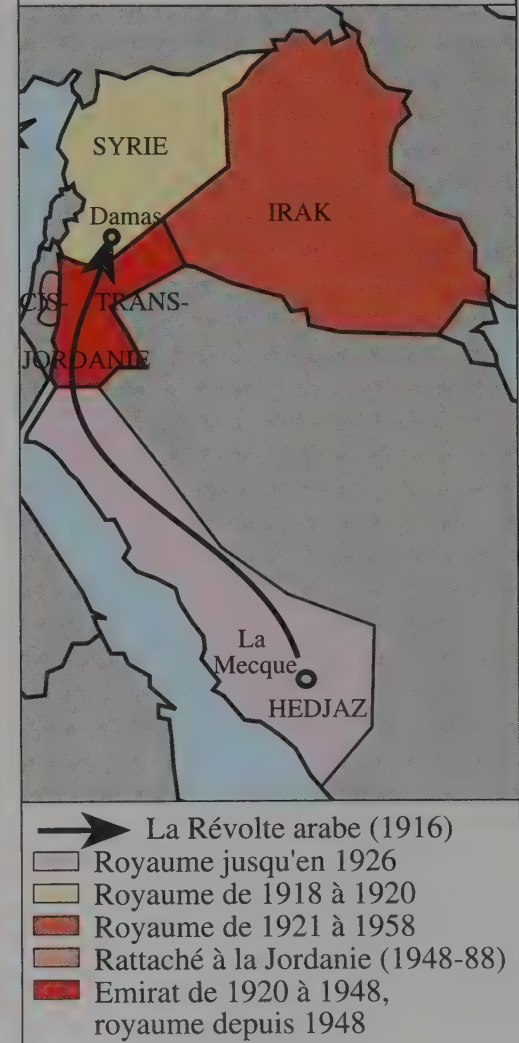
Vers le début du XXe siècle, la quasi-totalité de l'Afrique du Nord était sous contrôle européen malgré certaines résistances, notamment au Soudan où la révolte conduite par le Mahdi (Mohammed Ahmad) a entraîné la défaite des troupes anglo-égyptiennes et la constitution d'un Empire qui a duré 18 ans. De même, au sein du territoire libyen, les Sénoussides ont résisté aux Italiens jusque dans les années 1930. Chacun de ces mou-

vements n'était cependant qu'une réponse locale à la colonisation. Il n'y avait pas, en effet, à l'époque, parmi les Arabes, de volonté générale et concertée de résistance.

Au début du XXe siècle, de fortes demandes de réformes sont apparues au sein de l'Empire ottoman, telles que la création d'un Empire turco-arabe sur le modèle austro-hongrois. Cependant, les Turcs n'ont pas pris de mesures effectives pour satisfaire ces revendications, accentuant ainsi le ressentiment à l'égard de la domination ottomane sur les provinces arabophones (le Croissant fertile et certaines régions de l'Arabie). Ainsi, lorsque la première guerre mondiale éclata, la région semblait particulièrement vulnérable à une éventuelle intervention extérieure.

Cette opportunité fut saisie par la Grande-Bretagne en 1916 qui conclut un accord avec le chérif Hussein, gardien héréditaire de La Mecque. Les Anglais promettaient la création d'un ou de plusieurs royaumes arabes dans le Croissant fertile en échange d'un soutien de Hussein contre les Ottomans. A la même époque, la Grande-Bretagne, par la déclaration Balfour, s'engageait à créer un foyer juif en Palestine et, par l'accord Sykes-Picot, partageait la région en zones britanniques et françaises. La Révolte arabe dans laquelle les forces arabes sous le commandement de Fayçal, fils de Hussein, ont combattu aux côtés des Anglais et du colonel Lawrence

LES HACHEMITES



(Lawrence d'Arabie) pour libérer leur territoire constituait l'application directe des accords conclus avec Hussein. En 1918, Fayçal fut proclamé roi de Syrie. Mais la Syrie se trouvant en zone française, il en fut chassé en 1920. En compensation, Fayçal s'est vu offrir le trône d'Irak alors que son frère recevait l'émirat de Transjordanie (qui devint en 1948 l'actuel royaume de Jordanie), Etat-tampon créé à la suite de la partition de la Palestine. Ces deux pays ont obtenu leur indépendance dans les années trente mais sont restés sous une forte emprise britannique, les entreprises anglaises contrôlant les champs pétrolifères irakiens jusque dans les années soixante-dix.

La France a également divisé ses territoires. En 1926, le Liban fut détaché de la Syrie et le reste du pays scindé en quatre régions autonomes. Ces deux Etats ont dû attendre les années quarante, époque à laquelle les alliés ont à nouveau eu besoin du soutien arabe, pour obtenir leur indépendance. Malgré les promesses de la Grande-Bretagne, les Arabes du Croissant fertile se retrouvaient, à l'issue de la première guerre mondiale, plus divisés que jamais et entraient dans une ère de colonialisme ou de néocolonialisme.

Dans la péninsule arabique, la situation était légèrement différente. En 1916, le chérif Hussein déclarait le Hedjaz totalement indépendant du pouvoir ottoman et se proclamait roi. En 1924, il adoptait le titre de

calife de l'islam, alors que les Turcs venaient d'abolir le califat quelques mois auparavant. Son pouvoir a cependant été rapidement contesté par Ibn Séoud, roi du Nedj. Le pouvoir des Séouds wahhabites, pratiquement anéanti au milieu du XIXe siècle, s'est reformé au début du XXe sous l'impulsion de l'Ikhwān, "les frères", une armée musulmane et puritaine qui cherchait à dominer et à purifier la région.

En 1925, Ibn Séoud battait Hussein et était proclamé roi du Hedjaz. En 1932, il devenait roi de l'Arabie, qui prit alors le nom d'Arabie séoudite. Cependant, même les Séoudiens subissaient la pression européenne, les compagnies occidentales contrôlant notamment leurs réserves de pétrole. Par ailleurs, les Britanniques leur avaient fait clairement comprendre que s'ils restaient indifférents au sort du Hedjaz, cœur historique de l'Islam mais pauvre en ressources naturelles, ils réagiraient à toute intervention séoudienne dans des régions où les intérêts anglais étaient directement mis en jeu comme en Irak ou au Koweït.

Contrairement aux espoirs antérieurs, les peuples de la région avaient, jusqu'au milieu du XXe siècle, le sentiment d'avoir été manipulés par la Grande-Bretagne mais également par la France et plus tard par les Etats-Unis, ces trois pays servant leurs propres intérêts. La Révolte arabe n'avait conduit qu'à la mise en place de royaumes

créés de toute pièce. Leurs frontières étaient héritées des mandats et des zones d'influence, leurs rois déplacés d'un trône à un autre.

Dans le Golfe, les Britanniques bâtirent leur suprématie sur les potentats locaux et laissèrent la famille des Séouds contrôler l'intérieur de la Péninsule arabique, région désertique où le pétrole n'avait pas encore été découvert.

Cependant le processus politique engagé dans le Croissant fertile après le démantèlement de l'Empire ottoman a engendré une profonde frustration et un fort ressentiment au sein des classes moyennes arabes naissantes, nourries d'idéaux nationalistes européens. Ces classes, dont les aspirations rejoignaient la notion réactualisée de l'Oumma (communauté des croyants musulmans) avaient cependant été trompées sur l'idée d'une future nation arabe unifiée. C'est sur ces bases que la plupart des idéologies arabes nationalistes ont été établies par la suite.

LES MOUVEMENTS PANARABES

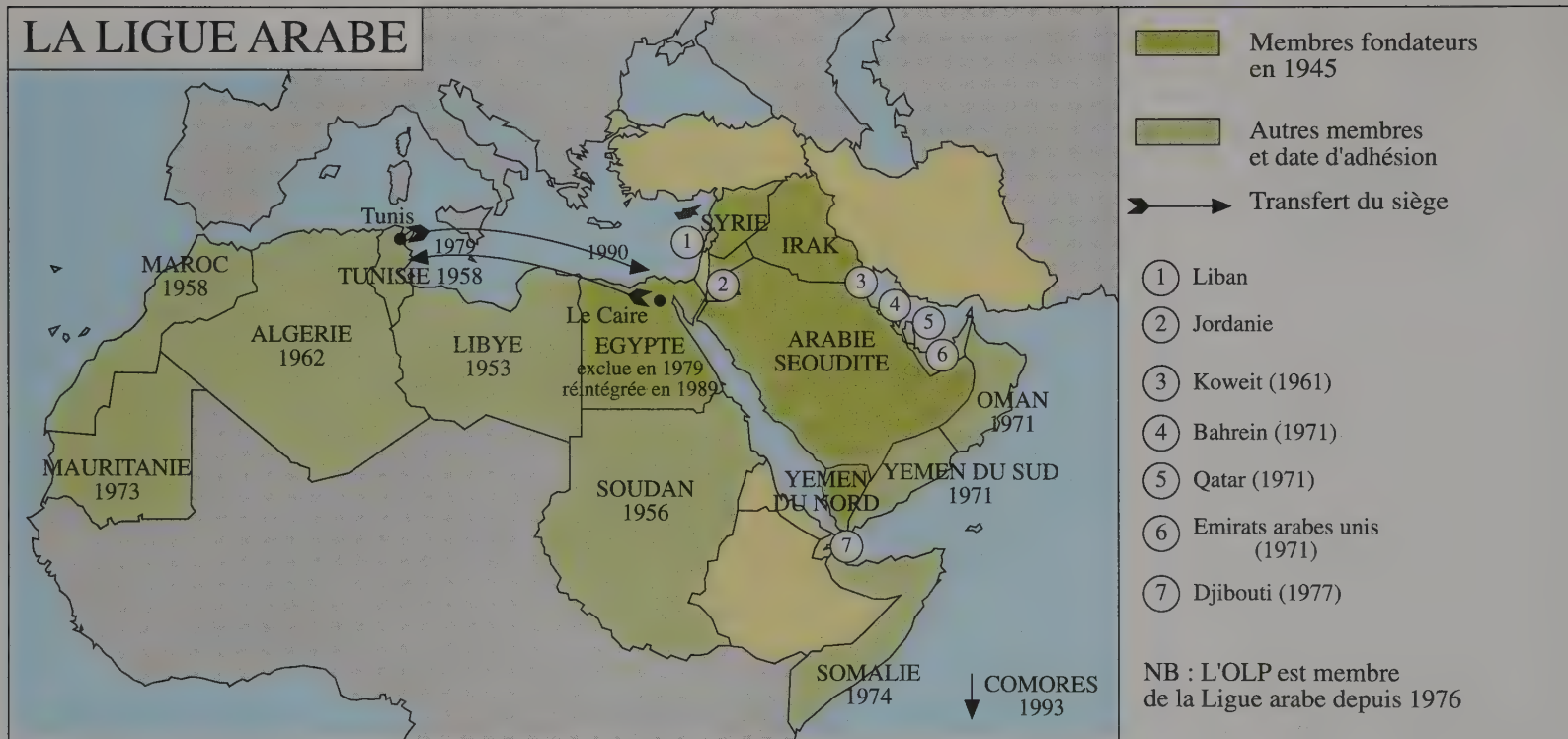
Les mouvements nationalistes arabes contemporains sont nés dans les années quarante et cinquante. Ils traduisaient un sentiment d'insatisfaction inspiré par la domination qu'exerçaient les puissances coloniales occidentales sur de nombreux Etats arabes.

Le nationalisme arabe adoptait une nouvelle philosophie fondée à partir de la fusion des traditions historiques de l'Islam et des idéaux politiques du XXe siècle occidental. Ainsi, le concept moderne de nation ou de peuple, défini comme une entité politique propre, fut développé par référence aux traditions et aux gloires du passé ainsi que par référence à l'Islam. Même un Arabe chrétien comme Michel Aflaq, l'un des fondateurs du parti Baas, encourageait ses frères chrétiens à embrasser la cause nationaliste et déclarait : *“Quand leur nationalisme s'épanouira complètement, les Chrétiens arabes réaliseront que l'Islam est leur culture nationale et qu'ils doivent s'en “rassasier” afin de la comprendre et de l'aimer comme la composante la plus précieuse de leur arabité.”* Même s'ils insistaient sur l'idée de tradition, les principaux groupements nationalistes arabes exprimaient fermement leur opposition à la société élitiste souvent monarchique, norme dans la région. Les nassériens tout comme les baassistes se considéraient comme socialistes même s'ils s'écartaient des formes plus orthodoxes du socialisme occidental.

Le nationalisme arabe est devenu une force politique active dans les années cinquante et soixante avec la révolution de 1952 en Egypte et l'arrivée de Nasser au pouvoir, les révolutions d'Irak et de Syrie et celle de 1969 en Libye conduite par le colonel Kadhafi. Bien que ces Etats aient procédé à d'im-



LA LIGUE ARABE



portants changements internes, la réalisation de l'unité politique de la région restait un objectif autrement plus difficile à atteindre.

L'union entre la Syrie et l'Égypte, "la République arabe unie", déboucha sur le ressentiment syrien à l'égard de la domination égyptienne. Les tentatives postérieures d'union politique (en particulier celles soutenues par la Libye) ont également été éphémères. Dans les années soixante-dix et

quatre-vingt, les divisions au sein du monde arabe se sont amplifiées notamment parmi les États qui jusque-là avaient soutenu avec ferveur le nationalisme arabe. L'Égypte s'est isolée en 1979 en signant un traité de paix avec Israël. La Syrie et l'Irak, bien que tous deux dirigés par le parti Baas se considéraient comme ennemis et ont concentré leurs efforts au développement de leur propre puissance et à l'extension de leur influence territoriale (la Syrie au Liban, l'Irak en Iran et au Koweït).

LA LIGUE ARABE

C'est au XIX^e siècle qu'apparaissent les premières doctrines du nationalisme arabe prônant la constitution d'un empire arabe unifié. En 1941, le ministre britannique des Affaires étrangères, Anthony Eden, déclarait que le "gouvernement de sa Majesté donnerait l'appui le plus complet à tout plan qui recevrait une approbation générale". Les alliés hachémites de Londres, la Jordanie et

l'Irak, tentent alors de créer un Etat unifié du Croissant fertile (qui comprendrait la Palestine et la Syrie en plus de leurs Etats). Pour s'opposer à ce projet, la monarchie égyptienne organise la réunion d'Alexandrie en mars 1945, au cours de laquelle fut créée la Ligue arabe.

Cette organisation, qui compte 21 Etats membres plus l'OLP, eut son premier siège au Caire jusqu'en 1979. Suite aux accords de Camp David de 1978 et au traité de paix qu'elle signa avec Israël le 26 mars 1979, l'Egypte fut exclue de la Ligue et le siège transféré à Tunis. Il faudra attendre le 23 mai 1989 pour que Le Caire réintègre l'organisation.

Le rôle de la Ligue est très étendu. Des comités permanents spécialisés ont été constitués dans les secteurs économiques, culturels et surtout politiques. Dans cette optique se réunissent régulièrement le Conseil de Défense (composé des ministres des Affaires étrangères et de la Défense) et le Conseil économique (composé des ministres de l'Economie).

De nombreuses institutions spécialisées ont également vu le jour comme l'Union postale, l'Union des Télécommunications, l'Organisation arabe du Travail, dont le but commun est de promouvoir une coopération économique et technique entre les Etats membres.

C'est sur le plan technique que la Ligue aura connu son plus grand succès avec, en 1985, le lancement de deux satellites par son organe de communication basé à Ryad, renforçant les transmissions d'informations à travers tout le Moyen-Orient.

Mais, bien que reflétant les aspirations d'unification du monde arabe, la Ligue n'a jamais réussi à mettre effectivement en pratique cette responsabilité. La plupart des succès ou tentatives d'union entre les pays de la région, se sont effectués en dehors du cadre de la Ligue (comme la République arabe unie qui vit le jour entre 1958 et 1961). Sur le plan politique, l'organisation reste divisée. Il n'y a guère que sur la question palestinienne qu'elle parvienne à coordonner les actions et les souhaits de chacun, par la reconnaissance de l'OLP en 1973/74 ou par l'adoption du plan de Fès en 1982.

Les autres questions relatives aux conflits qui ensanglantent le Moyen-Orient et le

Maghreb depuis plus de trente ans font l'objet de profondes divergences. En particulier le sommet de la Ligue arabe qui devait se tenir à Ryad en novembre 1983 fut ajourné, puis annulé à cause des désaccords survenus concernant le conflit Iran/Irak.

A aucun moment de la crise du Golfe en 1990-91, la Ligue arabe n'a pu élaborer une position commune. Elle se trouvait de fait bloquée par les oppositions entre ses membres. Après un mois de tentatives de négociations infructueuses, la Ligue en a été réduite à constater que le conflit n'avait pas seulement une dimension interarabe mais aussi une dimension internationale et à s'en remettre aux décisions de l'ONU.

Depuis la fin de la guerre, la Ligue maintient une fiction d'unité et d'activité. Mais elle a perdu sa faculté d'initiative et, de fait, il semble bien que les rapports de force du système régional mènent la Ligue et déterminent ses réactions, plutôt que l'inverse.

L'ENTRAIDE ARABE

Au bénéfice de :

Jordanie	300
Syrie	1 000
Irak	9 000
En millions de dollars	
Moyenne des années quatre-vingt	

LES TENTATIVES DE REGROUPEMENT

- La République arabe unie. Les succès et tentatives, tant économiques que politiques, de regroupements des pays arabes entre eux constituent d'autres manifestations du "rêve arabe". La République arabe unie fait partie des tentatives qui ont échoué. Elle n'aura

vécu que trois ans, de 1958 à 1961. Pourtant, à sa création, tout le Proche-Orient et le Maghreb pensaient voir là le premier maillon d'une grande union arabe souhaitée depuis longtemps.

La création de la RAU en février 1958 s'est effectuée dans un contexte bien particulier : la Ligue arabe se révèle incapable d'unir le monde arabe sur un projet autre que la lutte contre Israël et ne satisfait donc pas les aspirations unitaires des peuples arabes. Le sentiment national se tourne alors vers l'élimination des derniers obstacles à l'autonomie totale des pays de la région pourtant déjà indépendants. C'est dans cet esprit qu'intervient la révolution égyptienne. Le parti nationaliste Wafd au pouvoir soutient, dans la zone du canal de Suez, une guérilla contre la présence militaire britannique. En janvier 1952, le roi Farouk, sur la pression de Londres, dissout le gouvernement. Le Wafd, divisé sur la marche à suivre, reste inactif. Un groupe "d'officiers libres" se révolte en juillet et porte au pouvoir le général Néguib. Alors que la République est proclamée en 1953, Néguib, vieil officier patriote, populaire et démocrate, sera éliminé l'année suivante par Nasser, le véritable instigateur du coup d'Etat de 1952 et l'homme fort du régime. D'abord attiré par les Etats-Unis qui se présentent alors comme anticolonialistes, Nasser refusera de s'engager dans l'antisoviétisme ce qui le rendra suspect aux yeux de Washington. Il

promulgue une constitution à parti unique, basée sur le socialisme et luttant contre les dernières traces du colonialisme.

Mais le "Raïs" veut aller beaucoup plus loin, galvaniser le Tiers-Monde et unifier le monde arabe. Il donne l'exemple, le 2 février 1958, en créant la République arabe unie : union de l'Egypte avec la Syrie puis avec le Yémen. A la suite de la victoire des baassistes, des communistes et des nationalistes aux élections de 1954 en Syrie, le nouveau régime souhaite contrer l'alliance entre l'Occident et les monarchies hachémites (Jordanie et Irak). Impressionné par l'opération de Suez, durant laquelle la Syrie a soutenu l'Egypte, et séduit par le mouvement tiers-mondiste que Nasser porte sur les fonds baptismaux, Damas, qui n'a pas à l'époque de leader charismatique, choisit l'union avec Le Caire. Mais, rapidement, le ralliement à la politique de Nasser est de moins en moins spontané. Fonctionnaires et militaires égyptiens placent la Syrie en position de subordination au détriment des intérêts économiques de Damas et des activités de ses groupes politiques. Les militaires syriens, excédés par la politique de centralisation pratiquée par Le Caire, finissent par s'insurger et par occuper Damas, le 28 septembre 1961.

Les bases de la République arabe unie s'effondraient, mais Nasser tint à prolonger l'expérience. Au Yémen en septembre 1962, un groupe d'officiers pronassériens prirent le

pouvoir appuyés par l'Egypte qui envoie un renfort en hommes et en matériel. La guerre s'enlisa jusqu'en 1970. Les liens avec le Yémen ne se concrétisèrent jamais. Après la mort de Nasser, le 28 septembre 1970, Anouar El Sadate qui lui succéda, élimina petit à petit les derniers pronassériens et se rapprocha de l'Occident au détriment de ses bonnes relations avec l'URSS.

La RAU a succombé, plus généralement, du fait de l'absence d'un cadre permettant de penser l'Union. Elle fut aussi trop rapidement menée, voire improvisée par Nasser et les militaires syriens. Depuis les années soixante-dix, la RAU n'unit plus l'Egypte qu'à elle-même.

- Tentatives d'union avec la Libye. Le colonel Kadhafi parvenu à la présidence de la Libye par un coup d'Etat le 1er septembre 1969 se donne pour objectif d'assurer le triomphe d'un panarabisme essentiellement basé sur l'islamisme. Nationaliste convaincu, il suivra tout d'abord la voie nassérienne. Mais la mort du "Raïs" en 1970 et la libéralisation qu'opère Anouar El Sadate, l'amènent à changer de conception.

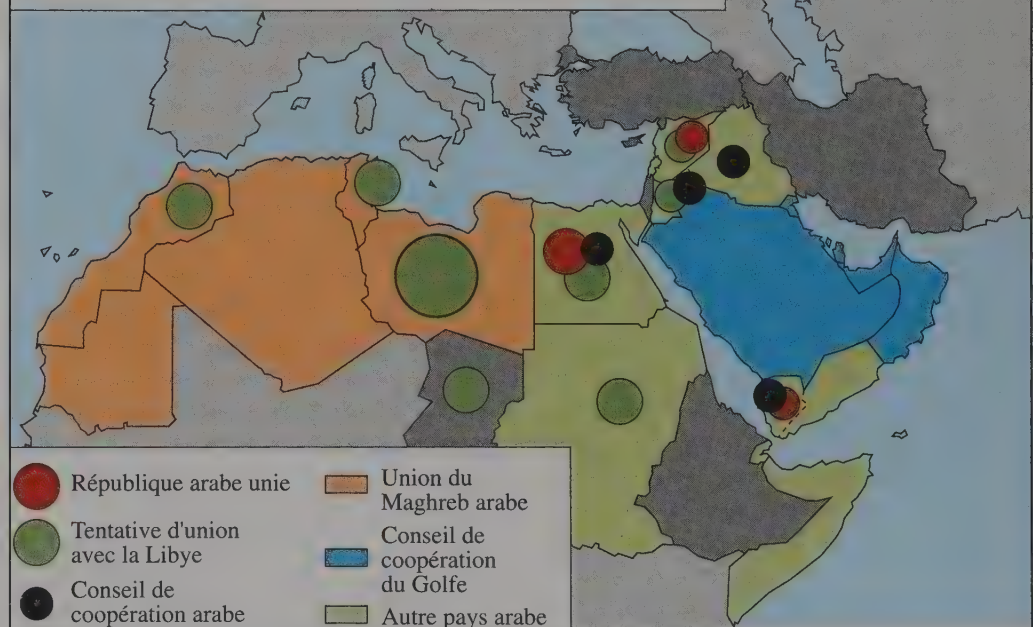
Un an après pourtant, il s'allie avec le président Sadate et Hafez El Assad par l'accord d'avril 1971 (Charte de Tripoli); ils créent ensemble la "Fédération des républiques arabes". Mais en octobre 1972, il dénonce la désunion des Arabes et reproche à

la Ligue arabe son manque de militantisme. L'Égypte, s'opposant à la volonté libyenne de détruire Israël, interdit en août 1973 à Tripoli de participer à la guerre qui se préparait.

La Tunisie déclina en janvier 1974 les propositions libyennes d'union. Il en fut de même à plusieurs reprises pour le Soudan où le colonel Kadhafi cherchait à contrer l'influence égyptienne. Ses appels à l'union avec le Tchad furent plus pressants dans la mesure où ils se sont accompagnés d'occupations répétées de son territoire. Une dernière tentative d'union échoua cette fois avec le Maroc en 1984. Depuis 1987, les nombreux échecs de sa politique panarabe le conduisent à essayer de resserrer ses liens non seulement avec tous les régimes du Grand Maghreb, notamment à travers la création de l'UMA (Union du Maghreb arabe), mais également avec certains pays d'Afrique Noire.

- Le Conseil de coopération arabe. Le CCA est l'organisation panarabe la moins connue, la plus récente et la moins structurée. Le CCA regroupe des membres de la défunte RAU (Égypte, Yémen), la Jordanie et l'Irak, soit les pays considérés comme modérés dans les années quatre-vingt dans la région et qui n'avaient pas été invités à participer au Conseil de coopération du Golfe. Le CCA est investi d'une simple mission de coopération politique. Il a été perçu par l'Arabie séoudite comme constitutif d'une tentative

SUCCES ET TENTATIVES D'UNION



d'encerclement. Le CCA se découpe assez distinctement entre Irak et Yémen d'une part, Égypte et Jordanie de l'autre, plus "modérés" que les deux premiers. On voit mal avec la position qu'a prise l'Égypte contre l'Irak dans la crise du Golfe comment cette organisation pourrait avoir un quelconque avenir.

LES ORGANISMES RÉGIONAUX

L'échec des tentatives d'union entre États et le recul de l'utopie panarabe ont laissé la

place à des formes de coopération plus modestes dans leurs objectifs et plus limitées géographiquement. Il s'agit essentiellement du Conseil de coopération du Golfe (CCG) et de l'Union du Maghreb arabe (UMA)

- Le Conseil de coopération du Golfe. Le CCG a été créé à Ryad en mai 1981 et regroupe l'Arabie séoudite, Oman, le Koweït, Qatar et les Émirats arabes unis. Cette organisation, dans laquelle l'Arabie séoudite exerce une influence prépondérante, a pour but de renforcer la coopération économique

des Etats membres et d'assurer leur sécurité contre les menaces extérieures (comme dans le cas du conflit Iran/Irak ou de l'occupation de l'Afghanistan). Le Conseil de coopération du Golfe favorise la coopération des forces armées, l'établissement d'un système unifié de défense aérienne, la création d'une industrie d'armement et la coopération des autorités policières et judiciaires. Le Conseil a aussi pour ambition de fournir une assistance dans les domaines économique, industriel et agricole, ainsi que dans les secteurs de l'énergie, des transports et de la communication. Ces projets paraissent cependant très en retrait des préoccupations de sécurité. Les membres du Conseil se réunissent annuellement. Afin de désarmer les accusations d'hégémonisme séoudien, la présidence est tournante entre les Etats.

Le CCG est perçu par les éléments radicaux de la région comme une force de préservation des pouvoirs monarchiques pétroliers. L'Arabie séoudite y pèse plus que tous les autres Etats réunis. Seul le Koweït a, jusqu'à son invasion par l'Irak, manifesté au sein du CCG certaines velléités d'autonomie, en particulier en apparaissant comme moins systématiquement pro-occidental, tout en restant plus libéral, en matière d'organisation sociale, que ses alliés du Golfe.

Le CCG, créé par peur de l'Iran et de l'URSS, a été incapable de prévenir l'agression de son ancien allié irakien ou d'y

répondre. Après l'invasion du Koweït, il a néanmoins joué un certain rôle de coordination entre l'Arabie séoudite et les autres Etats du Golfe.

- L'Union du Maghreb arabe. L'UMA fut fondée en 1988 et regroupe l'Algérie, le Maroc, la Tunisie, la Libye et la Mauritanie. L'UMA se veut l'équivalent du Marché commun pour l'Afrique du Nord.

Mais cette entreprise se heurte à plusieurs obstacles : premièrement, les échanges entre les pays du grand Maghreb ne sont pas suffisamment importants (3% de l'ensemble de leurs échanges extérieurs) pour qu'il y ait lieu de mettre en place les bases d'un marché communautaire. Second obstacle, mais de taille, l'incompatibilité des monnaies : comment envisager un marché commun alors que les achats s'effectuent à Tunis, Tripoli ou Alger essentiellement en devises convertibles et non en monnaies locales ? A la différence de la CEE, fondée sur le regroupement d'économies aux systèmes comparables, l'UMA comprend principalement un Maroc au revenu faible mais qui parie sur un développement de type "Nouveau pays industriel" et une Algérie en perte de vitesse qui amorce la libéralisation d'un système planifié à l'extrême.

Les menaces politiques ne sont pas moins grandes, qu'il s'agisse, en Algérie, de la puissance du Front islamique, pourtant

dissous, des problèmes du Sahara Occidental ou des aspirations géo-politiques du colonel Kadhafi sur de nombreux Etats du Sahel. La création de l'UMA tient principalement en fait de la nouvelle entente scellée à Oujda en 1988 entre le Maroc et l'Algérie. Les cinq pays n'étaient toujours pas parvenus en 1993 à se mettre d'accord sur le lieu d'installation du siège de l'UMA. La décision finale se jouera entre Rabat et Alger, Tunis pouvant tenir lieu de compromis.

L'échec des mouvements panarabes et des tentatives d'unification du monde arabe ont conduit à une série de phénomènes distincts et opposés : primo, l'exacerbation des nationalismes d'Etat, secundo, la tentative de constitution de sous-ensembles régionaux, tertio, l'adhésion des populations à une nouvelle idéologie, l'islamisme.

Au cours des années soixante-dix et quatre-vingt, l'islamisme a en effet progressivement pris le relais de l'arabisme comme vecteur d'identité et moteur de contestation.

Ces deux courants de pensée ont en commun la dénonciation de l'hégémonisme occidental mais aussi des régimes en place. Alors que, dans les années cinquante et soixante, ceux-ci avaient été mis en place par les Occidentaux, dans les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix ils apparaissent souvent comme les héritiers de mouvements panarabes à la légitimité usée par l'échec de cette idéologie.

ISRAËL, ENNEMI FÉDÉRATEUR

Avant même la création de l'Etat d'Israël, la confrontation entre sionistes et panarabistes a constitué un des principaux problèmes du Proche-Orient. L'accélération des événements dans l'immédiat après-guerre a, jusqu'à nos jours, marqué la région. Au-delà même. Le conflit israélo-arabe est depuis longtemps déjà le plus vieux conflit ouvert et le seul qui ait retenu l'attention mondiale aussi longtemps. De nombreux territoires de par le monde sont occupés, or "les Territoires occupés" désignent sans équivoque la Cisjordanie et la bande de Gaza. Le sionisme est le seul mouvement nationaliste qui, à travers l'ONU, ait été désigné par la communauté des nations comme raciste (en 1975). Les réfugiés palestiniens sont les seuls à bénéficier, toujours dans le système des Nations unies, d'une agence spécialisée, l'UNWRA.

Si ces quelques éléments traduisent le caractère unique du conflit israélo-arabe, ils n'en éclairent pourtant ni l'importance, ni la permanence. La centralité du conflit s'explique par la combinaison de facteurs forts : dimension mythique, choc de l'Orient et de l'Occident, sentiments de culpabilité en chaîne, visions épiques des pionniers juifs et des hérauts de l'arabisme. Seuls ces éléments le différencient des autres conflits, péri-

phériques par rapport à l'Europe, qui ont focalisé, pour cause d'intérêts stratégiques ou économiques (les deux aspects avec le canal de Suez et le pétrole étant ici aussi présents) les antagonismes Est/Ouest et Nord/Sud. A l'échelle de la région, les luttes contre Israël ont eu un effet structurant. Ciment de l'unité arabe et, rapidement, son seul objet, l'opposition à Israël a façonné les rapports inter-arabes. Quiconque, du Raïs à Saddam Hussein, aspirait au leadership arabe se devait de prendre la tête de la guerre contre "l'occupant de Jérusalem".

LE SIONISME

Le retour en Terre Promise est, depuis la Dispersion consécutive aux révoltes contre les Romains (70, 135), l'une des espérances majeures de la religion et de la pensée juives. Bien qu'une faible proportion des Juifs ait depuis toujours vécu en Palestine, la reformation de l'unité du peuple juif autour de Jérusalem constitue une des prophéties du Judaïsme qui, liée aux nombreuses expulsions et persécutions que ce peuple a connues à travers les siècles, a nourri à toutes les époques de multiples projets de retour. Le sionisme moderne ne date cependant que du XIXe siècle et s'est développé, à partir de

1880, en réaction aux pogroms de Russie et d'Europe orientale. Dès cette époque, plusieurs organisations internationales se constituèrent pour préparer l'implantation de colonies en Palestine.

Avant même le premier congrès de l'Organisation sioniste mondiale à Bâle en 1897, 17 colonies agricoles avaient ainsi vu le jour. A dominante socialiste, ce congrès se fixa pour objectif "*de créer pour le peuple juif, en Palestine, un asile garanti par le droit public*", ce foyer national devait "*respecter les droits culturels et religieux*" des autres habitants de la région. Le mouvement prit de l'ampleur sous la direction de Théodore Herzl, avec la fondation de la Banque coloniale juive et du Fonds national juif pour l'achat de terres en Palestine (1901). La majeure partie des fonds fut recueillie dans les pays anglo-saxons, alors qu'en Allemagne et surtout en France le sionisme s'opposait à une conception assimilationniste du Judaïsme.

Dès le tournant du siècle, le mouvement sioniste chercha un accord avec l'Empire ottoman. C'est cependant à la faveur de l'effondrement de celui-ci que les organisations sionistes trouvèrent appui auprès de la Grande-Bretagne désireuse d'étendre son influence dans la région. Le 2 novembre

1917, Lord Balfour, secrétaire au Foreign Office, se prononça en faveur de la création d'un "foyer national juif en Palestine". Le sionisme, dès lors, sortit du domaine privé pour devenir un enjeu de politique internationale. La déclaration Balfour fut approuvée par les Alliés, et lorsque, en 1922, la Société des Nations confia à Londres mandat pour administrer la Palestine, ce fut avec mission "d'instituer dans le pays un état de choses politique, administratif et économique propre à assurer l'établissement du foyer national pour le peuple juif (...) et à

assurer également le développement d'institutions de libre gouvernement ainsi que la sauvegarde des droits civils et religieux de tous les habitants de la région". A la faveur de ces engagements quelque 500 000 Juifs s'installèrent en Palestine entre les deux guerres mondiales.

LA PALESTINE SOUS MANDAT

Les années trente virent un revirement complet de la politique britannique à l'égard

des sionistes. Londres dut en effet très vite affronter le mécontentement arabe. Les émeutes de 1928, 1929, 1933, et surtout la révolte de 1936, dirigées contre la puissance mandataire et les colons juifs conduisirent le gouvernement britannique à restreindre le droit pour les Juifs d'immigrer en Palestine et d'y acquérir des terres. Les Arabes ne s'étaient pourtant pas d'abord opposés aux implantations juives, le roi Hussein du Hedjaz, comme son fils Fayçal, avaient ainsi exhorté les Arabes à ne pas "nourrir de soupçon à l'égard du nationalisme juif". Les premières émeutes éclatèrent en 1921 lorsque le partage du Moyen-Orient entre la France et la Grande-Bretagne, prévu par les accords Sykes-Picot de 1916, empêcha la réalisation du grand royaume arabe qui avait motivé la Révolte contre l'Empire ottoman. A partir de 1936, Londres, face à une situation de plus en plus conflictuelle, s'employa à regagner la confiance d'une population arabe que travaillait par ailleurs la propagande nazie.

1948 : LA CRÉATION DE L'ÉTAT D'ISRAËL

Après la seconde guerre mondiale, alors que l'opinion internationale et la Diaspora soutenaient plus que jamais le projet sioniste, l'administration britannique, en butte au harcèlement d'organisations juives comme la Haganah, voire au terrorisme de l'Irgoun ou du groupe Stern, confrontée par ailleurs à

IMMIGRATION JUIVE EN ISRAËL

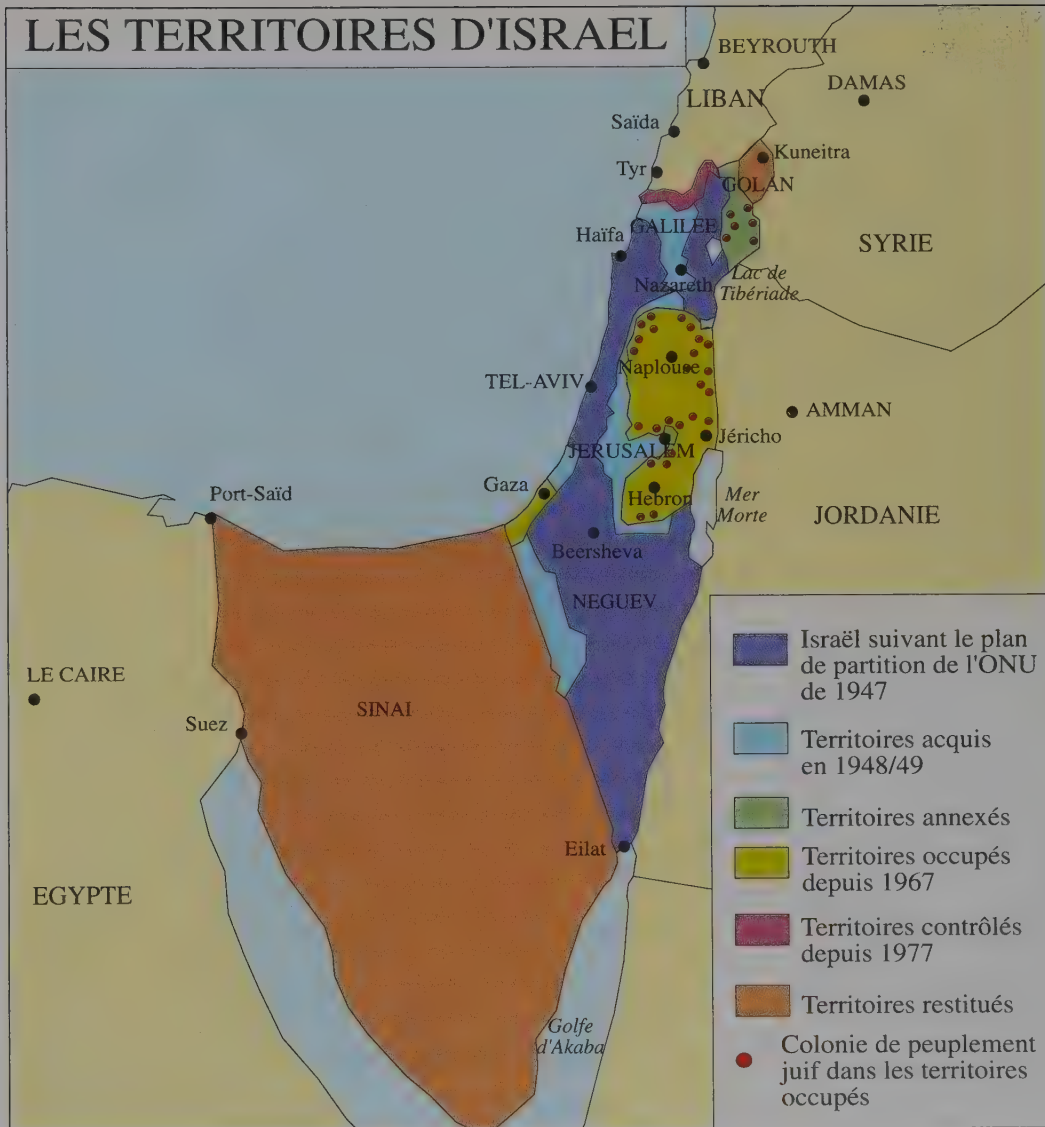
Et / ou en Palestine

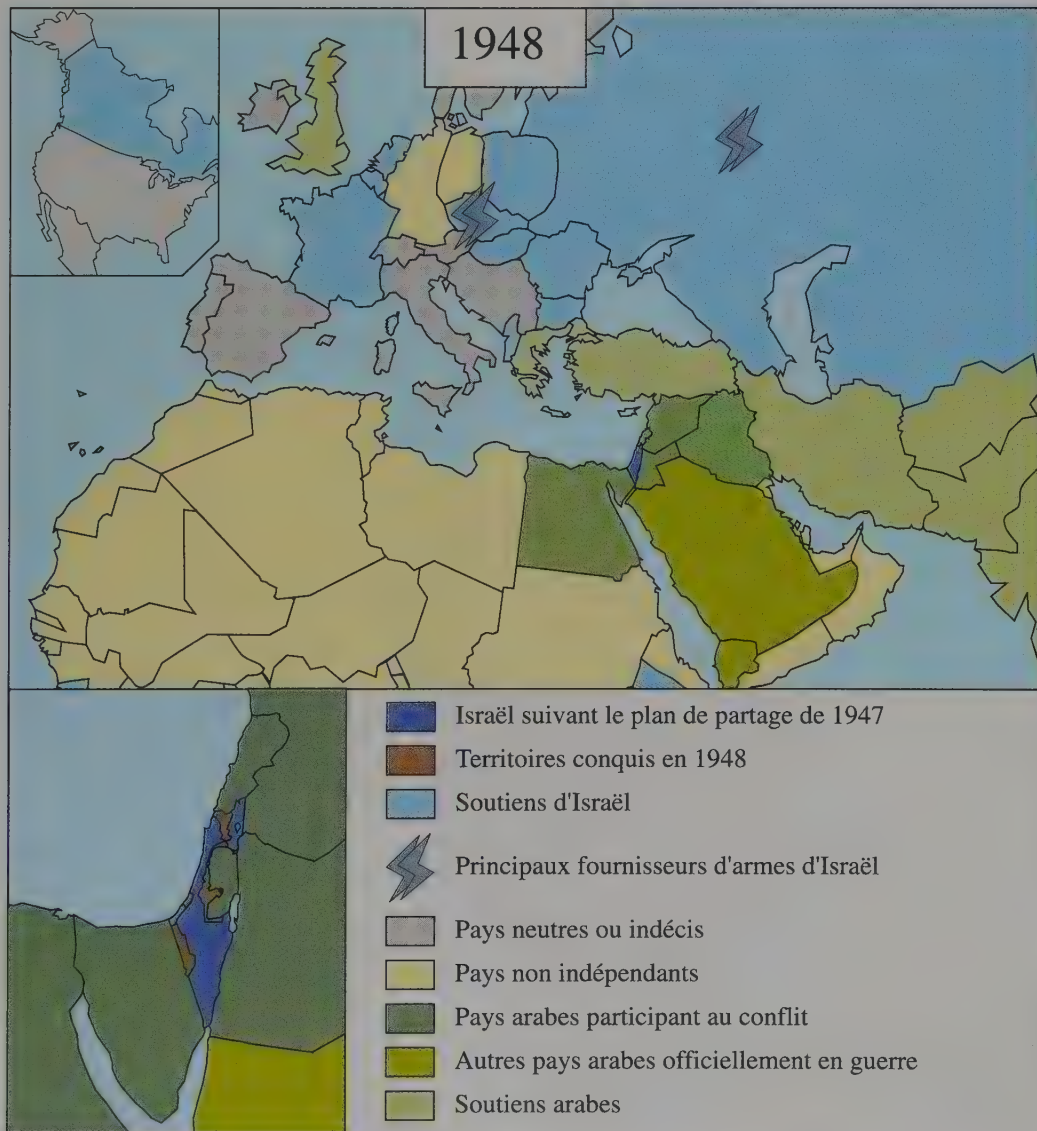
Période	Nombre d'immigrés	Principaux pays d'origine
1822-1903	25 000	Empire russe
1904-1914	40 000	Empire russe / Roumanie / Europe centrale
1919-1931	130 000	Grèce / Turquie
1932-1938	210 000	Allemagne / Roumanie / Pologne / Tchécoslovaquie
1939-1948	180 000	Europe
1948-1951	690 000	Maroc / Irak / Roumanie / Iran / Pologne / Egypte / Yémen / Turquie / Bulgarie
1952-1964	520 000	Europe de l'Ouest / Afrique du Nord
1965-1990	600 000	URSS / USA / Afrique / Roumanie / Amérique latine
1991-1992	600 000	URSS

l'intransigeance des Arabes, en appela aux Nations unies.

Le 29 novembre 1947, l'Assemblée générale de l'ONU adopta un plan de partage en deux Etats, qui avait la faveur des Etats-Unis et de l'URSS. Les pays arabes votèrent contre ce plan. Ils avaient espéré que la fin de l'ère coloniale signifierait pour eux le recouvrement sur l'ensemble du Croissant fertile d'une souveraineté perdue depuis quatre siècles. A leurs yeux, Israël était une entreprise coloniale inacceptable à double titre, parce qu'elle créait un élément exogène au cœur même du monde arabe, mais aussi parce que les Juifs avaient toujours été considérés comme une minorité, certes, mais intégrée et parfaitement tolérée au sein de la société arabe. La lutte contre Israël devint l'objectif majeur de la Ligue arabe (fondée en 1945) et le combat pour la Palestine une cause sacrée de l'ensemble du monde arabe.

Après le vote de l'ONU, Londres annonça son intention d'évacuer la Palestine le 15 mai 1948. Devançant de quelques heures l'expiration du mandat britannique, David Ben Gourion, président du comité exécutif de l'Agence juive, proclama la création de l'Etat d'Israël, le 14 mai 1948. Les pays occidentaux et l'URSS le reconnurent aussitôt. Les Etats arabes, qui refusaient la création d'Israël, entrèrent le jour même en guerre contre le nouvel Etat. Le conflit, entrecoupé de trêves, dura jusqu'en janvier





1949. L'Etat hébreu en sortit victorieux, grâce notamment au soutien de l'URSS, qui, après ses échecs en Grèce et en Iran, cherchait dans un Israël travailliste un point d'appui dans la région.

Bien que les Israéliens aient accepté initialement le plan de partage de l'ONU et n'avaient donc, à l'époque, aucune visée territoriale, sinon sur Jérusalem, le conflit se solda par le doublement de la partie non désertique du territoire de l'Etat hébreu et entraîna l'exode de quelque 600 000 Arabes de Palestine. Après l'armistice, en mai 1949, le roi Abdallah de Jordanie annexa la rive occidentale du Jourdain (Cisjordanie). Malgré le tollé soulevé dans le monde arabe, le parlement d'Amman ratifia l'annexion en 1950.

1956 : L'EXPÉDITION DE SUEZ

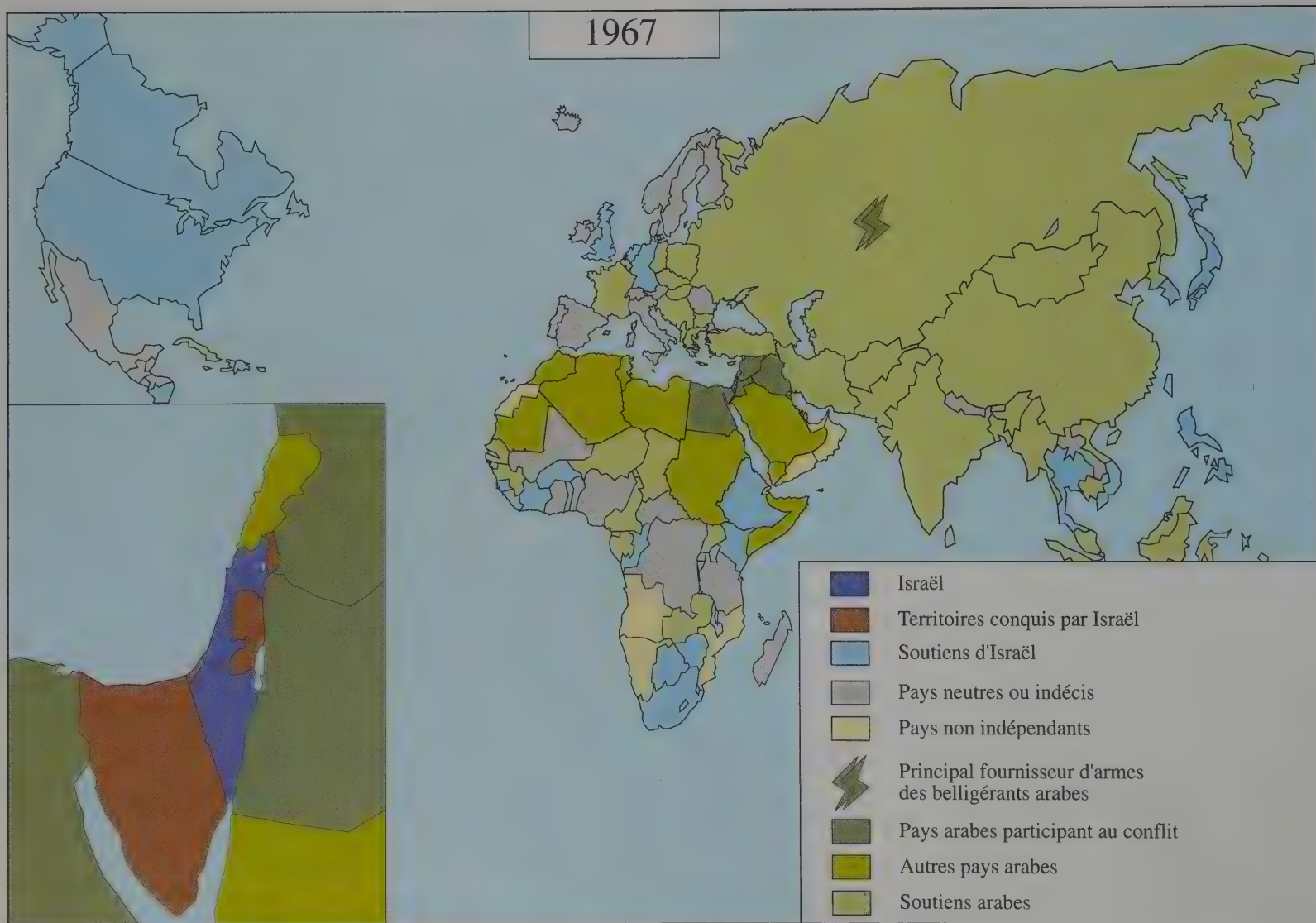
Après la première guerre israélo-arabe, l'Egypte continua les hostilités sous d'autres formes : boycott d'Israël, interdiction des voies maritimes internationales, comme le canal de Suez, à la navigation israélienne, et multiplication des escarmouches à la frontière. Alors qu'à la mort de Staline les rapports entre Moscou et Tel-Aviv s'étaient nettement détériorés, l'URSS mit à profit l'arrivée au pouvoir de Gamal Abdel Nasser en 1954 pour changer de camp. Moscou délaissait un Etat jugé naguère progressiste,

au motif de soutenir le socialisme de l'Égypte révolutionnaire, et bientôt de la Syrie baassiste. Passant d'un client à l'autre l'URSS demeurait le principal fournisseur d'armes de la région. A partir de ce renversement d'alliance, se développa au sein du monde arabe l'idée qu'Israël n'était qu'un instrument des Occidentaux qui lui permettaient de violer impunément les résolutions de l'ONU en annexant Jérusalem-Ouest ou en refusant le retour des réfugiés. Le conflit de 1956 vint renforcer ce sentiment.

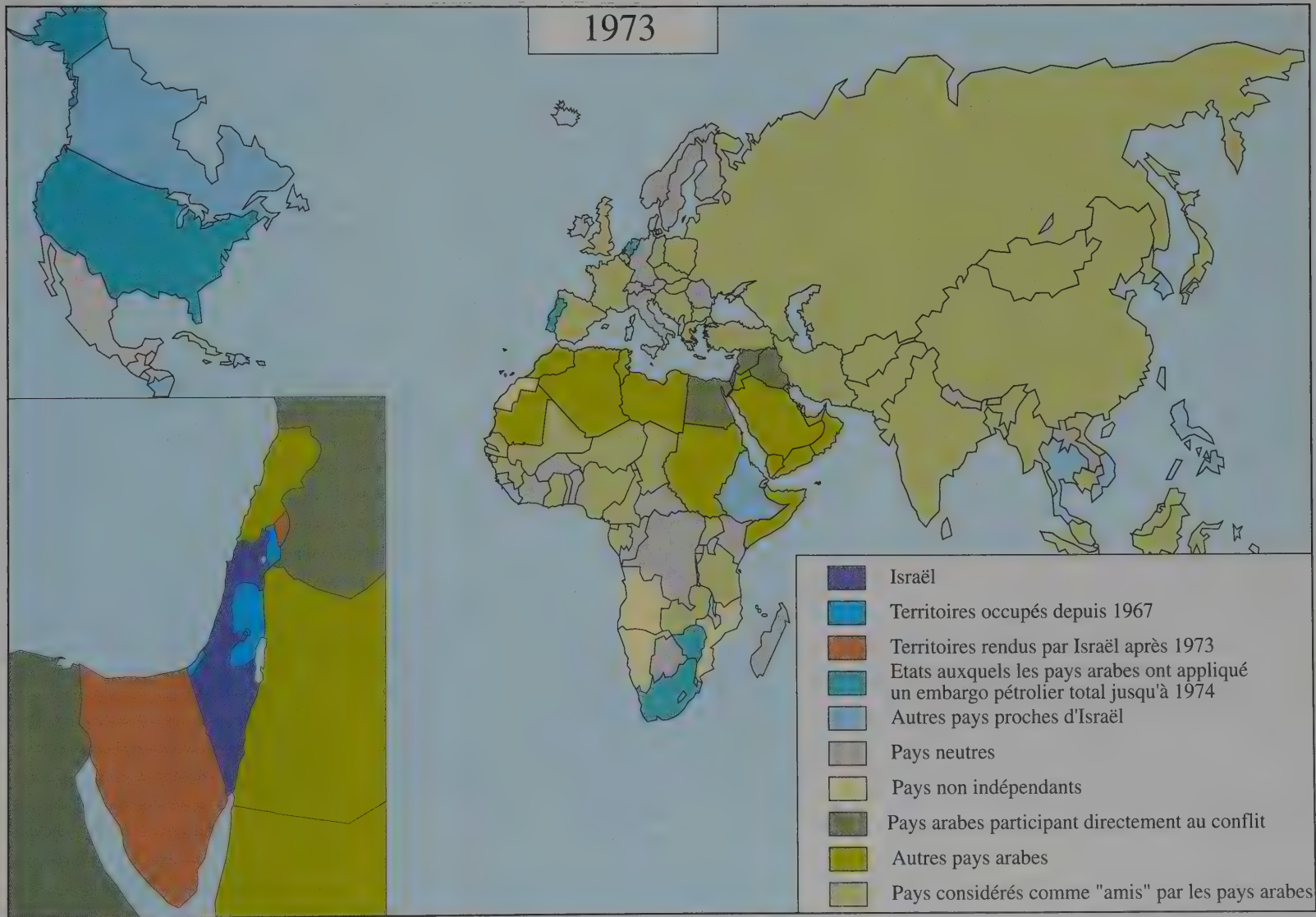
En juillet 1956, Nasser nationalisa le canal de Suez, construit et toujours exploité par les Français et les Anglais. Israël, qui avait perdu le soutien soviétique, se rapprocha des deux puissances lésées par cette nationalisation. Pour des raisons différentes, et que le contexte de guerre froide exacerbait, Londres, comme Paris, se défiaient de Nasser. La Grande-Bretagne lui reprochait d'avoir évincé un régime qui lui était favorable et la France craignait l'influence de son nationalisme sur les "événements" d'Algérie. Cependant, alors que la France vendait déjà des armes à Israël, la Grande-Bretagne demeurait alliée à la Jordanie.

En octobre 1956, alors que Nasser, qui avait pris le commandement unifié des forces égyptiennes, syriennes et jordaniennes, ferma le golfe d'Akaba aux navires israéliens, l'armée de l'État hébreu envahit le Sinaï et marcha jusqu'au canal. Parallèlement, un





1973



corps expéditionnaire franco-britannique prenait Port-Saïd et menaçait Suez. Les Etats-Unis et l'URSS s'accordèrent pour imposer un cessez-le-feu. Aucune de ces deux puissances, chantres à l'époque de l'anti-colonialisme, n'avait intérêt à une victoire franco-britannique. Londres, qui conservait dans le monde arabe, notamment dans le Golfe, de solides intérêts, fut particulièrement sensible aux pressions de Washington et accepta le cessez-le-feu; ses alliés durent ainsi s'incliner. Israël évacua le Sinaï et l'Egypte rouvrit le golfe d'Akaba.

Succès militaire, l'expédition de Suez fut un fiasco diplomatique. L'alliance avec des puissances coloniales sur le déclin coupa définitivement Israël des pays qui s'éman-
cipaient de la tutelle occidentale et venaient de constituer le mouvement des Non-alignés. L'échec final de l'entreprise consacra l'effacement des anciennes puissances coloniales et laissa le champ libre aux Etats-Unis et à l'URSS.

1967 : LA GUERRE DES SIX JOURS

La guerre des Six Jours fut le troisième conflit opposant Israël à ses voisins. Elle éclata lorsque, après une période de tension croissante entre l'Egypte et Israël, Nasser annonça une nouvelle fermeture du golfe d'Akaba aux navires israéliens. L'Etat hébreu attaqua simultanément dans le Sinaï, en

Cisjordanie et sur le Golan. Pour Israël, il paraissait en effet illusoire, dans le contexte d'exacerbation du nationalisme arabe de l'époque, que la Jordanie ou la Syrie décide de rester en dehors du conflit. La victoire foudroyante d'Israël fut ressentie comme une humiliation dans le monde arabe. L'occupation des territoires conquis (Sinaï, Golan et surtout la bande de Gaza et la Cisjordanie) entraîna un exode palestinien comparable à celui de 1948; elle fit endosser à Israël le rôle de puissance occupante, conforta l'intransigeance arabe et handicapa la diplomatie israélienne, notamment à l'ONU (*Sur la question palestinienne, voir page 185*).

Enfin, ce conflit figea les affrontements régionaux en confrontation Est-Ouest. Israël en effet s'était rapproché des Etats-Unis, dans les années soixante, lorsque Washington renonça à l'embargo militaire appliqué *de facto* par le président Truman et alors que la France du général de Gaulle, sortie du borbier algérien, chercha à se concilier le monde arabe.

1973 : LA GUERRE DE KIPPOUR

Six ans après la guerre des Six Jours éclata la guerre dite de Kippour, pour les Israéliens, et guerre d'octobre, pour les Arabes. Toutes les tentatives de règlement pacifique mises en œuvre depuis 1967 avaient en effet succes-
sivement échoué : plan américain Rogers,

plan de paix de Sadate, appel à la négociation des deux superpuissances (communiqué Nixon-Brejnev de mai 1972). La résolution 242 des Nations unies, votée en 1967 et prévoyant un retrait d'Israël des Territoires occupés (ou de territoires occupés, selon la version anglaise du document) et la reconnaissance de l'Etat hébreu par les pays arabes, restait lettre morte. Anouar El Sadate, qui avait succédé à Nasser en 1970, se résolut dès l'année suivante à venger l'humiliation subie en 1967 et s'engagea sur la voie de la guerre.

Le 6 octobre 1973, jour de la plus importante fête juive, le Yom Kippour, les Egyptiens envahirent par surprise le Sinaï et les Syriens, le Golan. Quatre jours plus tard, l'Union soviétique mit en place un pont aérien pour fournir des armes à ses alliés arabes, les Etats-Unis firent de même pour approvisionner Israël. Le 23 octobre, alors que l'Etat hébreu avait repoussé ses assaillants, les belligérants acceptèrent le cessez-le-feu imposé par les Nations unies. Défaite militaire honorable, la guerre de 1973 fut ressentie dans le monde arabe comme une semi-victoire par rapport aux conflits précédents. Le 11 novembre, Israël et l'Egypte acceptèrent la tenue d'une conférence de paix qui devait réunir à Genève, sous l'égide de l'ONU et des deux superpuissances, l'Egypte, Israël et la Jordanie. Une force d'interposition de l'ONU fut déployée dans le Sinaï et sur le Golan.

1978 : LES ACCORDS DE CAMP DAVID

L’Egypte, au bord de la faillite, ne pouvait plus soutenir l’effort de guerre qui mobilisait près de 20 % de ses ressources nationales. Le dernier conflit, le mieux préparé et le moins désastreux du côté arabe, n’avait pas non plus battu Israël. Anouar El Sadate prit le risque de briser l’union sacrée du monde arabe pour négocier une paix séparée. Par son voyage historique à Jérusalem en 1977, il officialisa les contacts en cours. Les accords de Camp David furent signés le 18 septembre 1978, sous l’égide du président américain Jimmy Carter. Un traité de coopération économique suivit en mars 1979. Le traité prévoyait la

restitution du Sinaï à l’Egypte, qui s’acheva en 1988, ainsi que des négociations sur l’autonomie des Palestiniens des Territoires occupés et une amorce de coopération économique; ces deux dernières dispositions restèrent lettre morte. L’Egypte fut exclue de la Ligue arabe en 1979 et le président Anouar El Sadate assassiné par des islamistes en 1981.

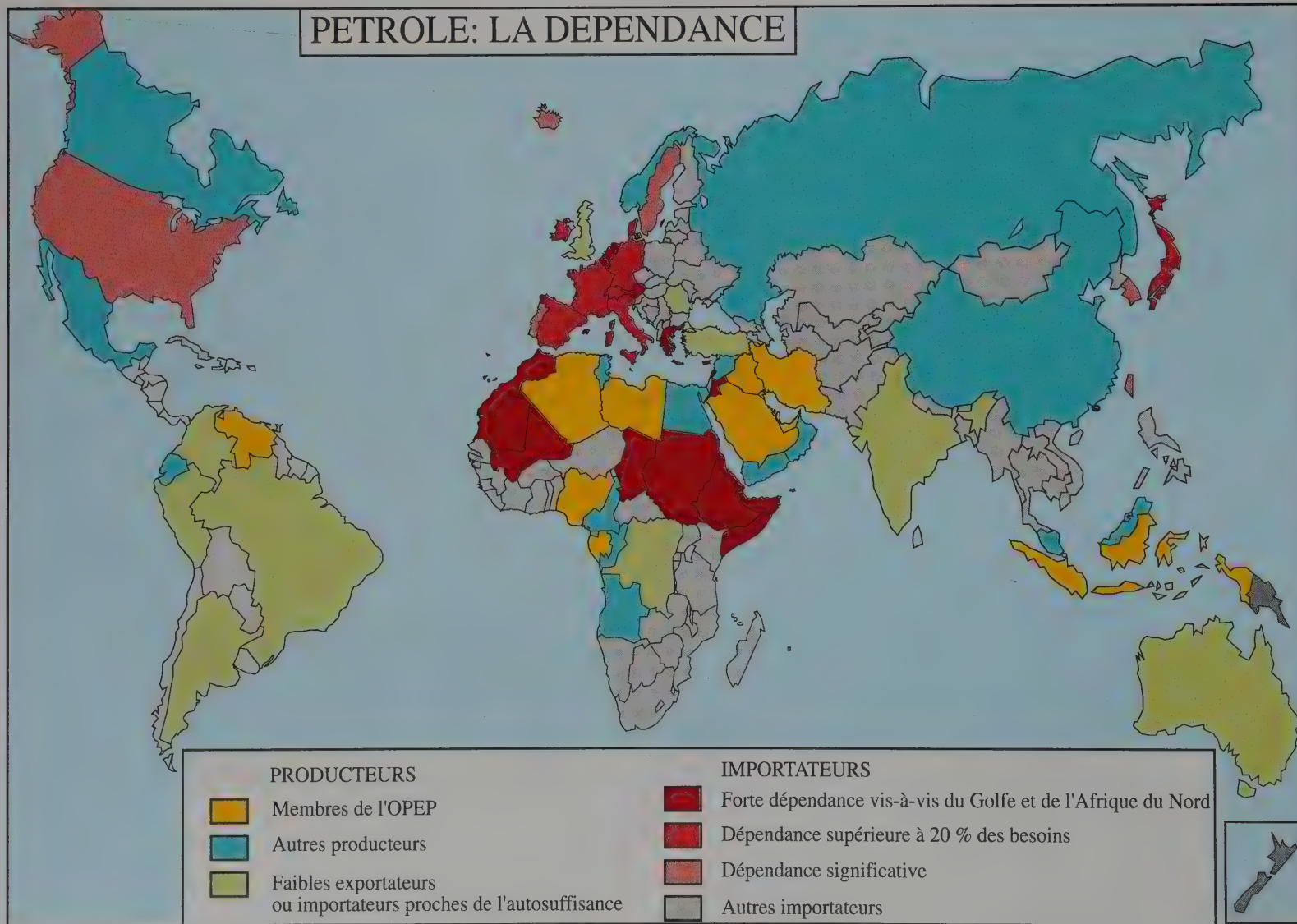
La paix séparée conclue avec l’Egypte n’apporta pas seulement à Israël la sécurité sur son flanc sud-ouest. Elle rendait aussi plus difficile la constitution d’une nouvelle coalition arabe. Les Etats demeurant en guerre avaient perdu un allié essentiel. Au-

delà même des considérations stratégiques, la décision égyptienne marque une cassure dans la dynamique régionale. Le monde arabe, avec la mise au ban de son plus grand pays, se fracture comme jamais auparavant. Les Palestiniens prendront progressivement conscience qu’ils sont désormais seuls face à Israël. L’Etat juif quant à lui gèrera avec difficulté sa normalité : Etat pionnier et messianique en guerre permanente, il devient peu à peu une nation comme les autres.

La centralité du conflit ira en s’estompant avec les soubresauts du Liban, la révolution iranienne puis la montée en puissance de l’Irak.



PETROLE: LA DEPENDANCE



L'ARME DU PÉTROLE

Couvrant 40 % des besoins mondiaux, le pétrole représente la principale source d'énergie. Le pétrole a commencé à remplacer le charbon dans les années cinquante. Depuis, la production mondiale a été multipliée par six pour atteindre 3,2 milliards de tonnes en 1990.

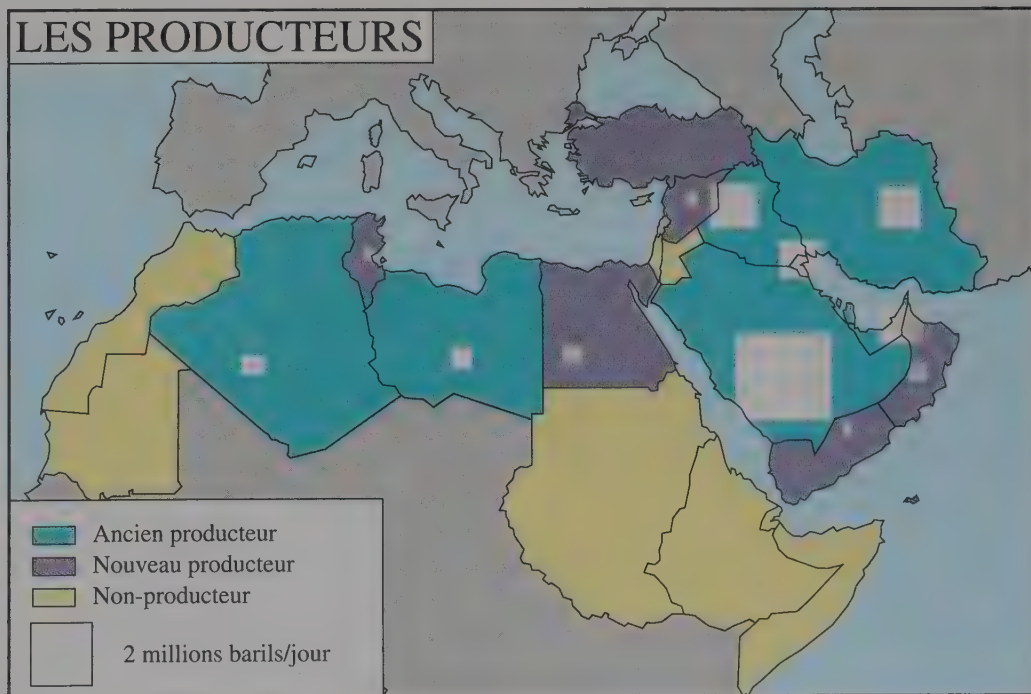
Les pays industrialisés consomment 70 % du pétrole produit dans le monde, tandis que les pays du Proche-Orient possèdent 70 % des réserves connues de la planète. Ces deux chiffres illustrent l'importance politique du pétrole au Proche-Orient. L'histoire des compagnies pétrolières et celle de la région sont d'ailleurs étroitement liées.

LES "SEPT SŒURS" ET LE PROCHE-ORIENT

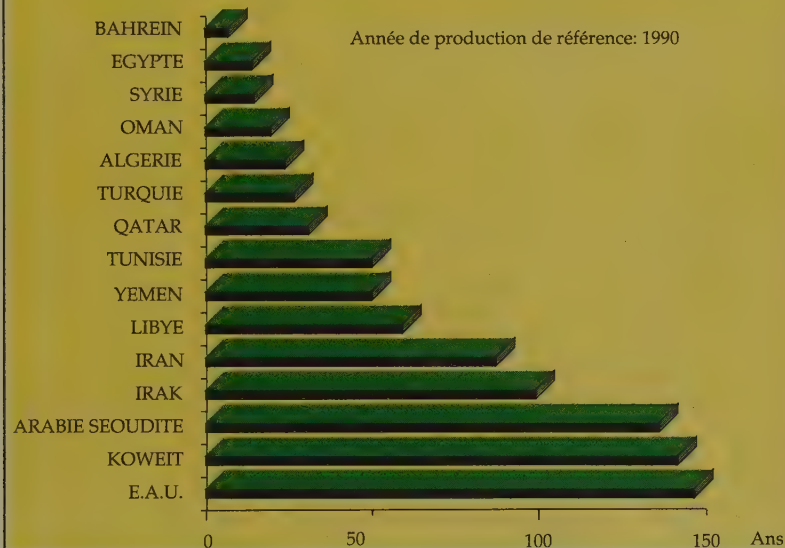
La première utilisation du pétrole comme source d'énergie remonte à une invention américaine de 1869. Dès 1914, tous les grands groupes pétroliers américains étaient déjà constitués : Standard Oil of New Jersey (Exxon), Socony Mobil Oil et Standard Oil of California (tous deux créés par Rockefeller), Gulf Oil (aujourd'hui, rattaché à Chevron), et Texas Oil (Texaco). Jusqu'en 1945, les Etats-Unis concentrèrent les deux tiers de la

production et de la consommation mondiales de pétrole. Les Anglais furent les premiers à manifester un intérêt pour le Proche-Orient et ses ressources potentielles en pétrole. En 1901, le Shah d'Iran accorda à William D'Arcy une concession d'exploitation pétrolière couvrant pratiquement tout le territoire national : l'Anglo-Persian Oil Company

(aujourd'hui BP, British Petroleum) était née. Avec l'aide d'un géologue arménien, Calouste Gulbenkian, D'Arcy obtint des Ottomans une concession exclusive dans les régions de Bagdad et de Mossoul. L'Anglo-Persian s'associa alors avec la Royal Dutch Shell et la Deutsche Bank pour créer la Turkish Oil Company.



ANNEES DE RESERVES DE PRODUCTION



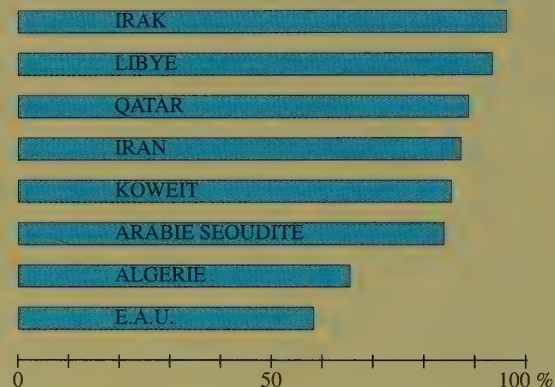
Les traités de paix signés après la première guerre mondiale octroyèrent les parts de la Deutsche Bank à l'Etat français. La Compagnie française des pétroles (CFP) fut alors mise sur pied pour gérer les intérêts de l'Etat français dans les pétroles. En 1924, les Etats-Unis réclamèrent une participation égale à celle des Français pour deux de leurs sociétés pétrolières (Standard NJ et Mobil). Un accord fut finalement conclu pour mettre un frein à la compétition entre les compagnies pétrolières dans la région : en Irak, l'exploitation pétrolière fut divisée en un quart pour les Français, un autre pour les Américains, et la

moitié pour les Britanniques. En Iran, les sociétés pétrolières anglaises conservaient un contrôle total.

Les groupes pétroliers américains profitèrent de la création de l'Etat d'Arabie séoudite pour poursuivre leur expansion. Créée en 1933, exclusivement par des compagnies américaines, l'Arabian-American Oil Company (Aramco) y exploitait la plus grande concession jamais attribuée. En 1934, Gulf Oil, seule compagnie américaine à ne pas avoir été associée à Aramco, se partagea l'exploitation pétrolière du Koweït avec l'Anglo-

LA PART DU PETROLE DANS LES EXPORTATIONS

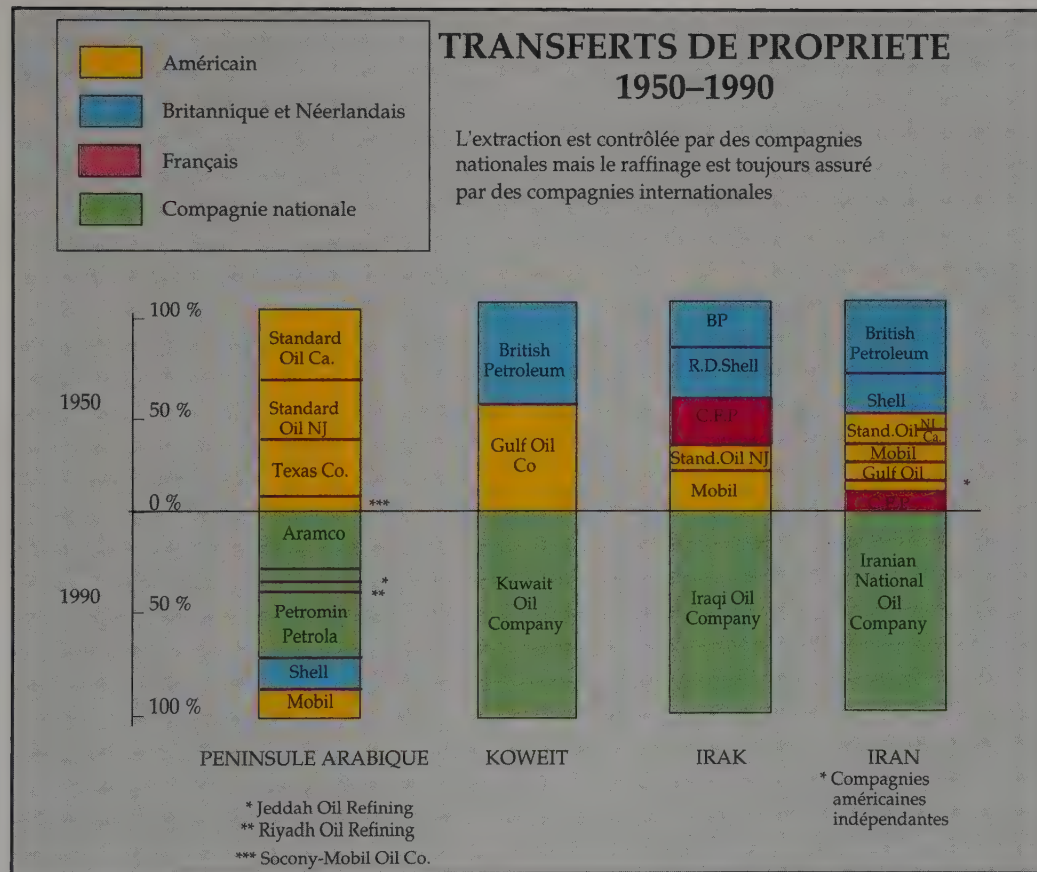
en % des exportations totales



Persian Company (rebaptisée Anglo-Iranian). Ainsi, dès avant la seconde guerre mondiale, toute la région était passée sous le contrôle de sept énormes compagnies pétrolières (qu'on n'allait pas tarder à appeler les "Sept Sœurs") auxquelles avaient été attribuées des concessions d'une durée moyenne de 84 ans.

L'OPEP ET LES PREMIERS CONFLITS

La suprématie des compagnies occidentales fut pour la première fois remise en cause dans



Entre 1950 et 1990, par voie de nationalisation, pour les régimes socialistes, ou prise de contrôle graduelle du capital, pour les régimes modérés, l'essentiel des activités d'extraction est passé sous le contrôle des Etats producteurs.

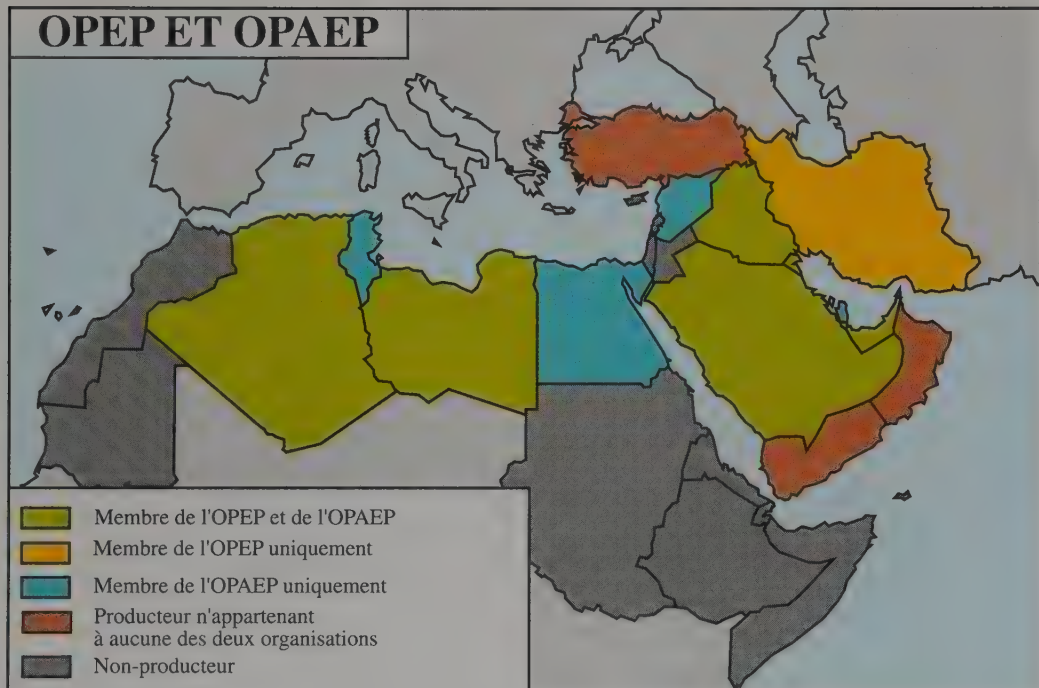
les années cinquante. Suivant l'exemple du Vénézuéla, les pays du Proche-Orient imposèrent un partage égal des bénéfices entre eux et les compagnies pétrolières. Des firmes américaines telles que Getty et Aminoil, indépendantes des grosses compagnies, ainsi que des sociétés publiques d'Etat

nouvellement créées, telle que l'ENI en Italie, obtinrent de nouvelles concessions dans des régions jusque-là inexploitées, en particulier en Libye. Le plus souvent, ces compagnies garantirent aux gouvernements locaux de meilleurs revenus que les "Sept Sœurs". Profitant de ce que le marché approchait de la saturation, les indépendantes attaquèrent la suprématie des grosses compagnies en déclenchant une guerre des prix, particulièrement vive sur les produits raffinés.

Les mesures adoptées par les Etats-Unis en 1959 en vue de protéger les petits producteurs domestiques précipitèrent la chute des prix pétroliers. Dans ce contexte défavorable et afin de protéger leurs intérêts, les principaux exportateurs de brut (Arabie séoudite, Vénézuéla, Koweït, Iran et Irak), réunis à Bagdad en 1960, créèrent l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). L'OPEP réussit rapidement à obtenir un gel des prix du brut. Bien que le marché demeurât excédentaire, l'OPEP, forte de son premier succès, exigea que les royalties revenant aux pays producteurs ne soient plus déductibles fiscalement. En conséquence de quoi, l'impôt sur les bénéfices des sociétés augmenta en proportion.

Lorsque le colonel Kadhafi s'empara du pouvoir en Libye en 1969, la demande mondiale de brut était en pleine expansion. Ce pays joua un rôle essentiel en favorisant la prise de conscience par l'OPEP de son propre

OPEP ET OPAEP



pouvoir. Avec la fermeture du canal de Suez en 1967, le coût d'acheminement du pétrole du Golfe avait augmenté de façon importante, rendant le pétrole libyen comparativement moins cher. Les compagnies pétrolières installées alors en Libye étaient dans l'ensemble relativement petites et fortement dépendantes du pétrole libyen. Kadhafi parvint donc facilement à briser la règle du partage égal des profits (à 50/50) et imposa une taxation à 55 % des bénéfices, une limitation de l'exploitation pour sauvegarder les réserves, et une augmentation de 14 % des

prix du brut. L'OPEP décida à son tour en 1970 une augmentation générale des prix et institua, en 1971, des hausses périodiques indexées sur l'inflation et censées refléter la croissance de la demande. Cependant, en 1971, les Etats-Unis suspendirent la convertibilité du dollar en or, laissant leur monnaie flotter et désorganisant le système monétaire international existant.

La menace qui planait sur les revenus des pays exportateurs les poussa à négocier immédiatement avec les compagnies pétro-

RÉSERVES MONDIALES

(Milliards de barils de pétrole
et pourcentage des réserves mondiales)

Arabie séoudite ^{°*}	257	25,0 %
Irak ^{°*}	100	9,7 %
E.A.U. ^{°*}	97	9,4 %
Koweït ^{°*}	94	9,1 %
Iran*	92	8,9 %
Mexique	65	3,3 %
Venezuela*	62	6,0 %
Russie	57	5,5 %
États-Unis	25	2,4 %
Chine	24	2,3 %
Libye ^{°*}	23	2,2 %
Nigeria*	18	1,7 %
Soudan	11	1,1 %
Algérie ^{°*}	9	0,9 %
Norvège	9	0,9 %
Indonésie*	6	0,6 %
Inde	6	0,6 %
Égypte [°]	6	0,6 %
Canada	5	0,5 %
Oman	4	0,4 %
Qatar ^{°*}	4	0,4 %
Yémen	4	0,4 %
Royaume-Uni	4	0,4 %
Malaisie	3	0,3 %
Brésil	3	0,3 %
Kazakhstan	3	0,3 %
Équateur	2	0,2 %
Australie	2	0,2 %
Syrie [°]	2	0,2 %
Tunisie [°]	2	0,2 %
Angola	2	0,2 %
Colombie	2	0,2 %
Argentine	2	0,2 %
Gabon*	1	0,1 %
Brunei	1	0,1 %
Monde	1030	100 %
[°] Pays de l'OPAEP	592	58 %
* Pays de l'OPEP	767	74 %
Monde arabe	611	59 %
Moyen-Orient et Afrique du Nord	704	68 %

lières occidentales une augmentation supplémentaire de 9 % des prix du brut, et ce afin de compenser la dévaluation du dollar. L'accord final signé en juin 1973 garantissait aux producteurs un revenu indépendant des fluctuations du taux de change de la monnaie américaine.

Alors que ces négociations étaient en cours, les régimes socialistes du monde arabe (Algérie, Irak, Libye) nationalisèrent leurs moyens de production. Une première tentative de nationalisation avait échoué en Iran en 1951 lorsque, à l'initiative du Premier ministre, le Dr Mossadegh, l'Etat iranien avait pris le contrôle de l'Anglo-Iranian Oil Company. Les Occidentaux avaient répliqué en décrétant un embargo contre l'Iran. Cherchant à restaurer leur ancienne position, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis avaient finalement suscité un coup d'Etat, aboutissant au renversement de Mossadegh. Forts de cette leçon, les régimes arabes modérés du Golfe optèrent pour des prises de participation graduelles dans les compagnies pétrolières étrangères.

LE PREMIER CHOC PÉTROLIER

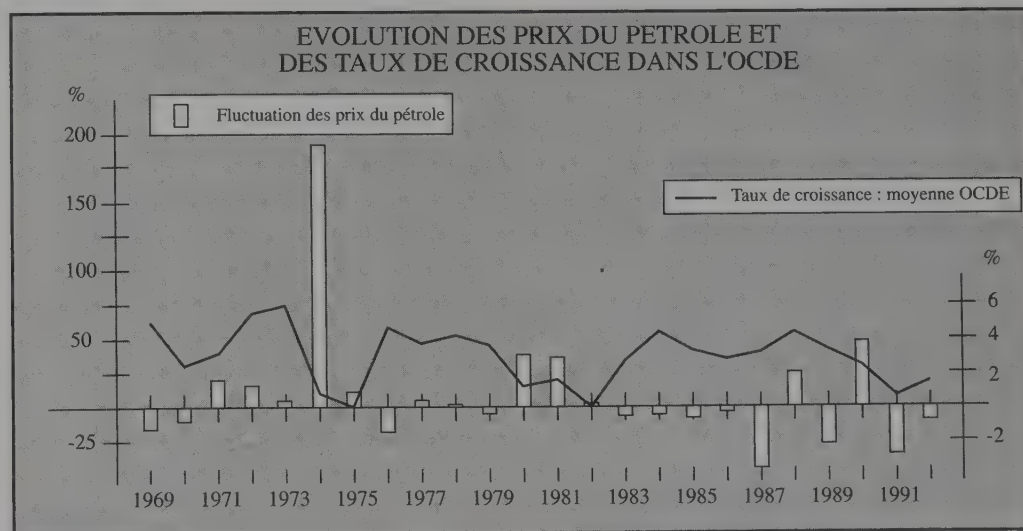
L'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OPAEP) fut créée en 1968 par l'Arabie séoudite, le Koweït et la Libye dans un but plus politique : faire du pétrole une

arme aux mains de la Ligue arabe dans son combat contre Israël.

Le 16 octobre 1973, quelques jours à peine après le début de la guerre de Kippour, l'OPAEP se lança dans une réduction mensuelle de 5% de ses exportations *"jusqu'à ce qu'Israël se retire des territoires occupés en 1967"*. De plus, l'OPAEP décréta un embargo total sur ses livraisons à destination des pays *"amis d'Israël"* (Etats-Unis, Afrique du Sud, Portugal et Pays-Bas). Enfin, les Etats du Golfe décidèrent une augmentation de 70 % des prix du brut. D'autres pays exportateurs suivirent. En décembre, le Shah mit aux enchères une petite partie de sa production. Les prix atteignirent 17 dollars le

baril alors que les prix du marché n'étaient encore qu'à 5 dollars. A la fin de l'année, les Etats du Golfe, convaincus que le marché pourrait absorber n'importe quelle hausse, avaient multiplié leurs prix par quatre. Dans les mois qui suivirent, tous les pays du Golfe modifièrent également leur politique de prise de participation graduelle dans le capital des compagnies pétrolières et optèrent pour un contrôle immédiat de la majorité des parts.

Entre 1974 et 1978, les programmes occidentaux visant au ralentissement de la consommation de pétrole portèrent un coup d'arrêt à l'expansion du marché. Afin d'adapter l'offre à la demande, l'Arabie séoudite accepta d'assumer le rôle de



producteur pivot. Bien que l'inflation réduisît le pouvoir d'achat des pays producteurs de pétrole, cette politique parvint à maintenir des prix fermes.

LE SECOND CHOC PÉTROLIER

Un second choc se produisit avec la révolution iranienne. Entre octobre et décembre 1978, l'Iran, qui représentait jusque-là 20 % des exportations de brut de l'OPEP, interrompit graduellement ses exportations. Bien que d'autres producteurs eussent la capacité de compenser la défection iranienne, des consommateurs en proie à la panique s'approvisionnèrent sur le marché libre de Rotterdam à des prix supérieurs à ceux fixés par l'OPEP. En mars 1979, l'Iran reprit ses exportations et annonça que ses prix seraient susceptibles d'être modifiés à tout moment.

Le système complexe de révision des prix fixé par l'OPEP s'effondra. Dès le mois de mai, les prix sur le marché du brut au jour le jour étaient le triple des prix officiels de l'OPEP. Alors que l'on s'enfonçait encore davantage dans la crise avec le déclenchement de la guerre Iran-Irak, tous les gouvernements finirent par vendre leur pétrole directement sur le marché libre. Les prix officiels fixés par les pays producteurs furent augmentés régulièrement afin d'être alignés sur ceux du marché libre.

Ces deux crises pétrolières eurent un impact considérable sur les économies occidentales, contribuant, soit à la récession généralisée, soit à des ralentissements de la croissance économique, comme ce fut le cas en Allemagne de l'Ouest et au Japon. Un pays comme le Canada évita la récession, ayant limité ses importations de brut en provenance du Golfe à seulement 4 % de ses approvisionnements.

Les crises pétrolières conduisirent à un transfert massif de pouvoir d'achat des pays importateurs de pétrole vers les pays producteurs. Ce transfert fut toutefois limité par la décision prise par ces derniers d'investir leurs profits sur les marchés financiers occidentaux. Un autre effet secondaire des deux crises pétrolières fut l'appauvrissement notable des pays en développement, incapables d'absorber le choc des hausses de prix. Pour réduire les conséquences de la crise pétrolière, des pays alors non producteurs, comme la Chine, le Brésil, l'Inde ou encore la Grande-Bretagne, commencèrent à explorer leur propre sous-sol. La découverte de nouveaux gisements conduisit à une diminution de 30% des échanges mondiaux de pétrole brut.

LA FIN DE L'ÂGE D'OR

Depuis 1980, la production des nouveaux pays producteurs s'est accrue de 75%, ré-

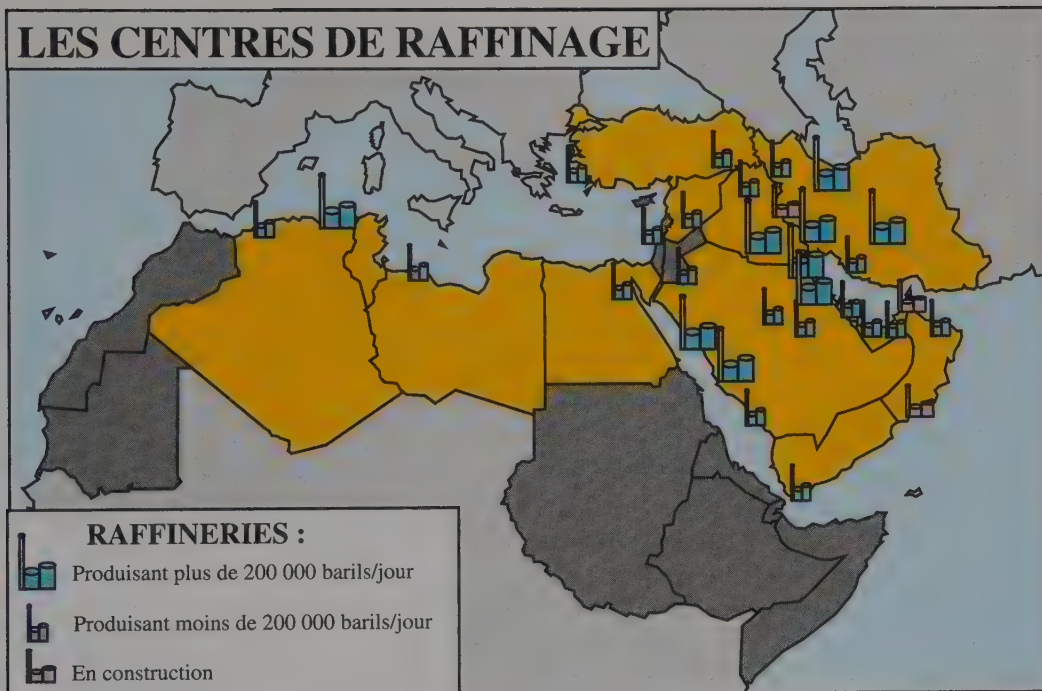
duisant la position dominante de l'OPEP sur le marché. Quant aux pays consommateurs, ils ont commencé à investir dans de nouvelles sources d'énergie et, pour contrer l'OPEP, ont créé l'Agence internationale de l'énergie (AIE), conçue au départ comme un cartel pouvant lui faire contrepoids.

L'Arabie séoudite, détentrice de 25 % des réserves mondiales de brut, imposa alors sa politique aux autres membres de l'OPEP. Elle réduisit sa production afin de maintenir des prix élevés et stables, et, en 1982, se fit l'avocat d'un système de partage du marché destiné à réduire la surproduction. Mais la plupart des pays membres, peu enthousiastes à l'idée de réduire leur niveau de vie, essayèrent d'échapper à ce système de quotas.

En 1985, l'OPEP, modifiant sa stratégie, tenta de reconquérir son emprise sur le marché en augmentant sa production. Une chute des cours du baril s'ensuivit, déclenchant une guerre des prix entre les pays du Golfe. En raison du caractère durable des incertitudes, les contrats à court terme remplacèrent de plus en plus les options d'achat à long terme et le marché au jour le jour connut une forte expansion.

A la fin de 1986, les pays producteurs du Proche-Orient ne représentaient que 20 % de la production mondiale contre près de 50 % avant 1973. Les tentatives d'accord avec les

LES CENTRES DE RAFFINAGE



producteurs non-membres de l'OPEP échouèrent. Les prix continuèrent de fluctuer autour de 10 dollars le baril, laissant les producteurs de l'OPEP avec un pouvoir d'achat inférieur à celui d'avant 1973. Seuls le développement de l'industrie du gaz et les revenus tirés des investissements précédemment effectués en Occident atténuèrent la récession des pays de l'OPEP. Ce retour à un pétrole bon marché conduisit les pays occidentaux à ralentir leurs coûteuses recherches en matière d'énergies de substitution et contribua à relancer la croissance

économique et la consommation. L'Extrême-Orient, devenu un des principaux importateurs de pétrole, joua un rôle de plus en plus important sur le marché pétrolier. En raison de la rapide expansion de leurs économies, le Japon et les nouveaux pays industrialisés du Sud-Est asiatique dépendent désormais à hauteur des deux tiers du pétrole du Golfe. Inversement, l'Europe a réduit sa dépendance vis-à-vis de ce brut à un tiers de ses besoins, les Etats-Unis au sixième des leurs. Conscients que leurs intérêts à long terme résidaient dans des évolutions lentes plutôt

que dans des ajustements spectaculaires, les pays de l'OPEP se contentèrent dès lors d'accompagner les hausses de prix reflétant les conditions du marché.

LE MARCHÉ PÉTROLIER ET LA GUERRE DU GOLFE

Cette politique s'avéra efficace et, à la fin de 1989, les prix avaient grimpé de façon soutenue jusqu'au niveau de 18 dollars par baril. La douceur de l'hiver ramena les prix à 15 dollars par baril. En mai 1990, l'OPEP réduisit sa production de 10 % afin de revenir aux niveaux de prix antérieurs. Afin de financer la reconstruction de leurs pays dévastés par huit années de guerre, l'Iran et l'Irak plaidèrent pour une augmentation des prix du brut. L'Irak réclama un seuil de 25 dollars par baril, ce que les Etats du Golfe refusèrent.

Les prix pétroliers constituèrent le premier des arguments brandis par l'Irak dans sa confrontation avec le Koweït. L'Arabie séoudite, le Koweït et les Emirats arabes unis, tous d'anciens producteurs dotés de suffisamment de réserves pour encore plus d'un siècle, pouvaient se satisfaire d'exercer un contrôle sévère des prix.

Afin de garantir la compétitivité du pétrole, notamment face à l'énergie nucléaire, il était en effet déjà, à l'époque, dans l'intérêt de ces

pays de décourager les investissements dans la recherche de nouvelles formes d'énergie. De plus, leurs relations privilégiées avec les pays consommateurs, en particulier avec les Etats-Unis, les empêchèrent de pratiquer de brusques changements de prix.

L'interdépendance économique mit en évidence des intérêts communs sur les plans politique et militaire. Les Etats-Unis, ayant abandonné l'idée d'autosuffisance énergétique, avaient estimé moins coûteux de dépendre des exportations en provenance du Golfe. Washington avait d'ailleurs fait savoir, à diverses occasions, qu'il considérait cette région comme vitale pour sa sécurité et qu'il y défendrait ses intérêts, par la force si cela s'avérait nécessaire.

Durant la crise du Golfe, les prix du baril de brut doublèrent, puis redescendirent à leurs niveaux d'avant la crise. L'Arabie séoudite compensa la perte de production de l'Irak et du Koweït. Dans ce contexte, la décision de l'ONU de décréter un embargo sur les exportations pétrolières en provenance de l'Irak et du Koweït occupé aboutit à un effondrement complet des économies de ces deux pays, le pétrole représentant les trois quarts de leur revenu total. A la fin de l'opération "Tempête du Désert", l'embargo fut maintenu à l'encontre de l'Irak. Les réactions du marché à la crise montrent que, en dépit d'une situation toujours excédentaire, des mouvements de panique face à

une possible pénurie continuent de représenter un risque sérieux. La vision à court terme des opérateurs et la nature spéculative du marché au jour le jour renforcent ces craintes.

FAUX ESPOIRS

Durant les années soixante-dix, les pays du Tiers Monde voyaient dans le contrôle des prix, instauré par l'OPEP, le premier pas vers un nouvel ordre économique mondial. A ce jour, aucun autre producteur de matières premières n'a réussi à dominer le marché international. L'âge d'or de l'OPEP n'aura, en fait, duré qu'une décennie. Le processus déclenché a conduit à une récession économique et à l'apparition de sources d'énergie alternatives, contribuant en définitive à contrer l'effet escompté par l'OPEP.

Dans les années soixante, les pays développés avaient misé sur une offre permanente de pétrole à bas prix. De 1973 à 1979, la facture pétrolière des pays occidentaux et les revenus de l'OPEP furent multipliés par dix. Dans les années soixante-dix, les pays membres de l'OPEP espéraient ainsi que les revenus tirés du pétrole continueraient de croître indéfiniment.

Cette erreur de jugement fut la source de faux espoirs et, le plus fréquemment, d'une

mauvaise utilisation de la rente pétrolière, dilapidée dans des dépenses somptuaires ou militaires. Certes les revenus pétroliers ont amélioré le bien-être des populations, mais ils n'ont pas forcément permis le financement d'un développement à plus long terme des pays du Proche-Orient.

Les attitudes et les politiques de chaque pays diffèrent fondamentalement selon leur capacité à "absorber" de forts revenus pétroliers, c'est-à-dire surtout selon les besoins induits par l'importance de leurs populations respectives.

Les pays fortement peuplés tels que l'Iran, l'Irak et l'Algérie ont tenté de répandre la manne pétrolière au sein d'économies par ailleurs sous-développées. La plupart de ces programmes de développement ont dû être interrompus au beau milieu de leur mise en œuvre lorsque les revenus pétroliers diminuèrent. Les Etats du Golfe, moins peuplés, ont choisi d'investir soit dans l'aval pétrolier (raffinage/distribution), soit directement en Occident.

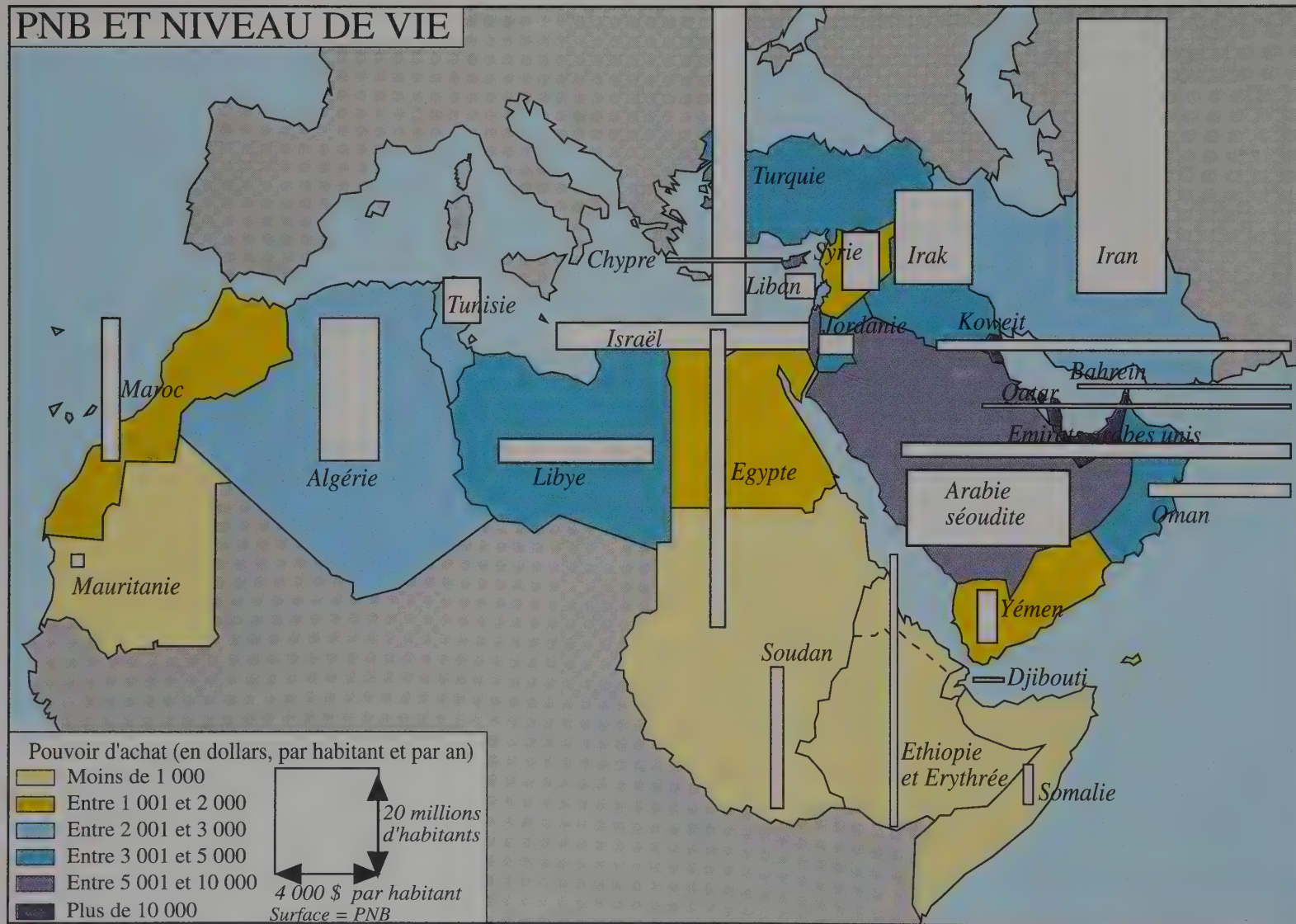
Bien que les activités de raffinage au Proche-Orient opèrent souvent à perte, elles ont permis aux pays producteurs de contourner les contraintes et les fluctuations du marché du brut. Des pays tels que le Koweït et l'Arabie séoudite ont ainsi réussi à développer des industries pétrolières verticalement intégrées.



CONVOITISES

Les inégalités sociales et régionales, plus fortes au Moyen-Orient qu'ailleurs, les ambitions de puissance de pouvoirs contestés qui cherchent une légitimité dans le prestige d'un rayonnement extérieur, militaire ou idéologique, et les rivalités et convoitises des puissances, grandes ou moyennes, se combinent en un terreau propice au développement des conflits. Tant les pouvoirs en place que ceux qui aspirent à les renverser jouent sur ces convoitises croisées.

PNB ET NIVEAU DE VIE



LE FERMENT DES INÉGALITÉS

Le monde arabe est la région au monde où les disparités économiques entre pays sont les plus marquées. En termes de niveau de vie (PNB par habitant ajusté du coût de la vie), le pays de la Ligue arabe le plus opulent, le Koweït, est ainsi 40 fois plus riche que le plus pauvre, la Somalie. En Afrique, cet écart n'est que de 15, et de 3 dans la CEE. A lui seul, le Koweït est d'ailleurs aussi riche que la Jordanie, le Yémen et le Soudan réunis, pour une population vingt fois moindre. L'Irak possède bien un PNB supérieur de 33% à celui du Koweït, mais sa population est presque dix fois importante.

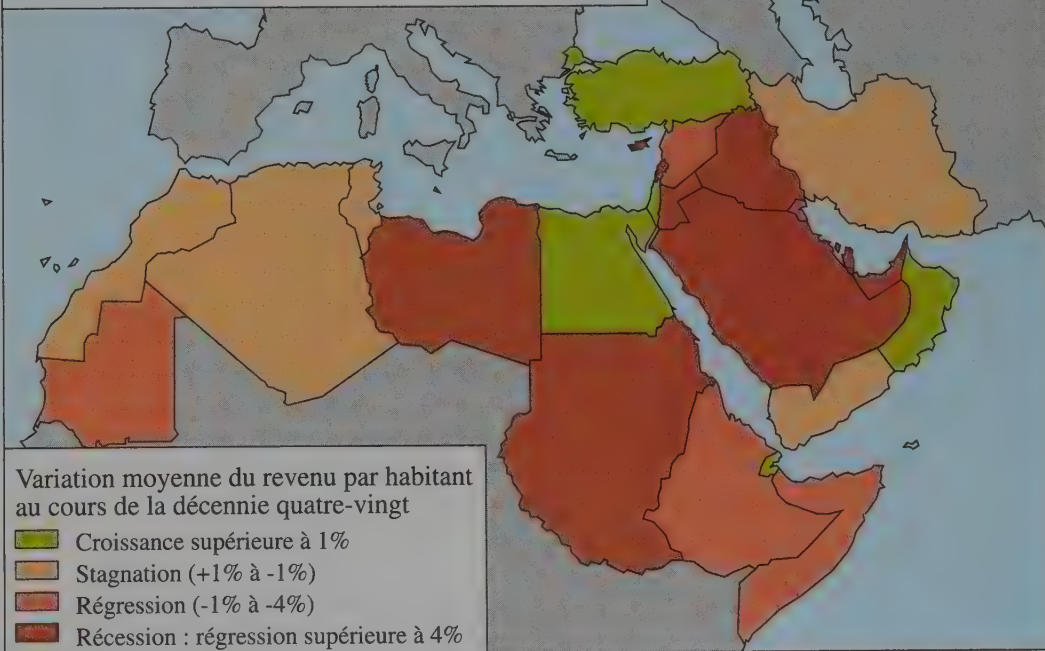
Ces inégalités de répartition des revenus se sont aggravées au cours des années quatre-vingt. Les pays riches, producteurs de pétrole, ont certes pâti de la dépression qui a affecté, au milieu de cette décennie, les marchés pétroliers, mais, de leur côté, les Etats pauvres du Sahel et de la corne de l'Afrique se sont appauvris davantage, en raison d'une croissance démographique bien supérieure à leur croissance économique. Les pays à revenus intermédiaires, ceux du Maghreb par exemple, ont à peine réussi à maintenir une croissance de leur PNB en phase avec l'augmentation rapide de leur population. Seuls quelques pays ont connu une croissance économique soutenue. Grâce au dévelop-

pement récent de sa production pétrolière, Oman est ainsi sur le point de rattraper le niveau de vie des autres monarchies pétrolières. La croissance iranienne est aussi un phénomène de rattrapage sur les effets de la Révolution islamique de 1979 et des huit années de guerre contre l'Irak. Chypre, la Turquie, Israël et l'Égypte se sont dotés de

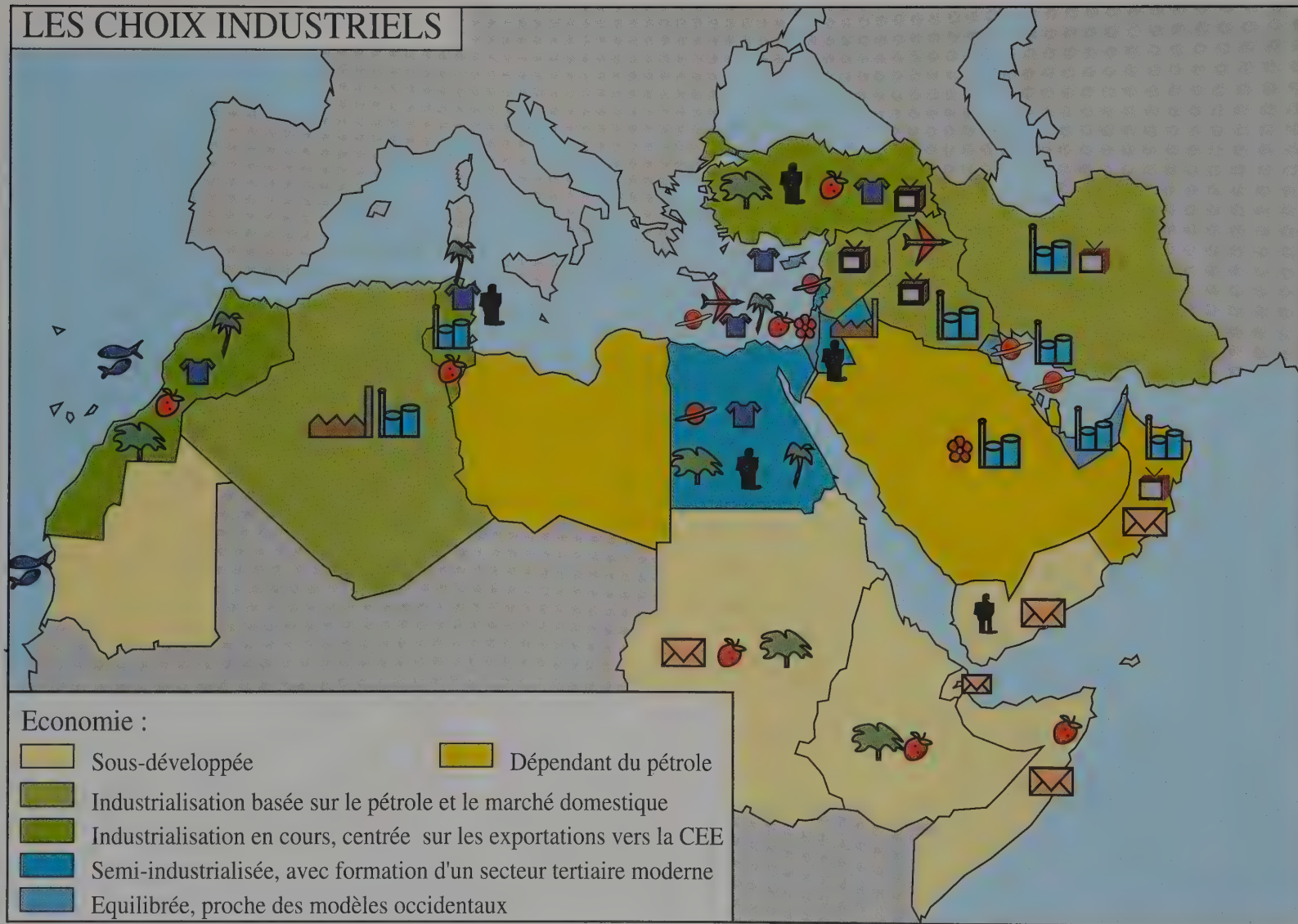
structures économiques leur permettant de profiter pleinement de leurs échanges commerciaux avec la CEE et leurs économies bénéficient d'une relative stabilité.

Les pays de la région qui ont connu des révolutions politiques ont opté pour des économies de type centralisé. L'Algérie est

CROISSANCE ET STAGNATION



LES CHOIX INDUSTRIELS



Principales sources de revenus

Industrie



Pétrochimie



Industrie lourde



Industrie de substitution aux importations



Industrie légère orientée vers l'exportation



Haute technologie

Agriculture



Agriculture traditionnelle productive



Agriculture d'exportation



Agriculture intensive



Pêche

Autres



Tourisme



Revenus des travailleurs émigrés



Services



Aide internationale

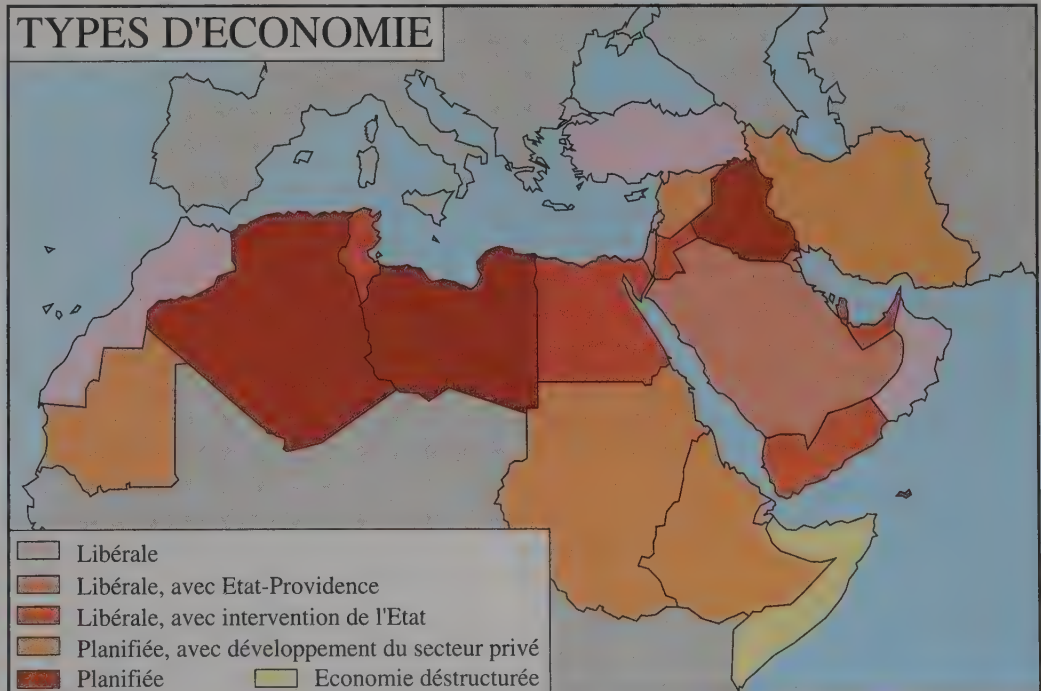
allée le plus loin dans cette voie, tandis que l'Egypte s'est montrée la moins persévérante, revenant dès le milieu des années soixante-dix à une politique économique plus libérale.

Confrontés à une crise économique qui les frappe de plein fouet, l'ensemble des Etats arabes se sont engagés sur la voie d'une libéralisation de leur économie, sauf l'Irak et la Libye qui, pour des raisons politiques, ont depuis 1988 stoppé la mise en œuvre de réformes économiques. Ces deux Etats ont

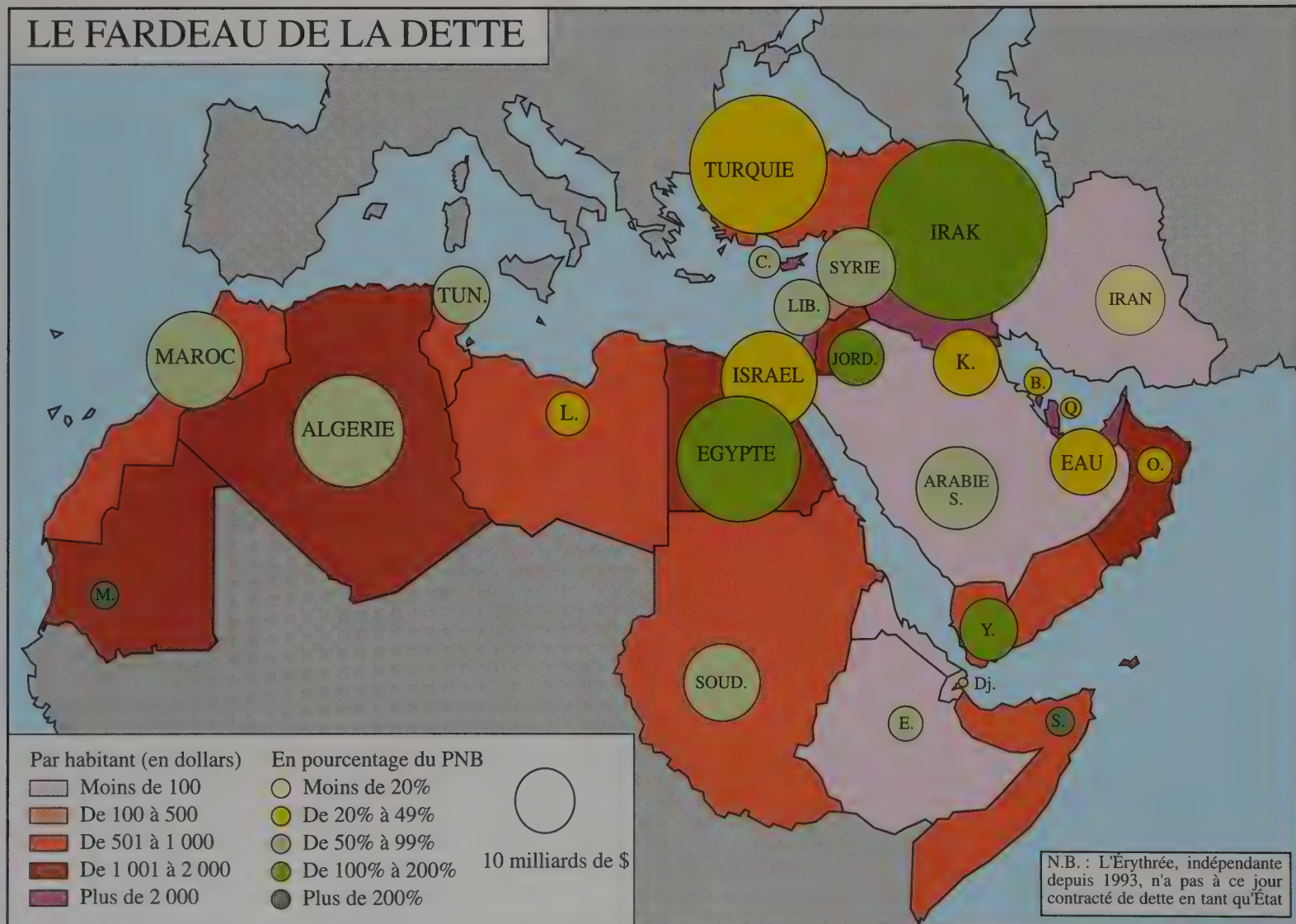
redouté qu'une libéralisation économique n'entraîne une perte de contrôle du pouvoir central sur les populations.

Tout aussi cruciaux sont les choix arrêtés par chaque pays en faveur de tel ou tel mode de développement. En l'absence de marché commun régional, seuls les pays les plus grands et les plus riches peuvent en effet se permettre de tableer sur un processus d'industrialisation. Deux types d'industrialisations ont conduit à des résultats diamé-

TYPES D'ECONOMIE



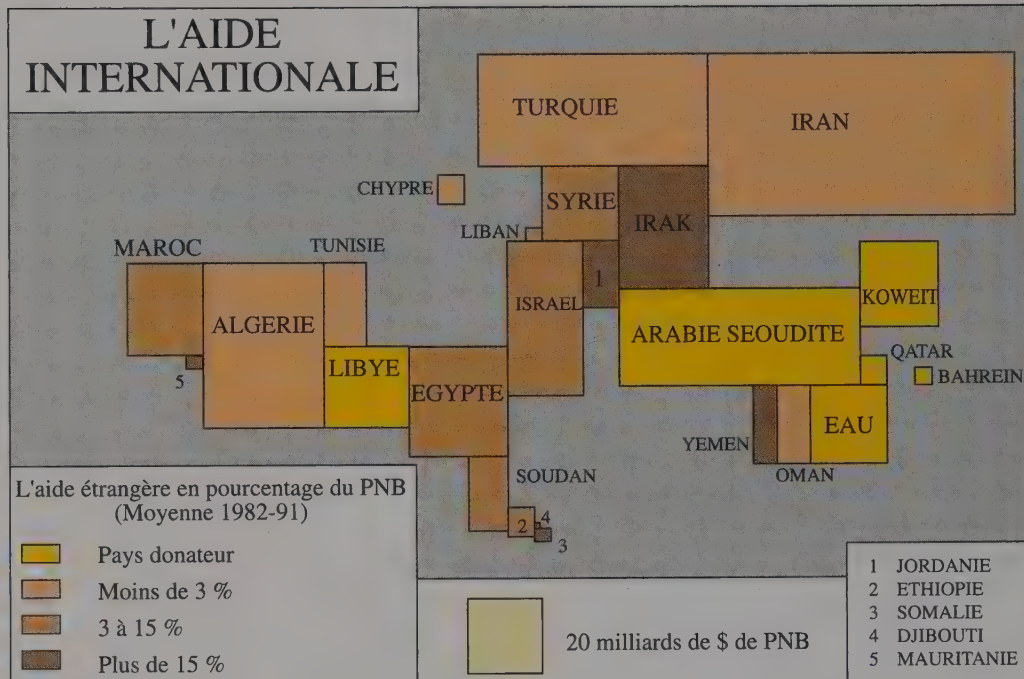
LE FARDEAU DE LA DETTE



tralement opposés : recherche d'exportations avec une part croissante de valeur ajoutée et substitutions aux importations. Souci d'indépendance, voire de fierté nationale, ont prévalu dans le contexte des années soixante dans ce second choix.

L'expérience prouve, en particulier dans le cas algérien, que cette politique se heurte à des réalités incontournables : étroitesse du marché intérieur, tensions inflationnistes, appel nécessaire à des capitaux extérieurs, spirale de l'endettement, puis recours au protectionnisme, etc. La priorité donnée à l'industrie lourde s'est traduite le plus souvent par une ponction excessive sur le surplus dégagé par le secteur primaire. En Irak et en Iran, la même politique de satisfaction des besoins intérieurs a été menée, mais en Irak il s'agissait principalement des besoins d'armements et en Iran des industries de consommation. Dans les deux cas, l'échec est moins massif qu'en Algérie.

D'autres pays tels l'Egypte, la Syrie et surtout la Turquie ont mieux réussi : leur choix s'est porté principalement sur des industries de montage permettant de couvrir des besoins à la fois intérieurs et régionaux. Parallèlement, Chypre, le Maroc et l'Egypte tirent leurs principales ressources économiques des échanges avec l'extérieur : tourisme, produits agricoles et industrie légère. Le niveau de vie des Chypriotes grecs a nettement dépassé celui des Grecs continentaux et, bien que leur



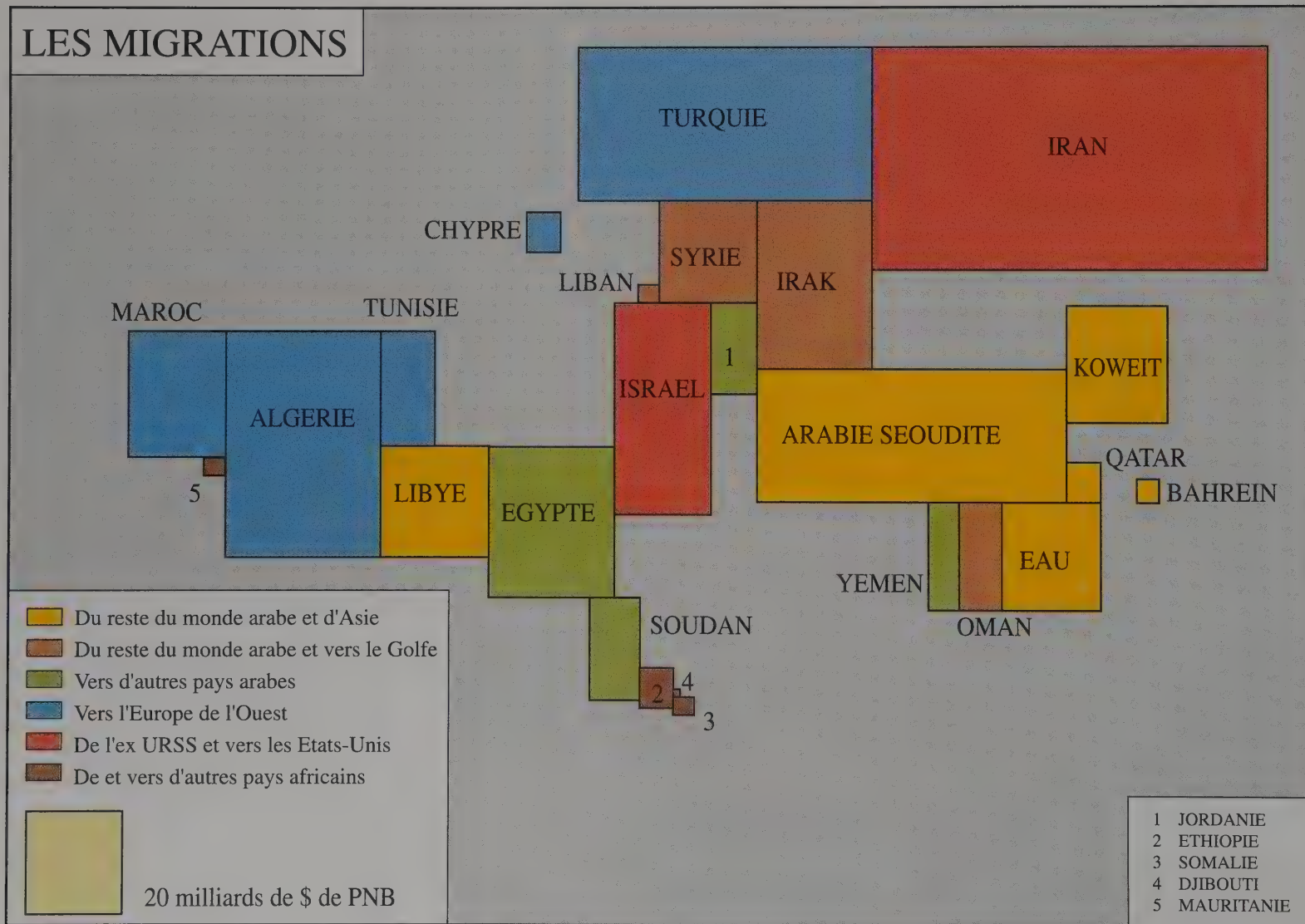
PNB par habitant soit encore la moitié de celui de l'Algérie, on parle pour le Maroc ou la Turquie de "dragons méditerranéens". Le Liban avait mis en œuvre une politique similaire, jusqu'à ce que la guerre civile de 1975 n'interrompe le commerce et la production.

REDISTRIBUTION DES REVENUS ET ENDETTEMENT

Le pétrole, de même que le gaz, jouent un rôle essentiel au Proche-Orient. Les pays à la

pointe du développement économique au début du siècle (Liban, Egypte), ont été largement dépassés par les pays du Golfe et la Libye, dont l'économie était à l'époque rudimentaire. Les monarchies pétrolières ont, contrairement à l'idée communément répandue, développé des systèmes socio-économiques variés, utilisant de manière très différente d'un pays à l'autre leurs diverses ressources. Le revenu par habitant de ces pays les place cependant à un niveau de pouvoir d'achat plus bas que la moyenne des pays de l'OCDE. Néanmoins, ces Etats, en

LES MIGRATIONS

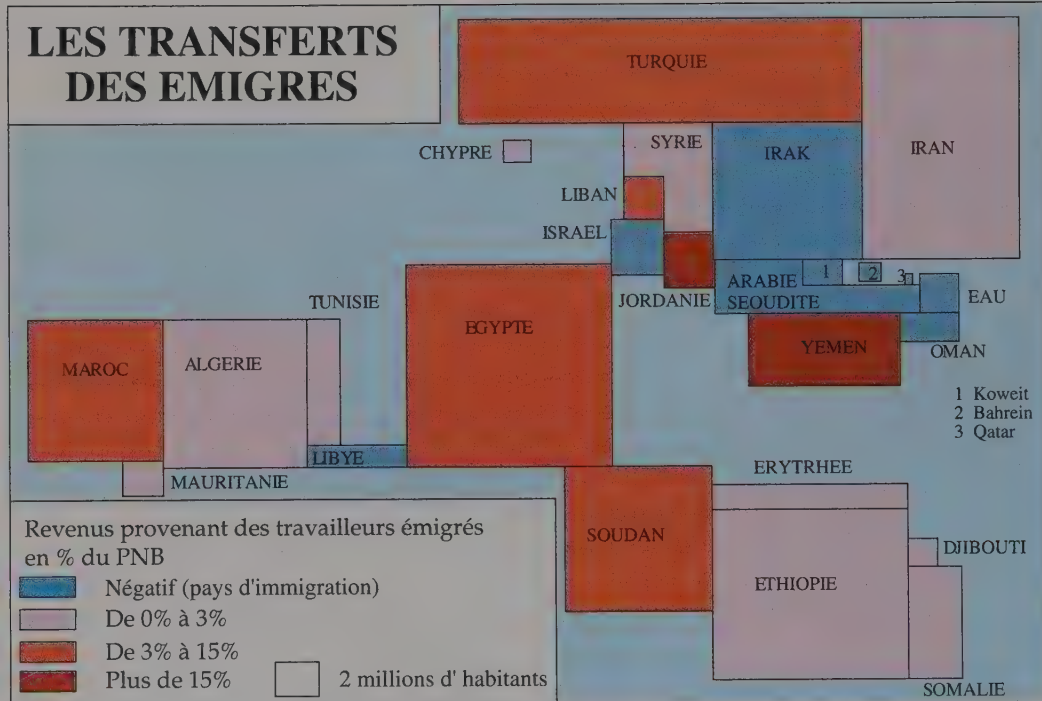


particulier l'Arabie séoudite et le Koweït, dépensent en proportion de leur revenu dix fois plus que les pays occidentaux au chapitre de l'aide au développement, en faveur essentiellement du reste du monde arabe.

La redistribution des revenus pétroliers au sein des pays arabes s'effectue aussi sous la forme de rapatriement des revenus des travailleurs arabes émigrés. Oman, toujours aidé par les autres pays du Golfe malgré son décollage, et Israël, qui profite de l'aide économique américaine et d'une main-d'œuvre arabe à bon marché originaire des Territoires occupés, ont longtemps partagé avec l'Irak, soutenu durant la guerre contre l'Iran par les Occidentaux, la situation enviable de pays riches figurant parmi les premiers bénéficiaires au monde de l'aide internationale rapportée au nombre d'habitants.

La plupart des pays de la région connaissent un niveau d'endettement comparable à celui des pays d'Amérique latine. Durant les années 80, la Tunisie, la Turquie, l'Égypte, l'Algérie et le Maroc ont dû accepter les programmes d'ajustement structurels du Fonds monétaire international (FMI), avec des conséquences sociales et économiques immédiates. La communauté internationale des pays créanciers a en revanche renoncé au remboursement de la dette des pays situés plus au sud : le Soudan, l'Éthiopie et la Somalie connaissent de terribles famines chroniques, aggravées par des guerres civiles

LES TRANSFERTS DES EMIGRES



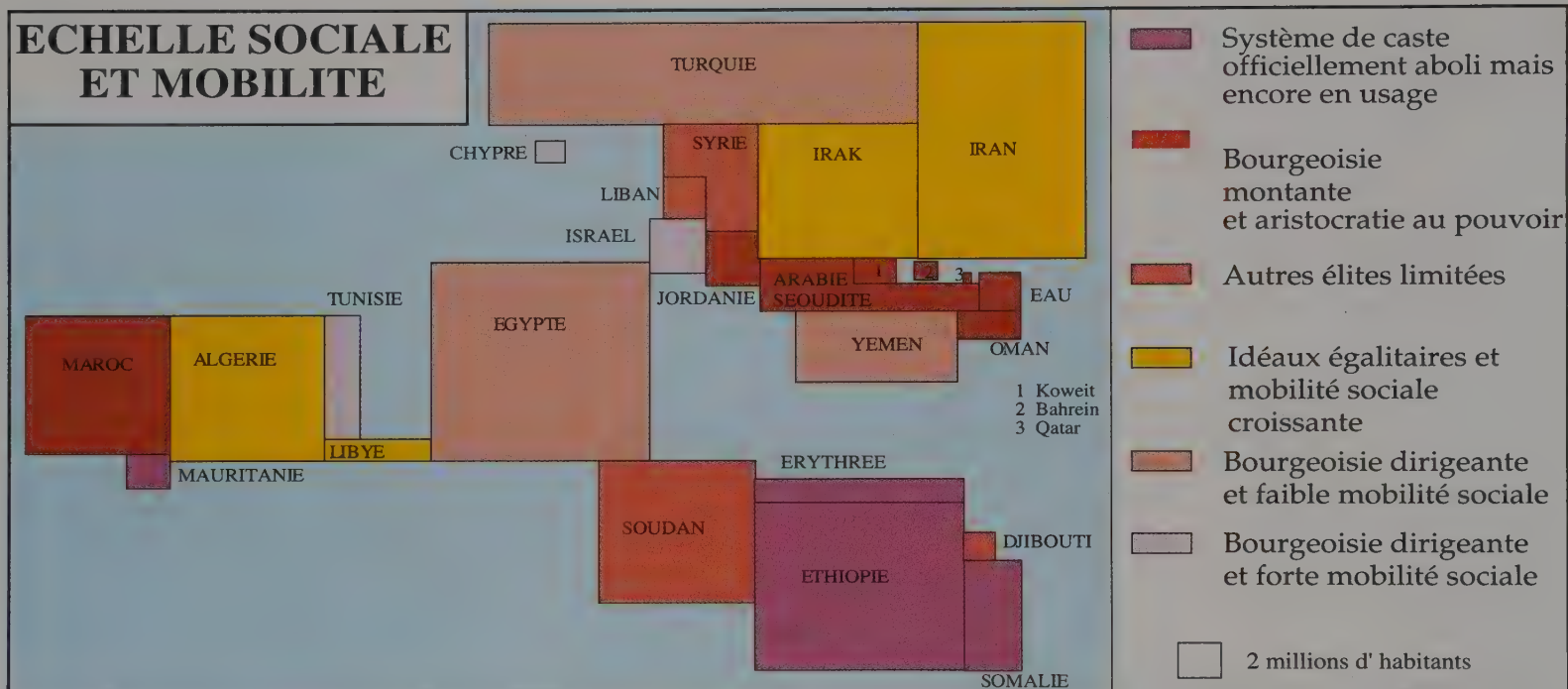
incessantes. L'Irak, qui au total a reçu deux fois plus d'aide que n'importe quel autre pays arabe, a interrompu les remboursements de sa dette quelques mois avant d'envahir le Koweït. Auparavant, il avait refusé les programmes d'ajustement structurel du FMI.

DISPARITÉS SOCIALES ET RÉGIONALES

Les disparités sociales qui prévalent dans chaque pays alimentent le mécontentement et

les frustrations de couches entières de la population. En Arabie séoudite et à Bahreïn, ces inégalités sont contrebalancées par l'existence d'une véritable couverture sociale. En réalité, l'inégalité de répartition des revenus n'est pas plus grande dans la plupart des pays de la région qu'en Europe de l'Ouest. De ce point de vue, la Libye et Israël sont sans doute les pays les plus égalitaires au monde (bien que dans les deux cas cette affirmation ne vaille que pour les citoyens, à l'exclusion des étrangers). L'injustice est également criante en matière de mobilité

ECHELLE SOCIALE ET MOBILITE



sociale. Le système des clans, les groupes ethniques et la citoyenneté jouent là un rôle significatif. L'apparition de classes moyennes s'est cependant accompagnée de fortes demandes en faveur de réformes des structures sociales et politiques, en particulier dans les pays du Golfe.

A l'intérieur même de chaque pays, les disparités régionales ont tendance à s'accroître. Plusieurs facteurs favorisent ce phénomène : l'industrialisation, l'insertion dans l'économie mondiale et la concentration du pouvoir.

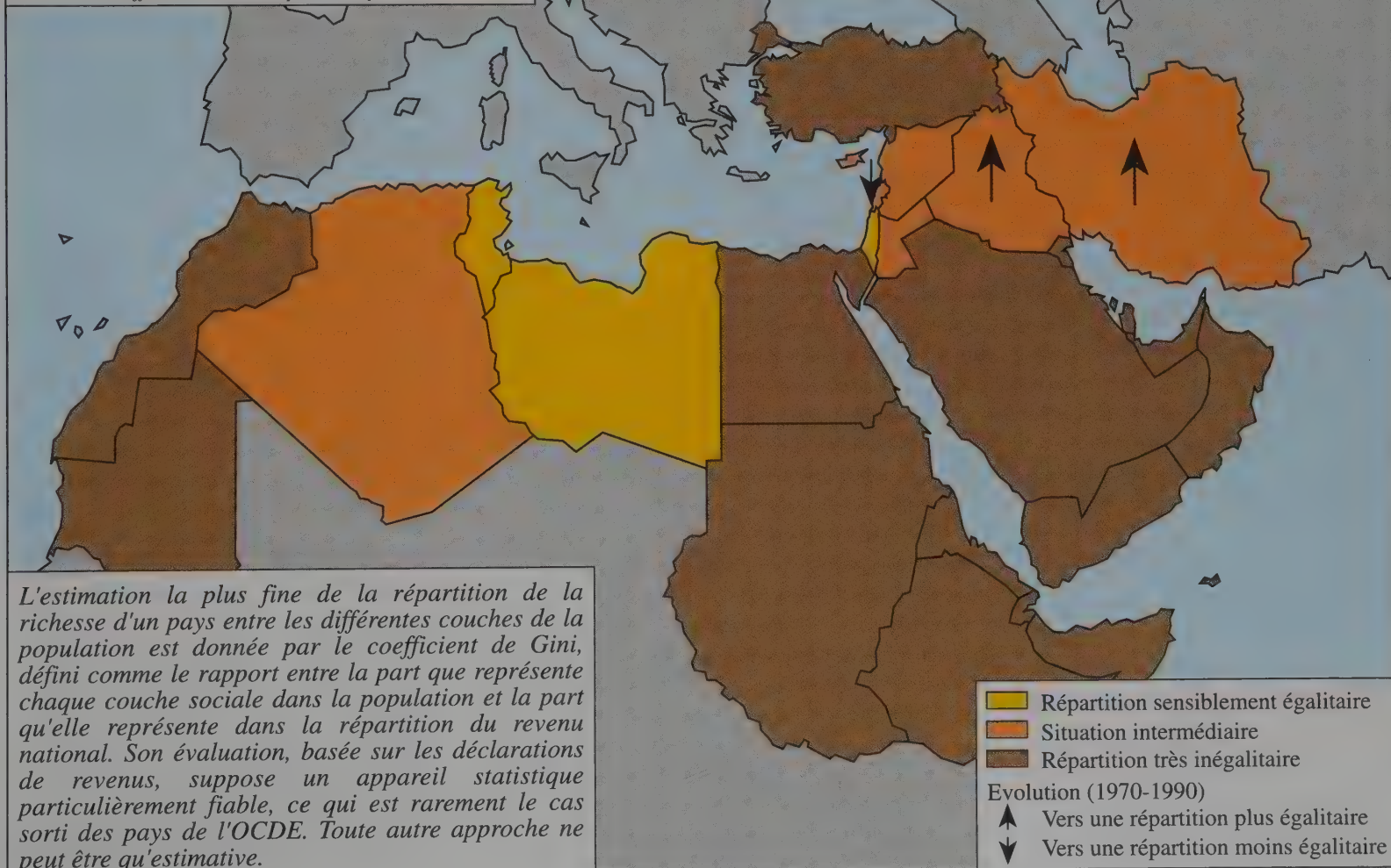
Croissance démographique incontrôlée et industrialisation se combinent pour concentrer dans les villes les forces vives de chaque nation : populations en âge de travailler et, de façon encore plus discriminante, les sections les mieux éduquées de celles-ci. Le fossé se creuse entre villes, certes surpeuplées, mais où se développe une bourgeoisie active et campagnes, qui ne bénéficient que d'une faible part des investissements. Cette disparité était déjà criante au Liban en 1975, elle s'est depuis accentuée en Egypte ou en Turquie.

Par une politique de prix différenciés, les gouvernements ont orienté les surplus provenant des industries primaires (agriculture, extraction) vers les activités industrielles ou de services concentrées dans les villes.

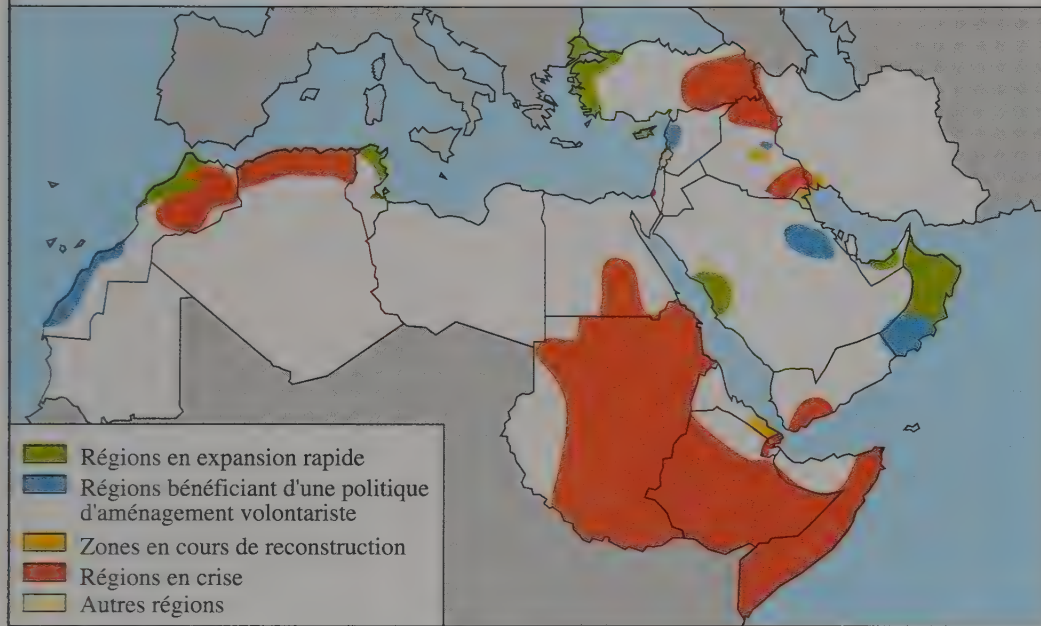
L'insertion de la région dans l'économie mondiale suppose aussi que les ports et leur immédiat arrière-pays bénéficient d'infrastructures leur permettant d'être compétitifs. Phénomène connu dans le Tiers Monde, on assiste ainsi à un décalage croissant entre

RICHESSSE ET INEGALITE

D'après la péréquation du pourcentage de la population au-dessous du seuil de pauvreté, de la part de PNB revenant aux 20% les plus riches, et du coefficient de Gini lorsqu'il est disponible



L'ACCROISSEMENT DES INEGALITES REGIONALES



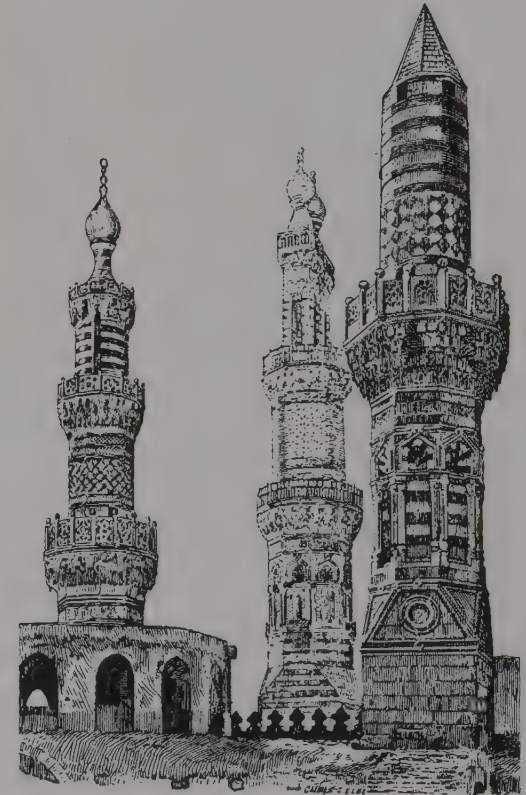
zones en interface avec le reste du monde (la plaine marocaine, la région de Tunis, la côte égéenne de la Turquie, le delta du Nil) et des zones qui stagnent dans le sous-développement (Atlas marocain, Sud-tunisien, Anatolie, Haute-Egypte).

Certaines politiques volontaristes ont insufflé dans des régions excentrées et sécessionnistes des sommes considérables, mais elles constituent plus l'exception que la règle (Darfour, Sahara Occidental). La norme étant

plutôt de capter la richesse minière des régions peu sûres au profit de la capitale (Kurdistan irakien, Sud-Soudan, Zouérate en Mauritanie). Dans les Etats où le pouvoir est aux mains d'une faction régionale, la zone d'origine des dirigeants bénéficie même d'une véritable manne (Takrit en Irak, Lattaquié en Syrie).

L'accumulation de ces disparités et l'absence générale de politique d'aménagement du territoire stimulent les forces centrifuges. La

région est passée d'une situation où, à l'intérieur de chaque pays, des capitales, parfois saisonnières et multiples, concentraient la richesse, mais où la moyenne des zones cultivées constituait un bloc homogène (les zones de nomadisme fonctionnant plus sur l'échange que sur la production), à une situation de forts contrastes régionaux.

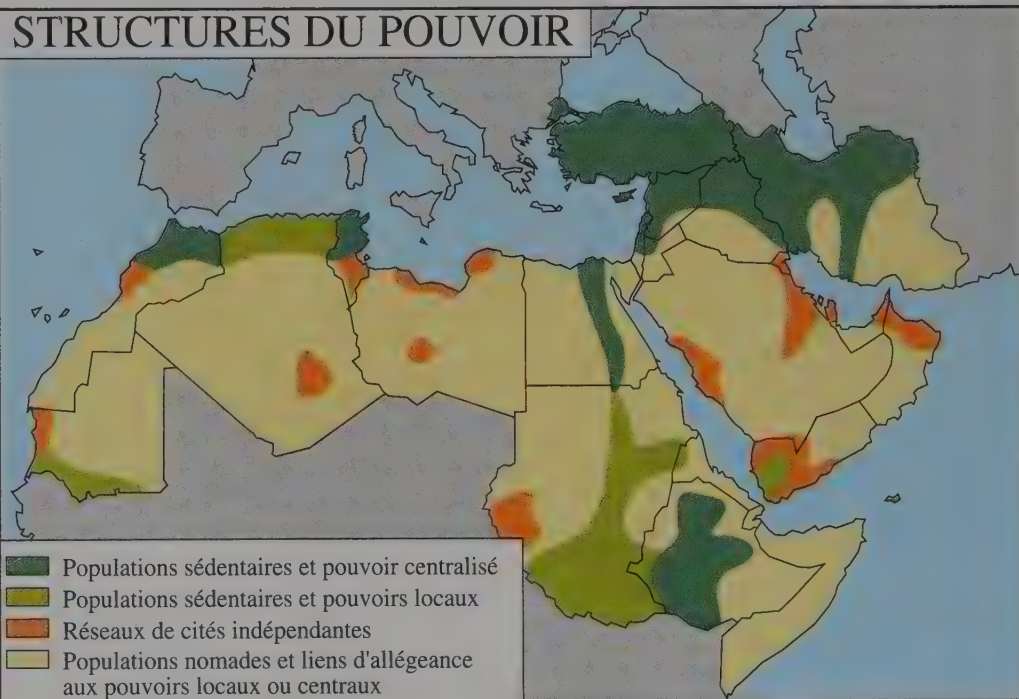


IDENTITÉS ET AMBITIONS

La zone arabe présente une particularité riche de conséquences. Divisée comme le reste de la planète en Etats souverains créés sur le modèle européen moderne de l'Etat-nation, et qui adhèrent individuellement aux Nations unies, tous les Etats arabes se reconnaissent dans une même nation, la nation arabe.

Chaque capitale importante, politique comme Le Caire, Bagdad, ou Damas, ou religieuse comme La Mecque, constitue un pôle potentiel de contrôle de l'ensemble du monde arabe. De sorte que chaque pays arabe qui, du moins en théorie, aspire à l'avènement d'un Etat-nation arabe, peut être perçu comme une puissance revendicatrice.

La colonisation a abouti au découpage actuel. Les rivalités entre les différents pôles de la région l'ont pérennisé. Les Etats arabes devenus indépendants entre les années vingt et les années soixante-dix ont tous eu rapidement comme priorité d'asseoir leur légitimité. L'indépendance obtenue après des siècles de domination, ottomane puis européenne, devait avoir pour corollaire quête d'identité et affirmation de puissance. Par contraste avec les Etats d'Afrique noire qui ont acquis leur indépendance pendant ce même demi-siècle, les régimes arabes avaient certains atouts pour affermir leur pouvoir : plus grande homogénéité ethnique, revenus plus abondants, mémoire directe de passés glorieux et administration préexistante.



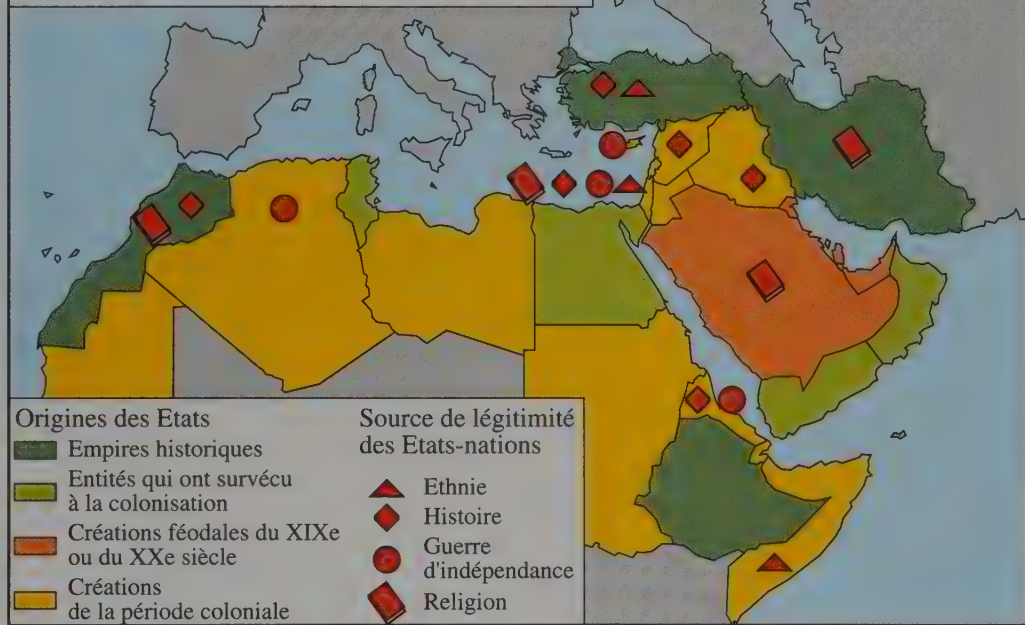
LES FONDEMENTS DES LÉGITIMITÉS ÉTATIQUES

Tous les Etats de la région sont des créations modernes. Même les trois anciens empires que sont la Perse, l'Abyssinie et surtout la Turquie sont passés par des révolutions qui ont complètement restructuré leurs identités étatiques : l'Iran de l'imam Khomeiny autour

de la religion par opposition au règne d'une famille, la Turquie kémaliste sur une base ethnique et non plus dynastique. L'effet fédérateur du socialisme escompté en Ethiopie par le colonel Mengistu s'est en revanche révélé illusoire.

L'Etat d'Israël a combiné, avant même sa création, tous les éléments qui dans le reste

CONSTRUIRE UNE NATION



de la région ont servi de légitimation à l'existence des Etats : références historiques, ethniques et religieuses et ciment de la lutte d'indépendance. Les Etats qui sont de pures créations coloniales n'ont pas tous connu le même succès dans leur tentative de bâtir une nation. Les références à un passé glorieux ne se sont révélées efficaces que dans les pays qui préexistaient à la colonisation (Maroc, Egypte). Celles à une homogénéité ethnique ont conduit soit à l'écclatement du pays (Somalie), soit à la rébellion de populations allogènes (Kurdes), soit à l'hostilité des exclus (Israël). Les luttes d'indépendance ont

en revanche constitué un fort creuset d'identité nationale, surtout dans les pays arabes qui étaient auparavant composés de provinces et populations distinctes. Ainsi la Libye a réussi à maintenir l'unité entre trois régions distinctes : la Tripolitaine, la Cyrénaïque et le Fezzan. L'Algérie a su couler dans une même nation les peuples de la côte méditerranéenne et de l'intérieur, et même les populations berbères, si elles se sentent distinctes de la nation arabe, se sentent algériennes. Inversement le Soudan, déchiré depuis les années soixante-dix, et la Mauritanie, qui a connu une série de troubles

au début des années quatre-vingt-dix, représentent les échecs les plus sévères de tentatives de création étatiques. Leurs difficultés proviennent principalement du fait que leurs frontières englobent des populations fondamentalement différentes et depuis longtemps opposées : d'Afrique noire et du monde arabo-saharien. On retrouve le même problème dans l'ensemble des pays du Sahel.

La guerre Iran-Irak a mis en lumière les succès et les limites des processus de légitimation étatique mis en œuvre. Alors que les Arabes sunnites du Khouzistan iranien et la majorité des Chiites d'Irak sont restés, pendant le conflit, loyaux à leurs pays respectifs, les populations kurdes, persécutées de part et d'autres de la frontière, se sont alliées avec les ennemis de leurs oppresseurs.

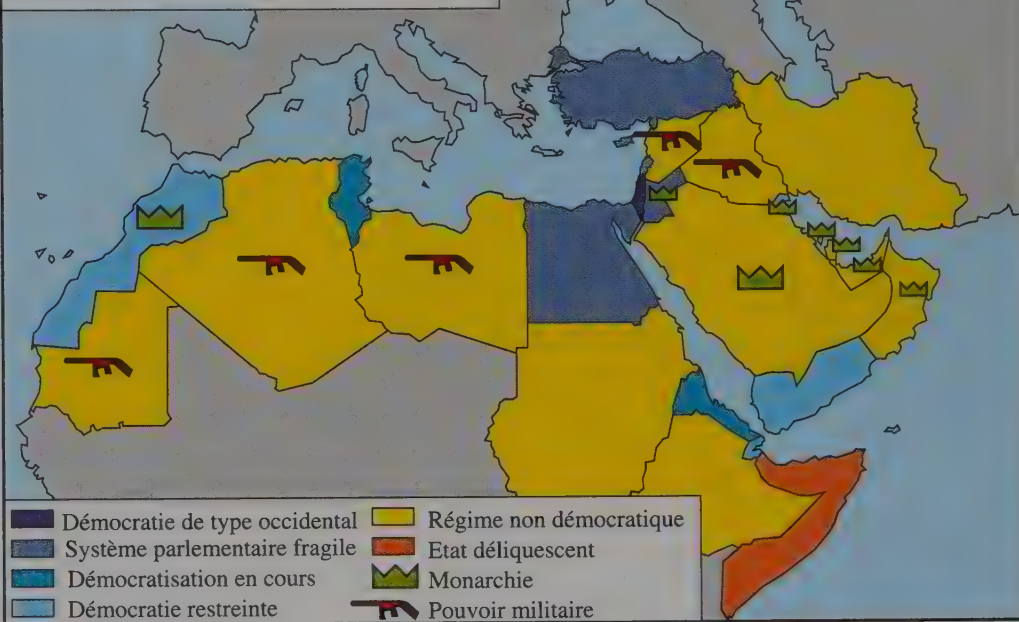
Les monarchies du Golfe ne tombent dans aucune des catégories décrites. Seuls exemples de créations féodales modernes, elles tirent leur légitimité de l'allégeance à une famille ou à un clan. Ces constructions ont en commun d'être apparues dans des régions peu peuplées où coexistaient réseaux de villes marchandes, oasis agricoles, et nomades. La notion du contrôle de l'espace y était fondamentalement différente de celle qui prévalait dans les régions de peuplement sédentaire continu. Les déserts et leurs points de contacts avec le reste du monde sont des espaces ouverts où la possession du territoire, improductif, a moins de sens que le contrôle des flux d'échanges. L'administration telle qu'elle existe dans les empires ou royaumes issus de civilisations agricoles n'a pas lieu

d'être. La conception arabe traditionnelle de l'espace, un centre impérial entouré d'une série de régions qui partent en étoile vers les différents points cardinaux, ne s'applique pas. Il n'y a pas un centre mais des réseaux pour le contrôle desquels les différentes familles dominantes s'opposent. La découverte du pétrole, en valorisant le territoire, a changé les données du problème. Alors que la région se constituait en Etats, les familles régnautes ont cherché à sédentariser les populations.

Tous les Etats de la région ont entrepris de sédentariser leurs populations nomades, parfois violemment comme en Irak, en Syrie ou en Algérie. L'Etat moderne s'accommode mal de populations migrantes qu'il contrôle peu. Les nomades dont l'espace recouvrait plusieurs Etats ont été sommés de choisir une nationalité. L'Arabie séoudite, bien qu'elle ait été formée par des guerriers nomades, ne fait pas exception. Déjà les premiers Wahhabites croyaient aux vertus de la sédentarisation. La Libye de Kadhafi est un cas unique dans la mesure où, pour réaffirmer les racines et les buts du régime, celui-ci contraint périodiquement son administration à vivre dans le désert sous la tente.

Un des autres piliers du régime libyen est le "petit livre vert" du Guide de la révolution. Le colonel Kadhafi y tente une synthèse entre socialisme et Islam. L'Islam est en effet la source de légitimité la plus sûre pour beaucoup de régimes de la région. Sans parler de la théocratie iranienne ni du puritanisme séoudien, plusieurs régimes en difficulté font une référence de plus en plus ouverte à

NATURE DES REGIMES



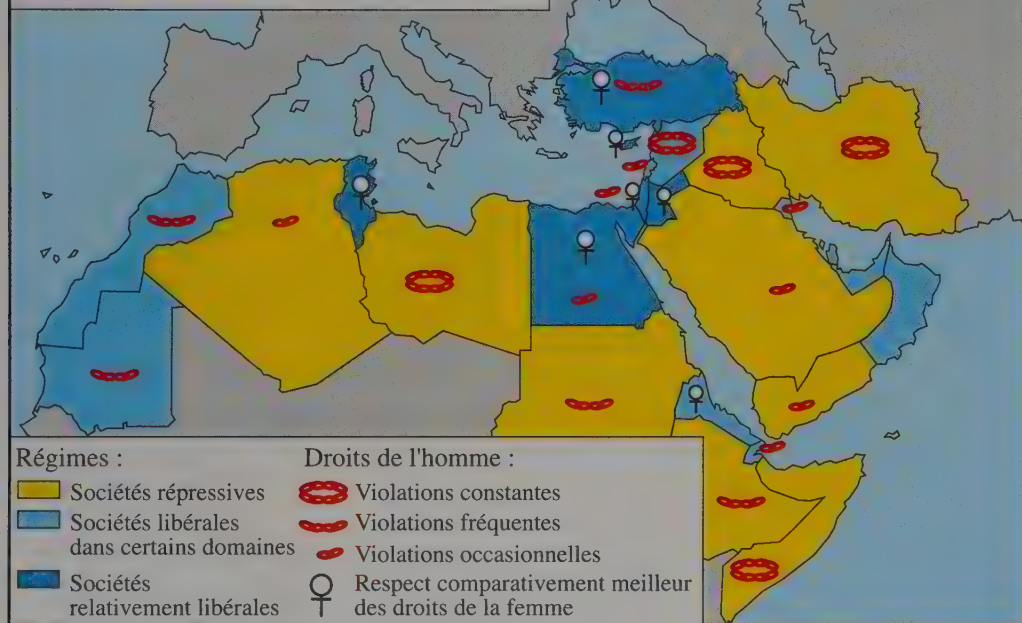
l'Islam : le Soudan où la charia est parfois appliquée à la lettre, l'Irak où, au cours de la guerre du Golfe, les références à la communauté des croyants et à la guerre sainte ont été croissant, la Turquie même qui s'est fortement départie de son dogme de laïcité. Les seules monarchies qui subsistent en dehors du Golfe sont celles du Maroc et de Jordanie. Le roi Hussein depuis la guerre du Golfe porte à nouveau son titre de "cherif de La Mecque" et le roi Hassan II, "commandeur des croyants", a établi une relation politico-religieuse complexe avec son peuple.

On constate partout dans le monde arabe que, depuis la mort de Nasser et la transformation des partis Baas en partis de gouvernement, les appels au nationalisme étatique ont remplacé la référence au nationalisme arabe.

EXERCICES DU POUVOIR

Les régimes de la région ont cru limiter les risques de mise en cause par leurs populations en leur accordant peu de droits politiques. Le Liban a constitué une exception notable dans le contexte arabe mais

LIBERTE ET REPRESSION



le système s'est désintégré à partir de 1975 dans la guerre civile.

Un argument souvent avancé est que la culture arabo-islamique laisserait moins de place à l'individu que la culture judéo-chrétienne. Même si la démocratie, telle qu'on la conçoit en Occident, est une notion plutôt étrangère aux cultures moyen-orientales, l'histoire de l'Islam des origines montre que ce système de pensée a aussi produit des formes de gouvernement "pour et par le peuple". La plupart des expériences démocratiques contemporaines au Moyen-

Orient ont cependant fait long feu comme au Soudan en 1989 ou au Koweït en 1986.

Toutefois, au cours des années quatre-vingt, des pays comme l'Egypte, la Jordanie, la Tunisie ou la Turquie ont commencé à mettre ou remettre en pratique leurs intentions démocratiques. Cependant, on ne peut parler de réel "retour" à la démocratie qu'en Turquie où en 1983 le pouvoir a été rendu aux civils. En Tunisie, le Néo-Destour est toujours aux commandes depuis l'indépendance et le parti nassérien en Egypte depuis la révolution. L'absence de réelles

perspectives d'alternance n'est pourtant pas synonyme d'immobilisme. En particulier l'Egypte a, au nom du même régime, connu plusieurs tournants radicaux. Le régime socialiste et nationaliste fondé par Nasser est passé dans les années soixante-dix sous le président Sadate à "l'infitah", l'ouverture économique libérale, assortie d'une répression accrue pour gérer ses conséquences politico-sociales, puis, dans les années quatre-vingt avec Hosni Moubarak, à un recentrage de la politique économique vers plus de considérations sociales permettant d'accorder à l'opposition une plus grande marge de manœuvre.

S'il n'y a pas, dans le monde arabe, de tradition démocratique au sens occidental du terme, il existe par contre une longue tradition de "gouvernement éclairé". En particulier à Oman, où le souverain est assisté d'un conseil informel, élu non selon un procédé politique mais suivant une organisation clanique. A la différence de nombreuses instances similaires dans d'autres pays du Golfe, ses avis sont écoutés. En Arabie séoudite, le conseil est composé des chefs de la très nombreuse famille royale. Plusieurs monarchies du Golfe se réclament d'un despotisme éclairé. Au Koweït ou à Bahrein, les politiques de protection sociale des citoyens et de constitution de réserves pour l'avenir n'ont rien à envier à leurs équivalents européens. Le gouvernement mis en place en Algérie depuis 1991 se réclame d'une démarche similaire : non démocratique, il entend cependant agir dans l'intérêt supérieur de la nation en danger.

La répression n'en est pas moins lourde. L'Irak partage avec la Syrie le record de la violation des droits de l'homme. Le président syrien Hafez El Assad, parfois qualifié de "Bismarck du Moyen-Orient" pour les succès de sa *Realpolitik*, réussit à éradiquer toute opposition malgré l'aggravation de la crise économique qui touche le pays. Dans la plupart des autres pays, les citoyens jouissent d'une certaine liberté du moment qu'ils ne menacent pas le régime. La répression en matière de criminalité ou de dissidence est particulièrement dure en Syrie, en Libye et en Iran.

De bonnes relations politiques avec l'Occident ne sont cependant en rien garantes de libertés pour les individus comme les accusations portées contre l'Arabie séoudite ou le Maroc en témoignent. La Libye et l'Iran pour leur part se réclament clairement de valeurs en contradiction avec celles de l'Occident.

L'étendue des droits civiques dépend dans les autres pays du degré de confiance des régimes en leur pouvoir. Les régimes où le pouvoir est aux mains d'une minorité sont particulièrement répressifs.

Dans les pays comme l'Egypte, où les structures étatiques sont bien établies, l'Etat ne ressent pas le besoin d'intervenir dans la vie privée des citoyens. La même remarque s'applique à la Turquie, à l'exclusion du problème kurde, et de façon générale dans les pays arabes fortement occidentalisés (Koweït, Bahrein) et en Israël. Aussi bien la Tunisie,

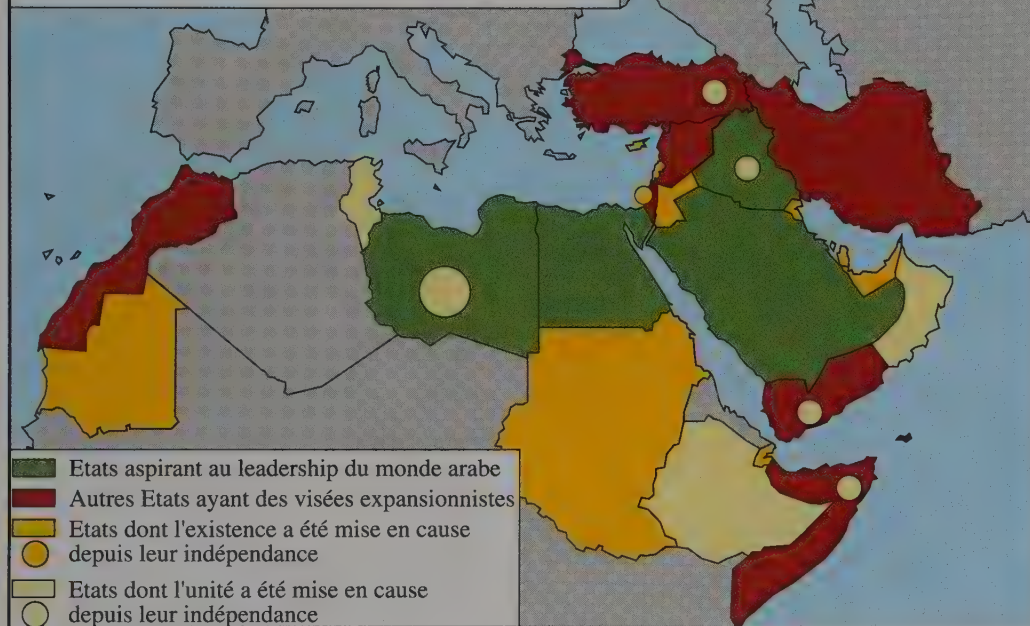


qui a une forte tradition de contacts avec l'extérieur, que la Jordanie, où l'influence anglaise est prégnante, laissent un assez grand espace aux libertés individuelles de type occidental.

La plupart des pays de la région doivent par ailleurs faire face à des problèmes de minorités. Le seul conflit local qui se soit conclu sur une véritable paix est celui du Dhofar, au sud d'Oman, où une politique inventive et courageuse a permis de réunifier l'ensemble du sultanat. Pendant les six mois où l'attention du monde était focalisée sur la

crise du Golfe, la communauté noire de Mauritanie a subi des pogroms, la lutte s'est intensifiée entre les mouvements indépendantistes du Sud et le gouvernement central du Soudan, les Coptes ont été persécutés par des fondamentalistes égyptiens, les Kabyles se sont élevés contre la politique d'arabisation en Algérie, les affrontements en Somalie ont dégénéré en guerre civile et le Nord s'est déclaré indépendant, les Tigréens ont renversé la dictature du colonel Mengistu en Ethiopie et la répression contre les indépendantistes kurdes s'est intensifiée en Turquie.

PUISSANCES INSATISFAITES



PUISSANCES REVENDICATRICES

L'agression irakienne contre le Koweït a produit les réactions que l'on connaît pour des raisons bien spécifiques : nouvelle entente Est-Ouest, brutalité de l'agression, déséquilibre entre agresseur et agressé, intérêts en jeu, risque de déstabilisation d'une région vitale pour l'Occident. L'ampleur de la réaction internationale doit être évaluée à l'aune des risques de déstabilisation de l'ensemble de la région et des appétits qui s'y confrontent. La zone arabe et plus encore le Proche-Orient que le Maghreb sont le terrain

d'affrontements d'ambitions parfois compatibles, le plus souvent rivales. Les inégalités criantes décrites plus haut sont un facteur d'instabilité et ce n'est pas l'action des grandes puissances qui, jusqu'à une période très récente du moins, a calmé le jeu.

En Occident, et depuis les années cinquante, l'URSS était perçue comme la puissance jouant dans la région le jeu de la déstabilisation, profitant de l'alliance entre Israël et les Etats-Unis pour flatter le nationalisme arabe et, à travers les "puissances insatisfaites" locales, celles qui

aspirent à des changements importants, mieux prendre pied dans la région. Ainsi, l'Egypte puis la Libye, la Syrie et l'Irak se sont plus ou moins rapprochés de l'Union soviétique, se posant chaque fois en défenseurs de la cause arabe. Or l'URSS, qui s'est d'abord métamorphosée en puissance conservatrice du point de vue géostratégique, a cessé d'exister. Elle contribuait d'une certaine manière à promouvoir un autre ordre régional, mais savait aussi limiter les appétits de ses clients. Elle n'a ainsi jamais accordé à la Syrie la parité stratégique qu'elle réclamait face à Israël.

L'agression de Saddam Hussein contre le Koweït aurait pu être le fait d'un autre chef d'Etat, à un autre point du monde arabe : la quasi-totalité des puissances de la région apparaissent à un titre ou à un autre comme des puissances insatisfaites, y compris certains Etats proches de l'Occident.

En quête d'ancrage à l'Ouest, le Maroc et la Turquie, qui frappent à la porte de la Communauté européenne, et, dans une moindre mesure l'Iran, qui cherche à renouer avec l'Occident, ont mis leurs revendications en sourdine. D'autres ne les manifestent que par de mineures disputes de frontières (Egypte, Arabie séoudite) mais elles pourraient ressurgir dans d'autres circonstances. Ainsi le Yémen réuni se fait beaucoup plus revendicatif, ayant déjà doublé de superficie et de population par rapport à chacun des anciens Yémens pris séparément.

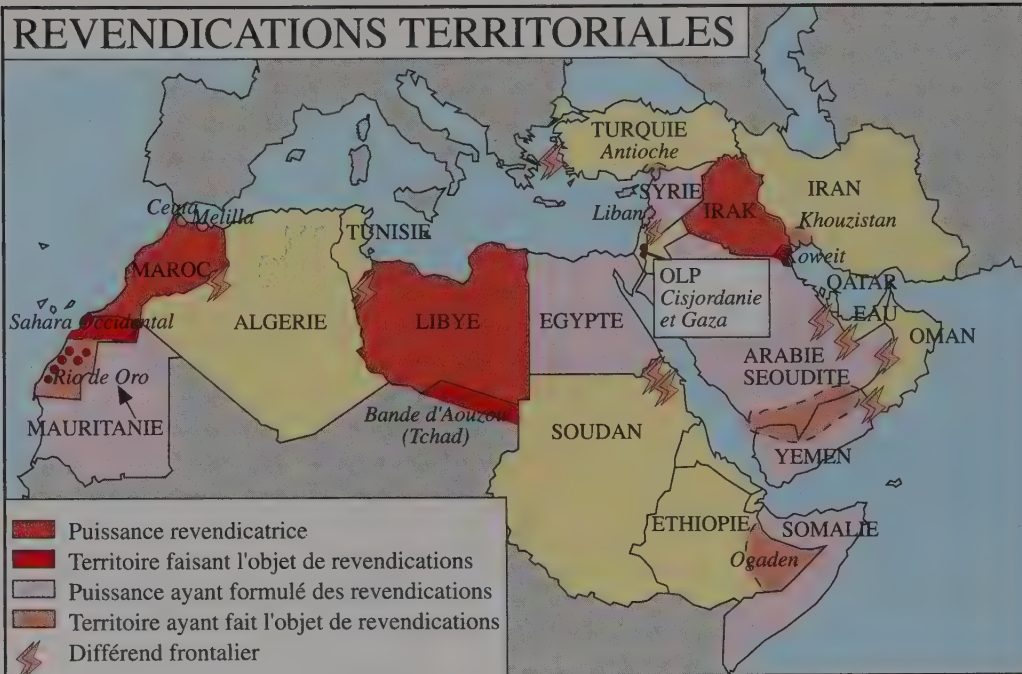
Toutes les revendications n'ont cependant pas la même force. Si la revendication de la

Cisjordanie et de la bande de Gaza ou parfois de l'ensemble de la Palestine représente, au nom du peuple palestinien, une quasi-obligation dans le monde arabe, inversement l'aspiration des centres politiques existants au contrôle de l'ensemble de la zone arabe ne peut s'exprimer publiquement, sous peine de mettre en péril l'ensemble du système politique régional en vigueur.

Les revendications officielles à caractère territorial sont, outre le problème israélo-arabe et le conflit chypriote, le fait de la Libye sur la bande d'Aouzou, au nord du Tchad, de la Somalie sur l'Ogaden éthiopien, du Maroc sur les villes espagnoles de Ceuta et de Melilla sur sa côte méditerranéenne, soit toutes d'un pays arabe sur un pays non arabe, celle de l'Irak sur le Koweït faisant exception.

AMBITIONS

Le Maroc ne maintient qu'une pression purement diplomatique sur l'Espagne, son voisin immédiat et privilégié du Nord, en ce qui concerne les enclaves de Ceuta et de Melilla, résidus de la présence espagnole tricentenaire sur le pourtour maghrébin du Rif à l'Oranais. Cette question semble liée à celle de Gibraltar, toujours sous contrôle britannique. Si l'Espagne recouvrait le Rocher, elle contrôlerait alors à elle seule le détroit de Gibraltar. Cependant le caractère arabisant de Ceuta et Melilla s'affirme avec le temps sous la pression démographique des populations musulmanes alors que les



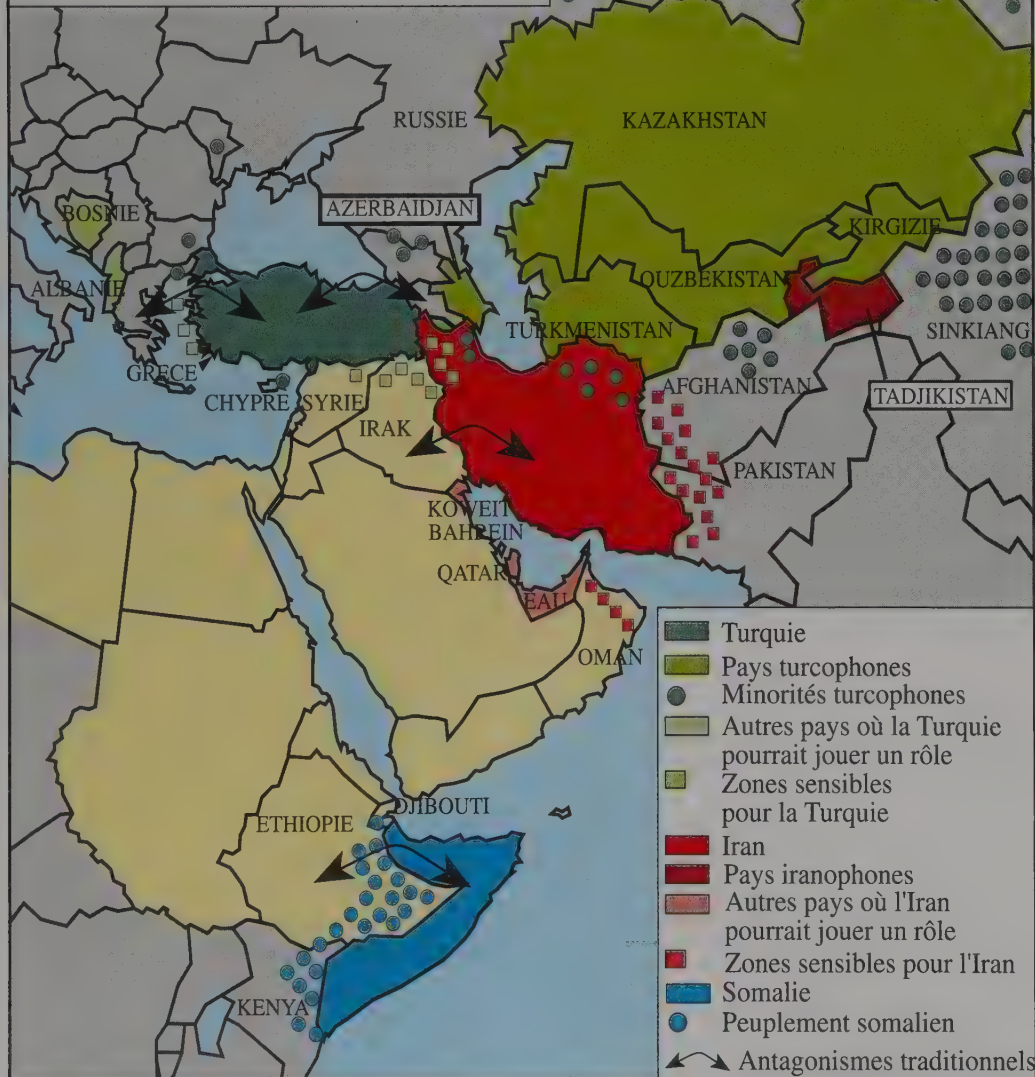
habitants du Rocher se sentent fort britanniques.

Les arguments utilisés par le Maroc pour affirmer sa souveraineté sur l'ensemble de l'ancien Sahara espagnol, à savoir que ces populations acceptaient la suzeraineté des dynasties marocaines seraient tout aussi valables concernant les populations mauritaniennes ou du sud-ouest de l'Algérie. Mais si ces revendications ont effectivement donné lieu au conflit de 1963 entre la jeune République algérienne et le Royaume chérifien, le rapprochement actuel entre

Rabat et Alger devrait amener, s'il persiste, non seulement la fin du soutien d'Alger au Polisario mais aussi une détermination définitive de leur frontière commune aujourd'hui encore en pointillés.

La Syrie est souvent présentée comme un Etat prédateur. Si la Syrie n'exprime pas officiellement sa volonté d'annexer le Liban, elle en contrôle, avec, depuis la guerre du Golfe, la bénédiction de la quasi-totalité des puissances mondiales, les trois quarts. La Syrie n'a jamais véritablement reconnu l'indépendance du Liban mais elle semble

PUISSANCES ET ETHNIES



plutôt s'orienter aujourd'hui vers une forme de protectorat. Certains groupes libanais prônent même une intégration pure et simple du Liban à la Syrie. Ils se réfèrent à une "grande Syrie" qui comprendrait aussi la ville turque d'Antioche, une bande frontalière de montagnes turques, attribuée temporairement à la Syrie en 1920, voire tout le Levant jusqu'au Sinaï, y compris Chypre, rétablissant ainsi la partie de l'Empire ottoman autrefois administrée depuis Damas.

De façon plus immédiate la Syrie réclame officiellement la restitution du Golan conquis par Israël en 1973 et annexé en 1980. Israël avait, après les hostilités, restitué la ville de Kuneitra, mais colonisé le Golan, plateau de pâturage au caractère stratégique crucial pour sa défense. L'annexion du Golan n'a jamais été reconnue par la communauté internationale.

L'Egypte a, comme les autres pays clefs de la région, des ambitions à plusieurs niveaux, dont l'expression diffère entre un Nasser, un Sadate ou un Moubarak. Outre un différend constant, mais mineur, de tracé de frontière avec le Soudan sur la côte de la mer Rouge, l'Egypte a revendiqué pendant dix ans, et finalement récupéré, en 1988, par décision de la Cour internationale de justice, la zone de Taba, au sud d'Eilat, qu'elle considère comme partie intégrante du Sinaï restitué. La récupération du Sinaï sur Israël à la suite des accords de Camp David a été présentée comme un des avantages majeurs que l'Egypte a retiré de cette paix séparée. Suite au refroidissement des relations entre les

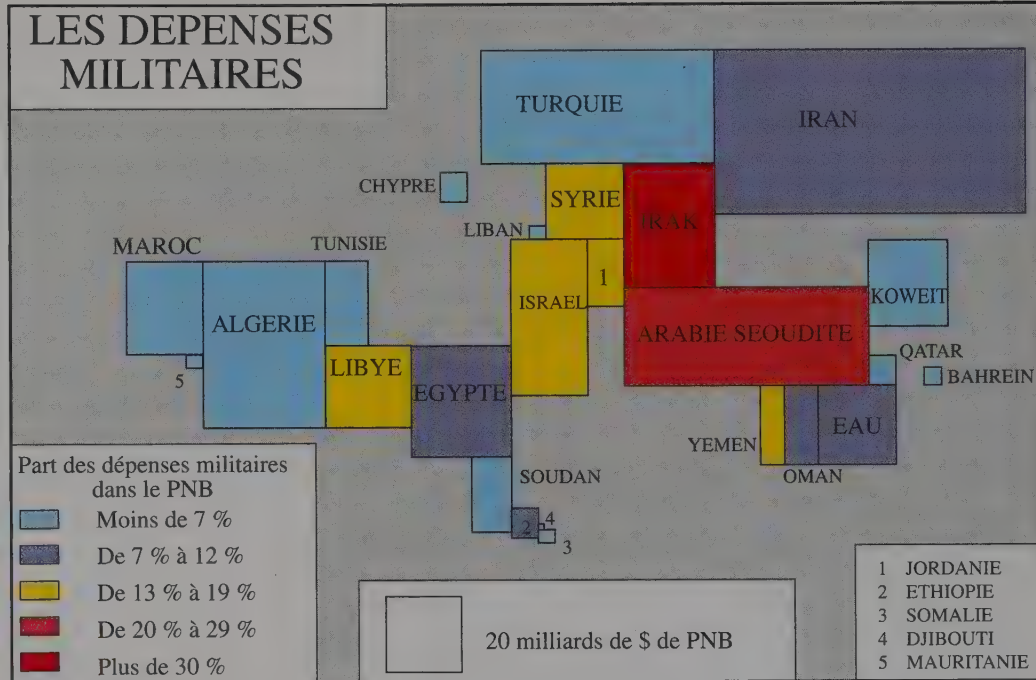
deux pays après l'assassinat de Sadate, les plans de développement conjoint de la région n'ont pas vu le jour.

L'Egypte considère par ailleurs le Soudan et la Libye comme ses zones d'influence "naturelles" mais la guerre civile continue au Soudan, la personnalité du colonel Kadhafi et les graves problèmes économiques que connaît le pays l'empêchent de peser d'un poids important chez ses voisins.

L'Egypte est enfin le centre de gravité historique du monde arabe, de par sa position géographique, son poids démographique et son rayonnement culturel. Depuis l'écroulement de la RAU, l'Egypte compte plus sur son rayonnement culturel et son poids politique que sur un véritable contrôle d'autres pays. La majorité des films et des livres arabes sont produits en Egypte, ce qui renforce quotidiennement le dialecte égyptien comme base de standardisation de l'arabe parlé. Après une décennie d'ostracisme à la suite des accords de Camp David, l'Egypte retrouve sa place dans le monde arabe. Le siège de la Ligue arabe a réintégré Le Caire en 1990. Son attitude dans la crise du Golfe renforce aussi son statut de partenaire privilégié des Occidentaux dans la région et de porte-drapeau d'un certain monde arabe.

Au sein du Maghreb, l'Algérie a une position comparable à celle de l'Egypte dans l'ensemble du monde arabe, à la différence près que l'Algérie est le seul pays arabe d'importance qui n'ait pas d'ambitions territoriales majeures. L'Algérie a certes

LES DEPENSES MILITAIRES



longtemps contribué à entretenir un différend territorial avec le Maroc et soutenu contre celui-ci la République arabe saharouie, mais elle ne revendique aucune souveraineté sur des zones extérieures. L'Algérie aspire plutôt à jouer au Maghreb un rôle d'arbitre et de gendarme. L'Union du Maghreb arabe sert cette ambition. Les graves problèmes intérieurs que rencontre l'Algérie retardent cependant la réalisation de ses ambitions.

La politique d'intervention tous azimuts de Tripoli contraste avec la nouvelle prudence d'Alger. Le principal problème international

que la Libye suscite concerne le Tchad. Suivant les accords passés avec son voisin du Nord en 1989, ce dernier a soumis l'affaire de la bande d'Aouzou à la Cour internationale de justice. La Libye s'appuie paradoxalement sur un accord colonial. Les accords Laval-Mussolini cédaient la bande d'Aouzou à l'Italie. La Cour a, en 1994, rendu un jugement favorable au Tchad, se basant sur une délimitation franco-libyenne de la frontière datant de 1955 qui a rendu caducs les précédents accords. Kadhafi n'a, pour l'instant, pas manifesté son intention de se retirer de ce territoire riche en uranium. Le

colonel Kadhafi avoue ses ambitions de fédérer l'ensemble des peuples du Sahara et du Sahel, de la Mauritanie à l'Erythrée, considérant, à juste titre d'ailleurs, qu'ils ont en commun langue, religion mais aussi mode de vie nomade. S'expliquent ainsi non seulement ses constantes incursions au Tchad jusqu'à l'occupation temporaire de la capitale N'Djamena en 1981 et son immixtion dans les affaires tchadiennes à la faveur des rivalités de pouvoir qui y sévissent depuis 1970, mais aussi son soutien aux mouvements sarahoui ou érythréen. De même, le fougueux colonel soutient plusieurs mouvements de rébellion au Soudan et aide les Touaregs responsables de récents raids meurtriers au Niger et au Mali. Les différends frontaliers qui l'ont opposé à diverses reprises à l'Egypte et à l'Algérie et les troubles provoqués dans le Sud tunisien (1979) ne s'expliquent pas autrement. Mais, si la Libye dispose, grâce à son pétrole, de ressources financières importantes, principalement dépensées en armement, sa population, de seulement 4 millions d'habitants, limite, *de facto*, ses ambitions. Le dirigeant libyen se heurte, sur la majeure partie de la zone qu'il souhaite contrôler, à la France dont l'Afrique de l'Ouest constitue une zone d'influence.

L'Arabie séoudite entretient discrètement des ambitions assez claires. Aucune de ses frontières sud n'est fixée de façon précise et les accrochages n'ont pas manqué surtout avec les Yéménites (1969 et 1980). Le Conseil de coopération du Golfe peut être perçu aussi comme un embryon de fédération du Golfe autour du régime wahhabite. Enfin

l'Arabie séoudite est le premier pourvoyeur de fonds de la plupart des mouvements islamistes qui, de l'Algérie au Soudan, visent à supplanter les régimes en place. Le soutien que nombre d'entre eux, notamment le FIS algérien, ont accordé à l'Irak a conduit à un réexamen de cette politique.

L'Iran et la Turquie, pays musulmans mais non arabes du Moyen-Orient ont aussi chacun leurs aspirations. La Turquie, pilier oriental de l'OTAN, créée sur des considérations nationalistes dans les décombres de l'Empire ottoman par Kemal Ataturk, observe avec beaucoup d'intérêt, mais aussi de préoccupation, la décomposition de l'empire soviétique qui compte dans ses républiques caucasiennes et d'Asie centrale quelque 40 millions de turcophones. Elle soutient toujours la république chypriote turque du nord de l'île et les problèmes de délimitation de frontières avec la Grèce en mer Egée resurgissent périodiquement. Dans l'éventualité d'une internationalisation du conflit yougoslave, il n'est pas à exclure que la Turquie soit amenée à s'opposer à ses voisins bulgares et grecs.

Les puissances occidentales, si elles temporisent sur une éventuelle intervention turque en Bosnie, poussent en revanche Ankara à jouer un rôle actif dans les anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale. L'influence d'une Turquie dont l'Europe estime qu'elle a su combiner Islam et valeurs occidentales, apparaît à Bruxelles, Washington ou même Moscou, plus désirable que celle de l'Irak ou de l'Arabie séoudite.

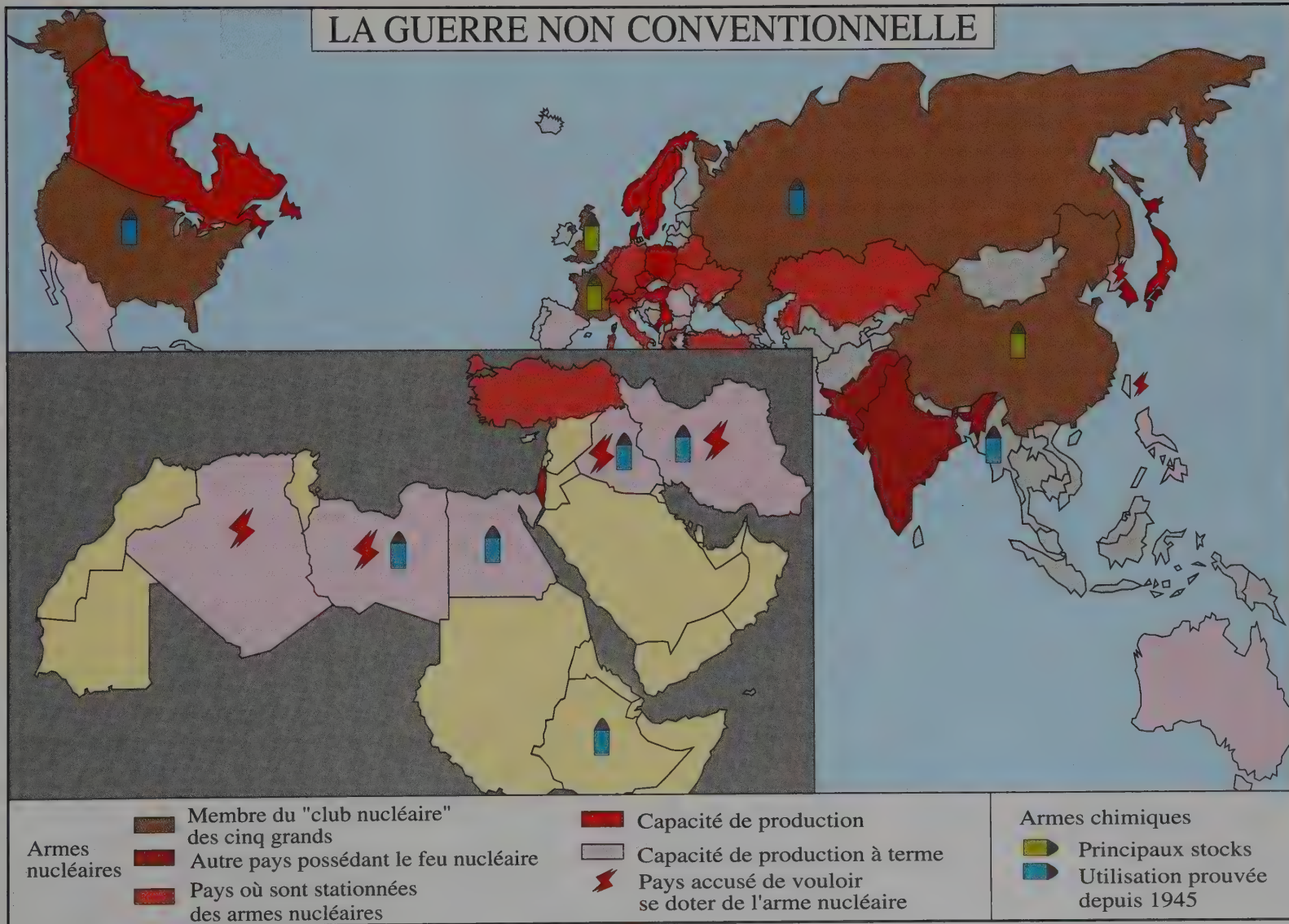
Jouer sur les sentiments pantures pourrait cependant s'avérer dangereux dans des régions aussi instables que le Caucase ou l'Asie centrale. Ainsi l'Azerbaïdjan en a déjà appelé à un soutien militaire turc dans la guerre qui l'oppose à l'Arménie.

Depuis la mort de l'imam Khomeiny, les luttes pour le pouvoir paralysent toute ambition extérieure majeure de la part de l'Iran. Téhéran, à la différence d'Ankara, est resté peu actif dans les anciennes républiques soviétiques. Le soutien aux groupes armés chiites en particulier au Liban continue mais l'Iran devrait, si les modérés l'emportent à Téhéran, se concentrer sur ses problèmes intérieurs, au premier lieu desquels son économie sinistrée, quitte, à la faveur de la mise sous tutelle de l'Irak, à se placer en gardien du Golfe. Courant 1992, les tensions se sont ainsi accrues entre les Emirats et Téhéran pour le contrôle des îlots du Golfe.

PRÉTENTIONS APAISÉES ET CONFLITS POTENTIELS

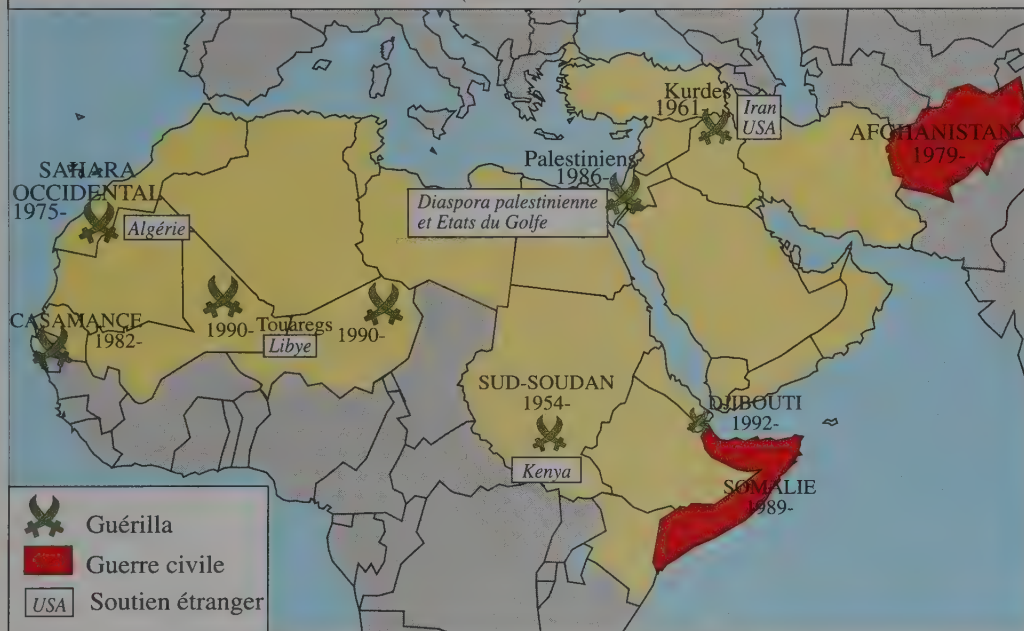
Certaines revendications dans la région se sont éteintes. Ainsi, face à la lutte du Polisario, la Mauritanie, un des pays les moins avancés, exsangue, a renoncé en 1979 au sud du Rio de Oro que l'Espagne lui avait alloué par les accords tripartites de Madrid en 1975. La Jordanie a renoncé à sa souveraineté sur la Cisjordanie, se débarrassant un peu plus du problème palestinien, de même l'Egypte à celle sur la bande de Gaza. Les accords séparés de Camp David en 1979 ont

LA GUERRE NON CONVENTIONNELLE



GUERRES CIVILES ET GUERRILLAS, LES SOUTIENS

(situation 1993)



amené l'extinction des revendications israéliennes sur le Sinaï où des colonies juives s'étaient déjà installées et ont dû être démantelées. Jérusalem, depuis le retour des travaillistes aux affaires en 1992, a abandonné les rêves d'un grand Israël que la droite au pouvoir dans les années quatre-vingt caressait.

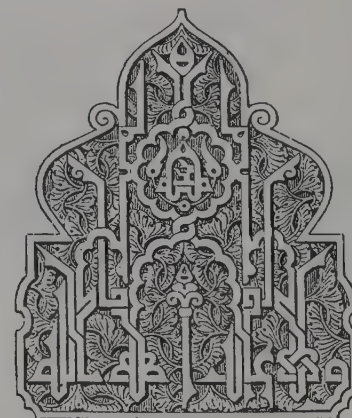
De même l'Irak, pour avoir les mains plus libres dans sa nouvelle aventure koweïtienne et dégager son front est, a renoncé aux revendications qui avaient été à l'origine de sa guerre contre l'Iran, à savoir prin-

cipalement le contrôle total du Chatt El Arab, limite ancestrale mais floue entre Persans et Arabes.

Cependant d'autres revendications pourraient surgir à terme : le Yémen s'appelait jadis l'"Arabie heureuse", et cette dénomination recouvrait tout le sud-ouest de la péninsule. Ryad observe avec inquiétude les développements politiques à Sanaa. La Somalie, placée en 1992 sous tutelle internationale, a eu des revendications fondées sur des considérations ethniques sur l'ensemble de ses voisins, Ethiopie, Kenya et Djibouti. Elles

pourraient resurgir dans d'autres circonstances.

La Jordanie pose un problème prospectif particulier; l'avenir du royaume hachémite, peuplé en majorité de Palestiniens, paraît incertain dans la perspective de la création d'un Etat en Cisjordanie dirigé par ces derniers. L'exiguïté de la Cisjordanie et de la bande de Gaza et l'hypothèque que constitueront longtemps les rapports avec Israël s'ajoutent aux problèmes qui se profilent concernant la succession du roi Hussein. La dynastie pourrait, dans l'hypothèse de troubles dans le royaume séoudien voisin, tenter de récupérer son contrôle sur les lieux saints qu'Ibn Séoud lui avait arrachés dans les années vingt. Le régime séoudien a cependant, jusqu'à ce jour, démontré sa capacité à mêler progrès économique et matériel et immobilisme politique et social.



LE JEU DES GRANDES PUISSANCES

Après les indépendances, les deux Grands ont tendu à supplanter les anciennes puissances coloniales, et à s'affronter par alliés interposés. Cependant, ni la France ni la Grande-Bretagne ni d'autres puissances "moyennes" ne se sont désintéressées d'une région que sa richesse en pétrole et la charge émotionnelle du conflit israélo-arabe maintiennent au premier plan des préoccupations internationales.

LES ÉTATS-UNIS

Au Proche-Orient, les Etats-Unis ont poursuivi plusieurs buts : à partir de la découverte du pétrole, garantir la stabilité d'une région économiquement vitale pour eux comme pour les autres Occidentaux, contrer l'influence soviétique, et, à partir des années soixante, assurer la survie de l'Etat d'Israël. Ces trois préoccupations concomitantes les conduisirent à soutenir à la fois les monarchies conservatrices, en prenant le relais de la Grande-Bretagne au fur et à mesure qu'elle se retirait du monde arabe, et l'Etat hébreu, que ces mêmes monarchies ne reconnaissaient pourtant pas. Leur but essentiel fut, très tôt, la constitution d'un "bloc de consensus" permettant d'assurer la stabilité régionale en réunissant autour d'eux

des Etats pourtant antagonistes. Ils n'y parvinrent que lorsque l'effacement de l'URSS leur laissa le champ libre.

Les Etats-Unis eurent ainsi à gérer les ambitions locales de leurs alliés. Ils les encouragèrent quand elles s'inscrivaient dans le cadre général qu'ils avaient préalablement fixé et contribuaient ainsi à leur objectif majeur : la stabilité régionale, ce qui fut le cas, par exemple, de la volonté iranienne d'hégémonie sur le Golfe, à l'époque du Shah. Washington sut aussi composer avec les ambitions locales et laisser certains pays atteindre leurs objectifs, moyennant des concessions sur d'autres plans, ainsi la Syrie put-elle affirmer sa tutelle sur le Liban après s'être ralliée à la coalition anti-irakienne en 1991. Inversement Washington ne toléra jamais que les prétentions d'une "puissance amie" à l'hégémonie régionale bousculent les équilibres stratégiques. L'Irak, que les Etats-Unis avaient appuyé pendant toutes les années quatre-vingt, en fit l'expérience après avoir envahi le Koweït.

Les préoccupations américaines dans la région ont ainsi toujours été d'ordre stratégique, leur implantation économique s'y résumant, pour l'essentiel, au secteur pétrolier. Le monde arabe n'est pas un marché

essentiel pour les Etats-Unis, ni, hormis pour leur approvisionnement énergétique, un partenaire économique de premier plan.

L'ALLIANCE SÉOUDIENNE

Les Etats-Unis, qui n'étaient pas une puissance coloniale au Proche-Orient, s'y sont implantés essentiellement après la seconde guerre mondiale. Auparavant, les compagnies pétrolières américaines avaient pris pied en Arabie séoudite et en Irak. Washington ne considérait pas pour autant cette région comme vitale pour ses intérêts et y intervenait d'autant moins que Londres en avait fait sa chasse gardée. La Grande-Bretagne, cependant, ne contrôlait pas l'Arabie séoudite : l'éviction des Hachémites par Ibn Séoud s'était traduite, dans les années vingt, par une perte d'influence pour les Britanniques dans cette partie de la Péninsule. Les Séoudiens, qui se méfiaient des Britanniques, privilégièrent les compagnies pétrolières américaines après la découverte de gisements pétroliers. Les contacts que Washington prit avec Ryad dès la création du royaume en 1932 devaient déboucher, après la guerre, sur une des alliances les plus stables dans la région. La menace que la propagande du III^e Reich représentait au

Moyen-Orient décida Washington à nouer les liens les plus étroits possibles avec le royaume séoudien, ce qui se traduisit par la signature d'un premier traité en 1943.

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, les Etats-Unis se trouvèrent devant une contradiction : d'une part l'opinion publique, ébranlée par les révélations sur la "solution finale" et mue par une tradition de soutien aux jeunes nations poussait le gouvernement à soutenir la création d'Israël; d'autre part la volonté, dans le contexte nouveau de la guerre froide, de prendre le relais d'une Grande-Bretagne affaiblie par le conflit, et d'assurer l'approvisionnement du "monde libre" en pétrole, incitaient Washington à se ranger dans le camp arabe. C'est pourquoi les Etats-Unis soutinrent dans un premier temps le plan de partage de la Palestine en deux Etats, proposé par l'ONU, avant de se rétracter au tout début de l'année 1948. De fait, ce fut avec des armes soviétiques, et non américaines, qu'Israël gagna sa première guerre contre les Etats arabes coalisés.

DOCTRINE TRUMAN, DOCTRINE EISENHOWER

Pour le président américain Truman, arrivé au pouvoir en 1945, la priorité dans la région était de contenir l'expansion soviétique vers le sud. Dès 1947, il déclara que les Etats-Unis étaient prêts à prendre le relais de la Grande-

Bretagne en Grèce et en Turquie, pour éviter que ces deux pays ne basculent dans le camp socialiste. Ainsi, Athènes et Ankara bénéficièrent du Plan Marshall et intégrèrent l'OTAN en 1952, trois ans après sa création. Parallèlement, les Etats-Unis publiaient après la première guerre israélo-arabe en 1948 une déclaration commune avec la France et la Grande-Bretagne, par laquelle les trois pays s'engageaient à restreindre leurs ventes d'armes aux seuls pays qui s'engageraient à ne commettre aucune agression, et garantissaient le *statu quo* territorial. Cette déclaration fournit la base de l'embargo américain sur les ventes d'armes, appliqué à Israël dès sa création. Par ailleurs, Washington, qui privilégiait toujours l'alliance arabe, resserra ses liens avec Ryad et obtint, en 1951, d'installer une base aérienne à Dahrân.

L'entrée en fonction du président Eisenhower, en 1953, marqua un renforcement de cette option : la doctrine officielle à Washington n'était plus "l'endiguement", mais le "refoulement" du communisme. Les Etats-Unis, qui étaient intervenus conjointement avec la Grande-Bretagne pour renverser le Premier ministre iranien Mossadegh en 1953, après sa tentative de nationalisation des compagnies pétrolières, renforcèrent leurs alliances régionales. La création, en 1955, du pacte de Bagdad, qui liait la Turquie, l'Irak, l'Iran, et le Pakistan à Londres et à Washington, installait une sorte de cordon sanitaire autour des frontières méridionales de l'URSS. Sous

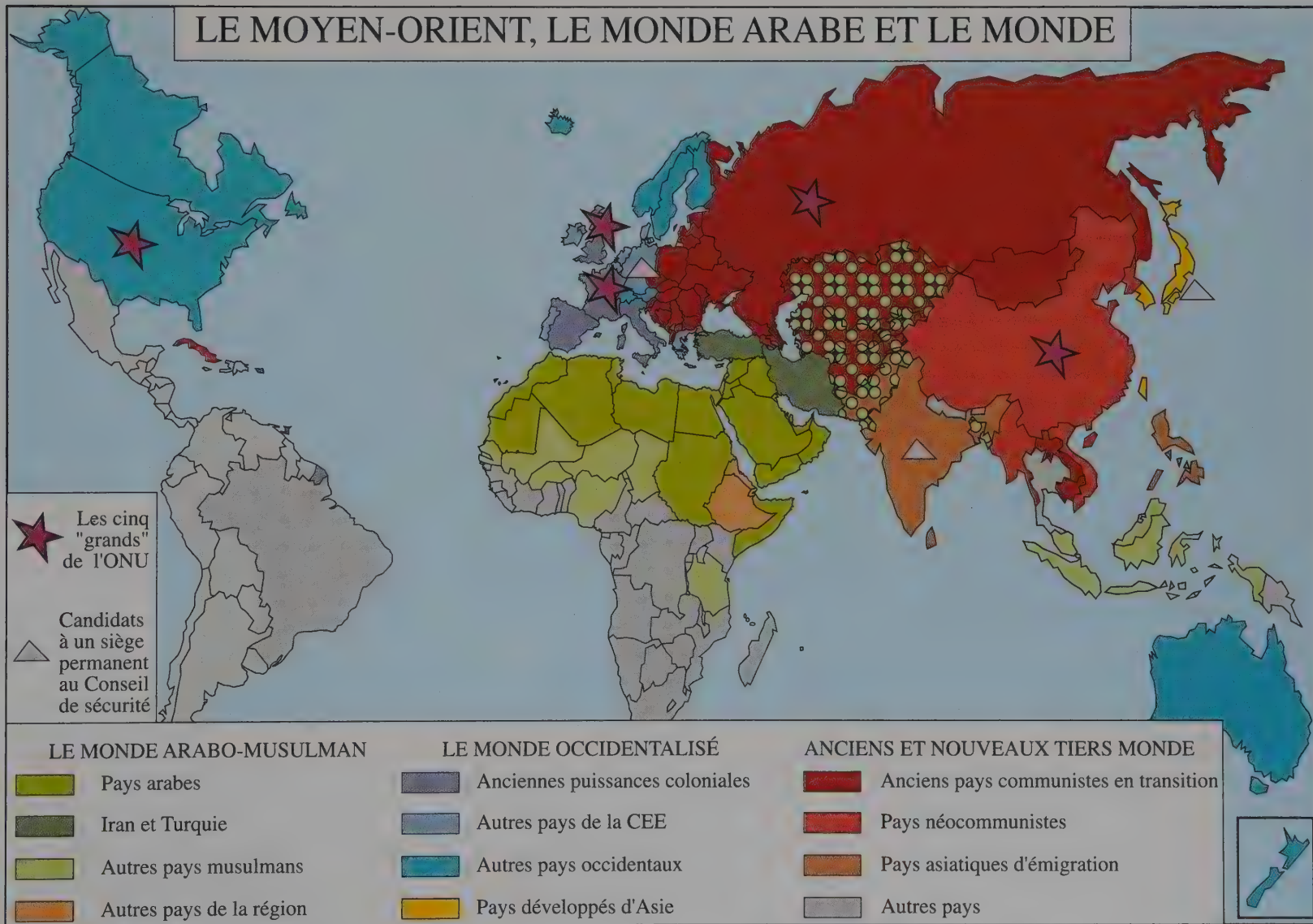
la houlette anglo-américaine, les régimes pro-occidentaux se rapprochaient les uns des autres, malgré leurs rivalités.

Le pacte de Bagdad était aussi une réaction à l'effacement des Occidentaux en Egypte et en Syrie, où les nouveaux régimes entendaient s'affranchir de la tutelle néo-coloniale. L'année 1954 vit ainsi la constitution d'un "bloc neutraliste" formé par l'Egypte, la Syrie, mais aussi l'Arabie séoudite qui venait de changer de souverain. Ce bloc, qui prônait le non-alignement plutôt que le ralliement inconditionnel aux positions anglo-américaines s'avéra éphémère. Le ralliement du roi Séoud à la doctrine Eisenhower se traduisit par un rapprochement de Ryad avec les monarchies hachémites d'Irak et de Jordanie. Ce rapprochement fut facilité par les troubles consécutifs au limogeage par le roi Hussein de son Premier ministre nassérien en 1957, qui incitèrent le souverain jordanien à se rapprocher des Occidentaux et des monarchies conservatrices. La même année, une tentative d'assassinat du roi Séoud consomma la rupture de Ryad avec l'Egypte.

LE TOURNANT DE SUEZ

L'éclatement du "bloc neutraliste" fut surtout favorisé par la crise de Suez de 1956, qui modifia fondamentalement l'équilibre régional. A l'origine du conflit : la décision de Nasser de nationaliser le canal de Suez, pour

LE MOYEN-ORIENT, LE MONDE ARABE ET LE MONDE



couvrir la construction du barrage d'Assouan, après le refus de la Banque mondiale de financer l'ouvrage. Israël, la France et la Grande-Bretagne, qui avaient attaqué conjointement l'Egypte, furent menacées par Moscou et rappelées à l'ordre par Washington.

Cette expédition avortée marqua l'effacement des anciennes puissances coloniales dans la région et acheva de rapprocher l'Egypte de l'URSS. Les Etats-Unis, pour leur part, prirent le relais des Britanniques comme puissance tutélaire des Etats arabes modérés. Le président Eisenhower promit ainsi l'aide américaine, tant militaire qu'économique, à tout pays de la région voulant prévenir une agression ou une tentative de subversion. Cette promesse fut tenue dès 1957 en Jordanie, et l'année suivante au Liban, où Washington vint en aide au président Chamoun aux prises avec une insurrection. Washington ne put cependant empêcher la révolution irakienne de 1958. L'arrivée au pouvoir du Baas à Bagdad fit durablement sortir l'Irak de l'orbite occidentale et amorça une révision de l'attitude américaine vis-à-vis d'Israël. La défection irakienne condamnait en effet le Pacte de Bagdad, et Washington ne pouvait s'appuyer, hormis l'Iran, que sur des alliés fragiles, comme la Jordanie, ou, dans une moindre mesure, l'Arabie séoudite. La Turquie demeurait un partenaire solide, mais les turbulences de son système politique et sa

rivalité ancestrale avec la Grèce pouvaient laisser planer une incertitude. Les Etats-Unis entreprirent donc de se rapprocher d'Israël, que le changement de régime en France privait de son principal fournisseur d'armes. L'opinion américaine, indépendamment du lobby juif, était favorable au seul Etat réellement démocratique de la région, dans lequel le gouvernement américain pouvait voir un allié plus sûr et plus stable que les monarchies arabes. Washington leva en 1962 l'embargo de fait sur les armes à destination d'Israël. Le conservatisme des monarchies du Golfe et du roi Hussein prima sur leur antisionisme et permit aux Etats-Unis de concilier leur nouvelle alliance israélienne avec le maintien de leurs anciennes amitiés arabes.

Cette évolution se fit cependant, et particulièrement après la guerre des Six Jours, en 1967, aux dépens de leur capacité à influencer réellement sur le cours des événements. Après ce conflit où, pour la première fois, Israël avait pris l'initiative des opérations militaires, le maintien du *statu quo* prima sur la recherche de solution. De plus, alors que l'URSS affermissait son influence sur l'Egypte, la Syrie et l'Irak, historiquement les trois pays majeurs du monde arabe, ainsi que sur l'Algérie, et que le Yémen révolutionnaire et la Libye du colonel Kadhafi quittaient l'orbite occidentale, les Etats-Unis paraissaient sur la défensive. La détente engagée avec l'URSS ne portait guère de

fruits au Proche-Orient et les initiatives diplomatiques visant à faire appliquer les résolutions de l'ONU, comme le plan Rogers de 1970, se heurtaient à l'intransigeance des uns et des autres.

L'OUVERTURE ÉGYPTIENNE

C'est la mort de Nasser, en 1970, qui permit aux Etats-Unis de renouer avec une diplomatie active dans la région. Son successeur, Anouar El Sadate, conscient de l'échec économique du socialisme nassérien, chercha à se rapprocher de l'Occident dès son entrée en fonctions. Paradoxalement, il sortit de l'impasse diplomatique en déclenchant, en 1973, une nouvelle guerre contre Israël, dont le succès initial, dû à l'effet de surprise, offrit au nationalisme arabe une compensation aux humiliations passées. Défaite militaire, la guerre de 1973 fut pour l'Egypte une victoire diplomatique : la réaction des monarchies du Golfe, qui décidèrent d'utiliser l'arme du pétrole pour amener l'Occident à faire pression sur Israël, incita Washington, conscient du caractère illusoire de sa propre autosuffisance énergétique, à rééquilibrer sa politique régionale. Le désir d'Anouar El Sadate de parvenir à un règlement négocié du conflit, l'obstination du médiateur américain Henry Kissinger, puis la volonté du président Carter conduisirent au voyage du président égyptien à Jérusalem, en 1977, puis aux accords de Camp David en 1979. Les Etats-

Unis, traumatisés par le désastre vietnamien, usèrent de toute leur influence pour aboutir à un accord historique, susceptible d'amorcer le règlement pacifique de l'un des conflits les plus anciens de la planète. Ces négociations, auxquelles l'URSS n'avait pas participé, débouchaient sur un succès majeur de la diplomatie américaine. D'autant qu'avec l'Egypte, les Etats-Unis gagnaient un allié de premier plan. Ils n'en demeurèrent pas moins fidèles à l'alliance israélienne, déniaient toujours à l'OLP la représentation exclusive des Palestiniens et suivant leur allié hébreu jusque dans ses entreprises les plus contestées, au Liban notamment.

LA POLARISATION SUR LE GOLFE

Washington essuya cependant un revers majeur la même année. La révolution iranienne lui fit perdre son allié le plus sûr dans le golfe Persique, celui auquel était dévolu le rôle de "gendarme du Golfe". La prise d'otages à l'ambassade américaine à Téhéran et l'incapacité du président Carter à résoudre la crise illustrèrent la fragilité de la position des Etats-Unis dans une zone vitale pour eux. Ce constat les conduisit à soutenir l'Irak dans sa guerre contre l'Iran, à la fois pour compenser la défection iranienne en prenant pied à Bagdad et pour protéger leurs alliés du Golfe des entreprises de Téhéran. Bagdad cependant ne s'avéra pas un allié aussi précieux que l'Iran du Shah. A peine

dégagé de sa guerre contre l'Iran, Saddam Hussein s'aventura dans la conquête du Koweït et se heurta à une coalition internationale menée par les Etats-Unis. Ces derniers, toujours soucieux d'éviter tout bouleversement qui leur serait défavorable et pourrait déboucher sur des réactions en chaîne incontrôlables, soucieux également d'éviter qu'un seul pays ne s'assure une position dominante sur le marché pétrolier, volèrent au secours des monarchies du Golfe, et engagèrent, en 1990, la communauté internationale à libérer le Koweït *manu militari*.

La guerre du Koweït leur permit de réunir en une même coalition des pays aussi distants politiquement que l'Arabie séoudite et la Syrie et consacra l'effacement de l'URSS de la scène régionale. Elle conduisit à l'éclatement du "front du refus", et à la marginalisation provisoire de l'OLP. Le moment était donc propice à une tentative de règlement global du conflit israélo-arabe. Pour assurer le succès de la conférence préparatoire de Madrid qui réunissait, sous la houlette des Etats-Unis et de l'URSS, Israël, la Jordanie, la Syrie, le Liban et des Palestiniens "de l'intérieur", Washington n'hésita pas à faire pression sur Jérusalem, notamment en subordonnant l'octroi de garanties bancaires que demandait Israël à la suspension des implantations de colons juifs en Cisjordanie. Cette première crise entre les deux pays eut un réel retentissement dans

l'opinion israélienne et contribua au changement de majorité qui porta au pouvoir les travaillistes, plus favorables aux négociations.

Washington obtint le ralliement de la Syrie à la coalition anti-irakienne, puis au processus de paix, en renonçant à peser sur l'avenir du Liban, qui, des accords de Taëf à la mise au pas du général Aoun, devint une sorte de protectorat syrien tempéré par l'influence séoudienne. Les interventions des Etats-Unis dans ce pays durant la guerre civile, essentiellement pour soutenir leurs alliés maronites, s'étaient soldées par un retrait précipité de leur contingent en 1984, après un attentat sanglant, et par plusieurs prises en otage de ressortissants américains. Le développement, dans la première moitié de la décennie quatre-vingt, du terrorisme anti-américain, au Moyen-Orient et en Europe, incita Washington à adopter deux types d'attitudes envers les Etats soupçonnés d'utiliser le terrorisme. D'une part, Washington, tout en s'en défendant officiellement, traita avec l'Iran dans le but de faciliter la libération des otages au Liban. Téhéran obtint ainsi des livraisons clandestines d'armes, qui devaient provoquer en 1986 aux Etats-Unis le scandale dit de "l'Irangate". Par ces livraisons, Washington poursuivait aussi un autre but : empêcher une victoire trop rapide et trop écrasante de l'Irak, qui l'aurait encouragé dans ses visées hégémonistes. Envers la Libye, en revanche, les Etats-Unis

furent preuve de la plus grande fermeté, allant jusqu'à organiser en 1986 un raid aérien qui échoua de peu à tuer le colonel Kadhafi. Il est vrai que Washington n'avait aucune raison de ménager le régime libyen.

La mise en route, en 1991, des négociations bilatérales entre Israël et ses voisins témoigne que les Etats-Unis ont atteint le but qu'ils s'étaient fixé dès les années soixante : la constitution d'un "bloc de consensus" où leurs alliés cohabitent pacifiquement sur la base des résolutions des Nations unies. La position de Washington n'a jamais été aussi forte : malgré leur absence aux négociations israélo-arabes d'Oslo, les États-Unis demeurent les parrains du processus de paix et, face aux incertitudes iraniennes et aux turbulences irakiennes, ils font plus que jamais figure de protecteur du golfe Persique. Par ailleurs, le renforcement du rôle de l'ONU et du droit international, dont ils se sont fait le bras armé, a débouché fin 1992 sur l'intervention humanitaire en Somalie.

Le nouveau "droit d'ingérence humanitaire", qui avait servi à protéger les Kurdes contre Saddam Hussein l'année précédente, a justifié l'envoi de plusieurs dizaines de milliers de soldats américains pour pacifier, au moins provisoirement, le pays et permettre la distribution d'une aide humanitaire bloquée par les "seigneurs de la guerre".

L'effondrement de l'URSS, l'échec économique des régimes qu'elle soutenait, les désillusions laissées par le panarabisme et le non-alignement qu'elle avait encouragés pour contrer l'influence occidentale, laissent les Etats-Unis seuls maîtres du jeu régional. Les rares pays qui leur sont demeurés hostiles, comme la Libye, ne sont pas en mesure de peser sur le cours des événements et les réticences de certains de leurs alliés, comme la France, ne les empêchent pas d'atteindre leurs objectifs, humanitaires ou stratégiques.

La vraie menace pour leur influence vient plutôt du développement d'un islamisme souvent violemment anti-occidental. Ce dernier est encouragé par l'Iran chiite, mais aussi par l'Arabie séoudite sunnite. L'alliance historique avec Ryad a survécu à l'engagement de Washington en faveur d'Israël, mais la contradiction entre le messianisme islamique des Wahhabites et leur crainte de la subversion est plus difficile à gérer.

Les Etats-Unis, surnommés "le grand Satan" par les islamistes au pouvoir à Téhéran, font, depuis la révolution iranienne, qui sanctionna l'échec du "rêve américain" moyen-oriental, figure de repoussoir absolu pour une large frange de l'opinion arabe. Symbole honni de l'impérialisme et du "matérialisme athée" pour les fondamentalistes musulmans, Washington pourrait, si la vague islamiste s'amplifie, se révéler un allié encombrant pour les régimes les plus traditionalistes du Golfe. Les

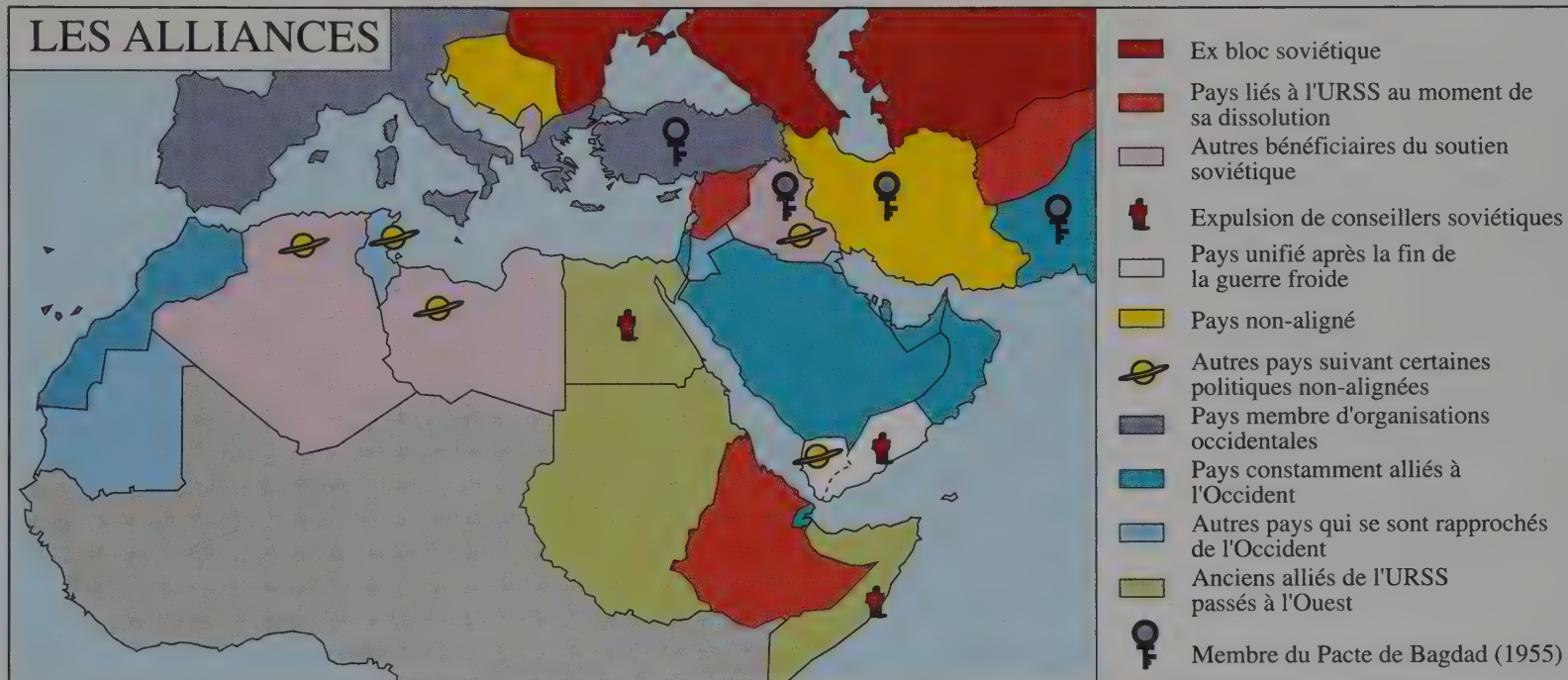
risques que font peser sur les États-Unis la montée de l'islamisme renforcent, après l'échec relatif de l'opération en Somalie, les courants isolationnistes américains.

L'URSS ET LA CEI

Contrairement aux Etats-Unis, que plusieurs milliers de kilomètres séparent du Proche-Orient, l'URSS a toujours eu avec cette région stratégique une longue frontière commune, ce qui explique que les intérêts géopolitiques des Soviétiques ont différé fondamentalement de ceux des Etats-Unis. Durant des siècles, l'Empire des tsars a cherché à s'assurer des débouchés vers le sud et, plus particulièrement, un accès direct aux ports des "mers chaudes". Sa cible de choix a été la région du Golfe. Dès la fin du XIXe siècle, la Russie impériale a tenté à plusieurs reprises d'exercer une influence directe dans la région, notamment au Koweït, où les visées impériales russes incitèrent en 1899 la Grande-Bretagne à intervenir.

Pendant la première guerre mondiale, lors de tractations secrètes entre les Alliés sur le démantèlement de l'Empire ottoman, la Russie tsariste se vit offrir le contrôle de la côte occidentale turque et du Kurdistan. Si la révolution bolchevique de 1917 dénonça finalement ces accords, les dirigeants du nouveau régime soviétique n'entendaient pas renoncer pour autant à voir l'URSS jouer un

LES ALLIANCES



rôle déterminant au Proche-Orient. Même si ce rôle semble davantage guidé par la volonté de Moscou de se constituer une “zone d’influence” idéologique plutôt que de se lancer dans des conquêtes territoriales, l’une des principales préoccupations des Occidentaux consista dès lors à contenir les visées expansionnistes soviétiques vers le sud, avec des exceptions toutefois. Ainsi, durant la seconde guerre mondiale, Staline obtint-il le contrôle du nord de l’Iran, le sud tombant dans l’orbite britannique. A la fin de la

guerre, les Soviétiques furent cependant évincés du pays par les Anglo-Saxons.

Dans l’entre-deux-guerres, les Soviétiques se fixèrent un double objectif : l’extension de leur influence stratégique et idéologique et la loyauté des populations musulmanes du sud de l’URSS. En 1920, Lénine lança un appel au soulèvement des peuples d’Asie. La politique bolchevique de soutien aux mouvements de libération nationale et la dénonciation publique par Moscou des accords secrets de la première guerre mon-

diale, qui lui étaient favorables, renforcèrent l’influence du régime communiste dans les pays de la région. Son engagement contre les visées impérialistes des puissances coloniales contribua au prestige de l’URSS parmi les nationalistes arabes et au développement de partis communistes locaux, notamment en Syrie, au Liban, en Egypte et en Palestine. Parallèlement, Moscou établissait des liens avec les régimes en place. En 1926, l’URSS fut ainsi le premier pays de la communauté internationale à reconnaître l’Arabie séoudite.

Cette politique de soutien aux nationalismes explique la position des Soviétiques en faveur du plan de partage de la Palestine de 1947 et l'aide, notamment militaire, apportée par Moscou au jeune Etat d'Israël, via la Tchécoslovaquie. L'appui au mouvement sioniste n'était-il pas le moyen le plus sûr de bouter la Grande-Bretagne hors de Palestine? Cependant, craignant l'influence du sionisme sur les Juifs soviétiques et face au rapprochement entre Israël et les Etats-Unis, Staline rompit en 1953, à la veille de sa mort, les relations diplomatiques avec Israël. (Elles furent rétablies peu après). Au plus fort de la guerre froide, Moscou décida alors de se tourner progressivement vers les capitales arabes.

La politique globale des dirigeants soviétiques consista ainsi à soutenir en priorité les gouvernements arabes nationalistes; ils appuyèrent après 1955 Nasser en Egypte, puis plus tard, le parti Baas en Irak et en Syrie, et le Fatah chez les Palestiniens, toujours au détriment des partis communistes locaux. Sans doute le pouvoir soviétique estimait-il que ses intérêts étatiques primaient sur ceux de "l'internationalisme prolétarien", même si la répression qui frappait parfois les partis "frères", et, en particulier, le parti communiste de Syrie, fut mal acceptée à Moscou. La constitution de la République arabe unie (1958-1961) et la tournure idéologique que prirent le nationalisme et le socialisme arabes, hostile à la lutte des classes, ne manquaient pourtant pas

d'inquiéter les Soviétiques qui poursuivirent cependant, pour des raisons stratégiques, leur politique d'alliance avec les régimes arabes. Moscou exporte son propre pétrole et ne dépend donc pas, contrairement aux pays occidentaux, des importations arabes. Le Kremlin est donc moins soucieux d'exercer sur la région un contrôle économique que d'asseoir sa sécurité sur le plan militaire. Tout au long des années soixante et soixante-dix, l'URSS signa des accords de défense avec les Etats de la région (Irak, Syrie, Egypte, Yémen du Sud, Somalie et Ethiopie) et leur livra d'importantes quantités d'armes.

Au milieu des années soixante-dix, l'Egypte et l'Irak, ayant procédé à une réévaluation de leurs intérêts, se rapprochèrent davantage des Occidentaux et, en particulier des Etats-Unis. En 1972, Anouar El Sadate renvoya les conseillers militaires soviétiques présents en Egypte. De son côté, l'URSS, peu à peu confrontée à ses propres problèmes économiques, en vint à s'interroger sur la question même de son soutien à ses plus proches alliés dans la région (Syrie, Yémen, Somalie jusqu'en 1977, puis Ethiopie).

L'invasion soviétique de l'Afghanistan en décembre 1979 constitua le geste le plus menaçant pour la stabilité de la région, tant aux yeux des Occidentaux que de certaines capitales arabes. Moscou, certes motivé par la possibilité d'un accès aux mers chaudes (le Sind pakistanais pouvant constituer le

"domino" suivant), a surtout craint la contagion d'un régime, communiste depuis 1978, mais farouchement nationaliste et dangereusement perméable aux idéaux islamistes. La révolution iranienne, qui avait eu lieu quelques mois plus tôt, et son extension éventuelle aux soixante millions de Musulmans de l'empire soviétique suscitaient une inquiétude à peine voilée à Moscou.

Profitant de l'instabilité régnant à Kaboul, Moscou a envoyé l'armée soviétique, contre l'avis de ses dirigeants. Ses méthodes de combat, inadaptées à un terrain montagneux propice à la guérilla, ne sont jamais venues à bout de la résistance afghane. L'enlèvement en Afghanistan a contribué au déclin soviétique. A l'extérieur, le coup de force a conforté les Occidentaux dans leur volonté de résistance à l'URSS, l'épuisant dans la poursuite de la course aux armements. A l'intérieur, s'est développé un "syndrome vietnamien" qui a contribué à accélérer la déliquescence de la société soviétique. L'Afghanistan avait déjà représenté au dix-neuvième siècle un cas unique : une victoire militaire autochtone et durable contre la Grande-Bretagne. Pour la première fois de son histoire, l'armée soviétique s'avoua vaincue et se retira en 1989 laissant derrière elle un pays exsangue. Il faudra attendre 1991 pour que le régime communiste s'effondre laissant les factions de la résistance s'entre-déchirer suivant des divisions claniques.

Un *modus vivendi* tacite fut finalement trouvé, au début des années quatre-vingt, avec Téhéran sur le principe d'une non-ingérence mutuelle. Les Soviétiques s'abstinrent de toute tentative pour déstabiliser l'Iran ou le Pakistan et de tout soutien marqué aux communistes iraniens. Dans le conflit qui opposa l'Irak à l'Iran, l'URSS fournit ainsi ouvertement des armes à Bagdad, tandis que des armes russes transitaient, mais plus discrètement, vers Téhéran via les alliés de Moscou que sont la Corée du Nord, la Libye et la Syrie. De son côté l'Iran se garda d'attiser les conflits interethniques qui éclatèrent à partir de 1989 en Azerbaïdjan.

DU REFLUX À L'EFFONDREMENT

A la mort de Léonid Brejnev en 1982, l'URSS, en butte à la méfiance arabe suscitée par l'invasion de l'Afghanistan, avait le sentiment d'avoir perdu une partie de l'influence dont elle jouissait dans la région depuis les années cinquante. Le monde arabe, depuis l'accord de paix entre l'Egypte et Israël, était fortement divisé. Certains de ses alliés avaient récemment été affaiblis, telle la Syrie en raison de ses troubles intérieurs et de son engagement problématique au Liban. Les Soviétiques entreprirent dès 1983 un retour en force sur la scène régionale par une série d'initiatives : raffermissement des liens avec la Syrie, qui rencontrait alors une série de succès au Liban, et avec le Sud-Yémen;

médiation entre Damas et l'OLP; rétablissement de relations diplomatiques avec l'Egypte, Oman, Qatar, et les EAU, et commerciales avec la Jordanie et le Koweït, dont les bonnes relations avec Moscou remontent à 1964; signature en 1990 d'un traité avec le Nord-Yémen qui conduisit au rapprochement avec le Sud-Yémen. La même année, c'est au tour de l'Arabie séoudite de renouer ses relations avec l'URSS, rompues en 1939.

Tenue de donner des gages crédibles sur sa volonté affirmée dès 1986 de régler un certain nombre de conflits régionaux, l'URSS de Mikhaïl Gorbatchev jeta tout son poids dans le règlement de la question palestinienne. Moscou comprit que le dialogue avec Israël, rompu depuis 1967, était inévitable. Les Etats-Unis étant accusés de partialité à l'égard d'Israël, Moscou prétendait se poser en interlocuteur crédible. Les discussions engagées avec Jérusalem et Washington aboutirent à l'autorisation donnée aux Juifs soviétiques d'émigrer massivement vers Israël à partir de 1988. L'image de Mikhaïl Gorbatchev en sortit grandie aux Etats-Unis et sa position vis-à-vis d'Israël renforcée.

Tous les pays arabes n'ont pas apprécié à leur juste mesure cette nouvelle donne dans les relations Est-Ouest et ce qu'elle impliquait au plan régional. En particulier, au début de la crise du Golfe, la perception fortement erronée qu'avaient les dirigeants irakiens du

nouveau rapport de force sur le terrain explique une grande partie des erreurs commises par la suite. La publication, le 3 août 1990, le lendemain même de l'invasion du Koweït, d'un communiqué commun américano-soviétique condamnant l'agression irakienne entérinait cette nouvelle donne. L'Union soviétique vota en faveur de toutes les résolutions du Conseil de sécurité condamnant l'Irak mais fit savoir clairement qu'elle ne prendrait pas part à un éventuel conflit. Mikhaïl Gorbatchev maintint le dialogue avec Bagdad grâce à son émissaire Evguéni Primakov et obtint le rapatriement des conseillers militaires soviétiques alors en Irak. L'URSS se trouvait dans une position ambiguë, avec ses 4 000 ressortissants vivant en Irak. Si le mot "otage" n'a pas été officiellement prononcé à leur sujet, Moscou dut cependant négocier leur libération.

Cependant, les luttes internes au pouvoir soviétique influèrent sur la position de Moscou. Le ministre des Affaires étrangères, Edouard Chevardnadze, en butte aux sévères critiques des conservateurs lui reprochant son alignement sur Washington, dut démissionner. La perspective d'un écrasement de l'armée irakienne constituait par ailleurs un important sujet de préoccupation pour l'armée soviétique qui avait développé avec l'Irak des liens militaires très étroits. Les militaires soviétiques ont par ailleurs profité de "l'effet crise du Golfe" - attention mondiale détournée et pouvoir central indécis

- pour s'affirmer en accentuant la répression du processus d'indépendance en Lituanie.

Durant la crise du Golfe, Moscou tenta malgré tout de maintenir sa stature de grande puissance face aux Etats-Unis de manière à pouvoir poursuivre un rôle actif au Proche-Orient. Bagdad ne l'ignorait pas et, une fois la guerre déclarée, continua de placer tous ses espoirs dans la diplomatie soviétique. Ainsi, en visite à Moscou, le ministre irakien des Affaires étrangères, Tarek Aziz, réitéra le 18 février 1991 sa proposition d'un retrait simultané de toutes les forces étrangères du Golfe et de celui d'Israël des Territoires occupés.

Quatre mois après le coup d'Etat manqué d'août 1991, Edouard Chevardnadze reprit ses fonctions comme ministre des Affaires étrangères de l'Union des Etats souverains, héritière éphémère de l'URSS. A partir de ce moment déjà, Moscou n'était plus guère en position d'user de son influence et dut se contenter d'un rôle de figurant dans le processus de paix mis en œuvre par les Etats-Unis. Washington, conscient de l'intérêt à maintenir les Soviétiques à la table des négociations, consentit à ce que le troisième round des pourparlers se tint à Moscou. Cependant, la fin du régime communiste et l'accélération des réformes après août 1991 contraignirent l'ex-URSS, devenue la Communauté des Etats indépendants (CEI), à se concentrer sur ses énormes problèmes internes.

Seuls les Etats-Unis, même s'ils apparaissent eux-aussi affaiblis économiquement, semblent donc en mesure d'assumer un leadership digne de ce nom dans la région. L'Irak, la Libye, le Yémen et l'OLP, qui ont apporté leur soutien aux communistes conservateurs dans leur tentative de mettre un terme aux réformes en cours, ont dû se rendre à l'évidence : le démantèlement et la démocratisation de l'Union soviétique signifient la fin du soutien inconditionnel et privilégié de Moscou.

La Russie, qui semble devoir reprendre seule l'héritage de l'URSS, ne paraît guère capable d'exercer une influence de premier plan dans la région. Une crise grave n'est pas non plus à exclure au sein de certains Etats d'Asie centrale, membres de la CEI et à majorité musulmane.

Une telle conjonction de circonstances pourrait signifier la fin de deux siècles de domination russe sur ses voisins méridionaux, comme en témoigne déjà l'accroissement du rôle direct et indirect joué par certaines puissances régionales, telles la Turquie, l'Iran et l'Arabie séoudite, dans le Caucase et l'ancien Turkestan russe.

LA GRANDE-BRETAGNE

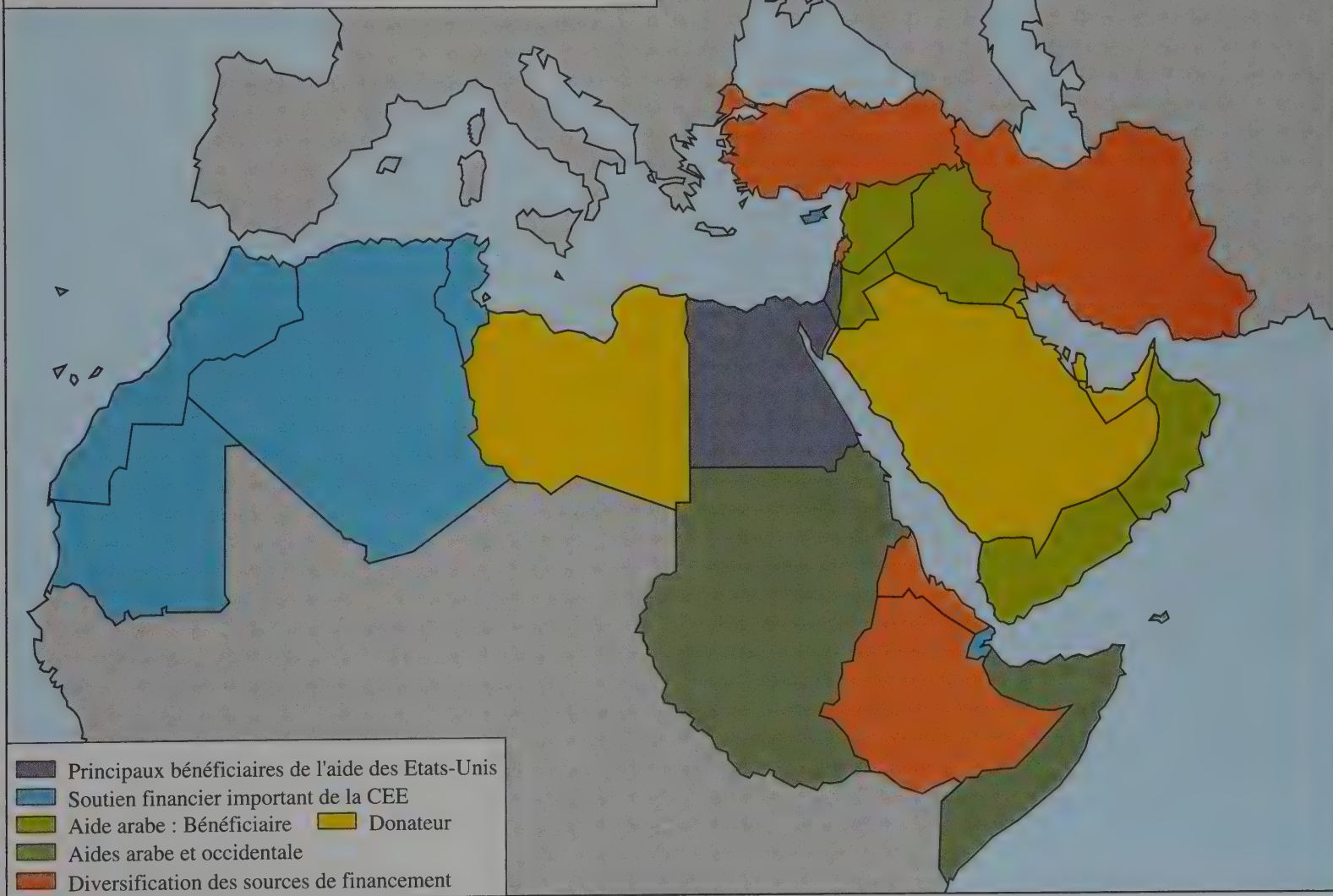
Bonaparte envahit l'Egypte parce qu'il avait compris que le Proche-Orient constituait un

maillon crucial de la route des Indes britanniques. Alors qu'elle s'y intéressait peu auparavant, la Grande-Bretagne tenta dès lors d'exercer son contrôle sur la région. En 1920 sous diverses formes, colonie, protectorat, mandat ou influence indirecte, elle régentaient la majeure partie du Proche et Moyen-Orient. L'Iran et l'intérieur de la péninsule arabique, bien que formellement indépendants, subissaient de fait son influence. Londres contrôlait les points stratégiques et les richesses. Les seules zones qui échappaient à son contrôle avaient été laissées aux Français et, dans une moindre mesure, aux Italiens.

Plus encore que dans d'autres régions du monde, le Royaume-Uni préféra confier la gestion quotidienne des pays soumis à des élites locales, mais contrôlait fermement l'économie marchande, la diplomatie et la défense. Entre les deux guerres, il adapta le statut de chaque pays aux situations locales, accordant une indépendance formelle à l'Egypte et à l'Irak, pays où le nationalisme arabe était le plus actif. En fait, jusqu'aux révolutions nationalistes des années cinquante, le contrôle de Londres se maintint, plus précisément celui de la Royal Air Force en Irak et celui du Foreign Office en Egypte, qui dictaient aux monarchies mises en place les politiques à suivre.

Avec le nationalisme arabe, Londres joua à un jeu dangereux. Pendant la première guerre mondiale, le Royaume-Uni chercha à

SOURCES DE L'AIDE ETRANGERE



s'assurer le soutien des Arabes contre les Ottomans. La promesse de création d'un royaume arabe fut, à la fin de la guerre, sacrifiée pour honorer le contrat de partage conclu avec la France et les engagements de soutien au mouvement sioniste. L'Angleterre essaya ensuite de corriger cette politique en stoppant, avant la seconde guerre mondiale, l'immigration juive en Palestine et en s'opposant, après, à la création d'Israël. Ces tentatives se heurtèrent à la désapprobation du reste de l'Occident, suscitérent un terrorisme sioniste déterminé et laissèrent en Israël comme chez les Arabes une rancune tenace contre l'ancienne puissance mandataire.

Londres a dessiné la carte de la région, la divisant en entités séparées, alors que les Arabes aspiraient à l'unité. Les révolutions égyptienne et irakienne des années cinquante sont pour une bonne part imputables au ressentiment causé par ces divisions. Elles ont conduit à un net affaiblissement de la présence britannique dans la région. L'expédition de 1956, menée un an après la conférence de Bandoung, qui vit la naissance (sous l'impulsion de Nasser, de Nehru et de Tito) du mouvement des non-alignés et l'émergence d'une nouvelle sensibilité, le tiers-mondisme, acheva de discréditer le Royaume-Uni aux yeux de nombre d'Arabes. Conçue comme une revanche sur Nasser, elle échoua du fait de Londres, qui accepta de retirer ses troupes à la première mise en garde américaine. La déconsidération dont le

Royaume-Uni fut victime dans le monde arabe à la suite de ce revirement vint s'ajouter à l'hostilité à laquelle il devait déjà faire face.

Bien que datant du fiasco de 1956, la décision britannique de se désengager de "l'est de Suez" ne fut formalisée que dans les années soixante, et ne prit pleinement effet que dix ans plus tard. L'Union Jack continua en effet à flotter sur le Golfe jusqu'en 1971. Il est cependant significatif qu'aucun des pays arabes décolonisés, à l'inverse de la quasi-totalité des autres anciennes possessions britanniques, n'ait rejoint le Commonwealth. De même, aucune des bases qu'en 1993 la Grande-Bretagne conserve dans la région n'est située dans le monde arabe : elles sont localisées à Chypre et sur l'île de Diego Garcia dans l'océan Indien.

Véritable porte-avion, Diego Garcia est en réalité commandée par l'US Navy. Dans l'ensemble de la région, Londres a passé la main à Washington et l'influence américaine a, partout où elle prévalait sauf en Irak, fini par remplacer la prééminence anglaise. Londres reste cependant le refuge de la plupart des opposants arabes et le cœur des affaires arabes en Occident. Le droit anglais a laissé des traces profondes dans les systèmes juridiques nationaux des pays de la Péninsule et du Soudan. Il en est de même du système éducatif qui reste calqué sur le modèle anglais, même si les monarchies pétrolières tendent à préférer les business schools

américaines. Pas un haut dirigeant d'Oman ou du Soudan qui ne soit passé par les grandes universités anglaises ou écossaises.

La persistance de l'influence britannique est encore plus visible en matière commerciale. BP et Shell conservent dans le Golfe des intérêts vitaux. Londres demeure un partenaire commercial privilégié pour l'ensemble des monarchies du Golfe ainsi que pour la Jordanie. De façon générale, les élites de ces pays ont conservé une profonde admiration pour le modèle anglais mais cette amitié n'a que de faibles répercussions diplomatiques. Londres, depuis qu'elle a achevé sa décolonisation dans la région, n'a pris aucune initiative diplomatique d'envergure, et s'est contentée de suivre les Etats-Unis notamment dans leur soutien à Israël en 1973 et dans l'évacuation de l'OLP du Liban en 1983.

Une certaine rivalité persiste cependant entre Paris et Londres quant à leur influence sur les événements de la région. Les Anglais ont souvent accusé les Français de faiblesse face au terrorisme arabe, et reproché à Paris son soutien à l'Irak. Le gouvernement britannique s'était en effet lancé, à partir du milieu des années quatre-vingt, dans une dénonciation active et systématique du terrorisme, en particulier libyen.

Depuis la révolution de 1958, Bagdad est, dans le monde arabe, la bête noire des gouvernements britanniques. L'Irak a réussi à

éliminer pratiquement toute présence anglaise, ce qui est un cas presque unique dans l'histoire de la décolonisation britannique. La réputation de Saddam Hussein en Angleterre était, dès avant l'invasion du Koweït, bien plus mauvaise qu'ailleurs. C'est aussi au Royaume-Uni qu'éclata le scandale des ventes d'armes illégales à l'Irak. Le Premier ministre Margaret Thatcher prétend avoir, le jour même de l'invasion irakienne, convaincu le président américain George Bush d'intervenir. Les forces britanniques furent les premières et les plus nombreuses aux côtés de l'armée américaine pendant l'opération Tempête du désert. Parallèlement, les otages anglais en Irak eurent à souffrir d'un traitement plus sévère que les autres Occidentaux. Enfin la victoire des forces de la coalition donna lieu, en Angleterre, à des célébrations inhabituelles de ce côté-ci de l'Atlantique.

LA FRANCE

La France, que la Méditerranée unit au monde arabe, est impliquée depuis plusieurs siècles dans la région. Au cours de son histoire, elle a évolué d'une vision stratégique, visant au contrôle au moins partiel de la Méditerranée, à une approche plus politique qui fait de l'alliance arabe une autre voie pour atteindre le même objectif : demeurer une puissance de premier plan.

Ainsi, l'expédition de Bonaparte en Egypte (1798), la conquête de l'Algérie, à partir de 1830, l'implantation à Djibouti (1862), ou l'obtention de mandats au Levant, relevaient-elles d'une vision stratégique, mais devaient influencer considérablement sur une politique arabe ultérieure. Cette vision domina jusqu'à la fin de la deuxième guerre mondiale et même après 1945, lorsque la vague décolonisatrice, avec ses ratés au Levant et ses drames au Maghreb, poussa Paris vers l'alliance israélienne. La France fournit alors abondamment Israël en armes et en technologie (y compris nucléaire) et se joignit même à lui pour l'expédition de Suez, en 1956, dans l'espoir d'abattre Nasser, et de régler ainsi, par l'extérieur, la crise algérienne. Ce fiasco ne contribua qu'à attiser les passions, et la IV^e République finit par être renversée... à Alger.

LE TOURNANT GAULLIEN

L'avènement de la Ve République en 1958, et la fin de la guerre d'Algérie en 1962, annonçaient plus qu'un simple renversement d'alliance, un changement complet de point de vue. Le nouveau régime devait en effet gérer des rapports passionnels avec les anciens départements d'Afrique du Nord, assurer l'approvisionnement du pays en pétrole et définir une politique étrangère post-coloniale. Ces trois préoccupations conduisirent le général de Gaulle à mettre en œuvre

une politique arabe qui, d'une part devait s'avérer commercialement fructueuse, d'autre part s'intégrerait à un projet plus global : la volonté d'échapper à la bipolarisation et de présenter la France comme l'interlocuteur privilégié, voire l'interprète auprès des deux grands, d'un Tiers Monde dont Nasser faisait figure, avec d'autres, de porte-parole.

Ainsi Paris rompit avec Israël en 1967, et multiplia ensuite les échanges commerciaux voire militaires avec la plupart des pays arabes. Si, pour les anciennes colonies du Maghreb, la France resta une terre d'émigration, elle devint aussi une voie d'accès au marché européen. La France demeure le premier partenaire économique des pays du Maghreb qu'elle contrôlait. Ces liens ont largement contribué au décollage des économies marocaines et tunisiennes, qui bénéficient de transferts de technologie et de délocalisations de plus en plus massifs.

Par ailleurs des capitaux français s'investirent au Liban, et les gouvernements successifs conclurent des contrats d'armement avec les Etats du Golfe, et surtout la Libye. S'opposant de façon croissante à la France pour le contrôle du Tchad et, depuis, de l'ensemble des pays du Sahel, ce dernier pays est passé, à partir de 1975, du statut d'allié à celui de rival de la France dans la zone.

L'Irak, pays au discours aussi "républicain" que la Libye de l'époque, et anciennement

sous influence britannique lui aussi, remplaça la même année la Libye comme client privilégié de la France dans la région. Il fit même rapidement figure d'allié majeur de Paris, accédant ainsi à la technologie nucléaire, au grand dam d'Israël qui intervint même militairement en 1981 pour détruire les réacteurs nucléaires expérimentaux irakiens. Le gouvernement français ne ménagea pas son soutien à Bagdad durant la guerre contre l'Iran, fournissant à l'Irak armements et instructeurs, au risque de s'exposer aux représailles iraniennes sous forme d'actions terroristes.

LES VALEURS SÛRES

L'Iran du Shah avait aussi été un partenaire privilégié de Paris, notamment en matière nucléaire. La dégradation de l'image du régime, à la fin des années soixante-dix, a poussé la France à donner refuge à l'ayatollah Khomeiny qui devait renverser la monarchie iranienne. Mais lorsque la première guerre du Golfe imposa de choisir entre l'Iran et l'Irak, le gouvernement français préféra l'option irakienne.

En revanche, la France a toujours soutenu la monarchie marocaine, depuis l'indépendance du pays, et la dénonciation répétée des atteintes aux droits de l'homme dans le royaume chérifien n'a jamais engagé Paris en faveur des opposants au régime.

En 1981, l'arrivée des socialistes au pouvoir en France marque le placement dans un autre type de valeurs "sûres" : dans une perspective tiers-mondiste, Paris a multiplié les contrats généreux avec l'Algérie, envers qui les nouveaux gouvernants se sentaient une dette particulière. De même, la France a aussi multiplié les initiatives avec l'Égypte officiellement non alignée, mais où l'influence française pesait peu à côté de la présence américaine. La fin de la décennie quatre-vingt a été marquée par plus de réalisme, et Paris renonça aux initiatives spectaculaires.

La France fut en revanche très prudente au Liban, et hésita à s'engager auprès des Maronites qui souhaitaient son appui. Récusée comme intermédiaire par les autres factions, Paris n'intervint que dans le cadre d'opérations internationales auxquelles participaient également les États-Unis et retira son contingent en même temps que Washington, peu après l'attentat contre la force multinationale qui fit quelque 300 morts en 1983. Outre d'infructueuses tentatives de conciliation, Paris, en fait, ne prend l'initiative que pour des missions humanitaires, notamment l'évacuation du général chrétien Michel Aoun en 1991, ou des combattants de l'OLP assiégés, d'abord à Beyrouth (1982), puis à Tripoli (1983). Le soutien à l'OLP demeura en effet, depuis le début des années soixante-dix, une constante de la diplomatie française, même après le rééquilibrage opéré par François Mitterrand, premier président

français à se rendre en Israël. Paris espérait que des bonnes relations avec les principaux acteurs de la scène proche-orientale lui permettraient de jouer un rôle conciliateur conforme à ses ambitions.

Cet espoir fut cruellement déçu lorsque, au moment de la guerre du Koweït, la France dut, après de multiples tentatives de médiation, s'engager contre son allié irakien. Ses ambitions mêmes de grande puissance lui interdisaient de rester neutre et elle y perdit, outre un allié et un client, une bonne part du capital de sympathie accumulé dans les opinions arabes. D'autre part, le soutien palestinien à Saddam Hussein, qui fit perdre à l'OLP le bénéfice de ses avancées diplomatiques, plaça Paris dans une situation inconfortable. La guerre ne rapprocha pas davantage la France d'Israël qui lui fit grief d'avoir contribué au surarmement irakien. Enfin l'espoir qu'entretenait Paris, et qui avait justifié sa participation aux combats, de prendre part aux négociations multilatérales après le conflit s'évanouit très vite.

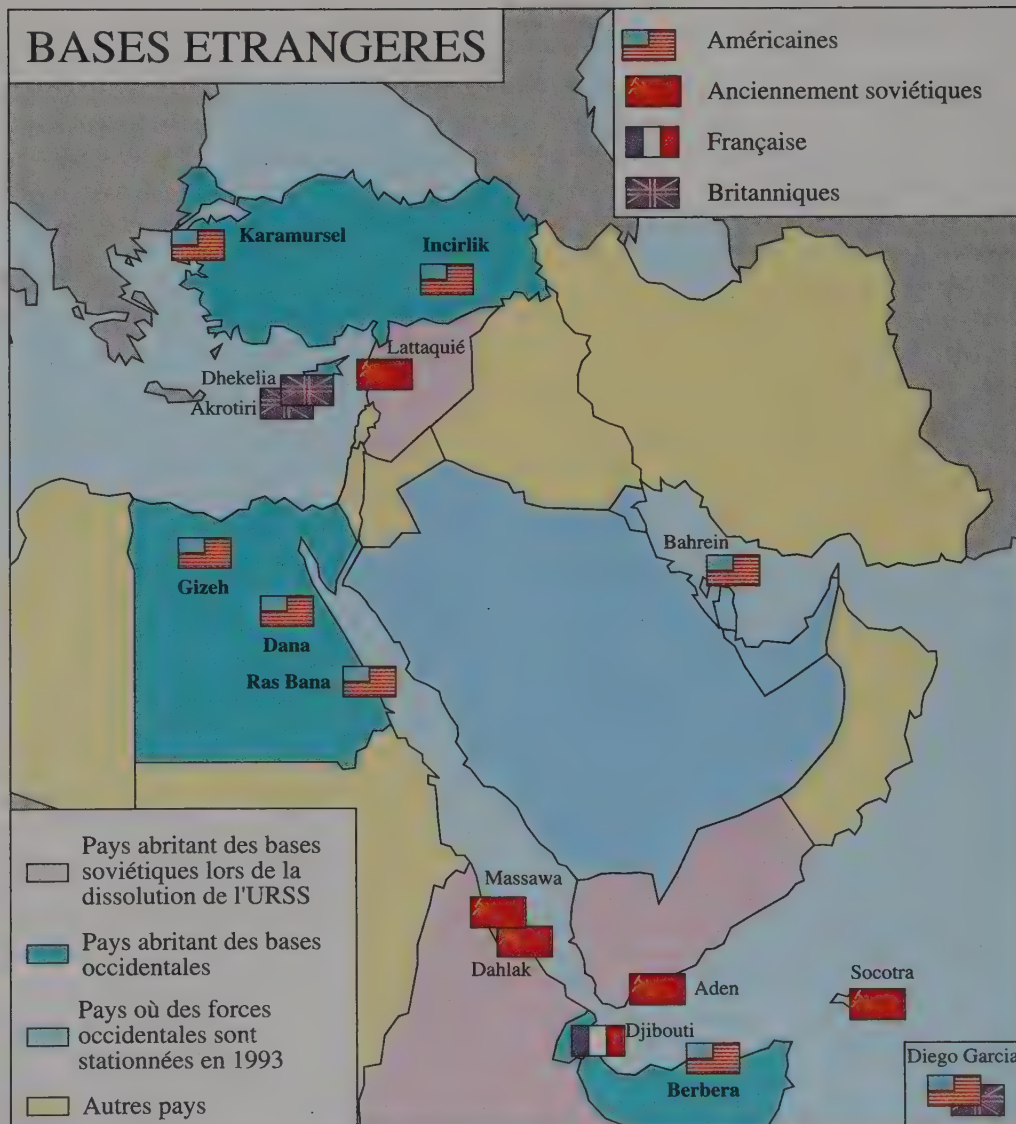
LIENS COMMERCIAUX ET IMPLANTATION CULTURELLE

Si la tragédie libanaise et la guerre du Koweït ont laissé la diplomatie française sans prise sur l'avenir de la région, l'importance de l'implantation commerciale française dans le monde arabe, et des investissements arabes

en France, donne toujours à Paris une place de premier plan dans les relations euro-arabes. Déjà au XIXe siècle, la France était de loin le premier investisseur dans la région. De même, l'action culturelle de la France, confirmée encore récemment par l'ouverture d'une université francophone au Caire, tend à préserver une influence culturelle dont les bases remontent au XIXe siècle en Egypte comme au Liban, et renforce une proximité probablement unique dans le monde occidental.

Les Français ont en effet toujours eu des Arabes une vision plus complexe que les autres Européens, ce qui est dû pour partie à l'importance numérique des populations venues du Maghreb dans l'ancienne métropole (rapatriés, harkis, immigrés), pour partie à une proximité géographique qui explique l'ancienneté des contacts, bien avant l'ère coloniale. D'une certaine manière l'Arabe est pour le Français la figure même de "l'autre", familier et radicalement différent. Le poids de l'immigration arabe et l'usage qui en est fait par un parti comme le Front national contribuent également à placer l'arabité au cœur du débat politique français.

Sans être surestimés, tous ces facteurs expliquent aussi pourquoi Paris, indépendamment de ses besoins en pétrole, ne saurait se désintéresser de la région, ni, malgré les vicissitudes de sa diplomatie, y demeurer inactif.



UNE POLITIQUE EUROPÉENNE ?

L'Europe affirme de plus en plus sa volonté de définir une politique étrangère commune. Le monde arabe et le Moyen-Orient, de par leur proximité géographique, devraient en constituer le champ privilégié. Depuis l'effondrement de l'Union soviétique, les Etats-Unis laisseraient volontiers la Communauté européenne aux avant-postes de la reconstruction de l'Europe centrale. Mais alors qu'il laisse depuis longtemps les anciennes puissances coloniales se débattre dans les problèmes africains, Washington n'est nullement prêt à passer la main au Proche-Orient.

L'hégémonie américaine n'explique cependant pas à elle seule l'absence d'une diplomatie communautaire dans la région. Les Européens sont confrontés à plusieurs divisions internes : d'une part entre des pays méditerranéens proches du monde arabe et des nations d'Europe du Nord plus distantes, d'autre part entre des Etats qui appliquent une politique autonome et la volonté affichée par les Douze de définir une politique commune.

Il existe à l'intérieur même de l'Europe une division Nord/Sud. L'Espagne, la Grèce et, dans une moindre mesure, l'Italie affichent des politiques arabes. Depuis le retour de l'Espagne à la démocratie, une des ambitions du pays consiste à être un lien entre l'Europe et le Sud qui, vu de Madrid, s'entend comme

l'Amérique latine et le monde arabe. En ce sens, les options tiers-mondistes de la politique espagnole ont été perçues comme assez proches de celles de la France. L'Espagne, qui après la fin de la Reconquista avait effacé toute trace de la domination arabe sur son sol, se redécouvre des parentés mêlées. L'amitié qui lie le roi Juan Carlos au souverain chérifien n'a rien d'anecdotique, et Madrid a longtemps tout particulièrement cultivé ses rapports avec Rabat.

Depuis l'arrivée des socialistes au pouvoir en 1982, l'Espagne a procédé à un rééquilibrage de sa politique maghrébine. Poussant à la constitution de l'UMA (Union du Maghreb arabe), elle s'est fait l'artisan du dialogue entamé avec la Communauté. Madrid a également été en 1988 à l'origine de l'idée d'un équivalent de la CSCE (Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe) en Méditerranée, projet cependant mis en sommeil depuis la guerre du Golfe. Paradoxalement la politique arabe des gouvernements espagnols a constitué l'un des volets de l'ouverture du pays sur l'Europe. Le succès de l'Espagne tient en un double constat : ses bons rapports avec Israël et son soutien à l'OLP. Ce succès a été consacré en 1991 par le choix de Madrid comme site de la conférence d'ouverture des pourparlers sur le Proche-Orient.

• La Grèce est à plusieurs titres impliquée dans les conflits proche-orientaux : comme

voisine immédiate de la région, comme puissance protectrice de la population orthodoxe de Chypre et comme porte d'entrée privilégiée des terroristes moyen-orientaux en Europe. Son antagonisme ancestral envers la Turquie et ses réticences envers Israël l'ont rapprochée des Arabes. Bien que solide, son soutien à l'OLP et aux plus progressistes des régimes arabes pèse d'autant moins que la Grèce a, pour cause de dérive économique et de surenchère nationaliste, perdu, depuis le milieu des années quatre-vingt, une grande part de sa crédibilité en Europe même.

• L'Italie souhaite aussi apparaître comme un interlocuteur dans la région mais son action, handicapée par l'instabilité de ses gouvernements, n'est qu'intermittente. Les ports italiens avaient, jusqu'à la fin du XVIIIe siècle une position dominante dans le commerce avec la Méditerranée orientale. Le caractère tardif de l'unité de la péninsule l'a cependant empêchée de tirer profit de l'affaiblissement de l'Empire ottoman. Frustrée par la France de ses prétentions sur l'Afrique du Nord, l'Italie s'est, jusqu'à la conquête de l'Ethiopie, rangée derrière l'Angleterre, première force navale en Méditerranée, en matière de politique étrangère. Evincée pendant la seconde guerre mondiale de ses anciennes possessions libyennes et érythréennes elle est cependant demeurée active en Somalie. La défaite de 1943 a sonné le glas de la politique d'expansion en Méditerranée : constatant le fiasco du tropisme méditer-

ranéen de Mussolini, l'Italie a tenté d'occulter sa dimension sudiste, de se laisser tirer par son nord dynamique, espérant ainsi rejoindre les démocraties occidentales sur lesquelles elle s'était alignée. Sous l'impulsion de Mattei qui réussit en Libye et en Iran à écorner le monopole pétrolier anglo-saxon, d'Amintore Fanfani comme Premier ministre et d'Aldo Moro au ministère de l'Industrie, Rome prend, à partir de 1967, conscience de la nécessité de définir une politique arabe.

Renforcée en 1973, cette option trouvera son aboutissement en 1983 par la participation au sauvetage de l'OLP par les marines occidentales. Après avoir privilégié ses rapports avec Tripoli, Rome fut obligé de faire volte-face. Le traité signé avec Malte en 1980 garantissant son intégrité territoriale est, sans la nommer, tourné contre la Libye. Malgré la définition d'une politique suivie par le ministre des Affaires étrangères Gianni De Michelis, et la participation en 1991 à la guerre du Golfe, le rôle de l'Italie est resté marginal et subordonné à ses priorités atlantistes. Sa présence culturelle et commerciale est toutefois forte en Tunisie, en Egypte et au Liban.

L'attitude et la position des pays du nord de l'Europe contrastent avec celles de leurs voisins méditerranéens. Globalement pro-Israéliennes, elles sont caractérisées par une certaine distance par rapport au monde arabe.

Les Néerlandais ont toujours été sensibles à l'oppression et ont accueilli depuis plusieurs siècles les Juifs expulsés des autres pays d'Europe. Les Pays-Bas ont sans doute été, depuis sa création, le soutien le plus indéfectible d'Israël. Deux faits sont à cet égard significatifs : en 1973 une application particulièrement draconienne envers les Pays-Bas de l'embargo arabe sur le pétrole; lors de la guerre du Golfe, la mise à la disposition de Jérusalem des missiles Patriots néerlandais, avant même que les Américains ne proposent les leurs.

- L'Allemagne, mue par un certain sentiment de culpabilité, partage, mais à un moindre degré, l'attitude de La Haye. Toutes les tentatives allemandes pour s'implanter dans la région, que ce soit au Maroc au tournant du siècle ou dans les pays du Croissant Fertile à l'aube de la seconde guerre mondiale, ont échoué. L'influence allemande sur la Turquie est par contre une constante depuis l'alliance entre le Reich et l'Empire ottoman. Bonn est aujourd'hui encore de loin le premier partenaire commercial d'Ankara. La République fédérale accueille une importante communauté immigrée et la Turquie est le seul pays de la région où l'allemand soit parlé. Cette relation privilégiée, qui se combine avec une relation complexe et spécifique avec Israël, incite l'Allemagne à une certaine prudence envers le nationalisme arabe.

A partir de 1952, la RFA et Israël ont eu une importance fondamentale l'un pour l'autre. Israël a joué un rôle important dans la réhabilitation politique de l'Allemagne. La RFA a joué un rôle majeur dans le décollage économique et scientifique d'Israël. Les relations entre les deux pays représentent une originalité dans les relations internationales : elles font de part et d'autre une référence constante à la morale. A partir de la reconnaissance mutuelle de 1965, les relations bilatérales ont été en se normalisant et, paradoxalement les livraisons d'armes en s'amenuisant. La relation privilégiée s'est atténuée au fur et à mesure que l'image d'Israël s'inversait dans l'opinion occidentale.

Malgré l'alignement des positions arabes de Bonn sur celles de Paris au cours des années soixante-dix et la politique propalestinienne suivie pendant les années quatre-vingt, le ressort psychologique, comme l'attestent tous les sondages indéfectiblement favorables à Israël, ne s'est jamais rompu. Cette relation s'est vérifiée quand Bonn a, à plusieurs reprises, sacrifié des contrats avec Ryad pour ne pas déplaire à Jérusalem, ou encore lors de son soutien logistique à Israël lors des attaques de Scuds irakiens pendant la guerre du Golfe. Bien que l'Europe soit le domaine prioritaire de la diplomatie allemande, c'est à la faveur de la crise du Golfe que s'est posée, pour la première fois de façon aiguë, la question de son rôle international. Le fait que Bonn ait été largement mis à contribution

financièrement sans avoir voix au chapitre a ouvert en Allemagne même le débat sur le rôle international du pays.

Au-delà de ces divergences entre pays européens, l'obstacle principal à la définition d'une politique communautaire au Moyen-Orient réside sans doute dans l'attitude de Paris et de Londres. Paris a en effet régulièrement, au cours des années quatre-vingt, cherché à imprimer une politique européenne dans le droit fil de son souci d'indépendance face aux Etats-Unis. La France s'est heurtée à la fidélité atlantique de ses partenaires, en particulier du Royaume-Uni. Cependant, quand il fallut prendre des décisions importantes, comme la participation à la guerre du Golfe, la France, soucieuse de tenir son rang, n'a eu d'autre choix que de suivre les initiatives américaines. Dans les mêmes circonstances, Paris et Londres ont été en butte aux critiques des autres pays : puissances moyennes voulant conserver leurs prérogatives, elles agissent à l'ONU ou dans leurs initiatives unilatérales sans concertation européenne.

Paradoxalement, l'Europe, absente diplomatiquement, est une puissance commerciale dominante sur l'autre rive de la Méditerranée. L'Europe de l'Ouest est le principal partenaire commercial du monde arabe ainsi que des autres pays du Moyen-Orient. Dès 1961, la CEE a passé une série d'accords d'association et de libre-échange avec plusieurs pays méditerranéens. A partir de

1972, une politique visant à faire profiter le Sud immédiat de la croissance européenne a été mise en place. La quasi-totalité des produits du Maghreb et du Proche-Orient bénéficient depuis d'un libre accès au marché européen. Les économies turques, marocaines et israéliennes ont réussi à profiter de cette opportunité au point d'être virtuellement intégrées au Marché commun. Ces trois pays ont, sous diverses formes, fait savoir qu'ils souhaitent rejoindre la Communauté. Les vœux israéliens n'ont jamais donné lieu à une candidature officielle; la demande de Rabat a été refusée au motif que le Maroc n'est pas un pays européen; l'entrée de la Turquie a été repoussée au mieux après l'an 2000.

LES PUISSANCES PÉRIPHÉRIQUES

Les superpuissances et l'Europe ne sont pas les seules à avoir essayé de peser sur le Moyen-Orient. La Chine, cinquième grand, le Japon, puissance montante, et l'Inde, leader des non-alignés, ont, à des degrés divers, compté sur la scène régionale.

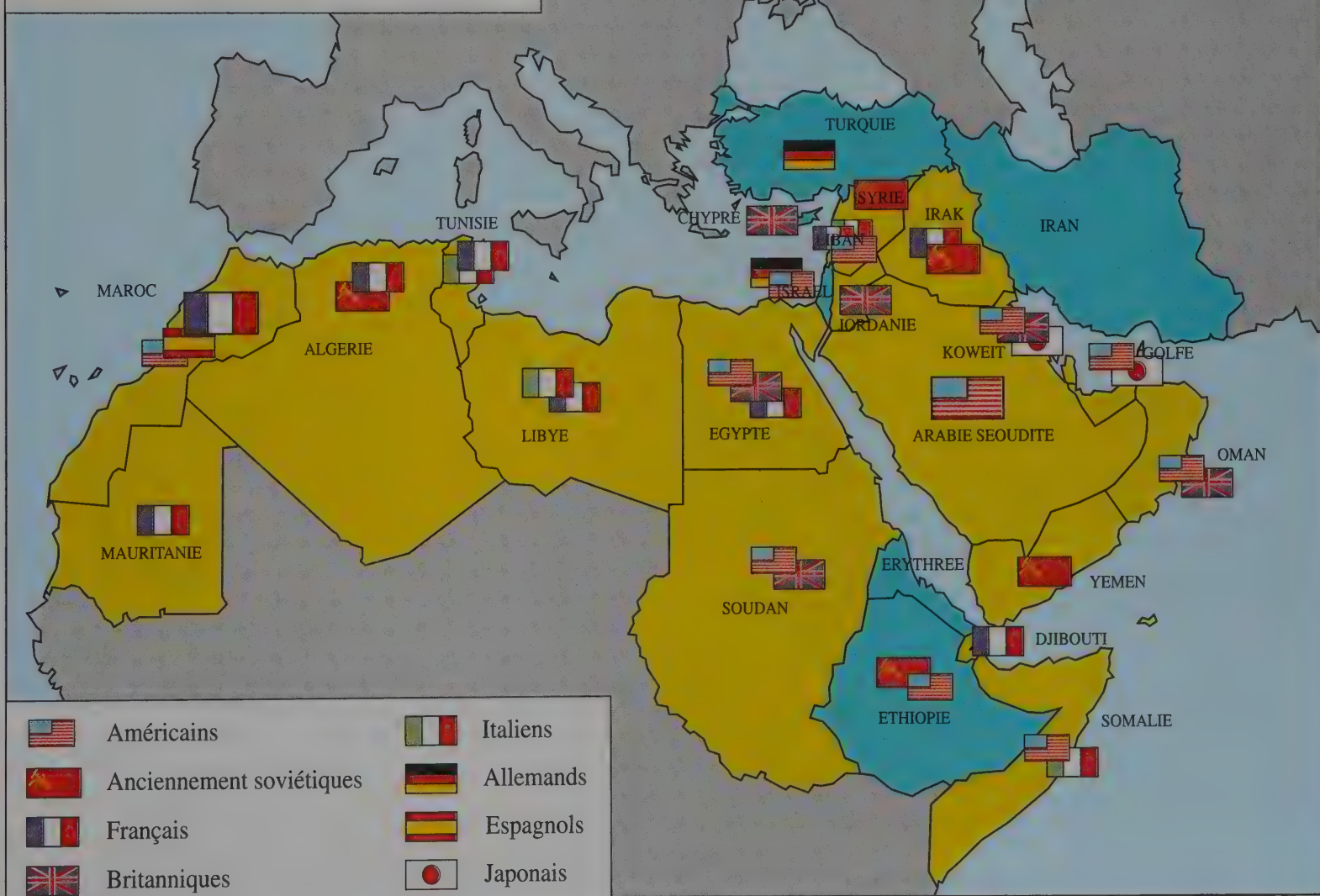
- La Chine était la destination finale des caravanes arabes. La présence de l'Islam dans l'actuel Turkestan chinois atteste de l'ancienneté de ces contacts. Il y a également plus de 60 millions de Musulmans en Chine du Sud. La concentration géographique de ces populations dans des régions périphériques rend Pékin particulièrement attentif à tout signe de

contagion islamiste. Ces considérations n'ont cependant orienté le pouvoir chinois que récemment.

Jusqu'à l'arrivée au pouvoir de Deng Xiao Ping en 1978, la Chine avait une conception mondiale de son rôle. La République populaire tenait, depuis ses origines, un discours partout opposé à l'impérialisme. Son influence au Moyen-Orient est cependant toujours restée moindre qu'en Afrique noire ou en Extrême-Orient. Mais au fur et à mesure que Pékin s'éloignait de Moscou, son rôle s'est accru. L'autre patrie du communisme a été utilisée par les régimes les plus proches de Moscou pendant les années soixante-dix, Aden et Bagdad, comme un contrepoids à l'URSS. L'Irak est resté jusqu'à la guerre du Golfe le principal partenaire de la Chine dans le monde arabe. Durant le conflit, Pékin a gardé un profil bas, s'abstenant de voter contre les résolutions anti-irakiennes à l'ONU et tentant parallèlement de mener des négociations secrètes. La Chine a bénéficié de son attitude, dans un premier temps en faisant passer au second plan le souvenir de la répression du printemps 1989, et, ensuite, en obtenant la levée des sanctions qui lui étaient imposées depuis lors. Pékin, absente à la table des négociations sur le Proche-Orient, paraît s'être totalement recentré sur les problèmes asiatiques.

- L'Inde est beaucoup plus proche du Moyen-Orient que la Chine. Avec des

LES INTERETS ETRANGERS



moyens moindres, elle a réussi à conserver un rôle plus effectif. Deux axes ordonnent sa politique : le non-alignement et les rapports avec le Pakistan. L'Islam est devenu une des premières religions du sous-continent sous l'empire Moghol. L'arabe et surtout le persan sont des langues classiques pour les populations islamisées. La partition de l'Inde en 1947 fut un traumatisme pour le pays. Le refus des dirigeants musulmans de cohabiter conduisit à la création du Pakistan, "le pays des purs". Périodes de guerres et de tensions ont depuis alterné entre les deux pays. Le choix du Pakistan, par les Etats-Unis, comme gardien du Golfe après la chute du Shah en 1979 a renforcé l'autre constante de la politique extérieure indienne : le non-alignement. L'Inde a pris la tête des non-alignés dès la fondation du mouvement au milieu des années cinquante. Son allié principal dans le monde arabe fut l'Egypte nassérienne. Ce soutien impliquait un engagement pour la cause panarabe et pour la défense des Palestiniens. L'importance de cet aspect alla croissant jusqu'au milieu des années quatre-vingt.

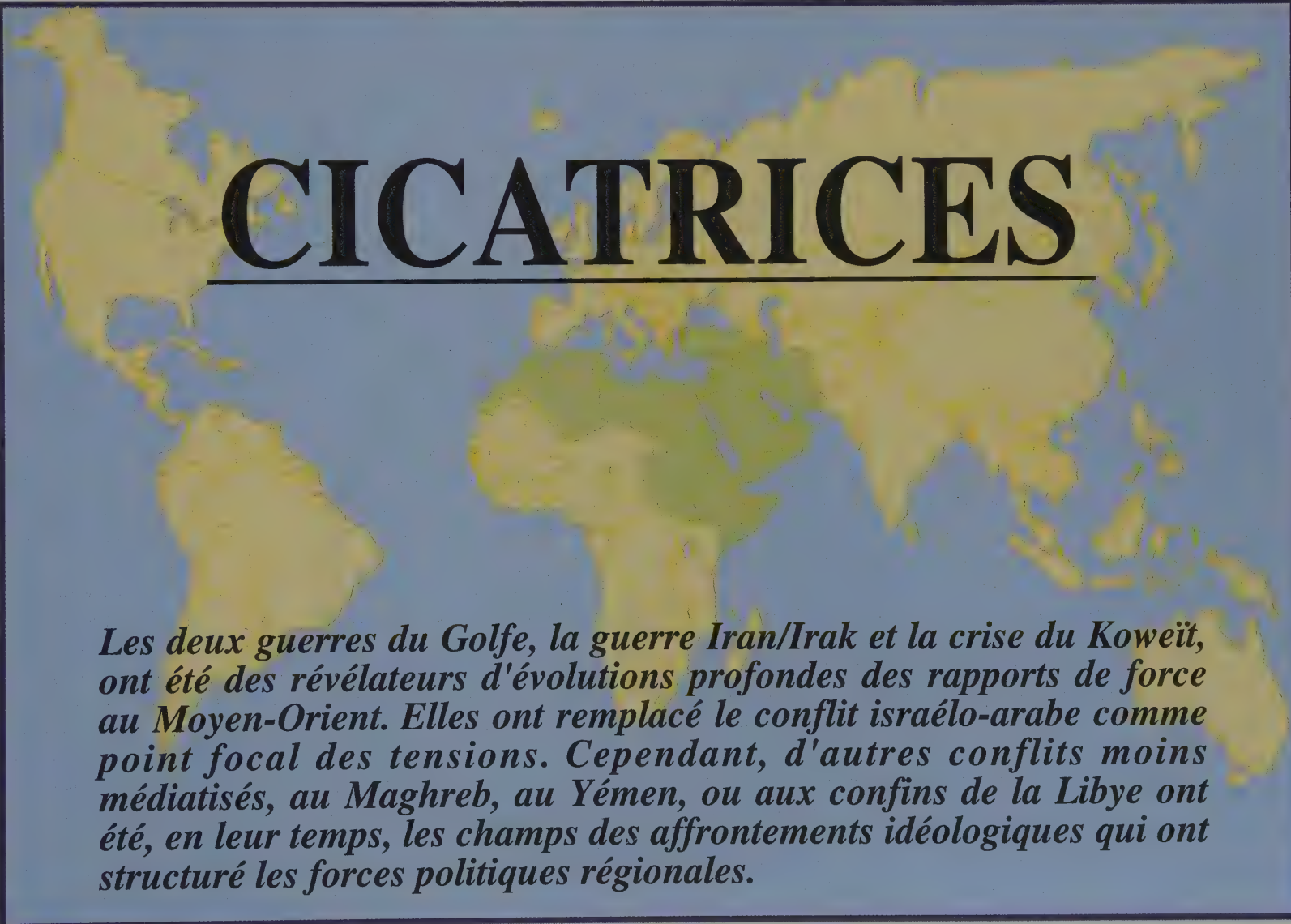
L'effondrement de l'Union soviétique ayant vidé la notion de non-alignement de son contenu, l'Inde a du mal à s'adapter à la nouvelle donne internationale. Ainsi, l'absence d'initiative diplomatique indienne lors de la crise du Golfe faillit provoquer une crise gouvernementale. Son engagement au Proche-Orient est par ailleurs limité par la montée du fondamentalisme hindou, mena-

çant pour les quelque 85 millions de Musulmans qui vivent dans l'Union indienne, et très critique à l'égard du panarabisme et du panislamisme.

- Le Japon est le troisième pays asiatique qui joue un rôle au Moyen-Orient. Sa politique est marquée par une constante : ménager les pays du Tiers Monde dont les ressources lui sont vitales, et par une évolution plus récente : la prise de conscience de sa propre puissance. Le Japon, qui n'est entré aux Nations unies qu'en 1956, a eu, jusqu'au milieu des années soixante-dix, une attitude qui peut se résumer par la volonté de ne heurter personne. En 1973, sa contribution au budget de l'ONU ayant largement dépassé celles de Paris ou de Londres, Washington commença à parler de la possibilité d'un siège permanent au conseil de sécurité pour la nouvelle puissance économique. Avec le premier choc pétrolier, le Japon prit conscience la même année de sa vulnérabilité. Sa réponse fut d'abord financière et, pour se rapprocher de ses fournisseurs de pétrole, il devint le premier contributeur de l'UNWRA, l'organisme des Nations unies supervisant l'aide aux réfugiés palestiniens. L'ONU fut à cette époque au centre du jeu d'influence du Japon. Soutenant le travail du Secrétariat général et de l'Assemblée générale en faveur des Palestiniens, Tokyo se fit de nombreux amis dans le monde arabe et dans le groupe afro-asiatique. Sa diplomatie qui consistait cependant toujours en un jeu d'équilibre entre

l'Occident et le Tiers Monde, symbolisé par le soutien à tous les plans de paix proposés pour la région, sans exception quelle qu'en soit l'origine, atteignit rapidement ses limites.

L'invasion de l'Afghanistan fit nettement basculer le Japon dans le camp occidental. Alors qu'au début de la crise des otages américains à Téhéran, Tokyo privilégiait ses relations économiques avec le nouveau régime de Téhéran, à la fin de l'année 1979, après le coup de force de Moscou, le Japon entama une période qui se caractérise par la volonté d'être assimilé à l'Occident. Cependant, pendant la guerre du Golfe, l'impossibilité constitutionnelle où se trouvait Tokyo d'intervenir militairement, la multiplication des pressions américaines et européennes pour une participation financière du Japon, et le traitement par l'Irak des Japonais à la même enseigne que les Occidentaux poussent Tokyo à prendre plus d'autonomie. En fait le conflit, comme en Allemagne, a libéré le débat, jusque-là autocensuré, sur la prise en charge par le Japon de sa sécurité. Premier pas : en juin 1992, à la suite de l'intervention occidentale au Kurdistan irakien, le Japon a réformé sa constitution pour permettre des interventions humanitaires outre-mer. Second pas : premier contributeur non belligérant à la guerre du Golfe et première source de financement du système onusien, le Japon exprime désormais son souhait d'intégrer, dans le cadre d'une réforme de l'ONU, le club des pays qui décident du sort de la planète.



CICATRICES

Les deux guerres du Golfe, la guerre Iran/Irak et la crise du Koweït, ont été des révélateurs d'évolutions profondes des rapports de force au Moyen-Orient. Elles ont remplacé le conflit israélo-arabe comme point focal des tensions. Cependant, d'autres conflits moins médiatisés, au Maghreb, au Yémen, ou aux confins de la Libye ont été, en leur temps, les champs des affrontements idéologiques qui ont structuré les forces politiques régionales.



BATAILLES DES SABLES

Bien avant la guerre du Golfe, plusieurs conflits aujourd'hui oubliés ont opposé des pays arabes entre eux : l'Algérie au Maroc, et le Yémen du Nord à son voisin du Sud, essentiellement. Mais le champion de l'activisme belliqueux demeure le colonel Kadhafi, qui a toujours rêvé pour son pays d'un rôle régional.

LE LITIGE FRONTALIER ALGÉRO-MAROCAIN

Les frontières sahariennes de l'Algérie et du Maroc ont fait l'objet, depuis les indépendances, de multiples et violentes contestations, entraînant parfois des affrontements armés.

Le Maroc revendique des droits historiques sur une partie du Sahara, et a toujours fait valoir le fait que les frontières des confins sahariens n'ont jamais été fixées sur le papier ni dans les faits. Par ailleurs, la découverte de richesses naturelles (fer, magnésium, plomb et charbon) dans la région, a contribué à exacerber les rivalités.

En 1961, une rencontre entre représentants du Gouvernement provisoire de la république algérienne en formation et du Maroc avait

conclu à la nécessité de négociations sur les problèmes de souveraineté et d'exploitation des territoires contestés. Cependant, dès l'accession de l'Algérie à l'indépendance, des troupes algériennes se sont installées dans la région, ce qui a provoqué en octobre 1962 et à l'automne 1963 de graves accrochages avec l'armée marocaine, qui ont failli dégénérer en guerre.

Dès le début du conflit, l'Algérie a demandé que le litige soit réglé dans le cadre de l'Organisation de l'unité africaine, dont la charte, signée par les deux rivaux, avait reconnu le principe de l'intangibilité des frontières héritées de la période coloniale. Début novembre 1963, une rencontre entre le président algérien Ben Bella et le roi Hassan II du Maroc aboutit à un cessez-le-feu, et à la convocation du conseil des ministres de l'OUA afin de constituer une commission spéciale d'arbitrage sur le problème des frontières.

Cependant, le Maroc a continué à mettre en avant ses prétentions, et a tenté de faire pression sur l'Algérie en internationalisant la question. Pour ce faire, les autorités marocaines se sont rapprochées des Etats-Unis, espérant trouver en eux un allié de poids. Toutefois, à partir de 1967, le conflit



israélo-arabe tend à l'emporter sur les querelles interarabes. Des liens trop voyants avec les Etats-Unis, amis d'Israël, devenant quelque peu compromettants, le Maroc recherche une normalisation de ses relations avec l'Algérie. Le 15 janvier 1969, le président algérien Boumediene se rend au

Maroc et signe un traité d'amitié et de bon voisinage avec le royaume chérifien. Par cet accord, les deux pays s'engagent à respecter le principe de souveraineté nationale et d'intégrité territoriale. En 1970, à Tlemcen, Maroc et Algérie décident la création d'une société mixte devant exploiter le minerai de fer de la région de Gara-Djebilet.

Cependant, malgré ces bonnes intentions, le conflit algéro-marocain sur la question des frontières a duré jusque dans les années quatre-vingt. En effet, si l'Algérie a ratifié le 17 mars 1973 les différentes conventions élaborées de 1969 à 1972 relatives aux problèmes frontaliers, le Maroc a refusé de le faire. Une évolution se produit seulement à partir de février 1983, lors de la rencontre au sommet entre le roi Hassan II et le président algérien, Chadli Bendjedid.

Cette opposition entre les deux voisins, outre les tensions qu'elle a suscitées, a également eu pour conséquence de geler les tentatives de rapprochement intermaghrébin jusqu'en 1989. A cette date, dans une conjoncture plus favorable de détente entre Algérie et Maroc sur le problème des frontières, conjuguée à la cessation progressive de l'aide algérienne aux rebelles sarahouis (autre source de tension entre les deux Etats), les cinq pays du Maghreb ont créé un regroupement formant l'Union du Maghreb arabe, devant aboutir à l'établissement d'une coopération plus étroite entre les Etats.

LES DÉCHIRURES DU YÉMEN

Le nom "Yémen" n'a pas toujours recouvert les mêmes territoires. Si l'on peut parler en 1990 de "réunification" entre Yémen du Nord et du Sud, les deux régions qu'ils recouvrent n'ont cependant jamais été précédemment unifiées. Le "Yémen" est traditionnellement le royaume des Zaïdites, qui recouvre l'actuelle extrémité sud de l'Arabie séoudite et l'intérieur de l'ancien Yémen du Nord. Les anciennes possessions britanniques de la région ont pris, à leur indépendance, le nom de Yémen du Sud par référence au Yémen voisin et faute d'autre appellation pouvant recouvrir l'ensemble des territoires concernés. L'un comme l'autre des Yémen ont eu des histoires aussi tourmentées que risque de l'être leur unification.

LA GUERRE CIVILE AU YÉMEN DU NORD (1962-1970)

Soumis depuis les premiers siècles de l'Islam au régime d'un imamat traditionaliste, le Yémen du Nord était encore, au début des années soixante, un pays très fermé et peu touché par la modernité. Société tribale, le Yémen du Nord était organisé suivant un système de six castes, proche du système hindouiste. Au sommet de la pyramide, des "sayyids", descendants du Prophète, étaient

les souverains des cheiks qui régnaient eux-mêmes sur chaque tribu.

La présence coloniale britannique au Yémen du Sud a entamé l'isolement yéménite, tandis que l'autorité de l'Imam a été ébranlée par la constitution d'un embryon d'opinion publique, résultant, à partir des années cinquante, d'une importante émigration aux sympathies panarabes ou républicaines. De plus, dès 1956, l'imam Ahmad avait recherché des soutiens extérieurs à sa politique et avait signé un "pacte antibritannique" avec Nasser. En 1957, des conseillers militaires égyptiens arrivaient au Yémen du Nord, et, en mars 1958, le pays adhéra à la République arabe unie, qui unissait, depuis le mois de février de la même année, l'Egypte et la Syrie.

Cependant, l'imamat de plus en plus fortement contesté fut renversé le 26 septembre 1962 par un putsch fomenté par des "officiers libres". Cette révolution chasse les sayyids et l'imam Badr du pouvoir et fonde une république, dirigée par Abdallah El Sallal jusqu'en 1967, puis par Abd El Rahman Al-Iryani de 1967 à 1974.

La création de la République arabe du Yémen entraîne la désintégration des réseaux traditionnels d'allégeance, sans toutefois qu'une nouvelle légitimité ne s'impose du fait de la quasi-inexistence d'un réel pouvoir central.

Ecartés du pouvoir, les partisans de l'imam Badr entament une lutte contre le nouveau régime.

La guerre civile qui débute alors est essentiellement un conflit entre élites, où s'exacerbent les questions du régionalisme, du tribalisme et de confession. En effet, la guerre oppose le littoral sunnite longtemps dominé par l'intérieur zaïdite à ce dernier, que sa forte identité rendait moins perméable au panarabisme.

Cependant les deux camps sont tout aussi divisés l'un que l'autre. D'un côté, les républicains unissent les révolutionnaires, les intellectuels pro-nassériens, les nationalistes et les partisans du panarabisme, les baassistes et les communistes à la partie sunnite du monde tribal opposé à l'imamat. De l'autre côté, le camp royaliste, aussi appelé front de l'intérieur, comprend les tribus zaïdites traditionalistes favorables à l'imam.

Les divisions internes des deux camps (sur les stratégies à suivre ou sur les alliances à contracter) et les interventions extérieures en leur faveur entraînent l'enlisement de la guerre civile. En effet, tandis que les soldats égyptiens, présents dès 1956 et en masse depuis 1962, luttent aux côtés des républicains, les royalistes pour leur part reçoivent le soutien financier de l'Arabie séoudite et de la Grande-Bretagne.

La guerre dure huit ans. Toutefois, après le retrait de l'armée égyptienne en 1967, consécutif à la défaite lors de la guerre des Six Jours, un règlement progressif du conflit s'esquisse. En fait, dès 1964, un compromis a été recherché entre républicains et royalistes. Ce sont les tribus modérées des deux camps qui permettent de trouver une solution en se posant en arbitres. Elles négocient avec les républicains le maintien de leur pouvoir traditionnel moyennant l'acceptation du régime républicain. Au terme de huit années d'un des conflits les plus coûteux en vies humaines (200 000 morts sur une population de quatre millions d'habitants), une constitution est adoptée en 1970. Elle aboutit à la création d'un conseil républicain de cinq membres, assisté d'un "majlis ash-shura" de 119 membres élus et 40 nommés, qui est en fait un conseil tribal où les Sunnites tiennent le pouvoir, tandis que les Zaïdites gardent le contrôle des structures gouvernementales et de la haute administration.

Au plan externe, la guerre a sans doute eu pour effet principal de faire définitivement sortir le Yémen de son isolement, du fait des interventions directes de l'Egypte, ou plus discrètes de l'Arabie séoudite ou de la Grande-Bretagne. Le Yémen du Nord est devenu en fait un enjeu du panarabisme. Pour l'Egypte, il s'agissait de reprendre l'initiative après l'échec de la RAU avec la Syrie, et Nasser ne pouvait refuser une aide à un régime "frère". Pour l'Arabie séoudite, le



raisonnement était exactement inverse : l'aide aux royalistes devait contenir l'influence égyptienne à ses portes, tout en profitant du revers syrien de l'Égypte.

Enfin, à l'occasion de la guerre civile, des liens s'établissent entre les républicains et l'URSS. En 1964, un traité d'amitié est signé. Ces liens se perpétuent, malgré une certaine dégradation par la suite. Leur réintensification à la fin des années quatre-vingt permettra la réunification.

LE YÉMEN DU SUD EN GUERRE

L'accession à l'indépendance du Yémen du Sud, puis l'avènement d'un régime républicain à Aden se sont faits dans des conditions bien plus violentes et complexes que l'émancipation du Nord de la tutelle ottomane déchue en 1918.

La présence britannique, depuis les années 1830, avait eu pour conséquence la formation au sein du pays de deux régions aux évolutions divergentes. En effet, tandis qu'à Aden (quatrième port pétrolier du monde en 1964) l'expansion économique provoquait un important afflux de populations immigrées (nord-yéménites notamment) et un fort brassage aussi bien social que culturel et politique, qui favorisait l'apparition de mouvements syndicaux et nationalistes

potentiellement contestataires; l'intérieur pour sa part connaissait un déclin des structures traditionnelles du pouvoir, la Grande-Bretagne s'efforçant d'y réduire l'influence des sayyids.

Le monde urbain "détribalisé" d'Aden a donc mené la lutte contre les Britanniques, avant de fonder la république, via une multitude d'acteurs politiques, contrairement au Yémen du Nord où la révolution a été conduite par les tribus. Le projet britannique d'intégrer Aden à une fédération, aux côtés des protectorats de "l'hinterland" semble avoir joué un rôle déterminant dans la cristallisation des oppositions, non seulement à la présence coloniale, mais aussi au sein des mouvements contestataires.

Trois factions principales se dégagent en fait dans l'hostilité à la Grande-Bretagne. D'une part, le Parti national de l'union de Bayumi, rassemblant modérés et bourgeoisie, se montre relativement favorable à la fusion d'Aden dans la fédération proposée par Londres. La Ligue des fils de l'Arabie du Sud, plutôt nassérienne et regroupant des populations arabes d'Aden, dénonce pour sa part ce projet et revendique un Yémen du Sud unitaire. Enfin, les syndicats de l'Aden trade union congress (ATUC) se dotent d'une organisation politique, le Parti socialiste populaire (PSP), dénonçant la colonisation et prônant la création d'un Grand Yémen unifié. De 1952 à 1962, c'est d'ailleurs l'ATUC qui

est le fer de lance dans le combat contre la présence britannique.

Le renversement de l'imam Badr en septembre 1962 au Yémen du Nord, et l'aide de la Grande-Bretagne aux royalistes durant la guerre civile, font basculer les opposants dans la lutte armée. Ils se regroupent donc, créent le Front national de libération (FNL) en 1963, puis, en 1966, s'allient au bras armé du PSP pour constituer le Front de libération du Yémen du Sud occupé (FLOSY), pro-nassérien. Une lutte armée s'ensuit, qui pousse la Grande-Bretagne à quitter précipitamment le Yémen du Sud en 1967.

Cependant, les organisations de libération sont à leur tour déchirées par des luttes internes très violentes, entre FNL et FLOSY (affaibli après le départ des Égyptiens du Yémen du Nord en 1967). Au terme de ces luttes d'influence, le FNL l'emporte et négocie seul le retrait britannique. Un accord est signé le 29 novembre 1967, et la République populaire du Yémen du Sud est proclamée le 30.

Après 1967, le Yémen du Sud est régi par un régime communiste, au sein duquel les oppositions entre factions rivales perdurent. Mais sous couvert de luttes idéologiques, ce sont en fait des rivalités tribales qui ressurgissent. Malgré l'interdiction de tous les partis, hormis le Parti socialiste du Yémen créé en 1978, et qui succède aux diverses

organisations de libération du pays, les tensions politiques mais aussi sociales (en raison de l'extrême pauvreté du pays) s'exacerbent, pour conduire à une véritable guerre civile en 1985-1986, causant la mort de près de 13 000 personnes à Aden.

LA RÉUNIFICATION

Depuis l'instauration dans les deux Yémen de régimes républicains dans les années soixante, les relations entre les deux pays ont toujours été tumultueuses, en raison de leurs divergences idéologiques, et surtout, dans les années quatre-vingt, à la suite de la découverte de champs pétrolifères sur leurs zones frontalières, dans le bassin de Marib.

En 1988, de très vives tensions régnaient de part et d'autre de la frontière. Cependant, les deux pays se sont efforcés de désamorcer un conflit potentiel. Aden surtout a commencé à développer une rhétorique de l'unification, en premier lieu pour faire oublier les événements de 1986. Cette demande s'est faite de plus en plus insistante à mesure que le désengagement du grand frère soviétique s'accélérait.

Après la réunion de divers comités chargés d'étudier les modalités de l'unification, celle-ci est proclamée le 22 mai 1990, mais une période de transition de trente mois a été appliquée jusqu'en novembre 1992 afin de mettre en place les structures du nouvel Etat

et de préparer l'accession à de nouvelles conditions politiques. L'unification semble cependant plus problématique que prévu, les sudistes se plaignant d'être laissés pour compte et mis sous tutelle par le Nord.

INTERVENTIONS LIBYENNES

A la fin de la seconde guerre mondiale, l'Union soviétique demanda la tutelle sur la Libye, colonisée à partir de 1911 par l'Italie. Les Anglo-Saxons s'entendirent pour accorder l'indépendance à la Libye, au grand mécontentement de la France qui craignait une contagion immédiate pour ses colonies d'Afrique du Nord.

En 1951, la Libye devint une monarchie, sous la conduite du vieux roi Idriss Ier El Senoussi. Avec moins d'un million d'habitants, le pays, extrêmement pauvre, subissait l'influence politique de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis (qui disposaient en Libye de bases militaires) et celle, économique, de l'Italie.

Le pétrole découvert en 1959 ébranla les structures traditionnelles et amorça un début de transformation sociale. La manne pétrolière afflua et, en moins de trois ans, la Libye accéda au rang de puissance pétrolière. Le revenu annuel par habitant passa de 35 dollars en 1951 à 250 en 1966, puis à 12 000 dans les années soixante-dix pour retomber à

5 300 en 1992. En 1967, la Libye adhéra à l'OPEP.

La chute de la monarchie sénousside fut en partie précipitée par la défaite arabe lors de la guerre des Six Jours de juin 1967. Déjà, devant les nombreuses manifestations populaires réclamant le démantèlement des bases militaires américaines et britanniques, le régime s'était vu contraint, dès 1964, de demander officiellement le retrait de la présence étrangère. Tandis qu'il continuait de se fournir en armement à Londres et à Washington, il accentua la répression intérieure. Le 1er septembre 1969, la monarchie fut renversée par un coup d'Etat réalisé par un groupe de jeunes officiers nationalistes, au premier rang desquels le capitaine Kadhafi, autopromu colonel dans la nuit. Quelques mois auparavant, en mai, un coup d'Etat similaire avait eu lieu au Soudan.

LE PROJET RÉVOLUTIONNAIRE

Le projet révolutionnaire de la nouvelle république s'ordonnait autour de quatre axes liés à des événements qui ont durablement marqué la vision politique du "Guide de la Révolution" :

- L'unité arabe : Mouhammar El Kadhafi croit en une nation arabe unie, forte et souveraine. Le souvenir de la République arabe unie exalte ses rêves unitaires.

- L'anti-impérialisme : le numéro un libyen garde, de l'expédition de Suez, une méfiance tenace vis-à-vis de l'Occident.
- L'antisionisme : la destruction de l'Etat d'Israël, après l'humiliation de 1967, devient plus que jamais un objectif fondamental.
- La diffusion de l'Islam : la religion est à la fois la base de l'Etat et un message à vocation universelle. De la guerre d'indépendance en Algérie, le colonel Kadhafi retient le sens de la solidarité avec les peuples arabomusulmans, et par extension avec tous les mouvements en lutte pour leur émancipation.

L'indépendance politique constitue la première priorité de la politique du nouveau régime révolutionnaire. Pour le colonel Kadhafi, comme pour Nasser en Egypte, l'indépendance passe par la fin de toute présence étrangère en Méditerranée. Les nationalistes arabes libyens, persuadés que les bases britanniques de Tobrouk et d'Al Adem et celle, américaine, de Wheelus, toutes situées en Libye, ont servi d'appui logistique à l'attaque israélienne au premier jour de la guerre de 1967, ordonnèrent leur évacuation. Kadhafi, à qui Nasser déconseilla de s'adresser aux Soviétiques pour ses besoins d'armements, se tourna alors vers l'Europe et, en particulier, vers la France. En janvier 1970, Paris annonça la vente à Tripoli de 110 avions Mirage, provoquant la colère de la Grande-Bretagne, des Etats-Unis et surtout d'Israël.

Les bouleversements politiques qui virent l'instauration de régimes progressistes en Libye et au Soudan se firent au grand soulagement de l'Egypte. Nasser pouvait désormais compter sur ses deux voisins africains, prêts à participer à la lutte contre Israël. Le principe d'une union entre les trois pays fut adopté dès la fin de 1969, mais des désaccords empêchèrent sa mise en œuvre.

Après la mort de Nasser en septembre 1970, la formation d'une nouvelle fédération arabe entre l'Egypte, la Libye, le Soudan et la Syrie revint à l'ordre du jour. Mais en juillet 1971, l'Egypte et la Libye durent intervenir au Soudan pour mettre fin à un coup d'Etat procommuniste. Le maintien au pouvoir du général Nemeiry se fit au prix d'une sanglante répression contre les communistes soudanais, malgré la réprobation de Moscou.

RADICALISATION INTÉRIEURE ET EXTÉRIEURE

L'Union des républiques arabes entre la Libye, l'Egypte et la Syrie, proclamée le 1er septembre 1971, à l'occasion du deuxième anniversaire de la révolution libyenne, prévoyait notamment une coopération en matière de défense, de relations extérieures et d'économie. Le Soudan restait à l'écart en raison de ses troubles internes. Mais à la suite du rapprochement entre l'Egypte et les Etats-Unis en 1971-1972, la tension monta entre

Tripoli et Le Caire. Après la guerre israélo-arabe de 1973, les relations entre les deux capitales ne cessèrent de se détériorer, le colonel Kadhafi reprochant à l'Egypte d'avoir accepté un cessez-le-feu.

La deuxième priorité du nouveau régime est centrée sur l'indépendance économique. Dès son accession au pouvoir, le colonel Kadhafi introduisit des changements radicaux dans la politique pétrolière et fit réviser les contrats accordés aux compagnies étrangères. Il imposa un contrôle et une limitation de la production afin de préserver l'avenir et obtint, en septembre 1970, une hausse de 14% des prix du brut. Cette politique a marqué le début du renversement des positions entre compagnies et Etats pétroliers au Proche-Orient, et durant l'été 1973, la Libye se joignit à la vague de nationalisation de l'industrie pétrolière et des intérêts étrangers (des sociétés américaines ont continué cependant de participer à la production). Le régime mit aussi en œuvre une politique d'arabisation et de développement intensif du pays. De gigantesques projets agricoles et industriels furent lancés, comme celui de la "grande rivière artificielle", mis en chantier dans les années quatre-vingt.

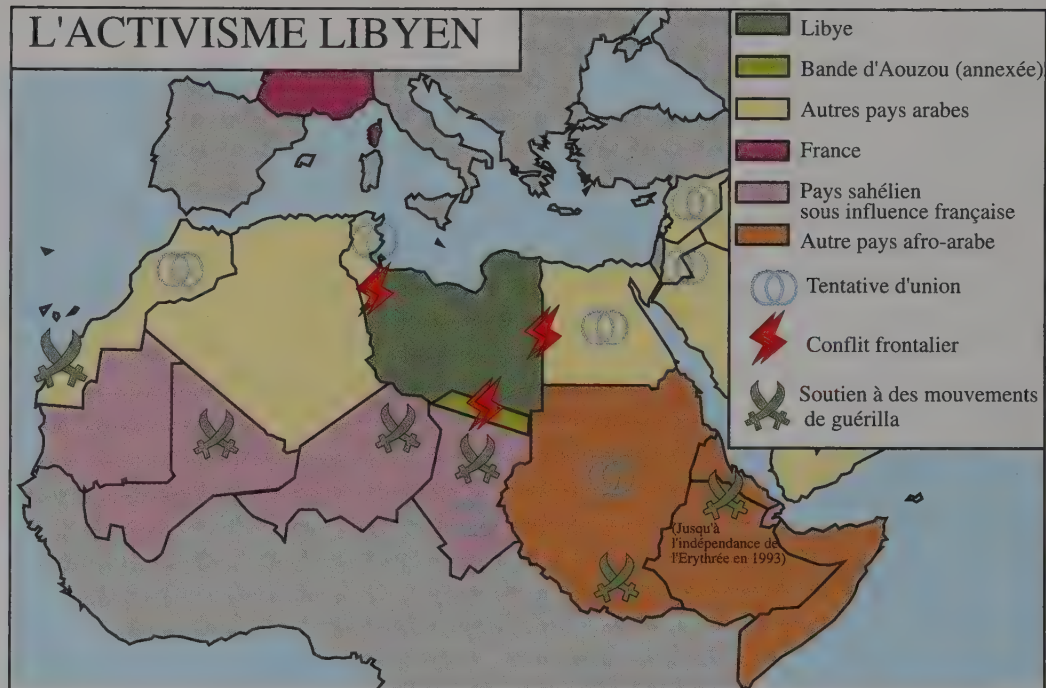
Le déclenchement, en avril 1973, de la "révolution culturelle" marqua la deuxième étape de l'évolution du régime. Le colonel Kadhafi entendait instaurer un socialisme

arabe s'appuyant sur des "comités populaires" pilotés par les masses, "Jamahir", afin de combattre la "république des élites", ces membres de la haute administration et de l'intelligentsia qui reprochaient au "Guide" de verser dans la dictature.

Cette phase de transition intérieure trouva un dénouement en juillet 1975. Le colonel Kadhafi, ayant déjoué un "complot" fomenté au sein de l'armée et de l'administration, décida de mettre en sommeil le Conseil de commandement révolutionnaire. Il prépara la transformation de la République libyenne, "Joumhouriya", en "Etat des masses", "Jamahiriya", selon un néologisme forgé par le numéro un libyen lui-même.

Sur le plan extérieur, le colonel Kadhafi n'abandonna pas ses rêves d'union mais, déçu par ses ouvertures vers l'Egypte et le Machrek, décida de se tourner vers le Maghreb. En 1974, la Libye et la Tunisie parvinrent à un accord d'union. La République arabo-islamique ne devait cependant jamais voir le jour, en raison d'une volte-face de dernière heure du président tunisien, Habib Bourguiba. La Tunisie devint dès lors la cible privilégiée des efforts de déstabilisation entrepris par la Libye.

Entre 1975 et 1977, la tension culmina avec l'Egypte, engagée sur la voie de la paix avec Israël. Tripoli, qui n'avait pourtant cessé de fustiger le "marxisme athée", se rapprocha



alors de Moscou. Cette entente se traduisit par la présence, en Libye, de plusieurs milliers de conseillers soviétiques et des pays de l'Est (notamment de la RDA).

Le colonel Kadhafi est, au sein du monde arabe, un leader à part, imprégné des valeurs de la civilisation nomade, à la fois bédouin pragmatique et tacticien intuitif. Dans les périodes délicates, il lui arrive de disparaître. Il se retire alors dans sa tente, près de Syrte, dans sa région natale, pour méditer. C'est là qu'il a rédigé les trois tomes du "Livre vert"

ou "Troisième théorie universelle", dont la diffusion gratuite commença en 1975 dans le pays et dans le monde entier.

Il y expose notamment sa vision religieuse originale, qualifiée souvent à tort d'intégriste, et qui est davantage réformiste. Le colonel Kadhafi ne reconnaît en effet que le Coran et rejette la Sunna (tradition du Prophète) et les Hadiths comme "apocryphes", ce qui lui attire les foudres des chefs religieux qui l'accusent de se prendre pour un nouveau prophète.

La Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste a été officiellement proclamée en mars 1977. Des Comités populaires de base, véritables “Gardiens de la révolution”, se mirent alors en place. Le discours se fit progressivement plus menaçant. Présentant les orientations du plan quinquennal 1981-1985, le colonel Kadhafi appela ainsi à la “*mobilisation générale, étape considérable vers le peuple en armes*”, nécessitée selon lui par “*les provocations militaires à nos frontières*”. La Libye était devenue en quelques années l’un des premiers importateurs d’armes du monde, l’armée de métier passant de 20 000 hommes en 1970 à 90 000 en 1984-85. La Libye disposait de plus de 2 000 chars et véhicules blindés, de centaines de Mirage et de Mig et de tout un arsenal d’armes diverses : sous-marins, frégates, corvettes, vedettes lance-missiles. Des accords de coopération dans le domaine nucléaire ont été signés en 1978 avec l’Inde. Enfin, selon Washington, Tripoli aurait également tenté de développer des armes chimiques.

En fait, le colonel Kadhafi, qui craint que le développement économique dû à la manne pétrolière n’entraîne un embourgeoisement du peuple et une généralisation de la mentalité de rentier, entretient une atmosphère d’agitation permanente à l’intérieur et s’aventure dans une série de confrontations et de bras de fer à l’extérieur, d’abord directement à ses frontières, puis

dans le monde arabe, en Afrique, et enfin dans le monde.

Le numéro un libyen mène de préférence des opérations de déstabilisation voyantes et provocatrices. Sa diplomatie, déroutante et imprévisible, se déploie tous azimuts sur fond de rhétorique guerrière. Tripoli soutient de préférence les régimes les plus radicaux et lutte contre les gouvernements modérés. Cet engagement international se déploie selon la triple vocation de la Libye : maghrébine, orientale et africaine.

Pour “unifier la patrie arabe”, tous les moyens sont bons. C’est ainsi qu’à partir de son “Bureau pour l’exportation de la révolution”, Kadhafi n’hésite pas à exhorter publiquement les populations voisines à se débarrasser de leurs dirigeants. Il est ainsi accusé d’avoir aidé à la déstabilisation des régimes en place : massacre à l’ambassade d’Arabie séoudite à Khartoum (1973), tentatives d’assassinats (Hassan II, Hussein de Jordanie, etc.).

A ses frontières, la Libye s’est trouvée impliquée dans une série d’incidents. En juillet 1977, une guerre de quatre jours opposa les forces libyennes à l’armée égyptienne. L’intervention des pays arabes et de l’OLP y mit fin. En janvier 1978, la Tunisie dénonça la main de Tripoli dans les violentes émeutes à caractère politique et social qui eurent lieu à Tunis et que l’armée

réprima dans le sang. En janvier 1980, la tension entre Tripoli et Tunis a culminé avec l’attaque de la ville tunisienne de Gafsa par un commando tunisien entraîné en Libye, tandis qu’au même moment Tripoli annonçait un soulèvement général en Tunisie. Avec le Maroc, les relations bilatérales étaient depuis 1969 en crise ouverte. La Libye fut mise en cause dans des complots contre Hassan II, en 1971 et en 1972. En 1975, à la suite de la “Marche verte” au Sahara occidental, Tripoli opéra un rapprochement avec Rabat, dans le conflit qui opposait le Maroc à l’Algérie. Mais en 1976, le colonel Kadhafi reconnut la République arabe sarahouie démocratique, proclamée par le Polisario. Rabat rompit alors ses relations diplomatiques avec Tripoli qui devint le principal fournisseur en armement soviétique de la guérilla sarahouie. En août 1984, l’accord spectaculaire et inattendu d’Oujda scella la réconciliation entre les deux pays qui proclamèrent leur volonté d’union au sein d’une “Union arabo-africaine”.

En 1978, un litige frontalier opposa la Libye à Malte sur la délimitation des eaux territoriales dans lesquelles la Libye avait entrepris des forages pétroliers. Malte, qui souhaitait se dégager de la forte emprise libyenne, notamment sur le plan économique, resserra donc ses liens avec l’Algérie et la Tunisie.

Le soutien de la Libye à l’Iran dans la guerre qui l’opposa de 1980 à 1988 à l’Irak créa des

tensions entre Tripoli et l'Arabie séoudite ainsi qu'avec l'Irak. L'émergence d'un axe Tripoli-Téhéran a trouvé des ramifications dans le soutien au terrorisme international.

LA "VOCATION AFRICAINE"

La vocation africaine de la Libye trouve son orientation traditionnelle vers le Sahel et le Tchad. Tripoli mène une action culturelle sur le continent noir à partir des universités, de stations de radiodiffusion et de foyers religieux. Des heurts l'opposèrent au Niger et au Mali, accusés d'exterminer les populations nomades touaregs, puis au Sénégal en 1980, lorsque le colonel Kadhafi enrôla des Sénégalais dans la "Légion islamique" contre le Tchad.

L'intervention libyenne au Tchad (1979-1987) demeure la seule véritable utilisation de l'énorme potentiel militaire accumulé par le numéro un libyen. Dès 1970, Tripoli affirma ses visées expansionnistes en apportant son soutien en armes et en argent aux rebelles musulmans du Nord. La Libye revendiquait la bande d'Aouzou, zone aride mais riche en uranium et située au nord du Tchad. Un traité d'amitié fut cependant signé en décembre 1972 avec le gouvernement tchadien. Mais le soutien aux rebelles continua et, au cours de l'été 1973, Tripoli occupa la bande d'Aouzou, en violation de la charte de l'OUA qui proclame l'intangibilité

des frontières héritées de la colonisation. Kadhafi justifia cette annexion en invoquant les clauses des accords Laval-Mussolini de 1935. A l'époque la France, puissance coloniale au Tchad, avait reconnu la souveraineté de l'Italie, puissance coloniale en Libye, sur ce territoire. L'accord avait cependant été abrogé en 1955. L'OUA ne condamna pas cette occupation, tandis que la France gardait le silence. Après 1975, les Libyens continuèrent de soutenir les rebelles tchadiens. En février 1978, une première intervention française sauva le gouvernement du président Malloum, face à l'offensive des troupes de Goukouni Oueddeï, jeune chef coutumier qui avait pris la tête de la rébellion dans le nord du pays, et de la Libye qui assurait son soutien logistique et financier. La France retira ses troupes en mai 1980, après la constitution du GUNT (Gouvernement d'union nationale transitoire) et la conclusion d'un accord entre les factions rivales. Fin 1980, la Libye lança une offensive, occupa le nord du pays et plaça au pouvoir à N'Djamena son ancien allié, Goukouni Oueddeï. En janvier 1981, la fusion du Tchad et de la Libye était proclamée. N'Djamena fut reprise en 1982 par une faction rivale menée par Hissène Habré, et appuyée par les Etats-Unis et le Zaïre. Les Libyens se retirèrent dans le nord du pays qu'ils continuèrent d'occuper. La France décida d'intervenir en août 1983, afin d'empêcher toute nouvelle offensive libyenne. En dépit de l'annonce d'un retrait

libyen avancé par Kadhafi lors de sa rencontre en Crête avec François Mitterrand en novembre 1984, Tripoli maintint ses troupes dans le nord du Tchad.

Au Soudan, Tripoli soutint jusqu'en 1985 la rébellion du colonel Garang qui combattait l'islamisation forcée et la domination du Sud animiste et chrétien par le Nord musulman. Après la chute de Nemeiry en avril 1985, Tripoli rétablit ses relations diplomatiques avec Khartoum.

En Afrique, l'Etat libyen aide les Etats et les mouvements révolutionnaires qui se proclament anti-américains, notamment en Angola, en Afrique du Sud, au Zaïre, en Ethiopie. L'influence libyenne s'exerce également sous forme d'investissements des pétrodollars et d'assistance financière à de nombreux pays.

PROFIL BAS

Sur le plan international, Tripoli apporte son soutien financier, politique et logistique au terrorisme international chaque fois que cette stratégie s'accorde à son projet global : antisionisme et anti-impérialisme. La Libye appuie des mouvements de libération (OLP, Front Polisario), des mouvements indépendantistes en Irlande (IRA), en Corse (autonomistes), au Pays basque (ETA), en Nouvelle-Calédonie (FLNKS), aux Philip-

pinés (Moros), et des mouvements subversifs minoritaires au Niger, au Mali, en Mauritanie, et même aux Etats-Unis (Black Muslims) ainsi que des groupes terroristes et extrémistes palestiniens (fractions terroristes de l'OLP, Abou Nidal, Carlos). Par ailleurs, Tripoli a commandité de très nombreux assassinats d'opposants à l'étranger. Kadhafi a ouvertement encouragé de telles initiatives et son régime s'est fait le complice de prises d'otages, s'attirant une réputation d'Etat terroriste.

C'est ainsi qu'en représailles à des accrochages aériens dans le golfe de Syrte et d'un attentat meurtrier contre une discothèque en Allemagne visant des soldats américains, les Etats-Unis lancèrent en avril 1986 un raid aérien punitif dont le colonel Kadhafi sortit indemne de justesse (sa fille adoptive fut tuée).

Cette action ainsi que les cuisantes défaites militaires enregistrées un an plus tard au Tchad par les Libyens lors des batailles de Fada et de Ouadi Doum mirent en évidence l'isolement et la vulnérabilité du régime. La Libye se trouva plus que jamais affaiblie sur la scène régionale et internationale, d'autant que depuis 1983-84, elle traversait une sévère crise économique et sociale, en raison notamment de la chute des revenus pétroliers.

Le colonel Kadhafi entama au printemps 1988 une nouvelle étape de l'évolution du régime. Après la démolition spectaculaire au bulldozer de la prison de Tripoli, il entreprit une libéralisation du régime, abolit les tribunaux d'exception, supprima le visa de sortie, restaura le commerce individuel et encouragea l'initiative privée. En juin 1988, Kadhafi proclama une "Charte verte des droits de l'Homme". Il abolit la peine de mort et fit adopter des mesures garantissant, en principe, les libertés et une justice "équitable".

Mouhammar El Kadhafi a toujours rêvé d'une grande union des pays du Maghreb. Il est vrai que de nombreux facteurs militent en faveur d'une telle unité : unité géographique de cet Occident arabe, fond ethnique commun, religion commune (l'Islam) et même empreinte de la colonisation (française, sauf en Libye, italienne).

Le déclin accéléré de l'influence soviétique a contraint la Libye (mais aussi d'autres pays comme la Syrie) à modifier ses orientations stratégiques. En octobre 1988, Kadhafi retira ses troupes du Tchad et établit des relations diplomatiques avec le gouvernement de Hissène Habré. La normalisation des relations égypto-libyennes intervint en octobre 1989, à l'occasion d'une rencontre Moubarak-Kad-

hafi. Peu avant, en avril, la Libye s'était réconciliée avec son voisin tunisien. Le colonel Kadhafi, assagi et ayant manifestement adopté un profil bas, put dès lors concrétiser davantage son rêve d'une union arabe. Précédée d'une série de réunions préparatoires et d'un sommet historique des chefs d'Etat maghrébins en juin 1988, l'Union du Maghreb arabe (UMA) vit le jour le 17 février 1989 entre le Maroc, la Tunisie, l'Algérie, la Libye et la Mauritanie.

Tripoli n'est pas pour autant rentré dans le rang et continue de défier la communauté internationale. L'explosion d'un Boeing américain qui a fait 270 morts en 1988 au-dessus de Lockerbie, en Ecosse, ainsi que celle d'un DC-10 français au Niger (170 morts), sont, après enquête, attribuées à l'action de la Libye.

Devant le refus de Tripoli de livrer les ressortissants libyens mis en cause dans ces attentats, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté en avril 1992 des sanctions contre la Libye sous la forme d'un embargo aérien et militaire. En 1993, les Européens menaçaient même, de façon répétée, d'étendre l'embargo aux exportations pétrolières vitales pour l'économie du pays.

LE CONFLIT IRAN/IRAK

Première manifestation de l'hégémonisme irakien, dix ans avant l'invasion du Koweït, la guerre qu'a menée Saddam Hussein contre l'Iran de 1980 à 1988, qui a fait près d'un million de morts, s'est soldée par un maintien *statu quo* frontalier et une recomposition des alliances locales, laquelle devait pourtant s'avérer éphémère.

L'IRAK D'AVANT LA GUERRE

Le parti au pouvoir à Bagdad depuis 1968, le Baas, se veut un parti nationaliste arabe et socialiste. Le régime est séculier mais considère l'Islam comme une composante essentielle de la culture arabe. Saddam Hussein s'est rendu en pèlerinage à La Mecque, l'année de son accession au pouvoir, et a, par la suite, favorisé la construction d'un grand nombre de mosquées. Les dirigeants religieux chiites ont cependant été, soit expulsés, soit sommés de s'abstenir de s'immiscer dans les affaires politiques.

Le système juridique irakien n'est pas fondé sur la charia, la loi de l'Islam, mais s'en inspire en l'adaptant à une société qui se veut moderniste. En particulier les femmes bénéficient en Irak d'un statut plus favorable que dans le reste du monde arabe.

L'inspiration du Baas est panarabe mais un parti Baas rival étant aussi au pouvoir en Syrie et la population irakienne étant largement composite, l'accent a surtout été mis sur le nationalisme irakien, "Wataniya", plutôt que sur le nationalisme arabe, "Qauamiyya", d'où les références de plus en plus constantes à l'antiquité mésopotamienne. Le Baas se voulant également socialiste, ses premières actions ont été l'accélération de la redistribution des terres, entreprise dès l'entrée au gouvernement en 1958, et la nationalisation du pétrole (1972).

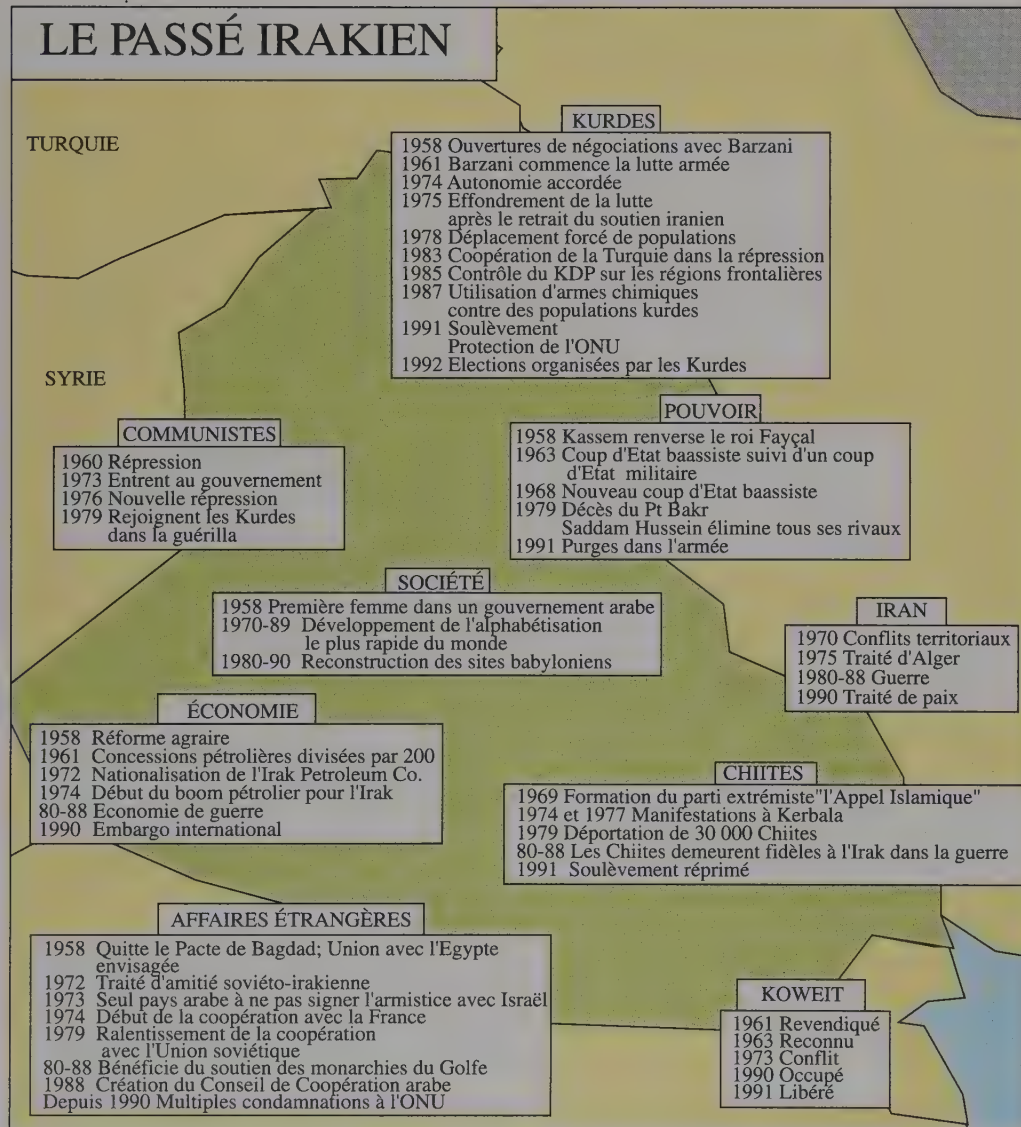
Saddam Hussein accéda au pouvoir en 1979, pacifiquement, en tant que numéro deux du régime et successeur désigné du président Bakr. Il s'empessa cependant d'éliminer tous ses rivaux potentiels. Il s'entoura de collaborateurs qu'il estimait sûrs, en particulier de personnes originaires de Takrit, sa bourgade natale, et de membres de sa propre famille. Il développa aussi un véritable culte de sa personnalité, inégalé dans le monde arabe, aimant se comparer à l'empereur babylonien Nabuchodonosor ou à Saladin, le vainqueur des croisés, comme lui natif de Takrit. Toute vie politique fut sérieusement contrôlée, le parti Baas encadrant toutes les formes associatives de la société civile. La police secrète prit une

importance politique et numérique sans précédent (150 000 agents selon les détracteurs du régime).

L'Irak depuis la prise du pouvoir par le Baas s'est encore plus éloigné de la Grande-Bretagne et s'est rapproché de l'URSS et de la France. L'Irak a passé plusieurs traités de coopération avec l'URSS au début des années soixante-dix, mais n'a jamais constitué pour Moscou un allié aussi fiable que la Syrie ou aussi fidèle que le Yémen du Sud. Dès la fin de la décennie, bien que la coopération technique et militaire se soit intensifiée, les liens politiques se sont distendus entre les deux Etats. La France est devenue depuis 1974 le partenaire privilégié de l'Irak en Occident. Inversement, les gouvernements français successifs ont basé une bonne partie de leur politique arabe sur le soutien à l'Irak, en particulier dans sa guerre contre l'Iran.

L'Irak est le premier pays arabe où du pétrole a été découvert. Dès les années trente, l'exportation de pétrole était devenue la ressource principale du pays. Le quintuplement des prix du pétrole en 1973 a permis à l'Irak de renforcer ses programmes d'éducation, d'irrigation et d'industrialisation. En 1990, l'Irak était le pays arabe avec le plus faible taux d'illettrisme. En 1980, il

LE PASSÉ IRAKIEN



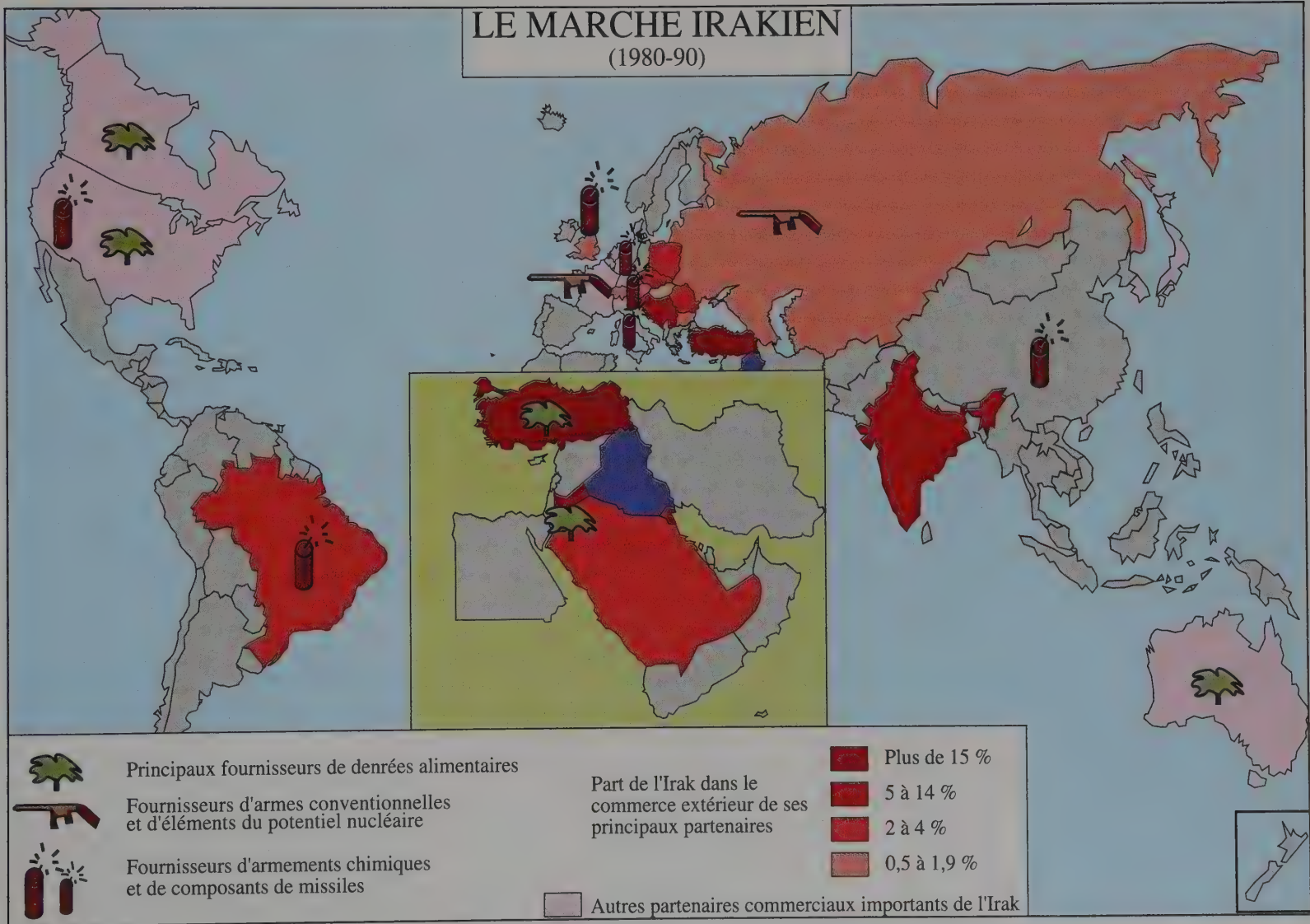
était en passe d'atteindre l'autosuffisance alimentaire, cas unique dans le monde arabe, mais la guerre avec l'Iran a contrecarré cet objectif. De même, alors que l'industrie se développait et se diversifiait, la quasi-totalité des nouveaux investissements fut, à partir de 1980, consacrée à l'armement, l'Irak dépensant jusqu'à 40 % de son PNB pour sa défense, un record mondial absolu.

LES ORIGINES DU CONFLIT

Le 22 septembre 1980, les armées irakiennes entrèrent en Iran. La guerre qui commença alors fut l'une des plus longues et des plus meurtrières de la deuxième moitié du XXe siècle (près d'un million de morts).

Le conflit trouve ses origines dans un différend pluriséculaire opposant Arabes mésopotamiens et Persans, à propos du contrôle de la région du Chatt El Arab, que l'Iran et l'Irak revendiquent. Symboliquement, alors que l'Irak nomme cette région Arabistan, l'Iran l'appelle pour sa part Khouzistan. Les deux pays avaient pourtant tenté de résoudre la question du Chatt El Arab en 1975, en signant deux traités devant délimiter leurs frontières terrestres et maritimes. Le 6 mars 1975, un premier traité, celui d'Alger, signé entre Bagdad et Téhéran, fixait la frontière entre l'Iran et l'Irak sur la ligne du thalweg, dans le Chatt El Arab. Cette voie d'eau, navigable par des navires de haute

LE MARCHÉ IRAKIEN (1980-90)



mer sur une centaine de kilomètres pouvait ainsi être empruntée par les deux pays jusqu'aux terminaux pétroliers (de Bassora pour l'Irak et d'Abadan pour l'Iran). Le 13 juin 1975, le traité de Bagdad complétait le premier accord. Il devait instituer des relations de bon voisinage entre l'Iran et l'Irak. En échange d'une rectification de frontière au détriment de l'Irak, l'Iran s'engageait à aider Bagdad dans sa lutte contre les Kurdes d'Irak.

Cependant, les relations entre les deux pays se détériorèrent rapidement après l'avènement de la République islamique en Iran en 1979. Le 31 octobre 1979, le gouvernement irakien remit en cause le traité de 1975. Des incidents frontaliers éclatèrent et devaient aller en se multipliant jusqu'à ce que, le 22 septembre 1980, l'armée irakienne pénètre en Irak.

Les enjeux du conflit semblaient à priori strictement locaux. L'objectif irakien, clairement affiché, était triple. Il s'agissait de déplacer vers l'Est la frontière dans le Chatt El Arab. Bagdad voulait également faire restituer par l'Iran trois îles du détroit d'Ormouz (Grande Tomb, Petite Tomb et Abou Moussa) prises aux Emirats en 1971 par le Shah, afin de ne pas laisser Téhéran seul maître des eaux du Golfe. Enfin, Saddam Hussein entendait provoquer une insurrection des populations du Khouzistan pour ensuite les rattacher à l'Irak. Pris à contre-pied, l'Iran

réagit néanmoins rapidement et définit alors des objectifs radicaux puisqu'ils visaient à instaurer une république islamique en Irak après avoir renversé Saddam Hussein.

Il est toutefois impossible de réduire les enjeux de ce conflit interétatique à une simple querelle de frontières. La guerre en effet s'apparente plutôt à une lutte pour le leadership politique dans la région, disputé de longue date par trois puissances : l'Irak, l'Iran, mais aussi l'Arabie séoudite. De plus, l'installation d'un régime islamique en Iran prônant ouvertement le renversement des dirigeants des pétromonarchies du Golfe ne pouvait que les inquiéter et les inciter à intervenir. Enfin, le contrôle des eaux du Golfe, indispensable pour assurer la sécurité des pétroliers y circulant, attirait également toute l'attention des pays riverains et des Etats occidentaux menacés dans leurs approvisionnements.

Cette internationalisation des enjeux du conflit entraîna de fait la constitution de nouveaux réseaux d'alliances au sein des pays arabes. Tandis que l'Irak était massivement soutenu par la quasi-totalité des pays arabes et occidentaux, l'Iran se retrouva vite assez isolé diplomatiquement.

D'un côté l'Arabie séoudite, la Jordanie, l'Egypte, le Koweït, le Maroc et la Tunisie, réconciliés avec l'Irak, souhaitaient ouvertement une défaite de l'Iran. Pro-occidentaux

ou ne vivant que des ressources financières tirées des exportations de pétrole, ils redoutaient en outre le prosélytisme religieux de la nouvelle république islamique. De plus, les pétromonarchies du Golfe ne pouvaient accepter de laisser l'Iran seul maître du détroit d'Ormouz, point de passage obligé des pétroliers.

Les soutiens à l'Iran étaient plus ambigus. Le pays reçut en effet l'appui d'Israël, pour qui le régime irakien devenait de plus en plus menaçant. La Syrie, ennemi juré de l'Irak, ne pouvait que soutenir l'Iran, mais son aide resta discrète par crainte de l'invasion de Bagdad par les Chiïtes et surtout par la volonté de conserver de bonnes relations (économiques et financières) avec les autres Etats du Golfe. Enfin, la Libye anti-impérialiste du colonel Kadhafi approuvait les efforts de l'imam Khomeiny visant à déstabiliser les régimes pro-occidentaux de la région.

LA GUERRE DE TRANCHÉES

Des enjeux bien plus larges qu'une "querelle de bornage", l'internationalisation du conflit ainsi que le surarmement des deux belligérants expliquent l'ampleur et la durée de la guerre. Saddam Hussein comptait écraser l'Iran rapidement en raison de l'affaiblissement et de la désorganisation de l'armée iranienne, consécutifs à la révolution

CHRONOLOGIE

1980

22 septembre Entrée des armées irakiennes en Iran. Début du conflit.

1981-1984

Offensives irakiennes et iraniennes de part et d'autre des frontières des deux pays.

1984

L'Irak étend la guerre navale au Golfe persique.

1985

Mars

Début de la guerre des villes. Bombardements de villes iraniennes par l'Irak et de Bassora par l'Iran.

Le Conseil de sécurité des Nations unies appelle l'Iran et l'Irak à cesser les bombardements d'objectifs civils.

Avril

Le Conseil de sécurité de l'ONU condamne "l'usage d'armes chimiques contre des soldats iraniens".

Septembre-

Octobre

Bombardement du terminal pétrolier de l'île de Kharg par l'Irak.

Décembre

L'aviation irakienne attaque des pétroliers dans le Golfe.

1986

Mars

Début des grandes offensives iraniennes.

Combats très violents dans la région de Suleimaniyeh.

Le Conseil de la Ligue arabe réuni à Tunis adopte deux résolutions. L'une assure l'Irak de sa "solidarité totale", l'autre "condamne vigoureusement" l'agression iranienne.

Juillet

7 Septembre

Offensive irakienne Kerbala 1 dans la région de Mehran.

Résolution du sommet des non-alignés appelant à "cesser immédiatement les hostilités et (...) à ne ménager aucun effort" pour faciliter la fin du conflit.

Novembre

Le CCG réuni à Abou Dhabi demande à l'Iran de "cesser" ses attaques et rend hommage à "l'attitude positive de l'Irak frère".

Décembre

Offensive Kerbala 4 contre quatre îles du Chatt El Arab. L'Iran accuse l'Irak de continuer à utiliser des armes chimiques.

1987

Janvier

Offensive massive iranienne contre la région de Bassora. Reprise de la guerre des villes (environ 60 000 morts dans les deux camps depuis décembre 1986, estimations américaines).

28

Le 40e sommet islamique réuni à Koweït appelle à l'arrêt immédiat du conflit, tout en ménageant l'Iran.

Mars

Mai

L'Iran installe des missiles dans le détroit d'Ormuz.

L'Iran attaque un navire soviétique croisant dans le Golfe.

L'Irak attaque une frégate américaine (37 morts).

Juillet

20

L'ONU adopte la résolution 598 exigeant un cessez-le-feu entre les deux belligérants et le retrait des forces en présence jusqu'aux frontières "internationalement reconnues". Une menace de sanctions en cas de non-respect de la résolution est évoquée.

25

Les ministres du Conseil de coopération du Golfe approuvent la résolution 598.

Août

Aggravation des tensions dans le Golfe par suite des concentrations navales importantes. L'Iran menace de fermer le détroit d'Ormuz.

Septembre

22

La Libye se rapproche de l'Irak et critique Téhéran.

Le président iranien Khamenei refuse le cessez-le-feu demandé par l'ONU.

27

Le Conseil de sécurité accorde un délai supplémentaire à l'Iran pour accepter le cessez-le-feu.

1988

18 juillet

L'Iran accepte la résolution 598 de l'ONU.

Août

Entrée en vigueur du cessez-le-feu. Début des négociations entre l'Iran et l'Irak

1990

Août

2

L'Irak envahit le Koweït

15

Bagdad et Téhéran signent un traité de paix. La frontière, conformément à l'accord d'Alger de 1975, suit la ligne du thalweg dans le Chatt El Arab. La guerre a fait 1 million de morts, son coût est estimé à quelque 400 milliards de dollars pour l'Iran, et quelque 300 milliards pour l'Irak.

accepté par l'Irak, est entré vigueur en août 1988, tandis que des négociations de paix ardues débutaient sous les auspices de l'ONU. L'Irak finit par signer la paix, le 15 août 1990, aux conditions de Téhéran, pour pouvoir concentrer ses efforts sur son entreprise de conquête du Koweït.

D'UNE GUERRE DU GOLFE À L'AUTRE

Ces huit années de guerre ont profondément affecté la région. L'Iran, exsangue et ruiné, ne peut plus se permettre de prôner un expansionnisme islamique radical comme aux débuts de la révolution. Il doit plutôt gérer son échec politico-militaire et adopter une attitude plus pragmatique, à l'intérieur comme à l'extérieur. L'Irak se présente comme le vainqueur de cette guerre du fait des succès obtenus par son armée sur le terrain et de l'échec de la République

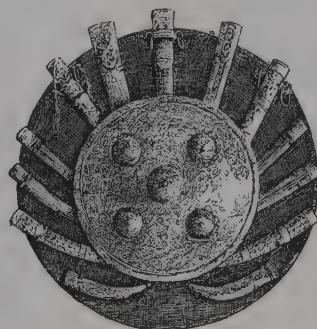
islamique à atteindre ses objectifs. Le pays a acquis en outre une supériorité militaire sans équivalent dans la région. Cette montée en puissance ne peut qu'inquiéter les pétromonarchies qui l'ont pourtant soutenu, telle l'Arabie séoudite.

L'Irak s'est également endetté à un niveau sans précédent dans la région. La démobilisation des soldats viendra aggraver la crise économique. Les huit ans de guerre ont fait perdre une décennie de développement à l'Irak. Le contraste entre l'ampleur de ses sacrifices et l'opulence des pétromonarchies, à la stabilité desquelles la guerre a contribué, engendra de multiples frustrations à Bagdad. Le fait que l'Irak ait estimé comme un dû la participation à sa reconstruction a joué dans son arrogance contre le Koweït, à l'origine de la deuxième guerre du Golfe.

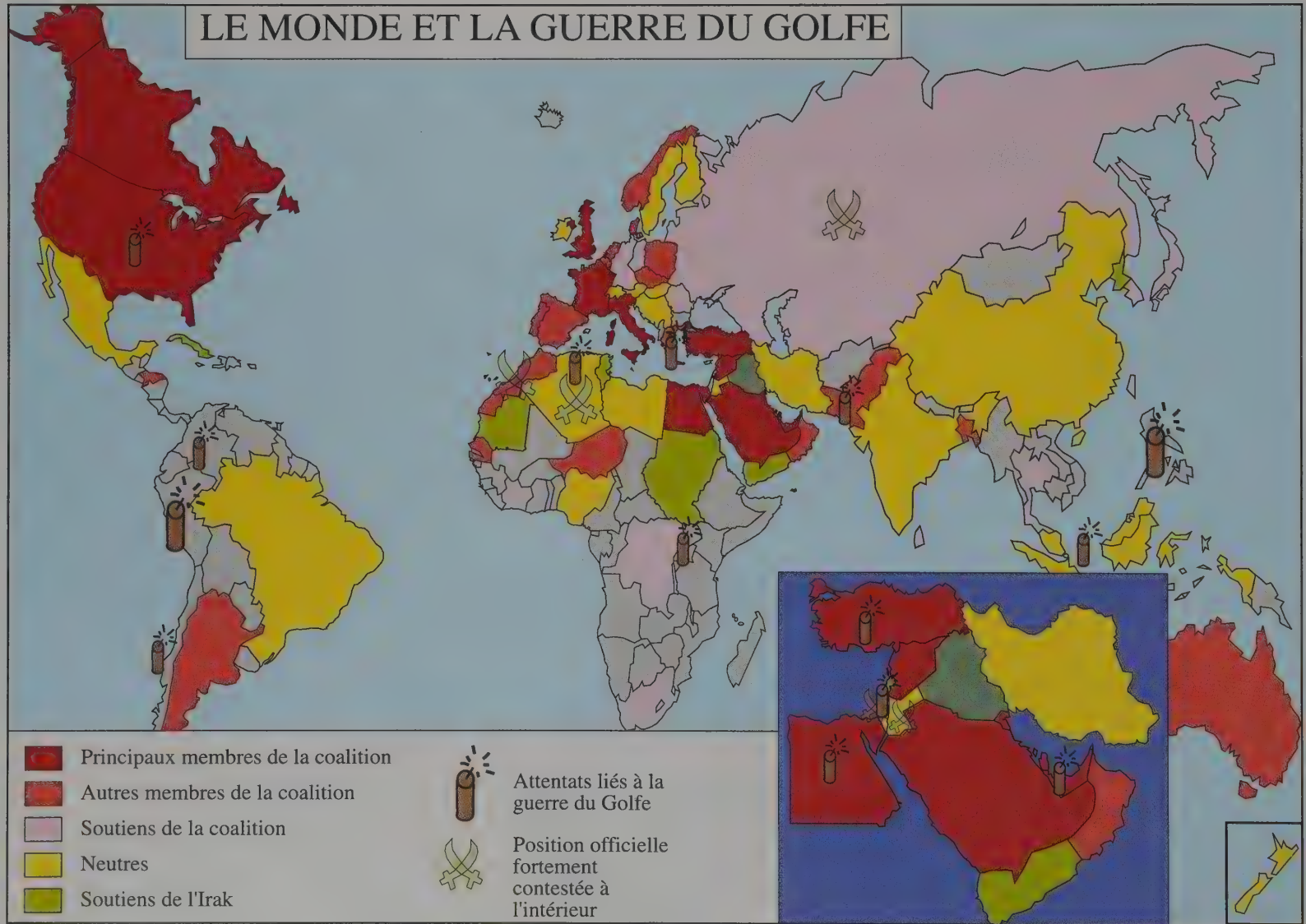
De plus l'intensité et la durée de la guerre ont contribué soit à occulter d'autres problèmes

(comme la question palestinienne), soit à exacerber les tensions dans des pays servant de champ d'affrontement périphérique pour les deux belligérants (au Liban par exemple où Iran et Irak se sont affrontés par milices interposées).

Au niveau régional, la guerre a redessiné le système d'alliances au sein des pays arabes et a renforcé les interactions entre les deux parties du Moyen-Orient. L'Iran et la Syrie d'une part, l'Irak et l'Égypte de l'autre se sont rapprochés et ont formé l'esquisse d'un nouveau système d'alliances. Ce système vola toutefois rapidement en éclats. En effet, deux ans après la fin de la première guerre du Golfe, l'Irak déclencha une deuxième guerre, concrétisant ainsi les craintes des pétromonarchies vis-à-vis du "péril irakien", affichant une fois de plus ses ambitions hégémoniques concernant le contrôle de la région et entraînant une intervention internationale proportionnelle à l'ampleur de l'événement.



LE MONDE ET LA GUERRE DU GOLFE



LA GUERRE DU GOLFE

Le territoire actuel du Koweït fait partie du désert d'Arabie et ne doit son existence qu'à quelques oasis et une dizaine de points d'eau naturels. Il était jusqu'au Moyen-Age recouvert par les eaux du Golfe. Au XVI^e siècle, les navigateurs portugais établirent à l'emplacement de l'actuelle capitale un fort sur ce qui n'était jusqu'alors qu'un rivage inhabité. En 1672, une petite ville fut fondée à l'emplacement du fort, alors sous contrôle des Ottomans. En 1710, la famille des Utub en prit le contrôle, avant de partir, en 1760, s'installer sur la riche île de Bahrein et de laisser le Koweït à la branche cadette, les Al Sabah.

LA PROTECTION BRITANNIQUE

Dès la fin du XVIII^e siècle, les Al Sabah signèrent des accords avec les compagnies anglaises afin de contrebalancer la puissance ottomane et de favoriser le commerce maritime, puis obtinrent la protection du gouvernement britannique. Cette relation privilégiée avec l'Angleterre leur permit d'échapper au contrôle direct que l'Empire ottoman imposa à partir de 1850 à l'ensemble du nord de la péninsule arabique (la province d'El Hassa, s'étendant de l'actuel Qatar au Koweït).

L'intérêt que portèrent alors les Russes au Koweït, en raison de sa position stratégique à

l'extrémité du Golfe persique, poussa la Grande-Bretagne à s'engager directement dans l'émirat en 1899. L'éclatement de la première guerre mondiale, en rendant caduques les négociations en cours entre Londres et la Sublime Porte, conduisit les Britanniques à accorder en 1914 au Koweït le statut de protectorat qu'il demandait. L'émirat échappa ainsi à la conquête séoudienne des années vingt et aux visées annexionnistes de l'Irak.

LA PRESSION IRAKIENNE

En 1932, l'Irak devint indépendant, de par la volonté des mêmes Britanniques qui avaient réuni en un seul Etat trois provinces de l'ancien Empire ottoman, celles de Bagdad, de Mossoul au nord et de Bassora au sud. Dès lors, le nouvel Etat n'a eu de cesse de revendiquer le rattachement du territoire du Koweït, que Bagdad n'a jamais considéré que comme une zone franche de l'ex-province ottomane de Bassora. Les Anglais négocièrent cependant au nom du Koweït un accord frontalier.

Cet accord stipulait que les îles de Warba et de Boubiyane, propriété personnelle de l'émir, mais dépendant de la province de Bassora, inhabitées mais d'une grande importance stratégique, faisaient partie du Koweït.

En 1938, une première tentative d'annexion par l'Irak du roi Ghazi échoua sous la menace d'une intervention militaire britannique. Lorsque le Koweït devint à son tour indépendant en 1961, l'homme fort de l'Irak, le général Kassem, tenta d'envahir et d'annexer le nouvel Etat. Le Koweït ne dut son salut qu'au retour des troupes britanniques qui repoussèrent l'agression et furent ultérieurement remplacées par des forces arabes d'interposition.

Le Koweït fut dès 1961 admis au sein de la Ligue arabe. Après le renversement en Irak du général Kassem en 1963, l'URSS ayant décidé de ne plus opposer son veto, le Koweït devint membre de l'ONU. A la suite de la première prise du pouvoir par le Baas irakien en 1963, l'Irak reconnut le Koweït mais le parlement irakien ne ratifia jamais l'accord, le régime ayant entre-temps été à son tour renversé. La question du tracé des frontières resta ainsi en suspens.

En mars 1973, Saddam Hussein, numéro deux et déjà véritable homme fort du régime irakien, réitéra les revendications irakiennes, limitées cette fois aux îles de Warba et Boubiyane dont la possession devait lui permettre d'élargir l'accès maritime de l'Irak au Golfe. L'armée irakienne fut mobilisée aux frontières du Koweït mais finalement recula devant une menace d'intervention concertée des pays arabes, en particulier de

LE KOWEIT ET SES VOISINS

IRAN

IRAK

1958 Soutien aux nationalistes arabes koweïtiens
1961 Les forces de la Ligue arabe remplacent les Britanniques qui reviennent au Koweït au moment de l'indépendance
1964 Accord sur l'utilisation des eaux de l'Euphrate
1973 Nouvelles menaces
1980-88 Soutien dans la guerre Iran/Irak
1983 Conflits pour les îles de Boubiyane et de Warba
1984 Rapprochement officialisé
1989 Aggravation du désaccord sur les prix du pétrole et les champs pétrolifères
1990 Invasion
1991 Libération
1992 Incidents frontaliers

XVIII^eS. Des familles chiites s'installent au Koweït
1980-85 Expulsion des Chiites non koweïtiens
1982 Les Chiites sont exclus des hauts postes administratifs
1983 Série d'attentats de groupes chiites
1984 Détournement d'un avion koweïtien vers Téhéran
1985 Attentat contre la vie de l'Emir
1987 Attaque de missiles iraniens
1989 Réconciliation

Champs pétrolifères de Roumélia

Îles de Boubiyane et de Warba

Golfe persique

Zone Neutre 1922-1966

Territoire koweïtien jusqu'en 1922

ARABIE SEOUDITE

1880 Les Séoud se réfugient au Koweït
1920 Les Séoud assiègent le Koweït
1966 Partage de la Zone Neutre
1976 Interventions séoudiennes dans la politique koweïtienne
Années 80 Le Koweït contrebalance le pouvoir de l'Arabie séoudite au CCG
1990 La famille royale du Koweït se réfugie en Arabie séoudite
1991 L'Arabie séoudite accueille les forces alliées et participe aux combats

l'Arabie séoudite, qui permet d'éviter l'escalade.

SOUCI D'INDÉPENDANCE

Lié tant par son économie et son histoire que par ses choix politiques à l'Occident, le Koweït s'est montré cependant soucieux de se démarquer des autres Etats du Golfe. Ainsi se singularisa-t-il en établissant en 1964 des relations diplomatiques avec l'URSS avec laquelle il signa, la même année, plusieurs traités de coopération. Pendant les années soixante-dix, l'émirat envoya presque autant d'étudiants à Moscou qu'aux Etats-Unis.

Le Koweït a été aussi l'un des membres fondateurs du Conseil de coopération du Golfe (CCG), créé en 1981 avec les autres monarchies de la région (Arabie séoudite, Bahrein, Emirats arabes unis, Qatar, Oman) au début de la guerre Iran-Irak, un an après l'invasion de l'Afghanistan par les Soviétiques. Mais le Koweït, jusqu'à ce qu'il soit lui-même agressé par l'Irak, a toujours refusé que le Conseil se transforme en alliance militaire liée aux Etats-Unis. Le Koweït a tenu par ailleurs à marquer sa volonté d'autonomie sur le plan politique et économique vis-à-vis de l'Arabie séoudite, la puissance dominante au sein du CCG.

En attaquant le Koweït, Bagdad espérait sans doute avoir affaire à un adversaire isolé et fragile. Outre ses choix diplomatiques, l'émirat se différenciail en effet nettement de ses voisins par son système politique et sa

LES INVESTISSEMENTS KOWEITIENS



Montant total des investissements koweïtiens
(en milliards de dollars 1990)

■ Plus de 20

■ De 10 à 20

■ De 5 à 10

■ De 2 à 5



Immobilier



Bourse



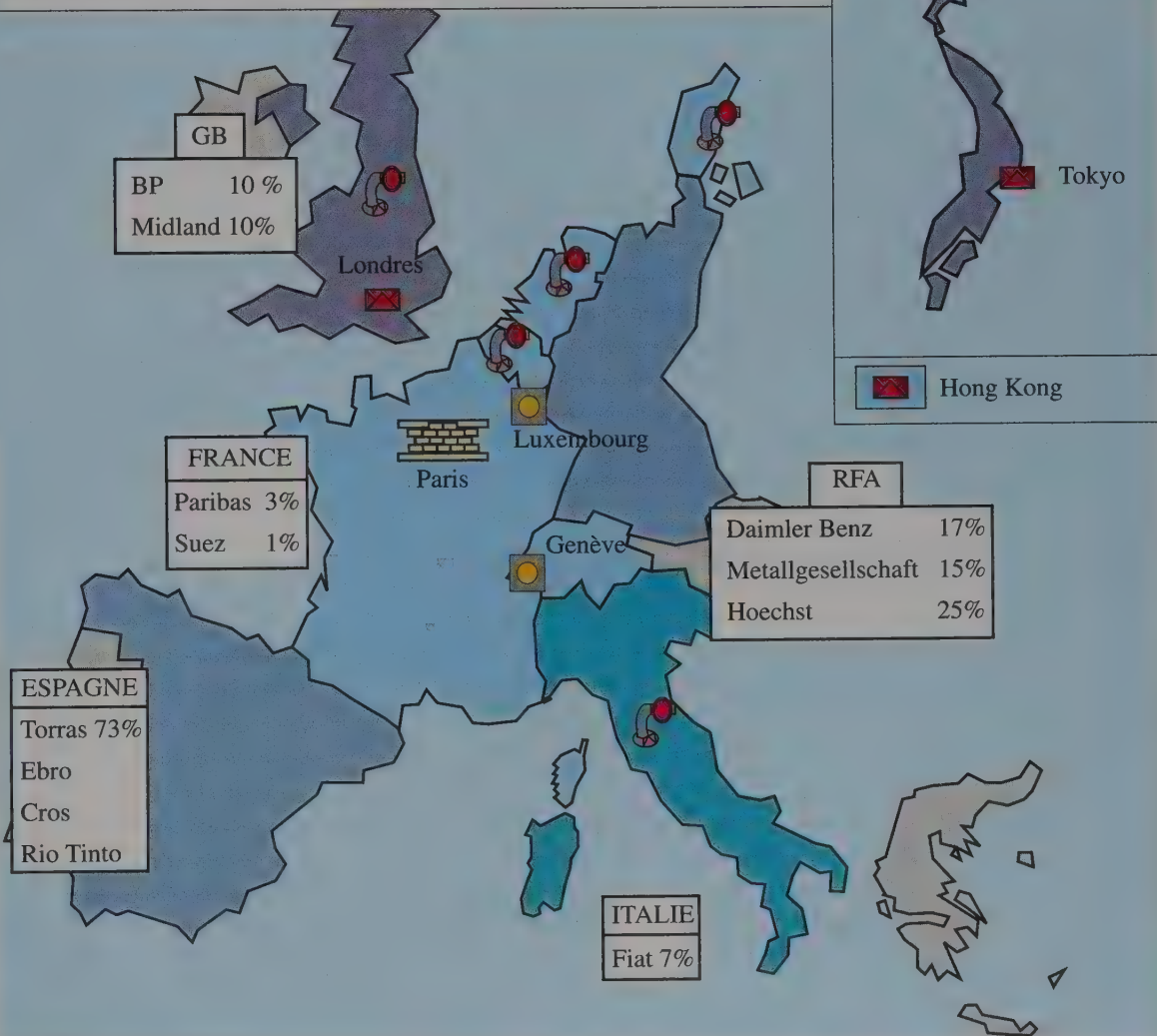
Réseau de
distribution de
pétrole



Comptes rémunérés



Participations



tradition parlementaire. Dès 1962, ses institutions en faisaient la seule démocratie du Golfe, bien que le suffrage y fût restreint à une partie seulement des nationaux. Cela resta vrai jusqu'en 1976, lorsque les événements du Liban conduisirent l'émir à suspendre provisoirement le parlement et à freiner la libéralisation de la société koweïtienne. Les Al Sabah craignaient en effet une dérive à la "libanaise" de leur pays qui abritait lui aussi une forte minorité chiite et une communauté palestinienne nombreuse. A partir de cette époque, l'immigration arabe fut remplacée par une main-d'œuvre d'origine asiatique jugée politiquement plus sûre. Aux postes de responsabilité, les Koweïtiens supplantèrent progressivement les étrangers. Ces derniers, totalement dépourvus de droits politiques et de perspectives de naturalisation, n'en représentaient pas moins la majeure partie de la population. Un attentat contre l'émir, en 1985, entraîna une restriction de la liberté de la presse et une nouvelle suspension du parlement, l'année suivante.

En 1990, avant l'invasion irakienne, les anciens parlementaires et la bourgeoisie commerçante menaient une campagne active de banquets politiques pour réclamer le retour à la démocratie. En avril 1990, l'émir décida de remplacer le parlement par un Conseil national consultatif et organisa au mois de juin des élections qui furent boycottées par l'opposition, celle-ci demandant toujours la réunion d'un "vrai" parlement. Malgré ces vicissitudes, le Koweït demeurait par son libéralisme et son modernisme un cas isolé dans le Golfe, et ces options ne lui valaient

guère de sympathie de la part de ses puissants voisins séoudiens.

DES LIENS UNIQUES AVEC L'OUEST

Un lien très fort rapprochait de plus l'émirat de l'Occident : sa politique financière, unique parmi les pays pétroliers. Chaque année depuis 1970, le Koweït investissait 10% de la manne pétrolière dans un fonds de placement à l'étranger, conçu pour rester intact jusqu'en 2010. Les dirigeants koweïtiens ont ainsi pris des participations dans de grandes entreprises occidentales, notamment dans l'aval pétrolier. Cette politique, qui s'est avérée fructueuse (depuis 1985, les revenus de ces investissements ont dépassé les revenus de la production pétrolière), fait de l'émirat un partenaire important des économies occidentales, à la fois comme fournisseur de pétrole et comme investisseur.

A la suite de la révolution iranienne en 1979, le Koweït se rapprocha de son voisin irakien et s'employa à rompre son – relatif – isolement dans le Golfe. Face aux risques de déstabilisation venus de la République islamique d'Iran, les Koweïtiens commencèrent au milieu des années quatre-vingt à changer d'attitude. Sur le plan intérieur, ils mirent, à l'instar de leurs voisins arabes, un frein à la libéralisation et restreignirent la démocratie, tandis que, sur le plan extérieur, ils décidèrent de suivre l'Arabie séoudite en soutenant l'effort de guerre de l'Irak. Le Koweït, voyant alors en Saddam Hussein un

rempart efficace contre l'intégrisme chiite, accepta de contribuer à l'effort de guerre de Bagdad à hauteur de quelque 10 milliards de dollars. Non sans se soucier déjà d'un Irak trop puissamment armé à ses frontières. D'où le refus persistant de l'émirat de consentir à l'établissement de bases militaires irakiennes sur les îles côtières, ne fût-ce qu'à titre provisoire.

AOÛT 1990 : DU DIFFÉREND À L'INVASION

L'invasion irakienne a été précédée d'une longue montée des tensions dans la région. A la fin de 1989, l'Irak réitéra ses revendications sur les îles côtières koweïtiennes tout en accusant l'émirat d'y établir lui-même une présence militaire, hypothéquant ainsi, selon Saddam Hussein, les négociations que l'Irak entendait ouvrir sur leur statut et leur appartenance.

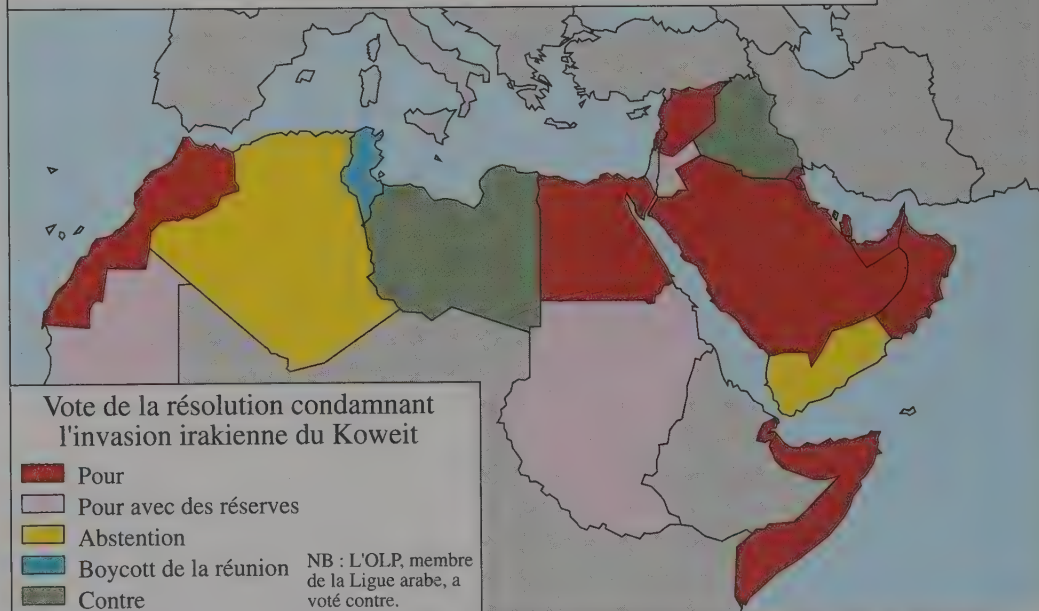
En mai-juin 1990, l'Irak précisa ses griefs à l'égard des dirigeants koweïtiens. Bagdad les accusa de lui avoir "volé", durant la guerre Iran-Irak, du pétrole dans le gisement transfontalier de Roumélia pour une valeur de 2,5 milliards de dollars et "d'organiser" la surproduction de pétrole brut au sein de l'OPEP. Cette dernière accusation, sans doute la plus grave, n'était pas totalement infondée : le Koweït, qui s'était pourtant engagé à limiter sa production de manière à faire remonter le prix du brut au seuil fixé par l'OPEP de 18 dollars le baril, dépassait son

quota quotidien de 1,5 million de barils pour en produire 2,1 millions.

Le régime irakien, ruiné par huit années de guerre contre l'Iran, se trouvait alors engagé dans un gigantesque effort de reconstruction, dont le coût était évalué à au moins 60 milliards de dollars. Or, Bagdad ne pouvait compter que sur ses seuls revenus pétroliers, estimés en 1989 à 15 milliards de dollars, ce qui était largement insuffisant pour les besoins irakiens. Le seul service de la dette absorbait entre 10 et 18 milliards de dollars par an, suivant les estimations, les importations civiles environ 10 milliards et les importations militaires environ 5 milliards. Le besoin de financement irakien était énorme.

Bagdad, au bord de la faillite, annula un certain nombre de contrats, renégocia sa dette avec la France, la Grande-Bretagne et la Turquie, mais la plupart des pays créanciers occidentaux refusèrent de rééchelonner le remboursement de la dette et réduisirent leurs crédits. Vis-à-vis de ses créanciers arabes, Saddam Hussein prit prétexte du prix considérable payé par son pays sur le plan humain et financier pour stopper l'expansion de la révolution iranienne et exigea d'eux qu'ils paient le "prix du sang" : autrement dit, qu'ils contribuent à l'effort de guerre irakien en effaçant l'énorme dette que Bagdad avait contractée, estimée à environ 80 milliards de dollars, dont environ 50 milliards auprès des pays arabes et 10 à 20, selon les sources, vis-à-vis du seul Koweït. Or, le prix du brut chuta au printemps 1990 jusqu'à 13 dollars le baril,

LA POSITION DES PAYS ARABES AU SOMMET DE LA LIGUE ARABE DU 10 AOÛT 1990 AU CAIRE



en raison notamment de la surproduction du Koweït et des Emirats arabes unis. Aux yeux de Saddam Hussein, cet effondrement des cours ne constituait rien d'autre qu'une véritable "déclaration de guerre économique" de la part des pays responsables de ce désastre.

Le 16 juillet 1990, une réunion de l'OPEP eut lieu à Ryad. L'Irak lança un ultimatum au Koweït et aux Emirats arabes unis, leur enjoignant de respecter leurs quotas. Au lendemain de la réunion, le 17, le différend irako-koweïtien s'envenima. Accusant

publiquement certains Etats du Golfe de frapper l'Irak dans le dos, Saddam Hussein décida d'annuler unilatéralement sa dette vis-à-vis du Koweït.

Le président égyptien Hosni Mubarak tenta une médiation afin de trouver à la crise une solution "arabe". Le 23 juillet, 30 000 soldats irakiens furent massés à la frontière avec le Koweït. Le 27 juillet, l'OPEP, réunie à Genève, porta le prix du brut à 21 dollars le baril et décida de plafonner la production. Le 31 juillet, une rencontre entre délégations irakienne et koweïtienne se tint à Ryad avec

la médiation du roi Fahd d'Arabie séoudite. Le Koweït accepta les conditions irakiennes (annulation de la dette et prêt à l'Irak de 9 milliards de dollars) mais posa à son tour une nouvelle condition : la résolution du problème frontalier. Les Irakiens, furieux, se retirèrent des conversations le 1er août, consacrant l'échec de la médiation.

L'invasion du Koweït, le 2 août, par les troupes irakiennes eut l'effet d'un choc. Les réactions diplomatiques furent immédiates. Quelques heures à peine après l'invasion, le Conseil de sécurité de l'Organisation des nations unies adopta la résolution 660, condamnant l'agression et exigeant le retrait inconditionnel des troupes irakiennes du Koweït. Les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne procédèrent au gel des avoirs irakiens et koweïtiens à l'étranger. Un conseil de la Ligue arabe, réuni d'urgence le 3 août à Djeddah, vota une résolution demandant le retrait immédiat des troupes irakiennes, en rejetant cependant toute tentative d'intervention étrangère dans un conflit qualifié d'interarabe.

Le même jour, le président des Etats-Unis manifestait ses inquiétudes au sujet des conséquences d'une possible *"longue interruption des livraisons de pétrole"* sur l'économie des Etats-Unis, et sur celle de l'Occident en général. Car, en annexant le Koweït, l'Irak doublait sa part des réserves mondiales d'or noir (de 9,9% à 19,3%), devenait le deuxième exportateur mondial juste derrière l'Arabie séoudite, et contrôlait

les deux tiers des approvisionnements américains en provenance du Golfe.

UNE "LOGIQUE DE GUERRE"

Dès le 4 août, les Etats-Unis, ayant convaincu le roi Fahd que Saddam Hussein faisait maintenant peser une *"menace imminente"* sur le royaume wahhabite, dépêchèrent en Arabie séoudite des milliers de soldats, appuyés par des forces aéronavales et des blindés. Les diverses tentatives de médiations arabes des rois Hussein de Jordanie et Fahd d'Arabie séoudite, du président égyptien Moubarak, ou du chef de l'OLP, Yasser Arafat, en vue d'obtenir un règlement négocié du conflit se succédèrent mais échouèrent finalement. Le 8 août, Bagdad procéda à l'annexion de l'émirat. Dès le 10 août, douze pays arabes se prononcèrent pour l'envoi d'une force panarabe en Arabie séoudite. Le 18 août, Saddam Hussein annonça que les 10 000 Occidentaux retenus contre leur gré sur le territoire irakien seraient emmenés sur des sites stratégiques. Comme le remarqua, le 21, François Mitterrand, la crise semblait entrer dans une *"logique de guerre"*. Le sommet de la Ligue arabe du 28 août enjoignit l'Irak de se plier à toutes les résolutions de l'ONU. En vain.

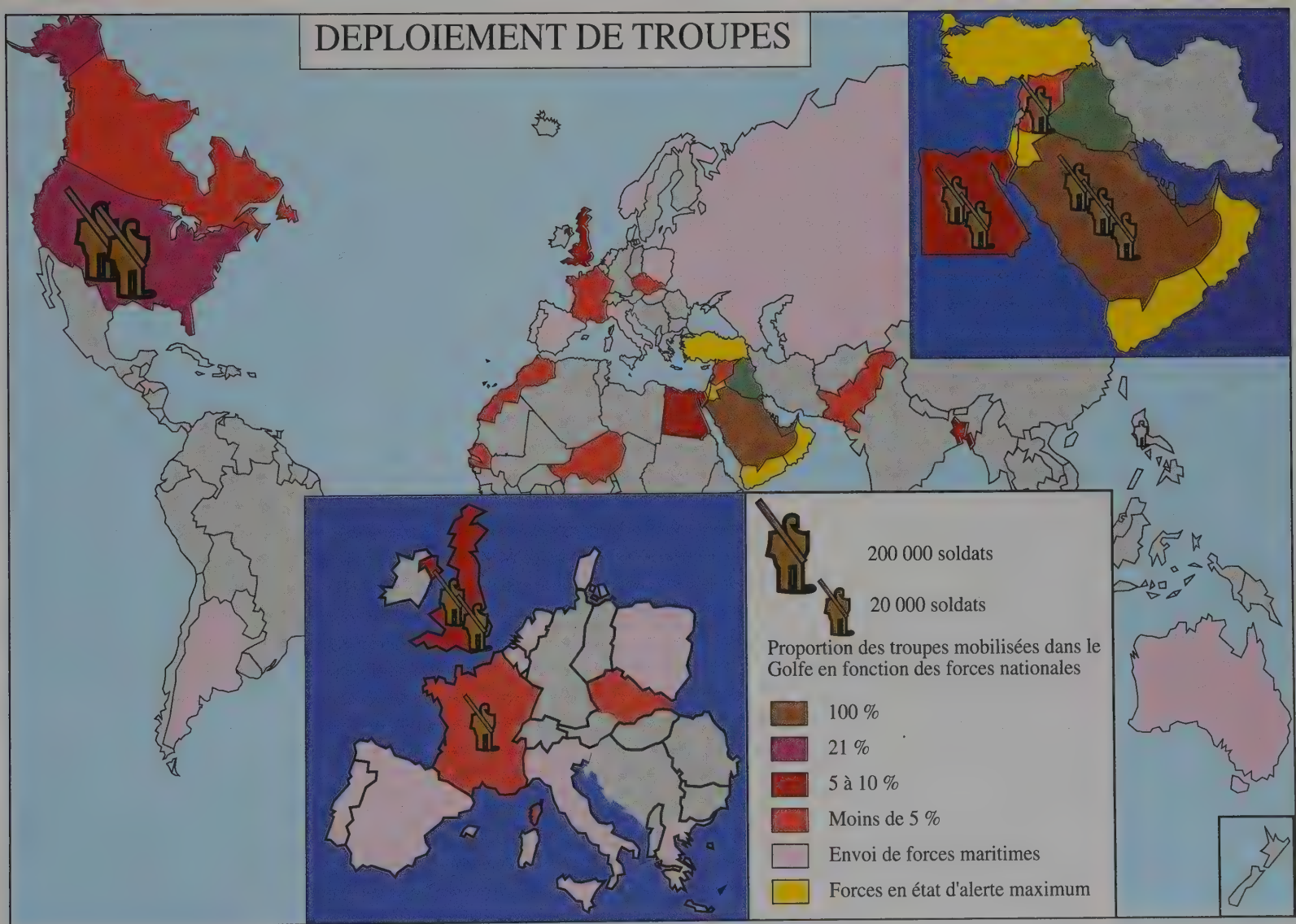
Les résolutions se succédèrent au Conseil de sécurité de l'ONU qui, prenant acte de la condamnation universelle de l'invasion, mit en œuvre, pour la première fois, le long processus graduel de règlement des conflits défini par l'article VII de la charte des

Nations unies et qui prévoit le recours ultime à la force, après l'appel à une solution négociée et la mise en place d'un embargo punitif. Les Etats-Unis, qui pouvaient compter sur la fermeté de l'Egypte, le soutien de la plupart des pays arabes et l'appui des autres Occidentaux, prirent rapidement la tête de la coalition anti-irakienne, avec l'approbation des Nations unies, mais sans mandat explicite, du moins au début. De fait, les troupes envoyées en Arabie séoudite furent placées sous commandement américain et non onusien.

Tandis que Saddam Hussein lançait des appels à la *"guerre sainte"*, *"jihad"*, pour arracher les lieux saints d'Arabie séoudite à *"l'occupation américaine"* et que le prix du pétrole frôlait le niveau record de 40 dollars le baril, les Etats-Unis décidèrent, début novembre, de renforcer considérablement leur dispositif dans le Golfe, en portant leur contingent sur place à 500 000 hommes, en plus des troupes de la coalition, et en dépêchant sur place trois porte-avions et un cuirassé, soit le plus grand déploiement militaire américain depuis la guerre du Vietnam.

La concentration de troupes en Arabie séoudite qui se donnait comme objectif initial de prévenir une éventuelle offensive irakienne prit dès lors un tour résolument offensif. Comme le reconnut le président américain, George Bush, il s'agissait *"de donner aux forces multinationales une option militaire offensive adéquate, si nécessaire"*.

DEPLOIEMENT DE TROUPES



Revendiquant la direction du monde arabe et se prévalant du “*rééquilibrage stratégique*” obtenu face à Israël grâce à ses missiles et à ses armes chimiques, Saddam Hussein eut beau jeu de se présenter comme le héros des masses déshéritées face aux vieilles oligarchies. Il rencontra néanmoins un écho largement favorable au sein des masses arabes qui, déjà, célébraient la légende du “*nouveau Saladin*” de Bagdad, prêt à se dresser contre “*l’envahisseur américain*” et contre “*l’occupant sioniste en Palestine*”. Sa popularité s’expliqua aussi en partie par le sentiment répandu que les résolutions de l’ONU s’appliquaient de façon moins impérative à d’autres pays, et notamment à Israël.

En dépit de cela, Saddam Hussein dut faire face à l’hostilité quasi unanime des capitales arabes. Quant à ses diverses tentatives en vue d’impliquer directement l’Etat hébreu dans la crise, notamment par le bombardement de villes israéliennes à l’aide de missiles SCUD, pour faire perdre à la coalition le soutien des Etats arabes, elles échouèrent devant la retenue dont fit preuve le gouvernement israélien. La Jordanie, en dépit du fort sentiment pro-irakien de sa population à majorité palestinienne, resta neutre. Au sein du monde arabe, seuls l’OLP et le Yémen apportèrent un soutien non dissimulé à Saddam Hussein.

De même, les tentatives irakiennes pour présenter le conflit comme une confrontation entre riches et pauvres n’eurent-elles aucun écho auprès des gouvernements du Tiers Monde.

Devant l’intransigeance irakienne, le Conseil de sécurité de l’ONU autorisa le 29 novembre le recours à la force, à partir du 15 janvier 1991, afin de forcer l’Irak à se retirer inconditionnellement du Koweït. Des tentatives de médiation de la dernière heure menées notamment par deux anciens alliés de l’Irak, l’URSS et la France, échouèrent, après une rencontre infructueuse le 9 janvier à Genève entre le secrétaire d’Etat américain James Baker et le ministre irakien des Affaires étrangères Tarek Aziz.

Les Alliés attaquèrent le 17 janvier 1991, soit 24 heures à peine après l’expiration du délai fixé par l’ONU à l’Irak pour l’évacuation de l’émirat. Sur le terrain, les deux tiers des forces de la coalition étaient fournies par les Etats-Unis. La Grande-Bretagne et la France avaient également envoyé des contingents importants, tandis qu’une douzaine d’autres pays, notamment arabes, participaient directement aux opérations militaires dans des proportions plus modestes.

Les pays développés qui n’envoyèrent pas de troupes, comme la RFA et le Japon, acceptèrent en revanche le principe d’une contribution financière à l’effort de guerre. Par ailleurs, les subsides versés par l’Arabie séoudite et le gouvernement koweïtien en exil permettaient aussi d’aider les Etats fragilisés par l’embargo commercial infligé à l’Irak. La “*mère de toutes les batailles*” (selon la propagande irakienne) s’acheva le 1er mars dans la déroute des armées de Saddam Hussein, au terme d’un pilonnage aérien de sept semaines, et d’une offensive terrestre

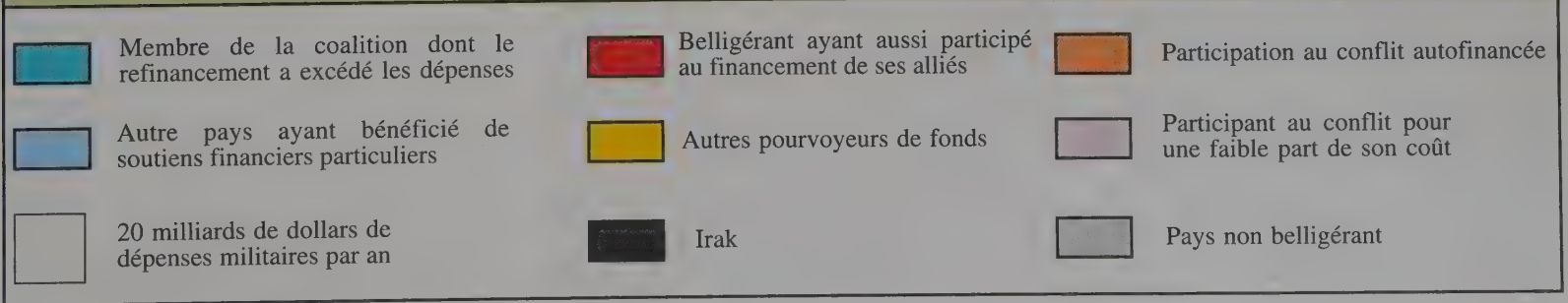
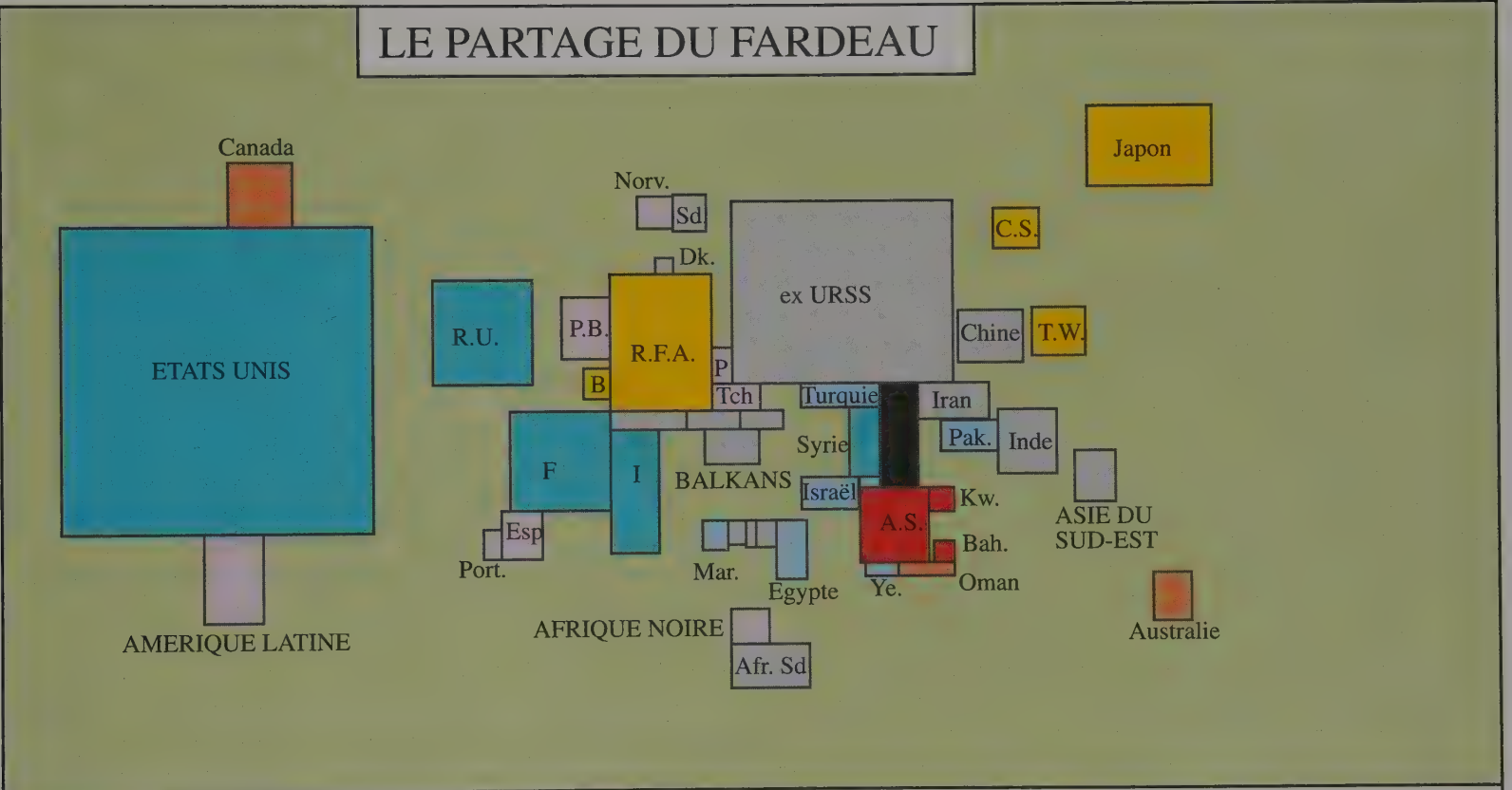
finale d’à peine quatre jours. L’Irak accepta sans conditions les douze résolutions de l’ONU. Malgré leur supériorité militaire écrasante, les Alliés n’essayèrent pas de renverser Saddam Hussein et s’abstinrent d’occuper Bagdad, ainsi que de soutenir les diverses insurrections, chiite au sud, kurde au nord, qui mettaient en péril l’intégrité territoriale du pays. Les vainqueurs redoutaient avant tout la déstabilisation de la région, et leur retenue après la victoire confirma que le retour au *statu quo* était le but essentiel de leur intervention.

LES ERREURS DE SADDAM HUSSEIN

Rétrospectivement, il semble que Saddam Hussein ait commis une double erreur d’analyse avant la crise et durant son déroulement. D’une part, il n’a pas semblé avoir pris toute la mesure du désengagement de l’URSS dans la région et de la volonté de Mikhaïl Gorbatchev d’insérer son pays dans un nouveau système de relations internationales basées sur la coopération et le droit international. D’autre part, le président irakien a sans doute mal interprété les signaux, au demeurant confus, que lui adressa Washington avant l’invasion, n’imaginant sans doute pas que son coup de force pût déclencher une telle riposte.

De fait, le comportement de Washington pendant les semaines de tension qui ont précédé l’invasion a pu être source de malentendu. Ainsi notamment de la rencontre du 25 juillet entre Saddam Hussein et

LE PARTAGE DU FARDEAU



l'ambassadeur des Etats-Unis à Bagdad, Mme April Glaspie, au cours de laquelle cette dernière assura que les Etats-Unis *"n'avaient pas d'opinion sur les différends interarabes, tel votre différend frontalier avec le Koweït"*. Or, le jour précédent, Washington avait organisé des manœuvres communes avec les Emirats arabes unis. Le 28 juillet, George Bush avertissait l'Irak que les Etats-Unis *"soutiendraient leurs amis dans la région"*, tandis que le 31 le secrétaire d'Etat adjoint chargé du Moyen-Orient, John Kelly, expliquait au Congrès que *"nous avons toujours évité de prendre position sur les problèmes de frontières"*.

Certains voient dans ce manque de clarté un calcul américain et une tentative de manipulation : Washington, cherchant une occasion de s'implanter massivement et durablement dans le Golfe et de débarrasser son allié israélien d'un ennemi remuant, aurait souhaité la crise. D'autres y décèlent les hésitations et les incertitudes de la politique américaine d'avant-crise dues notamment à l'état d'impréparation de l'exécutif et aux contradictions entre les positions plutôt *"pragmatiques"*, voire conciliantes, du département d'Etat, sinon de la Maison Blanche, à l'égard de Bagdad et celles plus hostiles à tout rapprochement avec l'Irak de la CIA, du département de la Défense, sans parler du Congrès à majorité démocrate.

Saddam Hussein a, par ailleurs, gravement sous-estimé tout au long de la crise son isolement diplomatique et, à l'inverse,

surestimé le rapport de forces en sa faveur sur le terrain, ce que la rhétorique américaine – *"l'Irak, quatrième armée du monde"* – a pu contribuer à accréditer. Il a longtemps pensé que les Alliés n'entreraient pas en guerre, comme en témoigne nombre de ses propos, tels ceux prononcés, quatre jours après l'invasion, au chargé d'affaires américain à Bagdad : *"Où est donc le danger qui vous amène à envisager une action militaire qui se soldera à coup sûr par votre défaite?"*

La prise de conscience par Bagdad de la détermination des Alliés expliquerait que Saddam Hussein ait fini par relâcher les otages occidentaux, sans contrepartie, et qu'il n'ait pas, une fois le conflit déclenché, recouru contre les troupes coalisées à l'arme chimique, comme il l'avait fait précédemment contre les Kurdes et les Iraniens, se gardant ainsi de commettre l'irréparable. Certains commentateurs vont plus loin et envisagent que cette relative retenue ait été négociée par Saddam Hussein en échange de son maintien au pouvoir.

L'APRÈS-GUERRE DU KOWEIT

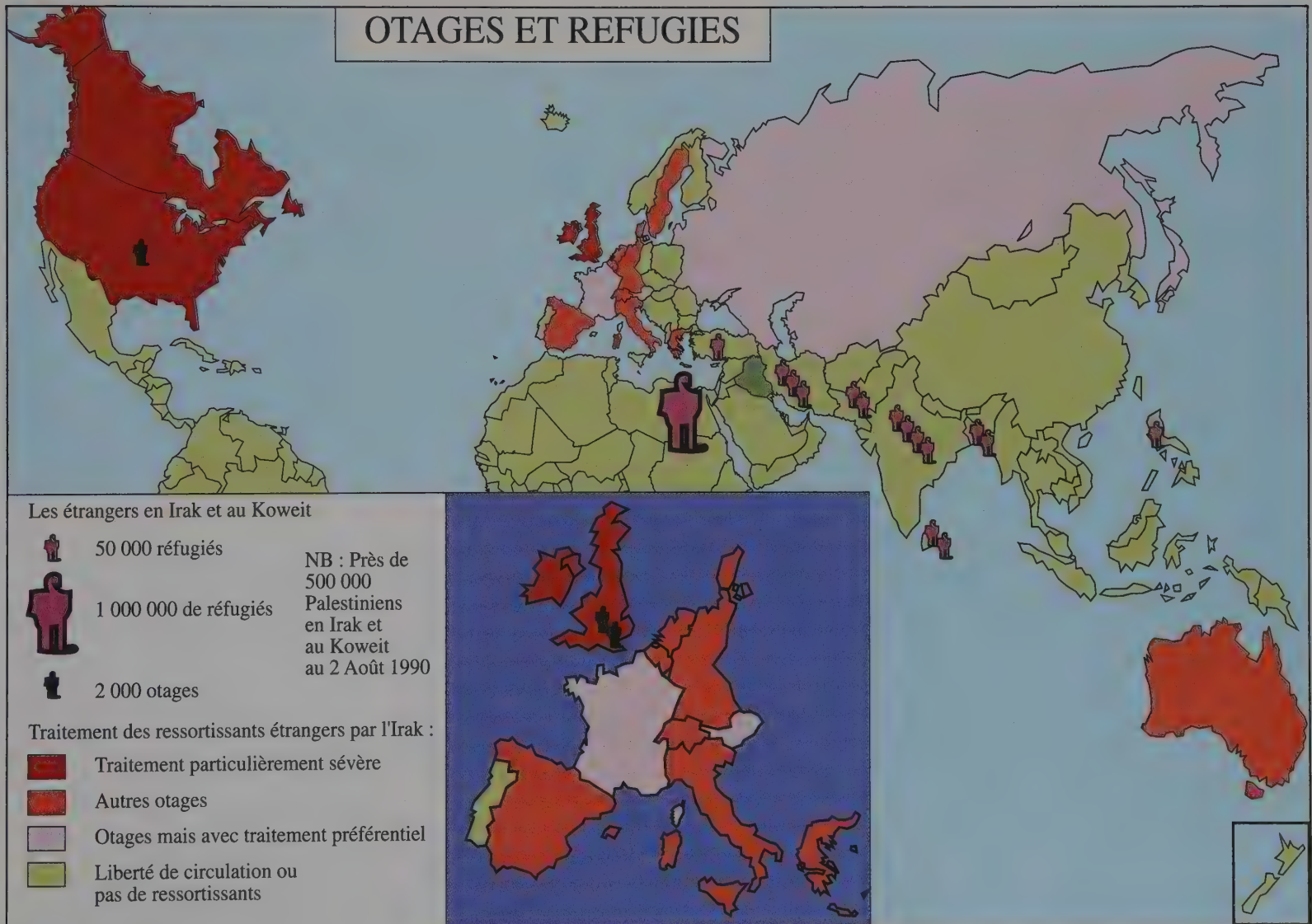
Un premier enseignement de la guerre du Koweït est que celle-ci a révélé les lignes de fracture au sein du monde arabo-musulman. Des pays non arabes comme l'Iran et la Turquie sont sortis considérablement renforcés d'une guerre à laquelle ils n'ont pas contribué, sinon très indirectement. L'Iran a notamment saisi l'occasion inespérée de conclure la guerre qui l'opposait depuis dix

ans à l'Irak en imposant des conditions de paix plus avantageuses que prévu (retour aux frontières de 1975 fixées par l'accord d'Alger). Bagdad, qui redoutait l'ouverture d'un second front à l'est, avait même mis à profit la normalisation de ses rapports avec Téhéran pour abriter son aviation sur des aéroports iraniens, avant même l'offensive des Alliés qui l'auraient autrement sans doute anéantie.

Au sein du monde arabe, la guerre du Koweït a creusé le fossé entre les monarchies du Golfe et les masses déshéritées des pays en crise. Tous les régimes en place ont cependant fait preuve d'une solidité surprenante en dépit du véritable séisme politico-militaire de la guerre. Des dirigeants tels le président tunisien Ben Ali, le roi Hassan II du Maroc ou l'Égyptien Moubarak ont su manœuvrer entre les belligérants, les Occidentaux et la pression de leurs opinions publiques. Le plus menacé sans doute, le roi Hussein de Jordanie, a fait la preuve de sa remarquable capacité de survie politique en poursuivant même la voie de la démocratisation.

De son côté, Damas a su profiter de l'affaiblissement de son voisin irakien pour consolider son contrôle sur le Liban, déjà consacré par les accords de Taëf (octobre 1989), antérieurs à la guerre du Koweït. Sans qu'aucun gouvernement occidental ne proteste, de peur de voir la Syrie se désolidariser des alliés, Hafez El Assad a notamment évincé le chef de file des Chrétiens libanais hostiles à l'occupation syrienne, le général Aoun.

OTAGES ET REFUGIES



Certes, cette relative stabilité politique peut fort bien s'expliquer soit par la capacité des régimes en place à maintenir le *statu quo*, soit par l'absence d'une opposition suffisamment structurée, prête à assumer le pouvoir. Il n'en reste pas moins que la guerre du Koweït, par son aspect fratricide, semble avoir brisé pour longtemps le mythe de l'unité du monde arabe, en faisant ressortir au grand jour les contradictions entre intérêts nationaux et rêves unitaires.

Le deuxième enseignement de la victoire contre l'Irak réside dans le triomphe apparent des Etats-Unis. Le rassemblement de la coalition internationale autour de Washington et la défaite infligée à l'armée irakienne ont permis aux Etats-Unis, du moins à court terme, de renforcer leur présence au cœur même du Golfe persique. Deux raisons au moins y ont contribué : l'effondrement de l'Union soviétique, d'une part, qui a ôté aux Arabes leur pôle traditionnel d'équilibre et de contrepoids face aux Etats-Unis ; l'incapacité, d'autre part, des pays arabes de la région à mettre sur pied une structure interarabe d'alliance militaire.

Les motivations qui ont poussé les Etats-Unis à intervenir aussi massivement ne sont pas aisées à établir et restent controversées : volonté d'un hégémonisme mondial à caractère militariste ; souci d'affirmer un leadership politique incontestable dans un monde devenu unipolaire ; nécessité de redorer le blason américain au Proche-Orient après une série de défaites et d'humiliations (prise d'otages à l'ambassade de Téhéran en

1980, éviction des Marines américains du Liban en 1983, etc.) ; souci de prévenir toute déstabilisation ; propension à contrer militairement toute menace économique ; ou même aussi détermination à mettre un coup d'arrêt à toute violation caractérisée du droit international commise par le premier dictateur venu. Dans l'esprit américain, si l'intervention de la coalition au Koweït n'avait pas nécessairement pour objectif d'établir un nouvel ordre géopolitique stable dans la région, elle se devait néanmoins d'avoir une vertu dissuasive et de créer un précédent.

En s'imposant comme l'unique interlocuteur crédible de toutes les parties en présence, Washington a pu sans grandes difficultés promouvoir, avec la participation de l'URSS, la tenue d'une conférence de paix sur le Proche-Orient visant à instaurer un dialogue entre Israël et ses voisins arabes, Palestiniens compris. La conjoncture inespérée (effacement de l'URSS, affaiblissement de l'OLP, front uni américano-arabe contre Saddam Hussein) favorisait un "règlement à chaud" du conflit israélo-arabe.

Moscou, qui a pris ses distances vis-à-vis de ses anciens alliés arabes et rétabli ses relations diplomatiques avec Israël, soutint la tenue d'une telle conférence mais n'imposa plus la participation de l'OLP comme préalable. Si Paris a pesé de tout son poids pour que le conflit débouche sur une négociation globale sur le Moyen-Orient, incluant la question palestinienne, et à laquelle la France participerait, ce dernier espoir fut déçu. L'absence de la France à la conférence

de Madrid en octobre 1991 traduisit l'impasse diplomatique où l'a laissée la guerre. La Communauté européenne, contrairement à l'ONU sortie renforcée de l'épreuve de force, a pour sa part montré qu'elle n'était pas en mesure d'agir par elle-même, indépendamment des Etats-membres.

La défaite militaire infligée à l'Irak, puis la convocation par les Etats-Unis d'une conférence de paix sur le Proche-Orient ont semblé accréditer la volonté américaine d'esquisser un "nouvel ordre international". Les limites opératoires d'une telle vision du monde de l'après-guerre froide sont apparues cependant très vite, comme en témoigna le problème des Kurdes et des Chiites en Irak, au sujet desquels il fallut recourir à la notion inédite, forgée par la diplomatie française, de "droit d'ingérence humanitaire". Devant les menaces persistantes pesant sur les populations, les alliés décrétèrent le 26 août 1992 une double zone d'exclusion aérienne en Irak, pour protéger les populations kurdes au nord du 36^e parallèle et chiites au sud du 32^e, à la suite de la terrible répression exercée, après la défaite, par les troupes de Bagdad sur ces deux minorités.

Trois ans après la fin des hostilités, l'Irak n'avait toujours pas recouvré sa pleine souveraineté. Si Saddam Hussein est toujours en place, il ne gouverne effectivement qu'une portion de territoire. De plus, contraint de se plier aux résolutions du Conseil de sécurité, le leader irakien a dû accepter le démantèlement forcé, sous contrôle de l'ONU, de son potentiel militaire, en particulier de ses armes

LE FACE-A-FACE SADDAM HUSSEIN-GEORGE BUSH

Extraits des déclarations du leader irakien et du président des Etats-Unis entre le 2 août 1990 et le 24 janvier 1991

SADDAM HUSSEIN		GEORGE BUSH	
Août		Août	
5	<i>Nous avons mis fin au partage colonial.</i>	2	<i>Il n'y a pas de place dans le monde d'aujourd'hui pour une telle agression barbare.</i>
10	<i>Saddam Hussein appelle les croyants à délivrer La Mecque et le tombeau du Prophète à Médine, "capturés par les avant-gardes américaines et sionistes".</i>	5	<i>L'Irak a de nouveau menti, ce sont des hors-la-loi internationaux et des renégats.</i>
17	<i>Nous sommes sur notre territoire [au Koweït] et les Koweïtiens sont des Irakiens depuis des millénaires. L'Irak s'étend depuis des millénaires de la ville de Zao [nord de l'Irak] jusqu'à la ville de Koweït. Si la guerre éclate, nous allons renvoyer des milliers d'Américains dans des cercueils.</i>	17	<i>Le règlement de la crise ne peut aboutir qu'à un retrait inconditionnel des troupes irakiennes du Koweït.</i>
Septembre		Septembre	
21	<i>Si l'Irak est attaqué, son plan stratégique est de détruire tous les puits de pétrole de la région. Le but final est de libérer la Palestine.</i>	3 (avec M. Gorbatchev à Helsinki)	<i>Nous sommes unis par la conviction que l'agression irakienne ne peut être tolérée. Un ordre international n'est pas possible si des Etats plus gros peuvent avaler des plus petits. Nous devons prouver que l'agression ne paie pas.</i>
Décembre		Octobre	
12	<i>Il est impossible que nous abandonnions même un pouce du Koweït.</i>	3	<i>Le retrait inconditionnel du Koweït amènerait la possibilité de régler le problème entre Israël et les pays arabes.</i>
19	<i>Ceux qui réclament l'application des résolutions du Conseil de sécurité doivent d'abord régler la question palestinienne, en attente depuis 23 ans.</i>	13	<i>George Bush compare Saddam Hussein à "un nouvel Hitler".</i>
Janvier		Novembre	
21	<i>Celui qui acceptera 10 000 morts remportera la victoire.</i>	20	<i>Nous ne pouvons permettre à un tyran d'utiliser la menace économique.</i>
24	<i>La Mère de toutes les batailles sera payante. Ce sera un honneur pour les croyants de se battre.</i>	Janvier	
		17	<i>Ce n'est pas l'Irak contre les Etats-Unis, c'est l'Irak contre le monde entier.</i>
		24	<i>Il y a des moments dans la vie où il vaut la peine de se battre pour les valeurs essentielles. Un tel moment est arrivé.</i>

CHRONOLOGIE

1990

Août

- 2 Les forces irakiennes envahissent le Koweït. L'émir Jaber s'enfuit en Arabie séoudite. Le Conseil de sécurité de l'ONU adopte à l'unanimité une résolution exigeant "le retrait immédiat et inconditionnel" de l'Irak.
- 3 La Ligue arabe condamne l'invasion et demande un retrait "immédiat et inconditionnel." Paris, Washington et Londres gèlent les avoirs irakiens et koweïtiens. L'armée irakienne se dirige vers la frontière séoudienne. Les Etats-Unis renforcent leur présence navale dans le Golfe.
- 4 Le président américain George Bush décide d'envoyer des avions de combat en Arabie séoudite : l'opération "Bouclier du Désert" prévoit d'envoyer 250 000 soldats en 6 mois dans le Golfe.
- 6 Un "gouvernement provisoire" koweïtien proclame la "République du Koweït libre". Plusieurs centaines de milliers de travailleurs arabes et asiatiques fuient le Koweït. Les forces irakiennes regroupent les ressortissants anglo-saxons vivant à Koweït-City en vue de les transférer à Bagdad.
- 8 La Grande-Bretagne envoie des bombardiers "Tornado" et "Jaguar" en Arabie séoudite.
- 9 L'Irak ferme ses frontières aux étrangers. 3 100 Américains, 8 620 Européens de l'Ouest, 8 680 Soviétiques, 22 470 Européens de l'Est et 1865 Asiatiques d'Extrême-Orient sont ainsi prisonniers de fait.
- 10 Sommet du Caire : 12 des 20 leaders des pays arabes proposent un retrait des troupes irakiennes du Koweït et l'établissement d'une force panarabe destinée à protéger l'Arabie séoudite. Saddam Hussein appelle à la guerre sainte pour libérer La Mecque.
- 11 Bagdad envoie 50 000 soldats au Koweït. 3 000 soldats égyptiens arrivent en Arabie séoudite.
- 12 L'Irak lie la solution du conflit aux retraits israéliens des Territoires occupés, et syrien du Liban.
- 15 Bagdad signe la paix avec l'Iran, aux conditions de Téhéran.
- 16 1 000 soldats marocains et 1 100 Syriens arrivent en Arabie séoudite.
- 18 En Irak, des Occidentaux et des Japonais sont placés sur des sites militaires et des installations civiles constituant ainsi des "boucliers humains" contre d'éventuels bombardements.

- 20 Les Etats-Unis commencent à envoyer des bombardiers F117 sur le sol séoudien.
- 21 Le président français Mitterrand évoque la "logique de guerre" et décide d'envoyer un escadron terrestre aux Emirats arabes unis. Bagdad lance un ultimatum aux ambassades étrangères à Koweït-City, leur demandant de cesser toute activité avant le 24 août.
- 23 Annonce par l'Irak de la libération de ressortissants français.
- 25 Une trentaine d'ambassades au Koweït qui refusent de se soumettre à l'ordre de Saddam Hussein sont assiégées par l'armée irakienne. Le président autrichien, Kurt Waldheim revient de Bagdad avec 95 otages autrichiens. Le Conseil de sécurité autorise le recours à la force pour faire respecter l'embargo.
- 28 Saddam Hussein promet de libérer les femmes et les enfants moyennant la garantie qu'aucune agression ne sera tentée contre son pays, et annonce la transformation du Koweït en province irakienne.

Septembre

- 1er L'Irak autorise le départ des femmes et enfants occidentaux et japonais.
- 4 Edouard Chevardnadze, le ministre soviétique des Affaires étrangères, recommande une conférence internationale sur le Moyen-Orient qui réglerait également la crise du Golfe. Israël rejette cette proposition.
- 14 La Grande-Bretagne envoie 6 000 soldats et 120 tanks en Arabie séoudite où se trouvent déjà 150 000 soldats américains.
- 15 Lancement de l'opération française "Daguet". Dans un premier temps, la France envoie 4 000 soldats avec des tanks, des hélicoptères et 30 avions de combat sur le sol séoudien.
- 23 François Mitterrand propose, devant l'ONU, un plan de paix et un règlement global des problèmes du Moyen-Orient.

Octobre

- 7 Cent Soviétiques quittent l'Irak après la visite de E. Primakov, l'émissaire de M. Gorbatchev.
- 25 100 000 soldats américains supplémentaires arrivent dans la région. 430 000 soldats irakiens stationnent au Koweït.
- 30 Les 263 otages français arrivent à Paris. Environ 40 Français choisissent de demeurer au Koweït. Plus de 3 700 Occidentaux sont encore détenus en Irak et au Koweït, un million d'étrangers ont fui ces deux pays.

A partir du 30, les 7 diplomates français soumis à l'état de siège dans leur ambassade à Koweït rentrent à Paris; 10 Américains et 2 Britanniques restent à leur poste.

Novembre

- 8 Les Etats-Unis annoncent que les effectifs militaires s'élèveront à 500 000 soldats avant le 15 janvier.
- 16 Proposition marocaine d'un sommet arab,e refusée par les autres pays arabes qui considèrent qu'une telle initiative ne peut proposer aucun plan crédible.
- 20 Saddam Hussein libère 124 Allemands, 105 Néerlandais et 14 Belges.
- 22 Londres envoie 14 000 soldats supplémentaires
- 29 Le Conseil de sécurité autorise le recours à la force contre l'Irak, s'il n'a pas évacué le Koweït avant le 15 janvier 1991.

Décembre

- 4 Bagdad autorise 3 300 Soviétiques à rentrer en URSS.
- 6 Saddam Hussein annonce la libération des diplomates retenus et de tous les otages étrangers avant le 15 janvier.
- 9-10 Les otages sont évacués.
- 12 La France annonce que l'opération Daguet comptera 9 000 soldats avant le 15 janvier 1991
- 24 Saddam Hussein réaffirme qu'en cas de conflit, Israël sera le premier objectif de l'Irak.

1991

Janvier

- 1er Paris présente un plan de paix au sommet de la CEE à Luxembourg, ce plan demande à l'Irak *"d'annoncer sa décision d'évacuer le Koweït"* avant le 15 janvier, dès l'évacuation amorcée, les questions concernant le Moyen-Orient seront examinées.
- 9 Echec de la rencontre entre le secrétaire d'Etat américain et le ministre irakien des Affaires étrangères, à Genève. Le Congrès américain autorise le président Bush à faire usage de la force.
- 13 Le Secrétaire général de l'ONU, Javier Perez de Cuellar, projette d'envoyer des forces de maintien de la paix des Nations unies dans la région et d'organiser une conférence internationale.
- 15 Initiative française avant la réunion du Conseil de sécurité de l'ONU, reprenant pour l'essentiel le plan présenté à Luxembourg. Washington rejette ce plan.

17

Déclenchement de l'opération "Tempête du désert", par le bombardement des sites stratégiques irakiens. George Bush annonce que cette opération a pour but d'éliminer le potentiel nucléaire de l'Irak ainsi que ses armes chimiques. L'opération se poursuit par le bombardement intensif des cibles irakiennes.

18

Premiers tirs de Scud sur Israël. Le ministre israélien de la Défense déclare qu'Israël ne ripostera qu'"au moment opportun".

19

Les Etats-Unis livrent des missiles antimissiles Patriot à Israël.

24

Première marée noire provoquée par l'Irak.

Vague d'attentats visant des intérêts occidentaux en Grèce, en Turquie, en Asie du Sud-Est et en Amérique latine.

25

Manifestations pro-irakiennes dans les pays du Maghreb.

26

Des chasseurs bombardiers irakiens se posent en Iran.

Téhéran renouvelle sa neutralité.

29

M. Chevènement, ministre de la Défense français, démissionne.

30

Incursions irakiennes en Arabie séoudite et premier combat terrestre à Khajfi.

Février

2

Tokyo alloue deux milliards de dollars aux alliés.

6

De nouveaux appareils irakiens se posent en Iran, au total, 147 avions irakiens se sont réfugiés sur les aéroports iraniens.

7

Les Irakiens incendient plusieurs puits de pétrole koweïtiens.

12

Pilonnage aérien de Bagdad.

17

George Bush appelle de ses vœux un coup d'Etat en Irak.

20

Proposition soviétique en quatre points, prévoyant que l'Irak se retire sans conditions du Koweït, que des forces de maintien de la paix soient placées sur les frontières séparant l'Irak et le Koweït, que l'Irak soit assuré qu'aucune mesure punitive ne lui sera appliquée, ni même contre Saddam Hussein personnellement, et enfin que des négociations sur tous les autres problèmes du Moyen-Orient, dont la question palestinienne, soient engagées.

24

Début de l'offensive terrestre de la coalition.

25

Bagdad annonce que les forces irakiennes se retirent du Koweït.

27

Les troupes koweïtiennes entrent à Koweït-City.

28

Tandis que les troupes alliées atteignent Nassiriyah, sur l'Euphrate, Saddam Hussein demande l'arrêt des combats.

La coalition a perdu 160 soldats, l'Irak, officiellement, 20 000. (De 100 000 à un million de morts selon les sources).

Mars

1er

Washington, puis Bagdad annoncent l'arrêt des hostilités. L'Irak accepte les douze résolutions de l'ONU.

3

L'accord pour un cessez-le-feu est signé.

de destruction massive dites ABC (nucléaire, bactériologique et chimique), tandis que l'embargo commercial, militaire et pétrolier était maintenu.

Mais surtout, les diverses missions d'inspection de l'ONU en Irak ont permis de mettre à nu l'ambitieux projet de Saddam Hussein consistant à bâtir un pouvoir régional politique, militaire et industriel assez fort pour faire de l'Irak une véritable puissance, nucléaire de surcroît, avec la complicité tout au long des années soixante-dix et quatre-vingt d'un nombre important de firmes étrangères et avec l'accord tacite des gouvernements occidentaux. Et ce, en dépit du comportement du régime irakien envers ses propres populations (gazage du village kurde d'Halabja en 1988), de son bilan en matière de droits de l'homme et de son soutien avéré à certains réseaux terroristes. Doté d'une marge de manœuvre réduite (embargo économique, diplomatie inopérante, potentiel militaire diminué), Saddam Hussein n'a cessé de multiplier en 1992 les provocations à l'égard des Nations unies : entraves aux missions d'inspection, déploiement de batteries de missiles aux abords des zones d'exclusion aérienne, réaffirmation de bellicéité, incursions à la frontière du Koweït. Face à cette pression entretenue par Bagdad, les alliés (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France) répliquèrent en janvier 1993 par un raid aérien visant les batteries de missiles et les sites militaires situés au sud de l'Irak.

Outre l'Irak et ses alliés de naguère, comme la France ou l'URSS, diplomatiquement

fragilisés dans la région, les principaux perdants immédiats du conflit furent les Palestiniens de l'OLP, dont le soutien à Saddam Hussein effaça l'essentiel des acquis diplomatiques récents. Les Palestiniens du Koweït, après la libération de l'émirat, payèrent par une expulsion massive les prises de position de l'Organisation. Contrainte de choisir entre ses bailleurs de fonds du Golfe et l'un des derniers Etats lui offrant une implantation territoriale, y compris des casernes pour ses soldats et une station de radio, la centrale palestinienne avait en effet apporté un franc soutien à Saddam Hussein, suivant en cela l'opinion arabe, celle en particulier des Palestiniens des Territoires occupés sensibles à son discours radical et anti-israélien.

Les Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie furent privés de l'aide financière importante des émirats du Golfe et de l'Arabie séoudite. Israël, qui exploita le discrédit jeté sur l'OLP, mit en avant au cours du processus de paix des personnalités palestiniennes de l'intérieur jugées plus modérées et les posa ainsi en interlocuteurs crédibles des négociations. Cette phase a en fait constitué un pas décisif dans la reconnaissance mutuelle d'Israël et de l'OLP : ces "négociateurs de l'intérieur", en revendiquant leur appartenance à la centrale palestinienne, ont permis au gouvernement travailliste israélien, élu en juin 1992, de lever l'interdiction des contacts directs avec l'OLP.

Le Koweït, ravagé par les Irakiens, appauvri par l'effort de guerre et la destruction de son

appareil de production pétrolière, traversa après sa libération une profonde crise politique et morale. Un fossé s'est creusé entre la famille régnante et ses sujets, entre les exilés et les Koweïtiens restés dans l'émirat pendant l'occupation, "résistants" ou victimes des exactions irakiennes. Conformément à la promesse faite aux Américains durant la crise, le Koweït a finalement rétabli en octobre 1992 une Assemblée nationale, élue au suffrage direct et susceptible de peser sur les décisions gouvernementales.

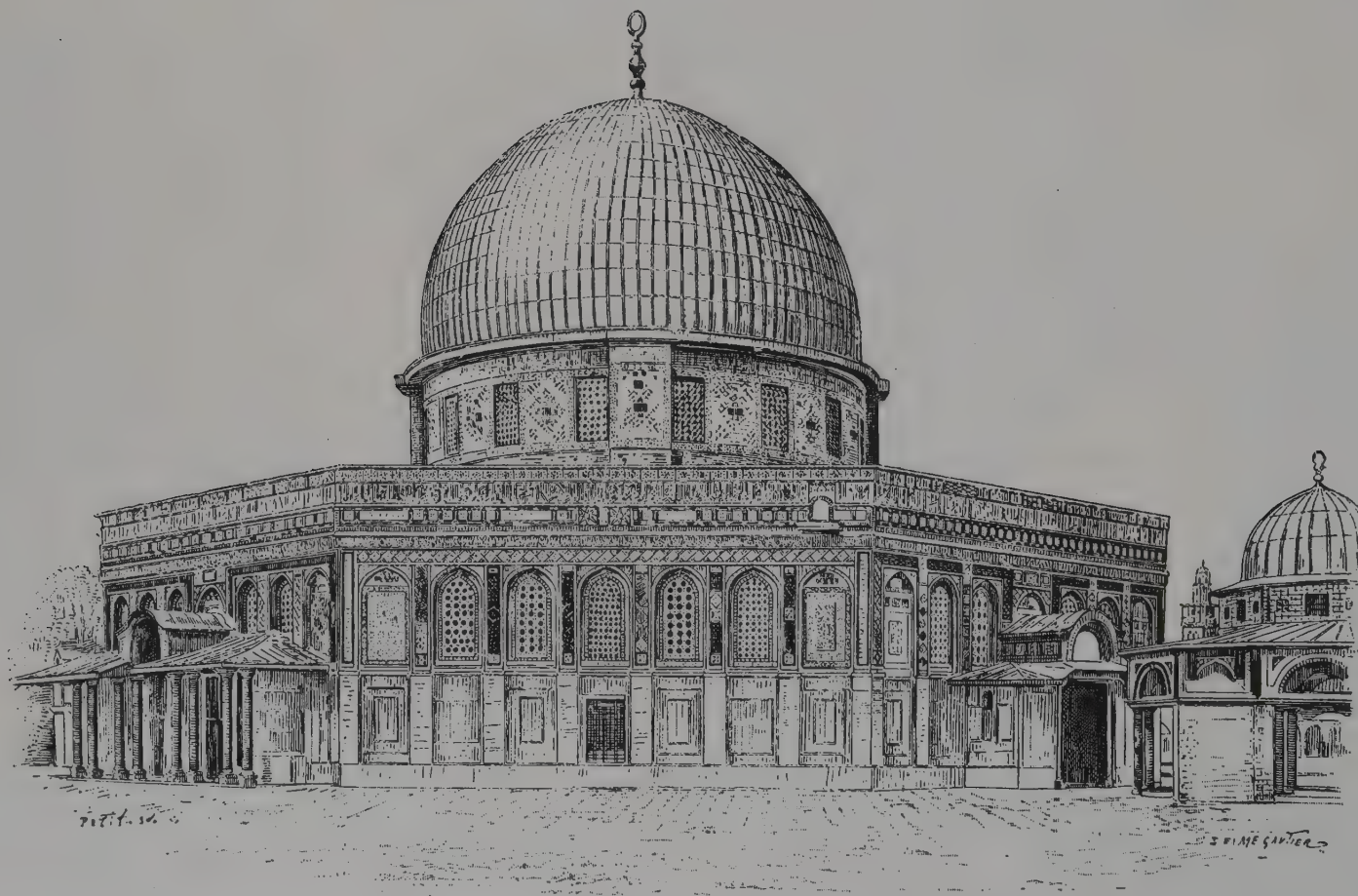
Cette orientation libérale a été également décidée au Yémen qui s'est engagé sur la voie d'un processus fragile de démocratisation, tandis que l'Arabie séoudite observe avec inquiétude ces "expériences démocratiques". A l'instar du Qatar, d'Oman et des Emirats arabes unis, l'Arabie séoudite et Bahreïn ont pour leur part annoncé la constitution de conseils consultatifs "Majlis-Al Choura", aux simples pouvoirs de recommandation.

La guerre du Golfe a irrémédiablement bouleversé, sur le plan géostratégique, le jeu régional, qui reposait traditionnellement sur l'équilibre triangulaire Téhéran, Bagdad et Ryad. Celui-ci risque de s'en trouver à jamais déséquilibré, au grand bénéfice de l'Iran. La mise sur pied d'un système de sécurité régionale constitue donc un des défis de l'après-guerre pour les pays de la région. Enfin, la guerre du Koweït a posé, dans sa brutalité, la question de la place du monde arabe et de l'Islam dans le monde de l'après-guerre froide.



DÉFIS

Plusieurs conflits, ouverts dès les années soixante-dix, continuent d'ensanglanter le Moyen-Orient et le Monde arabe : pays déchirés tels la Somalie ou le Soudan, occupés tels Chypre ou le Liban, régions contestées, comme le Sahara occidental ou le Kurdistan, enfin la Palestine qui réunit toutes ces caractéristiques et se cherche toujours entre la paix et la haine, entre la privatisation de la violence et une gestion internationale du conflit.



ISRAËL ET LES PALESTINIENS

Le contrôle par Israël de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, résultant de la victoire de 1967, a déplacé et prolongé la question israélo-palestinienne. Jusqu'à la guerre des Six Jours, le problème crucial semblait être le refus arabe d'accepter l'existence d'Israël. A partir du doublement du nombre de réfugiés palestiniens, les chancelleries occidentales perçoivent le refus israélien d'accepter la création d'une patrie palestinienne comme le principal obstacle à la paix. L'analyse selon laquelle le président égyptien Sadate décida de lancer en 1973 une nouvelle offensive non plus pour détruire Israël mais pour forcer l'Etat hébreu à négocier renforce ce sentiment.

Israël s'était lancé dans la guerre en 1967 pour prévenir une attaque qu'il pressentait, non pour conquérir des territoires. Les dirigeants israéliens n'envisageaient, à l'époque, que la réunification de Jérusalem et de simples rectifications de la "ligne verte" qui marquait les limites d'Israël depuis 1949. Le Golan, la Cisjordanie, Gaza et le Sinâï furent conservés en 1967 pour la "profondeur stratégique" qu'ils offraient à un Israël vulnérable par son exiguïté mais sans projet spécifique concernant les populations qu'ils comprenaient. Les premières implantations de colons se firent sous la forme de kibboutz

de jeunes en armes censés garantir les points stratégiques tels que la vallée du Jourdain, les hauteurs du Golan ou les collines entourant Jérusalem. *A contrario* les zones densément peuplées et jugées stratégiquement secondaires telles que la région de Kuneitra en Syrie et la rive occidentale du canal de Suez furent restituées dans l'année qui suivit la guerre de Kippour (1973).

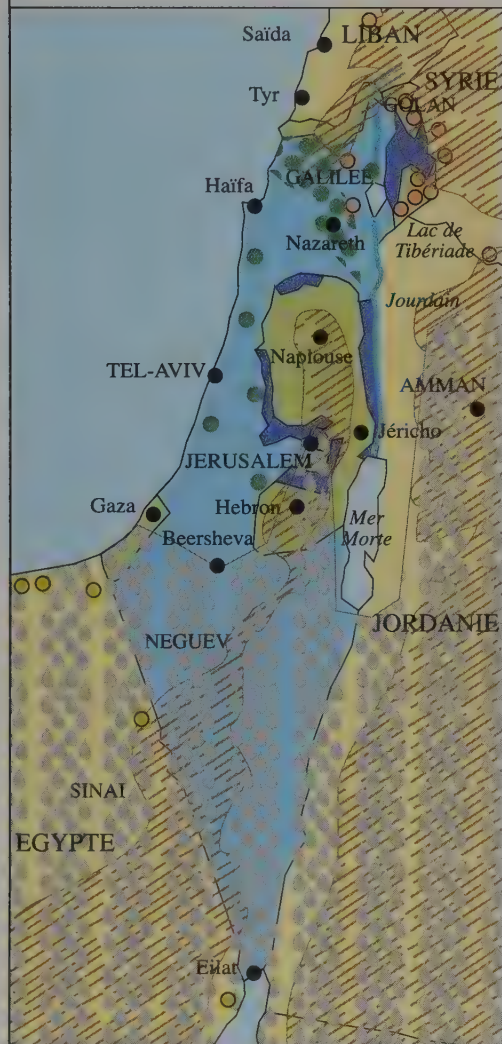
La prise de contrôle des Territoires, immédiatement condamnée par la résolution 242 de l'ONU, changeait la nature du problème. La bande de Gaza, jusque-là administrée par l'Egypte, et la Cisjordanie annexée par la Jordanie, se distinguaient nettement du Golan et du Sinâï pratiquement vides d'habitants. Les Territoires, déjà densément peuplés auparavant, avaient accueilli la majeure partie des réfugiés palestiniens de 1948. Les Palestiniens, bien que sous l'administration soit du Caire soit d'Amman, s'y considéraient comme chez eux. Ils se retrouvèrent dans une situation où l'ensemble de leur patrie était soit devenu Israël, soit passé sous son contrôle. Le problème empira quand il devint clair qu'Israël, contrairement à ce qui s'était passé en 1948, refusait le retour des Palestiniens qui avaient fui l'invasion. Dans l'opinion internationale, les Palestiniens remplacèrent

les Juifs comme "le peuple sans pays". La décennie soixante-dix avec l'ouverture de pourparlers secrets dès la fin de la guerre de Kippour et les accords de Camp David devait confirmer que l'on était clairement passé d'un problème israélo-arabe à un problème israélo-palestinien.

LA LÉGITIMITÉ PALESTINIENNE

Alors qu'au moment de la partition de la Palestine ses habitants arabes ne se pensaient pas comme une nation mais comme des Arabes habitant la Palestine, l'expérience de la guerre, de l'exode et de la lutte a forgé une identité spécifique, commune aux Palestiniens, Musulmans et Chrétiens. En 1948, 50 % de la population arabe de Palestine avait pris le chemin de l'exil. Il en fut de même en 1967 pour la population des Territoires dont une majorité était constituée des réfugiés de la première vague. Cette répétition de l'histoire a accentué le sentiment d'injustice qui cimente l'identité des Palestiniens. Il en sera de même de leurs aventures et de leurs tribulations dans le reste du monde arabe : ils se heurteront de façon croissante à l'incompréhension et à la méfiance de leurs hôtes. La Palestine faisait partie, en 1948, des régions arabes les plus développées tant

JUIFS ET ARABES



culturellement qu'économiquement. La dispersion de ses habitants, selon un phénomène vérifié dans la plupart des diasporas, a encore accentué l'avantage de cette population en matière d'éducation.



D'autre part les Palestiniens qui avaient choisi les "pays frères" avaient, plus que d'autres Arabes, développé une conscience politique jugée d'autant plus dangereuse par les régimes en place que leurs qualifications les avaient partout propulsés à des postes de maîtrise sinon de direction. Les Palestiniens

furent ainsi perçus par les populations comme les "nouveaux Juifs" du monde arabe.

Une différence de taille cependant : les Palestiniens constituent, à partir de 1967, la majorité de la population de la Jordanie et la première force de travail des monarchies du Golfe. Ils ne bénéficient dans leur pays d'accueil d'aucun droit politique et caressent toujours l'espoir du retour dans une maison, le plus souvent détruite, que les jeunes générations n'ont pas connue, et dont ils conserveront parfois plus que le souvenir : la clef.

Les populations palestiniennes ont dès 1948 bénéficié du soutien financier d'une agence spécialisée de l'ONU : l'UNWRA. La majeure partie de l'action politique de la Ligue arabe a, depuis l'émergence du problème, été consacrée à la question palestinienne. Il faudra cependant attendre 1964 pour que, sous la pression du mouvement national palestinien en train de se structurer, la Ligue crée à Jérusalem l'Organisation de libération de la Palestine, l'OLP. A la faveur de la radicalisation qu'a entraînée la guerre de 1967, l'OLP s'émancipe de la tutelle des pays arabes et réussit à regrouper les branches politiques des différentes factions terroristes qui s'étaient constituées. En 1969, l'une d'entre elles, le Fath dirigé par Yasser Arafat, le descendant d'une des familles les plus connues du Proche-Orient, prend le contrôle de l'OLP. La centrale palestinienne, formelle-

Le milieu :

-  Moins de 200 mm de pluies par an
-  Relief plus de 500 m







ment dirigée par un Conseil national palestinien où toutes les tendances sont représentées, constitue un appareil de quasi-Etat avec ministères, organes de presse, centres de recherche, etc.


A Amman où l'organisation s'est repliée depuis 1967, elle constitue un Etat dans l'Etat et se sent libre de harceler Israël contre l'avis du roi Hussein. L'opposition entre Yasser Arafat et le souverain hachémite se cristallise en 1970 autour du plan de paix proposé par le secrétaire d'Etat américain Rogers, que le roi accepte et que l'OLP, comme tous les autres plans de paix de l'époque, rejette. Les risques tant internes qu'externes que l'organisation fait peser sur le pays amènent le régime jordanien à réprimer dans le sang la tentative de renversement dont il fut, en septembre 1970, l'objet de la part du FPLP, une des composantes de l'OLP. Les événements de ce "Septembre noir" débouchent sur l'expulsion de l'ensemble des organisations palestiniennes au Liban. Celles-ci paraissent dès lors largement discréditées dans le monde arabe même.

Le Liban se voit contraint d'autoriser leur présence en partie à cause de ses faiblesses face à leur force militaire. Toutes les forces palestiniennes interdites d'action dans les autres pays limitrophes d'Israël se concentrent au Liban qu'elles déstabiliseront bientôt à son tour. Plusieurs branches de l'OLP se spécialisent par ailleurs dans le terrorisme

LA SECURITE D'ISRAEL





-  Pays arabes officiellement en guerre avec Israël
-  Israël dans ses frontières de 1967
-  Zones partiellement délimitarisées ou sous contrôle de l'ONU
-  Territoires annexés
-  Zone d'autonomie palestinienne programmée à Gaza et Jéricho
-  Autres territoires occupés ou contrôlés

 Zones d'implantations de colonies "stratégiques"


 Relief plus de 500 m

Zones vitales :

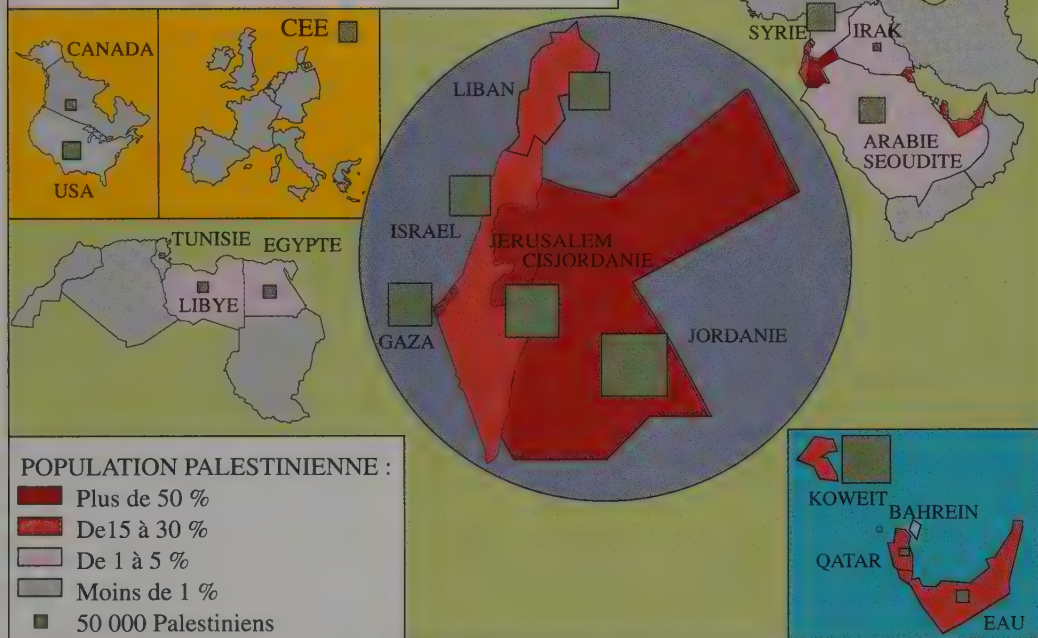
 Plus de 80 % de la population d'Israël

 Ressources hydrauliques

 Centres de décisions

 Ports

DIASPORA PALESTINIENNE



international, lui donnant des proportions sans équivalent depuis le début du siècle.

La guerre de 1973 et la confrontation pétrolière qui suivit avec l'Occident changent l'attitude des pays arabes à l'égard de l'OLP. La Ligue arabe réunie à Rabat en 1974 reconnaît la centrale palestinienne, qui depuis sa création lui avait largement échappé, comme "seul représentant légitime du peuple palestinien". Les Nations unies accueillent Yasser Arafat à leur tribune et accordent à l'OLP le statut d'observateur. L'année

suivante, le sionisme y sera assimilé au racisme. Les Etats-Unis pour leur part envisagent un dialogue avec l'OLP mais suivant certaines conditions : l'adoption des résolutions 242 et 338 des Nations unies, la reconnaissance du droit d'Israël à exister, la renonciation au terrorisme.

Malgré cette reconnaissance universelle, les opinions occidentales, choquées par la violence du terrorisme (massacre des sportifs olympiques israéliens à Munich en 1972,

nombreux détournements d'avions, etc.) restent très défavorables à l'OLP.

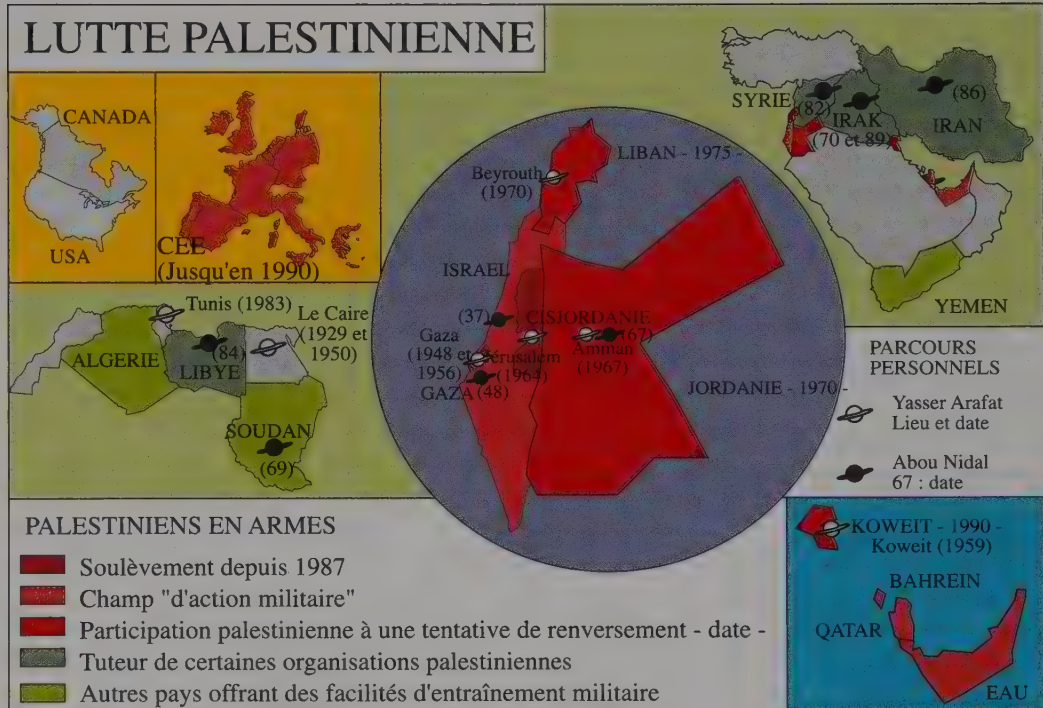
LA RADICALISATION DE LA SOCIÉTÉ ISRAËLIENNE

Peut-être confortés par ce soutien des opinions sinon des dirigeants occidentaux, les leaders israéliens refusent le principe de toute discussion avec une organisation terroriste. Conscients cependant que, du fait du différentiel de croissance démographique entre Palestiniens et Israéliens, la possession des Territoires constitue une bombe à retardement, les dirigeants travaillistes de l'Etat hébreu souhaitent se débarrasser du problème palestinien. Tout au long de ces années, ils favorisent "l'option jordanienne" qui consisterait à transférer à la Jordanie le contrôle d'une Cisjordanie sans doute démilitarisée et éventuellement amputée de quelques points stratégiques.

La victoire de la droite israélienne aux élections de 1977 et l'arrivée au pouvoir de sa principale formation, le Likoud, change l'approche de Jérusalem. Sous la pression du Gush Emounim, le "bloc de la foi", premier groupe à la fois sioniste et religieux de l'histoire du pays, qui progressera constamment aux élections pendant les années quatre-vingt, le contrôle des Territoires prend un autre sens. Les arcanes de la politique israéliennes, dont le système électoral

intégralement proportionnel fait que les petites formations bénéficient d'un poids disproportionné par rapport à leur audience, donneront une importance croissante à ce petit parti dont les vues finiront par déteindre sur celles du Likoud. En Israël, le terme de "Judée-Samarie", du nom des anciennes provinces bibliques, remplacera progressivement celui de "Territoires occupés". L'installation massive en Cisjordanie de colons juifs, d'abord principalement proches du Goush Emounim, commence à cette époque et contraste avec la destruction des colonies installées dans le Sinaï restitué à l'Égypte.

A partir de 1984, l'entrée des partis religieux au gouvernement conduit à renforcer cette politique et à tenter de réintroduire des préoccupations religieuses dans une société créée sur un principe de laïcité. A partir de 1986, la perspective de l'arrivée des Juifs soviétiques, au nombre de trois millions et dorénavant autorisés à émigrer, renforce le gouvernement dans sa volonté de coloniser les Territoires. Gaza qui compte un million d'habitants sur une superficie comparable à celle d'un canton français est hors de cause; en revanche la Cisjordanie offre une superficie de l'ordre de celle de l'ensemble des terres non désertiques d'Israël. La possibilité d'un afflux d'anciens refuzniks russes repousse également de près d'un siècle l'échéance à laquelle la population palestinienne des Territoires devrait dépasser celle des Juifs d'Israël.



Soumis à un environnement où l'islamisme progresse, confiant en sa supériorité stratégique, ayant tiré un trait sur ses rapports avec nombre de capitales d'Europe ou du Tiers Monde, Israël voit à cette époque peu d'avantages à un éventuel compromis. Parallèlement, l'idéal sioniste change de nature. Dans les années quatre-vingt, la population sépharade, Juifs expulsés d'Espagne au XVe siècle et qui ont depuis, en majorité, vécu dans des pays musulmans, dépasse en nombre la population ashkénaze, Juifs expulsés d'Allemagne au XIIIe siècle et

qui ont en majorité vécu en Europe centrale ou en Russie. Sous cet effet, et au contact des Arabes israéliens et des Palestiniens des Territoires qui viennent quotidiennement travailler en Israël, la société israélienne, à l'origine fondamentalement européenne, s'orientalise. Par ailleurs, l'arrivée au pouvoir de la droite en 1977 traduit un bouleversement profond par rapport à un quasi-monopole de la gauche au pouvoir depuis la création d'Israël. L'enthousiasme du sionisme, mouvement laïc et socialiste qui se voulait aussi respectueux du droit des Arabes, fondé

sur le règne du droit et la solidité de l'armée, laisse peu à peu la place à l'aigreur d'une société usée par la persistance de la guerre.

“PAIX EN GALILÉE”

L'invasion du Liban en 1982 divisera pour la première fois la société israélienne. Acculé par le jusqu'au-boutisme de l'OLP à une solution militaire, Israël entend démanteler les infrastructures de la centrale palestinienne au Liban. L'opération “Paix en Galilée” tire son nom de la nécessité de rétablir la sécurité du nord du pays soumis de façon constante aux tirs et aux attaques des mouvements palestiniens.

Accueillie au départ en libératrice par une majorité de Chrétiens, Tsahal, l'armée israélienne, tombera dans le piège libanais. Menaçant Beyrouth, où siège l'OLP, Israël s'aliène rapidement la plupart des forces politiques libanaises. Les massacres que ses soldats ont laissé perpétrer par leurs alliés des milices chrétiennes dans les camps palestiniens de Sabra et de Chatila font douter l'opinion israélienne de la légitimité de l'opération. La commission d'enquête réunie en Israël sur le sujet aboutira, l'année suivante, à la démission du très populaire ministre de la Défense Ariel Sharon.

Par ses répercussions dans l'opinion internationale, l'opération est encore plus

désastreuse : pour la première fois, l'Etat hébreu n'est plus perçu comme victime mais comme bourreau. Si l'allié américain a laissé Jérusalem s'aventurer au Liban, il lui retire cependant la victoire en organisant *in extremis* le sauvetage de l'OLP transférée par les marines occidentales à Tunis. Israël réussit toutefois en se retirant à maintenir une zone tampon à sa frontière libanaise qui, confiée à des alliés chrétiens, limitera grandement la menace armée palestinienne.

Le départ de Beyrouth est un grave revers pour l'Organisation de libération de la Palestine dont l'unité, déjà largement fictive depuis la constitution d'un “front du refus”, qui, autour des groupes les plus extrémistes, Abou Nidal et le FPLP, regroupe depuis 1974 les organisations et les Etats tels que l'Irak, la Libye ou la Syrie opposés à toute autre solution que la destruction d'Israël, vole en éclats. L'OLP, privée par son éloignement de la Palestine de la possibilité de la lutte armée qui constituait sa doctrine, est à la recherche d'une stratégie. Yasser Arafat esquisse un rapprochement avec le roi Hussein de Jordanie. Sa propre organisation, le Fath se divise. Les tendances qui avaient autrefois formé le Front du refus tentent de créer une organisation concurrente de l'OLP autour de la Syrie. Chaque groupe paraît inféodé à une capitale différente : Damas, Tripoli, Téhéran ou Bagdad, et l'OLP n'est plus qu'un “parapluie” qui regroupe des organisations aux buts différents.

L'INTIFADA

En 1987, au moment où se déclenche le soulèvement populaire des Palestiniens des Territoires, la situation paraît paradoxale. L'OLP a perdu toute capacité d'initiative et la paix semble s'ébaucher sans elle. Pour la première fois depuis les accords de Camp David avec l'Egypte à la fin des années soixante-dix, Israéliens et Etats arabes s'assoient à une même table de négociation : à Washington en 1987 pour discuter des problèmes d'eau, cruciaux pour la région. Ces discussions débouchent sur un partage tacite des eaux du Jourdain entre Israël et la Jordanie. Déjà la paix séparée avec l'Egypte qui devait déboucher sur des négociations sur l'autonomie des Territoires n'avait eu aucune influence sur le sort des Palestiniens.

Les habitants des Territoires sont désormais convaincus qu'ils n'ont pas grand-chose à attendre des capitales arabes et que les régimes les plus opposés à Israël n'atteindront pas la parité stratégique nécessaire pour contraindre l'occupant à se retirer. Les multiples résolutions de l'ONU les concernant, toutes restées bafouées, et l'OLP hors d'état d'agir, poussent les Cisjordanais à prendre leur destin en main. Le contraste entre les exactions de Tsahal et la liberté garantie par le pouvoir à la presse, en particulier à la presse arabe de Jérusalem, et aux organisations sociales palestiniennes contribue à la propagation des troubles.

L'Intifada est intervenue comme une occasion inespérée pour l'OLP de rentrer en scène. Elle n'a pas été à l'initiative du soulèvement mais elle a su l'accompagner. Sa remise en selle lui a également permis de refaire son unité. Profitant du crédit de sympathie suscité par la répétition d'images d'enfants palestiniens brutalisés, voire tués, pour avoir lancé des pierres, Yasser Arafat entreprend une campagne de charme "tous azimuts". Comprenant que le plus solide soutien d'Israël, les Etats-Unis, dépend pour une part au moins du lobby juif américain, il profite du doute né dans la diaspora à propos de l'Intifada pour tenter d'infléchir l'attitude américaine. Ces opérations auront une beaucoup plus grande portée que ses précédentes tentatives pour se rapprocher des organisations religieuses juives américaines antisionistes.

L'OLP, qui bénéficiait déjà en Europe de bureaux de représentation, acquiert une véritable respectabilité. En 1988, elle adopte la résolution 181 de l'ONU de 1947 sur le partage de la Palestine, reconnaissant par là implicitement Israël, et reprenant le mouvement amorcé par la Ligue arabe en 1984 quand elle enjoignit Israël, pour la première fois nommé, à se retirer des Territoires. Bien que le mot "reconnaissance" ne fût jamais prononcé, l'OLP considérant que ce point constitue sa seule véritable carte de négociation, le dialogue avec la Maison Blanche put s'amorcer. Cette évolution

LA POSITION DES ORGANISATIONS PALESTINIENNES SUR LE PROCESSUS DE PAIX

(Source : "DG Pal". à Paris)

Organisations dont les dirigeants sont en faveur du processus

Fatah, constitué en 1959, dirigé par Yasser Arafat, pivot de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), basé à Tunis

UDP (Union démocratique palestinienne), dir. Yasser Abd Rabbo, issu d'une scission avec le FDLP

FLPP (Front de lutte populaire palestinienne), c. 1983, dir. Samir Goché, proche du Fatah, basé à Damas

PPP (Parti du peuple palestinien), c. 1967, dir. Soleiman Najjab, ex-communiste, principalement implanté en Cisjordanie

Organisations dont les dirigeants sont opposés au processus

Organisations représentées au Comité exécutif de l'OLP

FDLP (Front démocratique pour la libération de la Palestine), c. 1969, dir. Nayef Hawatmé, socialiste, basé au Liban, bien implanté en Jordanie et en Cisjordanie

FPLP (Front populaire de libération de la Palestine), c. 1967, dir. Georges Habache, de tradition communiste, présent à Gaza

FLP (Front de libération de la Palestine), c. 1977, dir. Abou Abbas, issu d'une scission du FPLP-CG, pour partie proche de Damas, pour partie de Bagdad

FLA (Front de libération arabe), c. 1969, dir. Mahmoud Ismaïl, baassiste, pro-irakien

Dissidents de l'OLP

Fatah - Intifada, dir. Abou Moussa, basé à Damas

Fatah - Conseil révolutionnaire, c. 1976, dir. Abou Nidal, pro-irakien, basé à Khartoum

Saïka, c. 1967, dir. Issam Qadi, baassiste, pro-syrien

FPLP - CG (Front populaire de libération de la Palestine, Commandement Général), c. 1968, dir. Ahmed Jibril, basé à Damas

Hors OLP

Hamas, mouvement de la résistance islamique, c. par des Frères musulmans en 1987, dir. Ahmed Yassine, surtout implanté à Gaza

Jihad islamique de Palestine, dir. Fathi Chakaki, moins bien implanté que le Hamas

constituait cependant une véritable révolution culturelle pour les organisations palestiniennes et elle fut repoussée par nombre d'entre elles. Jusqu'à la fin des années quatre-vingt, un notable palestinien qui acceptait de devenir un interlocuteur d'Israël se condamnait.

L'opposition la plus crédible à une perspective de paix ne vint toutefois pas de la nébuleuse OLP mais de forces extérieures. Selon les sondages régulièrement réalisés par les services secrets israéliens, le Mossad, si, dans les années soixante-dix, la majorité de la population des Territoires se reconnaissait dans la Jordanie (qui assumait encore le financement de l'administration) et, dans les années quatre-vingt, dans la lutte menée par l'OLP, à partir de la fin de la décennie elle s'identifia à la résistance du mouvement islamiste Hamas. Au cours de l'Intifada, une double coupure s'est creusée : entre régions et entre générations. L'audience d'Hamas est particulièrement nette dans la bande de Gaza, aux perspectives économiques sombres, ainsi qu'auprès des jeunes générations. Le soulèvement a été le fait des plus jeunes, les pères restant en retrait. Cette coupure représente un risque pour la cohésion de la société palestinienne et pour un éventuel gouvernement : l'autorité du père comme celle des notables, données essentielles de toute société méditerranéenne traditionnelle, perd de son sens. D'autres coupures se superposent à celles-là : entre Palestiniens "de

l'intérieur" et de la diaspora. L'avant-garde de la résistance n'est plus le fait des organisations installées à l'extérieur de la Palestine mais des populations de l'intérieur. Cette coupure est renforcée par la volonté de Jérusalem de ne négocier qu'avec des Palestiniens de l'intérieur ou plutôt des Territoires, les habitants de Jérusalem-Est étant considérés, depuis la réunification de la ville sainte, comme citoyens israéliens.

Alors que les populations arabes de Jérusalem refusent cette citoyenneté, les 700 000 Arabes d'Israël proprement dit ont une identité plus complexe. De source israélienne, 90 % d'entre eux soutiennent l'idée de la création d'un Etat palestinien mais souhaiteraient dans cette éventualité conserver leur nationalité israélienne. Bénéficiant, depuis la création de l'Etat, des mêmes droits civiques que les

autres citoyens et d'un niveau de vie sensiblement supérieur aux autres Arabes de la région, ils sont clairement partagés entre leur double appartenance aux mondes arabe et occidental. S'ils ont à souffrir d'un certain ostracisme dans la société israélienne, la seule loi qui instaure une ségrégation à leur égard est celle qui leur interdit les fonctions militaires. Ils ont soutenu l'Intifada mais n'y ont pas pris part. De même, à la différence des Palestiniens des Territoires, ils n'ont pas approuvé les menaces puis les attaques de Saddam Hussein contre Israël pendant la guerre du Golfe.

L'EFFET DE LA GUERRE DU GOLFE

La guerre du Golfe a redistribué les cartes au Proche-Orient et, en bousculant les mentalités, a paradoxalement permis qu'un dialogue s'instaure. Nombre d'intellectuels israéliens avaient engagé un dialogue avec leurs homologues palestiniens et même, bravant les interdictions touchant les contacts avec l'OLP, avec la centrale de Tunis. Le soutien apporté par l'OLP à Saddam Hussein et à sa volonté affichée de détruire Israël a constitué une désillusion majeure et des parallèles ont été établis avec le Grand Mufti de Jérusalem qui, à partir de 1936, en appelait à Hitler pour se débarrasser des Juifs. Plus grave pour Israël, le leader irakien n'a, pendant la crise du Golfe, été nulle part aussi populaire que chez les Palestiniens.

FINANCEMENT DE L'OLP	
En millions de dollars	
Moyenne des années quatre-vingt	
Arabie séoudite	85
Koweït	30
Libye	25
Irak	45
E.A.U.	30
Algérie	20
Qatar	20
Total	255

Pendant la guerre du Golfe, des Palestiniens, galvanisés par les appels de Bagdad à la “guerre sainte” ont porté l’Intifada sur le sol israélien sous la forme de l’intensification de “la guerre des couteaux” qui consiste à poignarder des Israéliens choisis au hasard. Les Palestiniens ont admiré l’Irak qui a redonné espoir à leur lutte alors que l’Intifada s’essoufflait.

La guerre du Golfe fut un choc pour la société israélienne. Elle fit certes preuve dans l’adversité d’une cohésion remarquable mais toutes les certitudes stratégiques du pays s’en sont trouvées ébranlées. La profondeur stratégique qu’étaient censés apporter les Territoires ou le Golan perdait de sa valeur face aux missiles irakiens. Le mythe de la capacité d’Israël à se défendre seul était mis à mal par la présence militaire américaine, nécessaire pour lancer les missiles anti-missiles Patriots. La multiplication des attaques de Palestiniens en plein cœur d’Israël acheva de faire voler en éclat l’idée d’un territoire-sanctuaire protégé par une armée en l’espèce réduite à l’impuissance. Israël négocia sa retenue face aux provocations irakiennes contre la garantie que le potentiel militaire irakien serait détruit, le plus possible. Son maintien aurait constitué une catastrophe pour Israël. La participation directe de Jérusalem au conflit aurait en revanche fait voler en éclat la coalition arabe réunie contre Bagdad.

Pour la première fois de son histoire, Israël se trouvait de fait aux côtés de la majeure partie des Etats arabes contre un ennemi commun. Les Etats-Unis entendirent tirer parti de cette situation exceptionnelle. Washington exerçait déjà une pression croissante sur Jérusalem. Le gouvernement américain avait lié l’octroi des crédits nécessaires à l’accueil des Juifs soviétiques au gel de l’implantation de colons dans les Territoires. Cette pression joua un rôle important en 1992 dans la décision des électeurs israéliens de renvoyer le Likoud du pouvoir. La détérioration de la situation économique et l’accentuation de la pression américaine pour faire avancer les négociations de paix s’ajoutèrent à l’usure de quinze ans de pouvoir.

Le Premier ministre Itzhak Shamir, combattant du groupe armé Irgoun des années quarante, homme du Mossad dans les années soixante, avait appliqué dans les années quatre-vingt l’idée selon laquelle l’existence d’Israël ne pouvait s’imposer que par sa force de frappe et sa puissance, non par la négociation. Cette politique conduisit à la stagnation des relations ouvertes avec l’Egypte en 1979, à des tiraillements répétés avec l’administration Bush qualifiée de tiède envers Israël, à la désunion de la société israélienne, voire à l’érosion de l’armée.

Les deux principaux succès du Likoud, la colonisation de la Cisjordanie et la reprise du “retour” des Juifs de la diaspora, sont en fait

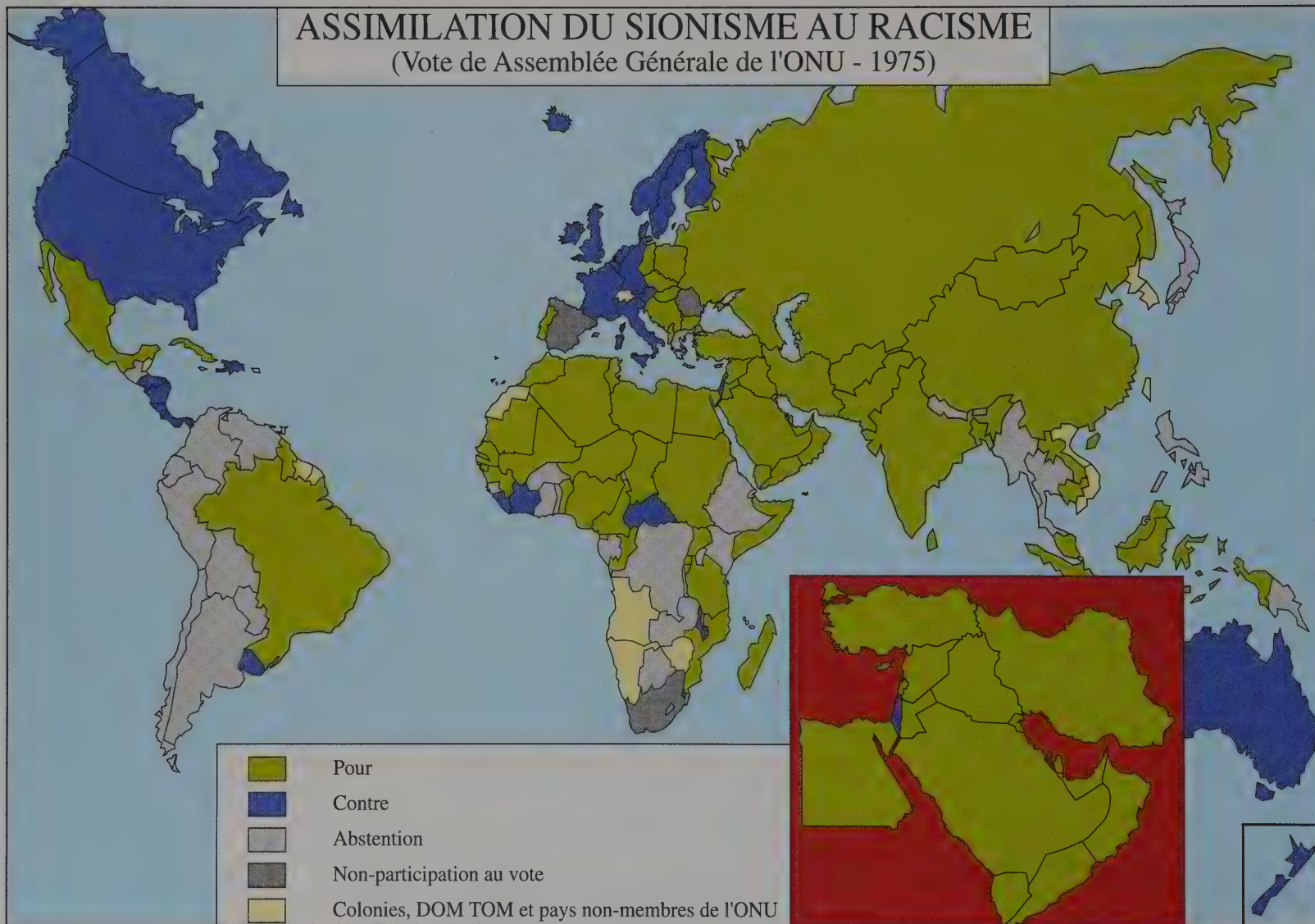
paradoxaux. L’usure du rêve du Likoud, celui d’une Judée-Samarie israélienne, est illustré par le fait qu’au début des années quatre-vingt-dix les nouveaux colons de Cisjordanie sont principalement de jeunes ménages qui s’y implantent à contre-cœur, cherchant à échapper à la crise du logement en Israël; ceux-ci constituent une population foncièrement différente de celle des premiers colons militants. L’érosion d’un autre rêve, plus général, celui du sionisme, est lui illustré par le “retour” sans illusions des immigrés soviétiques dont la majorité ne viennent en Israël que parce que les portes des Etats-Unis leur sont désormais fermées.

LE PROCESSUS DE MADRID

Un autre paradoxe marque le début des années quatre-vingt-dix pour Israël et les Palestiniens. La guerre du Golfe fut une victoire morale pour Israël qui y retrouva tout son capital de sympathie en Occident. Jérusalem fut cependant acculé à des négociations qu’il refusait. Les Etats-Unis qui, afin de ne pas être accusés d’appliquer deux poids deux mesures, avaient pour la première fois condamné Israël à l’ONU pendant la crise du Golfe, à propos du massacre du Mont du Temple, obligèrent, pour les mêmes raisons, Israël à s’asseoir à une conférence internationale. L’OLP, qui avait pourtant ruiné, par ses prises de positions pendant le conflit, la crédibilité acquise par dix ans

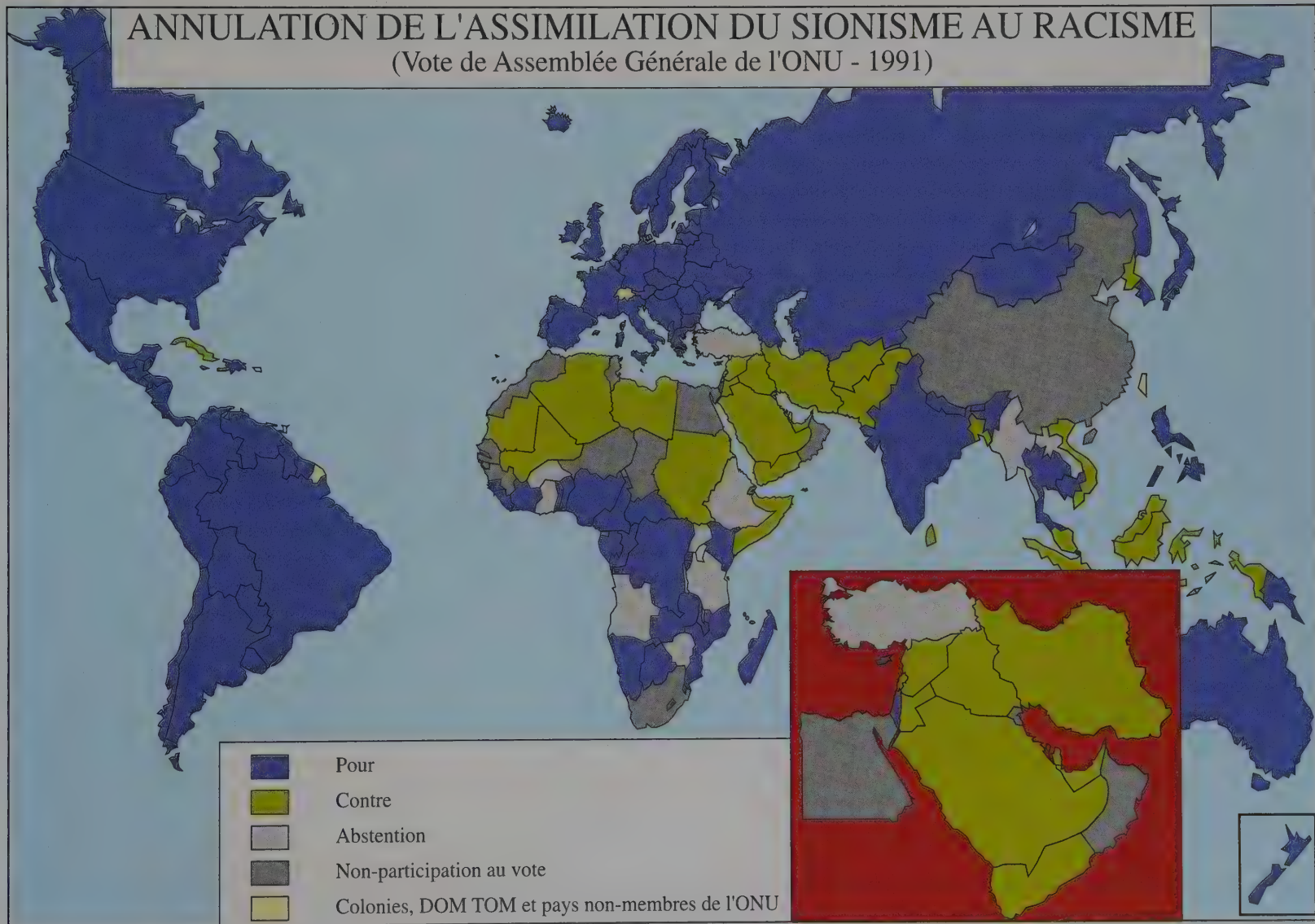
ASSIMILATION DU SIONISME AU RACISME

(Vote de Assemblée Générale de l'ONU - 1975)



ANNULATION DE L'ASSIMILATION DU SIONISME AU RACISME

(Vote de Assemblée Générale de l'ONU - 1991)



d'efforts de diplomatie, est présente dès le début du processus de paix qui s'engage à Madrid en novembre 1991. Le veto mis par Israël à ce que les interlocuteurs palestiniens aux négociations de paix représentent l'OLP tomba avec le gouvernement Shamir. Fayçal Husseini, le chef de la délégation palestinienne, et non plus palestino-jordanienne comme au début du processus, a progressivement levé toute ambiguïté sur son appartenance à l'OLP.

Comme à chaque ouverture précédente, les Palestiniens se divisent sur la perspective de mettre fin au conflit. La différence est cependant que, pour la première fois, l'ensemble des voisins d'Israël, toujours officiellement en guerre avec ce dernier depuis un demi-siècle, acceptent de négocier. La Syrie a paru particulièrement disposée à échanger la paix contre le Golan et certains parlent des possibilités d'une nouvelle paix séparée, comme avec l'Égypte. L'OLP continue à souffler le chaud et le froid. Le flottement de la centrale de Tunis quant à la condamnation du recours au terrorisme, et les références répétées de Yasser Arafat à une Palestine allant du Jourdain à la Méditerranée laissent planer un doute sur l'attitude de la centrale.

Ce manque de clarté est, pour une grande part, à lier au succès même de l'OLP. L'organisation, malgré ses propres divisions, a réussi à s'imposer sur la scène arabe. La

centrale palestinienne a maintes fois été menacée d'éclatement. Toutes les tentatives de création d'organisations concurrentes, qu'elles soient d'origine syrienne, iranienne ou même israélienne, ont échoué. Yasser Arafat a su, en évitant les ruptures trop nettes et en employant des formules floues (sur la reconnaissance d'Israël ou sur la condamnation du terrorisme), garder dans une même organisation extrémistes et réalistes. Ainsi la reconnaissance d'Israël ne s'est-elle faite que par étapes et à demi-mots au début. De même, la charte de l'OLP, au demeurant radicale quant aux buts et aux méthodes de l'organisation, est-elle considérée comme "caduque" par son chef depuis la fin des années quatre-vingt, sans pour autant que cette prise de position ait eu une traduction plus formelle. Les Occidentaux, au grand dam d'Israël à l'époque, ont, depuis les années soixante-dix, intégré comme une donnée fondamentale des questions proche-orientales le rôle que joue l'OLP comme point d'ancrage pour toute autre organisation potentiellement plus radicale. Le sauvetage de la centrale palestinienne par les Occidentaux à Beyrouth en 1983 a été suivi en 1985 par la condamnation par Yasser Arafat de toute action armée hors des Territoires occupés, condamnation reprise par le Conseil national palestinien en 1988.

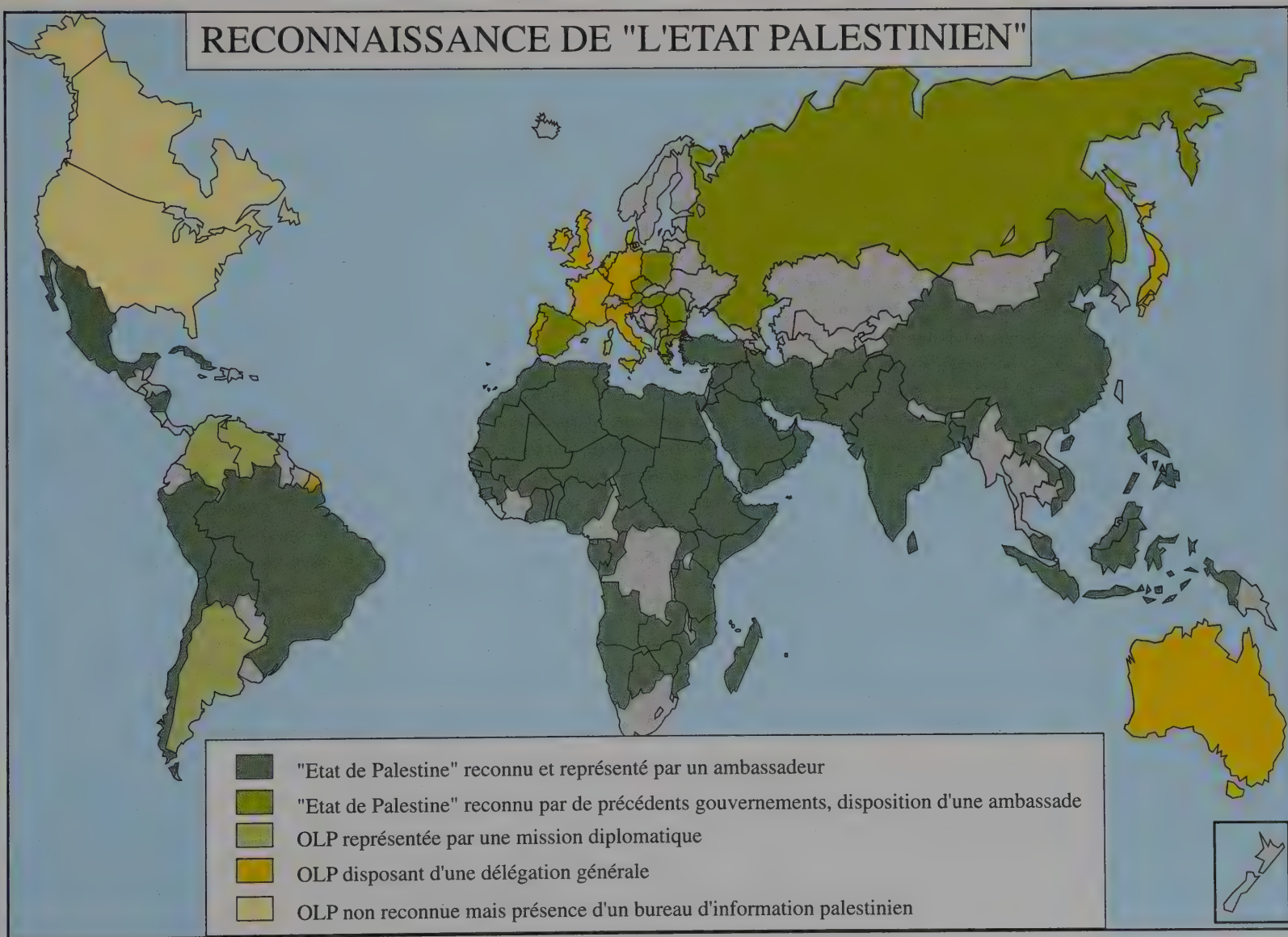
Les Etats arabes ont longtemps entretenu des rapports ambigus avec la centrale palestinienne : cherchant à l'utiliser comme une

arme, ils se méfient de son indépendance. Le tournant amorcé depuis 1988 avec la déclaration d'indépendance d'un Etat palestinien s'est confirmé depuis. Bien que n'existant que sur le papier, cet Etat a été reconnu par une centaine d'autres. La Jordanie, qui, la même année, a renoncé à sa souveraineté sur la Cisjordanie, considère que l'OLP a un poids comparable au sien. En Israël même, depuis l'arrivée au pouvoir d'Itzhak Rabin en 1992, on se félicite en privé, face à la montée de mouvements tels que Hamas, que l'OLP continue d'être incontournable. La double attitude adoptée par le nouveau gouvernement avec l'expulsion de 415 Palestiniens présumés islamistes et la levée de l'interdit sur les contacts avec l'OLP vont dans le même sens.

GAZA ET JÉRICO D'ABORD

Alors que les négociations entamées à Madrid s'enlisent, Shimon Peres, ministre israélien des Affaires étrangères, crée la surprise en août 1993 en annonçant l'aboutissement de négociations directes avec l'OLP menées secrètement à Oslo. L'accord donne à posteriori raison aux détracteurs d'une conférence internationale. L'effet de surprise permet à plusieurs tabous de sauter : Arafat, décrit pendant trente ans comme un terroriste infréquentable est chaleureusement accueilli par Rabin et Clinton lors d'une séance "historique" de signature de l'accord à

RECONNAISSANCE DE "L'ETAT PALESTINIEN"



CHRONOLOGIE

Le processus de paix

Les négociations de paix israélo-arabes se déroulent au sein de deux forums : l'un bilatéral pour les discussions directes entre Israël et ses voisins arabes, et l'autre multilatéral pour les questions d'intérêt régional.

1991

Octobre

30 Ouverture à Madrid de la séance plénière de la Conférence de paix sur le Proche-Orient, en présence des parties en conflit au Proche-Orient (Israël, Syrie, Liban, Jordanie et Palestiniens), ainsi que de George Bush pour les Etats-Unis et Mikhaïl Gorbatchev pour l'URSS, co-parrains de la conférence.

Novembre

3 Les premières discussions bilatérales directes s'engagent à Madrid entre Israël d'une part, et Arabes d'autre part (Syrie, Liban et une délégation jordano-palestinienne).

Décembre

10-18 Deuxième session des négociations bilatérales à Washington.

1992

Janvier

13-15 Troisième session des négociations bilatérales à Washington.
28-29 Réunion préparatoire à Moscou des négociations multilatérales de paix réunissant une trentaine de pays ou organisations : outre les pays participant déjà aux discussions bilatérales ainsi que leurs parrains (Etats-Unis et Russie), on compte l'Egypte, les six monarchies arabes du Golfe (Arabie Séoudite, Koweït, Qatar, Oman, Bahrein et Emirats arabes unis), quatre des cinq membres de l'UMA (Algérie, Tunisie, Maroc, Mauritanie), la CEE, l'Association européenne de libre-échange (AELE), la Chine, le Canada, le Japon et la Turquie. L'Irak, l'Iran et la Libye ne sont pas invités. La Syrie, le Liban, le Yémen et la délégation palestinienne décident de boycotter cette conférence visant à jeter les bases d'une coopération multiforme. Cinq commissions de travail, pilotées par un Comité d'orientation, sont mises en place : Armements et Sécurité régionale, Réfugiés, Coopération économique, Ressources hydrauliques et Environnement.

24 février -

4 mars. Quatrième session des négociations bilatérales de paix à Washington.

27 avril -

4 mai. Cinquième session des négociations bilatérales de paix à Washington, dominée par le projet israélien d'élections municipales dans les Territoires occupés.

Mai

11-19 Négociations multilatérales de paix en l'absence de la Syrie et du Liban : sur le désarmement à Washington, sur le partage des ressources hydrauliques à Vienne, sur l'environnement à Tokyo, et, en l'absence d'Israël, sur le développement économique à Bruxelles et sur la question des réfugiés à Ottawa.

Juin

24 Victoire des travaillistes aux élections législatives en Israël. Itzhak Rabin succède à Itzhak Shamir au poste de Premier ministre, Shimon Peres est nommé ministre des affaires étrangères.

Juillet

Tournée de James Baker au Proche-Orient (Israël, Jordanie, Syrie, Liban, Egypte).

13

Le nouveau Premier ministre israélien formule dans son discours d'investiture des propositions de paix et invite les différents leaders arabes à Jérusalem.

21

Entretiens Rabin-Moubarak au Caire.

23

L'OLP demande l'arrêt total et immédiat de la colonisation israélienne dans les Territoires occupés et rejette le gel partiel et provisoire proclamé par le gouvernement israélien.

24-25

Les ministres des Affaires étrangères d'Egypte, de Jordanie, du Liban, de Syrie, et l'OLP, réunis à Damas, proclament leur attachement à une "solution globale" en application des résolutions 242 et 338 du conseil de sécurité de l'ONU.

29

Shimon Peres déclare qu'Israël est prêt à un arrêt total des implantations (dans les Territoires occupés) en échange de la fin du boycottage économique arabe.

Août

13

Rabin propose des élections dans les Territoires pour avril/mai 1993.

19

Shimon Peres affirme que son pays est prêt à négocier sur la base des résolutions de l'ONU qui stipulent la paix et la restitution des Territoires occupés par Israël depuis 1967.

24 août -

24 septembre Sixième session des négociations bilatérales à Washington. Les Israéliens présentent un projet d'autonomie pour les Territoires occupés prévoyant notamment l'élection d'un Conseil représentatif de la population palestinienne.

Septembre

9

Itzhak Rabin propose de restituer une partie du Golan à la Syrie en échange d'un traité de paix.

10

La Syrie réaffirme son exigence d'un retrait total des Territoires occupés.

15-17

Négociations multilatérales à Moscou sur le désarmement au Proche-Orient. Vingt-quatre délégations sont présentes (absence de la Syrie, des Palestiniens et du Liban).

15-17

Négociations multilatérales à Washington sur les ressources hydrauliques, présidées par le Japon et la CEE. Trente-huit pays sont présents dont Israël, l'Egypte, les pays du Maghreb, du CCG, la Jordanie et le Yémen.

22

Itzhak Rabin évoque l'idée d'une confédération entre Israël, les Palestiniens et la Jordanie.

23

La Syrie se déclare prête à une paix totale avec Israël en échange d'un retrait total des Territoires occupés.

24

Le leader de l'OLP, Yasser Arafat, déclare redouter un accord séparé entre Israël et la Syrie.

30

La Syrie assure qu'elle ne conclura pas une paix séparée avec Israël.

Octobre

8

Israël accepte que des Palestiniens de la diaspora participent aux négociations multilatérales, à condition qu'ils ne soient pas membres du Conseil national palestinien de l'OLP ni résidents de Jérusalem-Est. Ces conditions sont rejetées le lendemain par la délégation palestinienne, pour qui les Palestiniens ont le droit de choisir les membres composant leur délégation.

9

George Habache (FPLP) réclame le retrait dans les plus brefs délais des Palestiniens des négociations de paix avec Israël.

21 octobre -

19 novembre Septième session des négociations bilatérales à Washington. Israël mentionne pour la première fois le mot retrait du plateau du Golan dans un document présenté à la Syrie.

22 octobre

L'ONU est officiellement invitée aux négociations multilatérales israélo-arabes.

26

Yasser Arafat réclame la prise en charge immédiate par l'ONU des Territoires occupés.

28

Des tirs de roquettes du Hezbollah à partir du Sud-Liban sur le nord d'Israël et les représailles israéliennes qui s'ensuivent entraînent la suspension des pourparlers bilatéraux.

29-30	Négociations multilatérales à Paris sur le développement économique au Proche-Orient.	30	Itzhak Rabin autorise le retour de 30 Palestiniens bannis "à vie" dans les années 1970.
30	Accord israélo-jordanien sur l'ordre du jour commun des négociations bilatérales.	Mai	
Novembre		2	Pour la première fois, Israël envisage la participation des habitants de Jérusalem-Est à des élections dans les Territoires occupés.
3	Election du démocrate Bill Clinton à la présidence des Etats-Unis.	Juin	
9-19	Reprise à Washington de la septième session des négociations bilatérales (interrompues le 28 octobre) tandis que l'escalade militaire se poursuit au Sud-Liban.	Juillet	
11-12	Négociations multilatérales sur les réfugiés à Ottawa. Israël refuse de participer en raison de la présence dans la délégation palestinienne d'un membre du Conseil national palestinien.	12	Le journal israélien <i>Haaretz</i> annonce l'existence de contacts secrets entre Israël et l'OLP. Cette information est confirmée puis démentie par l'OLP.
16	Proposition israélienne sur un contrôle conjoint israélo-palestinien sur environ un quart des Territoires occupés.	25	Représailles israéliennes contre le Hezbollah au Sud-Liban, occupé par la Syrie qui reste neutre. Israël appelle les populations à fuir temporairement.
24	Itzhak Rabin : Yasser Arafat est un <i>obstacle à la paix</i> , mais pas l'OLP.	Octobre	
25-29	Voyage de François Mitterrand en Israël et en Jordanie. A Jérusalem, il affirme qu'il ne peut y avoir de paix sans l'OLP.	19-20	Date présumée de la conclusion d'un accord secret entre Israël et l'OLP à Oslo.
Décembre		26	Shimon Peres annonce qu'Israël est prêt à se retirer de la bande de Gaza et de la région de Jéricho, en Cisjordanie.
2	Le parlement israélien examine et adopte une proposition de loi abrogeant la législation interdisant aux habitants d'Israël et des Territoires occupés tout contact avec des représentants de l'OLP.	30	Le gouvernement israélien avalise le projet de "déclaration de principes" négocié avec l'OLP. Le texte prévoit l'option "Gaza et Jéricho d'abord" dans lesquels doivent être expérimentés un autogouvernement palestinien, Israël conservant, au moins pendant une période transitoire, la responsabilité de la défense et de la sécurité des colons. L'expérience doit être étendue à l'ensemble des Territoires, sans préjuger du statut de Jérusalem, des colonies de peuplement, de la question du retour des réfugiés palestiniens ou de celle des frontières ni de la formule définitive de paix, à définir dans les cinq ans. Les deux parties, qui affichent leur volonté d'établir la paix et d'œuvrer pour un développement économique commun, appellent la communauté internationale à les soutenir.
3	Réunion à Londres du "Comité de suivi" afin de dresser un bilan des négociations multilatérales. La Syrie et le Liban continuent de boycotter les négociations multilatérales, exigeant au préalable des progrès sérieux dans les pourparlers bilatéraux.	31	Ouverture de la onzième session des négociations bilatérales à Washington. Yasser Arafat entame une tournée d'explication dans les capitales arabes.
7-17	Huitième session des négociations bilatérales à Washington. Le processus de paix traverse sa crise la plus grave après l'enlèvement et l'assassinat d'un garde-frontière israélien par des membres du Hamas, et la décision israélienne, en guise de représailles, d'expulser 415 Palestiniens du Hamas vers le Sud-Liban. Les Palestiniens se retirent des négociations et les quatre parties arabes boycottent la dernière journée de réunion.	Septembre	
25	Les partenaires arabes de la négociation, réunis au Caire, laissent la porte ouverte à la poursuite du processus de paix.	4	Le comité central du Fatah, principale composante de l'OLP, accorde à Yasser Arafat son aval pour la signature de l'accord. La Jordanie et le Conseil de coopération du Golfe apportent leur soutien au processus.
1993		5	Hafez El Assad déclare que la Syrie ne s'oppose pas à un accord.
Janvier	La Syrie demande aux autres pays arabes de suspendre leur participation aux discussions multilatérales de paix.	6	Le Vice-Ministre israélien des Affaires étrangères déclare que Jérusalem-Est pourrait un jour constituer un quartier autonome.
19	Le Parlement israélien abroge la disposition interdisant les contacts entre Israéliens et Palestiniens membres de l'OLP.	9	Israël et l'OLP présentent ensemble des textes de reconnaissance mutuelle. Malgré le boycott du FPLP et du FDLP et l'opposition de Farouk Kaddoumi, responsable des Affaires étrangères, le comité exécutif de l'OLP, réuni à Tunis, adopte le texte présenté par Yasser Arafat. En Israël, retrait du gouvernement, pour des raisons de politique intérieure, du parti religieux Shass, qui continue cependant de soutenir l'accord.
20-22	Dates présumées de la première rencontre secrète entre représentants d'Israël et de l'OLP en Norvège.	10	Itzhak Rabin et Yasser Arafat signent séparément les lettres de reconnaissance mutuelle entre Israël et l'OLP. En vertu de ces textes, l'OLP reconnaît le droit d'Israël à vivre en paix et dans la sécurité, et Israël reconnaît l'OLP comme le représentant du peuple palestinien. Le comité exécutif de l'OLP avalise le projet de déclaration de principes.
21	Yasser Arafat propose une <i>paix des braves</i> dans un message à la population israélienne.	13	Signature conjointe, à Washington, en présence de Yasser Arafat et Itzhak Rabin, de la déclaration de principes.
Mars	Après avoir convaincu Israël de rapatrier les 415 bannis, par étapes, les Etats-Unis invitent les Palestiniens à reprendre les négociations, courant avril à Washington. Les Palestiniens refusent tant qu'Israël ne renonce pas officiellement à toute mesure de bannissement.	Octobre-Novembre	Discussions entre Israël et l'OLP, en Egypte, sur l'application de la déclaration de principes. Multiplication des violences dans la bande de Gaza et des manifestations de colons juifs des Territoires. Méthodes d'Arafat contestées par les siens.
24	Ezer Weizman, partisan de la paix, remplace Haïm Herzog en tant que président d'Israël.	Décembre	(13) Des désaccords sur l'étendue de la zone de Jéricho, le contrôle des points de passage vers la Jordanie et l'Egypte et la protection des colons conduisent à repousser la date prévue pour le retrait israélien de Gaza et Jéricho.
29-30	Israël enraye la vague terroriste sur son sol en divisant par cinq le nombre de Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie autorisés à y travailler.		
Avril			
9	Israël permet des clarifications dans le processus de paix : les délégations jordaniennes et palestiniennes sont distinguées, cette dernière est dirigée par Fayçal Hussein, qui affiche son apparentement à l'OLP.		
27	Ouverture de la neuvième session des négociations bilatérales à Washington.		

Washington. Jérusalem, déclarée *capitale éternelle* d'Israël mais aussi troisième lieu saint de l'Islam, est reconnue, dans sa partie arabe, comme liée d'une façon ou d'une autre à la future entité palestinienne. Une certaine contagion de la paix s'instaure : la Jordanie et les Etats arabes modérés se rallient immédiatement à l'accord.

Marquant par son pragmatisme, celui-ci est basé sur une reconnaissance mutuelle d'Israël et de l'OLP, qui renonce formellement au terrorisme, ainsi que sur l'application du principe *l'échange des Territoires contre la paix* suivant les résolutions 242 et 338 du conseil de sécurité. Prévoyant un autogouvernement palestinien, d'abord à Gaza et autour de la petite cité de Jéricho à la frontière jordanienne, l'accord est conçu comme la première pierre d'un dialogue à poursuivre. Dans l'esprit des dirigeants israéliens, il doit permettre à Yasser Arafat, qui a le plus grand mal à faire entériner l'accord par l'ensemble de ses troupes pour lesquelles il représente une révolution culturelle, de démontrer sa capacité à gérer un territoire, à tenir parole, et à contenir les extrémistes.

Accueilli par les mouvements islamistes et par les branches radicales de l'OLP comme une capitulation, l'accord de principe est également décrié par la droite israélienne. Dans ce contexte, Arafat et les pacifistes israéliens se retrouvent mutuellement garants de leur sécurité respective. Les services

israéliens sont chargés d'aider à la formation de forces de sécurité palestiniennes elles-mêmes obligées à combattre le terrorisme.

Repoussant à plus tard les questions les plus épineuses du statut de Jérusalem, des questions de frontières, du sort des 200 000 colons de Cisjordanie, ou du retour des réfugiés palestiniens, le procédé utilisé table sur l'établissement progressif d'un climat de confiance entre les différentes parties. Il serait voué à l'échec s'il n'était pas soutenu financièrement par la communauté internationale, en particulier par les pétromonarchies, sommées de refinancer l'OLP.

Les Palestiniens, asphyxiés, en 1991, par le largage de l'OLP par les Etats arabes riches et, en mars 1993, par le bouclage des Territoires par Israël où travaillaient la moitié des actifs, ont un revenu par habitant de l'ordre du dixième de celui des Israéliens. Les appels à une coopération économique régionale et les espoirs de marché commun local qui accompagnent l'euphorie de la perspective de paix rappellent ceux de Camp David en 1979, qui s'étaient perdus dans les sables.

La paix séparée signée avec l'Egypte prévoyait également un essai d'autonomie palestinienne. La formule testée en 1993 à Gaza et Jéricho doit, progressivement, s'étendre à d'autres régions de Cisjordanie et des élections libres doivent intervenir dans un délai de deux ans. Suivant l'accord, la période

transitoire d'*autogouvernement* ne doit pas dépasser cinq ans, lesquels doivent être consacrés à la recherche d'une solution durable de paix et, sans doute, à la mise en place d'un Etat palestinien.

Le processus initialisé produit en réaction une recrudescence du terrorisme qui risque de conduire à son naufrage. A supposer qu'en Israël des hommes comme Octavio Paz, qui déclare *"J'ignore ce que cache l'ennemi dans son cœur. (...) Il ment peut-être. (...) Nous ne le saurons jamais sans l'ébauche d'un dialogue."*, continuent à donner le ton et que, parmi les Palestiniens, des déclarations telle celle de cheikh Yassin, leader du mouvement Hamas, exclu des négociations mais qui constitue la force montante dans les Territoires : *"Un Etat juif au côté d'un Etat palestinien ne peut être que temporaire. (...) La solution idéale serait la création d'un seul Etat islamique."* ne deviennent pas la norme, la paix ne saurait de toute façon être que globale.

Les précédents historiques, comme celui du Pakistan et du Bangladesh, augurent mal des futures relations entre Israël et un éventuel Etat palestinien que son territoire sépare en deux. Cependant c'est la Jordanie, majoritairement peuplée de Palestiniens, qui risque d'être d'abord affectée par la nouvelle donne. Le roi Hussein, pour préserver son trône, joue la carte d'une confédération qui engloberait les Territoires, voire Israël.

RECONSTRUCTIONS

Plusieurs pays longtemps ravagés par la guerre, le Liban déchiré, Chypre coupé en deux, l'Erythrée en lutte d'indépendance, sont, au milieu des années quatre-vingt-dix, confrontés à un nouveau défi : celui du dialogue et de la reconstruction.

LE LIBAN

Le Liban est, par de nombreux aspects, un pays de paradoxes : Etat arabe, majoritairement chrétien lorsqu'il fut créé, nation exclusivement composée de minorités, et pays virtuellement sans gouvernement pendant toute la décennie quatre-vingt.

Pour comprendre cet état de fait, il faut remonter aux années vingt, à l'époque où le gouvernement français décida de redécouper les territoires du Levant nouvellement placés sous son mandat. La plus grande partie du pays devint la Syrie actuelle tandis que les territoires du Mont-Liban, autonomes sous l'Empire ottoman, voyaient leur superficie multipliée par trois. Pour rendre le Liban économiquement viable, la France avait décidé de lui redonner *grosso modo* les frontières établies aux XVI^e/XVII^e siècles par l'émir libanais Fakhreddine, vassal de la Sublime Porte, en ajoutant à la montagne druzo-mar-

nite la côte sunnite ainsi que la Bekaa et le sud, chiites. Le "Grand Liban" ainsi constitué comprenait une population très hétérogène.

Le pouvoir fut confié à ceux que Paris considérait comme ses alliés, les Chrétiens, et plus particulièrement les Maronites avec lesquels existait une relation privilégiée depuis l'intervention en leur faveur des troupes de Napoléon III, en 1860. La France pouvait ainsi compter sur l'appui d'un pays ami dans la région.

LE PACTE NATIONAL

La période du mandat (1920-1943) a été marquée par le ralliement progressif de la majorité des leaders libanais à l'existence du "Grand Liban" indépendant de la Syrie, ainsi que par la mise en place d'un système de partage du pouvoir entre les communautés, qui devait aboutir au "Pacte national" de 1943. Selon cet accord, la présidence de la République revenait à un Chrétien, tandis que le Premier ministre, responsable devant le Parlement (présidé par un Chiite), devait être Sunnite. Le Parlement était élu sur une base à la fois territoriale et confessionnelle, dans la proportion de six députés chrétiens pour cinq musulmans.

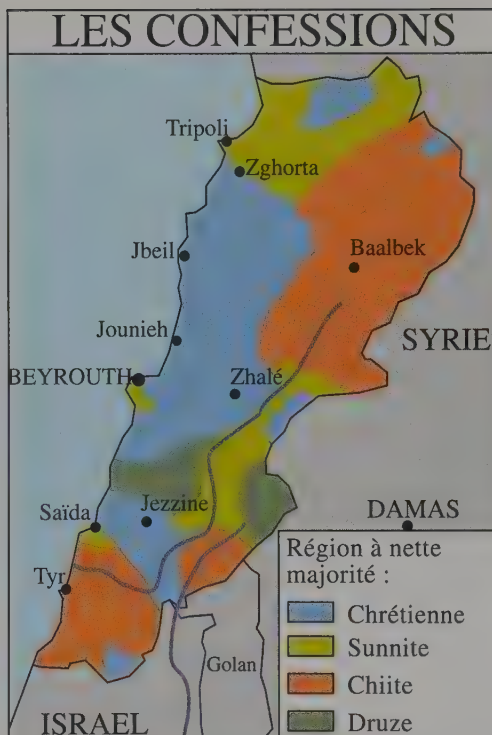
La classe politique libanaise a ainsi superposé aux vieilles structures claniques une division en communauté censée garantir la suprématie des Chrétiens dans un pays où leur prédominance numérique allait déjà s'amenuisant. Le Liban a donc été conçu à l'origine comme une patrie pour les Chrétiens et les Druzes,



qui avaient respectivement trouvé refuge dans la montagne au VIIe et XIe siècles. La démographie et les événements régionaux devaient en décider autrement en provoquant la montée en puissance des Chiites et des Palestiniens.

Depuis son accession à l'indépendance en 1943, le Liban a dû faire face à trois problèmes cruciaux : l'absence de consensus national, la rupture des équilibres communautaires avec l'arrivée massive des Palestiniens, et l'interventionnisme de ses puissants voisins, la Syrie et Israël, qui lui a valu de voir sa souveraineté souvent violée.

La diversité de sa population et l'inexistence de partis politiques transcommunautaires ont fait que pour une majorité de Libanais, la loyauté envers le clan et les coreligionnaires a passé avant la loyauté envers l'Etat. D'autant que les principales communautés se sont divisées entre "libanistes" et "arabistes", chaque faction se référant à un modèle, voire à un protecteur, étranger, la France (puis les Etats-Unis) pour les Maronites, la Syrie pour certains Sunnites, l'Egypte nassérienne pour d'autres et pour les Druzes "progressistes" de Kamal Joumlatt. Par ailleurs, la prolifération des formations paramilitaires à la solde des "patrons" de clan annonçait le règne sanglant des milices. Les autres difficultés auxquelles le Liban fut très tôt confronté résultaient de l'importance prise par les événements régionaux à l'intérieur du pays, du fait de l'ab-



sence de consensus national. La balkanisation de son système politique a rendu le Liban vulnérable aux conflits extérieurs, dont il est devenu la caisse de résonance, puis le champ de bataille. Ainsi la présence, surtout après 1970, d'une forte communauté de Palestiniens, dont l'activisme a été grandissant dans le sud du pays, a-t-elle contribué à sa déstabilisation. Les interventions directes de la Syrie et d'Israël, ou indirectes d'autres pays comme l'Iran ou l'Irak, devaient la parachever.

Les débuts du régime ont été difficiles, et, dès 1958, le président Camille Chamoun confronté à une situation insurrectionnelle doit faire appel à l'aide militaire américaine. Dans les années qui suivirent, le Liban paraissait un modèle de prospérité économique et de démocratie au sein du monde arabe. Une grave crise financière, et les premiers affrontements entre l'armée et les Palestiniens ont cependant secoué l'édifice au milieu des années soixante.

Grâce à l'enrichissement des puissances pétrolières, le pays connut, au début des années soixante-dix, une forte croissance économique fondée sur le développement des services et de l'industrie. A cette époque, où fleurissaient une presse indépendante et un modernisme affiché, le Liban était considéré comme la Suisse du Moyen-Orient.

Cette image répandue masquait des tensions profondes. Les inégalités sociales s'accroissaient et le fossé se creusait entre les villes côtières et la montagne ou le Sud arriéré. Le pouvoir continuait d'être détenu par la bourgeoisie chrétienne. La Constitution, censée garantir les droits des différentes communautés, renforçait les vieilles structures claniques. Bien que profitant de la tolérance générale de la société libanaise, les Palestiniens y demeuraient pourtant des étrangers et constituaient une classe de déracinés et de déshérités. Les organisations palestiniennes utilisaient le sud du Liban comme base d'attaque contre Israël.

ZONES DE CONTROLE



dont la riposte atteignait autant la population chiïte que les Palestiniens.

Dès 1967, le Liban entra peu à peu dans une spirale de violence : la frustration des Chiïtes, au bas de l'échelle sociale, exacerbait leur rancœur contre le reste de la société et contre les Palestiniens. Par ailleurs, l'armée libanaise intervenait de façon croissante contre les actions et la présence militaire des Palestiniens. Les accords du Caire signés en

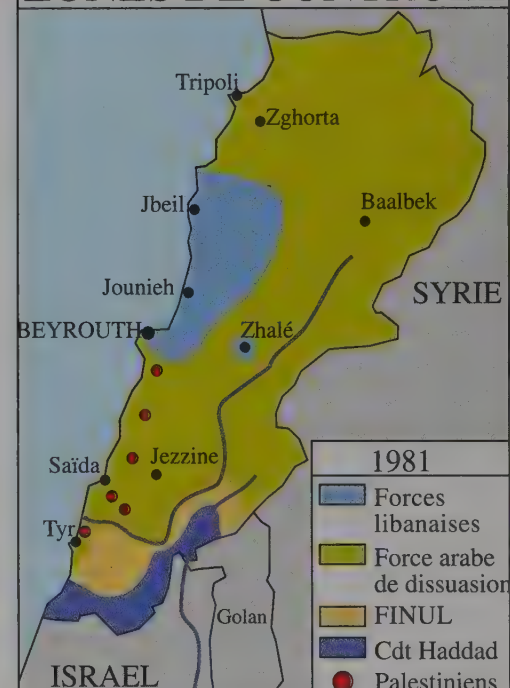
1969 entre le président Hélou et le chef de l'OLP, Yasser Arafat, constituèrent une tentative pour mettre fin à ces affrontements. Ils marquèrent le premier abandon par l'Etat de sa souveraineté territoriale en accordant aux Palestiniens le droit de s'organiser militairement et de lancer des opérations contre Israël à partir du territoire libanais.

Cependant les problèmes redoublèrent avec l'arrivée des organisations palestiniennes expulsées de Jordanie en 1970, dont l'action militaire, étroitement contrôlée en Syrie, se concentra désormais dans le sud du Liban, entraînant des représailles israéliennes de plus en plus violentes. D'autre part, l'arrivée massive de cette deuxième vague palestinienne porta leur nombre à 15% de la population libanaise rompant ainsi le fragile équilibre communautaire du pays. On assista aussi, au début des années soixante-dix, à une montée des revendications sociales, à une radicalisation et une remise en cause des institutions par les Musulmans chiïtes et sunnites, alliés "objectifs" des Palestiniens qui devaient servir de catalyseurs au conflit.

LA GUERRE CIVILE

C'est en 1975 que les tensions dégénérèrent en guerre civile ouverte. L'opposition au régime était principalement le fait du Mouvement national libanais. Bien que son chef, le Druze Kamal Joumblatt, fût le

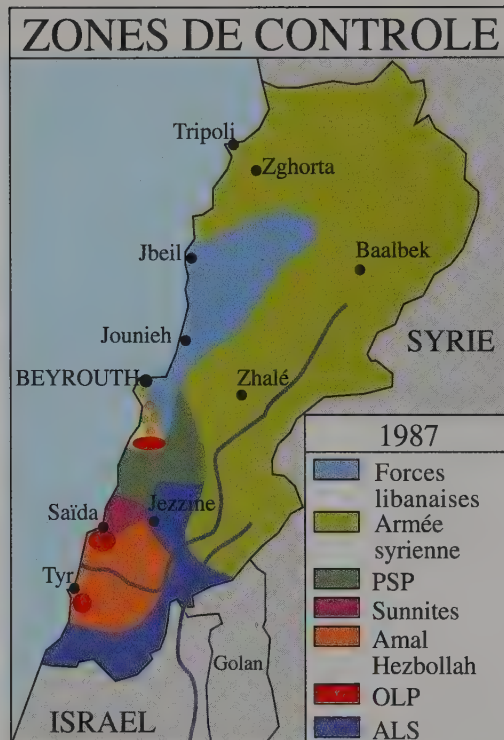
ZONES DE CONTROLE



représentant d'une vieille famille aristocratique, le MNL réunissait, autour d'une base assez large, des Palestiniens et des groupes musulmans de "gauche", appelés alors "palestino-progressistes". La révolte des exclus se combinait au combat pour l'arabisme. Dans cet Etat affaibli, aucun groupe n'était cependant capable de s'imposer. Une révolution sociale de type nasserien ou libyen, rêvée par le chef druze, était difficilement imaginable dans ce contexte.

La première guerre du Liban (1975/77) opposa les “palestino-progressistes”, d’abord soutenus par Damas, aux Chrétiens, phalangistes (Kataëbs) de Pierre Gemayel et du Parti national libéral de Camille Chamoun. Elle s’acheva à la suite de l’intervention syrienne en 1976 sous l’égide d’une Force arabe de dissuasion qui donna au conflit une dimension internationale. Damas, qui n’avait jamais vraiment admis l’indépendance du Liban, ne souhaitait ni la montée en puissance d’une OLP indépendante, ni la victoire totale d’une faction, quelle qu’elle fût. La Syrie se porta donc au secours des Chrétiens dont la situation militaire était quasi désespérée. Le président Hafez El Assad entamait là un savant jeu d’équilibre entre les différentes forces en présence, qui devait être l’une des caractéristiques de sa politique au Liban. Une nouvelle phase s’ouvrit avec la visite du président Sadate à Jérusalem, qui provoqua un rapprochement entre Syriens et Palestiniens.

En 1978, l’armée israélienne envahit le sud du Liban dans le but de détruire les bases palestiniennes et de stopper les incursions terroristes sur son territoire. Après son retrait, Israël laissa une zone tampon sur sa frontière nord, et suscita en 1979 la création d’un éphémère “Etat du Liban-Sud” par le commandant chrétien Haddad, rebelle de l’armée régulière. (La zone a, depuis 1985, été réduite à une bande frontalière contrôlée par l’Armée du Liban-Sud d’Antoine Lahad



également protégé par Israël.) La force de paix envoyée par l’ONU (la FINUL) s’avéra incapable de remplir sa mission. C’est le début d’une époque confuse et les années quatre-vingt virent s’exacerber les antagonismes au sein même des communautés. Ainsi, les différentes familles maronites se combattaient entre elles, les Chiites séculiers et religieux (Amal, Hezbollah) s’opposaient, et les Palestiniens ralliés à la Syrie affrontaient les partisans de Yasser Arafat.

A la veille de l’invasion israélienne en 1982, aucune force ne semblait capable de s’imposer aux autres mais dans un enchevêtrement de conflits inextricable, les affrontements entre Syriens et Chrétiens apparaissaient comme un renversement d’alliance fondamental. L’armée de Damas exerçait son contrôle sur la Bekaa et la région de Tripoli. Pierre Gemayel, à la tête du Front libanais et des Forces libanaises, contrôlait le Liban chrétien au nord-est de Beyrouth et, sous l’influence de son fils Béchir, se rapprocha d’Israël. Dans la sphère du Mouvement national, que l’assassinat de Kamal Joumblatt par des agents syriens en 1977 avait décapité, régnaient l’anarchie et les règlements de compte; les progrès des Chiites d’Amal, soutenus par l’Iran, accentuaient encore les tensions.

Le 6 juin 1982, plus de 10 000 soldats israéliens pénétrèrent en territoire libanais. C’était le début de l’opération “Paix en Galilée” destinée à supprimer toutes les bases militaires de l’OLP au Liban. Les troupes syriennes s’effondrèrent dans la Bekaa et l’armée israélienne établit un long siège autour de Beyrouth durement bombardée. Le cessez-le-feu imposé par les Américains permit l’évacuation des 9 000 combattants de l’OLP sous la protection d’une Force multinationale composée d’Américains, de Français, d’Anglais et d’Italiens. Le lendemain du départ de cette force, le nouveau président Béchir Gemayel fut assas-

siné avant son entrée en fonctions, et Israël se vit accusé d'avoir laissé perpétrer des massacres de Palestiniens par les Forces libanaises, dans les camps de Sabra et Chatila.

L'issue de cette guerre parut d'abord favorable aux Israéliens malgré son coût humain et moral, mais dès 1983, l'opposition de la Syrie et la résistance palestinienne empêchèrent la réalisation du plan de paix signé par le nouveau président libanais, Amine Gemayel, avec Jérusalem. De son côté l'Occident, échaudé par l'attentat d'octobre 1983 contre la Force multinationale (230 morts) et par les prises d'otages, hésitait désormais à s'impliquer dans le conflit.

Dès lors le président Gemayel, en position de faiblesse, se rapprocha de la Syrie, et dialogua avec les Chiites modérés du mouvement Amal, dirigé par Nabih Berri. Les armées de Damas occupaient une large portion du territoire, et depuis 1988 n'ont cessé de renforcer leurs positions. A l'issue du mandat d'Amine Gemayel aucun compromis ne fut possible entre les différentes factions pour lui désigner un successeur. Deux gouvernements rivaux virent le jour, celui du général Aoun (ancien chef des forces armées régulières) soutenu par Amine Gemayel, et celui de Selim Hoss (nommé par l'assemblée législative élue en 1972), un ancien Premier ministre sunnite, soutenu par les Syriens.

Le général Michel Aoun soutenu par l'Irak (ennemi traditionnel de Damas) proclama en mars 1989 une guerre de libération contre la Syrie. La rébellion du général Aoun se cristallisait autour du refus des accords de Taëf. Au mois d'octobre 1989, la Ligue arabe avait organisé une session du parlement libanais dans cette ville d'Arabie séoudite. Un accord y fut signé sur une réforme constitutionnelle rééquilibrant la répartition des sièges au Parlement, diminuant les pouvoirs du Président et reconnaissant le rôle de la Syrie au Liban.

LA TUTELLE SYRIENNE

Après des combats fratricides entre Chrétiens, les troupes de Michel Aoun furent vaincues en octobre 1990 par l'armée syrienne appelée en renfort par le président Elias Hraoui (successeur de René Mohawad, élu le 5 novembre 1989 et assassiné le 22 du même mois). Après l'exil du général Aoun en France, il ne resta plus qu'un groupe actif opposé aux accords de Taëf, les milices chiïtes du mouvement Hezbollah soutenues par l'Iran.

En 1993, le Liban est encore loin d'avoir recouvré son indépendance. Son gouvernement bénéficie du soutien d'un allié très présent militairement, la Syrie, et près de 10% de son territoire est contrôlé par les Israéliens. Les tentatives de paix, menées par

l'ONU, ont toutes échoué. La mainmise de Damas s'est affirmée lors de la guerre du Golfe (1990/91), contrastant avec le soutien international apporté à la sauvegarde de la souveraineté d'un autre petit pays, le Koweït. Hafez El Assad était en fait récompensé ainsi pour son soutien à la coalition contre l'Irak. La signature le 22 mai 1991 du traité de "fraternité, coordination et coopération" entre le président Hraoui et Hafez El Assad a consacré juridiquement l'hégémonie syrienne sur le Liban.

Toutes les milices ayant été désarmées en 1991, à l'exception du Hezbollah, qui a cependant libéré tous ses otages, la paix des armes règne pour la première fois depuis quinze ans à Beyrouth. Les élections législatives prévues par les accords de Taëf (les premières depuis 1972) se sont déroulées en août et septembre 1992, malgré le boycott de la plupart des Chrétiens. Ces derniers refusaient la tenue des élections avant que l'armée syrienne ne se replie conformément aux accords de Taëf. Le gouvernement mis en place depuis les élections a cependant réussi à asseoir son autorité et rétablit progressivement celle de l'Etat comme en témoigne, au début de 1993, son intransigeance à refuser l'entrée au Liban de 415 Palestiniens expulsés par Israël.

Paradoxalement, la situation économique s'est largement dégradée depuis la fin de la guerre. Le fait que la Syrie exerce un contrôle

LE COMMUNITARISME

La Constitution du 18 mars 1943 a défini, avec le Pacte national de la même année la vie politique libanaise jusqu'aux accords de Taëf. Ce régime présidentiel puise sa source dans le statut particulier accordé aux Juifs et aux Chrétiens dans l'Empire ottoman. Il existe 17 communautés au Liban, d'importances variables et regroupées suivant des critères principalement religieux, dont les principales sont les Maronites, les Grecs orthodoxes, les Grecs catholiques, les Sunnites, les Chiites et les Druzes. Les communautés possèdent leur propre droit et leurs propres tribunaux.

Sur un plan politique, les pouvoirs sont répartis de manière rigide jusqu'au plus haut niveau :

-Le Président de la République est un Maronite;

-Le Président du Conseil est un Sunnite;

-Le Président de la Chambre des députés est un Chiite.

Les postes dans le gouvernement et dans l'administration sont répartis à part égales entre Musulmans et Chrétiens. Les députés sont élus, à l'intérieur de chaque circonscription, sur une base confessionnelle avec un nombre de sièges à pourvoir fixé pour chaque communauté sur la base de recensements. L'appartenance confessionnelle figure sur la carte d'identité.

LES ACCORDS DE TAËF

Le 22 octobre 1989, 31 députés chrétiens et 31 députés musulmans, réunis en session extraordinaire à Taëf, en Arabie séoudite, signent un "document d'entente nationale" qui prévoit l'abolition, par étapes, du communitarisme, tout en garantissant les droits de chaque communauté. Les accords programment une réforme constitutionnelle :

- qui vise à réduire les pouvoirs du président de la République chrétien au profit du Premier ministre, Sunnite, et du Président de l'Assemblée, Chiite.

- qui confie désormais le pouvoir exécutif à un conseil des ministres dont les portefeuilles sont répartis à parité entre Chrétiens et Musulmans.

- Le nombre de parlementaires est élargi de 99 à 108, supprimant la supériorité numérique des députés chrétiens en la remplaçant par un principe de parité.

Les accords prévoient également le désarmement des milices dans un délai de six mois et le redéploiement des troupes syriennes dans la Bekaa. De nouvelles élections sont prévues dans les deux ans ainsi qu'un soutien syrien au plan de sécurité.

effectif sur le pays empêche la reprise des activités de plaque tournante du Moyen-Orient qui avaient fait la richesse du Liban. Le manque de confiance des investisseurs, en particulier des Libanais de la diaspora, a jusqu'à ce jour rendu impossible la reconstruction des infrastructures détruites par la guerre.

De plus les multiples sources d'aides qui parvenaient au Liban se sont taries avec la cessation des hostilités. Après quinze ans d'anarchie, l'Etat a le plus grand mal à recouvrer l'impôt et à lutter contre la corruption qui s'est généralisée pendant la guerre. Ces différents éléments ont provoqué l'effondrement de la livre libanaise, restée jusqu'à la fin du conflit une devise relativement stable, et conduit à la paupérisation de couches de plus en plus importantes de la population.

En acceptant fin 1992 la nomination de Rafic Hariri, considéré comme proche de l'Arabie séoudite et de l'Occident, au poste de Premier ministre, la Syrie a pris acte qu'un contrôle trop strict sur le Liban rend impossible toute reprise.

CHYPRE

Chypre, la plus grande île de la Méditerranée orientale, est peuplée à 80% de Grecs. La communauté turque, qui forme l'autre composante de sa population (17%), s'est établie à la faveur de l'occupation ottomane, de 1571

à 1878. En échange de la promesse britannique d'une aide militaire en cas d'attaque russe, les Turcs cédèrent, en 1878, l'île à la Grande-Bretagne. Chypre devint ainsi une base sur la route des Indes.

LES TENSIONS COMMUNAUTAIRES

Les tensions entre les deux communautés de l'île ont toujours existé : d'un côté, les Grecs gardent rancune à la communauté turque de quatre siècles de domination ottomane, de l'autre, les Turcs craignent l'éventualité d'un rattachement à la Grèce qui, en Crète et dans d'autres îles, a conduit à l'expulsion des minorités turques. Dans les années cinquante, les Chypriotes de langue grecque, conduits par l'archevêque orthodoxe Makarios, demandaient le départ des Britanniques et l'union avec la Grèce "Enosis". A partir de 1955, ces revendications se durcirent avec l'apparition de l'EOKA (Organisation nationale des combattants chypriotes) qui mena des opérations de guérilla. Toutefois les aspirations des Chypriotes grecs se heurtaient à l'opposition de leurs compatriotes turcs, appuyés par Ankara.

Organisées en 1957 par le Royaume-Uni, les négociations entre les gouvernements grec, turc et britannique débouchèrent deux ans plus tard sur la signature des accords de Zurich qui prévoyaient la création d'un Etat chypriote indépendant où les droits des deux

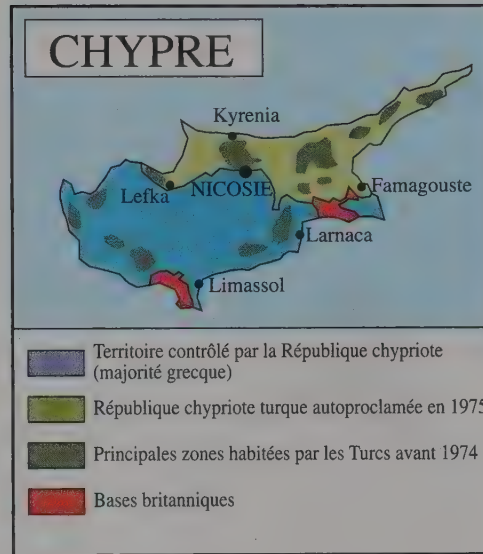
communautés étaient garantis. Ces accords permirent également à la Grande-Bretagne de conserver deux bases militaires toujours considérées comme stratégiques.

Bien qu'il fût appliqué jusqu'en 1974, cet accord n'empêcha pas la montée des tensions entre les deux communautés. En 1964, l'ONU, à la suite des premiers affrontements intercommunautaires, dépêcha sur place une force d'interposition pour maintenir la paix. A ce jour, celle-ci y est toujours stationnée.

LA GUERRE CIVILE

En 1974, un coup d'Etat appuyé à Athènes par le régime des colonels renversa le président en place, Mgr Makarios. Il fut remplacé par Nicos Samson, un ancien leader de l'EOKA. Le gouvernement turc réagit en envahissant et occupant le tiers nord de l'île. Malgré la réinstallation au pouvoir de Mgr Makarios, la division de l'île a été maintenue et même renforcée par le transfert croisé de populations entre les deux zones.

Aujourd'hui, le Sud, où s'est rassemblé l'ensemble de la population hellénique, constitue une république indépendante. Les meilleures terres se trouvent dans la partie nord de l'île, il en était de même de la majorité des industries. Le Sud a cependant réussi son décollage économique.



Tablant sur la proximité des marchés européens et sur le faible coût de sa main-d'œuvre, la République chypriote (grecque) a basé son développement économique sur les exportations, en particulier textiles, entraînant l'ensemble de l'économie dans un cercle vertueux qui n'est pas sans rappeler celui des nouveaux pays industrialisés d'Asie. Cette prospérité a entraîné l'immigration d'une forte communauté libanaise et fait de cette partie de l'île la plaque tournante du Moyen-Orient. Beaucoup de services financiers et bancaires ont ainsi été transférés de Beyrouth à Chypre.

Bien que théoriquement indépendante, la République de Chypre du Nord dépend

étroitement de la Turquie et n'a été officiellement reconnue par aucun autre pays. Le mouvement récent d'immigration vers l'île de populations turques originaires d'Anatolie est en contradiction avec les appels du gouvernement turc en faveur d'un règlement négocié du conflit.

Dix-huit ans de pourparlers et de négociations n'ont pas permis d'aboutir, mais la situation pourrait se débloquer sous la pression de Bruxelles, qui fait du règlement de la question chypriote l'une des conditions à l'entrée de la Turquie dans la Communauté européenne.

L'ÉRYTHRÉE

L'Erythrée a une population hétérogène qui comprend des Tigréens, des Dankalais, des Sahos et de multiples ethnies de moindre taille. Leurs territoires s'enchevêtrent et débordent largement sur les régions voisines. En outre, la population se divise pratiquement à parts égales entre Chrétiens et Musulmans. Cependant, jusqu'au XIXe siècle, la domination éthiopienne s'est imposée sur quasiment tout l'intérieur du pays, tandis que les régions côtières étaient passées sous contrôle ottoman depuis le XVIe siècle.

De 1882 à 1941, l'Erythrée fut occupée par les Italiens. En 1942, les Britanniques s'en emparèrent, et administrèrent la région jus-

qu'en 1952. Cette période fut marquée par une certaine modernisation, engendrant le dépérissement des structures féodales traditionnelles, le développement d'une économie de production et l'émergence d'une société plus homogène. Ces changements, et de façon plus générale l'expérience coloniale, forgèrent un sentiment identitaire au sein du peuple érythréen qui, dans les règlements de l'après-guerre résista fermement à toute demande d'unification ou de "réunification" avec l'Éthiopie. Derrière des revendications à caractère historique, l'Éthiopie cherchait en fait un accès à la mer Rouge, et craignait l'influence que pourrait exercer une Érythrée indépendante sur la mosaïque fragile et déjà instable des peuples qui constituaient l'Empire.

En 1952, après bien des atermoiements, l'ONU proposa une formule fédérative entre Érythrée et Éthiopie. Au terme de cet accord, l'Érythrée devait disposer de son propre parlement et d'une certaine autonomie vis-à-vis de l'Éthiopie. Bien qu'il fût entré en vigueur, l'accord ne contenta personne, et surtout pas l'empereur Haïlé Sélassié. En 1962, la fédération fut dissoute et l'Érythrée devint la quatorzième province éthiopienne. Depuis 1962, une résistance active a été menée en Érythrée par deux groupes principaux : le Front de libération de l'Érythrée (FLE), et le Front populaire de libération de l'Érythrée (FPLE), chacun bénéficiant d'un large soutien de la population, toutes ethnies



confondues. Le FPLE, à l'idéologie socialiste marquée, est considéré comme le plus radical. Le FLE pour sa part, a entretenu des relations étroites avec les États arabes parmi les plus laïcs, et a reçu, par le passé, un appui vigoureux des régimes syrien et irakien. Les mouvements de libération ont combattu la monarchie et le régime militaire socialiste du

colonel Mengistu. Dès le début des années quatre-vingt, une grande partie de l'Érythrée se trouvait sous leur contrôle. Dans ces territoires, priorité a été accordée au développement d'installations communautaires de base, écoles ou dispensaires.

L'INDÉPENDANCE

Depuis l'accession au pouvoir des rebelles tigréens à Addis Abeba, à laquelle ont contribué les rebelles érythréens, la région s'est trouvée de fait indépendante de l'Éthiopie. En avril 1993, un référendum confirme et légalise cette situation : 99,8 % des votants se prononcent pour l'indépendance, formellement proclamée en mai. Le nouvel État, internationalement reconnu, est alors admis au sein de l'ONU et de l'OUA. Malgré les liens entretenus pendant la lutte pour l'indépendance avec le monde arabe, l'Érythrée souveraine diversifie ses relations, entretient de bonnes relations avec le nouveau pouvoir éthiopien, en lui garantissant un libre accès à la Mer rouge, et se rapproche des pays occidentaux : le premier choix international de l'Érythrée est de se joindre aux pays ACP, liés à la communauté européenne, plutôt qu'à la Ligue arabe, contrairement aux attentes de ses voisins. Le nouveau régime, souhaitant également présenter un visage démocratique, s'est donné un maximum de quatre ans pour organiser des élections pluralistes.

TERRES INCERTAINES

Les Etats contemporains ont hérité du partage colonial de frontières, souvent arbitraire et étranger aux sentiments nationaux. Ainsi, les Kurdes, victimes oubliées du dépeçage de l'Empire ottoman, luttent-ils encore pour leur indépendance. A l'inverse, dans les deux seuls cas où le partage colonial a été remis en cause, l'absorption du Sahara occidental par le Maroc et la réunion de la Somalie et du Somaliland, des mouvements se sont constitués pour revendiquer l'indépendance. Alors que la Somalie semble en pleine déliquescence, le Maroc affermit son contrôle sur le Sahara

LE SAHARA OCCIDENTAL

Parfois appelé le "Koweit du phosphate", le Sahara occidental est une région désertique aride, à la population clairsemée, en grande partie nomade. De 1884 à 1975, le Sahara occidental fut une colonie espagnole. Dans les années soixante-dix, la richesse minière de la région s'est progressivement révélée : phosphate, uranium, fer, cuivre et zinc peuvent en effet être extraits en abondance des sables sahariens.

La domination espagnole a été contestée par deux Etats frontaliers. Le Maroc et la



Mauritanie voulaient en effet se partager le territoire. Cette ambition rencontra un large soutien tant politique que populaire au Maroc. Mais un mouvement indigène, le Front populaire de libération de Saguia al Hamra et du Rio de Oro (Front Polisario), contesta les revendications marocaines.

Celles-ci en effet prétendaient que, durant l'ère précoloniale, la région était sous contrôle du sultan du Maroc. Le Front Polisario affirma pour sa part que les années d'occupation espagnole avaient forgé une identité spécifique et commune à l'ensemble des populations du Sahara occidental, ce qui leur donnait droit à décider de leur sort.

En 1975, le gouvernement marocain organisa la "Marche verte", rassemblant 300 000 personnes environ, le long de la frontière saharienne. Cette mobilisation, conjuguée à d'autres pressions, força l'Espagne à négocier un traité cédant les territoires au Maroc et à la Mauritanie. Par cet accord, le Maroc obtenait la plus grande partie des ressources minières du Sahara occidental. Le Front Polisario dénonça le traité, et poursuivit la guérilla engagée contre l'Espagne. En outre, en 1976, il proclama une "République arabe démocratique indépendante du Sahara".

En 1979, après de violents affrontements, les Mauritaniens renoncèrent finalement à leurs revendications. Les Marocains, pour leur part, ont continué à combattre et contrôlent désormais la plus grande partie des territoires. Ils les ont entourés de remparts de sable, "le Mur", afin de contenir le Front Polisario et de protéger la population toujours plus

nombreuse de colons marocains. La conséquence de ce conflit est qu'une grande partie de la population indigène demeure parquée dans des camps de réfugiés en Algérie.

Le Front Polisario bénéficie, quant à lui, d'un réel soutien populaire autochtone et il a reçu une aide militaire et financière de la part de l'Algérie, et par le passé une assistance de la part de la Libye. Bien que la République démocratique arabe sarahouie ait été reconnue par la plupart des Etats africains et même au-delà du continent, l'avenir s'annonce sombre pour le Front. En effet, le pouvoir marocain, grâce à une population bien plus importante, occupe la région et a su maintenir, sur la question, un fort consensus politique et populaire. De plus, Alger a récemment amélioré ses relations avec Rabat et cesse actuellement toute aide aux rebelles sahariens. Enfin, à ce jour, la République sarahouie n'a été reconnue par aucun grand Etat occidental.

En avril 1990, le Conseil de sécurité des Nations unies, par la résolution 690, prévoyait l'organisation d'un référendum d'autodétermination pour janvier 1992. Cependant l'ONU l'a ensuite ajourné par sa résolution 725 de décembre 1991, qui fait une large place aux revendications marocaines concernant le recensement des électeurs.

L'établissement des listes électorales est en effet un enjeu déterminant, puisque le résultat de la consultation dépend, dans une large part, de leur composition. Le Maroc a été accusé d'accorder le droit de vote aux membres de son administration territoriale et de l'armée, présents au Sahara occidental, ce qui fausserait la consultation. Malgré le vote du Conseil de sécurité des Nations unies, en mars 1993, de la résolution 809 appelant à l'organisation d'un référendum avant la fin de l'année et en dépit d'une rencontre entre une délégation marocaine et des représentants du Front Polisario en juillet, la question du Sahara occidental n'a pas évolué. Le Maroc refuse en effet toute concession quant à sa souveraineté et les deux parties ne se sont mises d'accord ni sur les modalités du scrutin et l'établissement de listes électorales, ni sur la mise en œuvre du plan de paix.

LE KURDISTAN

De 12 à 15 millions de Kurdes vivent en Turquie, Iran, Irak, Syrie et sur des territoires de l'ex-URSS. Il existe aussi une importante communauté kurde émigrée, notamment au Liban. La langue kurde comprend plusieurs dialectes. Elle s'apparente à la langue officielle de l'Iran, le farsi, bien qu'elle en diffère sensiblement. Les réseaux d'allégeance à l'intérieur de la société kurde sont régis par des rapports de type clanique, ce qui a toujours entravé la construction de struc-

tures politiques plus larges. La majorité des Kurdes est de confession sunnite, mais certaines tribus sont chiites ou chrétiennes. Les Kurdes constituent l'un des groupes ethniques les plus importants dépourvus d'Etat-nation. D'autre part, l'importance numérique des communautés kurdes de Turquie, d'Iran ou d'Irak fait redouter à ces pays un séparatisme kurde.

Au cours du XXe siècle, diverses tentatives de fondation d'un Etat kurde se sont succédé. En 1919, le traité de Sèvres prévoyait la création d'un Kurdistan sur le territoire de l'actuelle Turquie, dans le cadre des règlements de la première guerre mondiale. Mais ce traité fut abrogé, après la révolution de 1923 en Turquie, par celui de Lausanne du 24 juin 1924 qui reconnaissait le *statu quo*. S'il avait vu le jour, cet Etat kurde aurait inclus, ainsi que le demandaient les Britanniques, la province kurdophone de Mossoul qui revint en fait à part entière à l'Irak, de façon définitive, en 1925.

En 1946, une République kurde fut créée, à Mahabad en Iran, grâce à l'appui de l'Union soviétique. Cette création faisait suite à la partition du pays en zones, l'une britannique et l'autre soviétique, durant la deuxième guerre mondiale. Cependant, cette république, sans soutien véritable hors de la ville de Mahabad fut violemment réduite par l'Iran dès 1947.

LES VARIATIONS IRAKIENNES

L'Irak a toujours dû faire face à un problème de minorités. Sous la monarchie et depuis l'instauration de la république, les Arabes sunnites détiennent le pouvoir, bien qu'ils soient minoritaires au sein de la population. Par conséquent, les tentatives de résolution du problème kurde ont toujours oscillé entre une répression sauvage et des compromis boiteux.

Après le putsch de 1958, un important leader kurde, Mustapha Barzani (un des dirigeants de la République de Mahabad, en exil depuis les années trente), fut autorisé à rentrer en Irak. Tout d'abord, Barzani coopéra avec le nouveau régime qui, dans le même temps, l'aidait dans la lutte l'opposant aux autres factions kurdes. Bagdad lui permit en outre de prendre le contrôle du PDK (Parti démocratique du Kurdistan), le plus important parti politique kurde. Toutefois, cette entente tourna court et dès le milieu des années soixante, Barzani et le PDK s'étaient tournés vers l'opposition armée au régime irakien.

En 1970, des négociations sur la création d'une région autonome kurde en Irak (dotée entre autres d'un parlement propre) furent entreprises mais échouèrent. La lutte entre Bagdad et les Kurdes s'intensifia alors, tandis que l'Iran augmentait son aide au PDK. En 1975, par la conclusion des accords d'Alger

et de Bagdad, qui visaient à normaliser leurs rapports notamment en réglant la question de leur frontière méridionale, l'Irak et l'Iran s'accordèrent pour lutter contre les Kurdes. L'aide iranienne cessa alors, ce qui démantela la résistance kurde et permit au gouvernement irakien d'imposer un régime "policié" aux Kurdes ainsi que le déplacement des populations habitant les régions frontalières et pétrolières d'Irak.

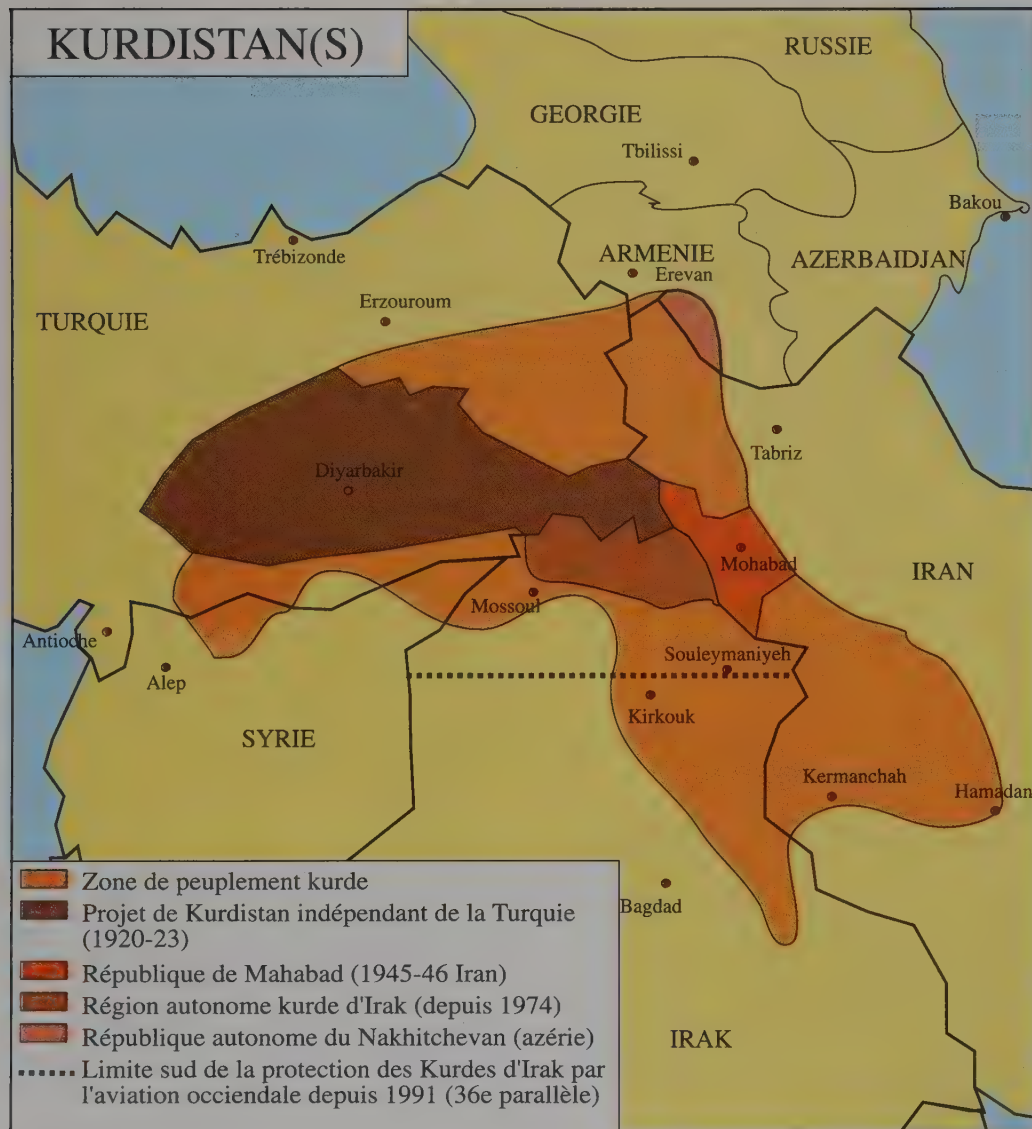
En 1988, profitant de l'accord de cessez-le-feu signé avec l'Iran après huit ans de guerre, le gouvernement de Bagdad entreprit de soumettre les rebelles kurdes en employant des armes chimiques pour bombarder massivement les zones kurdes, ce qui entraîna un nouvel effondrement de la résistance et un important traumatisme au sein des populations civiles.

De multiples tendances se sont toujours affrontées au sein de la société kurde irakienne. Bien que le PDK soit le principal groupe d'opposition, il existe une autre faction puissante, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) fondée et dirigée par Jalal Talabani, opposée au PDK comme au gouvernement de Bagdad. L'affrontement PDK-UPK reflète en fait la césure entre les deux principaux clans kurdes d'Irak : les Kurmanji et les Sorani. Il existe toutefois certaines factions kurdes fidèles au régime.

Lors de l'offensive générale de mars 1991, le PDK et l'UPK, alliés pour la circonstance contre un Etat irakien affaibli, affirmèrent vouloir, non la création d'un Kurdistan indépendant mais seulement une autonomie réelle à l'intérieur de l'Irak.

APRÈS LA GUERRE DU GOLFE

La répression endurée par les populations après la guerre du Golfe fut si vive qu'elle entraîna une réaction des Occidentaux. Les Américains et les Européens sont intervenus, sous mandat onusien, et ont créé des "zones refuge" pour les Kurdes, au nord de l'Irak. Ces zones, protégées par la mise en place d'un dispositif d'exclusion aérienne des forces de Bagdad étaient soutenues par des bases arrières situées en Turquie du sud-est. Cependant, au cours de l'été 1991, les Turcs réprimaient leurs propres rebelles kurdes sur le territoire irakien. Dans le même temps, les Kurdes d'Irak entamaient des négociations avec Saddam Hussein. La fracture PDK/UPK s'est révélée à nouveau à l'occasion de ces pourparlers, ce qui rend l'avenir de cette région plus incertain que jamais. Les populations quant à elles, toujours déplacées, ont connu un de leurs plus durs hivers en 1991-1992. Afin de montrer leur maturité politique à la communauté internationale, les Kurdes irakiens, virtuellement indépendants de Bagdad, ont organisé leurs premières élections démocratiques au printemps 1992.



Mais cette expérience se heurte à de nombreuses difficultés. Economiques en premier lieu, dans la mesure où Saddam Hussein pratique à l'égard des Kurdes un embargo comparable à celui que l'Irak subit depuis la guerre du Golfe. Internationales aussi : les mouvements armés des Kurdes des pays voisins, Turquie et Iran, cherchent à utiliser le territoire contrôlé par les Kurdes en Irak comme base arrière. Par crainte de représailles, le PDK a, en décembre 1992, interdit, dans les régions qu'il contrôle, toute activité militaire à ces mouvements, ce qui n'a pas empêché l'Iran de bombarder la zone durant l'été 1993. Ces opérations sont révélatrices de l'inquiétude suscitée dans la région par l'expérience des Kurdes irakiens : la Turquie, l'Iran et la Syrie, qui craignent l'effet de contagion, ont réaffirmé leur attachement à l'intégrité territoriale de l'Irak.

L'INTRANSIGEANCE TURQUE

En Turquie, les Kurdes vivent au sein d'un Etat refusant de reconnaître jusqu'à leur existence en tant que groupe ethnique distinct, et qui les présente officiellement comme des "Turcs des montagnes". Depuis sa création en effet, l'Etat turc s'est fondé sur le postulat kémaliste qui affirmait son homogénéité ethnique. Les communautés minoritaires, tels les Kurdes ou les Arméniens, invalidant cette affirmation, ont été l'objet de répressions ou d'une assimilation

forcée. De fait, tous les groupes politiques kurdes sont interdits, sous prétexte de "sécessionnisme". De même, les tentatives de promotion de la culture kurde peuvent entraîner emprisonnement ou torture.

Les deux plus importants partis kurdes de Turquie, le Parti des travailleurs kurdes (PKK) et le Parti socialiste kurde de Turquie sont en conflit aussi bien entre eux qu'avec Ankara. La reconnaissance de l'audience internationale de la Turquie, dont l'importance stratégique a été réaffirmée pendant la guerre du Golfe et depuis l'effondrement de ses voisins irakien et soviétique, passe par la résolution du problème kurde qui ternit l'image d'Ankara. Désireuse de se rapprocher des normes de l'Europe communautaire, la Turquie a esquissé une levée des interdictions frappant l'usage de la langue kurde et ébauché un plan de développement du sud-est anatolien. Alors qu'en avril 1993, le président Turgut Ozal, décédé, est remplacé par son ancien Premier ministre, Soleyman Demirel, jugé plus dur sur la question kurde, le PKK retire ses offres de dialogue et reprend en juin les combats qu'il avait interrompus en mars. Le mouvement kurde de Turquie est autonomiste et non indépendantiste, cependant, depuis l'été 1993, il a adopté une stratégie de violence généralisée, contre l'armée sur place et contre les intérêts turcs à l'étranger, destinée à faire internationalement connaître sa cause. En Turquie même, l'opinion commence à reconnaître l'existence d'un

problème kurde spécifique; cette évolution pourrait conduire, à terme, à une décrispation des attitudes politiques.

IRAN, SYRIE ET URSS

Depuis la chute de la République indépendante kurde de Mahabad, le Parti démocratique kurde d'Iran (PDKI) a combattu le régime de Téhéran. La République islamique, tout comme l'ancien régime du Shah, refusent tout compromis avec les Kurdes, ceci au prix d'une lutte destinée à préserver l'unité du territoire national.

Par le passé, les Kurdes de Syrie sont entrés en conflit avec Damas. Dans les années soixante, le régime syrien a tenté de déplacer les populations des régions frontalières. Toutefois, les relations entre gouvernement et Kurdes sont dans l'ensemble relativement bonnes, sans doute du fait de la faible importance numérique de la communauté kurde de Syrie, du fait aussi de la volonté du régime baassiste d'obtenir le soutien des multiples minorités composant le pays.

Les régions kurdes de l'ancienne Union soviétique ne jouxtent pas les régions de peuplement kurde des Etats voisins. En conséquence, l'activisme politique des Kurdes du Caucase est toujours resté limité. Une petite partie de l'Arménie, du côté de la frontière turque, où vit une population kurde

plus dense, a été transformée, en 1993, en République autonome, puis rattaché à l'Azerbaïdjan

Les aspirations kurdes butent en définitive sur deux problèmes majeurs. D'une part le territoire kurde recouvre en partie cinq Etats, d'autre part, la société kurde souffre de divisions internes très vives. A l'intérieur des régions kurdes, des minorités telles que les Assyriens ou les Arméniens ont eu à souffrir de discrimination, non seulement de la part des pouvoirs en place, mais aussi de la part des Kurdes eux-mêmes. Contrairement aux Kurdes, les Arméniens, dont beaucoup ont fui après les massacres de 1915 en Turquie, ont constitué une diaspora prospère au Moyen-Orient et en Occident.

LE SOUDAN

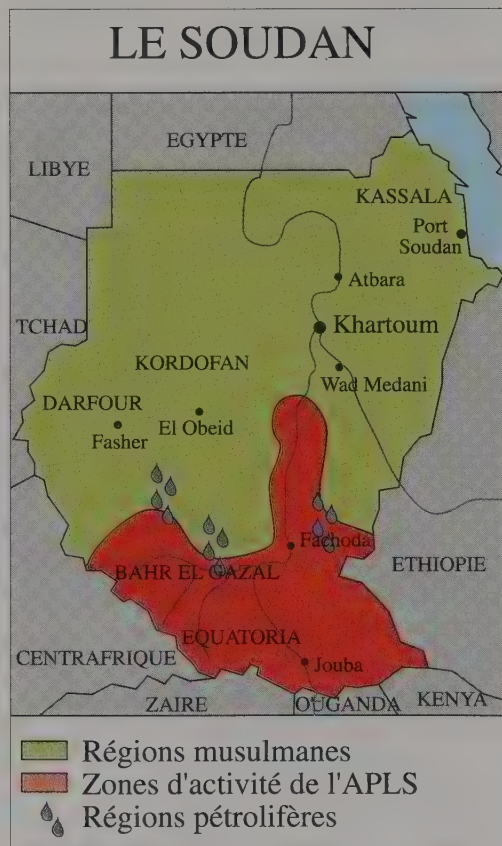
Le Soudan est un pays partagé entre deux mondes : l'Afrique noire et le monde arabe. Essentiellement peuplé de Musulmans, même si les Arabes y sont minoritaires, le Soudan abrite aussi d'importantes communautés chrétiennes et animistes dans le Sud. Le Soudan est situé au carrefour de deux routes : la voie séculaire du Nil et la piste africaine du pèlerinage à La Mecque, qui passe par les plateaux soudanais. Le Soudan est aussi une mosaïque de peuples et compte près de six cents ethnies. Ses frontières ne répondent à aucune réalité humaine et chacun de ses huit

voisins abrite des ethnies également présentes sur son sol. Si le Soudan a pu faire figure de terre d'asile au gré des guerres et des crises qui ont secoué les pays limitrophes, son unité politique fut contestée par les populations du Sud dès le jour de l'indépendance.

LES RAPPORTS AVEC L'ÉGYPTE

Le territoire soudanais commença seulement à être unifié à partir de 1822 par le biais de la conquête égyptienne. En 1881, le chef religieux soudanais Ibn Abdallah se proclama mahdi, envoyé de Dieu, et établit sur la majeure partie du Soudan un empire théocratique qui s'opposa à l'Égypte moderniste. De cette aventure sont issues deux confréries religieuses qui ont marqué la vie politique soudanaise jusqu'à nos jours : la Khatmiya en faveur de l'union avec l'Égypte et la Mahdiya à tendance intégriste. Après leur victoire sur les troupes du successeur d'Ibn Abdallah, les Anglais établirent sur le pays un condominium avec l'Égypte en 1899. Le Caire réclama constamment l'intégration complète du Soudan à l'Égypte jusqu'à ce que Nasser y renonce en accédant au pouvoir en 1954. L'agitation menée par les confréries amène à l'indépendance en 1956.

Face aux prétentions hégémoniques de son voisin du nord et de l'ancienne puissance coloniale, Khartoum cherche une assise diplomatique la plus large possible et



entretient des relations avec les États-Unis et l'Europe, aussi bien qu'avec l'URSS et la Chine. La prise du pouvoir par le général Nemeiry en 1969 conduit à la constitution, avec l'Égypte et la Libye, d'un éphémère "front révolutionnaire" coordonnant la défense, la diplomatie et l'économie.

Dès 1971 cependant, après un coup d'État manqué, le général Nemeiry opère un rééquilibrage et se rapproche de la Chine et de l'Afrique noire. Les liens étroits et historiques qui unissent le Soudan à l'Égypte demeurent toutefois une constante de sa politique extérieure jusqu'au milieu des années quatre-vingt. Le Soudan est ainsi un des rares pays de la Ligue arabe à avoir maintenu de bonnes relations avec Le Caire après les accords de Camp David et le traité de paix israélo-égyptien.

L'ISLAMISME

Jusqu'au coup d'État du général Nemeiry en 1969, démocratie parlementaire et régimes militaires alternèrent à Khartoum. Alors que les communistes constituaient, depuis l'indépendance, une force politique importante, mais que le régime avait constamment opté pour le non-alignement, le général Nemeiry imposa d'abord une orientation socialiste jusqu'à ce qu'une tentative de coup d'État en 1971 le convainque d'adopter une ligne pro-occidentale. Au cours des années soixante-dix, marquées notamment par le renversement du régime impérial dans l'Éthiopie voisine, la stabilité politique que la dictature assure au Soudan vaut au général Nemeiry, président de l'OUA en 1978/79, de jouer un rôle de médiateur dans les conflits interafricains.

Les investisseurs internationaux s'intéressent à Khartoum qui obtient de nombreux prêts des pays arabes les plus riches et des pays occidentaux. Le prix à payer pour cette aide économique qui ne permettra pas de réel démarrage de l'industrie est un endettement croissant et donc une dépendance accrue à l'égard du FMI. Les tensions sociales ont conduit le général Nemeiry à donner des gages aux islamistes, ce qui a ravivé les tensions dans le Sud, et fragilisé le régime. Il s'effondre en 1985 sous le coup de manifestations contre la vie chère. Le court intermède de démocratie qui suit et qui porte au pouvoir un descendant du Mahdi ne résistera pas à l'entrée au gouvernement des islamistes, en 1988, qui confisquent le pouvoir en leur faveur l'année suivante. Introduite dès 1983, la charia est appliquée depuis le début 1991, faisant du Soudan, à l'instar de l'Iran, un modèle pour les islamistes intégristes. Après avoir soutenu Bagdad pendant la guerre du Golfe, Khartoum est aujourd'hui accusé de servir de base arrière aux mouvements terroristes et d'aider en sous-main les mouvements islamistes, du Maroc à l'Egypte.

LA RÉBELLION DU SUD

Entre l'indépendance de l'Egypte en 1922 et la fin de la deuxième guerre mondiale, les Britanniques menèrent une politique d'incorporation du sud du Soudan à leurs posses-

sions est-africaines auxquelles il s'apparente par la population et le climat. Les hésitations de l'après-guerre aboutirent à ce que les populations du Sud se rebellent quand, dès 1955, il apparut clairement que Londres remettrait le pouvoir aux Arabes. Il s'en suit une longue guerre faite de massacres, d'alliance et de contre-alliances entre groupes rebelles rivaux et le gouvernement central. Israël, les Etats-Unis et l'Ethiopie soutiennent les rebelles contre un régime jugé par les uns trop panarabiste, par les autres trop socialiste. Le rapprochement amorcé par Khartoum avec les Etats-Unis à partir de 1971 conduira l'année suivante à la signature d'un accord prévoyant l'autonomie du Sud. Cependant, alors que le Nord bénéficie de vastes programmes de mise en valeur des terres, le Sud s'enfonce dans le sous-développement. La paix dure jusqu'à la remise en cause de l'accord par un Nemeiry en difficulté qui concède en 1983 aux islamistes l'introduction de la charia sur tout le territoire. Contrairement à la période précédente, la résistance du Sud réussit à s'unir sous la direction du colonel Garang fondateur du SPLA (Mouvement de libération des peuples du Soudan). Les victoires sudistes contribuent à la chute du général Nemeiry. Le mouvement réussit progressivement jusqu'en 1990 à étendre son contrôle sur la majeure partie du Sud où il tente de mettre en place une administration.

Le nouveau régime de Khartoum a su cependant riposter en trouvant des appuis extérieurs. L'Iran le pourvoit en armes, et aurait même dépêché plusieurs centaines de Gardiens de la révolution lors de l'offensive générale du début de 1992. La Libye lui aurait apporté un soutien aérien, et l'Ethiopie, qui du temps du colonel Mengistu soutenait l'opposition soudanaise, participe maintenant aux combats au sein d'une force combinée soudano-éthiopienne. Le SPLA, traversé par des luttes internes depuis le lendemain de ses succès militaires, semble avoir désormais perdu le soutien de ses appuis traditionnels.

La guérilla affaiblie par ses divisions et l'offensive des troupes gouvernementales, le régime a plus à craindre d'une menace extérieure qu'intérieure. Les dirigeants semblent l'avoir bien compris et s'abstiennent de toute provocation contre l'ancien allié égyptien, qui pourrait par exemple réagir militairement au soutien apporté aux islamistes.

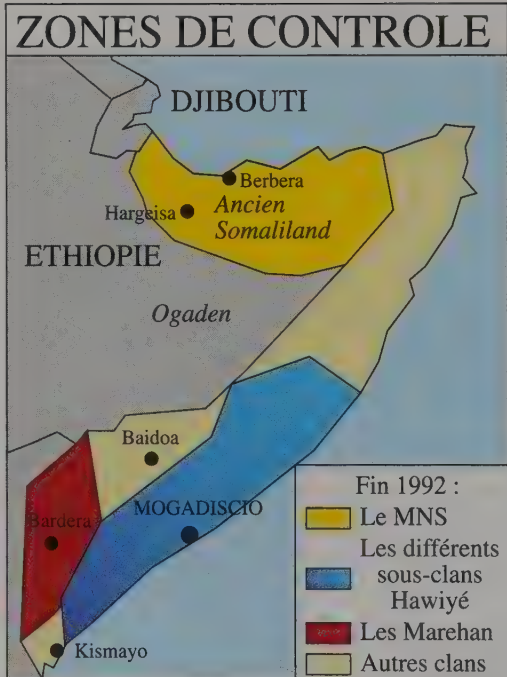
La communauté internationale s'émeut autant des transferts massifs de population (400 000 réfugiés, pour la plupart chrétiens et animistes, ont été transférés depuis Khartoum vers le désert au début de 1992), encore aggravés au mois d'août 1993 après que Khartoum eut décidé de lancer une nouvelle offensive au sud, que du soutien supposé que le Soudan offre au terrorisme arabe. L'ancien "bon élève" est désormais mis au ban des

nations : les Etats-Unis ont décidé d'inscrire le Soudan sur la liste des Etats soutenant le terrorisme arabe au terme d'une enquête qui a prouvé que le Soudan hébergeait divers mouvements terroristes dont la Jamaa Islamiya égyptienne, le FIS algérien et le groupe palestinien Abou Nidal.

LA SOMALIE

Lors de son accession à l'indépendance, la Somalie jouissait d'une situation exceptionnelle en Afrique. Son homogénéité ethnique et religieuse (sunnite) renforcée par une langue orale commune, est une base sur laquelle une démocratie parlementaire pouvait se développer dans un climat de stabilité. D'autre part, l'intérêt stratégique de la Somalie, né de l'ouverture du canal de Suez, a crû pendant la guerre froide où les deux superpuissances se livraient à une course d'influence dans la Corne de l'Afrique.

De tous les pays africains, la Somalie semblait ainsi la mieux armée pour régler les problèmes liés à la décolonisation. Les difficultés, pourtant, surgirent sur trois plans : à l'intérieur, le président Siad Barré, porté au pouvoir en 1969 par un coup d'Etat militaire, privilégia son clan, les Marehan, aux dépens des autres, suscitant méfiance et révolte parmi le reste de la population et sapant par là même un sentiment national encore fragile.



Sur le plan international, la guerre contre l'Ethiopie en 1977 entraîna la rupture des relations avec l'URSS, alors que le despotisme grandissant de Siad Barré lui retirait peu à peu l'aide occidentale. L'isolement du pays intervint dans un contexte international différent. La fin de la guerre froide contribuait à accentuer le désintérêt de la communauté internationale envers la Somalie. Enfin, le choix d'un modèle économique socialiste se révéla inadapté : la série de sécheresses, les dépenses de guerre et l'afflux de réfugiés de l'Ogaden ont rendu

caduques les prévisions sur lesquelles s'appuyaient les plans économiques et provoqué la faillite du pays.

DES DÉBUTS PROMETTEURS

La consolidation de l'unité du pays fut dès l'indépendance une priorité pour la république somalienne. Née en 1960, de la réunion du protectorat britannique au nord et de la colonie italienne au sud, la Somalie s'employa, dans les premières années, à unifier les deux administrations héritées des puissances coloniales. Les neuf ans de démocratie furent stables, marqués par la domination d'un parti, la Somali Youth League. Porté au pouvoir par un coup d'Etat militaire, mais sans effusion de sang, Siad Barré continua le travail d'unification du pays en lui conférant cependant une orientation socialiste. En 1972, la Somalie adopta l'alphabet latin pour fixer par écrit la langue officielle du pays, le somali. La campagne d'alphabétisation entreprise, avec succès, dans les grandes villes fut ensuite étendue à l'ensemble du pays dans les années 1974-75. Adeptes du "socialisme scientifique", Siad Barré entreprit une série de réformes économiques, comme la nationalisation des secteurs clefs et la création de fermes d'Etat et de coopératives agricoles. La sédentarisation des nomades et l'encadrement de la population avaient à l'origine pour but de combattre le tribalisme et d'exercer un

contrôle permanent sur une population réputée individualiste.

Siad Barré réussit à placer favorablement la Somalie sur l'échiquier international. Son engagement dans le camp socialiste fut officialisé avec la signature en 1974 d'un traité de coopération avec l'URSS, qui, en échange de son aide militaire et économique, obtint des facilités navales.

Par l'intermédiaire de l'Italie, avec laquelle la Somalie entretient des relations privilégiées depuis son indépendance, Mogadiscio bénéficia des accords de Lomé, conclus entre la CEE et certains pays du Tiers-Monde, qui leur permet de bénéficier d'une aide au développement et d'un accès privilégié au marché européen. La Somalie faisait déjà partie des pays africains signataires de la convention de Yaoundé de 1963, qui lui avait permis de s'associer au Marché commun.

Enfin, en 1974 la Somalie devint officiellement membre de la Ligue arabe, consacrant ainsi des liens séculaires avec les pays de la péninsule arabique.

L'histoire du pays bascula avec la guerre de l'Ogaden. Le grand dessein d'unification des Somalis, qui, dans l'esprit de Siad Barré, devait conduire à rectifier les frontières, pour inclure le million de Somalis vivant en Ogaden et au Kenya, allait engager le pays dans un processus de désintégration.

L'Ethiopie, qui avait hérité de l'Ogaden à la suite d'un accord provisoire avec la Grande-Bretagne en 1948, devait laisser aux Somalis la liberté de passage dans leur zone de pâturage traditionnelle. Devant les revendications de la Somalie sur ce territoire, formulées dès son indépendance, l'Ethiopie rompit sa promesse et ferma la frontière.

Après avoir longtemps soutenu les mouvements rebelles de l'Ogaden, la Somalie entra directement en guerre avec son voisin en 1977. Les succès militaires somaliens du début se soldèrent finalement par un échec. L'URSS, qui avait entre-temps renoué avec le régime d'Addis-Abeba, s'engagea militairement aux côtés de l'armée éthiopienne. Pour sa part, l'Occident, en vertu du principe de l'intangibilité des frontières en Afrique, n'intervint pas dans le conflit. Le seul appui de la Chine n'était pas suffisant pour rétablir l'équilibre des forces et Barré dut battre en retraite un an après. La question fut finalement réglée en 1988 par la renonciation à toute prétention territoriale, et par la signature d'un accord de bon voisinage entre les deux pays.

Les antagonismes des clans, étouffés par la politique de rassemblement des Somalis, devaient éclater à la suite de la défaite militaire. Malgré son échec, Barré a été officiellement réélu par deux fois à la tête de l'Etat, en 1979 et 1986. Pour se maintenir au pouvoir, il s'appuya cependant désormais

uniquement sur le clan des Marehan, et recourut de façon croissante à la violence pour réprimer les intrigues et complots qui se multipliaient contre lui. Le pays, épuisé par l'effort de guerre et l'afflux d'un million de réfugiés de l'Ogaden, était déjà au bord de la faillite : à partir de 1985, le paiement des fonctionnaires devint aléatoire. Les Somaliens, dans un réflexe de survie, se retournèrent alors vers leurs clans et sous-clans. L'insurrection éclata d'abord dans le nord du pays entraînant en mai 1988 des représailles d'une extrême violence à Hargeisa, la capitale du Nord. L'assassinat de l'évêque, Mgr Salvatore Colombo, en juin 1989 fut le point de départ d'une nouvelle vague de massacres. Cette violence provoqua la réticence des Etats-Unis, avec lesquels Barré avait signé en 1980 un accord leur permettant d'utiliser la base navale de Berbera, à lui accorder l'aide économique et civile promise en échange. La Libye demeurerait le seul recours du régime.

LA DÉCOMPOSITION DU PAYS

A partir de 1989, le Nord entra en rébellion constante. Les Issas majoritaires regroupés au sein du Mouvement national somalien (MNS) s'allièrent avec les Hawiyé du centre pour renverser les Marehan du Sud au pouvoir.

Cette union ne résista pas à sa victoire. Après avoir chassé Siad Barré du pouvoir en janvier 1991, les clans victorieux s'entredéchirèrent. Les Issas accusant les Hawiyé de confisquer le pouvoir, firent sécession et déclarèrent en mai 1991 l'indépendance du Somaliland, suivant les anciennes frontières de la colonie britannique. Bien que cette république n'ait reçu aucune reconnaissance internationale, le MNS réussit à rétablir un calme relatif dans le Nord. Inversement, la violence clanique redoubla dans le reste du pays. Chez les Hawiyé, les Habr Gédir dirigés par le général Aïdid et les Abgal du président par intérim Ali Mahdi, ne sont unis que pour combattre les Marehan qui ont redéployé leurs forces dans le Sud.

Trois années de guerre civile ont laissé Mogadiscio en ruines, et livré une bonne partie du pays à des bandes de pillards. L'aide internationale ne pouvant être distribuée, le pays subit en 1992 la plus grande famine de son histoire.

En 1992, la Somalie, autrefois terre d'asile (pour les réfugiés de l'Ogaden), était ainsi devenue un champ de bataille où les populations errent à la recherche de l'aide humanitaire. Des boat-people ont fait leur apparition en direction du Yémen et le Kenya s'inquiète des risques de déstabilisation qu'induit la présence d'un nombre croissant de réfugiés sur son territoire. D'abord réticent à écouter les appels répétés du secrétaire

général de l'ONU, Boutros Boutros Ghali, le Conseil de sécurité s'est saisi en décembre 1992 du problème somalien. Une force internationale, principalement américaine, est intervenue à la fin de 1992 pour permettre aux organisations humanitaires de distribuer l'aide internationale aux populations. Selon l'ONU, cette intervention vise aussi à ramener la paix civile dans le pays. Or, si la famine est enrayée, le pays reste plongé dans la violence et les forces de l'ONU sont sévèrement critiquées pour la militarisation de leurs opérations. Dès décembre 1992, de violents affrontements opposent les troupes américaines aux partisans du "chef de guerre" Mohamed Farah Aïdid qui, maître de la plupart des ports et de la moitié de Mogadiscio, détournait à son profit l'aide humanitaire. En mars 1993, le Conseil de sécurité des Nations unies vote la résolution 813 qui permet aux forces de l'ONU d'employer tous les moyens nécessaires pour maintenir la paix, désarmer les factions et protéger les organisations humanitaires. La radicalisation des partisans du général Aïdid et le massacre de vingt-quatre Casques bleus pakistanais en juin entraînent une escalade de la violence et une série de "bavures". A la suite de controverses sur la neutralité de l'ancienne puissance coloniale, l'Italie, dont les forces représentent le second contingent, et sur le manque de sang-froid de certains contingents de pays du Tiers-monde, le mandat des troupes américaines est, contrairement aux assurances données au départ,

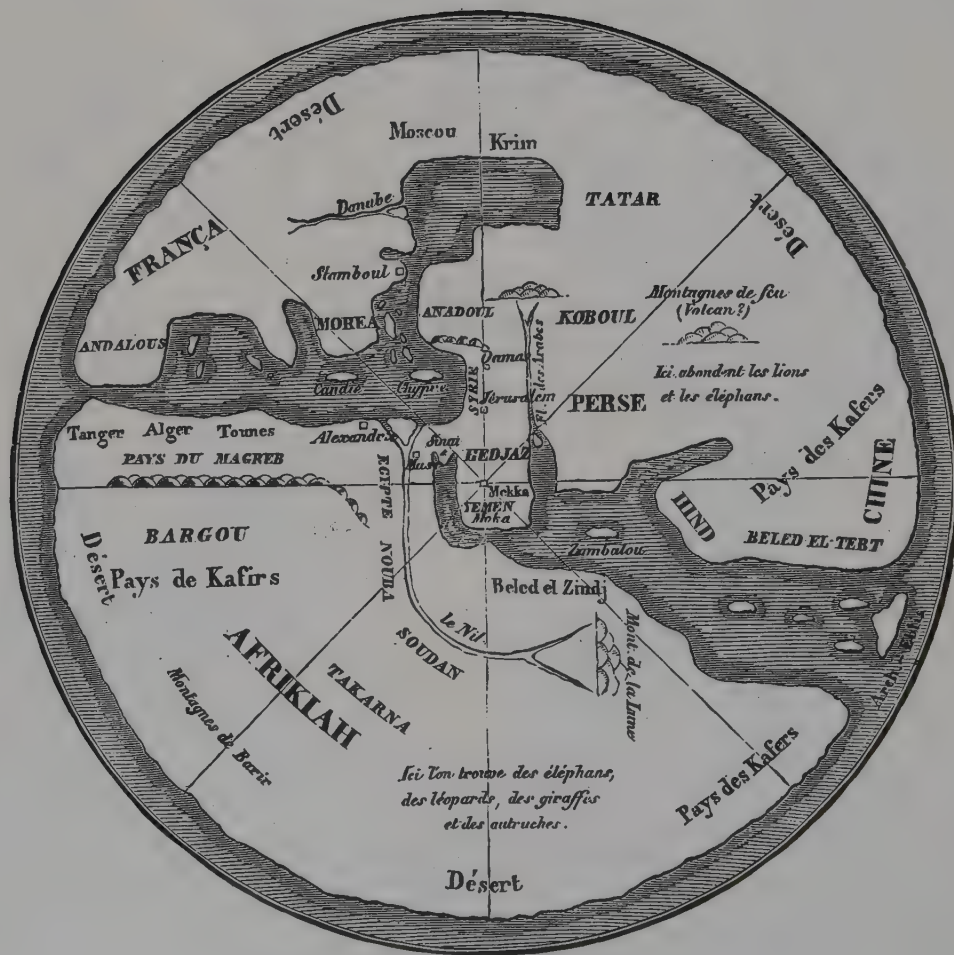
prolongé. Le conflit paraît s'enliser. Tandis que l'objectif premier de l'opération de l'ONU - la reconstruction du pays - semble passer au second plan, la priorité est donnée à la destruction des forces du général Aïdid ainsi qu'à sa capture et à son jugement. De nombreuses voix, y compris aux Etats-Unis, celle de l'ancien président Carter, s'élèvent pourtant contre cette politique, tandis que le général Aïdid tente de présenter un visage respectable en acceptant de libérer des prisonniers américains. Depuis, les Etats-Unis favorisent plutôt une solution négociée qui inclurait le général Aïdid et, face au pourrissement de la situation, ont affiché leur intention de quitter le pays au plus tard au printemps 1994. Les autres troupes occidentales devraient leur emboîter le pas et l'ONU a le plus grand mal à trouver des contingents de substitution.





ANNEXES

*Monographies : d'Algérie à Yémen
Cartes, chronologies, statistiques.
Bibliographie. Index.*



MONOGRAPHIES



ALGÉRIE

- 1250 av J.-C.** Fondation d'Hippone par les Carthaginois puis domination de la côte.
- 203** Création du royaume indépendant de Numidie par des tribus issues de l'intérieur.
- 46 ap. J.-C.** Conquête romaine.
- v. 100** Christianisation.
- 429** Invasion vandale.
- 533** Domination byzantine de la côte orientale.
- 680 - 711** Conquête arabe.
- 742** L'Ouest algérien adopte le Kharéjisme. Royaumes berbères indépendants.
- 973** Les Zirides rétablissent l'orthodoxie et l'unité du pays. Raids des tribus arabes Beni Hillal. Début de l'arabisation massive.
- 1060** Début de la domination marocaine sur l'Oranais.
- 1147** Domination hispano-mauresque sur le pays.

- 1269** Divion du pays entre Tlemcen et Tunis.
- 1460** Début de l'installation de places fortes espagnoles et françaises.
- 1518** Les Turcs contrecarrent la tutelle espagnole.
- 1558** Domination ottomane. Instauration de la Régence d'Alger.
- 1643 - 82** Guerre navale larvée avec la France.
- 1732 - 92** Espagnols à Oran et Mers El Kébir.
- 1816** Libération d'esclaves chrétiens par la marine anglaise.
- 1818-27** Litige sur une créance sur la France portant sur des ventes de blé à la République.
- 1830** Prise française d'Alger et des villes côtières.
- 1832** Abd El Kader organise la résistance.
- 1834** Abd El Kader reconnu émir de l'Ouest du pays.
- 1839** Abd El Kader proclame la guerre sainte contre les Français.
- 1840-47** Extension de la conquête française à l'Ouest et à la Kabylie.
- 1841** Début de la colonisation, "auxiliaire de la conquête".
- 1847** Abd El Kader arrêté.
- 1848** Départementalisation.
- 1857** Pacification de la Kabylie et conquête des oasis du Sud.
- 1860** Organisation de la vente des terres et projet de "Royaume arabe".
- 1870** Décret Crémieux accordant la citoyenneté aux Juifs d'Algérie.
- 1871** Révolte en Kabylie. Confiscation des terres au profit de réfugiés alsaciens-lorrains. Propagande pour l'installation des viticulteurs du Midi touchés par le phyloxéra. Politique d'arabisation des Berbères.
- 1898** Occupation du Sahara.
- 1900** Autonomie financière de l'Algérie.
- 1914-18** Mobilisation de près de 200 000 Algériens.
- 1926** Création du premier mouvement nationaliste, très minoritaire, l'Etoile Nord-africaine, dissous en 1929 et 1937.

N.B. : Dans les tableaux qui suivent, les astérisques * indiquent que les données sont indisponibles.

- 1935-37** Création d'autres mouvements nationalistes (Union nationale des Musulmans nord-africains, Parti populaire algérien).
- 1936** Projet Blum-Violette d'octroi de la nationalité à certaines catégories de Musulmans (diplômés, élus, médaillés).
- 1942** Débarquement allié.
- 1943-44** Gouvernement gaulliste d'Alger.
- 1945** Massacres dans le Constantinois.
- 1946** Reconstitution de mouvements nationalistes: le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques et Union démocratique du manifeste algérien.
- 1947** Institution d'une assemblée algérienne avec deux collèges distincts, européen et musulman. Débuts de l'Organisation spéciale, mouvement armé musulman.
- 1954 (1er novembre)** Début de l'insurrection.
- 1955** Hésitations françaises entre assimilation et répression. Etat d'urgence.
- 1956** Arrivée du contingent. Pouvoirs spéciaux votés. Congrès du FLN réclamant l'indépendance. Arraisonnement d'un avion marocain transportant le chef nationaliste Ben Bella.
- 1957** Les parachutistes mettent fin au terrorisme généralisé dans la "Bataille d'Alger". Grève générale décrétée par le FLN.
- 1958** Début de l'exploitation pétrolière au Sahara. Condamnation internationale du bombardement français d'un village tunisien, Sakhiet Sidi Youssef, base arrière du FLN. Manifestation du 13 mai à Alger qui conduit à l'arrivée du général de Gaulle au pouvoir à Paris. Création du Gouvernement provisoire de la république algérienne (GPRA) au Caire. Elections législatives françaises, collège unique en Algérie et victoire des intégrationnistes.
- 1959** Echec des négociations de De Gaulle avec le GPRA. Succès militaires français.

ALGÉRIE

Superficie : 2 376 000 km² Terres arables : 3 %

Population : 26 millions Prévision 2025 : 52 millions Densité : 11 h/km² Population urbaine : 52 % Population d'Alger : 3,2 millions (12 %)
Immigrés : 1,6 % Expatriés : 4 % Taux d'accroissement naturel : 2,8 % par an Nombre moyen d'enfants par femme : 4,9 Moins de 15 ans : 45 %

Espérance de vie : 66 ans Mortalité infantile : 61 ‰ Taux d'analphabétisme : Hommes : 31 % Femmes : 55 % Taux de scolarisation des 12 - 17 ans : 65 %
Nombre de médecins pour 1 000 habitants : 0,5 Accès à l'eau potable : 71 % des ménages Pour 100 mariages : Polygames : 1 Divorces : 14

Groupes ethniques : Arabes (79 %), Berbères (21 %). Langue officielle : Arabe Autres langues : Français, Kabyle
Religions : Sunnites (99 %), Autres musulmans (1 %).

PNB : 52 milliards de \$ PNB/habitant : 2 000 \$ PIB/h. ajusté au coût de la vie: 2 500 \$ Taux de croissance annuelle du PNB/hab: 1965 - 80 : 4,2 % 1980 - 90 : - 0,8 %

Population active : 24 %	Taux d'activité des femmes : 2 %	Répartition du PNB :	13 %	43 %	44 %
		Répartition de la population active :	26 %	30 %	44 %
			Agriculture	Industrie	Services

(en % du PNB) Dépenses publiques : 37 % du PNB dont : Education : 15 % Défense : 7 % Santé : 10 %

Exportations : 19 % PNB Taux de couverture : Export/Import : Tous produits : 1,28 Industriel : 0,08 Taux moyen d'inflation (1980-91) : 10 %
Dette extérieure : 33 milliards de \$ (64 % du PNB) Service de la dette : 25 % des exportations Tourisme : 4 millions de visiteurs
Principaux partenaires commerciaux : France, Italie, Etats-Unis, Allemagne, CEI, Espagne, Canada.
Principales productions : Pétrole, raffinage, gaz, liquéfaction du gaz, aciéries, agroalimentaire, industries mécaniques.
Principales exportations : Pétrole et gaz.

Chef d'Etat : Liamine Zéroual Depuis : 1994
Partis politiques : Front de libération nationale, Front islamique du salut, Mouvement démocratique algérien.

Membre de : ONU, Ligue arabe, UMA, OPEP, OPAEP, OUA.

1960 Semaine des barricades à Alger en faveur de la France. Réitération des "Tournées des popotes" de De Gaulle et des propositions de paix des braves. Premier essai nucléaire français dans le Sahara.

1961 Référendum en faveur de l'autodétermination en métropole et en Algérie. Putsch des généraux à Alger, hostiles à l'indépendance. Campagne terroriste de l'Organisation de l'armée secrète qui répond à celle du FLN. Ouvertures des pourparlers avec le GPRA.

1962 Soulèvement de l'OAS qui pratique la politique de la terre brûlée; le FLN applique "la valise ou le cercueil". Accords d'Evian approuvés par référendum en métropole. Référendum pour l'autodétermination en Algérie qui aboutit à l'indépendance. Rapatriement d'un million d'Européens, de Juifs et de Harkis en France.

1963 Ben Bella élu président. Affrontements avec le Maroc. Nationalisations des propriétés des colons.

1965 Coup d'Etat du colonel Houari Boumediene.

1968 Evacuation des derniers soldats français.

1975 Achèvement de la nationalisation de l'ensemble de l'économie.

1976 Attentats en France contre le FLN, perpétrés par des opposants algériens. Soutien au POLISARIO. Tensions avec le Maroc.

1979 Colonel Chadli Benjedid élu en remplacement du président Boumediene décédé.

1980 Emeutes et grèves sanglantes. Tremblement de terre à Tizi-Ouzou.

1981 Affrontements avec Berbères et premiers intégristes.

1982 Accord avec la France sur la vente de gaz au-dessus du prix mondial.

1988 Révolte étudiante.

1989 Multipartisme. Emeutes et grèves répétées.

1990 Mesures de libéralisation politique et de réislamisation. Grève générale lancée par le Front islamique du salut (FIS). Etat de siège. Victoire du FIS aux élections locales.

1991 Arrestation des principaux dirigeants du FIS. Etat de siège. Suspension du processus

électoral après la victoire du FIS au premier tour des législatives.

1992
Février

Création d'un Haut Comité d'Etat présidé par Mohamed Boudiaf, remplacé, après son assassinat, par Ali Kafi. Etat d'urgence.

Mars
Juillet

Dissolution du FIS.

Démission du chef de gouvernement, Sid Ahmed Ghazali, remplacé par Belaïd Abdesslam.

1993

Multiplication d'actes de terrorisme touchant intellectuels, journalistes, forces de l'ordre et hommes politiques.

Août

Limogeage d'Abdesslam, remplacé par Redha Malek.

Instabilité croissante. Enlèvement et assassinats d'étrangers, parmi lesquels de nombreux Français, attribués au FIS. Les Etats étrangers manifestent leur inquiétude et accordent leur soutien au pouvoir en place.

1994
Janvier

Nomination de Liamine Zéroual, ministre de la Défense, à la tête de l'Etat.



ARABIE SÉOUDITE

v. 300 Royaume de Kinda (centre et ouest de la péninsule) morcelé en principautés marchandes.

VII^e s. Apparition de l'Islam et conquêtes arabes.

VIII^e-XVII^e s. L'intérieur de la péninsule échappe au contrôle des dynasties musulmanes.

v. 1740 Apparition du Wahhabisme et conversion de la famille des Séoud.

1744 Création du premier Etat séoudite.

1801 Les Wahhabites pillent le sanctuaire chiite de Kerbala en Irak.

1806 Prise de La Mecque par les Séoud.

1811-18 Reconquête ottomane menée par Mehemet Ali, vice-roi d'Egypte.

1819 Elimination des pirates wahhabites du Golfe et de l'Océan indien par la marine britannique.

1824-87 Deuxième Etat séoudite.

1887 Prise de Ryad par la tribu rivale des Shammar.

1892 Les Séoud se réfugient à Koweït.

1902 Ibn Séoud reconquiert Ryad puis l'ensemble du Nedj.

1913 Prise de la province d'El Hassa aux Ottomans.

1916-18 Révolte arabe dirigée par les Hachémides de La Mecque contre les Ottomans avec le soutien des Britanniques mais sans la participation des Séoud.

ARABIE SÉOUDITE

Superficie : 2 150 000 km² Terres arables : 0,35 %

Population : 15,5 millions Prévision 2025 : 43 millions Densité : 7,2 h/km² Population urbaine : 77 % Population de Ryad : 2 millions (13 %)
Immigrés : 14 % Expatriés : < 0,5 % Taux d'accroissement naturel : 2,9 % par an Nombre moyen d'enfants par femme : 7,1 Moins de 15 ans : 45 %

Espérance de vie : 66 ans Mortalité infantile : 58 ‰ Taux d'analphabétisme : Hommes : 24 % Femmes : 52 % Taux de scolarisation des 12 - 17 ans : 54 %
Nombre de médecins pour 1 000 habitants : 1,4 Accès à l'eau potable : 94 % des ménages Pour 100 mariages : Polygames : 12 Divorces : *

Groupes ethniques : Arabes (97 %), Asiatiques (2 %), Européens (1 %) Langue officielle : Arabe
Religions : Sunnites (97 %), Chiïtes (3 %)

PNB : 105 milliards de \$ PNB/habitant : 6 500 \$ PIB/h. ajusté au coût de la vie: 4 000 \$ Taux de croissance annuelle du PNB/hab: 1965 - 80 : 0,6 % 1980 - 90 : - 5,9 %

Population active : 29 %	Taux d'activité des femmes : 4 %	Répartition du PNB :	3 %	56 %	41 %
		Répartition de la population active :	14 %	34 %	52 %
			Agriculture	Industrie	Services

(en % du PNB) Dépenses publiques : 50 % du PNB dont : Education : 11 % Défense : 23 % Santé : 4 %

Exportations : 46 % PNB Taux de couverture : Export/Import : Tous produits : 1,65 Industriel : * Taux moyen d'inflation (1980-91) : 14 %
Dette extérieure : 15 milliards de \$ (52 % du PNB) Service de la dette : * Visiteurs : 3 millions de pèlerins
Principaux partenaires commerciaux : Etats-Unis, Japon, France, Egypte, Royaume-Uni, Allemagne, Pays-Bas.
Principales productions : Pétrole, raffinage, blé.
Principales exportations : Pétrole brut, pétrole raffiné.

Régime : Monarchie islamique (Royaume séoudien)
Chef d'Etat : Roi Fahd Depuis : 1982
Aucun parti politique

Membre de : ONU, Ligue arabe, OPEP, OPAEP, Conseil de Coopération du golfe.

- 1919** L'armée des Ikhwans, au service des Séoud, défait les partisans des Hachémites.
- 1921** Les Séoud prennent l'Assir.
- 1924-26** Les Séouds prennent le Hedjaz aux Hachémites.
- 1929-30** Rébellion des Ikhwans matée par Ibn Séoud.
- 1932** Création de l'Arabie séoudite par réunion des royaumes du Nedj et du Hedjaz.
- 1934** Dernières conquêtes territoriales.
- 1938** Découverte du pétrole.
- 1945** Monopole pétrolier accordé aux Etats-Unis.
- 1952** L'armée britannique occupe l'oasis contestée de Bouryami et la partage entre Oman et Abou Dhabi.
- 1953** Mort d'Ibn Séoud, remplacé par son fils Séoud, qui sera contesté à partir de 1958.
- 1963** "Princes Libres", groupe de jeunes membres de la famille royale qui se déclarent républicains et se réfugient en Egypte. Ryad soutient les royalistes au Yémen contre les républicains appuyés par Le Caire. Le roi Séoud est déposé par son frère et Premier ministre Fayçal qui, plus au fait du monde moderne, rétablira la stabilité du pays.
- 1964** Participation active de l'Arabie séoudite à l'embargo pétrolier contre les "alliés" d'Israël.
- 1973** Prise de contrôle de la principale compagnie pétrolière du pays, l'ARAMCO. Début du boom séoudien.
- 1974** Assassinat du roi Fayçal remplacé par son frère Khaled.
- 1975** Attaque de la Grande mosquée de La Mecque par les disciples d'Oteiba qui se présente comme le Mahdi (messie).
- 1976** Mort du roi Khaled, remplacé par son frère, Fahd.
- 1977** Début de la récession due à la chute des cours du pétrole.
- 1978** Remplacement de cheik Yamani, ministre du Pétrole depuis 1962, par Hicham Nazer.
- 1979** Emeute réprimée de pèlerins chiites à La Mecque : 400 morts.
- 1980** Programme intensif d'achats d'armements.
- 1981** Série d'attentats islamistes.
- 1982** Panique à La Mecque : 1 400 morts.

1991

1992

1993

Juillet

Août

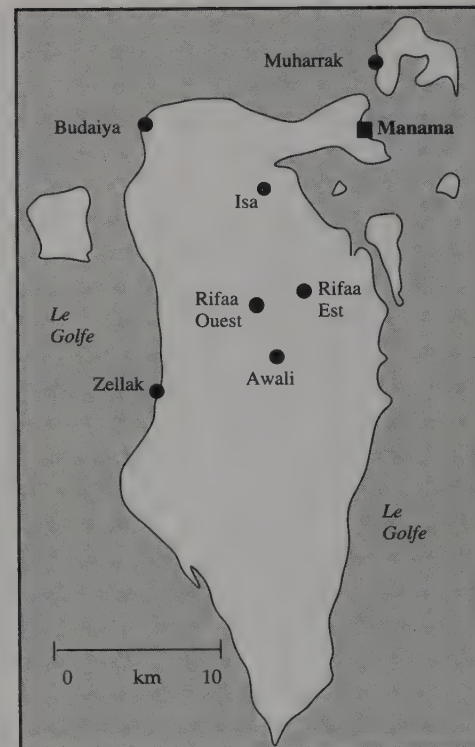
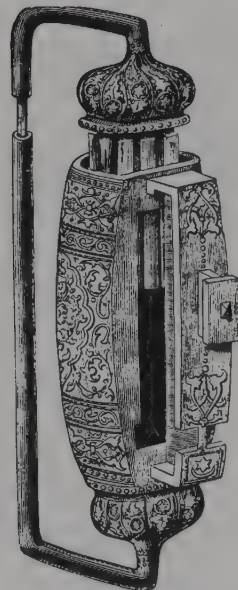
Déploiement des troupes de la coalition anti-irakienne sur le territoire séoudien. Manifestations de femmes en faveur de la conduite automobile.

Attaques de missiles irakiens. Contrecoup financier de la guerre du Golfe. Soutien au processus de paix israélo-arabe de Madrid. Création d'un conseil consultatif, le "Majlis al chouura".

Raidissement du régime face aux islamistes et tensions avec l'Iran et le Soudan accusés de les soutenir.

Réorganisation des institutions religieuses : création d'un ministère des Affaires islamiques et d'un poste de grand mufti ayant rang de ministre.

Mise en place du conseil consultatif, représentant les diverses provinces et qui pourra discuter de la politique de l'Etat, aussi bien au plan intérieur qu'extérieur.



BAHREIN

Dès le I^{er} millénaire av. J.-C. Important centre commercial.

1507-1622 Présence portugaise.

1783 La famille sunnite des Al Khalifa renverse la dynastie chiite régnante, et soustrait l'île à la domination perse.

1820 Début de la présence britannique, à l'appel de la dynastie régnante. Signature d'un traité de paix entre la Grande-Bretagne et les autorités de Bahrein.

BAHREIN

Superficie : 600 km² Terres arables : 3 %

Population : 0,5 million Prévision 2025 : 1,3 million Densité : 833 h/km² Population urbaine : 83 % Population de Manama : 0,2 million (40 %)
Immigrés : 35 % Expatriés : 3 % Taux d'accroissement naturel : 2,9 % par an Nombre moyen d'enfants par femme : 3,7 Moins de 15 ans : *

Espérance de vie : 72 ans Mortalité infantile : 12 ‰ Taux d'analphabétisme : Hommes : 18 % Femmes : 36 % Taux de scolarisation des 12 - 17 ans : 94 %
Nombre de médecins pour 1 000 habitants : 1,25 Accès à l'eau potable : 93 % des ménages Pour 100 mariages : Polygames : 5 Divorces : 27

Groupes ethniques : Arabes (60 %), Asiatiques (30 %), Iraniens (10 %). Langue officielle : Arabe Autres langues : Anglais, Farsi
Religions : Sunnites (40 %), Chiïtes (60 %).

PNB : 3,7 milliards de \$ PNB/habitant : 7 000 \$ PIB/h. ajusté au coût de la vie : 4 000 \$ Taux de croissance annuelle du PNB/hab: 1965 - 80 : * 1980 - 90 : -4,6 %

Population active : 27 %	Taux d'activité des femmes : 5 %	Répartition du PNB :	1 %	35 %	64 %
		Répartition de la population active :	2 %	34,4 %	63,6 %
			Agriculture	Industrie	Services

(en % du PNB) Dépenses publiques : 32 % du PNB dont : Education : 5 % Défense : 3 % Santé : *

Exportations : 95 % PNB Taux de couverture : Export/Import : Tous produits : 1,13 Industriel : * Taux moyen d'inflation (1980-91) : - 1 %
Dette extérieure : 2 milliards de \$ (39 % du PNB) Service de la dette : * Tourisme : 1,4 million de visiteurs
Principaux partenaires commerciaux : Arabie séoudite, Etats-Unis, Japon, Inde, Iran, Koweït, Royaume-Uni.
Principales productions : Gaz, aluminium, services financiers, raffinage.
Principales exportations : Pétrole raffiné, aluminium.

Régime : Monarchie (Emirat de Bahreïn)
Chef d'Etat : Cheikh Issa Ben Salman al Khalifa. Depuis : 1961
Aucun parti.

Membre de : ONU, Ligue arabe, OPAEP.

- 1880-92** Instauration du protectorat britannique.
- 1923** Les Britanniques prennent le contrôle direct des affaires de Bahrein.
- 1925** Découverte puis, à partir de 1932, début de l'exploitation du pétrole, qui prend le relais de l'exportation des perles, ruinée par la concurrence japonaise.
- 1951 et 1965** Grèves anticoloniales, accompagnées de violences.
- 1971 (août)** Bahrein, jugé trop perméable aux mouvements arabes "progressistes", est tenu à l'écart de la fédération des Emirats arabes unis en constitution. Proclamation de l'indépendance.
- Revendications iraniennes sur l'archipel.
- Enquête de l'ONU conduisant à la reconnaissance par l'Iran de l'indépendance de Bahrein.
- Les Etats-Unis remplacent les Britanniques sur les bases évacuées.
- 1973** Proclamation de la Constitution.
- 1975** Dissolution du Parlement.
- Création des premières banques off-shore.
- Début de la prospérité financière.
- 1980-1990** Epuisement des ressources pétrolières.
- 1981** Tentative de coup d'Etat pro-iranien déjouée.
- Signature d'un accord de défense avec l'Arabie séoudite. Membre fondateur du Conseil de coopération du Golfe.
- 1982** Bahrein bénéficie d'un transfert d'activités financières consécutif au krach koweïtien.
- 1984** Création de l'université du Golfe, confirmant le rôle de Manama comme centre culturel du Golfe.
- 1986** Début du ralentissement économique.
- 1991** Participation à la coalition anti-irakienne.
- Présence américaine massive.
- Pollution pétrolière consécutive à la guerre du Golfe.
- 1992** Début de reprise économique après le coup d'arrêt donné par la guerre du Golfe



CHYPRE

Fin du II^e millénaire av. J.-C. Colonisation grecque, puis occupations assyrienne et perse.

Vers 300 av. J.-C. Conquête égyptienne.

58 av. J.-C. Conquête romaine.

395 apr. J.-C. Partage de l'Empire romain. Chypre revient à l'Empire romain d'Orient.

647 Conquête arabe mais l'île est toujours disputée entre les empires byzantin et arabe.

1192 Conquête en 1191 par Richard Cœur de Lion, Chypre est cédée aux Templiers.

1489 Début de la domination vénitienne.

1571 Conquête ottomane et colonisation de l'île par les Turcs.

1878 Acquisition de Chypre par les Britanniques. Les populations grecques commencent à réclamer le rattachement de l'île à la Grèce (Enosis).

1914 Annexion de Chypre par la Grande-Bretagne.

1951 Mgr Makarios, archevêque orthodoxe de l'île, réclame le droit à l'autodétermination tandis que la population hellène réaffirme sa volonté de rattachement à la Grèce.

1955 Création de l'organisation terroriste EOKA par le colonel Grivas et début de la guérilla pour obtenir le rattachement à la Grèce. Le gouvernement britannique accepte le principe de négociations tripartites avec la Grèce et la Turquie.

1956 Exil de Mgr Makarios, qui soutient l'EOKA. Les Britanniques s'appuient sur les Turcs pour contrer les actions de l'organisation.

1957 Les négociations sont portées devant l'ONU.

1958 Heurts entre Grecs et Turcs de Chypre.

1959

19 février Traités de Londres et de Zurich : Chypre devient une république dont la Grande-Bretagne, la Grèce et la Turquie garantissent l'indépendance. Mgr Makarios devient président de la république. Les Britanniques gardent deux bases militaires.

1960

16 août Proclamation de l'indépendance et adoption d'une Constitution partageant les pouvoirs entre les deux communautés de l'île.

1963 Mgr Makarios propose de modifier la Constitution, les Turcs se retirent du gouvernement et constituent des enclaves sur le territoire de l'île.

1964 Intervention des forces de l'ONU mais les tensions entre les deux communautés ne cesseront de croître jusqu'en 1974.

1974 Coup d'Etat contre Mgr Makarios, qui fuit Chypre. Explosion des tensions intercommunautaires. Intervention de l'armée turque et extension des territoires tenus par les Turcs, tandis que la Grèce mobilise des troupes. En août, la Turquie accepte un cessez-le-feu. Partition de l'île, *de facto*, entre Grecs et Turcs et déplacements de populations.

1975 Création au nord de l'île d'un Etat turc autonome de Chypre dirigé par Rauf Denktas et reconnu par la seule Turquie. Début des négociations entre les deux communautés de l'île.

Immigration de colons turcs, encouragée par Ankara.

1977 Mort de Mgr Makarios (août). Spyros Kyprianou est élu président de la république.

1980 Début du décollage économique du sud de l'île.

CHYPRE

Superficie : 9 251 km2 (dont 37 % dans la partie turque de l'île) Terres arables : 56 %

Population : 0,7 million Prévision 2025 : 1 million Densité : 76 h/km2 Population urbaine : 53 % Population de Nicosie : 0,2 million (29 %)
Immigrés : 5 % Expatriés : * Taux d'accroissement naturel : 0,9 % par an Nombre moyen d'enfants par femme : 2,2 Moins de 15 ans : *

Espérance de vie : 76 ans Mortalité infantile : 10 ‰ Taux d'analphabétisme : Hommes : 4 % Femmes : 8 % Taux de scolarisation des 12 - 17 ans : 88 %
Nombre de médecins pour 1 000 habitants : 1,35 Accès à l'eau potable : 100 % des ménages Pour 100 mariages : Polygames : 0 Divorces : 6

Groupes ethniques : Grecs (80 %), Turcs (17 %) Langue officielle : Grec, Turc Autre langue : Anglais
Religions : Orthodoxes (77 %), Sunnites (16 %), Catholiques (4 %)

PNB : 6 milliards de \$ PNB/habitant : 8 700 \$ PIB/h. ajusté au coût de la vie: 11 000 \$ Taux de croissance annuelle du PNB/hab : 1965 - 80 : * 1980 - 90 : 4,6 %

Population active : 48 %	Taux d'activité des femmes : 36 %	Répartition du PNB :	7 %	30 %	63 %
		Répartition de la population active :	14 %	19 %	67 %
			Agriculture	Industrie	Services

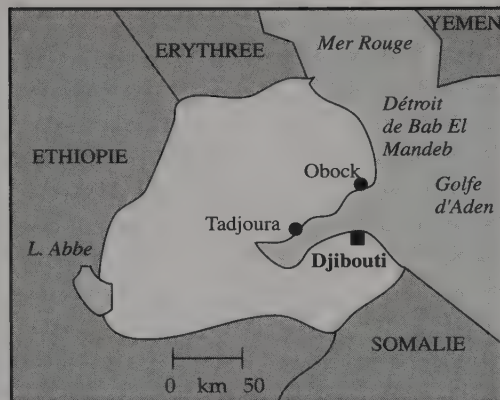
(en % du PNB) Dépenses publiques : * dont : Education : 3,6 % Défense : 1,4 % Santé : 2 %

Exportations : 17 % PNB Taux de couverture : Export/Import : 0,4 Tous produits : 1,65 Industriel : * Taux moyen d'inflation (1980-91) : 5 %
Dette extérieure : 2,5 milliards de \$ (50 % du PNB) Service de la dette : 10 % des exportations Tourisme : 1,5 million de visiteurs
Principaux partenaires commerciaux : Royaume-Uni, France, Japon, Italie, Allemagne, Grèce, Egypte.
Principales productions : Agriculture, mouton, chaussures, vêtements, fer, services financiers.
Principales exportations : Agroalimentaire, services de réexportation, vêtements, chaussures.

Régime : Démocratique (Semi-présidentiel)
Chef d'Etat : Glafcos Cléridès Depuis : 1993 Parti au pouvoir : Rassemblement démocratique (conservateur)
Autres partis politiques : Parti démocrate, Parti socialiste, Parti communiste.
Formations turques : Républicains, Parti démocratique du peuple, Parti de la libération communale.

Membre de : Conseil de l'Europe, CSCE.

- 1983** Proclamation d'une république autonome turque dans le nord de l'île.
- 1985** Echec des négociations entre Chypriotes turcs et grecs.
- 1988** Election de Giorgios Vassiliou à la présidence de la république. Rencontre entre Vassiliou et le Premier ministre turc, Turgut Ozal, à Tokyo. Reprise des négociations ajournées peu après.
- 1990** Rencontre des représentants des deux communautés à New York.
- 1991** Elections dans le sud de l'île. Chambre divisée.
- 1992** Plan de l'ONU prévoyant un Etat fédéral bizonal et bicommunautaire. Election de Glafcos Cléridès à la présidence de la République.
- 1993** Divisions des Chypriotes grecs sur le plan de l'ONU. Reprise des négociations.
- Février** Election de Glafcos Cléridès à la présidence de la République.
- Controverses sur le caractère obligatoire ou volontaire du financement des forces de l'ONU à l'occasion du renouvellement de leur mandat.



DJIBOUTI

- 1862** Achat par la France de la rade d'Obock.
- 1886** Création de la Côte française des Somalis, regroupant les territoires des Afars et des Issas.
- 1888** Accords de partage anglo-français sur la Côte des Somalis. Création de Djibouti.
- 1917** Inauguration du chemin de fer Djibouti-Addis-Abeba.
- 1942** Ralliement à la France libre.
- 1958** Référendum sur le statut de Territoire d'outre-mer.
- 1967** Référendum sur la transformation en Territoire français des Afars et des Issas.
- 1972** Création de la Ligue populaire africaine pour l'indépendance.
- 1975** Affrontements entre Afars et Issas.
- 1977** Référendum en faveur de l'indépendance. Hassan Gouled président.
- 1981** Rassemblement populaire pour le progrès, parti unique.
- 1987-91** Attentats contre des militaires français.
- 1991** Rébellion afare.
- 1992** La guérilla afare contrôle les deux tiers du territoire. La France refuse d'intervenir mais entreprend une médiation en poussant le régime à se démocratiser.

1993
Janvier

Déroute de la rébellion afare : les offensives de l'armée djiboutienne permettent aux autorités de regagner le contrôle de toute la façade maritime de la côte nord, puis, en juillet, l'ensemble des positions occupées par la rébellion afare.

Mai

Réélection, contestée par l'opposition, de Hassan Gouled à la présidence dès le premier tour de scrutin avec 50 % des suffrages.



DJIBOUTI

Superficie : 23 000 km² Terres arables : 0,1 %

Population : 0,5 million Prévision 2025 : 1,4 million Densité : 22 h/km² Population urbaine : 81 % Population de Djibouti : 0,4 million (80 %)
Immigrés : 15 % Expatriés : 5 % Taux d'accroissement naturel : 2,9 % par an Nombre moyen d'enfants par femme : 6,5 Moins de 15 ans : 40 %

Espérance de vie : 49 ans Mortalité infantile : 112 ‰ Taux d'analphabétisme : Hommes : 80 % Femmes : 95 % Taux de scolarisation des 12 - 17 ans : 63 %
Nombre de médecins pour 1 000 habitants : 0,2 Accès à l'eau potable : 47 % des ménages Pour 100 mariages : Polygames : * Divorces : 30

Groupes ethniques : Afars (37 %), Somalis (50 %), Arabes (7 %), Européens (6 %). Langues officielles : Arabe et Français Autres langues : Afar, Somali
Religions : Sunnites (94 %), Chrétiens (6 %).

PNB : 0,5 milliard de \$ PNB/habitant : 1 000 \$ PIB/h. ajusté au coût de la vie : 700 \$ Taux de croissance annuelle du PNB/hab : 1965 - 80 : * 1980 - 90 : *

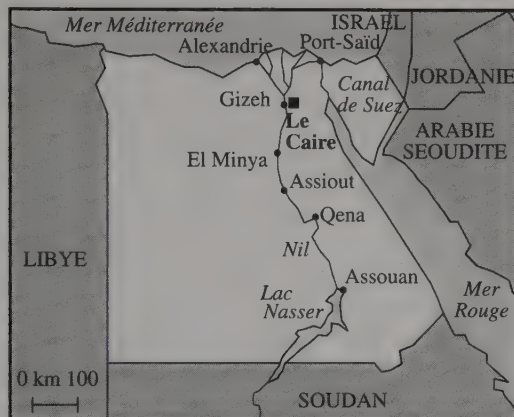
Population active : *	Taux d'activité des femmes : *	Répartition du PNB :	5 %	19 %	76 %
		Répartition de la population active :	25 %	15 %	60 %
			Agriculture	Industrie	Services

(en % du PNB) Dépenses publiques : 35 % du PNB dont : Education : 4 % Défense : 7 % Santé : 2 %

Exportations : 5 % PNB Taux de couverture : Export/Import : Tous produits : 0,10 Industriel : * Taux moyen d'inflation (1980-91) : 6 %
Dette extérieure : 0,2 milliard de \$ (40 % du PNB) Service de la dette : 12 % des exportations Tourisme : *
Principaux partenaires commerciaux : France, Somalie, Yémen, Italie, Ethiopie, Japon, Pays-Bas.
Principales productions : Service de transit, élevage.
Principales exportations : Animaux vivants.

Régime : Présidentiel (République de Djibouti)
Chef d'Etat : Hassan Gouled Depuis : 1977 Parti au pouvoir : Rassemblement populaire pour le Progrès.
Autres partis politiques : Aucun

Membre de : ONU, Ligue arabe, OUA.



ÉGYPTE

3300-2778 av. J.-C. Première dynastie de pharaons (thinites).

2778-2263 Ancien Empire (memphite).

2263-2065 Période de féodalité.

2065-1785 Moyen Empire (thében)

1785-1580 Occupation hyksos.

1580-1085 Nouvel Empire.

XIV^e s. Conquêtes de la Nubie et de la Syrie.

1298 Traité de paix avec les Hittites.

1230 Départ des Hébreux.

1192 Invasion des Peuples de la mer.

1085-663 Nord soumis au pharaon, Sud dirigé par le grand prêtre d'Amon à Thèbes.

671 Conquête assyrienne.

660 Assyriens chassés.

525-404 Domination perse.

341 Nouvelle souveraineté perse.

332 Conquête d'Alexandrie.

331 Fondation d'Alexandrie.

323-30 Dynastie des Lagides, descendants de Ptolémée.

30 Mort de Cléopâtre. Conquête romaine.

70 ap. J.-C. Fondation de l'Eglise chrétienne d'Egypte.

395 Partage de l'Empire romain. L'Egypte fait partie de l'Empire d'Orient.

451 Séparation des Coptes de l'église byzantine.
538 Egypte administrée directement depuis Constantinople.

639 Conquête arabe. Fondation du Caire.

879-905 Egypte indépendante sous les Tulinides. Arabisation et islamisation.

969-1171 Fatimides. Imposition du chiisme.

970 Fondation de la mosquée et de l'université d'Al Azar.

1171-1250 Dynastie ayoubbide fondée par Saladin. Restauration du sunnisme.

1250-1517 Mamelouks.

1517 Début de la suzeraineté ottomane.

1798-1801 Expédition de Bonaparte.

1805-1848 Mehemet Ali, vice-roi d'Egypte. Modernisation.

1811-18 Campagne militaire victorieuse contre les Wahhabites en Arabie.

1820 Conquête du Soudan.

1832 Conquête de la Syrie.

1841 Crise d'Orient. Indépendance de fait de l'Egypte mais restitution de la Syrie aux Ottomans.

1869 Inauguration du canal de Suez.

A partir de 1875 Prise de contrôle financier et économique par la Grande-Bretagne et la France.

1882 Révolte d'Arabi Pacha. Occupation britannique.

1899 Lancement du Nahdha, renaissance culturelle arabe. Construction du premier barrage d'Assouan.

1914 Le khédive Abbas II qui résistait à la mainmise de Londres est déposé. Protectorat britannique.

1920 Fondation de la confrérie des Frères musulmans.

1921 Révolte nationaliste menée par le Wafd.

1922 Indépendance avec Fouad I^{er} comme roi. La Grande-Bretagne conserve la direction de la Défense et des Affaires étrangères.

1924 Constitution et premières élections législatives. Victoire du parti Wafd.

1936 Mort du roi Fouad remplacé par son fils Farouk qui s'opposera au Wafd.

1937 Admission de l'Egypte à la SDN.

1942 Londres impose à Farouk, jugé trop proche

de l'Axe, Nahas Pacha, dirigeant du Wafd, comme Premier ministre.

1945 Début du terrorisme des Frères musulmans et de l'agitation contre la présence britannique.

1949 Défaite contre Israël.

1952 Coup d'Etat dirigé par Nasser. Le roi Farouk est remplacé par Fouad II. Général Néguib au pouvoir.

1953 Proclamation de la république. Néguib président.

1954 Néguib destitué par Nasser, rappelé sous la pression populaire, destitué à nouveau.

1956 Refus occidental de financer le haut barrage d'Assouan. Nationalisation du canal de Suez. Fermeture du Golfe d'Akaba. Attaque israélienne. Intervention franco-britannique. Ultimatum américano-soviétique. Cessez-le-feu sous contrôle de l'ONU.

1958 Création de la République arabe unie (RAU) avec la Syrie puis le Yémen du Nord. Plébiscite.

1959 Début de la construction du haut barrage d'Assouan avec des crédits soviétiques.

1960 Début des programmes de nationalisations.

1961 Eclatement de la RAU. Réforme agraire.

1962-67 Intervention dans la guerre civile au Yémen du Nord.

1967 Guerre des Six Jours avec Israël. Perte du Sinaï. Canal de Suez inutilisable.

1967-70 Accrochages répétés avec l'armée israélienne.

1970 Mort de Nasser. Sadate président. Tentative d'union avec la Libye et le Soudan.

1971 Achèvement du haut barrage d'Assouan. Tentatives d'assassinat de Sadate qui élimine ses rivaux.

1972 Agitation estudiantine. Expulsion des conseillers militaires soviétiques.

1973 Guerre d'octobre contre Israël. Début de "l'Infitah", ouverture aux capitaux étrangers.

1974 Début du rapprochement avec les Etats-Unis.

1975 Révolte ouvrière. Réouverture du canal de Suez.

1976 Plan d'austérité.

ÉGYPTE

Superficie : 1 002 000 km² Terres arables : 6,5 %

Population : 55 millions Prévision 2025 : 90 millions Densité : 55 h/km² Population urbaine : 47 % Population du Caire : 13 millions (24 %)
Immigrés : 0,5 % Expatriés : 6 % Taux d'accroissement naturel : 2,9 % par an Nombre moyen d'enfants par femme : 4 Moins de 15 ans : 40 %

Espérance de vie : 63 ans Mortalité infantile : 57 ‰ Taux d'analphabétisme : Hommes : 38 % Femmes : 66 % Taux de scolarisation des 12 - 17 ans : 63 %
Nombre de médecins pour 1 000 habitants : 0,2 Accès à l'eau potable : 73 % des ménages Pour 100 mariages : Polygames : 3 Divorces : 21

Groupes ethniques : Arabes (99 %), Nubiens (1 %), Langue officielle : Arabe Autres langues : Anglais, Français
Religions : Sunnites (91 %), Coptes (7 %), Autres Chrétiens (2 %)

PNB : 33 milliards de \$ PNB/habitant : 600 \$ PIB/h. ajusté au coût de la vie : 1300 \$ Taux de croissance annuelle du PNB/hab : 1965 - 80 : 2,8 % 1980 - 90 : *

Population active : 28 %	Taux d'activité des femmes : 6 %	Répartition du PNB :	17 %	29 %	54 %
		Répartition de la population active :	36 %	21 %	43 %
			Agriculture	Industrie	Services

(en % du PNB) Dépenses publiques : 40 % du PNB dont : Education : 7 % Défense : 5 % Santé : 1 %

Exportations : 15 % PNB Taux de couverture : Export/Import : Tous produits : 0,31 Industriel : * Taux moyen d'inflation (1980-91) : 14 %
Dette extérieure : 40 milliards de \$ (126 % du PNB) Service de la dette : 12 % des exportations Tourisme : 2,5 millions de visiteurs
Principaux partenaires commerciaux : Etats-Unis, Japon, CEI, France, Italie, Pays-Bas, Allemagne.
Principales productions : Textiles, agroalimentaire, métallurgie, pétrole, céréales.
Principales exportations : Pétrole, coton.

Régime : Démocratique, semi - présidentiel (République arabe d'Egypte)
Chef d'Etat : Hosni Moubarak Depuis : 1981 Parti au pouvoir : Parti National Démocratique
Autres partis politiques : Néo-Wafd, Parti socialiste du travail, Rassemblement progressiste unioniste.
Formations interdites : Parti communiste, Al Jihad.

Membre de : ONU, Ligue arabe, OUA, OPAEP.

- 1977** Emeutes contre la vie chère. Conflit avec la Libye. Sadate à Jérusalem.
- 1978** Plébiscite. Accords de Camp David avec Israël.
- 1979** Traité de paix avec Israël plébiscité. Exclusion de la Ligue arabe.
- 1980-89** Récupération du Sinaï, site de la production pétrolière.
- 1980** Charia source principale du droit.
- 1981** Affrontements entre Coptes et Musulmans. Plébiscite. Sadate assassiné remplacé par Hosni Moubarak. Début de l'agitation islamiste.
- 1986** Mutinerie. Complots contre Moubarak.
- 1987** Début de la démocratisation du régime.
- 1988** Attribution du prix Nobel de littérature à Naguib Mahfouz.
- 1989** Réintégration de la Ligue arabe.
- 1990** Multiplication des attentats. Envoi de troupes dans le Golfe au côté des Alliés. Boycott des élections législatives par l'opposition. Instauration de l'état d'urgence. Début de la crise du tourisme.
- 1991** Annulation de 30% de la dette égyptienne. Nouveau plan d'ajustement structurel. Affrontements entre islamistes et Coptes.
- 1992** Séisme au Caire. Stagnation des programmes de privatisations. Augmentation du chômage. Nomination de l'ancien ministre des Affaires étrangères, Boutros Boutros-Ghali, au poste de secrétaire général de l'ONU.
- 1993** Vague d'attentats attribués aux extrémistes islamistes et sévèrement réprimés par les autorités : condamnations à mort et exécutions se multiplient. Détérioration des relations avec le Soudan, accusé par l'Egypte d'apporter son soutien aux organisations terroristes islamistes.
- Juillet** L'Egypte demande aux Etats-Unis l'extradition de Cheikh Omar, inspirateur des militants islamistes et notamment de la Jamaa Islamiya que le régime combat.



ÉMIRATS ARABES UNIS

Jusqu'au XVIe s. Domination d'Oman.

XVIIe s. Etablissement de comptoirs portugais.

XVIIIe s. Etablissement de la suprématie des tribus Bani Yas et Qawassim.

1819 Les Britanniques rasant Ras el Khaymah, la capitale des Qawassim.

1835 La marine britannique établit une trêve avec les cheiks de la côte pratiquant la piraterie.

1853 Traité de paix avec les cheiks. La "Côte des pirates" devient les "Trucial states".

1892 Officialisation de la tutelle britannique.

1922 Exclusivité des concessions pétrolières à la Grande-Bretagne.

1930 Crise de l'industrie des perles, concurrencée par le Japon.

1939 Guerre entre Doubaï et Charjah.

1945 - 48 Guerre entre Doubaï et Abou Dhabi.

1962 Début des exportations de pétrole d'Abou Dhabi.

1966 A Abou Dhabi le cheikh Chakhbout est déposé par son frère Zayed plus moderne.

1968 Officialisation de la décision britannique de se retirer de la région.

Projets de fédération dirigée par Bahrein.

1969 Début des exportations de pétrole de Doubaï.

1971

Création de la Fédération des Emirats arabes sans Bahrein, Qatar ni Ras al-Khaimah.

Abou Dhabi capitale provisoire. Emir d'Abou Dhabi chef de l'Etat.

L'Iran occupe les îlots de Grande Tomb, Petite Tomb et Abou Moussa.

1972

Ras al-Khaimah rejoint la fédération.

1974

Début du boom pétrolier.

Résolution du problème de l'oasis contesté de Bouryami avec l'Arabie séoudite.

Unification des forces armées.

1976

Appel du parlement, dont les membres sont nommés par les émirats, à une atténuation des rivalités entre les sept Emirats. Emir de Doubaï Premier ministre.

1979

Les Emirats refusent la proposition irakienne de reconquérir les îlots occupés par l'Iran.

1979 - 81

Menaces de guerre entre Doubaï et Charjah. Consécration de la suprématie d'Abou Dhabi.

1981

EAU membre fondateur du Conseil de coopération du Golfe.

1983

Adoption de positions fermes à l'OPEP.

1985

Accord sur les frontières internes de la fédération.

1987

Coup d'Etat à Charjah où l'émir déposé par son frère est rétabli par les autres Emirats.

1991

Scandale financier de la BCCI à Londres dont l'Emir d'Abou Dhabi, Cheikh Zayed, était le principal actionnaire.

1992

Reprise du contentieux entre les Emirats et l'Iran au sujet de l'île d'Abou Moussa que l'Iran occupe toujours depuis 1971. Le litige porte principalement sur le partage de l'île entre l'émirat de Charjah et l'Iran. L'Arabie séoudite, Bahrein et Oman soutiennent Charjah.

ÉMIRATS ARABES UNIS

Superficie : 77 000 km² Terres arables : 3 %

Population : 1,6 million Prévision 2025 : 6 millions Densité : 2 h/km² Population urbaine : 78 % Population d'Abou Dhabi : 0,6 million (37 %)
Immigrés : 57 % Expatriés : 0,5 % Taux d'accroissement naturel : 2,2 % par an Nombre moyen d'enfants par femme : 4,3

Espérance de vie : 71 ans Mortalité infantile : 22 ‰ Taux d'analphabétisme : Hommes : 24 % Femmes : 56 % Taux de scolarisation des 12 - 17 ans : 64 %
Nombre de médecins pour 1 000 habitants : 1 Accès à l'eau potable : * Pour 100 mariages : Polygames : 6 Divorces : *

Groupes ethniques : Arabes (80 %), Asiatiques (20 %). Langue officielle : Arabe Autre langue : Anglais
Religions : Sunnites (87 %), Chiïtes (13 %).

PNB : 33 milliards de \$ PNB/habitant : 20 000 \$ PIB/h. ajusté au coût de la vie : 7 000 \$ Taux de croissance annuelle du PNB/hab : 1965 - 80 : 0,6% 1980 - 90 : - 8,2%

Population active : 50 % Taux d'activité des femmes : 7 %	Répartition du PNB :	2 %	63 %	35 %
	Répartition de la population active :	5 %	38 %	57 %
		Agriculture	Industrie	Services

(en % du PNB) Dépenses publiques : 35 % du PNB dont : Education : 2 % Défense : 9 % Santé : 1 %

Exportations : 64 % PNB Taux de couverture : Export/Import : Tous produits : 1,66 Taux moyen d'inflation (1980-91) : 1 %
Dette extérieure : 11 milliards de \$ (33 % du PNB) Service de la dette : *
Principaux partenaires commerciaux : Japon, Arabie séoudite, Etats-Unis, Grande-Bretagne, Bahrein, Qatar, Oman.
Principales productions : Pétrole, gaz, pétrochimie, agroalimentaire.
Principales exportations : Pétrole et gaz.

Régime : Fédération de sept émirats

Chef d'Etat : Cheik Ayed Ibn Sultan Al Niyahhan (émir d'Abou Dhabi)

Depuis : 1971

Pas de partis politiques.

Emirats membres de la fédération : Abou Dhabi (86 % du territoire, 42 % de la population, 60 % de la richesse); Doubai (5 % du territoire, 26 % de la population, 25 % de la richesse); Chardja (4 % du territoire, 16 % de la population, 12 % de la richesse), Fujairah, Ajman, Umm al-Kaiwain et Ras al-Khaimah.

Membre de : ONU, Ligue arabe, OPEP, OPAEP, Conseil de coopération du Golfe.



ÉTHIOPIE - ÉRYTHRÉE

Xe s. av. J.-C. L'Éthiopie est intégrée au royaume de Saba situé dans l'actuel Yémen. Conversion au judaïsme.

VIIe s. Domination sur l'Égypte.

Ier-Xe s. ap. J.-C. Royaume d'Aksoum, qui connaît son apogée au IVe siècle. Extension jusqu'en Arabie.

IVe s. Conversion du royaume d'Aksoum au christianisme sous le roi Ezana.

VIIIe s. Début du déclin du royaume aksoumite, sous la pression des Arabes. Les Aksoumites sont progressivement chassés du sud de l'Arabie.

XIIe s. Les Arabes chassent les Ethiopiens d'Arabie.

1270 Fondation de la dynastie des Salomonides.

Fin du XIIIe s. Trois royaumes se partagent le pays : Choa sur les côtes, Soba au nord et Abyssinie sur les hauts-plateaux.

1445 Le roi Zara Yacoub bat le sultan d'Ifat et met fin aux luttes entre populations christianisées établies au nord du pays et populations islamisées du sud.

1541 Débarquement d'une armée portugaise à Massawa afin de contrer la présence et l'influence des Arabes (installés dans une partie du pays depuis le début du XVIe siècle) sur le chemin de la mer Rouge.

1559 Le sultan du Harar parvient à battre les armées du Négus.

Fin du XVIe s. Invasion des régions du sud par des populations venues de Somalie du Sud et du Kenya.

Début XVIIe Rapprochement entre l'Eglise catholique d'Éthiopie et Rome.

1632 Expulsion des jésuites d'Éthiopie.

1855-67 Le négus Théodoros II soumet les féodaux des régions du Choa, du Tigré, les Amhara et les populations Gallas. Mais un incident avec des Anglais amène l'armée britannique à intervenir en 1867. L'empereur est battu et se suicide.

1882 Occupation italienne de l'Erythrée.

1868-89 Johanès IV roi de Tigré et négus. Durant son règne, il aura à lutter contre l'encerclement que cherchent à mettre en place les puissances coloniales (France, Grande-Bretagne, Italie).

1889 Ménélik II couronné négus restaure la dynastie des Salomonides.

1896 Les Italiens sont défaits à Adoua. Reconquête de diverses provinces par Ménélik II. Prise définitive du Harar et abolition du sultanat.

1897 Ménélik annexe l'Ogaden après la conclusion d'un traité avec la Grande-Bretagne et l'Italie.

1916 Destitution du négus Lidj Yassou en raison de ses sympathies proturques pendant le premier conflit mondial.

1930 Couronnement du petit-neveu de Ménélik II, le ras Tafari Makonnen comme empereur sous le nom de Haïlé Sélassié.

1935 Les armées italiennes envahissent le pays en prenant comme prétexte des incidents entre des Ethiopiens et des Italiens de Somalie.

Haïlé Sélassié s'exile en Grande-Bretagne d'où il essaie de sensibiliser l'opinion publique au sort de l'Éthiopie.

1936 Les armées italiennes prennent Addis-Abeba. Victor Emmanuel III est couronné empereur d'Éthiopie.

1941 Les Britanniques battent les Italiens et remettent Haïlé Sélassié sur son trône.

1942-47 La Grande-Bretagne administre l'Ogaden.

1942-52 La Grande-Bretagne administre l'Erythrée.

1952 Fédération proposée par l'ONU, entre l'Erythrée et l'Éthiopie.

1962 L'empereur rattache l'Erythrée au royaume. Début de la guérilla menée par le Front de libération de l'Erythrée, puis Front populaire de libération de l'Erythrée (FPLE).

1970 Instauration de l'état d'urgence en Erythrée.

1973-74 Grande sécheresse. Plusieurs centaines de milliers de morts.

1974 Troubles dans l'armée et arrestation de plusieurs personnalités du régime. Passage du FLE à des opérations de guerre.

Juillet L'armée dépose l'empereur et le remplace par un souverain constitutionnel, le prince Asfa Wossen. Etablissement du programme socialiste Ethiopia Tekdem (Éthiopie d'abord).

1975 Des milliers de réfugiés fuient les zones de combat, aux alentours d'Asmara.

Mars Abolition de la monarchie. Mise en œuvre de réformes agraires.

Août Mort de Haïlé Sélassié en prison, à 83 ans.

Juillet L'Éthiopie renonce à ses prétentions sur Djibouti.

Décembre Instauration de l'état d'urgence.

1976 Instauration d'une démocratie populaire. Multiples luttes intestines entre dirigeants pour le contrôle du pouvoir.

1977 Guerre de l'Ogaden avec la Somalie. Affrontement entre militaires. Mengistu Haïlé Mariam, chef de l'État, créé un Front progressiste.

1978 Reprise de l'Ogaden par les forces éthiopiennes, soutenues par les Cubains et les Soviétiques. Mais la guérilla persiste dans la région.

ÉTHIOPIE

Superficie : 1 221 000 km2 Terres arables : 55 %

Population : 53 millions Prévision 2025 : 156 millions Nombre moyen d'enfants par femme : 6,8
 Densité : 44 h/km2 Population urbaine : 13 % Population d'Adis-Abeba : 2 millions (4 %)
 Immigrés : 1 % (Soudanais) Emigrés : 1 %
 Population active : 43 %

Espérance de vie : 47 ans Mortalité infantile : 122 ‰ Nombre de médecins pour 1 000 habitants : 0,01
 Taux d'analphabétisme : Hommes : 35 % Femmes : 50 % Taux de scolarisation des 12 - 17 ans : 26 %
 Accès à l'eau potable : 15 % des ménages

Groupes ethniques : Ahmaras (30 %), Oromos (26 %), Tigréens (14 %), Kaffa et Wolayto (10 %), populations nilotiques (10 %), Somalis (5 %), Arabes (5 %).
 Langue officielle : Amhara
 Religions : Chrétiens (40 %), Musulmans (40 %), Animistes (20 %).

PNB : 6 milliards de \$ PNB/h. : 120 \$ PIB/h. ajusté au coût de la vie : 350 \$
 Taux annuel de croissance du PNB/h. (1980 - 90) : -1,6 % Taux moyen d'inflation (1980-91) : 4 %
 Répartition du PNB : Agriculture : 45 % Industrie : 17 % Services : 38 %

Dépenses publiques : 35 % dont, en % du PNB : Education : 4 % Défense : 9 % Santé : 2 %

Exportations : 46 % PNB Taux de couverture : Export/Import : 29 % Tourisme : 0,1 million de visiteurs
 Dette extérieure : 3 milliards de \$ Service de la dette : 36 % des exportations
 Principaux partenaires commerciaux : Etats-Unis, CEI, Allemagne, Grande-Bretagne, Italie, Japon.
 Principales productions : Agriculture, élevage, potasse.
 Principale exportation : Café.

Régime : République révolutionnaire
 Chef d'Etat : Méles Zenawi (depuis 1991)
 Parti au pouvoir : Front Démocratique Révolutionnaires des Peuples d'Ethiopie
 Partis d'opposition : Front Populaire de Libération, Parti des Travailleurs.

Membre de : ONU, OUA, Conv. Lomé.

ÉRYTHRÉE

Superficie : 94 000 km2 Terres arables : *

Population : 3 millions Prévision 2025 : 8 millions
 Densité : 33 h/km2 Population urbaine : 15 %
 Population d'Asmara : 0,25 million
 Réfugiés : 8 % (Soudan)
 Population active : *
 Espérance de vie : * Mortalité infantile : *
 Taux d'analphabétisme : *

Groupes ethniques : Afars, Barias, Kumanas, Tigréens.
 Langues : Tigréen, Arabe.
 Religions : Coptes (50 %), Sunnites (50 %).

PNB : 0,4 milliards de \$ PNB/h. : 120 \$
 Croissance du PNB/h. (1980 - 90) : *
 Dette extérieure : *
 Exportations : *

Principales exportations : Bétail, sel.
 Principaux partenaires commerciaux : Ethiopie, Israël, Etats-Unis.
 Tourisme : peu développé

Régime : Présidentiel.
 Chef d'Etat : Issayas Afeworki
 Parti au pouvoir : Front populaire de libération de l'Erythrée.
 Partis d'opposition : Front érythréen du Jihad islamique, Front de libération de l'Erythrée (maj. musulmane)

Membre de : ONU, OUA.

1979	Massacre de milliers de Juifs falachas. Collectivisation des terres.
1982	Offensive gouvernementale en Erythrée contre la rébellion.
1984	Nouvelle famine. Environ 300 000 morts. Transfert de 15 000 Falachas en Israël.
1985	Mise en œuvre du déplacement des populations et de leur regroupement dans de grands villages.
1988	
Avril	Accord de paix avec la Somalie qui renonce à l'Ogaden. Revers de l'armée éthiopienne en Erythrée.
1989	A la suite d'un coup d'Etat manqué, épuration dans l'armée. Suite de succès des rebelles érythréens. Ouverture de négociations entre gouvernement et rebelles à Atlanta puis à Nairobi. Reprise des relations diplomatiques avec Israël.
1990	
Mars	Annnonce de la libéralisation de l'économie par le président Mengistu. Nouveaux reculs de l'armée gouvernementale devant les rebelles tigréens et érythréens, qui prennent Massaua et Baher Dar.
1991	
Mai	Chute de Mengistu, qui part pour le Zimbabwe. Les rebelles entrent à Addis-Abeba. Méles Zenawi Président de la république jusqu'aux élections prévues en 1993. Les différentes factions rebelles se déchirent sur les problèmes de dévolution du pouvoir.
Juin	L'Erythrée prépare son indépendance qui devrait devenir effective après le référendum prévu pour avril 1993 : un gouvernement provisoire est mis en place.
1992	Normalisation des relations avec l'Occident et en particulier avec les Etats-Unis. Orientation libérale de l'économie. Obtention de crédits occidentaux. Tribalisation de la société. Accroissement de l'insécurité.
1993	
Avril	A la suite de critiques acerbes contre le régime de transition, cinq partis représentant des populations du sud sont expulsés du Parlement.
Mai	Indépendance de l'Erythrée.



- V. 3300 av J.-C.** Les Sumériens, qui ont développé leur civilisation dans le sud de la Mésopotamie, inventent l'écriture.
- 3100-2470** Cités-Etats d'Ur, d'Uruk et d'Eridou.
- 2334-2279** L'Empire d'Akkad s'étend sous le roi Sargon à toute la Mésopotamie et jusqu'à la Méditerranée.
- 2150-2035** Reconstitution du pouvoir sumérien autour de la cité d'Ur.
- 2000-1800** Quatre Etats se partagent la région : akkadien, sumérien, élamite et amorite.
- 1894** Fondation de la première dynastie babylonienne.
- 1792-1750** Règne d'Hammourabi à Babylone. Edition du code qui porte son nom. Victoire sur les Amorites.
- XVIe s.** Etablissement de l'Empire mitannien au nord de la Mésopotamie.
- 1595** Installation d'une dynastie hittite à Babylone.

- XIVe s.** L'Empire assyrien remplace progressivement le pouvoir mitannien.
- 1171** Installation d'une dynastie élamite à Babylone.
- 721-705** Règne du roi assyrien Sargon.
- 689** Destruction de Babylone par les Assyriens.
- 612** La dynastie chaldéenne rebâtit Babylone et, avec l'aide des Mèdes, met un terme au pouvoir assyrien.
- 557** Cyrus le Grand de Perse envahit la Mésopotamie.
- 331** Conquête d'Alexandre le Grand.
- 321** Fondation de la dynastie séleucide.
- 113-117** Conquête romaine de la Mésopotamie.
- 117** Accord de Rome avec les Parthes : le "limes" est fixé sur l'Euphrate.
- 230 ap. J.-C.** Conquête des Perses sassanides qui organisent la région en marche militaire face au pouvoir de Rome.
- 638** Prise de la Mésopotamie par les Arabes.
- 661** Fondation de la dynastie omméyade qui règne depuis Damas.
- 747** Fondation de la dynastie abbasside.
- 749** Révolte des Kharéjites.
- 762** Fondation de Bagdad où s'installent les Abbassides.
- 786** Califat de Haroun El Rachid.
- 800** Début de la perte de contrôle des provinces périphériques par le califat.
- IXe s.** Apogée du rayonnement culturel de Bagdad.
- Xe s.** Multiplication des révoltes politico-religieuses. Eclatement de la région en principautés concurrentes. Pouvoir nominal du calife.
- 945** Début du règne de la dynastie iranienne des Bouïdes.
- 1065** Le calife passe sous la tutelle des Seldjoukides.
- 1219** Premier raid de Gengis Khan sur l'Empire musulman.
- 1258** Les Mongols ravagent Bagdad. Extinction de la dynastie abbasside.
- 1400** Tamerlan ravage l'Irak et la Syrie.
- 1533** Incorporation de la Mésopotamie à l'Empire ottoman.
- 1638** Autonomie de la région sous suzeraineté turque.

IRAK

Superficie : 438 000 km² Terres arables : 22 %

Population : 19 millions Prévision 2025 : 48 millions Densité : 45 h/km² Population urbaine : 71 % Population de Bagdad: 4,5 millions (23 %)
Immigrés : 6 % Expatriés : 1 % Taux d'accroissement naturel : 3,4 % par an Nombre moyen d'enfants par femme : 5,9 Moins de 15 ans : 47 %

Espérance de vie : 63 ans Mortalité infantile : 67 ‰ Taux d'analphabétisme : Hommes : 29 % Femmes : 51 % Taux de scolarisation des 12 - 17 ans : *
Nombre de médecins pour 1 000 habitants : 0,55 Accès à l'eau potable : 97 % des ménages Pour 100 mariages : Polygames : 7 Divorces : 9

Groupes ethniques : Arabes (72 %), Kurdes (25 %), Turcs et autres (3 %) Langue officielle : Arabe Autre langue : Kurde
Religions : Chiite (57 %), Sunnites (34 %), Chrétiens (5 %)

PNB : 67 milliards de \$ PNB/habitant : 3 526 \$ PIB/h. ajusté au coût de la vie : *\$ Taux de croissance annuelle du PNB/hab: 1965 - 80 : 0,6 % 1980 - 90 : *%

Population active : 24 % Taux d'activité des femmes : 3 %	Répartition du PNB :	5 %	73 %	22 %
	Répartition de la population active :	14 %	19 %	67 %
		Agriculture	Industrie	Services

(en % du PNB) Dépenses publiques : 60 % du PNB dont : Education : 4 % Défense : 32 % Santé : 1 %

Exportations : 41 % PNB Taux de couverture : Export/Import : Tous produits : 1,22 (en 1987) Industriel : 0,37 (en 1987) Taux moyen d'inflation (1980-91) : 27 %
Dette extérieure : 80 milliards de \$ (120 % du PNB) (en 1989) Service de la dette : * Tourisme : 0,5 million de visiteurs (en 1988)
Principaux partenaires commerciaux : Embargo de l'ONU depuis 1990.
Principales productions : Pétrole, agriculture.
Principales exportations : Pétrole (sous contrôle onusien).

Régime : Autoritaire (République d'Irak)
Chef d'Etat : Saddam Hussein Depuis 1979 Parti au pouvoir : Baas
Autres partis politiques : Multipartisme formel (Coalition de partis alliés au Baas).

Membre de : ONU, Ligue arabe.

1643 Premier comptoir de la Compagnie des Indes à Bassora.

1707 Gouvernement de la Mésopotamie confié par les Ottomans à des Mamelouks.

1831 A la suite de troubles répétés, administration directe de la Mésopotamie par Istamboul.

1915 Massacre par les Turcs de la communauté araméophone chrétienne favorable aux Britanniques.

1917 Prise de la Mésopotamie par les forces britanniques.

1918 Démantèlement de l'administration ottomane et reconnaissance anglaise du nationalisme arabe.

1920 Instauration du mandat britannique. Insurrection arabe.

1921 Les Britanniques installent leur allié hachémite, le roi Fayçal chassé de Syrie par les Français, sur le trône d'Irak.

1925 Constitution de l'Iraq Petroleum Company par les Britanniques et les Français.

1932 Accession formelle à l'indépendance. Chaque ministre est flanqué d'un conseiller britannique. Nouveaux massacres d'Araméens.

1933 Accession au trône de Ghazi, fils de Fayçal Ier.

1934 Constitution du Parti communiste.

1939 Accession au trône de Fayçal II, fils de Ghazi.

1941

Janvier Démission du Premier ministre Rachid Ali, jugé trop proche de l'Axe par Londres.

Avril Retour au pouvoir de Rachid Ali grâce à un coup d'Etat soutenu par l'Allemagne.

Mai Rachid Ali est chassé du pouvoir par un débarquement anglais.

1945 Retrait des forces britanniques. Décollage de l'exploitation de pétrole.

1948 L'Irak est le seul pays non limitrophe d'Israël à participer effectivement à la première guerre israélo-arabe.

1955 Constitution du pacte de Bagdad avec la Grande-Bretagne, l'Iran, le Pakistan et la Turquie.

1958 Le général Kassem renverse le roi Fayçal. Ouverture de négociations avec les rebelles kurdes. L'Irak quitte le pacte de Bagdad,

stoppe les projets d'union avec la Jordanie et envisage une union avec l'Egypte. Réforme agraire.

1960 Répression des communistes.

1961 Reprise de la lutte armée au Kurdistan. Réduction drastique des concessions pétrolières étrangères. Revendication du Koweït qui accède à l'indépendance.

1963

Février Coup d'Etat baassiste. Processus de reconnaissance du Koweït entamé mais inachevé pour cause de dissolution du parlement.

Novembre Confiscation du pouvoir par l'armée dont le chef, Abd El Salam Aref, avait déjà pris la présidence de la nouvelle république.

1966 Amnistie pour les rebelles kurdes. Le président Aref est remplacé par son frère, Abd Al Raman Aref.

1968 Coup d'Etat baassiste qui porte le général Ahmed El Bakr au pouvoir.

1969 Formation du parti intégriste chiite, "l'Appel islamique".

1970 Accrochages frontaliers avec l'Iran.

1972 Expulsion de 60 000 Iraniens. Nationalisation de l'Iraq Petroleum Company. Traité d'amitié avec l'URSS.

1973 Entrée des communistes au gouvernement. Conflit frontalier avec le Koweït. L'Irak, seul pays arabe à refuser de signer l'armistice avec Israël après la guerre d'octobre.

1974 Manifestations chiites à Kerbala. Début de la coopération économique et militaire avec la France. Statut d'autonomie accordé aux régions kurdes.

1975 Traité d'Alger avec l'Iran, sur la délimitation des eaux du Chatt El Arab. Effondrement de la guérilla kurde consécutif à son lachage par Téhéran.

1976 Répression des communistes.

1977 Manifestations chiites à Kerbala.

1978 Début de la politique de déplacement forcé des populations des régions sensibles du Kurdistan.

1979 Alliance des communistes avec les Kurdes dans la guérilla. Saddam Hussein succède au président Bakr qui décède peu après. Déportation de 30 000 Chiites. Expulsion de

l'imam Khomeiny réfugié en Irak depuis 1963. Ralentissement de la coopération avec l'Union soviétique.

1980 Dénonciation du traité d'Alger. Début de la guerre avec l'Iran.

1981 Destruction par l'aviation israélienne du réacteur nucléaire d'Osirak.

1983 Début de la coopération avec la Turquie dans la répression des Kurdes.

1984 Extension du conflit Iran/Irak aux eaux du Golfe.

1985 Le Parti démocratique du Kurdistan contrôle les régions frontalières. Début de la guerre des villes entre l'Iran et l'Irak par missiles interposés.

1986 Intensification des offensives irakiennes et iraniennes sur le front.

1987 Utilisation d'armes chimiques contre des villages kurdes. L'Iran repousse les offensives irakiennes. L'ONU adopte la résolution 598 exigeant un cessez-le-feu entre les deux belligérants.

1988 Armistice avec l'Iran. Amnistie décrétée au Kurdistan.

1989 Création du Conseil de coopération arabe avec l'Egypte, la Jordanie et le Yémen du Nord.

1990

Mars-Avril. L'exécution du journaliste britannique Farzad Bazofid et l'affaire des ventes d'armes illégales à l'Irak en Grande-Bretagne détériorent les rapports avec l'Occident.

Juillet Confrontation avec le Koweït au sujet des prix du pétrole puis des frontières.

Août Invasion et annexion du Koweït. Embargo international. Les Occidentaux présents en Irak et au Koweït y sont retenus jusqu'en décembre. Signature d'un traité de paix avec l'Iran.

Août-Décembre. Déploiement d'une force internationale anti-irakienne en Arabie séoudite et dans le Golfe.

1991

Janv.-Février Pilonnage allié du territoire irakien. Défaite totale de l'Irak face aux armées coalisées. Retrait irakien du Koweït.

Mars-Décembre. Répression des soulèvements chiite et kurde. Mise en place d'une protection internationale des populations kurdes. Purges dans l'armée.

1992 Démantèlement, sous l'égide de l'ONU, des capacités de destruction massive de l'armée irakienne. Elections au Kurdistan hors du contrôle de Bagdad.

1993
Janvier Bombardements de la coalition occidentale à la suite de l'ultimatum lancé à l'Irak - pour qu'il retire les missiles installés dans la zone d'exclusion aérienne - et incursions irakiennes dans la zone démilitarisée à la frontière du Koweït.

Mars Malgré des pressions internationales pour la levée de l'embargo, le Conseil de sécurité des Nations unies décide le maintien des sanctions.

Mai Constitution d'un nouveau gouvernement kurde à Erbil.

Juin En représailles à l'implication supposée des autorités irakiennes dans la tentative d'assassinat dont a été victime George Bush lors de sa visite au Koweït en avril, les Etats-Unis bombardent à nouveau l'Irak.

Juillet Incursions et bombardements iraniens au Kurdistan, destinés à obtenir des autorités locales la livraison des Kurdes iraniens réfugiés en Irak.
Le Parti démocratique du Kurdistan se prononce pour un Irak fédéral et contre tout dialogue avec le régime de Saddam Hussein. Essoufflement de la rébellion au sud et exil vers l'Iran des Chiites fuyant les bombardements de l'armée de Bagdad.



IRAN

Ile millénaire Royaume d'Elam avec comme capitale

Suse.

XIIe s. Arrivée dans la région de trois peuples : les Mèdes, les Perses et les Parthes.

VIIe-VIe s. Les Mèdes imposent leur domination à la Perse, puis conquièrent l'Assyrie et l'Anatolie.

559-331 Empire achéménide, fondé par Cyrus II. Conquête de l'Asie Mineure, de Babylone (539), de l'Égypte (525).

Lors des guerres contre les Grecs (guerres médiques), défaite de Xerxès à Marathon (490), puis de son fils à Salamine (480) et Platée (479).

331 Défaite de Darius III devant Alexandre le Grand, qui prend Suse et Persépolis.

331-250 Période hellénistique, royaume séleucide.

250 av. J.-C. à 224 ap. J.-C.

Royaume arsacide parthe. Perpétuation de la culture hellénistique.

224-642 Période sassanide, affrontements avec l'Empire byzantin.

637 Premiers succès arabes en Perse (prise de Ctésiphon). Puis domination de la Perse par des gouverneurs arabes dépendant directement des califes de Damas, puis Bagdad.

IXe s. Les gouverneurs de Perse se proclament

indépendants du Califat. Diverses dynasties se succèdent jusqu'au XIe siècle.

XIe-XIIe s. Règne de la dynastie turque seldjoukide.

XIIIe s. Invasions mongoles de Gengis Khan et de Tamerlan.

1499 Fondation de la dynastie séfévide, avec pour capitale Ispahan.

XVIe s. Instauration du Chiisme comme religion d'Etat.

1779-1921 Règne de la dynastie Kadjar.

1847 Un accord avec l'Empire ottoman assure à ce dernier la souveraineté sur les régions du Chatt El Arab.

1906-07 Une convention anglo-russe divise le royaume en deux zones d'influence.

1909 Construction de la raffinerie d'Abadan par l'Anglo-Iranian Oil Company.

1914 Modification du tracé du Chatt El Arab par le Traité de Constantinople.

1921 Le général Reza renverse les Kadjar et fonde la dynastie Pahlavi.

1933 Accord des autorités iraniennes avec l'Anglo-Iranian Company pour 60 ans.

1937 Compromis avec l'Irak sur le Chatt El Arab.

1941 Après l'occupation du pays pendant quelques jours par les Soviétiques et les Anglais, le gouvernement ordonne de coopérer avec les Alliés.

1942 Entrée en guerre aux côtés des Alliés.

1943 Conférence de Téhéran entre les Alliés.

1945 L'Azerbaïdjan, soutenu par le Parti communiste (Toudeh), proclame une république, indépendante de Téhéran.

1946 Traité soviéto-iranien sur le pétrole et évacuation du pays par l'URSS.

République kurde indépendante de Mahabad soutenue par l'URSS.

1949 Un attentat contre le Chah attribué au Toudeh entraîne l'interdiction de ce parti.

1950-79 Affirmation de trois forces politiques en Iran : les nationalistes de Mossadegh; les communistes du Toudeh et les religieux.

1951 Mossadegh devient Premier ministre. Le Chah promulgue la loi nationalisant les compagnies pétrolières, cède une partie du domaine impérial aux paysans (révolution blanche). Menace britannique d'embargo



IRAN

Superficie : 1 648 000 km2 Terres arables : 36 %

Population : 56 millions Prévision 2025 : 166 millions Densité : 33 h/km2 Population urbaine : 57 % Population de Téhéran: 6,5 millions (11 %)
Immigrés : 0,1 % Expatriés : 4 % Taux d'accroissement naturel : 2 % par an Nombre moyen d'enfants par femme : 4,5 Moins de 15 ans : 44 %

Espérance de vie : 63 ans Mortalité infantile : 40 ‰ Taux d'analphabétisme : Hommes : 35 % Femmes : 57 % Taux de scolarisation des 12 - 17 ans : 65,3 %
Nombre de médecins pour 1 000 habitants : 0,33 Accès à l'eau potable : 87 % des ménages Pour 100 mariages : Polygames : * Divorces : 10

Groupes ethniques : Persans (51 %), Kurdes (12 %), Azéris (7 %), Luris (6 %), Turkmènes, Tadjiks, Balouches (2 %), Arabes (2 %), Arméniens (1 %).
Langue officielle : Farsi Autres langues : Kurde, Azéri, Balouchte, Arabe Religions : Chiites (93 %), Sunnites (4 %), Chrétiens (2 %), Bahaïs (1 %).

PNB : 139 milliards de \$ PNB/habitant : 2 500 \$ PIB/h. ajusté au coût de la vie: * Taux de croissance annuelle du PNB/hab: 1965 - 80 : 2,9 % 1980 - 90 : 0 %

Population active : 27 %	Taux d'activité des femmes : 7 %	Répartition du PNB :	23 %	12 %	62 %
		Répartition de la population active :	30 %	36 %	34 %
			Agriculture	Industrie	Services

(en % du PNB) Dépenses publiques : 37 % du PNB dont : Education : 15 % Défense : 7 % Santé : 10 %

Exportations : 13 % PNB Taux de couverture : Export/Import : Tous produits : 0,91 Industriel : 0,01 Taux moyen d'inflation (1980-91) : 16 %
Dette extérieure : 12 milliards de \$ (7 % du PNB) Service de la dette : 3,5 % des exportations Tourisme : 0,15 million de visiteurs
Principaux partenaires commerciaux : CEE, Japon.
Principales productions : Pétrole, gaz, cuivre, fer, sucre, métallurgie, chimie.
Principales exportations : Pétrole.

Régime : République islamique
Chef d'Etat : Ali Rafsandjani Depuis : 1989
Partis politiques islamiques : Parti de la république islamique, Jama, Parti républicain du peuple musulman.
Formations réprimées : Toudeh (communistes), Moudjahidins du peuple.

Membre de : ONU, OPEP.

sur les exportations iraniennes de pétrole. La raffinerie d'Abadan est fermée.

1952 Agitation dans le pays. Le Chah renvoie puis rappelle Mossadegh et lui confie les pleins pouvoirs. Mossadegh rompt les relations diplomatiques avec la Grande-Bretagne.

1953 Suite aux émeutes de février et à la pression anglo-américaine, le Chah destitue Mossadegh et nomme le général Zahédi Premier ministre.

1954 Un accord est trouvé avec l'Anglo-Iranian Oil Company, afin de mettre un terme au contentieux : un consortium remplace l'ancienne compagnie. L'Iran percevra 50% des bénéfices des activités du consortium contre le versement d'une indemnité à la Grande-Bretagne pendant dix ans.

1963 Un référendum est organisé sur la réforme agraire. Une tentative d'attentat contre le Chah est imputée à l'imam Khomeiny qui est arrêté et exilé en Turquie puis en Irak.

1969 Le Chah dénonce l'accord de 1937 avec l'Irak sur le Chatt El Arab.

1971

Novembre Rupture des relations diplomatiques avec l'Irak.

Décembre Occupation des îles de Grande Tomb, Petite Tomb et Abou Moussa, revendiquées par les Emirats arabes unis nouvellement fédérés.

1975 L'Irak et l'Iran règlent leur litige frontalier par les accords d'Alger qui fixent une frontière entre les deux pays passant par la ligne du thalweg dans le Chatt El Arab. L'Iran s'engage à cesser son aide aux Kurdes d'Irak.

1978 Manifestations à Qom en faveur de l'imam Khomeiny. Emeutes à Tabriz, à Mashad ainsi que dans diverses villes du pays. L'imam Khomeiny appelle au renversement du Chah. Instauration de la loi martiale. Arrivée de Khomeiny à Paris (octobre). Les émeutes gagnent Téhéran.

1979

3 janvier Chapour Bakhtiar est nommé Premier ministre. Instauration d'un Conseil de régence.

16 janvier Départ du Chah.

1er février L'imam Khomeiny rentre à Téhéran. Il crée un Conseil de la révolution islamique le 3 février.

10 février L'armée se rallie au nouveau régime.

1er avril Après référendum sur l'abolition de la monarchie, la république islamique est proclamée.

Juin Vague de nationalisations.

4 novembre Prise de l'ambassade américaine et de 100 otages (dont 60 Américains).

Décembre La nouvelle constitution est adoptée par référendum.

1980

28 janvier Bani Sadr est élu président.

7 avril Les Etats-Unis rompent leurs relations diplomatiques avec l'Iran et durcissent l'embargo commercial.

25 avril Echec du commando américain chargé de libérer les otages.

17 septembre L'Irak dénonce les accords de 1975 avec l'Iran et proclame le rattachement du Chatt El-Arab à l'Irak.

22-26 septembre Offensives irakiennes en Iran et début de la guerre Iran-Irak. Multiplication des exécutions d'opposants ou de personnalités de l'ancien régime.

1981 Guerre de positions entre l'Iran et l'Irak. L'imam Khomeiny fait libérer les otages. Bani Sadr est destitué par le Parlement. Ali Khamenei est élu président de la république. Passage des Moudjahidins du peuple, de Massoud Radjavi, organisation opposée à l'imam Khomeiny, à l'opposition armée.

1982 Les armées iraniennes pénètrent en Irak.

1983 Expulsion de 18 diplomates soviétiques. Interdiction du Toudeh.

1984 Un avion d'Air France est détourné vers Téhéran.

1985 Début de la guerre des villes dans la guerre Iran-Irak

1986 Début des grandes offensives iraniennes.

1987 Rupture des relations diplomatiques avec la France après l'attaque d'un navire français par deux vedettes iraniennes.

20 juillet L'ONU adopte la résolution 598 exigeant un cessez-le-feu entre les deux belligérants.

1988 Rupture des relations diplomatiques avec l'Arabie séoudite.

3 juillet Un croiseur américain abat par erreur un Airbus iranien civil (290 morts).

18 juillet L'Iran accepte la résolution 598. Normalisation des relations avec la France et la Grande-Bretagne.

Août Entrée en vigueur du cessez-le-feu.

1989 Fatwa, condamnation à mort, contre l'écrivain britannique Salman Rushdie, accusé d'apostasie.

3 juin Mort de l'imam Khomeiny. Ali Khamenei est réélu guide de la république islamique, Hachemi Rafsandjani est président de la république et adopte une ligne politique plus pragmatique. Les Etats-Unis restituent 570 millions de dollars d'avoirs iraniens, gelés en 1980.

1990

21 juin Un séisme fait entre 40 000 et 50 000 victimes.

Juillet Les ministres des Affaires étrangères iranien et irakien se rencontrent à Genève pour la première fois depuis 1988. Anis Naccache, accusé de terrorisme en France, est grâcié et peut repartir en Iran. La neutralité affichée par l'Iran durant le conflit du Golfe lui permet d'effectuer un retour sur la scène internationale. A l'intérieur, le régime décide une certaine libéralisation de l'économie.

15 août Traité de paix avec l'Irak.

1991 (6 août) Assassinat en France de Chapour Bakhtiar.

1992 A l'occasion des élections législatives d'avril 1992, surenchère électorale et retour d'influence des éléments les plus radicaux.

1993 Renouvellement de la fatwa contre Salman Rushdie et détérioration des relations avec le Royaume-Uni.

Juin Réélection de Rafsandjani, qui tente de naviguer entre radicaux et libéraux, à la présidence de la république avec 63 % des suffrages. Bombardements du Kurdistan irakien destinés à forcer les Kurdes irakiens à livrer les réfugiés du Parti démocratique kurde d'Iran (PDKI), principale organisation de l'opposition kurde en Iran.



ISRAËL

v. 1000 av. J.-C. Le roi David fait de Jérusalem la capitale du royaume d'Israël.

722 Les Assyriens conquièrent le royaume d'Israël.

- 588 Destruction du Temple de Jérusalem par les Babyloniens.
- 512 Reconstruction du Temple.
- 332 Conquête d'Alexandre. Début du développement de la diaspora juive dans le monde hellénisé.
- 164 Révolte des Macchabées contre l'hellénisation.
- v. 30 apr. J.-C. Prédication de Jésus-Christ.
- 66 Révolte contre la domination romaine.
- 70 Destruction du Temple par les Romains.
- 73 Les combattants juifs assiégés par les Romains dans la forteresse de Massada se suicident.
- 135 Deuxième révolte contre les Romains. Dispersion des Juifs.
- XIXe s. Le développement des mouvements nationaux, et la multiplication des pogroms en Europe orientale favorisent l'apparition du sionisme, nouvelle forme d'attachement à Sion et idée du retour permettant la solution du problème juif.
- 1891-96 Premières colonies agricoles fondées par des organisations sionistes (Les Amants de Sion).
- 1896 Publication de l'"Etat juif" de Théodore Herzl, ouvrage de référence du sionisme.
- 1897 Herzl ouvre le premier Congrès sioniste mondial à Bâle et crée l'Organisation sioniste mondiale. La population juive de Palestine est estimée à 24 000 personnes.
- 1897-1904 Voyages d'Herzl en Europe, en Turquie et en Palestine en vue de convaincre les gouvernements de soutenir son projet.
- 1909 Fondation de Tel-Aviv par les nouveaux colons juifs. Fondation du premier kibboutz en Palestine.
- Jusq. 1914 Première vague d'immigration sioniste : 50 à 60 mille immigrants.
- 1916 Accords Sykes-Picot entre la Grande-Bretagne et la France sur le partage des territoires du Levant.
- 1917 Lord Balfour, ministre britannique des Affaires étrangères reconnaît le droit des Juifs à établir un foyer national en Palestine; cette déclaration sera reprise ultérieurement par plusieurs gouvernements européens.

- 1919 La population juive est estimée à 80 000 personnes, principalement originaires d'Europe orientale. A la Conférence de la paix, les délégués juifs et arabes signent la déclaration Balfour.
- 1919-48 Grand essor de l'immigration en provenance d'Europe centrale pendant la période du mandat britannique, particulièrement à la suite des persécutions nazies.
- 1920 La Déclaration Balfour est confirmée à la Conférence de San Remo. La Grande-Bretagne est chargée du mandat en Palestine. Fondation de l'Histadrout, centrale rassemblant les syndicats juifs de Palestine.
- 1920-21 Vagues de violence anticolons, après la création de l'Emirat de Transjordanie.
- 1922 La Grande-Bretagne confie les territoires de Palestine orientale à l'émir Abdallah de Transjordanie.
- 1927 Création de l'Agence juive chargée de l'émigration des Juifs en Palestine conformément au plan de la SDN.
- 1929 Nouvelles violences : 70 Juifs vivant à Hébron sont tués.
- 1933 Accession d'Hitler au pouvoir en Allemagne, début de la vague d'immigration des Juifs allemands.
- 1935-39 Attentats arabes antisionistes et représailles de l'Irgoun (Organisation militaire nationale juive).
- 1939 Publication du Livre Blanc du gouvernement britannique interdisant l'achat de terres par les Juifs. Limitation draconienne du nombre de certificats d'immigration délivrés par la Grande-Bretagne.
- 1942 Congrès de sionistes américains à l'initiative de David Ben Gourion. Adoption du Programme de Biltmore (revendication de la création d'un Etat juif et rejet de la thèse de l'état bi-national).
- 1943 Menahem Begin prend la tête de l'Irgoun.
- 1944 La Grande-Bretagne semble prête à céder aux revendications sionistes une fois la guerre finie, en particulier en leur promettant la majeure partie de la Palestine.
- 1945 Développement d'un terrorisme antiarabe et antianglais par les groupes Etzel et Stern, en

ISRAËL

Superficie : 20 770 km² Terres arables : 62 %

Population : 5,12 millions Prévision 2025 : 7 millions Densité : 250 h/km² Population urbaine : 92 % Population de Jérusalem : 0,5 million (11 %)
Immigrés : 40 % Expatriés : 8 % Taux d'accroissement naturel : * Nombre moyen d'enfants par femme : 4 Moins de 15 ans : 31,8 %

Espérance de vie : 76 ans Mortalité infantile : 10 ‰ Taux d'analphabétisme : Hommes : 3 % Femmes : 7 % Taux de scolarisation des 12 - 17 ans : 83 %
Nombre de médecins pour 1 000 habitants : 2,9 Accès à l'eau potable : * Pour 100 mariages : Polygames : < 1 Divorces : 18

Groupes ethniques : Juifs (80%), Arabes (20%).

Langues officielles : Hébreu, Arabe.

Autres langues : Anglais, Yiddish, Russe, Français

Religions : Juifs (80 %), Musulmans (15 %), Druzes (2 %), Chrétiens (3 %).

PNB : 55,5 milliards de \$ PNB/habitant : 11 167 \$ PIB/h. ajusté au coût de la vie: 12 000 \$ Taux de croissance annuelle du PNB/hab: 1965 - 80 : 6,8 % 1980 - 90 : 3,2 %

Population active : 39 %	Taux d'activité des femmes : 32 %	Répartition du PNB :	4 %	30 %	66 %
		Répartition de la population active :	4 %	27 %	69 %
			Agriculture	Industrie	Services

(en % du PNB) Dépenses publiques : 50,8 % du PNB dont : Education : 8,6 % Défense : 12 % Santé : 2,1 %

Exportations : 28 % PNB Taux de couverture : Export/Import : Tous produits : 0,71 Industriel : 0,78 Taux moyen d'inflation (1980-91) : 100 %
Dette extérieure : 24 milliards de \$ (*% du PNB) Service de la dette : * Tourisme : 1,5 million de visiteurs
Principaux partenaires commerciaux : Etats-Unis, Pays-Bas, Royaume-Uni, Belgique, Allemagne, Suisse.
Principales productions : Agroalimentaire, armement, haute technologie, biens d'équipement et de consommation, services.
Principales exportations : Produits agricoles, textile, machinerie, électronique, diamants.

Régime : Démocratie parlementaire

(Etat d'Israël)

Chef d'Etat : Ezer Weizman

Depuis : 1993

Coalition de gauche au pouvoir : Travilliste et Meretz

Principales autres formations parlementaires : Goush Emounim (bloc de la foi), Parti communiste (Raikah), Likoud, Tsomet, Moedet, Parti national religieux, Parti unifié de la Thora, Liste arabe démocratique.

Membre de : ONU.

raison du revirement de la politique britannique, s'appuyant désormais sur les régimes arabes.

1946 Flambée terroriste antibritannique culminant dans l'attentat de l'Irgoun contre le King David Hotel.

1947 Affaire de l'Exodus : un bateau transportant des Juifs vers la Palestine est obligé de rebrousser chemin, repoussé par la marine britannique devant les côtes de Palestine. Affaire palestinienne portée devant l'ONU par la Grande-Bretagne. Le rapport de la commission d'enquête prévoit la création de deux Etats regroupés dans une Union économique et un statut international pour Jérusalem. Le plan est accepté par les autorités juives mais rejeté par la Ligue arabe. L'Assemblée générale de l'ONU adopte le plan de partage de la Palestine.

1948
15 mai Indépendance de l'Etat d'Israël. Ben Gourion Premier ministre. Massacre de Deir Yassine : près de 250 Arabes sont exécutés par des membres de l'Irgoun et du groupe Stern.

1948-1949 Guerre de Palestine dès l'indépendance d'Israël, qui aboutit à la victoire de l'Etat hébreu sur les armées égyptiennes, syriennes, jordaniennes et irakiennes. Exode d'un demi-million d'Arabes.

1949 Débat constitutionnel et élection de la première Assemblée. Israël entre à l'ONU.

1950 Création du Mossad (Services secrets israéliens).

1948-1951 Afflux massif de population en provenance du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (Quelque 330 000 personnes au total). Israël refuse le plan de paix de l'ONU.

1951 Nationalisation du canal de Suez par Nasser.

1956 Campagne du Sinaï : attaque d'Israël, de la France et de la Grande-Bretagne contre l'Egypte. Sous la pression américano-soviétique, les armées israéliennes et occidentales se retirent du territoire égyptien.

1960 Enlèvement d'A. Eichmann (haut dignitaire du régime nazi) en Argentine par le Mossad. Jugé puis exécuté en 1962.

1963 Levy Eshkol succède à Ben Gourion à la tête du gouvernement.

1964 Création de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) à l'initiative de la Ligue arabe.

1965 Affaiblissement du Parti travailliste. Ben Gourion quitte le pouvoir. Première action militaire du Fath, principale composante de l'OLP, contre Israël. Etablissement de relations diplomatiques avec l'Allemagne fédérale.

1967 Juin Guerre des Six Jours, en représaille au blocus du port d'Akaba par l'Egypte. Victoire des armées israéliennes sur l'Egypte, la Syrie et la Jordanie. Conquête du Sinaï, de la Cisjordanie, du Golan, de Gaza et de Jérusalem Est. Implantation de colonies juives en Cisjordanie. Adoption de la résolution 242 par le Conseil de Sécurité de l'ONU: elle enjoint Israël de se retirer des "territoires occupés". Le texte anglais de la Résolution ne spécifiant pas lesquels (seule la mention "occupied territories" y figure), Israël refuse d'envisager d'en restituer l'intégralité.

1968-70 Guerre d'usure entre l'Egypte et Israël sur le canal de Suez.

1969 La France décide un embargo sur les ventes d'armes à destination d'Israël. Yasser Arafat prend la direction de l'OLP.

1970 Septembre noir en Jordanie : massacres de Palestiniens par l'armée jordanienne et expulsion de l'OLP de la Jordanie vers le Liban.

1972 11 athlètes israéliens sont assassinés aux Jeux Olympiques de Munich.

1973
Octobre Guerre de Kippour. Nouvelle victoire israélienne sur les armées arabes. Israël restitue une petite partie du Sinaï à l'Egypte et du Golan à la Syrie. Constitution du Front national palestinien dans les Territoires occupés.

1974 Levée de l'embargo français sur les ventes d'armes à Israël.

1975 Résolution de l'Assemblée générale de l'ONU condamnant la politique de l'Etat

hébreu dans les Territoires occupés puis assimilant le sionisme au racisme. Les Nations unies accordent à l'OLP un statut d'observateur.

1977 Accession de la droite au pouvoir. Menahem Begin, Premier ministre. Premier voyage de Sadate à Jérusalem. Première rencontre officielle entre l'OLP et le PC israélien à Prague.

1978 Israël envahit le Sud-Liban.

1978-1979 Accords de Camp David I entre Israël, l'Egypte et les Etats-Unis prévoyant notamment l'autonomie administrative de la bande de Gaza et de la Cisjordanie, la conclusion d'un traité de paix entre Israël et l'Egypte et l'évacuation totale des troupes israéliennes du Sinaï. Accords condamnés par le sommet arabe de Bagdad. L'Egypte est exclue de la Ligue arabe.

1979 Les accords dits de Camp David II constituent le premier traité de paix entre Israël et un Etat arabe (l'Egypte). Restitution par étapes de l'intégralité du Sinaï à l'Egypte.

1980 Le Conseil de sécurité des Nations unies condamne les implantations juives dans les Territoires occupés. Jérusalem "réunifiée" et proclamée capitale d'Israël. Etablissement de relations diplomatiques entre Israël et l'Egypte.

1981 Maintien de la droite au pouvoir avec Menahem Begin. Affrontements israélo-palestiniens à la frontière libanaise. Annexion du Golan. Destruction du réacteur de fabrication française Osirak, en Irak, par l'armée israélienne.

1982 Grève générale des Palestiniens dans les Territoires occupés. Opération "Paix en Galilée" destinée à éliminer l'OLP basée au Liban. Entrée des Israéliens à Beyrouth-Ouest. Massacres des camps de Sabra et Chatila par des factions libanaises soutenues par Israël. Une Commission est chargée d'enquêter sur ces massacres.

1983 Accord de paix libano-israélien sur le retrait des forces étrangères du Liban.

1984 Démission de Menahem Begin, remplacé par Itzhak Shamir.
Constitution du premier gouvernement d'Union nationale, dirigé suivant le principe de l'alternance par Shimon Peres puis Itzhak Shamir, après les élections de juillet.

1985 Opération de transfert des Juifs éthiopiens, les Falachas, en Israël.
Fin du retrait israélien du Liban.

1986 L'OLP accepte la Résolution 242 du Conseil de sécurité de l'ONU impliquant la reconnaissance d'Israël dans le cadre du règlement de la question palestinienne.

1987 Début de l'Intifada ("guerre des pierres") dans les territoires occupés de Cisjordanie et de la bande de Gaza.

Décembre Elections législatives. Itzhak Shamir reste Premier ministre d'un gouvernement d'Union nationale.
L'OLP reconnaît explicitement le droit à l'existence de l'Etat d'Israël.
La Jordanie annonce la rupture des liens légaux avec la Cisjordanie, afin de se désengager. Les habitants de Cisjordanie perdent la citoyenneté jordanienne.

1989 Yasser Arafat déclare "caduque" la Charte de l'OLP qui prévoyait la destruction de l'Etat d'Israël.

1989-91 Vague d'immigration en provenance de l'URSS.

1990 Durant la guerre du Golfe, grandes tensions en Israël du fait du soutien massif des Palestiniens et de l'OLP à l'Irak.

Octobre Fusillade sur l'esplanade de la mosquée de Jérusalem (22 Arabes tués).

1991 Attaques de missiles irakiens sur Israël.
Défense du territoire assurée pour partie par les Etats-Unis qui adoptent cependant une position de plus en plus critique à l'égard de l'accélération de la colonisation dans les Territoires occupés. Multiplication des incidents aux frontières nord du pays.
Offensive diplomatique du secrétaire d'Etat américain James Baker afin d'enclencher un processus de paix au Proche-Orient.

Octobre Ouverture de la conférence de Madrid sous

les auspices des Etats-Unis et de l'URSS, réunissant les différentes parties en conflit, y compris les Palestiniens.
Début des discussions multilatérales israélo-arabes. Etablissement de relations diplomatiques avec la Russie et avec les Etats de l'ex-URSS, avec la Chine et l'Inde.

1992

Janvier

Conférence de Moscou, deuxième partie du plan de paix Baker, sans les Palestiniens cette fois. Les conversations reprennent ensuite à Washington.

Juin

Elections législatives. Le Likoud (droite) est battu. Itzhak Shamir est remplacé par Itzhak Rabin, qui exprime la volonté de mener une politique moins intransigeante sur la question palestinienne (gel des implantations juives...).

Décembre

Expulsion de 400 Palestiniens présumés militants islamistes du Hamas vers le Liban qui refuse de les accueillir.

1993

Janvier

Abrogation de la loi sur les contacts avec l'OLP.

Mars

Bouclage des Territoires occupés et division par cinq du nombre de Palestiniens autorisés à travailler en Israël.

Juin

Malgré des rumeurs sur un accord imminent avec la Syrie, les négociations sur le Golan sont interrompues.

Juillet

Nouvelles représailles israéliennes contre le Hezbollah (Liban sud sous contrôle syrien).

Septembre

Reconnaissance mutuelle entre Israël et l'OLP et signature, à Washington, de l'accord, négocié secrètement, sur une amorce, à Gaza et Jéricho, d'autonomie palestinienne.

Ouverture, en Egypte, de négociations avec l'OLP sur l'application de l'accord de principe.

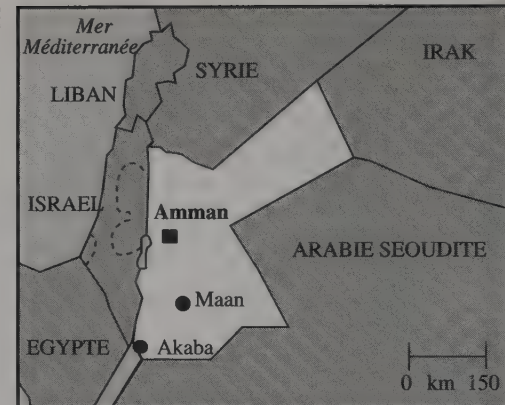
Décembre

La date du début du retrait israélien de Gaza et Jéricho est repoussée sine die.

1994

Février

Massacre de Musulmans en prière dans le Tombeau des Patriarches à Hébron, en Cisjordanie, par un colon juif. Les Palestiniens suspendent les négociations.



JORDANIE

Vers 1100 av. J.-C. Le pays des Ammonites est conquis par Séhon, roi des Amorrhéens (Sémites chananéens).

Xe s.

Les Hébreux installent trois tribus sur la rive gauche du Jourdain. Guerre avec les Ammonites jusque vers 70 apr. J.-C.

105 ap. J.-C. L'empereur romain Trajan annexe le pays qui devient la province d'Arabie Pétrée.

395-620

Domination byzantine.

620-1100

Occupation arabe.

XVIe s.

Début de la domination ottomane.

1916

Révolte arabe contre les Turcs, dirigée par les Hachémites.

1920

Le pays, confié à Londres par la SDN, devient l'Emirat de Transjordanie après les règlements de la première guerre mondiale. Abdullah ibn Hussein, de la famille des Hachémites, émir.

1924

Indépendance formelle sous mandat britannique.

1946

Abdullah ibn Hussein est couronné roi. Indépendance effective.

1948

La Grande-Bretagne renonce à son mandat sur la Palestine. La Transjordanie devient le Royaume hachémite de Jordanie.

JORDANIE

Superficie : 97 000 km² Terres arables : 9 %

Population : 4,1 millions Prévision 2025 : 9 millions Densité : 42,4 h/km² Population urbaine : 68 % Population d' Amman : 1,5million (32 %)
Immigrés : 3,7 % Expatriés : 16,7 % Taux d'accroissement naturel : 3 % par an Nombre moyen d'enfants par femme : 5,5 Moins de 15 ans : 48 %

Espérance de vie : 68 ans Mortalité infantile : 36 ‰ Taux d'analphabétisme : Hommes : 10 % Femmes : 30 % Taux de scolarisation des 12 - 17 ans : *
Nombre de médecins pour 1 000 habitants : 1,14 Accès à l'eau potable : 96 % des ménages Pour 100 mariages : Polygames : 4 Divorces : 19

Groupes ethniques : Arabes (99 %), Circassiens (1 %) Langue officielle : Arabe Autre langue : Anglais
Religions : Sunnites (94 %), Chrétiens (6 %)

PNB : 4,27 milliards de \$ PNB/habitant : 1 032 \$ PIB/h. ajusté au coût de la vie: 2 000 \$ Taux de croissance annuelle du PNB/hab: 1965 - 80 : 5,8 % 1980 - 90 : - 3 %

Population active : 23 %	Taux d'activité des femmes : 5 %	Répartition du PNB :	6 %	28 %	64 %
		Répartition de la population active :	10 %	26 %	64 %
			Agriculture	Industrie	Services

(en % du PNB) Dépenses publiques : 39 % du PNB dont : Education : 9 % Défense : 14 % Santé : 2 %

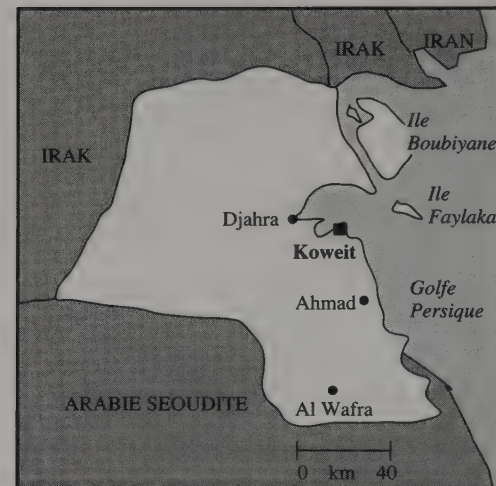
Exportations : 14 % PNB Taux de couverture : Export/Import : Tous produits : 0,42 Industriel : 0,32 Taux moyen d'inflation (1980-91) : 8,5 %
Dette extérieure : 8,1 milliards de \$ (190 % du PNB) Service de la dette : 31,7 % des exportations Tourisme : 2,2 millions de visiteurs
Principaux partenaires commerciaux : CEE, Etats-Unis, Moyen-Orient.
Principales productions : Phosphate, agroalimentaire, engrais.
Principales exportations : Equipements de transport, coton.

Régime : Monarchie parlementaire (Royaume hachémite de Jordanie)
Chef d'Etat : Roi Hussein Ier Depuis : 1952
Formations politiques : Frères musulmans; autres partis en cours de reconstitution (dissous en 1957).
Formations interdites : Parti communiste

Membre de : ONU, Ligue arabe.

- Guerre contre Israël. Accueil de 400 000 réfugiés palestiniens.
- 1950** Annexion de la Cisjordanie.
- 1951** Assassinat d'Abdullah. Son fils Talal lui succède.
- 1952** Hussein succède à son père Talal, déposé.
- 1967 (juin)** Guerre des Six Jours avec Israël. Occupation israélienne de la Cisjordanie.
- 1970** Septembre noir. Les affrontements entre les feddayins palestiniens et l'armée jordanienne font plus de 3 000 morts. Un accord intervient entre le roi Hussein et Yasser Arafat. Toutefois, les affrontements se poursuivent en 1971.
- 1971** La Syrie, l'Irak et l'Algérie rompent leurs relations diplomatiques avec la Jordanie.
- 1973** Guerre de Kippour. Intervention limitée de la Jordanie. Pas de conflit direct sur sa frontière avec Israël. Rétablissement des relations diplomatiques avec l'Egypte, la Syrie, la Tunisie et l'Algérie.
- 1975** Rencontre entre le roi Hussein et le président syrien Hafez El Assad menant à la réconciliation syro-jordanienne.
- 1980-84** Suspension de la vie parlementaire.
- 1985** Accord politique avec l'OLP, dénoncé par cette dernière en 1987.
- 1988** La Jordanie rompt les liens légaux et administratifs avec la Cisjordanie.
- 1989** Démocratisation du régime. Elections législatives. Entrée de Frères musulmans, très influents dans le pays, au Parlement.
- 1990-91** Conflit du Golfe. Position délicate du roi Hussein en raison des liens économiques entretenus avec l'Irak. Soutien de la population à l'Irak. Retour massif de travailleurs jordaniens du Koweït. Graves difficultés économiques, gel des échanges avec l'Irak, des aides arabes, arrivée de 300 000 Palestiniens expulsés du Koweït. Accord de rééchelonnement de la dette avec l'URSS, la France et l'Autriche.
- 1991-92** Participation au processus de paix avec Israël.
- 1993** Nominat
- Mai** Nomination d'un nouveau gouvernement dirigé par Abdel Salam Majali, chef de la

- délégation jordanienne aux négociations bilatérales de paix avec Israël. Cette nouvelle équipe est notamment chargée de faire avancer les négociations avec Israël.
- Juin** Révélation d'un complot qu'aurait organisé le Parti de la libération islamique pour assassiner le roi.
- Juillet** Interdiction d'utiliser les mosquées à des fins politiques.
- Août** Dissolution de la chambre des députés et modification de la loi électorale - le scrutin de liste est remplacé par un scrutin uninominal - afin de limiter la représentation des islamistes.
- Novembre** Renforcement du pouvoir et échec des islamistes aux élections. Négociation d'un accord de paix avec Israël.



KOWEIT

- XVI^e s.** Présence portugaise sur les côtes.
- 1710** Etablissement des Outab à Koweït.
- 1760** Les Outab, qui prennent le contrôle de Bahrein, laissent les Al Sabah, branche cadette de la famille, en charge de Koweït qu'ils constituent en Emirat.
- 1776** Installation d'un comptoir de la Compagnie des Indes britanniques. Début des contacts entre la dynastie régnante et la Grande-Bretagne pour contrebalancer la puissance ottomane.
- 1899** Signature d'un traité de protection avec la Grande-Bretagne, qui peut ainsi contrer les visées russes et allemandes sur la région et circonscrire la puissance ottomane.
- 1900-10** Le Koweït accorde une série de concessions économiques aux Britanniques.
- 1913** L'Empire ottoman reconnaît l'indépendance du Koweït à l'égard de la Porte.
- 1914** La Grande-Bretagne instaure un protectorat.
- 1920** Victoire des armées de l'Emirat, soutenues par les Britanniques, sur les Wahhabites en pleine expansion.

KOWEIT

Superficie : 17 819 km² Terres arables : 8 %

Population : 2,2 millions Prévision 2025 : 4 millions Densité : 123 h/km² Population urbaine : 98 % Population de Koweit City : 2,1 millions (96 %)
Immigrés : 55 % Expatriés : 3 % Taux d'accroissement naturel : 4,8 % par an Nombre moyen d'enfants par femme : 3,5 Moins de 15 ans : 36 %

Espérance de vie : 74 ans Mortalité infantile : 15 ‰ Taux d'analphabétisme : Hommes : 21 % Femmes : 33 % Taux de scolarisation des 12 - 17 ans : 73 %
Nombre de médecins pour 1 000 habitants : 1,51 Accès à l'eau potable : 92 % des ménages Pour 100 mariages : Polygames : 7 Divorces : 30

Groupes ethniques : Arabes (88 %), Asiatiques (10 %), Européens (2 %), Langue officielle : Arabe Autres langues : Kurde, Farsi, Anglais
Religions : Sunnites (78 %), Chiites (14 %), Chrétiens (2 %)

PNB : 33 milliards de \$ PNB/habitant : 16 160 \$ PIB/h. ajusté au coût de la vie : * Taux de croissance annuelle du PNB/hab: 1965 - 80 : 1,6 % 1980 - 90 : -2,1 %

Population active : 33 %	Taux d'activité des femmes : 14 %	Répartition du PNB :	1 %	56 %	43 %
		Répartition de la population active :	2 %	9 %	89 %
			Agriculture	Industrie	Services

(en % du PNB) Dépenses publiques : 31 % du PNB dont : Education : 5 % Défense : 54 % Santé : 2,9 %

Exportations : 50 % PNB Taux de couverture : Export/Import : Tous produits : 1,9 (1990) Industriel : 2,1 Taux moyen d'inflation (1980-91) : 2 %
Dette extérieure : 11 milliards de \$ (30 % du PNB) Service de la dette : 10 % des exportations Tourisme : *
Principaux partenaires commerciaux : Japon, Pays-Bas, Etats-Unis, Italie, Grande-Bretagne, Allemagne, Taiwan.
Principales productions : Pétrole, engrais.
Principales exportations : Pétrole (85 %), produits chimiques, machinerie.

Régime : Monarchie parlementaire (Emirat du Koweit)
Chef d'Etat : Cheikh Jaber Al Sabah Depuis : 1978
Aucun parti politique formellement constitué (groupes parlementaires uniquement)

Membre de : ONU, Ligue arabe, OPEP, OPAEP, Conseil de coopération du Golfe.

1922 Sous l'égide de la Grande-Bretagne, le Koweït accepte de céder des territoires à l'Arabie séoudite, contre une garantie de sa frontière avec l'Irak.

1934 Création par les Britanniques et les Américains de la Kuwait Oil Company.

1938 Découverte de pétrole.

1946 Début de l'exploitation et de l'exportation du pétrole.

1950-60 Début de l'immigration des Palestiniens au Koweït. Négociations avec la Grande-Bretagne en vue de l'indépendance.

1961 Proclamation de l'indépendance du Koweït (19 juin). Entrée du pays à la Ligue arabe. Tension avec l'Irak qui réclame le rattachement du pays. L'arrivée de troupes britanniques ramène le calme mais le régime irakien ne reconnaît pas ses frontières avec le Koweït.

1962 Adoption d'une constitution prévoyant l'élection d'un parlement.

1963 Entrée du Koweït à l'ONU à la suite de la levée de l'opposition de Moscou qui soutenait les prétentions irakiennes.

1964 Etablissement de relations diplomatiques avec l'URSS.

1966 Le Koweït et l'Arabie séoudite se partagent la zone neutre qui leur servait de frontière.

1975 Nationalisation de la Kuwait Oil Company.

1976 Suspension de la Constitution après les événements au Liban.

1980 Nouvelles tensions entre le Koweït et ses voisins à l'occasion de la révolution iranienne et du déclenchement de la guerre Iran-Irak. Le Koweït expulse plusieurs milliers de Chiites en 1980, puis en 1983 et 1985 suite à des attentats dans le pays.

1983 Incident frontalier avec l'Irak qui réactive ses revendications sur les îles de Warba et Boubiyane. Cependant, un soutien financier massif sera accordé au régime de Bagdad dont le Koweït s'est rapproché pendant toute la durée de la guerre avec l'Iran.

1987 Des missiles iraniens atteignent le Koweït et un pétrolier ainsi qu'une plate-forme pétrolière sont touchés dans les eaux territoriales.

1989 L'Irak réitère ses prétentions à l'égard du Koweït, d'une manière de plus en plus pressante.

1990
Avril Afin de diminuer les tensions dans l'émirat, consécutives aux revendications démocratiques de plusieurs organisations, l'émir décide la création d'un conseil national composé de soixante-quinze membres dont cinquante élus au suffrage universel. Boycott de l'opposition.

Juillet Les tentatives de médiation entre l'Irak et le Koweït échouent.

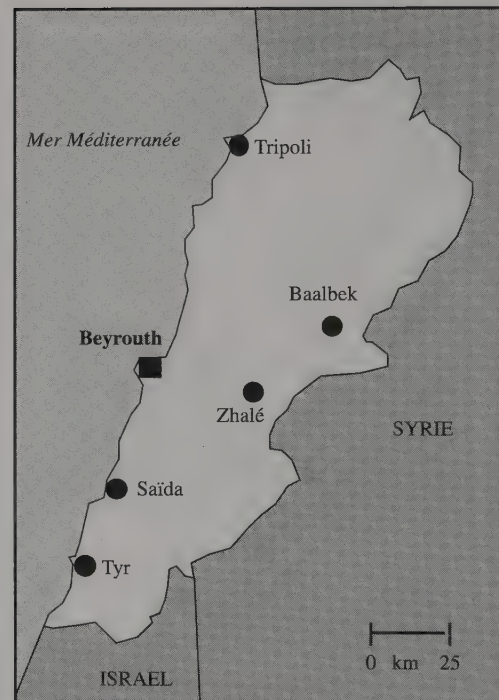
2 août L'Irak envahit le pays. Fuite des dirigeants. Début de la crise du Golfe.

1991 Libération du territoire koweïtien par les armées alliées. Retour au pouvoir du cheikh Jaber. Début des opérations d'extinction des puits de pétrole incendiés par les Irakiens avant leur départ. Poursuite et condamnation des personnes accusées de "collaboration" avec les Irakiens. De nombreux Etats occidentaux dénoncent les atteintes aux droits de l'homme et les expulsions massives des travailleurs étrangers, principalement Palestiniens.

1992 Poursuite de la remise en état de l'émirat. Augmentation de la production de pétrole (1,5 million de barils par jour en novembre). Restauration de la vie démocratique. Elections législatives. Incidents frontaliers avec l'Irak.

1993
Janv.-Février Poursuite des tensions avec l'Irak à la suite d'incursions irakiennes dans la zone démilitarisée au nord du Koweït et déploiement de contingents de l'ONU à la frontière entre les deux pays.

Juin Le gouvernement koweïtien affirme être prêt à renouer des relations diplomatiques avec les pays ayant soutenu l'Irak pendant la guerre du Golfe, à condition qu'ils présentent leurs excuses. Condamnation à mort d'Irakiens et de Palestiniens accusés de collaboration avec l'Irak lors de l'occupation du Koweït.



LIBAN

1500-333 av. J.-C. Les Phéniciens s'établissent le long des côtes syro-libanaises et fondent des cités indépendantes : Sidon, Tyr et Biblos, essentiellement. Ils inventent l'alphabet simplifié à 22 signes. A la recherche de métaux précieux, ces marins réputés fondent des comptoirs autour de la Méditerranée. L'âge d'or de la civilisation phénicienne se situe entre les Xe et VIIIe siècles avant J.-C., mais elle fut constamment soumise à des influences étrangères : hittites, assyriennes et égyptiennes.

332 av. J.-C. Alexandre le Grand met fin à l'indépendance des cités phéniciennes.

LIBAN⁽¹⁾

Superficie : 10 500 km²

Population : 3 millions Prévision 2025 : 5 millions Densité : 260 h/km² Population urbaine : 84 % Population de Beyrouth: 1,2 million (50 %)
Immigrés : 30 % Expatriés : 200 % Taux d'accroissement naturel : 2,2 % par an Nombre moyen d'enfants par femme : 3,3 Moins de 15 ans : *

Espérance de vie : 67 ans Mortalité infantile : 40 ‰ Taux d'analphabétisme : Hommes : 13% Femmes : 27 % Taux de scolarisation des 12 - 17 ans : 65 %
Nombre de médecins pour 1 000 habitants : * Accès à l'eau potable : 93 % des ménages Pour 100 mariages : Polygames : 4 Divorces : 8

Groupes ethniques : Arabes (94 %), Arméniens(4 %), Kurdes (1 %), Européens (1 %). Langue officielle : Arabe Autres langues : Français, Anglais, Arménien
Religions : Chiites (26 %), Maronites (23 %), Sunnites (22 %), Orthodoxes (11 %), Druzes (5 %), Catholiques (5 %), Arméniens (4 %)

PNB : 1,5 milliard de \$ PNB/habitant : 500 \$ PIB/h. ajusté au coût de la vie : 2 600 \$ Taux de croissance annuelle du PNB/hab : 1965 - 80 : * 1980 - 90 : *

Population active : 30%	Taux d'activité des femmes : 16 %	Répartition du PNB :	10 %	15 %	75 %
		Répartition de la population active :	14 %	27 %	58 %
			Agriculture	Industrie	Services

(en % du PNB) Dépenses publiques : *

Exportations : 33 % PNB Taux de couverture : Export/Import : Tous produits : 0,16 Industriel : * Taux moyen d'inflation (1980-91) : 200 %
Dette extérieure : 8 milliards de \$ (64 % du PNB) Service de la dette : 25 % des exportations Tourisme : * (3 millions avant 1975)
Principaux partenaires commerciaux : Arabie séoudite, France, Syrie, Italie.
Principales productions : Services financiers, drogue, raffinage, assurances.
Principales exportations : *

Régime : Démocratie parlementaire
Chef d'Etat : Elias Hraoui Depuis : 1989
Principales formations politiques : Parti national libéral, Kataebs, Parti national social-syrien, Parti socialiste progressiste, Ad Dastour, Parti communiste, Baas.

Membre de : ONU, Ligue arabe.

(1) : Estimations basées sur le dernier recensement (1970) et les dernières statistiques (1979) utilisables.

64 ap. J.-C. Occupation romaine.
200 Fondation de l'école de droit de Beyrouth.
395 Partage de l'Empire romain. La région fait partie de l'Empire d'Orient.
635 Les Arabes prennent Damas. Arrivée des Maronites chassés de Syrie.
1017 Chassés d'Egypte, les Druzes s'implantent dans la région du Mont Liban.
1096 Première croisade.
1099-1289 Royaumes chrétiens du Levant.
1289 Invasion des Mamelouks.
1516 La région passe sous le contrôle de l'Empire ottoman.
1585-1613 L'émir Fakhreddine donne au Liban les frontières qu'il devait retrouver au XXe siècle.
1697 Avènement de la dynastie des Chehab.
1840 L'émir Bechir Chehab est déposé. Le Liban repasse sous l'autorité directe du Sultan.
1842 Formation des deux districts maronite et druze.
1860 A la suite des massacres de Chrétiens par les Druzes, Napoléon III envoie un corps expéditionnaire.
1864 Une commission internationale impose l'autonomie du "Mont Liban" (Petit Liban), gouverné par un Chrétien.
1920 Traité de Sèvres. La France obtient un mandat sur la Syrie et le Liban, et constitue le Grand-Liban (Mont-Liban, Bekaa et plaine côtière).
1926 La constitution adoptée officialise le communautarisme politique.
1941 Indépendance *de jure* du Liban.
1943 Indépendance effective du Liban. Bechara El Khoury, président de la république. Proclamation du Pacte national : les Chrétiens renoncent à se placer sous la protection de l'Occident et les Musulmans reconnaissent le caractère spécifique du Liban. Les responsabilités politiques sont réparties entre les grandes communautés.
1948 Arrivée des premiers réfugiés palestiniens.
1949 Le Parti populaire syrien échoue dans une tentative de coup d'Etat. Interdiction des milices armées.
1950 La Syrie rompt l'union économique et

1952

1958

1964

1966

1967

1967-68

1968

1969

1970

1972

1973

1975 Avril

1976

1977

douanière héritée du mandat français et ferme sa frontière avec le Liban.
 Démission de Bechara El Khoury accusé de népotisme. Election de Camille Chamoun à la présidence de la république. Réouverture de la frontière avec la Syrie.
 Insurrection contre le président Camille Chamoun. Débarquement de la VIe flotte américaine à Khaldé. Le populaire commandant en chef de l'armée, le général Fouad Chehab, est élu à la présidence de la république.
 Election de Charles Hélou à la présidence de la république, poursuite de la lutte contre les clientélismes entamée par son prédécesseur.
 Krach de la banque Intra, le plus grand établissement financier du Moyen-Orient.
 Le président Hélou maintient son pays à l'écart du conflit israélo-arabe.
 Nouvel afflux de réfugiés palestiniens.
 Raid de l'aviation israélienne sur l'aéroport de Beyrouth.
 Premiers affrontements entre l'armée libanaise et les Palestiniens. Accords du Caire officialisant la présence militaire palestinienne.
 Afflux massif de Palestiniens expulsés de Jordanie. Election de Soleiman Frangié à la présidence de la république grâce au soutien des "féodaux".
 Première incursion israélienne au Sud-Liban en représaille au massacre des sportifs israéliens à Munich.
 Affrontements libano-palestiniens; bombardement de camps.
 Début de la guerre civile. Armée libanaise contre Palestiniens puis Chrétiens contre "progressistes".
 Entrée des Syriens au Liban à l'appel des Chrétiens. Election du président Elias Sarkis qui entend renouer avec la politique d'union nationale de l'ancien président Chehab. Les pays arabes endossent l'intervention syrienne sous couvert d'une "force arabe de dissuasion".
 Retournement des Syriens contre les Chrétiens puis contre les Palestiniens.

1978

1979

1979-81

1982

1983

1984

1985

1986

1987

1988

Invasion du Sud-Liban par l'armée israélienne qui repousse les Palestiniens au-delà du Litani. Interposition de la Force intermédiaire des Nations unies au Liban (FINUL). Evacuation israélienne qui laisse la zone sous le contrôle du général Hadad.
 Proclamation d'un "Etat du Liban Sud" par le général Haddad.
 Affrontements entre factions chrétiennes. Harcèlements palestiniens et représailles israéliennes s'enchaînent.
 L'armée israélienne envahit le Liban. Président élu Béchir Gemayel assassiné remplacé par son frère Amine Gemayel. Evacuation par les marines occidentales des combattants palestiniens de Beyrouth-Ouest assiégé par l'armée israélienne. Massacre des camps de Sabra et Chatila. Arrivée d'une Force multinationale de sécurité de l'ONU.
 Attentats contre les QG américain et français de la Force multinationale. Accord non ratifié israélo-libanais de Naqoura sur le départ des forces étrangères. Evacuation par les forces de l'ONU des combattants palestiniens assiégés dans Tripoli par l'armée syrienne.
 Départ de la Force multinationale. Affrontements à Tripoli entre islamistes et prosyriens.
 Regroupement des forces prosyriennes. Affrontements entre Palestiniens et Chiites d'Amal. Retrait de l'armée israélienne qui conserve cependant une "zone tampon" à sa frontière.
 Tentative de soulèvement antisyrrien. Multiplication de prises d'otages d'Occidentaux.
 Affrontement entre Amal et les "progressistes". L'armée syrienne entre à Beyrouth-Ouest. Aggravation de la situation économique.
 Vacance de la présidence de la république par faute d'accord sur un candidat. Le président sortant Gemayel désigne le commandant des forces armées, le général Michel Aoun, pour lui succéder.

- 1989** Le général Aoun déclare une "guerre de libération contre la Syrie". Accords de Taëf sur un rééquilibrage des pouvoirs constitutionnels et un redéploiement des forces syriennes. Président élu René Moawad assassiné remplacé par Elias Hraoui.
- 1990** Effondrement de l'économie du pays. Affrontements entre le général Aoun et les Forces libanaises. Victoire syrienne et accord avec l'Iran sur la cessation des hostilités menées par le Hezbollah. Fin de la guerre.
- 1991** Traité syro-libanais. Libération des derniers otages occidentaux. Déploiement de l'armée libanaise dans la majeure partie du pays. Lutte contre la culture du pavot. Participation libanaise au processus de paix israélo-arabe.
- 1992**
- Mai** Démission du Premier ministre Omar Karamé, remplacé par Rachid Solh.
- Septembre** Premières élections législatives depuis 1972. Boycott des Chrétiens. Le milliardaire Rafic Hariri est nommé Premier ministre avec le soutien des Séoudiens.
- 1993** Affermissement de l'autorité de l'Etat libanais à l'occasion de la crise provoquée par l'expulsion au Liban de membres du Hamas hors des territoires occupés par Israël.
- Juillet** Les attaques du Hezbollah pro-iranien dans la "zone de sécurité" contrôlée par Israël à sa frontière conduisent Tel-Aviv à bombarder le Sud-Liban.
- Août** Déploiement de l'armée libanaise dans la région contrôlée par la FINUL, frontalière de la zone de sécurité israélienne. Lancement d'un ambitieux plan pour la reconstruction de Beyrouth



LIBYE

- I^{er} millénaire** Intégration de la Cyrénaïque à l'Égypte.
- VIII^e s. av. J.-C.** Début de la colonisation phénicienne en Tripolitaine et grecque en Cyrénaïque.
- Milieu du III^e s. av. J.-C.** Début des guerres puniques dirigées contre Carthage dominant la Tripolitaine.
- 258-96** Royaume lagide indépendant de Cyrénaïque.
- 146 av. J.-C.** Destruction de Carthage. Intégration des régions libyennes occidentales à l'Empire romain.
- 395 ap. J.-C.** La Tripolitaine est rattachée à l'Empire d'Occident et la Cyrénaïque à l'Empire d'Orient.
- 533** Reprise de la Tripolitaine aux Vandales par les Byzantins.
- 643** Conquête arabe. Peu à peu, l'Égypte accroît son influence sur la Cyrénaïque tandis que l'Ifriqiya (actuelle Tunisie) prend la Tripolitaine.
- XII^e s.** Islamisation complète. Présence normande à Tripoli qui devient un important port de piraterie.

- XVI^e s.** Conquête ottomane.
- 1510** Prise de Tripoli par les Espagnols.
- 1551** Prise de Tripoli par les Ottomans.
- 1711-1835** Règne de la dynastie Qaramanlis quasiment indépendante des Ottomans.
- 1835** Reconquête turque.
- Fin du XIX^e s.** La France et l'Italie convoitent les régions libyennes.
- 1911** L'Italie prend Tripoli après des combats contre les Turcs. Début de la colonisation italienne. Résistance des tribus libyennes et des Sénoussis.
- 1932** Achèvement de la conquête italienne.
- 1934** Création de la Libye, par fusion de la Cyrénaïque, de la Tripolitaine et du Fezzan.
- 1935** Accord Laval-Mussolini sur les frontières entre colonies françaises et italiennes.
- 1939** Suppression du statut colonial et rattachement direct à l'Italie.
- 1941-1942** Combats anglo-allemands en Libye. Les Britanniques prennent la Cyrénaïque et Tripoli.
- 1942**
- 23 octobre** Victoire à El Alamein des troupes alliées sur les armées allemandes de Rommel. Début du repli allemand en Afrique.
- 1942-51** Administration britannique. L'Italie tente de se faire attribuer un mandat sur la Tripolitaine. La France occupe le Fezzan.
- 1951**
- 24 décembre** Indépendance de la Libye. Mohammed Idris El Mahdi Es Senoussi, soutenu par Londres, couronné roi.
- 1953-1954** Accords militaires signés avec la Grande-Bretagne et les États-Unis.
- 1955** Accord frontalier avec la France qui évacue le Fezzan.
- 1958-1959** Découverte de pétrole.
- 1969**
- 1^{er} septembre** Le roi Idris est déposé. Création d'un Conseil de commandement de la révolution, dirigé par le colonel Kadhafi. Union avec le Soudan et l'Égypte (la Syrie s'y joindra en 1970 mais l'union ne prendra pas corps).
- 1970** Expulsion de 15 000 Italiens.
- 1971** Tentative de fédération Égypte-Libye-Syrie.

LIBYE

Superficie : 1 760 000 km² Terres arables : 1 %

Population : 5 millions Prévision 2025 : 14 millions Densité : 2,8 h/km² Population urbaine : 68 % Population de Tripoli : 1,5 million (30 %)
Immigrés : 12 % Expatriés : 1 % Taux d'accroissement naturel : 3,6 % par an Nombre moyen d'enfants par femme : 6,7 Moins de 15 ans : 52 %

Espérance de vie : 63 ans Mortalité infantile : 68 ‰ Taux d'analphabétisme : Hommes : 22 % Femmes : 50 % Taux de scolarisation des 12 - 17 ans : 65 %
Nombre de médecins pour 1 000 habitants : 1,5 Accès à l'eau potable : 94 % des ménages Pour 100 mariages : Polygames : 3 Divorces : 30

Groupes ethniques : Arabes (92 %), Berbères (6 %), Européens (2 %). Langue officielle : Arabe
Religions : Sunnites (96 %), Chrétiens (4 %)

PNB : 23 milliards de \$ PNB/habitant : 5 300 \$ PIB/h. ajusté au coût de la vie : 4 000 \$ Taux de croissance annuelle du PNB/hab : 1965 - 80 : 0,6 % 1980 - 90 : -9,9 %

Population active : 24 % Taux d'activité des femmes : 4 %	Répartition du PNB :	5 %	45 %	50 %
	Répartition de la population active :	18 %	29 %	59 %
		Agriculture	Industrie	Services

(en % du PNB) Dépenses publiques : * dont : Education : 8 % Défense : 12 % Santé : 4 %

Exportations : 44 % PNB Taux de couverture : Export/Import : Tous produits : 1,17 Industriel : * Taux moyen d'inflation (1980-91) : 0,2 %
Dette extérieure : 5 milliards de \$ (21 % du PNB) Service de la dette : * Tourisme : 0,1 million de visiteurs
Principaux partenaires commerciaux : Italie, Allemagne, Espagne, France, Grèce, CEI, Bulgarie.
Principales productions : pétrole, agroalimentaire, pétrole raffiné, gaz.
Principales exportations : Pétrole, gaz.

Régime : Non démocratique (Djamahiriyya-Etat des masses)
Chef d'Etat : Muammar al Kadhafi Depuis : 1969 Parti au pouvoir : Congrès général du peuple
Aucun parti

Membre de : ONU, Ligue arabe, OUA, OPAEP, OPEP.

- 1972** Union avec l'Egypte décidée. Brisée en 1973.
- 1973** Révolution populaire. Kadhafi renonce, puis revient, au pouvoir. Nationalisation à 51% des sociétés pétrolières libyennes. Début des livraisons d'armes soviétiques.
- 1974** Union, sans suite, avec la Tunisie.
- 1977** Suppression du Conseil de commandement de la révolution, remplacé par une réunion du peuple en "congrès populaire de base".
- 1979** Interventions libyennes en Ouganda et au Tchad où la Libye revendique la bande d'Aouzou riche en uranium. Saccage de l'ambassade américaine de Tripoli.
- 1980** Rupture avec les Palestiniens du Fatah. Saccage de l'ambassade française de Tripoli.
- 1981** Fusion avec le Tchad. Revendication d'une partie du Golfe de Syrte comme eaux territoriales. L'armée américaine abat des appareils libyens dans le Golfe de Syrte.
- 1983-1984** Nouvelles interventions au Tchad arrêtées par l'armée française. La Libye conserve le contrôle du nord du pays.
- 1984** Accord signé avec la France sur le Tchad. Rupture des relations diplomatiques avec la Grande-Bretagne suite à une fusillade à l'ambassade libyenne à Londres. Tentative d'union avec le Maroc.
- 1986**
- 15 avril** Raid américain sur Tripoli et Benghazi, en représailles des actes de terrorisme imputés à la Libye (détournement du paquebot "Achille Lauro" – un mort, de nationalité américaine –, attentats à Vienne et Rome – 19 morts – en 1985). Rapprochement avec l'Algérie.
- 1987** Les Tchadiens reprennent la bande d'Aouzou.
- 1989**
- 16 février** La Libye signe le Traité d'Union du Maghreb arabe. Les Etats-Unis accusent la Libye de construire une usine d'armements chimiques sur le site de Rabta.

Destruction de deux avions libyens par l'armée américaine.

- 30 août** Accord de paix avec le Tchad.
- 10 septembre** Attentat contre un DC 10 d'UTA.
- Octobre** Le colonel Kadhafi reconnaît avoir soutenu le terrorisme.
- 1990** Incendie de l'usine de Rabta. La Libye est soupçonnée de l'attentat contre l'appareil d'UTA et de celui de Lockerbie (21 décembre 1988).
- 1991-92** Embargo aérien et militaire décrété par le Conseil de sécurité des Nations unies pour sanctionner l'attentat de Lockerbie. Volonté affichée de libéralisation de l'économie.
- 1993** L'ONU renouvelle les sanctions économiques, tandis que les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni menacent de les aggraver si le régime persiste dans son refus de livrer ses ressortissants impliqués dans les attentats de Lockerbie et d'UTA.
- Août** L'ultimatum et la menace d'un boycott de ses produits pétroliers pousse Tripoli à envisager de discuter, avec des délégués des Nations unies, le jugement de ses ressortissants à l'étranger, y compris aux Etats-Unis ou en Grande-Bretagne. Le colonel Kadhafi apporte son soutien aux mouvements islamistes tunisien et algérien alors qu'il les combat sur son sol.



MAROC

- 2000 av. J.-C.** Implantation berbère sur les territoires de l'actuel Maroc.
- XIe-IIIe s. av. J.-C.** Colonisation phénicienne des côtes.
- 40-42 ap. J.-C.** Annexion romaine du royaume "maure" (berbère). Les hauts plateaux ne seront jamais soumis à Rome.
- 281** Evacuation de Volubilis (capitale berbère) par les Romains qui se cantonnent sur la côte nord du pays.
- 429** Invasion vandale.
- 523** Occupation de Tanger et Ceuta par les Byzantins d'Espagne.
- 683** Débuts de la conquête arabe et de l'islamisation des Berbères.
- 739-788** Révolte des Berbères. Etablissement de la dynastie idrisside dans le nord.
- 808** Fondation de Fès.
- 1068** Fondation de Marrakech par Ibn Tachfine. Il établit également l'Empire almoravide, s'étendant jusqu'au sud de l'Espagne.

MAROC

Superficie : 450 000 km² (710 000 km² avec le Sahara occidental) Terres arables : 12 %

Population : 25 millions Prévision 2025 : 70 millions Densité : 56 h/km² Population urbaine : 48 % Population de Rabat : 1,2 million (4 %)
Immigrés : 0,25 % Expatriés : 3,8% Taux d'accroissement naturel : 2,4 % par an Nombre moyen d'enfants par femme : 4,2 Moins de 15 ans : 41 %

Espérance de vie : 68 ans Mortalité infantile : 63 ‰ Taux d'analphabétisme : Hommes : 40 % Femmes : 62 % Taux de scolarisation des 12 - 17 ans : 37 %
Nombre de médecins pour 1 000 habitants : * Accès à l'eau potable : 61 % des ménages Pour 1 00 mariages : Polygames : 7 Divorces : 26

Groupes ethniques : Arabes (66 %), Berbères (33 %), Langue officielle : Arabe Autres langues : Français, Espagnol
Religions : Sunnites (98 %), Juifs et Chrétiens (2 %)

PNB : 26 milliards de \$ PNB/habitant : 1 000 \$ PIB/h. ajusté au coût de la vie : 2 500 \$ Taux de croissance annuelle du PNB/hab: 1965 - 80 : 7% 1980 - 90 : 1,6%

Population active : 31 % Taux d'activité des femmes : 13%	Répartition du PNB :	19 %	31 %	50 %
	Répartition de la population active :	42 %	24 %	34 %
		Agriculture	Industrie	Services

(en % du PNB) Dépenses publiques : 30 % du PNB dont : Education : 6 % Défense : 5 % Santé : 1 %

Exportations : 15 % PNB Taux de couverture : Export/Import : Tous produits : 0,59 Industriel : 0,54 Taux moyen d'inflation (1980-91) : 10 %
Dette extérieure : 24 milliards de \$ (92 % du PNB) Service de la dette : 25 % des exportations Tourisme : 5 millions de visiteurs
Principaux partenaires commerciaux : Etats-Unis, France, Italie, Espagne, Allemagne.
Principales productions : Fruits, agroalimentaire, charbon, phosphates, textiles, raffinage.
Principales exportations : Produits agricoles, phosphates, produits semi-finis.

Régime : Monarchie constitutionnelle
Chef d'Etat : Roi Hassan II Depuis : 1961 Parti au pouvoir : Union constitutionnelle
Autres partis politiques : Istiqlal, Union nationale des forces populaires, Mouvement populaire (Berbère).

Membre de : ONU, Ligue arabe, UMA.

1132 Etablissement de la dynastie almohade régnant jusque sur les territoires de Libye.

XIIIe s. Déclin de l'empire almohade. Unification du Maghreb par des populations venues du Sahara qui fondent la dynastie mérinide.

1472-1554 Arrivée d'Andalous et de Morisques d'Espagne.

XVe s. Les Portugais et les Espagnols occupent les ports marocains. Les Espagnols s'établissent sur les rivages du Sahara occidental

1578 Ahmet IV Al-Mansour bat les Portugais à Alcazarquivir.

1640 Fondation de la dynastie chérifienne alaouite par Moulay Errachid, descendant du cousin du Prophète et originaire du Hedjaz.

1678-1727 Moulay Ismail occupe Tanger et fonde Meknès.

XVIIIe s. Querelles dynastiques permanentes.

1765 Fondation de Mogador.

1825 Traité de commerce avec la France.

1880 La convention de Madrid accordant à plusieurs puissances le traitement de la nation la plus favorisée, renforce la perte d'autonomie du Maroc.

1906 Conférence d'Algésiras. Internationalisation économique du Maroc qui se trouve placé de fait sous protectorat des puissances coloniales au premier rang desquelles se trouve la France.

1907 Massacre de Français. Les troupes françaises débarquent à Casablanca. Lyautey occupe Oujda. Drude commence la conquête de la Chaouïa.

1908 Renversement du sultan Abd-El-Aziz, remplacé par Moulay Hafidh.

1911 Soulèvement berbère contre le sultan. Assiégé dans Fès, il est délivré par les Français.

Coup d'Agadir : l'Allemagne envoie le navire de guerre Panther pour intimider la France. Traité de Berlin : l'Allemagne renonce au Maroc contre la cession, par la France, d'une partie du Congo.

1912 Traité de protectorat accepté par le sultan Moulay Hafidh : le Maroc est divisé en zones française et espagnole, Madrid obtenant le Rif, et Tanger est érigée en zone

internationale. Le protectorat français est dirigé par Lyautey jusqu'en 1925.

1920-26 Guerre du Rif opposant les tribus paysannes du Rif conduites par Abd el-Krim et les autorités espagnoles et françaises. Finalement maîtrisée, elle entraîne un contrôle plus direct de l'administration française sur les territoires marocains et une intensification de la colonisation rurale.

1927 Intrônisation de Moulay Mohamed V.

1930-1934 Naissance du premier parti politique marocain, créé par les futurs fondateurs de l'Istiqlal, Allah Al-Fasi, Ouazzani et Balafraj. Un "comité d'action" demande l'abolition du protectorat.

1937-1940 Franco promet l'autonomie au Maroc espagnol. L'Espagne occupe Tanger.

1942-1944 Occupation du Maroc par les armées américaines. La fondation du parti Istiqlal (Indépendance) s'en trouve facilitée.

1953-1955 Exil de Mohamed V à Madagascar puis négociation en France avec le gouvernement de Mendès France aboutissant aux accords de La Celle-Saint-Cloud entre le roi appelé d'exil et le gouvernement français acceptant l'indépendance.

1956

3 mars Accession du Maroc à l'indépendance.

Novembre Intrônisation du prince héritier Hassan. Abolition du statut international de Tanger et restitution par les Espagnols de certains territoires du nord au Maroc.

1959-1960 Création de l'Union nationale des forces populaires (UNFP) par Ben Barka après la séparation avec l'Istiqlal. Arrestation des membres les plus radicaux. Nomination du prince héritier Hassan comme Premier ministre.

1961 Décès de Mohamed V. Hassan II, roi du Maroc.

1963 Elections législatives, victoire de la droite. Conflit frontalier avec l'Algérie.

1962-1965 Adoption d'une constitution pour une démocratie multipartite sous le strict contrôle du roi. Création de 3 nouveaux partis politiques mais échec d'une tentative en faveur d'un gouvernement parlementaire.

Disparition mystérieuse de Ben Barka, qui était à l'origine d'un complot contre la monarchie.

1970-1971 Adoption d'une nouvelle constitution. Tentative de coup d'Etat militaire à Skirat. Limitation de la vie démocratique prévue par la constitution.

1972-1973 Nouvelle tentative d'attentat contre le roi par le général Oufkir et exécution de 11 officiers ayant participé à cet attentat. Création du Front Polisario au Sahara occidental (tendance socialiste).

1974 Etablissement d'une "administration interne" par l'Espagne au Sahara occidental.

1975 Le Maroc favorise au Sahara occidental la création d'un Front de libération et de l'unité de tendance promarocaine et organise la Marche verte, qui voit plusieurs dizaines de milliers de Marocains envahir pacifiquement le Sahara occidental. Signature des accords de Madrid entre l'Espagne, le Maroc et la Mauritanie sur le Sahara occidental. Rabat et Nouakchott se partagent l'ancienne colonie espagnole.

1976 Proclamation de la République démocratique indépendante du Sahara occidental par le Front Polisario.

1977 Premières élections législatives depuis 1963. Répression de l'opposition.

1978 Accord avec l'URSS sur les phosphates.

1979 La Mauritanie renonce à ses prétentions sur le Sahara occidental et reconnaît la République sahraouie.

1984 Emeutes contre la vie chère. Combats contre le Front Polisario. Référendum en faveur de l'union avec la Libye qui ne prend cependant pas corps. Elections législatives au scrutin indirect, victoire du centre-droit.

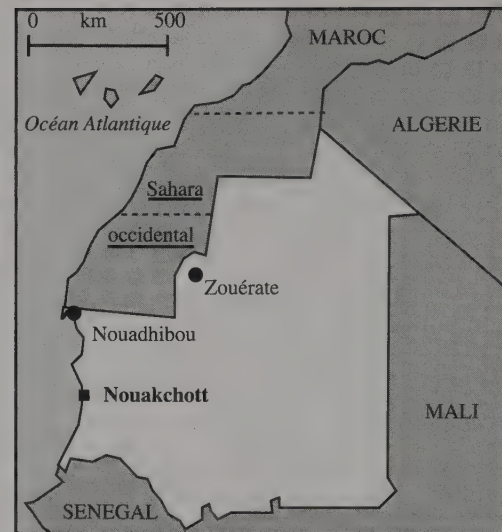
1985 Le Maroc se retire de l'OUA suite à l'admission de la République sahraouie.

1986 Acceptation du principe d'un référendum sur le Sahara occidental. Réception du Premier ministre israélien Shimon Peres à Ifrane.

1987 Candidature à la CEE repoussée.

- 1988** Sommet des Etats arabes et amorce d'un rapprochement algéro-marocain.
Le Maroc et le Front Polisario acceptent le plan de paix de l'ONU, prévoyant un cessez-le-feu et l'organisation d'un référendum sur l'avenir du territoire
- 1989** Rencontre de Hassan II et des représentants du Front Polisario.
Création de l'Union du Maghreb arabe (UMA) rassemblant l'Algérie, la Tunisie la Libye et la Mauritanie.
- 1990** La résolution 690 du Conseil de sécurité de l'ONU prévoit l'organisation d'un référendum d'autodétermination au Sahara occidental.
Envoi de 1 500 hommes en Arabie contre l'Irak, parallèlement soutien gouvernemental aux manifestations pro-irakiennes. Contestation interne croissante du régime par les islamistes et les républicains.
- Décembre** Emeutes de Fès. Répression sanglante (des dizaines de morts).
- 1991** Sous la pression internationale, création d'un Conseil consultatif des droits de l'Homme. Environ 2 000 détenus, dont des prisonniers sarahouis, sont graciés par Hassan II, afin de montrer la bonne volonté marocaine. Libération des 32 prisonniers encore enfermés dans le bagne de Tazmamart. Celui-ci est ensuite rasé.
- 1992** Le référendum sur le Sahara occidental qui devait avoir lieu en janvier est reporté *sine die*. Hassan II annonce des réformes constitutionnelles devant permettre au parlement de jouer un plus grand rôle. Révision de la Constitution entérinée par référendum en septembre (97,25 % de participation; 99,98 % de oui) : le Premier ministre sera responsable devant un Parlement aux compétences progressivement élargies. Création d'un Conseil constitutionnel.
- Octobre** Elections communales et municipales : appel au boycott de certains partis d'opposition.
Sécheresse entraînant un net recul de la production agricole mais poursuite à un

- rythme accéléré de la croissance du reste de l'économie qui ne parvient pourtant pas à toucher les nombreux défavorisés.
- 1993** Résolution de l'ONU en faveur de la tenue rapide du référendum prévu au Sahara occidental.
- Juin** Aux élections législatives, caractérisées par un fort taux d'abstention (37,5 %) malgré l'appel du roi Hassan II à un vote massif, les partis d'opposition, regroupés dans le Bloc démocratique, remportent 99 des 222 sièges à pourvoir au suffrage universel.
- Juillet** Rencontre entre des responsables du Polisario et du Maroc, à El Ayoun, au Sahara occidental, qui laisse en suspend la question de la composition du corps électoral pour le référendum.
- Août** Inauguration de la Grande Mosquée Hassan II de Casablanca.
- Novembre** Echec de négociations en vue d'intégrer l'opposition au gouvernement.



MAURITANIE

- A partir du VIII^e s. ap. J.-C.** Islamisation et occupation de la région par les Berbères et les Arabes.
- X^e s.** L'Empire du Ghana domine la région.
- XI^e s.** Début de la domination marocaine.
- 1443** Arrivée des Portugais sur les côtes.
- XVII^e s.** Contestation de l'autorité marocaine.
Incursions portugaises, hollandaises et françaises.
- 1724** Installation de postes français depuis le Sénégal.
- 1902** Conquête française de l'intérieur du pays, qui prend le nom de Mauritanie.
- 1920** Rattachement à l'Afrique occidentale française.
- 1903-36** Confortation de la domination française après de vives résistances.
- 1946** La Mauritanie devient Territoire d'Outre-Mer.
- 1956** L'autonomie interne est accordée au pays en vertu de la Loi-cadre Defferre.

MAURITANIE

Superficie : 1 030 000 km² Terres arables : 0,2 %

Population : 2 millions Prévision 2025 : 5 millions Densité : 2 h/km² Population urbaine : 39 % Population de Nouakchott : 0,7 million (35 %)
Immigrés : 2 % Expatriés : 4 % Taux d'accroissement naturel : 2,9 % par an Nombre moyen d'enfants par femme : 6,5 Moins de 15 ans : 46 %

Espérance de vie : 48 ans Mortalité infantile : 117 ‰ Taux d'analphabétisme : Hommes : 24 % Femmes : 79 % Taux de scolarisation des 12 - 17 ans : 33 %
Nombre de médecins pour 1 000 habitants : 0,08 Accès à l'eau potable : 66 % des ménages Pour 100 mariages : Polygames : 6 Divorces : 45

Groupes ethniques : Maures (50 %), Toucouleurs, Peuls et Wolofs (50 %) Langue officielle : Arabe Autre langue : Français
Religion : Sunnites (99,5 %)

PNB : 1 milliard de \$ PNB/habitant : 500 \$ PIB/h. ajusté au coût de la vie: 1 000 \$ Taux de croissance annuelle du PNB/hab: 1965 - 80 : - 0,1 % 1980 - 90 : - 2,2 %

Population active : 33 %	Taux d'activité des femmes : 14 %	Répartition du PNB :	28 %	24 %	48 %
		Répartition de la population active :	69 %	9 %	22 %
			Agriculture	Industrie	Services

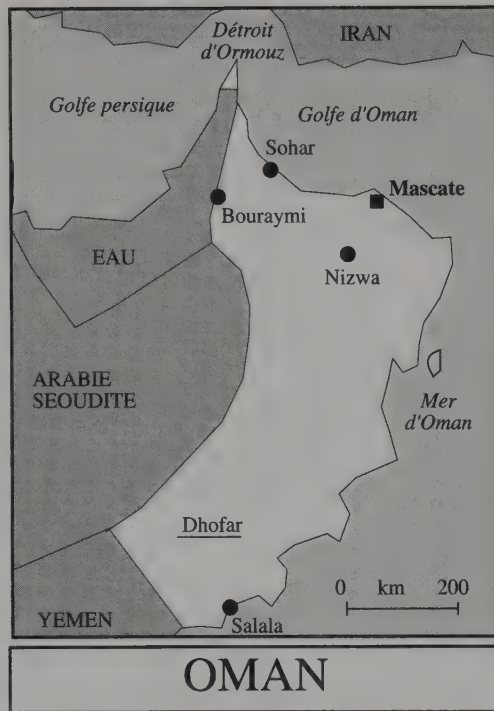
(en % du PNB) Dépenses publiques : 50 % du PNB dont : Education : 11 % Défense : 5 % Santé : 2 %

Exportations : 44 % PNB Taux de couverture : Export/Import : Tous produits : 2,30 Industriel : 0,2 Taux moyen d'inflation (1980-91) : 8 %
Dette extérieure : 2 milliards de \$ (200 % du PNB) Service de la dette : 15 % des exportations Tourisme : *
Principaux partenaires commerciaux : France, Espagne, Italie, Japon, Allemagne, Belgique, Singapour.
Principales productions : Elevage, pêche, fer.
Principales exportations : Poisson, fer.

Régime : Militaire
Chef d'Etat : Colonel Sid Ahmed Taga Depuis : 1984
Aucun parti

Membre de : ONU, Ligue arabe, OUA, Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

- 1960**
28 novembre Indépendance. Moktar Ould Daddah président de la république.
 Revendications marocaines sur le nouvel Etat, soutenues par plusieurs pays arabes.
- 1969**
 Le Maroc reconnaît la Mauritanie, puis ses frontières en 1970.
- 1973**
 Admission à la Ligue arabe.
- 1974**
 Nationalisation des mines de fer.
- 1975**
14 novembre Accord avec l'Espagne et le Maroc sur le Sahara occidental.
- 1976-1978**
 Prise du Sahara occidental et combats avec le Front Polisario. Tensions avec le Maroc.
- 1978**
 Renversement du président Daddah par un coup d'Etat militaire. Régime militaire jusqu'en 1992.
- 1er octobre**
 Un cessez-le-feu est signé avec le Front Polisario.
- 1979 -84**
 Succession de coups d'Etat militaires.
- 1979**
 La Mauritanie renonce à ses prétentions sur le Sahara occidental.
- 1980**
 La charia est adoptée.
 Abolition de l'esclavage auquel est cependant toujours soumise une partie de la population.
- 1984**
 Accession au pouvoir du lieutenant-colonel Maouya Taya qui rompt avec la politique d'amitié vis-à-vis du Front Polisario de ses prédécesseurs pour se rapprocher du Maroc.
- 1989**
 Tension avec le Sénégal. Expulsion de 100 à 140 000 Négro-Mauritaniens vers le Sénégal. Expulsion parallèle de quelque 120 à 200 000 Maures du Sénégal.
- 1992**
 Détente relative avec le Sénégal (réouverture des frontières fermées depuis les incidents de 1989 et reprise des relations diplomatiques).
 Elections pluralistes. Réélection du président Taya. Nomination d'un civil, Sidi Mohamed Boubacar, au poste de Premier ministre.



VIIe s. ap. J.-C. Premier imam ibadite.

IXe s. Invasion perse.

1505 Début de la domination des ports par les Portugais.

1650 Les imams Yahariba reprennent Mascate.

1650-65 Reprise de toutes les possessions portugaises sur l'Océan indien jusqu'au Mozambique.

1743-47 Domination perse.

1749 Avènement de la dynastie des Al Bu Saïd. Extension de la domination omanaise sur l'Océan indien.

1798 Premier traité avec la Grande-Bretagne.

1830 Transfert de la capitale à Zanzibar.

1856 Partition du pays en deux royaumes indépendants (Mascate et Zanzibar) à la mort du sultan Saïd ibn Sultan.

- 1860-70**
 Conquête de l'oasis de Bouraymi sur les Wahhabites. Protectorat sur le Dhofar.
- 1890**
 Zanzibar devient protectorat britannique.
- 1913**
 Après la restauration de l'imamat ibadite, scission en deux Etats (Mascate et Oman).
- 1920**
 Traité de Sib entre le sultan Tayr Mur ibn Faïçal et l'imam. Le premier contrôle la côte, le second garde une certaine indépendance à l'intérieur des terres.
- 1924**
 Première concession pétrolière. L'exploitation ne commencera que dans les années soixante.
- 1949-55**
 Différend avec l'Arabie séoudite à propos de la souveraineté sur Bouraymi.
- 1957**
 Reprise des tensions entre l'intérieur et les régions côtières. Tentative de restauration de l'imamat mais le sultan Saïd reprend le contrôle du pays, aidé par la Grande-Bretagne.
- 1963-64**
 Débuts de la rébellion de la région du Dhofar, soutenue par le Yémen du Sud.
- 1970**
 Destitution du sultan Saïd, remplacé par son fils Qabous avec l'aide des services secrets britanniques. Début de la modernisation.
- 1971-75**
 Stratégie de reconquête du Dhofar alliant politique de développement et offensives militaires menées avec le soutien de la Grande-Bretagne et de l'Iran.
- 1976**
 Cessez-le-feu signé avec le Yémen du Sud.
- 1981**
 Création d'une assemblée consultative. Membre fondateur du Conseil de coopération du Golfe (CCG). Début du boom pétrolier.
- 1983**
 Etablissement de relations diplomatiques avec le Yémen du Sud. Oman prône au sein du CCG un accord commercial avec la CEE et militaire avec les Etats-Unis. Frictions avec l'Arabie séoudite.
- 1989**
 Découverte d'importants gisements de gaz et de cuivre.
- 1990**
 Première conférence ministérielle CEE-CCG à Mascate. Opposition de Ryad à un rapprochement avec Téhéran. Participation à la coalition anti-irakienne.
- 1991**
 Ambitieux plan d'aménagement du territoire, d'équipement industriel et de développement du tourisme.

OMAN										Superficie : 212 000 km2		Terres arables : 0,2%	
Population : 1,7 million		Prévision 2025 : 5 millions		Densité : 8h/km2		Population urbaine : 11%		Population de Mascate : 0,1 million (4 %)					
Immigrés : 23 %		Expatriés : 10 %		Taux d'accroissement naturel : 3,7 % par an		Nombre moyen d'enfants par femme : 7,1		Moins de 15 ans : 44 %					
Espérance de vie : 68 ans		Mortalité infantile : 34 ‰		Taux d'analphabétisme : Hommes : 50 %		Femmes : 80 %		Taux de scolarisation des 12 - 17 ans : 60 %					
Nombre de médecins pour 1 000 habitants : 0,95		Accès à l'eau potable : 47 % des ménages				Pour 100 mariages :		Polygames : 9		Divorces : 30			
Groupes ethniques : Arabes (90 %), Asiatiques (10 %)						Langue officielle : Arabe							
Religions : Ibadites (60 %), Sunnites (40 %)													
PNB : 9 milliards de \$		PNB/habitant : 5 500 \$		PIB/h. ajusté au coût de la vie: 10 000 \$		Taux de croissance annuelle du PNB/hab: 1965 - 80 : 9 %		1980 - 90 : 5,3 %					
Population active : 28 %		Taux d'activité des femmes : 5 %		Répartition du PNB :		3 %		59 %		38 %			
				Répartition de la population active :		50 %		21 %		29 %			
						Agriculture		Industrie		Services			
(en % du PNB)		Dépenses publiques : 49 % du PNB		dont : Education : 5 %		Défense : 17 %		Santé : 3%					
Exportations : 50% PNB		Taux de couverture : Export/Import :		Tous produits : 2		Industriel : 1,79		Taux moyen d'inflation (1980-91) : - 6 %					
Dette extérieure : 3 milliards de \$ (33 % du PNB)		Service de la dette : 13 % des exportations				Tourisme : *							
Principaux partenaires commerciaux : Etats-Unis, Japon, Grande-Bretagne, Emirats arabes unis, Singapour, Allemagne, Corée du Sud.													
Principales productions : Pétrole, cuivre et chrome, élevage, pêche, cultures traditionnelles.													
Principales exportations : Pétrole, cuivre, gaz, poissons, dattes.													
Régime : Monarchie absolue		(Sultanat d'Oman)											
Chef d'Etat : Sultan Qabous. Saïd bin Taymour				Depuis : 1970									
Pas de partis politiques													
Membre de : ONU, Ligue arabe, Conseil de coopération du Golfe.													

QATAR

Superficie : 11 000 km² Terres arables : 3 %

Population : 0,45 million Prévision 2025 : 1,5 million Densité : 41 h/km² Population urbaine : 90 % Population de Doha : 0,3 million (66 %)
Immigrés : 42 % Expatriés : 3 % Taux d'accroissement naturel : 3,4 % par an Nombre moyen d'enfants par femme : 5,3 Moins de 15 ans : *

Espérance de vie : 70 ans Mortalité infantile : 26 ‰ Taux d'analphabétisme : Hommes : 40 % Femmes : 54 % Taux de scolarisation des 12 - 17 ans : 92 %
Nombre de médecins pour 1 000 habitants : 1 Accès à l'eau potable : 94 % des ménages Pour 100 mariages : Polygames : * Divorces : 2,3

Groupes ethniques : Arabes (70%), Asiatiques (30%) Langue officielle : Arabe Autre langue : Anglais
Religions : Sunnites (*), Wahhabites (*)

PNB : 7 milliards de \$ PNB/habitant : 15 500 \$ PIB/h. ajusté au coût de la vie: 9 000 \$ Taux de croissance annuelle du PNB/hab: 1965 - 80 : * 1980 - 90 : *

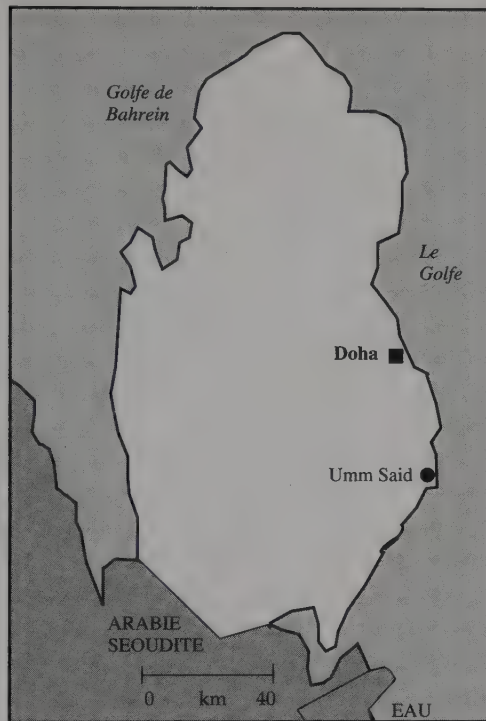
		Répartition du PNB :	1 %	55 %	44 %
Population active : 42 %	Taux d'activité des femmes : 6 %	Répartition de la population active :	0,1 %	39,9 %	60 %
			Agriculture	Industrie	Services

(en % du PNB) Dépenses publiques : * dont : Education : 6 % Défense : 3 % Santé : 2 %

Exportations : 43% PNB Taux de couverture : Export/Import : Tous produits : 2% Industriel : * Taux moyen d'inflation (1980-91) : 1 %
Dette extérieure : 1 milliard de \$ (14 % du PNB) Service de la dette : 1 % des exportations Tourisme : *
Principaux partenaires commerciaux : Japon, France, Grande-Bretagne, Etats-Unis, Italie, Allemagne, Arabie séoudite.
Principales productions : Pétrole, pétrochimie, engrais.
Principales exportations : Pétrole, pétrochimie, engrais.

Régime : Monarchie absolue (Emirat de Qatar)
Chef d'Etat : Cheikh Khalifa Al-Thani Depuis : 1972
Aucun parti politique

Membre de : ONU, Ligue arabe, OUA, OPAEP, Conseil de coopération du Golfe.

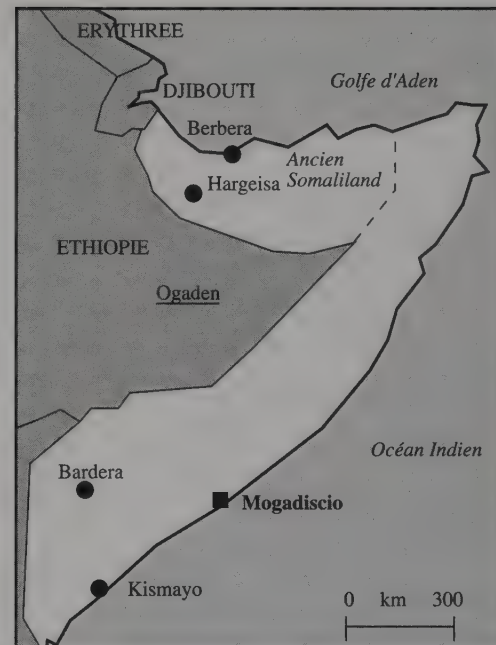
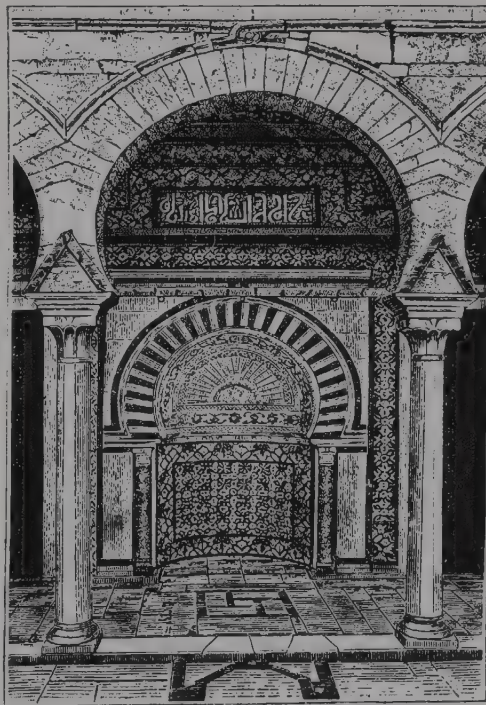


QATAR

- 1872** Le Qatar, auparavant rattaché à Bahrein, passe sous la domination de l'Empire ottoman.
- 1916** Instauration d'un protectorat britannique.
- 1935** Première concession pétrolière accordée à l'Anglo-Persian Oil Company.
- 1940** Découverte de pétrole.
- 1949** Débuts de l'exploitation du pétrole.
- 1965** Accord frontalier avec l'Arabie séoudite.
- 1971** Indépendance.
- 1972** Le cheikh Ahmad al-Thani est destitué par

son cousin, le cheikh Khalifa ibn Hamad al-Thani.

- 1974** L'Etat prend le contrôle total des compagnies pétrolières.
- 1981** Membre fondateur du Conseil de coopération du Golfe.
- 1990-91** Participation à la coalition anti-irakienne.
- 1992** Importantes découvertes de pétrole. Tensions avec deux pays voisins : litige territorial avec Bahrein et incident frontalier armé avec l'Arabie séoudite. Dénonciation de l'accord de 1965 signé entre les deux pays.
- 1993** Apaisement des tensions avec l'Arabie séoudite et résolution du différend frontalier.



SOMALIE

- IXe s.** Installation des Arabes sur les côtes somaliennes.
- XVe s.** Sultanat de Harrar.
- 1506** Bombardements portugais.
- 1884** Accord entre l'Angleterre et l'Italie sur le partage des zones d'influence.
- 1888** Accord anglo-français sur la côte des Somalis.
- 1891** Accord de partage anglo-italien.
- Fin du XIXe s.** La France occupe les côtes ouest du pays (côte française des Somalis comprenant les Afars et les Issas, l'actuel Djibouti); la Grande-Bretagne le nord (British Somaliland); l'Italie le sud (Somalia Italiana).

SOMALIE

Superficie : 637 000 km2 Terres arables : 12 %

Population : 8 millions Prévision 2025 : 21 millions Densité : 13h/km2 Population urbaine : 36 % Population de Mogadiscio : 1 million (13 %)
Immigrés : 8% Expatriés : 2% Taux d'accroissement naturel : 2,4 % par an Nombre moyen d'enfants par femme : 6,6 Moins de 15 ans : 44 %

Espérance de vie : 47ans Mortalité infantile : 122 ‰ Taux d'analphabétisme : Hommes : 66 % Femmes : 86 % Taux de scolarisation des 12 - 17 ans : 20 %
Nombre de médecins pour 1 000 habitants : 0,06 Accès à l'eau potable : 37 % des ménages Pour 100 mariages : Polygames : * Divorcés : *

Groupes ethniques : Somaliens (98 %), Asiatiques (1 %), Bantous (1 %) Langues officielles : Somali, Arabe Autres langues : Anglais, Italien
Religions : Sunnites (99 %), Animistes (1 %)

PNB : 1 milliard de \$ PNB/habitant : 150 \$ PIB/h. ajusté au coût de la vie : * Taux de croissance annuelle du PNB/hab : 1965 - 80 : - 0,1 % 1980 - 90 : -1,3 %

Population active : 29 % Taux d'activité des femmes : 23 %	Répartition du PNB :	57 %	5 %	38 %
	Répartition de la population active :	76 %	8 %	16 %
		Agriculture	Industrie	Services

(en % du PNB) Dépenses publiques : 50 % du PNB dont : Education : 1 % Défense : 4 % Santé : 1 %

Exportations : 13 % PNB Taux de couverture : Export/Import : 0,33 % Tous produits : 1,65 Industriel : 0,02 % Taux moyen d'inflation (1980-91) : 70 %
Dette extérieure : 2 milliards de \$ (200 % du PNB) Service de la dette : 50% des exportations
Principaux partenaires commerciaux : Italie, Arabie séoudite, CEI, Yémen, Chine, Etats-Unis, Grande-Bretagne.
Principales productions : Agriculture.
Principales exportations : Animaux vivants

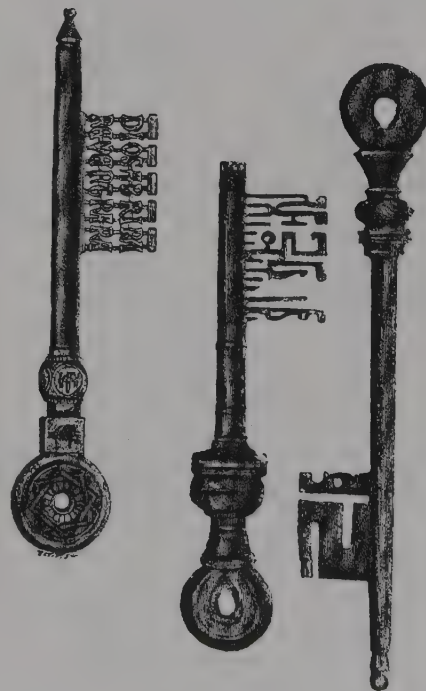
Régime : Militaire
Chef d'Etat : Hassan Ali Mireh Depuis : 1991 Pas de pouvoir central effectif
Somaliland (nord du pays) autoproclamé indépendant

Membre de : ONU, Ligue arabe, OUA.

- 1948** Londres cède l'Ogaden à l'Éthiopie.
- 1960**
- 26 juin** Indépendance du British Somaliland et de la Somalia Italiana. Les deux régions fusionnent ensuite pour former la Somalie. La Somalie adhère à la Ligue arabe.
- 1974** Début de l'aide militaire soviétique. Des facilités militaires lui sont accordées à Berbera et dans les îles Bajuni.
- 1976** Création du Parti socialiste révolutionnaire.
- 1977** Le pays engage la guerre de l'Ogaden et entre en conflit direct avec l'Éthiopie soutenue par l'URSS, mais essuie une défaite. Expulsion des conseillers militaires soviétiques.
- 1979** Election de Siad Barré à la présidence de la république. L'opposition somalienne se réorganise et crée le Front de salut somalien, avec l'appui de l'Éthiopie.
- 1980** Le gouvernement somalien offre des facilités militaires aux États-Unis, à Berbera.
- 1982-1983** L'opposition, soutenue par l'Éthiopie, provoque des troubles.
- 1986**
- Décembre** Réélection de Siad Barré à la présidence de la République.
- 1988** Règlement du conflit de l'Ogaden. La Somalie renonce à toute prétention territoriale sur la région. Une partie des rebelles somaliens atteignent Berbera. Début de l'exode des Somaliens vers l'Éthiopie et Djibouti.
- 1989**
- Juin** Assassinat de Mgr Colombo, évêque de Mogadiscio. Émeutes dans la capitale et répression féroce. Mutineries dans l'armée. Pression croissante des rebelles du Nord et du Centre.
- 1990** Les rebelles attaquent Mogadiscio.
- 1991** Les rebelles prennent le palais présidentiel. Fuite de Siad Barré. Ali Mahdi Mohamed devient chef de l'État. Les différents clans somaliens rompent leur union et les rebelles du Nord déclarent, en mai, l'indépendance du Somaliland.
- 1992** La violence des affrontements claniques et la famine régnant dans le pays amènent

1993

l'ONU, en décembre, à demander à une force multinationale (principalement américaine) d'intervenir, afin de ramener le calme et de faciliter l'acheminement d'une aide humanitaire aux populations. Malgré le succès des opérations *Restore Hope* ("rendre l'espoir") et *Unosom II* contre la famine, les forces de l'ONU en lutte contre les partisans du "chef de guerre" Mohamed Farah Aidid se heurtent à l'hostilité croissante de la population somalienne et sont accusées d'utiliser la violence de manière abusive, tant par les organisations humanitaires sur place que par certains gouvernements occidentaux, notamment l'Italie.



SOUDAN

- A partir du XVI^e s. avant J.-C.** Conquête des régions nubiennes par les pharaons égyptiens et fondation de la province de Koush.
- Vers 950** Profitant de troubles en Égypte, le pays de Koush retrouve son indépendance. Fondation de la dynastie nubienne de Napata.
- VIII^e s.** Le roi de Napata annexe l'Égypte et se proclame pharaon de Méroé à la Méditerranée.
- 671** Renversement de la dynastie koushite par les Assyriens. Elle se replie en Nubie, à Napata puis à Méroé.
- Vers 350** Le royaume nubien disparaît, conquis par les rois éthiopiens d'Aksoum.

SOUDAN

Superficie : 2 150 000 km² Terres arables : 5 %

Population : 25 millions Prévision 2025 : 55 millions Densité : 10,37 h/km Population urbaine : 22 % Population de Khartoum : 2 millions (13 %)
Immigrés : 4 % Expatriés : 4 % Taux d'accroissement naturel : 2,9 % par an Nombre moyen d'enfants par femme : 6,3 Moins de 15 ans : 45 %

Espérance de vie : 52 ans Mortalité infantile : 100‰ Taux d'analphabétisme : Hommes : 58 % Femmes : 88 % Taux de scolarisation des 12 - 17 ans : 54 %
Nombre de médecins pour 1 000 habitants : 0,10 Accès à l'eau potable : 21 % des ménages Pour 100 mariages : Polygames : 17 Divorces : 17

Groupes ethniques : Arabes (40 %), Furs et Bedjas (20 %), Populations nilotiques (36 %), Nubiens (4 %)
Langue officielle : Arabe Autres langues : Anglais et plus de 200 langues locales Religions : Sunnites (70 %), Animistes (20%), Chrétiens (10 %)

PNB : 10 milliards de \$ PNB/habitant : 400 \$ PIB/h. ajusté au coût de la vie: 4 000 \$ Taux de croissance annuelle du PNB/hab: 1965 - 80 : 0,8 % 1980 - 90 : -1,8 %

Population active : 29 %	Taux d'activité des femmes : 4 %	Répartition du PNB :	36 %	14 %	50 %
		Répartition de la population active :	65 %	4 %	31 %
			Agriculture	Industrie	Services

(en % du PNB) Dépenses publiques : 10 % du PNB dont : Education : 3 % Défense : 6 % Santé : 2 %

Exportations : 46 % PNB Taux de couverture : Export/Import : Tous produits : 0,50 Industriel : 0,02 Taux moyen d'inflation (1980-91) : 60 %
Dette extérieure : 15 milliards de \$ (52 % du PNB) Service de la dette : * Tourisme : *
Principaux partenaires commerciaux : Italie, Grande-Bretagne, Etats-Unis, Egypte, Allemagne, Japon, Chine.
Principales production : Elevage, agriculture, pêche.
Principales exportations : Coton, gomme arabique.

Régime : Militaire
Chef d'Etat : Ahmed El Béchir Depuis : 1989 Parti au pouvoir : Front national islamique
Autres partis politiques : Oumma, Parti d'union démocratique
Formation rebelle : Mouvement soudanais de libération populaire.

Membre de : ONU, Ligue arabe, OUA.

A partir du X^{IV}e s. ap. J.-C. Islamisation de l'ancien royaume de Méroé, déjà fractionné en de petits royaumes chrétiens depuis le VI^e siècle.

XV^e s. Royaume de Sennar, sur les rives du Nil.

1820-22 Conquête égyptienne par Mehemet Ali.

1830 Fondation de Khartoum.

1880 Contestation de la domination égyptienne par le Mahdi, Mohammed Ahmed ibn Abdoullah, et ses disciples (les Ansars).

1885 Prise de Khartoum par les armées du Mahdi.

1896-98 Expédition anglo-égyptienne contre le pouvoir mahdiste, défait à Omdourman.

1898 Affaire de Fachoda : une expédition française arrivée sur les lieux est contrainte par les Anglais, emmenés par Lord Kitchener, à se retirer. La France renonce à ses prétentions sur le Soudan.

1899 Instauration d'un condominium anglo-égyptien.

1914 Rapprochement entre les Ansars et les Britanniques.

1923 Révolte de la Ligue du Drapeau blanc, mouvement nationaliste du Nord.

1951 Le roi Farouk d'Egypte se proclame roi d'Egypte et du Soudan.

1955 Début de la guerre civile dans le Sud animiste et chrétien.

1956 Accession à l'indépendance après la révolution en Egypte et une période de transition commencée en 1954. Mise en place d'une démocratie parlementaire.

1958 Coup d'Etat du général Abboud.

1964 Marasme économique. Agitation communiste. Rétablissement de la démocratie.

1969 Accession au pouvoir du général Nemeiry par un coup d'Etat sans effusion de sang.

1970 Union provisoire avec l'Egypte.

1971 Echec d'un coup d'Etat communiste. Début du rapprochement avec les Etats-Unis.

1972 Accord de paix d'Addis-Abeba entre le gouvernement et les rebelles du Sud.

1977 Retour des exilés politiques. Premières mesures de mise en application stricte de la charia.

1983 Application de la charia. Reprise de la rébellion du Sud, unifiée dans le "Sudanese

people's liberation army" (SPLA) par le général Garang.

1984 Amplification des troubles dans le Sud. Etat d'urgence au Nord.

1985 Plan d'ajustement structurel imposé par le FMI. Agitation sociale. Renversement de Nemeiry par le général El-Dahab. Restauration de la démocratie.

1985-88 Graves famines dans tout le pays, causant la mort de centaines de milliers de personnes.

1986 Elections libres. Sadiq Mahdi, Premier ministre.

1988 Entrée des islamistes au gouvernement.

1989 Succès militaires du SPLA. Une junte militaire, dirigée par le général Omar Hassan El-Béchir et encadrée par les islamistes, s'empare du pouvoir. Poursuite de la guérilla dans le Sud, déjà ravagé par la famine.

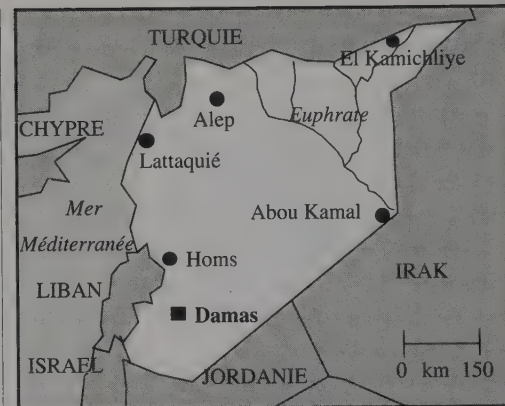
1990 Détérioration des relations du Soudan avec l'Egypte et les monarchies du Golfe en raison du soutien apporté à l'Irak durant la crise du Koweït. Rapprochement avec Téhéran.

1991 Entrée en vigueur, sur la partie du territoire contrôlée par Khartoum, d'un nouveau code pénal, fondé sur la charia. Soutien actif aux mouvements islamistes du monde arabe. Division du SPLA qui perd le soutien du régime éthiopien après la chute de Mengistu à Addis-Abeba.

1992 Revers militaires du SPLA mais poursuite de la guérilla malgré l'alliance entre Khartoum et Addis-Abeba.

1993 Après l'échec de nouvelles négociations entre le SPLA et le gouvernement soudanais (février-mai), Khartoum lance une offensive massive contre les rebelles du Sud-Soudan, augmentant de 100 000 le nombre de réfugiés soudanais dans les pays limitrophes.

août Après plusieurs mois d'enquête, les Etats-Unis décident d'inscrire le Soudan sur la liste des Etats soutenant le terrorisme.



SYRIE

III^e millénaire av. J.-C. Royaumes d'Ebla, d'Akkad et de Shamshi.

1759 Conquête de la région par Hammourabi de Babylone.

XVIII-XVII^e s. Royaume d'Alep.

XVI^e s. Domination hittite.

XV^e s. Civilisation miténienne.

XIV-XIII^e s. Domination égyptienne au Sud, hittite au Nord.

XII^e s. Installation des "Peuples de la mer".

XI-IX^e s. Royaumes hébraïques.

VIII-IV^e s. Domination babylonienne puis perse.

331 Conquête d'Alexandre.

305 Fondation de la dynastie séleucide avec pour capitale Antioche.

64 Conquête romaine.

395 ap. J.-C. Partage de l'Empire romain. La région fait partie de l'Empire d'Orient.

La Syrie devient pourtant le centre des hérésies chrétiennes (nestoriens, monophysites, monothélisme).

611 Conquête perse.

622 Reconquête byzantine.

640 Conquête arabe.

661 Damas devient la capitale des Omméyades.

749 Les Abbassides s'établissent à Bagdad.

SYRIE

Superficie : 190 000 km² Terres arables : 29 %

Population : 13 millions Prévision 2025 : 35 millions Densité : 69 h/km² Population urbaine : 50 % Population de Damas : 2,8 millions (22 %)
Immigrés : 2,8 % Expatriés : 2,8 % Taux d'accroissement naturel : 2,9 % par an Nombre moyen d'enfants par femme : 6,3 Moins de 15 ans : 48 %

Espérance de vie : 67 ans Mortalité infantile : 39 ‰ Taux d'analphabétisme : Hommes : 23 % Femmes : 49 % Taux de scolarisation des 12 - 17 ans : 69 %
Nombre de médecins pour 1 000 habitants : 0,77 Accès à l'eau potable : 76 % des ménages Pour 100 mariages : Polygames : 2 Divorces : 7

Groupes ethniques : Arabes (89 %), Kurdes (8 %), autres (3 %). Langue officielle : Arabe
Religions : Sunnites (70 %), Alaouites (12 %), Chrétiens (10 %), Druzes (3 %), Ismaéliens (1 %).

PNB : 14 milliards de \$ PNB/habitant : 1 100 \$ PIB/h. ajusté au coût de la vie : 5 000 \$ Taux de croissance annuelle du PNB/hab : 1965 - 80 : 5,1 % 1980 - 90 : -2,1 %

		Répartition du PNB :	23 %	20 %	57 %
Population active : 26 %	Taux d'activité des femmes : 8 %	Répartition de la population active :	27 %	23 %	50 %
			Agriculture	Industrie	Services

(en % du PNB) Dépenses publiques : 28 % du PNB dont : Education : 6 % Défense : 15 % Santé : 1 %

Exportations : 25 % PNB Taux de couverture : Export/Import : Tous produits : 1,25 Industriel : 1,21 Taux moyen d'inflation (1980-91) : 14 %
Dette extérieure : 16 milliards de \$ (62 % du PNB) Service de la dette : 26 % des exportations Tourisme : 1,3 million de visiteurs
Principaux partenaires commerciaux : CEL, , Italie, Japon, France, Allemagne, Roumanie, Turquie.
Principales productions : Raffinage, métallurgie, textile, tapis, cuivre, phosphates, pétrole.
Principales exportations : Pétrole, équipement industriel.

Régime : Non démocratique (République Démocratique Populaire Socialiste)
Chef d'Etat : Hafez El Assad Depuis : 1971 Coalition au pouvoir : Front national progressiste
Formations appartenant au front : Parti socialiste arabe Baas, Parti fédéral socialiste, Parti socialiste unioniste, Parti communiste de Syrie.
Formations interdites : Frères Musulmans.

Membre de : ONU, Ligue arabe, OPAEP.

864-905 Indépendance sous les Tulunides.
935-969 Indépendance sous les Ikshidides.
969 Début du contrôle fatimide exercé depuis l'Egypte.
1071 Début du contrôle seldjoukide sur l'intérieur. Les Fatimides conservent les régions côtières. Royaumes chrétiens et chiites indépendants sur les hauteurs.
1098-99 Fondation des premiers royaumes francs sur les côtes.
1183 Reconquête de Saladin. Avènement de la dynastie Ayyoubide avec plusieurs capitales rivales (Damas, Le Caire, Alep, Homs).
1259 Domination mamelouk.
1516 Début de la domination ottomane.
1799 Défaite de Bonaparte en Syrie.
1831-41 Crise d'Orient. Contrôle temporaire de la Syrie par Mehemet Ali, vice-roi d'Egypte.
1860 Intervention militaire de Napoléon III en faveur des Chrétiens d'Orient.
1916-18 Révolte arabe.
1918 Fayçal ben Hussein crée le "Royaume arabe" à Damas.
1918-20 Refus syrien du mandat accordé par la SDN à la France dans le cadre des règlements de l'après-guerre. Intervention française.
1920 La France bombarde Damas. Le roi Fayçal quitte Damas et devient roi d'Irak. Création du Grand-Liban et des Etats d'Alep et de Damas, sous mandat français.
1921 Création de l'Etat du Djebel druze.
1922 Le Territoire des Alaouites autour de Lattaquié est érigé en Etat.
1923-24 Regroupement des Etats de Damas et d'Alep.
1925-27 Insurrection contre la présence française.
1930-34 Paris s'oppose au parlement qu'il a mis en place à Damas.
1936 Réintégration du Djebel druze et de l'Etat alaouite à la Syrie. Plan de trois ans devant conduire à l'indépendance.
1939 La France cède le Sandjak d'Alexandrette à la Turquie. Opposition syrienne. Nouvelle dissolution du parlement.
1941 Le général Catroux, au nom de la France libre, proclame l'indépendance de la Syrie.

1946 Evacuation française. Indépendance effective.
1948-49 Guerre contre Israël.
1949 Trois coups d'Etat.
1954 Retour à un régime multipartite. Victoire des partis de gauche aux élections.
1958 République arabe unie (RAU) avec l'Egypte. Début de la réforme agraire.
1961 L'armée syrienne fait sortir le pays de la RAU.
1963 Coup d'Etat baassiste. Réformes sociales.
1966 Révolution de palais; prise du pouvoir par l'aile radicale du Baas.
1967 Guerre des Six Jours et perte du Golan.
1970 Le ministre de la Défense, le général Hafez El Assad, s'empare du pouvoir. Début de l'ouverture du pays à l'économie libérale.
1973 Echec de la guerre d'octobre contre Israël. Réconciliation avec la Jordanie. Opposition muselée et laminée aux élections. Agitation islamiste.
1976 Début de l'intervention au Liban. Début des opérations militaires des organisations islamistes telles que les Frères musulmans contre le pouvoir en place. Répression sévère de l'armée.
1979 Tentatives pour fédérer le monde arabe contre l'Egypte.
1980 Traité d'amitié avec l'URSS.
1982 Troubles islamistes menés par les Frères musulmans à Alep et Hama.
1982 Insurrection islamiste. Hama (quatrième ville du pays) pratiquement rasée en représaille. Revers syriens dans la guerre au Liban.
1983 Premières alertes de santé du président Assad.
1984 Renforcement de l'influence syrienne au Liban.
Milieu des années 80 Les Etats-Unis accusent la Syrie de soutenir les activités de plusieurs groupes terroristes.
1987 Un coup d'Etat fomenté contre Hafez El Assad par des officiers de l'armée de l'air échoue.
1989 Les accords de Taëf reconnaissent le rôle de la Syrie au Liban.

1990-91 Participation à la coalition anti-irakienne.
1991 Mesures en faveur des investissements étrangers.
1992 Autorisation de voyager pour les Juifs dont plus de 4 000 émigrent aux Etats-Unis. Libération de détenus politiques.

1993
Juin

Alors qu'en Israël, on parle de paix séparée avec la Syrie, les négociations tournent court lors de leur 10e round à Washington. Réchauffement des relations avec les Etats-Unis et signature d'un accord de coopération économique avec l'Egypte.



TUNISIE

Superficie : 163 000 km² Terres arables : 25 %

Population : 8 millions Prévision 2025 : 18 millions Densité : 50 h/km² Population urbaine : 54 % Population de Tunis: 1,7 million (20 %)
Immigrés : 0,4 % Expatriés : 4,4 % Taux d'accroissement naturel : 2,1 % par an Nombre moyen d'enfants par femme : 3,4 Moins de 15 ans : 40 %

Espérance de vie : 68 ans Mortalité infantile : 44 ‰ Taux d'analphabétisme : Hommes : 26 % Femmes : 44 % Taux de scolarisation des 12 - 17 ans : 68 %
Nombre de médecins pour 1 000 habitants : 0,46 Accès à l'eau potable : 68 % des ménages Pour 100 mariages: Polygames : 0 Divorces : 14

Groupes ethniques : Arabes (97 %), Berbères(3 %). Langue officielle : Arabe Autres langues : Français, Italien
Religions : Sunnites (99 %), Chrétiens et Juifs (1 %).

PNB : 12,5 milliards de \$ PNB/habitant : 1 500 \$ PIB/h. ajusté au coût de la vie: 3 500 \$ Taux de croissance annuelle du PNB/hab: 1965 - 80 : 4,7 % 1980 - 90 : 0,6 %

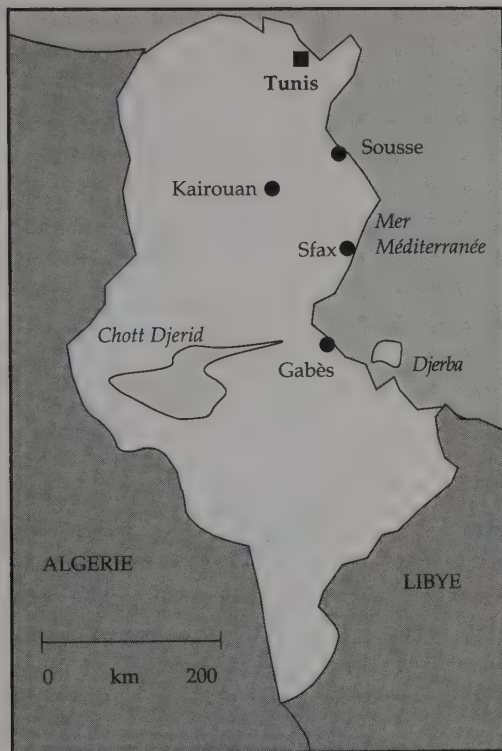
Population active : 30 %	Taux d'activité des femmes : 8 %	Répartition du PNB :	12 %	35 %	53 %
		Répartition de la population active :	27 %	34 %	39 %
			Agriculture	Industrie	Services

(en % du PNB) Dépenses publiques : 37 % du PNB dont : Education : 15 % Défense : 7 % Santé : 10 %

Exportations : 28 % PNB Taux de couverture : Export/Import : Tous produits : 0,71 Industriel : 0,61 Taux moyen d'inflation (1980-91) : 7,5 %
Dette extérieure : 8 milliards de \$ (64 % du PNB) Service de la dette : 25 % des exportations Tourisme : 4 millions de visiteurs
Principaux partenaires commerciaux : France, Italie, Allemagne, Belgique, Etats-Unis, Espagne, Pays-Bas.
Principales productions : Automobile, textiles, agroalimentaire, artisanat, pétrochimie.
Principales exportations : Textiles, produits pétroliers, produits chimiques.

Régime : Présidentiel
Chef d'Etat : Zine Abidine Ben Ali Depuis : 1987 Parti au pouvoir : Rassemblement constitutionnel démocratique.
Autres partis politiques : Heez Ennahda

Membre de : ONU, Ligue arabe, UMA, OPAEP, OUA.



TUNISIE

XIV^e s. av. J.-C. Les Phéniciens fondent Utique (au nord de l'actuelle Tunis) qui devient leur plus grand comptoir africain.

814 Les Phéniciens fondent Carthage.

574 Après la destruction de Tyr en Phénicie par les Babyloniens, Carthage devient le centre du monde phénicien.

VI^e s. Guerres contre les colonies grecques d'Occident.

264-146 Guerres puniques entre Rome et Carthage qui est rasée par Scipion Emilien en 146.

Création de la province romaine d'Afrique avec comme capitale Utique.

I^{er} s. Extension de la province vers l'est et l'ouest.

122 Reconstruction de Carthage, qui redevient capitale en 14 après J.-C.

429-533 ap J.-C. Invasions puis occupation vandales.

533-647 Occupation byzantine.

647 Invasion arabe.

A partir du VII^e s. Islamisation progressive.

670 Fondation de la ville sainte de Kairouan.

698 Les Arabes triomphent des résistances byzantine et berbère, et prennent Carthage.

800-909 Dynastie arabe des Aghlabides régnant depuis Kairouan.

910-972 Domination des Fatimides régnant depuis l'Égypte.

972-1057 Dynasties berbères zirides au pouvoir à Kairouan.

1057-1228 Domination des Almohades marocains.

1228 Instauration de la dynastie berbère des Hafsides.

1534 Les pirates turcs de Barberousse prennent la Tunisie, qui leur est reprise par Charles Quint en 1535. Celui-ci restaure le sultan hafside dans ses fonctions, sous sa protection.

1574 Conquête turque, puis installation au pouvoir des deys secondés par les beys, dotés d'une large autonomie de fait vis-à-vis du pouvoir ottoman à partir de 1590.

1705 Hussayn ben Ali fonde le beylicat héréditaire. Fondation de la dynastie husseinite qui régnera jusqu'en 1957.

1741-42

et 1769-70 Guerres contre la France.

1861 L'occidentalisation du régime est affirmée par l'adoption d'une constitution (Destour).

1868 Une commission internationale prend en charge les finances du pays, en banqueroute.

1878 Au Congrès de Berlin, la Grande-Bretagne laisse à la France toute liberté d'action en Tunisie, contre la reconnaissance de sa domination sur Chypre.

1881 Interventions militaires françaises pour contrer les prétentions italiennes. Traités du

Bardo : la France prend le contrôle des affaires étrangères et de la défense.

1881-83

1883 Résistance tunisienne à cet accord.

Traité de la Marsa : la France institue un protectorat sur la Tunisie.

1907 Création du Parti des jeunes tunisiens, dirigé par Ali Bach Hanba.

1909 Les Juifs se voient accorder la nationalité française.

1914-18 60 000 Tunisiens combattent dans l'armée française.

1920 Création du Destour, parti libéral constitutionnel, du nom de la constitution de 1861.

1921 Les Italiens, majoritaires parmi les Européens, acquièrent la nationalité française.

1933 Interdiction du Destour par les autorités françaises.

1934 Habib Bourguiba fonde le Néo-Destour. Arrêté en septembre, il sera libéré en 1936, puis de nouveau incarcéré en 1938 pour cinq ans, après des émeutes à Tunis.

1937 Profitant des troubles nationalistes, Mussolini se pose en protecteur des Musulmans. Etat de siège.

Nov 1942-Mai 1943

Occupation du pays par les armées allemandes puis libération des territoires après la reconquête des Alliés, soutenue par les nationalistes tunisiens et la population.

1943 Moncef Bey, jugé pro-allemand, est déposé et remplacé par Lamine Bey.

1943-44 Renforcement du contrôle français sur la Tunisie; contrôle du souverain et des ministres.

1946 Reconstitution du Néo-Destour dans un Front tunisien, par la réunions des modérés et des nationalistes extrémistes dirigés par Salah Ben Youssef. Congrès clandestin des différents courants nationalistes qui réclament tous l'indépendance. Constitution de syndicats nationalistes (UGTT).

1947 Mouvement de grèves : 29 grévistes tués à Sfax. Quelques réformes libérales sont mises en oeuvre sous la conduite du résident Mons (parité entre Français et Tunisiens dans le gouvernement du protectorat).

1950 Robert Schuman, ministre des Affaires étrangères, évoque pour la première fois l'indépendance de la Tunisie suscitant l'inquiétude des Français de Tunisie.

Novembre Emeutes à Enfidaville au cours desquelles des grévistes sont tués.

1951 Réformes très mesurées, afin de ne pas mécontenter les colons, prévoyant une meilleure représentation des Tunisiens dans la fonction publique. Les réformes laissent envisager la fin de l'administration directe, mais pas l'autonomie complète du pays.

Novembre Le Premier ministre Chenik élabore un mémorandum sur l'autonomie interne du pays.

Décembre Le Néo-Destour et l'UGTT appellent à une grève générale de trois jours.

1952 Tentative de reprise en main de la Tunisie par le résident Hautecloque et arrestation de Bourguiba. Incidents dans le sud du pays et au cap Bon (près de 200 morts). Renvoi du gouvernement Chenik. Le bey refuse le plan de réformes proposé par la France. Début des attentats perpétrés par l'organisation La Main Rouge contre les nationalistes.

Décembre Début de la grève du sceau du Bey. L'Assemblée générale de l'ONU vote deux résolutions recommandant à la France d'ouvrir des négociations directes et de développer de "libres institutions" en Tunisie.

1953 Le cycle attentats nationalistes – riposte de La Main Rouge s'intensifie et accentue l'insécurité dans le pays.

1954 Le programme de réformes, proposé par la France, est repoussé par les nationalistes.

Juillet A Carthage, Pierre Mendès France, accompagné du maréchal Juin et du ministre gaulliste Christian Fouchet, proclame le principe de l'autonomie interne.

1955 Bourguiba libéré rentre à Tunis.

Juin L'autonomie interne devient effective. Salah Ben Youssef, partisan de la lutte terroriste pour parvenir à l'indépendance totale est exclu du Néo-Destour.

1956

20 mars Proclamation de l'indépendance du pays.

Août Aux élections, le Front national, emmené

par le Néo-Destour obtient 95 % des voix. Bourguiba devient président du Conseil.

1957 Bourguiba demande le départ des troupes françaises de Tunisie.

Juillet Destitution de Lamine Bey. Bourguiba devient président de la République.

1958

Février Bombardement du village de Sakhiyet sidi Youssef par l'aviation française, en représaille contre l'aide tunisienne à la résistance algérienne.

Juin Accord avec la France sur le retrait des troupes de Tunisie. Les Français ne conservent que la base de Bizerte. Les modalités de retrait donneront lieu à des incidents en 1961.

1962 Reprise des relations diplomatiques avec la France.

1963 La France évacue Bizerte. Le Néo-Destour se transforme en Parti socialiste destourien.

1964 Nationalisation des 400 000 hectares appartenant à des étrangers. En riposte, la France suspend son aide financière à la Tunisie (aide rétablie en 1968).

1970 Règlement du contentieux frontalier avec l'Algérie : les deux pays se partagent l'exploitation de la nappe pétrolière située sur la frontière.

1974 Signature à Djerba d'un projet de fusion entre la Libye et la Tunisie par Bourguiba et Kadhafi. Sa ratification par référendum sera toujours repoussée.

Réélection de Bourguiba à la présidence, avec 99,98 % des voix.

1976 Trois Libyens sont accusés d'avoir voulu assassiner le chef de l'Etat tunisien. Tension avec la Libye.

1978 Grève générale. Emeutes meurtrières. Arrestations de leaders syndicalistes, dont certains seront grâciés en 1979 et 1980.

1980 Nouvelles tensions avec la Libye.

1982 La Tunisie accueille Yasser Arafat et l'OLP après leur évacuation de Beyrouth.

1983 Signature d'un traité d'amitié avec l'Algérie.

1984

Janvier "Révolte du pain" dans le centre et le sud du pays, conduite en partie par les islamistes.

1985 Boycott des élections municipales par l'opposition au régime.

Septembre Rupture des relations diplomatiques avec la Libye.

Octobre Raid israélien contre l'OLP à Tunis. Expulsion de 30 000 travailleurs tunisiens de Libye.

1987

Mars Rupture des relations diplomatiques avec l'Iran, accusé d'encourager la contestation islamiste.

Octobre Zine el-Abidine Ben Ali, Premier ministre.

7 novembre Ben Ali destitue Bourguiba pour "incapacité". Libération de prisonniers politiques et suppression de la Cour de sûreté (créée en 1968). Hedi Baccouche, Premier ministre.

1988 Poursuite des libérations des détenus politiques.

Juin Autorisation du multipartisme.

Juillet Suppression de la présidence à vie.

1989 Elections législatives. Bipolarisation entre le pouvoir et les islamistes. Réélection de Ben Ali à la présidence. La lutte entre le gouvernement et les mouvements islamistes, principalement contre le mouvement Ennahda s'intensifie.

Septembre Hamed Karoui devient Premier ministre.

1990 Inondations dans le centre et le sud du pays : près de 200 millions de dollars de dégâts. Durant le conflit du Golfe, la population soutient nettement l'Irak alors que les autorités adoptent un profil bas en approuvant les résolutions de l'ONU.

Décembre 200 personnes, soupçonnées d'être proches de l'Ennahda, sont arrêtées.

1991 La police obtient des pouvoirs accrus dans la lutte contre les islamistes tunisiens et particulièrement l'Ennahda dont les chefs sont arrêtés à la fin de l'année.

1992 Vote d'une loi sur les associations, provoquant des remous jusque dans le gouvernement en raison de son caractère répressif.

Juin Dissolution de la Ligue des Droits de l'Homme.

1993

Le président Ben Ali annonce à l'Assemblée des élections générales pour mars 1994. Une décision de justice autorise la Ligue des Droits de l'Homme à reprendre ses activités.

Mars

Manifestation d'intellectuels tunisiens protestant contre la monopolisation du pouvoir par le parti du Président, le Rassemblement constitutionnel démocratique (RDC).

Juin

Amnesty International accuse la Tunisie de violation des Droits de l'Homme. A l'issue du congrès du RDC, le président Ben Ali réaffirme son souci de *concrétiser le pluralisme*.



TURQUIE

Vers 6500 av. J.-C. Premiers développements de l'agriculture, puis de l'usage du cuivre et du bronze.

A partir de 3000 Invasions indo-européennes. Développement des civilisations proto-hittites, puis hittites influencées par les Assyriens.

Vers 1250 Destruction de la civilisation hittite par les "Peuples de la mer".

XIe-VIe s. Développement de petits royaumes en Lydie, Phrygie, Pamphylie et en Anatolie. A l'est, essor du royaume d'Urartu.

VIIIe-VIe s. Implantations grecques sur les côtes de l'Asie mineure et fondation de cités.

551 Cyrus II incorpore l'Asie mineure dans l'Empire achéménide.

494 Révolte des Grecs d'Asie mineure.

492-477 Guerres médiques et défaites des Perses.

334 Conquête d'Alexandre le Grand qui intègre l'Asie mineure à son Empire. A sa mort, division de la région en quatre royaumes hellénistiques : Cappadoce, Pont, Bithynie et Pergame.

Ile siècle Rome étend son emprise sur les régions de l'Asie mineure en les transformant en provinces de l'Empire. Pergame devient capitale de la province d'Asie.

330 ap. J.-C. Constantin transfère la capitale de l'Empire romain à Byzance.

395 Partition de l'Empire romain. L'Asie mineure devient le centre de l'Empire romain d'Orient.

Ve-VIe s. Succession de combats contre l'Empire perse.

VIIe-XIe s. Combats contre les armées des Empires abbassides et ommyyades.

1071 "Désastre de Mantzikert", les armées byzantines sont écrasées par les Seldjoukides, l'empereur byzantin Diogène est fait prisonnier.

Fin du XIIe s. Fondation du royaume seldjoukide d'Anatolie, avec lequel s'allient les Byzantins contre les assauts des Croisés.

1204 Prise de Constantinople par les Croisés latins. Etablissement de l'Empire latin à Constantinople.

Théodore Ier Lascaris fonde l'Empire grec de Nicée.

1261 Reprise de Constantinople par l'empereur Michel Paléologue, puis reconstitution d'un Empire grec comprenant Constantinople et la Thrace européenne.

XIVe s. Les Ottomans évincent progressivement les Seldjoukides en Anatolie.

1453 Après avoir conquis toute l'Anatolie puis les Balkans, les Ottomans prennent Constantinople.

XVIe s. Apogée de l'Empire ottoman avec Bajazet II et Soliman le Magnifique.

XVIIe s. Extension maximale de l'Empire ottoman, jusqu'aux portes de Vienne.

1683 Les Turcs sont battus devant Vienne. L'Empire commence à reculer.

Fin XVIIIe s. Guerres contre les Empires autrichien et russe : paix de Svitchov (1791) et de Jassy (1792) permettant à la Porte de garder la quasi-intégralité de ses territoires.

1793 Premières réformes conduites par le sultan Sélim III : légères modifications de la structure de l'armée. Vive opposition du corps des janissaires.

1798-1802 Guerre franco-turque en Egypte. En échange de l'évacuation de l'Egypte, la France obtient le rétablissement des capitulations.

TURQUIE

Superficie : 780 000 km² Terres arables : 42 %

Population : 57 millions Prévision 2025 : 91 millions Densité : 73 h/km² Population urbaine : 61 % Population d'Ankara : 4 millions (7 %)
Immigrés : 1,8 % Expatriés : 4 % Taux d'accroissement naturel : 1,9 % par an Nombre moyen d'enfants par femme : 3,3 Moins de 15 ans : 37 %

Espérance de vie : 65 ans Mortalité infantile : 62 ‰ Taux d'analphabétisme : Hommes : 9 % Femmes : 22 % Taux de scolarisation des 12 - 17 ans : 51 %
Nombre de médecins pour 1 000 habitants : 0,9 Accès à l'eau potable : 83 % des ménages Pour 100 mariages : Polygames : 0 Divorces : 5

Groupes ethniques : Turcs (80 %), Kurdes (15 %), Arabes (2 %), Grecs et Arméniens (3 %). Langue officielle : Turc Autre langue : Kurde
Religions : Sunnites (97 %), Chrétiens et Juifs (3 %).

PNB : 104 milliards de \$ PNB/habitant : 1 850 \$ PIB/h. ajusté au coût de la vie : 4 500 \$ Taux de croissance annuelle du PNB/hab: 1965 - 80 : 3,6 % 1980 - 90 : 3 %

Population active : 38 %	Taux d'activité des femmes : 21 %	Répartition du PNB :	20 %	28 %	52 %
		Répartition de la population active :	47 %	15 %	38 %
			Agriculture	Industrie	Services

(en % du PNB) Dépenses publiques : 25 % du PNB dont : Education : 2 % Défense : 5 % Santé : 1 %

Exportations : 14 % PNB Taux de couverture : Export/Import : Tous produits : 0,61 Industriel : 0,68 Taux moyen d'inflation (1980-91) : 45 %
Dette extérieure : 50 milliards de \$ (48 % du PNB) Service de la dette : 28 % des exportations Tourisme : 3 millions de visiteurs
Principaux partenaires commerciaux : Allemagne, Etats-Unis, Irak, Italie, Grande-Bretagne, Syrie.
Principales productions : Sidérurgie, textile, fruits, agroalimentaire, produits d'équipement.
Principales exportations : Produits industriels, produits manufacturés, textile, produits agricoles.

Régime : Démocratique (République de Turquie)
Chef d'Etat : Suleyman Demirel Depuis : 1993 Parti au pouvoir : coalition (Parti de la Mère Patrie et Parti de la Juste Voie).
Autres partis politiques : Parti de la gauche démocratique, Parti social-démocrate du peuple et Parti de la prospérité (traditionaliste musulman).
Formations kurdes : Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Parti démocratique du Kurdistan (PDK).

Membre de : ONU, OTAN, OCDE.

XIXe s.	Les puissances occidentales (Allemagne, France et Grande-Bretagne) imposent à l'Empire un régime de concessions lui faisant perdre progressivement son autonomie.	1919-1922	Guerre d'indépendance contre l'occupation du pays sous la conduite de Mustafa Kemal et de son parti, le Parti républicain du Peuple.		langue turque. L'Italie renonce à Smyrne (Izmir), Adala et Adana.
1826	Le sultan Mahmoud II poursuit les réformes, qui aboutissent à la suppression du corps des janissaires.	1920	Une Assemblée nationale de Turquie réunie à Ankara se proclame représentante de la nation et délègue ses pouvoirs à un conseil des ministres dirigé par Mustafa Kemal. Création <i>de facto</i> de la République turque. Traité de Sèvres : la Turquie perd la Syrie, la Palestine, l'Arabie, l'Irak et Chypre.	1932	La Turquie entre à la SDN.
1830	Indépendance de la Grèce.	1920-22	Guerre gréco-turque. La Grèce revendique toute l'Anatolie occidentale.	1937	Une nouvelle révolte au Kurdistan est écrasée.
1839	Annnonce des "Tanzimat" (réformes) par le sultan Abdul-Medjid (Charte de Gul-Hané) : égalité de tous les sujets ottomans, jugement conformément à la loi, impôts versés à l'Etat en proportion de la fortune, service militaire ramené à quatre ou cinq ans. Ces réformes visent à donner aux structures de l'Empire une organisation modernisée, à l'européenne.	1922	Abolition du sultanat. Armistice de Moudania et fin de la guerre entre la Grèce et la Turquie.	1938	Mort de Mustafa Kemal. Ismet Inonu lui succède.
1856	Décret confirmant la Charte de Gul-Hané.	1923		1939	La France cède le Sandjak d'Alexandrette à la Turquie.
1876	Le sultan Abdulhamid II adopte une nouvelle constitution, suspendue en 1878. Elle prévoit l'établissement d'un Parlement à deux chambres (Sénat et Chambre des députés). Le sultan peut dissoudre la Chambre et possède seul l'initiative des lois.	24 juillet	Par le Traité de Lausanne, M. Kemal permet à la Turquie de retrouver son entière souveraineté. Transferts de population entre la Turquie et la Grèce. Les Alliés quittent Istamboul, internationalisée et occupée depuis 1920. Ankara est choisie comme capitale et M. Kemal est élu président de la république, proclamée en juillet.	1941	Traité d'amitié signé avec l'Allemagne. La Turquie reste neutre dans le conflit.
1878	Traité de San Stefano : une principauté bulgare vassale d'Istamboul est créée. Traité de Berlin : la Serbie et la Roumanie deviennent indépendantes, la Bulgarie et la Roumélie orientale deviennent autonomes. La Bosnie et l'Herzégovine passent sous administration autrichienne.	1923-1938	Modernisation de la Turquie par M. Kemal. Ecrasement des révoltes kurdes.	1945	La Turquie déclare la guerre à l'Allemagne et au Japon sans y prendre une part active. Création du Parti démocrate.
1908	Révolte des Jeunes-Turcs réclamant l'application de la constitution de 1876. Le sultan Abdul-Hamid cède et rétablit la Constitution.	1924	Abolition du califat. Suppression des tribunaux religieux et des écoles coraniques. Le droit de vote est accordé aux femmes et le port du voile leur est interdit. Interdiction de la langue kurde.	Mars	L'URSS dénonce l'accord de 1925 et réclame à la Turquie Kars et Ardahan, ce qui pousse le régime à rechercher le soutien américain.
1909	Abdul-Hamid est déposé et remplacé par Mehmet V, qui laisse le pouvoir aux Jeunes Turcs.	1925	Grande révolte des Kurdes. Son chef, Cheikh Saïd, est arrêté. Application stricte du principe de laïcité : diverses mesures sont prises contre les institutions et la pratique religieuses. Alliance avec l'URSS.	1946	Premières élections démocratiques. Le parti démocrate, fondé la même année par scission du Parti républicain populaire, entre au parlement.
1911-1913	Guerres balkaniques entre l'Empire ottoman, la Bulgarie, la Serbie et la Grèce. Istamboul abandonne ses positions européennes, sauf Chatalja et Gallipoli.	1926	La Turquie renonce à Mossoul rattaché à l'Irak.	1947	Signature d'un accord d'assistance militaire entre les Etats-Unis et la Turquie.
1914	L'Empire ottoman s'allie avec l'Allemagne.	1927	Une loi autorise le transfert des Kurdes vers l'ouest de la Turquie.	1948	Accord de coopération économique avec les Etats-Unis.
1915	Echec de l'expédition anglo-française des Dardanelles. Massacres des Arméniens.	1928	Abolition de l'Islam comme religion d'Etat. Adoption de l'alphabet latin, adapté à la	1949	Le catéchisme coranique est rétabli dans les écoles.
1918	Armistice de Moudros et occupation alliée.			1950	Elections. Celal Bayar est élu président de la république et Adnan Menderes est nommé Premier ministre.
					Admission de la Turquie au Conseil de l'Europe.
				1952	Entrée de la Turquie dans l'OTAN. Etablissement de relations diplomatiques avec Israël.
				1955	La Turquie est un des membres fondateurs du Pacte de Bagdad avec l'Iran, le Pakistan, la Grande-Bretagne, et les Etats-Unis.
				1960	Coup d'Etat militaire du général Gursel.
				1961	Une nouvelle constitution est adoptée par référendum. Elle accorde le droit de grève, la liberté d'expression, de réunion et d'association. Ismet Inonu forme un gouvernement de coalition. Création du Parti des travailleurs turcs qui

entretiendra, dans les universités, une agitation anti-américaine.

1962-1963 Deux tentatives de coup d'Etat militaire sont déjouées.

1965 Suleyman Demirel (président du parti de la Justice) est nommé Premier ministre.

1968 Débuts de l'agitation menée par l'extrême-gauche contre l'influence des Etats-Unis en Turquie. En réaction, développement d'une agitation des nationalistes du colonel Alparslan Turkesh et des fondamentalistes de Necmettin Erbakan.

1970 Difficultés économiques. Dévaluation de la livre turque. Extension de l'agitation.

1971 L'armée prend le pouvoir et instaure l'état de siège.

1973 Elections démocratiques. Fin de l'état de siège.

1974 Le néo-kémaliste Bulent Ecevit est nommé Premier ministre. Intervention turque à Chypre. En riposte, les Etats-Unis décrètent une suspension de leur assistance militaire. Incidents sanglants dans les universités. Démission d'Ecevit.

1975 Après six mois de crise, Demirel parvient à former un gouvernement de coalition. L'agitation dans les universités continue. La Turquie ferme les 25 bases américaines sur son territoire, en réaction à l'embargo américain sur les armes.

1976 En novembre les universités d'Ankara et d'Istanbul sont fermées. Développement de l'agitation urbaine.

1977 Des manifestations font près de 40 morts à Istanbul. Les élections législatives voient la victoire de la droite.

1978 Ecevit, Premier ministre. Les bases américaines sont réouvertes.

1979 Fin de l'embargo américain sur les armes à destination de la Turquie.

1980 Après une nouvelle vague d'agitation dans le pays, coup d'Etat militaire du général Evren. La constitution de 1961 est abolie. Répression du terrorisme (environ 30 000 arrestations).

1981 Dissolution des partis politiques.

1982 La Communauté européenne suspend ses relations avec la Turquie et le Conseil de l'Europe dénonce les atteintes aux Droits de l'Homme dans le pays. Approbation d'une nouvelle constitution par référendum.

1983 De nouveaux partis partis politiques sont autorisés. Les anciens restent interdits. Attaques contre les Kurdes en Irak. Après les élections législatives de novembre qui ont vu la victoire du Parti de la Mère Patrie (PMP), son chef, Turgut Ozal, devient Premier ministre.

1984 L'état de siège est levé dans treize provinces du pays. La guérilla continue au Kurdistan.

1987 La Turquie dépose sa candidature en vue de l'adhésion à la CEE. L'adhésion lui sera refusée en 1989. Aux élections législatives, victoire du PMP.

1988 Le Premier ministre Ozal se rend en Grèce. Il échappe à un attentat.

Juin

Septembre Environ 120 000 Kurdes d'Irak se réfugient en Turquie.

1989 Elections locales : net recul du PMP, montée en puissance des islamistes de Necmettin Erbakan. Le Parti social démocrate du peuple (PSDP) devient le premier parti du pays. Afflux de réfugiés d'origine turque de Bulgarie, ce qui déclenche des troubles.

Octobre Turgut Ozal est élu président de la république par le Parlement, au troisième tour de scrutin. Réactivation des liens avec l'URSS par la signature d'un important accord commercial, portant sur les échanges bilatéraux entre les deux pays.

1990 Soutien à la coalition anti-irakienne durant le conflit du Golfe. La Turquie met ses bases aériennes à la disposition des alliés. Radicalisation de la guérilla kurde.

1991 Après la guerre du Golfe, arrivée d'environ 250 000 réfugiés kurdes d'Irak. Libéralisation relative du régime à l'égard des

Kurdes de Turquie (l'usage privé de la langue kurde est autorisé après huit ans d'interdiction).

1992 Suleyman Demirel devient Premier ministre. Afin de retrouver un plus grand rôle régional, la Turquie crée une zone de coopération économique de la Mer Noire, réunissant les onze pays limitrophes de la zone. Présence croissante dans les nouvelles républiques d'Asie centrale.

1993

Mars-Avril Interruption des actions du PKK qui ébauche des offres de négociations que le gouvernement turc hésite à saisir.

Avril Décès du président Turgut Ozal.

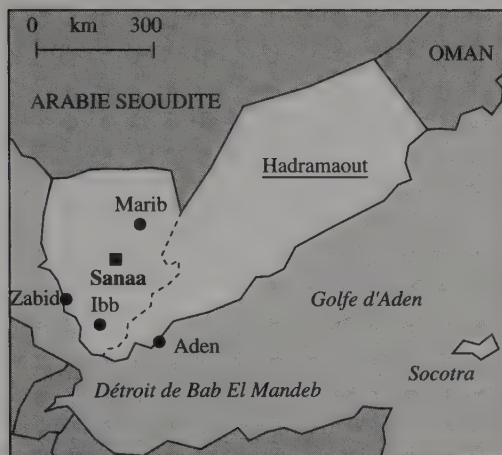
Mai Election à la présidence de l'ancien Premier ministre Süleyman Demirel.

Mai-Juin Massacre de soldats turcs en permission et reprise des combats que le PKK étend à des cibles économiques et touristiques.

Juin Accession d'une femme, Tansu Ciller, au poste de Premier ministre, après son élection à la tête du parti de centre-droit au pouvoir. Offensive simultanée du PKK dans 29 villes d'Europe contre des intérêts et représentations diplomatiques turcs. Le PKK se lance aussi dans les prises d'otages occidentaux en Turquie.

Juillet-Août Intensification des combats au Kurdistan. Soutien croissant de la Turquie à l'Azerbaïdjan en difficulté dans sa guerre contre l'Arménie.





YÉMEN

XVe au IIe s. av. J.-C. Le territoire de l'actuel Yémen est divisé en cinq royaumes (Main, Saba, Qataban, Aoussane et Hadramaout).

IVe siècle ap. J.-C. Occupation éthiopienne. Pénétration du Judaïsme et du Christianisme.

525-75 Domination abyssine.

575-628 Domination sassanide.

631 Conquête islamique et diffusion de l'Islam.

893 Fondation de la dynastie zaïdite qui se maintiendra jusqu'au XXe siècle.

1173 Saladin envahit le Yémen.

1517-1636 Occupation turque.

1636 Indépendance du Yémen. Les tribus zaïdites contrôlent le pays.

1839 Les Britanniques annexent Aden qu'ils transforment en un protectorat, noyau du futur Yémen du Sud.

LE YÉMEN DU NORD

1849-1918 Domination turque.

1904 L'imam Yahya se révolte contre les Turcs.

1918 Les Turcs se retirent du Yémen, après avoir

reconnu son indépendance en 1911 (traité de Daan).

1934 Perte de l'Assir, conquis par les Séoud.

1945 Membre fondateur de la Ligue arabe.

1958 Adhésion à la République arabe unie. Union dissoute en 1961.

1962 L'imam Badr est déposé. Proclamation de la République arabe du Yémen. Abdallah El-Sallah président de la république (1962-1967). Début de la guerre civile entre les partisans de l'imam soutenus par l'Arabie séoudite, et les républicains soutenus par l'Egypte.

1967 Retrait des troupes égyptiennes.

1967-74 Abd el Rahman Al-Iryani, président de la république.

1970 Un compromis est trouvé entre les factions rivales. Fin de la guerre civile.

Confirmation du régime républicain avec préservation du pouvoir zaïdite..

1974 Coup d'Etat militaire. Ibrahim Al Hamdi chef de l'Etat.

1979 Conflit frontalier avec le Yémen du Sud

LE YÉMEN DU SUD

Vers 1930 Contrôle de l'hinterland d'Aden par les Britanniques.

1959 Création d'une fédération entre Aden et les sultanats de l'hinterland.

1962 Début de la lutte armée contre la présence britannique.

1963 Tensions croissantes entre les chefs traditionnels de l'hinterland et la bourgeoisie d'Aden.

Unification de la guérilla au sein du Front national de libération (FNL).

1967 Les Britanniques quittent précipitamment le pays.

Novembre Proclamation de la République populaire du Yémen du Sud. A l'issue d'affrontements avec le FLOSY (Front for the Liberation of the Occupied Yemen), à tendance plus modérée, le FNL instaure un régime communiste avec parti unique.

1967-75 Soutien aux rebelles du Dhofar dans le sultanat d'Oman.

1979 Conflit frontalier avec le Yémen du Nord.

1985-86 Guerre civile entre les différentes factions au pouvoir. 13 000 morts à Aden.

LA RÉUNIFICATION.

1988 Graves tensions entre les deux Yémens au sujet des champs pétrolifères à cheval sur les deux pays.

1988-89 Afin de calmer les tensions, les deux pays, soutenus dans leurs projets par l'URSS, étudient les possibilités d'unification.

1990

22 mai L'unification est proclamée.

Une période de transition de 30 mois, jusqu'en novembre 1992, est prévue, avant son entrée en vigueur.

Nouvelle Constitution. Abdallah Al Sallah président du Yémen.

1990-91 Durant la guerre du Golfe, suspension des aides en provenance des pays arabes en raison des sympathies pro-irakiennes du Yémen. Retour d'un million de Yéménites, expulsés par l'Arabie séoudite.

1991

Mai Référendum sur la nouvelle constitution : 98,3 % de oui.

1992 Frustrations du Sud qui accuse le Nord d'accaparer le pouvoir, et de profiter économiquement de la réunification.

1993

Avril-Mai Elections générales marquant la fin du gouvernement de transition au pouvoir depuis la réunification; le parti du président Ali Abdullah Saleh remporte le plus grand nombre de sièges et forme un gouvernement de coalition avec deux autres formations, l'Alliance yéménite pour la réforme et le Parti socialiste.

Amélioration des relations avec les autres pays du Golfe. Amplification des "frustrations" du Sud.

YÉMEN

Superficie : 530 000 km² Terres arables : 6 %

Population : 13 millions Prévision 2025 : 37 millions Densité : 25h/km² Population urbaine : 30 % Population d'Aden : 0,5 million (4 %)
Immigrés : < 1 % Expatriés : 9 % Taux d'accroissement naturel : 3,5 % par an Nombre moyen d'enfants par femme : 7 Moins de 15 ans : 46 %

Espérance de vie : 53 ans Mortalité infantile : 107 ‰ Taux d'analphabétisme : Hommes : 50 % Femmes : 74 % Taux de scolarisation des 12 - 17 ans : 36 %
Nombre de médecins pour 1 000 habitants : 0,2 Accès à l'eau potable : 46 % des ménages Pour 100 mariages Polygames : 5 Divorces : 25

Groupes ethniques : Arabes (93 %), Indiens (4 %), Somalis (3%) Langue officielle : Arabe
Religions : Sunnites (58 %), Zaïdites (40 %), Chrétiens (1 %), Hidouhistes (1 %)

PNB : 7 milliards de \$ PNB/habitant : 540 \$ PIB/h. ajusté au coût de la vie: 1500 \$ Taux de croissance annuelle du PNB/hab: 1965 - 80 : 5,1 % 1980 - 90 : 6 %

Population active : 25 %	Taux d'activité des femmes : 7 %	Répartition du PNB :	22 %	21 %	57 %
		Répartition de la population active :	55 %	17 %	28 %
			Agriculture	Industrie	Services

(en % du PNB) Dépenses publiques : 22 % du PNB dont : Education : 5 % Défense : 15 % Santé : 5 %

Exportations : 21 % PNB Taux de couverture : Export/Import : Tous produits : 0,6 Industriel : * Taux moyen d'inflation (1980-91) : *
Dette extérieure : 10 milliards de \$ (143 % du PNB) Service de la dette : 8 % des exportations Tourisme : 0,1 million de visiteurs
Principaux partenaires commerciaux : France, Japon, CEI, Allemagne, Grande-Bretagne, Australie, Arabie séoudite.
Principales productions : Sorgho, pétrole, pêche.
Principales exportations : Pétrole.

Régime : République
Chef d'Etat : Ali Abdallah Saleh Depuis : 1978 Parti au pouvoir : Parti national démocratique
Autres partis politiques : Multipartisme autorisé depuis 1990 : envion 40 partis

Membre de : ONU, Ligue arabe.

BIBLIOGRAPHIE

REVUES

American Journal of International Law, American Society of International Law, New York.
Amnesty International Reports, London.
L'Année Stratégique, Institut national supérieur d'études de défense et de désarmement, Paris.
Arabies, Paris.
BP Statistical Review, Londres.
Les Cahiers de l'Orient, Paris.
Commentaire, Julliard, Paris.
Cultures et conflits, Paris.
Défense nationale, Paris.
Perspectives économiques, OCDE, Paris.
L'état du Maghreb, La Découverte, Paris.
Foreign Affairs, New York.
Foreign Policy, Washington.
Hérodote, La Découverte, Paris.
Maghreb Machreg, La Documentation française, Paris.
The Middle East and North Africa, Europa Publications, London.
The Middle East Journal, Middle East Institute, Washington.
The Middle East Reports, MERIP, Washington.
Middle Eastern Studies, Frank Cass, London.
Oil and Gas Information, Agence internationale de l'énergie, OCDE, Paris.
Politique étrangère, Colin, Paris.
Politique internationale, Paris.
RAMSES (Rapport annuel mondial sur les systèmes économiques et les stratégies), IFRI-Economica, Paris.
SIPRI, Stockholm International Peace Research Institute
Strategic Survey, International Institute for Strategic Studies, London.
World Economic Outlook, FMI, Washington.

OUVRAGES

Al-Ahnaf (M), Botiveau (B), Fregosi (F), *L'Algérie par ses islamistes*, Karthala, Paris 1991.

Alem (J.P.), *La déclaration Balfour*, Complexe, Bruxelles, 1982.
Al Khalil (S), *Irak, la machine infernale*, Lattès, Paris, 1991.
Antonius (B), *The Arab Awakening*, Hamish Hamilton, 1938.
Ariam (C), *Rencontres avec le Maroc*, La Découverte, Paris, 1989.
Arjomand (S.A), *The Turban of the Crown*, Oxford University Press, Oxford, 1988.
Arkoun (M), *Ouvertures sur l'Islam*, Jacques Grancher, Paris 1989.
Aron (R), *De Gaulle, Israël et les Juifs*, Plon, Paris, 1968.
Attallah (D.B.M), *Le Liban : guerre civile ou conflit international ?* Al Hurriyat, Beyrouth, 1980.

Balta (P), *Iran-Irak, une guerre de cinq mille ans*, Anthropos, Paris 1987.
Balta (P), *Le grand Maghreb. Des indépendances à l'an 2000*, La Découverte, Paris 1990.
Benoist Méchin (J), *Ibn Saoud ou la naissance d'un royaume*, Albin Michel, Paris, 1955.
Bensimon (B) et Errera (E), *Israéliens; Des Juifs et des Arabes*, Complexe, Bruxelles, 1989.
Bonnenfant (P), *La Péninsule arabique d'aujourd'hui*, CNRS, Paris, 1982.
Bourgi (A) et Weiss (P), *Liban, La cinquième guerre du Proche-Orient*, Publisud, Paris, 1983.
Burgat (F), *L'Islamisme au Maghreb. La voix du Sud*, Karthala, Paris 1988.

Carré (O), *Le mouvement national palestinien*, Gallimard / Julliard, Coll. "Archives", 1977.
Carré (O), *L'Orient arabe aujourd'hui*, Complexe, Bruxelles, 1991.
Carré (O) et Dumont (P) (Sous la direction de.), *Radicalismes islamiques*, Paris, L'Harmattan, 1985.
Carré (O) et Michaud (G), *Les Frères musulmans (1928-1982)*, Julliard / Archives, Paris 1983.

Carrère d'Encausse (H), *La politique soviétique au Moyen-Orient 1955-1975*, Presses de la FNSP, Paris, 1975.

Chabry (L et A), *Politique et minorités au Proche-Orient*, Maisonneuve et Larose, Paris, 1984.

Chaliand (G), *Les Kurdes et le Kurdistan*, Maspéro, Paris, 1981.

Chaliand (G), *Terrorismes et guérillas*, Flammarion, Paris 1985.

Chamussy (R), *Chronique d'une guerre : Liban 1975-1977*, Desclée, Paris, 1978.

Chelhoud (J) (Sous la direction de), *L'Arabie du Sud : histoire et civilisation*, Maisonneuve et Larose, Paris, 1984.

Chenal (A) et Arfaoui (H), *Yémen, Relations internationales et stratégiques*, n°1, IRIS / Stock, Paris, 1991.

Chevallier (A) *Le Pétrole*, La Découverte, Paris 1986.

Chubin (S) et Tripp (C), *Iran and Iraq at War*, Tauris, London, 1988.

Cohen (M), *Du rêve sioniste à la réalité israélienne*, La Découverte, Paris, 1990.

Cohen (M), *Dieu est un baril de poudre. Israël et ses intégristes*, Calmann-Lévy, Paris 1989.

Cordesman (A), *The Gulf and the Search for strategic stability*, Westview, Boulder, 1984.

Corm (G), *Géopolitique du conflit libanais*, La Découverte, Paris, 1986.

Corm (G), *Le Proche-Orient éclaté, de Suez à l'invasion du Liban 1956-1982*, Maspéro, Paris, 1988.

Corm (G), *Liban : les guerres de l'Europe et l'Orient - 1840-1992*, Gallimard, "Folio", Paris 1992

Cottrell (A) et al., *The Persian Gulf States*, Johns Hopkins, London, 1980.

Dag (A), *East Bank-West Bank*, Council on foreign Relations, New York, 1986

Da Lage (O) et Grzybek (G), *Le jeu des six familles*, Autrement, Paris, 1985.

Dann (U), *Iraq under Qassem*, Praeger, New York, 1969.

Derrienic (J.P.), *Le Moyen-Orient au XXe siècle*, Armand Colin, Paris, 1980.

Devlin (J.), *Syria, Modern State in an Ancient Land*, Westview, Boudler, 1983.

Dieckhoff (A.), *Les espaces d'Israël*, 2e édition, Presses de la FNSP, Paris 1989.

Diouri (M.), *A qui appartient le Maroc ?*, L'Harmattan, Paris, 1992.

Djalili (M.R.), *Le golfe Persique*, Larousse international et Dalloz, Paris, 1978.

Dumont (P.), *Mustafa Kémal*, Complexe, Bruxelles, 1989.

Dumont (P) et **Georgeon** (F), (Sous la direction de), *La Turquie au seuil de l'Europe*, L'Harmattan, Paris 1991.

Eagleton (W.), *La République kurde*, Complexe, Bruxelles, 1991.

Ehteshami (A) (sous la direction de), *Iran and the International Community*, Routledge, London, 1991.

Ehteshami (A) et **Nonneman** (G), *War and Peace in the Gulf*, Ithaca, London, 1991.

El Malki (H), *Trente ans d'économie marocaine*, Ed. du CNRS, Paris, 1989.

Etienne (B.), *L'Islamisme radical*, Hachette, Paris, 1987.

Farajallah (S.), *Le Conseil de coopération des Etats arabes du Golfe*, Nijhoff Dordrecht, 1992.

Ferro (M.), *1956 Suez*, Complexe, Bruxelles, 1982.

Flori (J.), *La croisade*, Complexe, Bruxelles, 1992.

Flory (M.), *Les régimes politiques arabes*, PUF, Paris, 1990.

Gallais (J.), *Une géographie politique de l'Ethiopie*, Economica, Paris, 1989.

Graz (L.), *Le golfe des turbulences*, L'Harmattan, Paris 1990.

Gresh (A.), *L'OLP, histoire et stratégies. Vers l'Etat Palestinien*, SPAG-Papyrus, 1983.

Gresh (A) et **Vidal** (D), *Proche-orient, une guerre de cent ans*, Messidor, Paris, 1984.

Gresh (A) et **Vidal** (D), *Les cent portes du Proche-Orient*, Autrement, Paris, 1989.

Gresh (A) et **Vidal** (D), *Palestine 47 : un partage avorté*, Complexe, Bruxelles, 1991.

Gresh (A) et **Vidal** (D), *Golfe, clefs pour une guerre annoncée*, Le Monde éditions Paris, 1991.

Gubser (P), *Jordan, Crossroad of Middle Eastern Events*, Westview, Boulder, 1983

Haghigat (C), *Histoire de la crise du Golfe*, Complexe, Bruxelles, 1992.

Haim (S), *Arab Nationalism : an Anthology*, California University Press, Berkeley, 1976.

Harris (L), *Egypt : Internal Challenges and Regional stability*, Routledge, London, 1988

Hazan (P), *La guerre des Six Jours*, Complexe, Bruxelles, 1989.

Heard Bey (F), *From Trucial States to United Arab Emirates*, Longman, London, 1982.

Herzl (T), *L'Etat juif*, suivi de *Extraits du journal*, Stock, Paris, 1981.

Holden (D) et **Johns** (R), *The House of the Saud*, Pan Books, London, 1982.

Hopwood (D), *Syria 1945 -1986 politics and society*, Unwin Hyman, London, 1988.

Hourani (A), *Arabic Thought in the Liberal Ages*, Oxford University Press, Oxford, 1979.

Hudson (M), *Arab Politics*, Yale University Press, 1977.

Iqbal (M), *The recreation of religious thought in islam*, Oxford University Press, Oxford, 1934.

Ishow (H), *Le Koweït : évolution politique économique, sociale*, L'Harmattan, Paris, 1989.

Jouve (B), *Le Tiers Monde dans la vie internationale*, Berger Levrault, Paris, 1983.

Kelidar (E), *The integration of Modern Iraq*, Helm, London, 1979.

Kepel (G), *Le prophète et le pharaon*, La Découverte, Paris, 1993 (rééd.).

Kepel (G), *La revanche de Dieu*, Seuil, Paris, 1991.

Kepel (G), (Sous la direction de), *Les politiques de Dieu*, Seuil, Paris, 1993.

King (R), *Iran-Irak : la guerre paralysée*, Editions Bosquet, Paris, 1987.

Lacouture (J), 1962, *Algérie, la guerre est finie*, Complexe, Bruxelles, 1985.

Laqueur (W), *The Struggle for the Middle East*, Routledge, London, 1970.

Laqueur (W), *Histoire du sionisme*, Calmann-Lévy, Paris, 1973.

Lavergne (M), *Le Soudan contemporain*, Karthala, Paris 1989.

Lecerf (M.A), *Comprendre le Liban*, Karthala, Paris, 1988.

Le Gac (D), *La Syrie du général Assad*, Complexe, Bruxelles, 1991.

Legrain (J.F), *Les voix du soulèvement palestinien. 1987-1989*, CEDEJ, Le Caire, 1991.

Lewis (B), *The Arabs in History*, Hutchinson, London, 1950.

Lewis (B), *The world of Islam*, Thames and Hudson, London, 1976.

Lewis (B), *Islam et laïcité, Naissance de la Turquie moderne*, Fayard, Paris, 3e édition, 1988.

Luciani (G) et **Salamé** (G), *The Arab State*, Routledge, Londres, 1990.

Luizard (P.J), *La formation de l'Irak contemporain*, Ed. du CNRS, Paris, 1991.

Maachou (A), *LOPAEP et le pétrole arabe*, Berger-Levrault, 1982.

Mc Dermott (A) *Egypt from Nasser to Mubarak*, Croom Helm, London 1988

Mansfield (P), *The Arabs*, Penguin, London, 1988.

Mantran (R) (Sous la direction de), *Histoire de l'Empire Ottoman*, Fayard, Paris, 1989.

Martens (A), *L'économie des pays arabes*, Economica, 1983.

Mellah (F), *De l'unité arabe*, L'Harmattan, Paris, 1985.

Michel (H) et **Santucci** (J.C) (Sous la direction de), *Le Maghreb dans le monde arabe*, Editions du CNRS, Paris, 1987.

Miller (J) et **Myroie** (L), *Saddam Hussein*, Presses de la cité, Paris 1990.

Miquel (A), *L'islam et sa civilisation*, Amand Colin, Paris, 1990.

More (C), *Les Kurdes aujourd'hui*, L'Harmattan, 1984.

Mortimer (E), *Faith and power : The Politics of Islam*, Faber and Faber, London, 1962.

Mostyn (T) et **Hourani** (A) (Sous la direction de), *The Cambridge Encyclopedia of the Middle East and North Africa*, Cambridge University Press, Cambridge, 1988.

Naraghi (E), *Des palais du chah aux prisons de la révolution*, Balland, Paris 1991.

Niblock (T), *Class and Power in Sudan*, Macmillan, London, 1987.

Otayek (O), *La politique africaine de la Libye*, Karthala, Paris, 1986.

Picard (E), *Liban. Etat de discorde*, Flammarion, Paris, 1988.

Picard (E), (Sous la direction de), *La question kurde*, Complexe, Bruxelles, 1991.

Picaudou (N), *La déchirure libanaise*, Complexe, Bruxelles, 1989.

Picaudou (N), *La décennie qui ébranla le Moyen Orient*, Complexe, Bruxelles, 1991.

Picaudou (N), *Le Proche-Orient au XXème siècle*, Documentation Française, Paris, 1991.

Poznanski (L), *70, La chute du Temple de Jérusalem*, Complexe, Bruxelles, 1991.

Quandt (W), *Saudi Arabia in the 1980s*, The Brooking Institution, Washington, 1981.

Quandt (W), *Camp David : Peacemaking and Politics*, The Brookings Institution, Washington, 1986.

Rabbath (E), *La formation historique du Liban politique et constitutionnel. Essai de synthèse*, Publication de l'Université libanaise, Beyrouth, 1973.

Rahman (F), *Islam*, University of Chicago Press, Chicago, 1966.

Ramazani (R), *Revolutionary Iran*, Johns Hopkins University Press, London, 1986.

Randall (J), *La guerre de mille ans*, Grasset, Paris, 1982.

Richard (Y), *L'islam chi'ite*, Fayard, Paris, 1991.

Rodinson (M), *Les Arabes*, PUF, Paris, 1979.

Rouaud (A), *Les Yémens et leurs populations*, Complexe, Bruxelles, 1979.

Rumaihi (M), *Beyond Oil*, Al Saki, Londres, 1986.

Sadria (M.T.B.), *Ainsi l'Arabie est devenue saoudite : les fondements de l'Etat saoudien*, L'Harmattan, Paris, 1989.

Salinger (P) et **Laurent** (E), *Guerre du Golfe, Le dossier secret*, Olivier Orban, Paris, 1990.

Schiff (Z) et **Ya'ari** (E), *Intifada*, Stock, Paris 1991.

Seale (P), *Assad of Syria*, Tauris, London, 1988.

Shimoni (Y), *Political Dictionary of the Arab World*, Macmillan, London, 1987.

Sigaud (D), *La fracture algérienne*, Calmann-Lévy, Paris 1991.

Sluglett (M et P), *Iraq since 1958*, I.B. Tauris, London, 1990.

Sourdel (D et J), *La civilisation de l'islam classique*, Arthaud, Paris, 1983.

Stora (B), *Histoire de l'Algérie coloniale*, La Découverte, "Repères", Paris 1991.

Stora (B), *La gangrène et l'oubli. La mémoire de la guerre d'Algérie*, La Découverte, Paris, 1991.

Thobie (J), *Ali Baba et les 40 voleurs, Impérialismes et Moyen-Orient de 1914 à nos jours*, Messidor, Paris, 1986.

Tripp (C), *Regional Security in the Middle East*, International Institute for Strategic Studies, Adelshot, Gower, 1984.

Vaner (S), *Le différend gréco-turc*, L'Harmattan, Paris, 1988.

Vaner (S), *Modernisation autoritaire en Iran et en Turquie*, L'Harmattan, Paris, 1992.

Vatikiotis (P.J), *L'Islam et l'Etat*, Gallimard, Paris, 1992.

Waterbury (J), *The Egypt of Nasser and Sadat*, Princeton University Press, Princeton, 1983.

Zakariya (F), *Laïcité ou islamisme. Les Arabes à l'heure du choix*, La Découverte/Al Fikr, Paris / Le Caire, 1990.

Zeine (Z), *The Emergence of Arab Nationalism*, Khayat's, Beyrouth, 1966.

Zorgbibe (C), *Terres trop promises, Une histoire du Proche-Orient*, La Manufacture, 1990.

SOURCES STATISTIQUES

Rapports annuels :

- ONU : - Bureau statistique (Exports, Imports et PNB)
- Bureau des populations (Taux de natalité, espérance de vie, population totale, population urbaine)
- Programme de développement industriel (Revenus)
- Programme d'aide alimentaire (Aide)

UNESCO (Analphabétisme)

FAO (Surfaces agricoles)

FMI (Budgets et dépenses)

Banque mondiale (Inégalités sociales et dépenses budgétaires)

OCDE (Endettement)

OPEP (Données pétrolières)

USAID (PIB ajustés)

World Ressources Institute (Ressources en eau)

Banque de données d'études des revenus de Luxembourg (Inégalités sociales).

ANNÉES DE RÉFÉRENCE

(sauf indications contraires)

1994 : Données politiques.

1993 : Données démographiques et économiques de bases.

1992 : Migrations, fécondité, budgets, ventilations des dépenses budgétaires, commerce international.

1990 ou 1991 : Références de santé, d'éducation et sociales, ventilation du PNB et de la population active par secteurs.

NB *L'ensemble des cartes et des tableaux sont des créations originales d'Equinoxes. A moins de spécification contraire, ces documents ont été construits à partir de plusieurs sources, les estimations étant de la responsabilité des auteurs.*

INDEX

Abbas Ier	38.
Abbasides	30-31, 34, 39.
Abd Allah	29.
Abd El Salam (Faraj)	70.
Abdul Hamid	37.
Abdul Medjid	37.
Abgal	210.
Abou Abbas	58.
Abou Bakr	28.
Abou Nidal	158, 190.
Abyssinie	18, 46, 48, 115.
Accords du Caire	202.
Accords de Camp David	93, 122-123, 131, 126, 185, 190.
Accords d'Evian	51.
Accord Laval-Mussolini	123, 157.
Accords de Lomé	209.
Accord d'Oujda	156.
Accords Sykes-Picot	38, 44, 77.
Accords de Taëf	131, 178, 205.
Aden	15, 41, 43, 50.
Afghanistan	82, 146, 134, 168.
Aflak (Michel)	67, 78.
Afrique	15, 52, 156-157, 208.
Afrique centrale	46.
Afrique noire	15, 21, 46, 52, 82, 115-116, 144, 210, 211.
Afrique du Nord	21, 27, 29, 31, 36, 39, 48, 52, 56, 75, 77, 82, 139, 153.
Afrique orientale	18, 41, 66.
Afrique du Sud	157.
Aghlabides	31.
Aïdid (général)	218.
AIE	100.
Akaba	89-92.
Akkadien	25, 26.
Al Abbas	30.
Al Bou Saïd	42.
Al Hakim	31.
Al Sabah	167, 170.
Alaouites	40, 56, 68.
Albanie	34.
Alexandre le Grand	26.
Algérie	16, 24, 41, 43, 46, 51, 53-54, 57, 60, 68, 72, 83, 84, 89, 107, 109, 111, 116-124, 130, 139-140, 149, 156, 209-210.
Ali	29, 65.

Allemagne	37, 43-44, 48, 60, 85, 143-144, 146, 176.
Almohade	40.
Almoravide	40.
Al-Mustasim	33.
Amal	58, 72, 204-205.
Amorite	26.
Andrinople	37.
Anatolie	18, 34, 37.
Angola	157.
Aoun (Michel)	131, 140, 178, 205.
Aouzou	123, 157.
Arabes	29, 31, 37, 39, 51, 53, 56, 75-78, 82, 86, 138, 141-142, 185-186, 210, 213.
Arabie	26, 28-30, 40-41, 44, 76-78.
Arabie séoudite	18, 21, 24, 56, 66, 72, 78, 82, 102, 111, 117-119, 124-128, 131-136, 150-151, 162-165, 168, 170-172, 176, 182.
Arabistan	160-162.
Arafat (Yasser)	58, 172, 186-188, 190, 196.
d'Arcy (William)	95.
Arménie	18, 213.
Arméniens	67, 213.
Armistice de Moudros	37.
Asie	15, 26.
Assad (Hafez El)	82, 119, 178, 203, 205.
Assouan	19.
Assyrien	26, 67, 216.
Ayoubbide	32.
Aziz (Tarek)	67.
Baas	53, 78-79, 117, 130, 134, 159, 167.
Babylone, Babylonien	26.
Bagdad	30-31, 33, 115.
Baha Allah	68.
Bahais	68.
Bahreïn	45, 111, 118, 167, 182.
Baker (James)	172.
Bakr	159.
Bakr El Sadr (Mohammed)	73.
Balfour	77, 86.
Bandoung (Conférence)	48, 138.
Barzani (Mustapha)	211.
Ben Ali	178.
Ben Bella	149.

Ben Gourion	87.
Beni Ouattas	40.
Berbères	30, 39-40, 56, 75.
Berri (Nabih)	205.
Blum-Violette (projet)	52.
Bosphore	15, 36.
Bosnie	34, 124.
Bouide	31.
Boumediene	149.
Bonaparte (Napoléon)	46, 136.
Bourguiba (Habib)	155.
Boutros Ghali (Boutros)	68, 218.
Brejev (Leonid)	135.
Bulgarie	34.
Bush (George)	172, 178.
Byzantin	29-31, 34.
Califat, Calife	28-33, 34, 37, 40, 63, 64, 66, 70, 72, 78, 24, 31-33, 115.
Caire (Le)	93, 130-131.
Carter (Jimmy)	50.
Catroux	16, 32, 214.
Caucase	82.
CCA	82-83, 124, 163, 168.
CCG	
CEE	105, 120, 124, 144, 180, 209.
CEI	136.
Ceuta	40, 121.
Chadli (Bendjedid)	150.
Chamoun (Camille)	203.
Chatt El Arab	126, 160-162.
"Charia"	30, 64, 117, 159, 211-212.
Cherif Hussein	77-78.
Chevardnadze (Edouard)	135-136.
Chiisme duodécimain	38-39, 65.
Chiites	28-31, 33, 37, 41, 56, 65-66, 72-73, 162, 180, 201-205.
Chine	32, 42, 144, 209, 211.
Chrétiens	32, 35, 37, 40, 67-68, 78.
Chypre	15-16, 43, 50, 105, 109, 122, 138, 142, 206-207.
Cilicie	46.
Circassie	33.
Cisjordanie et Gaza	54, 85, 87-88, 92, 93, 121, 125, 131, 182, 185, 189, 200.
Club de Rome	15.

Comores (Les)	75.
Compagnies pétrolières	95-99, 127-128, 138.
Convention de Yaoundé	209.
Coptes	32, 56, 67, 119.
Constantinople	27, 32, 34.
Coran	30, 35, 63-64, 68, 75, 155.
Cordoue	28, 40.
Corne de l'Afrique	15-16, 46, 105, 208.
Crimée	36.
Croissant fertile	44, 46, 77-78, 87, 143.
Cyrénaïque	28, 116.
Cyrus	26.
Daylam, Daylamites	30-31.
De Gaulle	51, 92, 139.
Deng Xiao Ping	144.
Diego Garcia	138.
Dioclétien	39.
Djibouti	15, 24, 46, 75, 126, 139.
Doctrine Eisenhower	128.
Doctrine Truman	128.
Druzes	46, 68, 201-202.
Eden (Anthony)	80.
Egée	124.
Egypte	18-21, 26-27, 31-33, 36, 43-46, 50, 53-57, 60, 67, 72, 76-82, 89-92, 93, 105, 107, 109, 111-112, 118-121, 122-123, 124-126, 128, 131, 133, 134, 136, 139-143, 146, 150-151, 154-155, 162, 165, 172, 185, 189, 190, 193-196, 214.
El Azhar	31.
El Banna (Hassan)	70.
El Mouazzem Touran Chah	33.
Emirats arabes unis	56, 82, 101, 171, 182.
Enver Pacha	37.
EOKA	206.
Espagne	28-30, 39, 40, 46, 52, 121, 124, 142, 217.
Erythrée	48, 201, 209.
Etats-Unis	44, 48, 54, 58, 60, 78, 81, 86, 92, 95, 97-101, 120, 127-132, 142, 146, 149, 153-158, 163, 168, 172, 176, 178, 180-182, 188, 193, 214-216, 218.
Ethiopie	15, 19, 24, 26, 52.
Eurasie	115, 126, 142, 208, 211-213, 215-217.
	25

Europe	15, 21, 26, 32, 34, 40, 41, 43, 57-58, 67-68, 85, 101, 124, 142-143, 154, 211.	Hassan II	149-150, 156, 178.	Juan Carlos	142.	Maronites	46, 50, 67, 140, 201.
Europe de l'Est	15, 24, 60.	Hawiyé	210.	Juifs	67-68, 75, 77, 85-86.	Mérolé	202.
Europe de l'Ouest	24.	Hélou (Charles)	202.	Kabyles	119.	Matte	143.
Euphrate	18-19, 25, 27.	Herzl (Théodore)	85.	Kadhafi	54, 60, 79, 82-83, 117, 123-124, 149, 153-154, 158.	Mauritanie	24, 46, 52, 83, 116, 119, 124, 209.
Fadlallah (Hussein)	58.	Hezbollah	58, 204-205.	Kassem	167.	Méditerranée	26, 33, 39, 42-43, 48, 139, 143.
Fahd	172.	Himyarites	41.	Kataëb	203.	Mehmet (Ali)	76.
Fakhreddine (Emir)	201.	Hindous	66.	Kelly (John)	178.	Meilla	40, 121.
Fanani (Amintore)	143.	Hittites	26.	Kémal Mustapha (Ataturk)	18, 38, 64, 124.	Ménelik	48.
Farouk	43, 50, 81.	Hourrites	26.	Kenya	126, 209-210.	Mengistu	119, 212, 217.
Fatah	58, 134.	Hraoui (Elias)	205.	Kharéjites	28-29, 31, 42, 63, 66, 70.	Mérinides	40.
Fatah Révolutionnaire	58.	Hulagu Khan	33.	Khomeiny	58, 72, 124, 140, 162.	Mésopotamie	18, 25-26, 33, 42.
Fatima	29, 31.	Hussein de Jordanie	117, 126, 172, 187, 200.	Khourassan	29, 31.	Mitterrand (François)	140, 157, 172.
Fatimides	31, 32, 40.	Hussein du Hedjaz	85.	Khouzistan	116, 160-162.	MNL	203-204.
Fayçal (Hachémite)	44, 46, 77, 86.	Hykso	26.	Kippour (guerre de)	92, 153, 185-188.	MNS	217.
FINUL	204.	Ibadisme	42-46.	Koweït	16, 19, 24, 45, 53, 78-79, 82-83, 99-102, 105, 114, 118, 120, 127, 131-132, 135, 159, 162, 165, 167-170, 170-182.	Mogador	41.
FIS	72, 124.	Ibn al Wahhab (Mohammed)	64.	Kurdes	56, 75, 132, 162, 178, 180.	Mogholis	37.
FLE	208.	Ibn Séoud	41, 78, 126-128.	Kurdistan	132, 146, 210-213.	Moïse	26.
FLN	51.	Ikchidides	31.	Kurmanji (Sorani)	214.	Mongols	33.
FMI	111, 211.	Inde	28, 36, 41, 43, 45, 66, 144-146, 156.	Lagides	26.	Moro (Aldo)	143.
FPLP	208.	Indochine	50-51.	Lahad (Antoine)	204.	Mossadegh	99, 128.
FPLP	67, 187, 190.	Irak	18-19, 21, 24, 28, 44-45, 50, 53-57, 60, 65-68, 72-83, 93, 99-102, 105-114, 117-119, 124-128, 134-140, 144, 146, 156-157, 159-165, 167-182, 190, 193, 202, 210-212.	La Mecque	27, 63, 72, 111, 210.	Mossoul	46, 96.
FPLP-Cdt général	58.	Iran	15, 24, 28-29, 33, 38-39, 53-56, 58, 60, 65-68, 72-75, 79-82, 88, 99-101, 109-111, 115, 119, 124, 126, 128, 130-136, 140, 143, 156, 159-165, 170, 178, 182, 202, 210-212, 215.	Lawrence d'Arabie	77.	Moubarak (Hosni)	118, 122, 158, 171-172, 178.
France	36-37, 41, 43, 46-52, 77-78, 85-92, 124, 127-130, 139-142, 143, 154, 157, 159, 171-172, 176, 180, 182, 201.	Islam	15-16, 27-29, 33, 39, 41, 48, 63-66, 68, 72, 75, 78, 117-118, 144-146, 150, 154, 158-159, 182.	Levant	32, 44-46, 50, 122, 139, 201.	Moulay Ismaïl	40.
Garang (colonel)	157, 212.	Islamisme	54, 72, 84, 132, 134, 144, 189, 211.	Lénine	133.	Moulay Mohammed	41.
Guibenkian (Calouste)	95.	Israël	15-16, 21, 24-25, 53-60, 68, 75, 79-82, 85-93, 99, 105, 111-112, 115, 119-120, 126, 127-132, 134-135, 138-140, 142-143, 149, 154-155, 162, 176, 182, 185-200, 201-204, 212.	Liban	21, 24, 46, 50, 54, 56, 58, 60, 65, 78-79, 93, 109, 112, 117, 121-124, 127, 131, 133, 135, 138-143, 165, 170, 187, 190, 201-206.	Moulay Rachid	40.
Gemayel (Amine, Béchir, Pierre)	203-206.	Golan	54, 92, 122, 185.	Libye	18, 21, 26, 53, 56, 60, 79, 82-83, 97-99, 107, 112, 116-120, 123, 128, 132, 136, 139-140, 143, 153-158, 162, 190, 210, 213-216.	Muhammad (Imam)	41.
Gengis Khan	33.	Golfe Persique	16, 19, 24, 27, 45, 50.	Ligue arabe	15, 75, 80-81, 82, 87, 93, 105, 123, 167, 172, 186, 188, 190, 205, 213, 217.	Muhawiya Ibn Abi Soufyan	28.
Ghazi (roi)	167.	Gorbatchev (Mikhaïl)	135-136, 176.	Machrek	154.	Mussolini	143.
Gibraltar	15, 121.	Goukouni Oueddei	157.	Maghreb	31, 46, 50, 66, 81-83, 105, 120, 123, 139, 141-144, 150, 154, 158.	Nadir	39.
Glaspie (Avril)	178.	Grande-Bretagne	35-37, 43-46, 48, 50.	Mahabad	213.	Napoléon III	43, 201.
Golan	54, 92, 122, 185.	Grèce	34, 36-37, 43, 88, 124, 128, 142, 206.	Mahdi (Ali)	218.	Nâram Sin	26.
Gorbatchev (Mikhaïl)	135-136, 176.	Habache (Georges)	58, 67.	Mahomet	27-30, 63-66, 70.	Nasser (Gamal Abdel)	18, 50, 51, 54, 70, 72, 79, 81-82, 88, 92, 117-118, 122, 130, 138-139, 150-151, 154, 211.
Goukouni Oueddei	157.	Habr Gédir	210.	Mahomet II	35-36.	Neguïb	81.
Grande-Bretagne	52, 77-78, 85-89, 99, 127-130, 136-139, 144, 151, 153, 154, 159, 167, 171-172, 176, 182, 207, 209.	Habré (Hissène)	157-158.	Makarios	206.	Nehru	138.
Grèce	34, 36-37, 43, 88, 124, 128, 142, 206.	Haddad (Cdt)	204.	Mali	124, 157.	Nemeiry (général)	154, 214-215.
Habache (Georges)	58, 67.	“Hadith”	63-64, 68, 155.	Mallikite	64.	Nil	16-19, 25, 32, 43, 46, 210.
Habr Gédir	210.	Haïlé Sélassié	52, 208.	Malloum	157.	Niger	40, 124, 157.
Habré (Hissène)	157-158.	Hammourabi	26.	Malte	44, 143, 156.	Nizarites	66.
Haddad (Cdt)	204.	Hanafite	64.	Mamelouks	32, 33-34.	Noqrashi Pasha	70.
“Hadith”	63-64, 68, 155.	Hanbalite	64.	Marehan	208-210.	Nubie	26.
Haïlé Sélassié	52, 208.	Hariri (Rafic)	205.	Maroc	21, 24, 31, 34, 39-40, 46, 48, 50, 52, 62, 82-83, 109, 111, 119-123, 143-144, 149, 156, 209-210.	Obock	46.
Hammourabi	26.	Haroun El Rachid	30.	Jourblatt (Kamal)	203-204.	Occident	27, 32, 35, 54, 76, 81-82, 85; 119-120, 130, 138, 146, 168, 170, 172, 188, 193, 205, 209.
Hanafite	64.					OCDE	111.
Hanbalite	64.					Ogaden	216-217.
Hariri (Rafic)	205.					OLP	56-58, 60, 67, 72, 80, 131, 135-138, 140-143, 156, 158, 172, 176, 180-182, 186-188, 190-192, 196, 202-205.
Haroun El Rachid	30.					Oman	41-42, 45, 53, 56, 82, 105, 118, 138, 182.

Omar	28.
Omméyades	29-30 , 40.
ONU	15, 50-52, 50, 67, 81, 85-92, 102, 128, 132, 143-146, 158, 163-167, 172, 176, 180, 182, 185-188, 190, 204-207, 218.
OPAEP	99 .
OPEP	97-102 , 153, 170-171.
Ormouze	162.
Osman	28, 34.
OTAN	56, 128.
Ottomans	33, 34-38 , 47-48, 64, 76-78, 85-86, 95, 122-124, 132, 138, 142-143, 167, 201, 213.
OUA	52, 149, 157, 211.
"Oumma"	54, 63, 78.
Ouzbecks	37-38.
Pacte de Bagdad	128-130.
Pahlavi (dynastie)	39.
Pakistan	128, 135, 146.
Palestine	32, 36, 43-45, 50, 53, 57, 70, 77, 80, 85-88, 133, 138, 185-188 .
Pays-Bas	143 .
Panarabisme	54, 56, 82, 132, 151, 159.
PDK	211.
Perse	32, 38-39 , 42-45, 57, 66, 115.
Phénicie	25.
PKK	213.
Plan Marshall	128.
Polisario (Front)	156, 209.
Portugal	40.
Primakov (Evguéni)	135.
Prusse	36.
Qatar	82, 182.
Qabous	53.
Quizilbahs	38 .
Rabin (Itzhak)	196.
RAU	53, 79, 80, 81-82 , 123, 134, 150-151.
Rio De Oro	124.
Romain (Empire)	27.
Roumanie	36.
Russie	36, 43, 85, 132, 136.
Saadiens	40.
Sadate	72, 82, 92, 93, 118, 122-123, 130, 134, 185, 204.
Saddam (Hussein)	18, 56, 85, 120, 131, 138, 140, 159 , 167, 170-171, 176-178 , 180-182, 211.
Sahara	18, 46, 51, 121, 124, 149.
Sahara occidental	52, 83, 156, 213, 209 - 210.

Sahel	40, 75, 83, 105, 116, 124, 140, 157.
Sahraouie (République arabe)	123, 156.
Saïd Qotbi	70.
Saint-Louis	33.
Saladin	32, 159.
Samaritains	68.
Samson (Nicos)	207.
Sargon d'Akkad	25-26.
Sassanide	30.
Sayyids	150-152.
SDN	44, 46, 48.
Séfévide	33, 38-39 .
Seldjoukide	31-34.
Séleucide	26.
Selim I	34.
Sénégal	157.
Serbie	34.
Shaffhite	64.
Shamir (Itzhak)	193.
Sharon (Ariel)	190.
Siad Barré	216-218.
Sicile	31.
Sinaï	26, 54, 89, 92, 93, 122, 126, 185.
Six Jours (Guerre des)	92 , 153, 185-188.
Soliman II	34.
Somalie	15, 19, 24, 43, 48, 52, 75, 105, 111, 119, 126, 132, 143, 216-218 .
Somaliland	209.
Soudan	18-19, 24, 43, 50, 56, 60, 72, 77, 82, 105, 111, 116-118, 124, 138, 153-154, 157, 213-216 .
SPLA	212.
Staline	133.
Suez (canal)	15, 43, 46, 50, 85, 98, 185, 208.
Suez (expédition)	53, 77, 85, 88, 128 , 139.
Sumériens	25.
"Sunna"	155.
Sunnites	28, 31-34, 37, 41, 63 - 65 , 70, 151, 202, 213.
SYL	208.
Syrie	18, 28, 31-37, 46, 50, 53-56, 60, 67-68, 70, 72, 77-81, 89, 109, 117, 119- 122, 127-135, 150-151, 154, 158, 162, 165, 178, 190, 196, 201-204, 210-212.
Tabriz	37.
Tahirides	31.
Talabani (Jalal)	214.
Tarek Aziz	136, 176.
Tchad	82, 123-124, 139, 157- 158.
Thatcher (Margaret)	139.
Thrace	37.
Tiers-Monde	19, 81, 114, 138-139, 146, 189.

Timour Lang (Tamerlan)	33.
Tigre (fleuve)	18, 25.
Tigré	119, 217.
Tito	138.
Touaregs	124.
Traité d'Alger	160.
Traité de Bagdad	162.
Traité de Lausanne	213.
Traité de Paris	37.
Traité de San Stefano	37.
Traité de Sèvres	38, 213.
Traité de Sib	42.
Transjordanie	44, 77.
Tunisie	21, 24, 31, 41, 46, 50, 68, 72, 82-83, 111, 118-119, 143, 155-156, 162, 33, 144.
Turkestan	
Turquie	15, 21, 37-38, 56, 75, 105-119, 124, 128, 136, 142-144, 171, 178, 206-207, 210-212.
Urbain II	32.
UMA	83-84 , 123, 142, 150, 158.
UNWRA	85, 146, 186.
UPK	211.
URSS	15, 48, 54, 82-83, 87-92, 120, 132-136 , 144-146, 152, 153, 159, 163, 167-168, 176, 182, 210, 214, 217.
Wahhabisme, Wahhabites	64-65, 76, 117, 132.
Warba et Boublane	167.
Wisigoths	39.
Yaaruba	42.
Yahia (Imam)	41-42.
Yazid Ier	29, 65.
Yazidites	68.
Yémen	40-41 , 66, 81-82, 105, 120, 126, 136, 176, 182.
Yémen du Nord	150-152 .
Yémen du Sud	50, 53-57, 136, 150, 152 - 153 , 159, 210.
Zaïdites	41, 65 , 150-151.
Zaïre	157.
Zanzibar	42.
Zoroastriens	66, 68.

Achévé d'imprimer
le 1^{er} mars 1994
sur les presses
de l'imprimerie Campin
à Tournai (CE).
Photogravure : Point 12 à Baisieux (CE).
Cartographie et mise en pages :
Equinoxes à Neuilly (CE).

© Cartes et grahiques : Equinoxes.

Un drame très actuel, nourri d'un arsenal de cartes, de tableaux et de chronologies qui résument clairement chaque question.

Nicole Zand - *Le Monde*

Parfaitement illustré par des tableaux, des graphiques et des cartes. Cet atlas constitue un instrument de travail d'une grande utilité permettant de mieux saisir les grands enjeux dans la région.

Abderrahman Belgourch - *Politique étrangère*

A lire absolument.

Philippe Hensmans -

Journal d'Amnesty International

Panorama très complet de cette partie du monde qui n'en finit pas de passer du rêve au cauchemar. En cinq volets intelligemment répartis.

Daniel Bermond - *Lire*

L'Atlas géopolitique du Moyen-Orient et du monde arabe [...] aidera quiconque veut comprendre.

Pierre Vennat - *La Presse, Montréal*

Sur une région qui a déjà fait couler beaucoup d'encre, enfin un ouvrage qui sort du lot [...] Cartes et tableaux constituent autant d'arrêts sur image particulièrement précieux.

Croissance, le monde en Développement

Jusqu'à ce jour, aucun livre publié en français ne présentait une approche à la fois historique, politique et économique de cette partie du monde.

Jeune Afrique Economie

Travail remarquable.

Arabies

Voilà le type même d'ouvrage que l'on devrait garder sous la main en lisant son journal. Ajoutons que lycéens et étudiants auront un intérêt tout particulier à actualiser avec cet atlas leurs livres d'histoire et de géographie. Car il ne s'agit pas tant d'un recueil de cartes que d'une mise en situation des enjeux stratégiques du "croissant des crises" à travers une approche historique, économique, sociologique et politique.

Parfait.

Sud-Ouest

L'Atlas du Moyen-Orient et du monde arabe a été réalisé par **Equinoxes**, une équipe spécialisée dans la production d'atlas géostratégiques, réunissant journalistes de haut niveau, universitaires et professionnels de l'édition sous la direction de **Philippe Lemarchand**, Maître de Conférences en géopolitique et en DEA d'Etudes Politiques, à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris.

Chez le même éditeur :

Atlas Stratégique

de Gérard Chaliand et Jean-Pierre Rageau, 1993

L'Afrique et l'Europe - Atlas du XXe siècle

sous la direction de Philippe Lemarchand, 1994